

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 22

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent

accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré aux écrits de Marx et d'Engels au cours des années 1852-1856.

Il comprend les dix cahiers suivants :

Introduction

1. En vue de l'Economie

- 1.1. 1850-1852, reprise des travaux théoriques et des recherches, paginé RTR, de 1 à 4
- 1.2. Une *questiuncula theorica*, paginé QT de 1 à 7.

2. Journalisme politique

- 2.1. Marx/Engels et le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861, paginé MjP de 1 à 6

3. Varia

- 3.1. Sur la duchesse de Sutherland et l'esclavage, paginé DES, de 1 à 4

4. Sur le mouvement ouvrier

- 4.0. Préambule
- 4.1. Les chartistes, paginé Ch, de 1 à 9
- 4.2. Sur la loi des 10 heures, paginé L10H, de 1 à 6
- 4.3. L'émigration forcée, paginé EF, de 1 à 5
- 4.4. Grèves ouvrières, paginé GO, de 1 à 6.
- 4.5. Lettre au Parlement ouvrier, paginé PO, de 1 à 4

5. La controverse sur l'eurocentrisme de Marx et d'Engels

- 5.1. Les termes du débat et les pièces du dossier, paginé EdM, de 1 à 18
- 5.2. Le concept de *mode de production* : premières formulations, paginé MdP, de 1 à 7
- 5.3. En vue du *mode de production asiatique*, paginé MdPa, de 1 à 4

6. Sur la question d'Orient et la guerre de Crimée

- 6.1. Chronologie de la guerre de Crimée, paginé GdC-C, de 1 à 12
- 6.2. Sur la question d'Orient, paginé QdO, de 1 à 12
- 6.3. Sur la guerre de Crimée, paginé GdC de 1 à 13

7. L'Espagne en révolution (1854-1856)

- 7.0. Préambule, paginé P, de 1 à 7
- 7.1. Espartero, paginé E, de 1 à 14
- 7.2. 1854-1856 : le fil des événements, paginé ER, de 1 à 14
- 7.3. Le coup d'Etat de 1856, paginé 1856, de 1 à 9

8. Le soulèvement italien

- 8.1. L'Italie en résistance, paginé IeR, de 1 à 9

9. Notes et documents

- 9.1. Note sur Charles Dana et sur le *New York Daily Tribune*, paginé CD de 1 à 5
- 9.2. Hegel et l'Orient, paginé H&O de 1 à 5
- 9.3. Répertoire des articles de Marx et d'Engels parus dans la presse entre 1852 et 1856, paginé Adp de 1 à 17

10. Tranches de vie (janvier 1853-décembre 1856)

Introduction

Les quelques ressources financières dont disposaient Marx et son épouse Jenny lors de leur arrivée à Londres en août/septembre 1849 ne vont pas tarder à s'épuiser. L'installation de la famille en décembre 1850 dans le très modeste appartement du 28, Dean Street à Soho témoigne d'une situation d'impécuniosité, proche de la pauvreté, voire, en diverses circonstances, de la misère.

On se rappelle que Marx avait consacré le principal de ses avoirs à la fondation, en juin 1848, de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. La collecte des actions en vue de doter la société éditrice du journal n'avait pas fourni, en effet, les résultats escomptés (à peine la moitié des 30.000 thalers prévus) et Marx avait été conduit à devoir progressivement investir dans l'entreprise l'essentiel de son héritage paternel. Or son expulsion de Prusse, en mai 1849, ne lui a guère laissé le loisir de récupérer une partie de sa mise, à peine la vente de la presse qui n'aura servi pour l'essentiel qu'à honorer les derniers paiements et les dernières dettes du quotidien.

L'échec éditorial et financier de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* qu'il fonde à Londres avec Engels dès le 15 décembre 1849 le laisse désormais sans aucun espoir d'un revenu fixe. La famille est contrainte de survivre à coups d'expédients, et principalement de l'aide, même si très modeste au début, que va lui fournir Engels, lequel, vers la mi-novembre 1850, s'installera à Manchester pour prendre du service dans l'entreprise de son père.

C'est en vain que Marx et son épouse solliciteront l'aide de leur famille respective. La mère de Marx reste sourde aux appels, malgré la menace qu'il lui adresse un jour de tirer des traites sur son compte et, en cas de non paiement, de se rendre en Prusse pour s'y faire arrêter et mettre en prison pour dette. La mère de Jenny déclare, quant à elle, avoir tout dépensé pour envoyer son fils Edgard à Mexico.

*

On comprend que dans un tel contexte, Marx ait accueilli comme une voie de salut la proposition que lui transmet, en août 1851, Charles Anderson Dana de se faire le collaborateur du journal américain *The New York Daily Tribune* à raison de deux articles par semaine.

Marx sera incapable d'honorer les premiers engagements de ce contrat, et cela pour **deux raisons**, l'une technique, l'autre d'ordre intellectuel.

Une raison technique ? Elle réside dans son incapacité, à cette date, de maîtriser la langue anglaise. Il se verra donc contraint de solliciter l'aide directe de son ami Engels qui fournira sans tarder la série des articles sur les événements révolutionnaires de 1848-1849 en Allemagne et en Autriche.

Une raison d'ordre intellectuel ? Oui, car dès le mois de mai 1850, s'inscrivant à la bibliothèque du British Museum, il s'est remis au travail dans la perspective de reprendre la rédaction de son *Économie*.

Or ces travaux de recherche n'aboutiront pas.

En cause, les débats au sein de l'immigration, qui vont mobiliser une grande part de son énergie.

En cause, l'absolue nécessité de se consacrer en priorité au journalisme alimentaire.

*

L'objet de ce fascicule est de fournir un aperçu des travaux de Marx et d'Engels au cours de cette période qui couvre **les années 1852-1856**.

Ces travaux sont de deux sortes.

Les premiers, peu nombreux, appartiennent aux recherches qui accompagnent la brève reprise par Marx de ses travaux théoriques.

Les seconds, très nombreux, appartiennent au contrat de journaliste que Marx a conclu avec Charles Anderson Dana.

*

La prochaine étape de l'aventure intellectuelle et politique de Marx et d'Engels aboutira à la rédaction des manuscrits de **1857** et bientôt à la fondation de la première Internationale.

1.1. 1850-1852 : la reprise des travaux théoriques et des recherches

Sources documentaires:

Les principales sources documentaires sur le sujet se trouvent dans l'étude réalisée par Maximilien Rubel en deux parties, la première sous le titre « Les cahiers de lecture de Karl Marx. I. 1840-1853 » (« International Review of Social History », Amsterdam, vol. II, n. 3, 1957, pp. 392-420), la seconde sous le titre « Les cahiers d'étude de Karl Marx, II. 1853-1856 » (« International Review of Social History », Amsterdam, vol. V, n. 1, 1960, pp. 39-76)¹.

*

Le **12 juin 1850**, Marx prend son inscription comme membre de la salle de lecture de la bibliothèque principale du British Museum². Il a 32 ans.

Où en est-il, à cette date, dans ses études et travaux d'économie politique ?

Le premier de ses écrits dans ce domaine est demeuré **inédit**. Il s'agit des manuscrits connus sous le nom de « **Manuscrits parisiens**³ » rédigés entre février et août **1844**. Ils constituent sa première confrontation avec l'économie politique⁴. Sous la pression d'Engels⁵, Marx signera, le **01.02.1845**, le jour même de son expulsion vers Bruxelles, un contrat d'exclusivité avec un jeune éditeur de Darmstadt, Karl Leske, pour l'édition d'une « Critique de la politique et de l'économie politique » en deux volumes. Preuve de sa notoriété éditoriale, il reçoit une avance importante de 1.500 francs sur un ensemble de 3.000 francs pour 2.000 exemplaires⁶. A la fois son perfectionnisme et d'autres exigences, dont la rédaction avec Engels du manuscrit de *l'Idéologie allemande*⁷, l'empêcheront toutefois d'honorer ce contrat⁸ que Leske finira par résilier en février 1847.

La première manifestation éditoriale⁹ de Marx en économie politique réside dans la publication¹⁰, le **15 juin 1847**, de son pamphlet contre Proudhon¹¹ qu'il intitule **Misère de la Philosophie**.

Cet ouvrage est suivi par la publication dans *l'Atelier démocratique* du 29.09.47 de la contribution de Marx destinée au congrès organisé à Bruxelles autour des questions du libre-échange et du protectionnisme sous les auspices de *l'Association belge pour la liberté commerciale*. Marx n'avait pu y prendre la

¹ En ligne sur le site des Presses universitaires de Cambridge à l'adresse www.cambridge.org/core.

² La tradition lui attribue le siège n° 7 si l'on en croit Asa Briggs et John Callow, *Marx in London*, Lawrence and Wishart, London 2008, p. 55.

³ Ou de « *Manuscrits de 1844. Economie politique et philosophie* » selon la traduction d'Emile Bottigelli aux Editions sociales en 1969.

⁴ Compte tenu du rôle qu'a joué dans l'orientation de sa pensée l'article d'Engels « Esquisse d'une critique de l'économie politique » paru dans le premier et unique numéro des *Annales franco-allemandes*.

⁵ Le 20 janvier 1845, Engels lui écrit : « Arrange-toi pour achever ton livre d'économie politique, même si bien des pages ne devraient pas te satisfaire, peu importe : les esprits sont mûrs et nous devons battre le fer parce qu'il est chaud. (...) Aussi tâche d'en terminer d'ici avril. (...) Il faut que ça paraisse bientôt ». (C1, p. 355).

⁶ Il s'agit d'une somme considérable, à laquelle il faut ajouter diverses souscriptions obtenues par Engels et Georg Jung. Auguste Cornu observe que 2.500 fr. représentaient trois fois le traitement annuel d'un instituteur. (Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels*, tome IV, PUF, Paris 1971, p. 122).

⁷ Lui-même resté inédit, faute d'avoir trouvé un éditeur.

⁸ Marx s'en explique longuement dans sa lettre à Leske du 01.08.1846 : « Il me semblait très important écrit-il, de publier d'abord un écrit polémique contre la philosophie allemande et contre le socialisme allemand qui lui a fait suite avant d'aborder des développements positifs ». Il ajoute : « Comme le manuscrit presque achevé du premier volume de mon ouvrage est écrit depuis fort longtemps déjà, je ne le donnerai pas à l'impression sans le revoir une fois du point de vue du fond et de la forme. Il est bien compréhensible qu'un écrivain qui progresse dans son travail ne puisse donner à imprimer mot à mot six mois après ce qu'il a écrit si mois auparavant. ». (C1, pp. 395-396). Observons qu'en dépit de son engagement, Marx ne remboursera jamais l'avance perçue.

⁹ Car selon son habitude, acquise durant ses années universitaires, Marx collectionne les cahiers de notes où il transcrit les données, extraits et résumés de ses lectures.

¹⁰ A compte d'auteur.

¹¹ L'ouvrage de Proudhon intitulé *Système des Contradictions économiques, ou Philosophie de la Misère*, avait paru le 15 octobre 1846. Le refus de Proudhon, en mai 1846, de faire partie du *Comité de Correspondance* et surtout les arguments qu'il avait avancés pour décliner la proposition de Marx avaient décidé ce dernier à répliquer vivement. On relira sur le sujet la longue lettre que Marx adresse à Annenkov, le 28.12.46, sur l'ouvrage de Proudhon. (C1, pp. 446-459)

parole¹, mais un résumé de sa contribution avait paru dans la presse progressiste bruxelloise, puis en Allemagne à l'initiative de Weydemeyer. Marx était revenu sur la question dans une conférence prononcée le **9 janvier 1848** devant l'*Association Démocratique* de Bruxelles qui avait assuré la publication, à ses frais, d'une brochure intitulée « **Discours sur la question du libre-échange** ».

En ce début de **janvier 1848**, Marx prononce devant l'*Association des travailleurs allemands* de Bruxelles un cycle de conférence sur le thème du travail salarié. L'annonce en est faite par la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 6 janvier 1848, mais il faudra attendre la fondation, en avril 1848, à Cologne, de la *Neue Rheinische Zeitung* pour qu'y paraisse, en 5 livraisons, **entre le 5 et le 10 avril 1849**, le texte connu sous le titre de **Travail salarié et Capital**.

Cette publication marque **la fin d'un cycle**.

A partir de février 48, à Paris, puis à Cologne, toute l'énergie de Marx est mobilisée par les événements révolutionnaires et par la direction politique de la *Neue Rheinische Zeitung*.

*

Nous avons rappelé les conditions de son arrivée à Londres en **août/septembre 1849**.

S'écartant autant qu'il se peut des conflits avec la dissidence de Willich/Schapper et avec l'immigration, Marx s'efforce de reprendre ses études. L'effort se manifeste surtout par quantité de lectures qui fournissent ses cahiers de notes² et qui vont argumenter la rédaction des cahiers de la *Neue Rheinische Zeitung Revue*.

Le **11 janvier 1851**, Jenny écrit à Engels : « Mon mari est à la bibliothèque où il tue le temps³ ». Un propos que confirme l'observation de Wilhelm Pieper dans son post-scriptum de la lettre à Engels du 27 janvier 1851 : « Marx, *écrit-il*, vit dans une retraite complète, ses seuls amis sont John Stuart Mill et Loyd, et quand on vient chez lui, on n'est pas accueilli par des civilités mais par des catégories économiques⁴. ».

Sa correspondance avec Engels témoigne de l'orientation de ses recherches. Ainsi en est-il dans cette lettre à Engels du 7 janvier 51, qui est la première lettre d'économie politique entre les deux amis, où c'est la théorie ricardienne de la rente qui est explicitement interrogée. Le 03.02.51, ce sont les questions de la circulation monétaire qui font l'objet d'une longue lettre à Engels⁵.

La recherche se poursuit avec une telle exaltation que Marx se prend à vouloir conclure dans un bref délai. Le **2 avril 51**, il confie à Engels: « Je suis si avancé que, dans cinq semaines, j'en aurai terminé avec toute cette merde d'économie. Et cela fait, c'est chez moi que je rédigerai *l'Economie politique*, tandis qu'au Muséum je me lancerai dans une autre science. *Ça commence à m'ennuyer. Au fond*, cette science, depuis A. Smith et D. Ricardo, n'a plus fait aucun progrès, malgré toutes les recherches particulières et souvent extrêmement délicates auxquelles on s'est livré⁶. ». Engels, qui se félicite du propos, ne manquera pas d'aussitôt l'inviter à rédiger sans tarder. Le 3 avril 1851, il lui répond : « Je suis heureux d'apprendre que tu as enfin terminé *l'Economie politique* : la chose finissait vraiment par trop trainer en longueur et tant qu'il te reste devant toi un livre que tu juges important et que tu n'as pas lu, tu n'arrives pas à rédiger⁷. ».

De son côté, Lassalle⁸ adresse à Marx les mêmes encouragements. Le **12 mai 1851**, il lui écrit : « J'ai appris (...) que ton *Economie politique* voit enfin le jour. Trois épais volumes d'un coup ! J'en suis *on ne peut plus* affamé. D'autant que j'ai repris avec ardeur, depuis un an, l'étude de l'économie que j'avais délaissée pendant plus de trois ans, sous la poussée de l'action. Quant à ta brochure contre Proudhon⁹, elle est tout à fait propre à susciter le plus grand intérêt à l'égard de ton action positive. Car elle témoigne d'une érudition historico-littéraire tout à fait grandiose et de la compréhension la plus pénétrante

¹ Pour le détail nous renvoyons à notre fascicule 10.

² Pour le détail de ces carnets, voir la publication de Maximilien Rubel intitulée « Les cahiers de lecture de Karl Marx », *International Review of Social History*, Vol. 5, Issue 1, April 1960 (pp. 405-414 en particulier pour les cahiers de Londres 1850-1853). La revue est accessible sur le site de l'université de Cambridge à l'adresse www.cambridge.org/core.

³ C2, p. 114.

⁴ C2, p. 120.

⁵ C2, pp. 125-130.

⁶ C2, p. 182.

⁷ C2, p. 188.

⁸ Lequel vient de terminer la peine de prison qui lui avait été infligée d'octobre 1850 à avril 1851.

⁹ Lassalle parle ici de *Misère de la philosophie* qui avait paru en 1847. En août 1851, c'est bientôt le nouvel ouvrage de Proudhon *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle* qui va mobiliser l'attention de Marx sans qu'aboutisse la rédaction d'une brochure qu'il avait en projet sur le sujet.

des catégories économiques. Mais elle se contente – ce qui convient d'ailleurs tout à fait au genre - de réfuter Proudhon, sans développer les problèmes sous leur aspect positif (...). Cependant, c'est précisément pour cette raison que je voudrais voir sur ma table de travail ce monstre en trois volumes du Ricardo devenu socialiste, et du Hegel devenu économiste, car tu dois réunir les deux, et tu le feras¹. ».

Engels voyait cependant juste en craignant les scrupules intellectuels de son ami dans la conclusion d'une recherche.

Certes, Marx poursuit.

A Engels, le **21.05.51** : « Je suis maintenant tous les jours à la bibliothèque, de 10 heures du matin au soir 7 heures² ». A Weydemeyer, le **27.06.51** « Je suis la plupart du temps de 9 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir au British Museum (...) Naturellement les simples nigauds démocratiques qui reçoivent l'inspiration « d'en haut » n'ont pas besoin de tels efforts (...), eux pour qui tout est simple parce qu'ils n'ont pas de cervelle³. ». En **septembre 1851**, il est en mesure de négocier avec l'éditeur Löwenthal de Francfort la publication de son *Économie*⁴ en trois volumes, selon le plan qu'Engels et lui ont mis en place lors de leur entrevue à Manchester en début novembre 1851⁵. Engels ne manquera pas, à cette occasion, de presser à nouveau Marx pour qu'il accepte les exigences de l'éditeur, notamment de commencer la publication par le volume consacré à l'histoire des doctrines économiques⁶. Le **27 novembre 51**, il lui écrit : « Pour peu que ses conditions soient acceptables, le mieux est sûrement que tu conclues l'affaire avec Löwenthal. (...). L'essentiel est non seulement que tu reparais devant le public avec un gros livre et, au mieux, avec le sujet le plus inoffensif qui soit, l'Histoire. (...) A cela s'ajoute que cette Histoire, tu ne peux l'écrire qu'à Londres⁷ tandis que tu peux faire partout ailleurs les *Socialistes* et la *Critique*⁸. Il serait bon que tu saisis l'occasion maintenant avant que les crapauds⁹ ne fassent quelque nouvelle sottise et nous projettent à nouveau sur le *theatrum mundi*. (...) Plus je réfléchis à l'affaire, plus il me paraît pratique de commencer par la partie historique. *Sois donc un peu commerçant, cette fois*¹⁰ ».

Or les pourparlers, souvent conduits par des intermédiaires¹¹, prendront beaucoup de temps¹² sans jamais aboutir. Nul doute que cette déception aura l'effet d'un frein. Une prochaine proposition, le 19.08.52, à l'éditeur de Leipzig Heinrich Brockhaus d'une étude sur « Les ouvrages d'économie politique anglais contemporains, de 1830 à 1852¹³ » n'aboutira pas.

De surcroît les questions politiques et les contraintes financières de la famille vont imposer leurs urgences.

Les urgences politiques ? Le **10.05.51**, Peter Nothjung se trouve contrôlé à la gare de Leipzig. Cette arrestation marque le début du procès à Cologne de la *Ligue des Communistes* qui va mobiliser toute l'énergie de Marx et d'Engels au cours de ces deux années 1851 et 1852¹⁴.

Les contraintes financières ? L'impécuniosité de la famille est telle que Marx ne peut hésiter un instant devant la proposition que lui transmet Charles Anderson Dana, le **8 août 51**, de collaborer régulièrement, à raison de deux articles par semaine, au journal *New York Daily Tribune*. Les premières contri-

¹ *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, traduction et présentation par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977, pp. 72-73. Cf. la lettre de Lassalle du 26.06.51 sur ses efforts vers les éditeurs allemands.

² C2, p. 220.

³ C2, p. 239.

⁴ C'est par ce terme que Marx avait coutume de mentionner son travail en cours dans le domaine de l'économie politique (Cf. sa lettre à Weydemeyer du 30 janvier 53 : « Est-ce que je pourrais trouver là-bas (en Amérique) un éditeur pour mon *Économie* puisque cela ne marche pas en Allemagne » (C3, p. 37))

⁵ Un séjour, du 5 au 15 novembre 1851, qui s'explique non moins par la délicate question de la prochaine naissance de Freddy, le fils naturel de Lenchen. (Cf. le chapitre 5.1 de notre fascicule 20).

⁶ Marx à Engels, le 24 novembre 51 : « Ebner m'a écrit que Löwenthal voulait faire l'essai avec un volume, sans dire cependant que je devrais commencer par *l'Histoire de l'Économie politique*. Ce serait chambouler tout mon plan ». (C2, p. 360)/

⁷ En raison, on le comprend du recours indispensable pour ce genre de travaux à la bibliothèque du British Museum.

⁸ Qui constituent les thèmes des deux autres volumes, cette fois constitués par les apports personnels de Marx.

⁹ Un terme péjoratif qui désigne entre eux leurs adversaires politiques.

¹⁰ C2, pp. 362-365.

¹¹ Et notamment, on l'a lu, par le journaliste Hermann Ebner de Francfort (par ailleurs un mouchard au service de la police autrichienne).

¹² En mai 1852, Engels évoque encore la possibilité d'un accord (« Ebner m'écrit qu'en ce qui concerne ton *Économie*, il est encore en pourparler avec Löwenthal qui veut s'installer à Bruxelles. » (C3 p. 118).)

¹³ C3, p. 189-190. Manifestement, Marx tente de mettre en valeur les notes extraites de ses lectures.

¹⁴ Pour le détail, nous renvoyons à notre fascicule 20 qui est tout entier consacré au procès de Cologne.

butions seront, on le sait, rédigées en son nom par Engels¹, mais à partir d'août 52, et surtout de **janvier 53**, lorsque il sera en mesure de rédiger sans aide en anglais, Marx va principalement se consacrer au travail de journaliste qui s'offre à lui comme une planche de salut financière.

Par ailleurs, à partir de **décembre 1851**, Marx commence à rédiger le *Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* dont les chapitres parviendront à Joseph Weydemeyer du 1er janvier au 25 mars 1852.

La perspective d'une rédaction rapide de *l'Économie* s'éloigne. Même, le travail est **à l'arrêt** pour une longue période de cinq ans.

*

Le 15 **septembre 1853**, il écrira à Adolf Cluss : « J'ai toujours espéré parvenir à avancer suffisamment pour pouvoir me retirer deux ou trois mois dans la solitude et rédiger mon *Economie*. Il semble bien que je n'y arriverai pas. Tartiner toujours du papier dans le journal m'ennuie. Ça me prend beaucoup de temps, je m'éparpille et en fin de compte, ça n'est pas grand-chose. On a beau être aussi indépendant que l'on veut, on n'en est pas moins lié au journal et à son public, surtout quand on est payé au comptant comme moi. Des travaux scientifiques, c'est tout à fait autre chose (...)»².

Ce n'est qu'en **mars 1857** que Marx reprendra méthodiquement le cours de ses recherches dans le domaine économique³.

¹ Le 14.08.51, il lui écrit : « En ce qui concerne le *New York Tribune*, il faut que tu m'aides en ce moment où j'ai plein les mains de *l'Économie politique*. Ecris une série d'articles sur la Germanie, à partir de 1848. Pleins d'astuce et sur un ton très libre. » (C2, p. 288). Ces vingt « articles sur la Germanie » composeront, d'octobre 1851 à décembre 1852, la série qui sera plus tard publiée sous le titre « Révolution et contre-révolution en Allemagne ». (Nous renvoyons sur ce point à notre fascicule 17).

² C4, p. 26.

³ Il s'en explique au terme de son introduction de janvier 1859 à sa *Contribution à la critique de l'économie politique*, écrivant : « (...) ce qui abrégé le temps dont je disposais, ce fut l'impérieuse nécessité de faire un travail rémunérateur. Ma collaboration qui dure maintenant depuis huit ans, au *New York Tribune*, le premier journal anglo-américain, entraîna, comme je ne m'occupe qu'exceptionnellement, de journalisme proprement dit, un éparpillement extraordinaire de mes études. » (K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris 1977, p. 4).

1.2. Une *questiuncula theorica*

Le **7 janvier 1851**, Marx adresse à Engels sa première lettre portant sur une question d'économie politique.

Elle a pour objet une interrogation sur la **théorie ricardienne de la rente foncière**.

*

Il est utile pour la compréhension de cette lettre d'exposer brièvement le principal de la théorie ricardienne de la rente foncière. On se reportera pour le détail à l'exposé de David Ricardo au chapitre II (« De la rente de la terre ») de ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*¹.

Ricardo y définit la rente foncière comme « cette portion du produit de la terre pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives et impérissables du sol » (p. 57), ou encore, comme « ce que le fermier paie au propriétaire pour le droit d'exploiter les facultés primitives et indestructibles du sol. » (p. 58).

L'important est de bien comprendre que pour lui, la rente foncière est une **grandeur différentielle**. Elle résulte, en effet, de la différence de rentabilité qui se manifeste entre les premières exploitations choisies pour leurs qualités productives et la mise en culture postérieure de terres nécessairement moins fertiles.

Tout l'effort de Ricardo va consister à élaborer un **critère** qui permette d'obtenir une **mesure** rationnelle de cette grandeur.

Le raisonnement se décompose en **trois temps** :

1. Dans l'hypothèse où les terres cultivables sont disponibles à foison, il ne peut exister de rente foncière. Un bien inépuisable comme l'air que l'on respire ne donne lieu à aucune dépense pour son usage. La rente ne se conçoit donc que dans le cadre d'une restriction de l'espace disponible, en raison, d'une part, de l'appropriation privée des terres agricoles, en raison, d'autre part, de l'augmentation de la population et donc des besoins².

2. Or, la valeur des produits agricoles (du blé, en particulier) et donc leur prix de vente se mesurent toujours sur la base des coûts d'exploitation (bénéfices du fermier compris) des terres les moins fertiles et donc les plus exigeantes en capital et en travail investis. Cette thèse est centrale dans le raisonnement de Ricardo pour qui le prix de vente du produit s'aligne toujours sur les conditions d'exploitation de la terre la moins fertile.

3. Cet alignement accorde un avantage aux terrains les plus fertiles (et les mieux situés) qui profitent du différentiel de productivité et c'est cette différence qui constitue l'objet de la rente. Le propriétaire foncier d'une terre de bonne fertilité est en mesure de réclamer de son fermier une rente calculée sur le bénéfice que réalise ce dernier en vendant ses produits au même prix que réclame, pour être rentable, la terre la moins fertile.

*

On connaît un premier commentaire critique de cette théorie sous la plume d'Engels dans sa contribution de **1844** au numéro unique des *Annales franco-Allemandes*. L'article s'intitule « Esquisse d'une critique

¹ David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Editions Flammarion, Coll. Champs, Paris 1977, pp. 57-71.

² Cette genèse ressemble bien à ce que Marx nommera plus tard une *robinsonnade*. C'est un récit de ce genre que l'on rencontre chez Proudhon lorsque dans *Philosophie de la misère*, en son chapitre XI (Huitième époque, La propriété, § 2), il évoque l'apparition de la rente foncière, écrivant : « Au début de la société, lorsque l'homme, nouveau sur la terre, n'avait devant lui que l'immensité des forêts, que la terre était vaste, et que l'industrie commençait à naître, la rente dut être nulle. La terre, non encore façonnée par le travail, était un objet d'utilité; ce n'était pas une valeur d'échange. Elle était commune, non sociale. Peu à peu la multiplication des familles et le progrès de l'agriculture firent sentir le prix de la terre. Le travail vint donner au sol sa valeur : de là naquit la rente. ». (Proudhon, *Philosophie de la Misère*, Editions du groupe Fresnes Antony, 1983, p. 261). En vérité, l'occupation du sol résulte de conditions historiques d'appropriation associées à de purs rapports de force.

de l'économie politique¹ ». Nous renvoyons pour le détail de l'argumentation d'Engels au chapitre 1.4 de notre fascicule 2 qui offre une lecture commentée de cet article. Ce qui nous importe ici, c'est la netteté avec laquelle Engels met en évidence ce qui deviendra plus tard chez Marx la théorie de la **rente absolue**, à savoir non pas le résultat d'un différentiel entre des fertilités inégales, mais la simple conséquence d'un fait brutal : la situation de **monopole** dont jouit le propriétaire foncier et qui le place en position d'**extorquer** la rente.

Engels écrivait à cette date :

La rente foncière est le rapport entre la capacité du rendement du terrain qui est l'aspect naturel (lequel se compose à son tour de la disposition *naturelle* et de la mise en valeur *humaine*, du travail accompli pour l'amendement) et l'aspect humain : la concurrence. Les économistes peuvent bien secouer la tête devant cette « définition », ils verront à leur effroi qu'elle comprend tout ce qui se rapporte à la chose.

Le *propriétaire foncier* n'a rien à reprocher au commerçant.

Il vole en monopolisant le sol. Il vole en exploitant à son compte l'accroissement de la population qui accroît la concurrence et par là la valeur de sa propriété foncière. Il vole en faisant de ce qui n'est pas le produit de son activité personnelle, et qu'il tient seulement du hasard, la source de profit personnel. Il vole lorsqu'il *affirme* par le fait qu'en dernier ressort il s'attribue les améliorations apportées par son fermier. Voilà tout le mystère de la richesse sans cesse croissante des grands propriétaires fonciers.

Les axiomes qui qualifient de vol le mode d'acquisition du propriétaire foncier, c'est-à-dire que chacun a un droit sur le produit de son travail, ou que personne ne doit récolter ce qu'il n'a pas semé, ne sont pas les nôtres. (...) Ces axiomes sont plutôt des conséquences de la propriété privée. Il faut tirer les conséquences de celle-ci ou y renoncer comme prémisse².

De même Marx, dans ses *Manuscrits* de **1844**, insiste sur le rapport **conflictuel** entre le propriétaire foncier et son fermier : « La rente foncière, *écrit-il*, est fixée par la lutte entre fermier et propriétaire foncier. Partout, en économie, nous trouvons l'opposition ouverte des intérêts, la lutte, la guerre, reconnues comme le fondement de l'organisation sociale³ ». Son évocation de la rente demeure toutefois plutôt descriptive⁴, associée à des citations commentées des classiques de l'économie politique, Jean-Baptiste Say, Adam Smith et David Ricardo.

Marx revient sur la question de la rente dans son anti-Proudhon de **1847**⁵, moins cependant sur la problématique théorique comme telle que dans le cadre de la polémique avec son interlocuteur dont il dénonce l'approche abstraite, étrangère aux circonstances historiques concrètes du prélèvement de la rente.

*

Nous découvrons à présent la lettre de Marx⁶.

¹ Un intitulé qui sera récurrent dans tous les écrits de Marx.

² Fr. Engels, *Esquisse d'un critique de l'économie politique*, Editions bilingue Aubier, Coll. Connaissance de Marx, Paris 1974, pp. 65-67.

³ K. Marx, *Manuscrits de 1844*, Éditions sociales, Paris 1969, p. 42 (« Premier manuscrit. Ch. « Rente foncière »). Il ajoute, reliant la rente à la lutte de classe dans son principe : « Comme le propriétaire foncier peut exiger d'autant plus de rente du fermier que le fermier paie moins de salaire et comme le fermier rabaisse d'autant plus le salaire que le propriétaire exige plus de rente foncière, l'intérêt du propriétaire est tout aussi opposé à l'intérêt des travailleurs agricoles que celui des patrons de manufactures l'est à celui de leurs ouvriers. Il rabaisse également le salaire à un minimum. » (op.cit., p. 47).

⁴ Même si pleine d'intérêt dans ses développements très affûtés, par exemple, sur la transition entre la domination exercée par la propriété foncière féodale et celle de la propriété foncière bourgeoise en concurrence de profit avec le capital (pp. 50-52).

⁵ Le développement occupe le chapitre II.4 (« La propriété ou la rente ») de l'ouvrage.

⁶ C2, pp. 108-111.

*

Londres, le 7 janvier 1851

Cher Engels,

Je t'écris aujourd'hui pour te soumettre une *questiuncula theoretica*, bien entendu *naturae politico-economicae*¹.

Commençons *ab ovo*²: tu sais que, d'après la théorie de Ricardo, la rente n'est rien d'autre que la différence entre les frais de production et le prix du produit agricole, ou comme il le dit encore: la différence entre le prix auquel la plus mauvaise terre doit vendre³ pour rentrer dans ses frais (en y incluant toujours le profit et les intérêts du fermier), et celui auquel la meilleure terre peut vendre⁴.

Selon lui - c'est ainsi qu'il expose lui-même sa théorie - l'augmentation de la rente prouve que:

1. On a recours à des sols de moins en moins bons, ou encore, la même quantité de capital utilisée successivement sur la même terre ne fournit pas le même produit. En un mot: le sol se détériore dans la mesure même où la population est contrainte de lui faire rendre davantage. Il devient relativement plus infertile. C'est là qu'ensuite Malthus a trouvé la base réelle de sa théorie de la population et que ses disciples cherchent maintenant leur dernière planche de salut.

2. La rente ne peut augmenter que si le prix du blé monte (du moins *du point de vue de la loi économique*); elle baisse obligatoirement quand ce prix diminue.

3. *Quand le rendement de la rente de tout un pays augmente*, il n'y a qu'une explication possible: on a mis en culture une très grande quantité de terres relativement plus mauvaises.

Or, l'histoire contredit partout ces trois *propositions*.

1. Il ne fait pas de doute qu'avec le progrès de la civilisation, des sols de plus en plus mauvais sont mis en culture. Mais il est tout aussi peu douteux que, par suite du progrès de la science et de l'industrie, ces sols plus mauvais sont relativement bons, en comparaison des sols anciennement réputés bons.

2. Depuis 1815, le prix du blé est tombé de 90 à 50 shillings, et même au-dessous avant l'abrogation des lois sur les grains; chute irrégulière, mais constante. La rente a constamment monté. Il en est ainsi en Angleterre. Et, *mutatis mutandis*, partout sur le continent.

3. Nous constatons que dans tous les pays, Petty l'avait déjà noté, lorsque le prix du blé baisse, la somme des rentes du pays augmente.

L'essentiel dans tout ceci reste d'établir une équation entre la loi de la rente et le progrès de la fertilité agricole en général: seul moyen, d'une part, d'expliquer les faits historiques et, en outre, d'éliminer la théorie malthusienne de la détérioration non seulement de la main-d'œuvre, mais aussi des sols.

On le constate : la réplique de Marx et sa principale contestation portent sur la thèse centrale de David Ricardo sur l'infertilité croissante des terres mises en culture.

¹ Autrement dit : « une petite question théorique d'économie politique ».

² « depuis l'œuf », et donc *depuis le début*.

³ L'édition de C2 commet ici une **faute de traduction** embarrassante en indiquant « doit se vendre ». Il ne s'agit évidemment pas de vendre la terre elle-même mais les produits qui en sont issus.

⁴ La première définition était, on le constate, approximative en raison du caractère « bien entendu » de l'échange privé entre les deux amis.

Ce qu'il convient non moins de noter est l'évocation au passage de ladite « loi des grains ». Il s'agit en effet d'un épisode extrêmement important de la lutte politique en Angleterre entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie industrielle libre-échangiste. Voté en 1815 sous la gouverne de la noblesse terrienne, le *Corn Law Act* imposait une législation protectionniste destinée à préserver le cours des céréales. Cette mesure avait fait l'objet d'une opposition intense conduite par la bourgeoisie industrielle libre-échangiste qui, à la tête de l'*Anti Corn Law League*¹, exigeait son abrogation, laquelle interviendra en mai 1846.

Marx poursuit sur un exemple chiffré qui n'apporte rien de particulier au raisonnement.

Je crois que la chose s'explique simplement de la façon suivante:

Supposons qu'à un certain stade de l'agriculture, le prix du quarter de blé soit de 7 sh. et qu'un acre de terre de la meilleure qualité, fournissant une rente de 10 sh., produise 20 bushels². Le rendement de l'acre = donc 20×7 ou 140 sh. Le coût de production s'élève en ce cas à 130 sh. Ces 130 sh. représentent donc le prix du produit de la plus mauvaise terre exploitée.

Supposons qu'intervienne maintenant une amélioration générale de l'agriculture. En la supposant, nous admettons en même temps que science, industrie et population progressent aussi. Une fertilité générale accrue par amélioration de l'agriculture suppose ces conditions, contrairement à la fertilité qui résulterait du simple hasard d'une saison favorable.

Supposons que le prix du froment vienne à tomber de 7 à 5 sh. le quarter, et que la meilleure terre, le sol n° 1, qui produisait auparavant 20 bushels, en produise maintenant 30. Elle rapporte donc maintenant, au lieu de 20×7 , soit 140 sh., 30×5 , soit 150 sh. C'est-à-dire une rente de 20 sh. au lieu de 10 précédemment. La plus mauvaise terre qui ne rapporte pas de rente du tout doit produire 26 bushels, car selon notre hypothèse précédente son prix est nécessairement de 130 sh. et $26 \times 5 = 130$. Si l'amélioration - à savoir le progrès général de la science qui va de pair avec le progrès d'ensemble de la société, de la population, etc. - n'est pas si générale que la plus mauvaise terre devant être mise en exploitation puisse produire 26 bushels, alors le prix du blé ne peut tomber à 5 sh. le quarter.

Les 20 sh. de rente continuent d'exprimer la différence entre le coût de production et le prix du blé venu sur la meilleure terre ou entre le coût de production de la plus mauvaise terre et celui de la meilleure. Relativement, l'un des terrains reste toujours aussi infertile qu'avant par rapport à l'autre. Mais la *fertilité générale* s'est élevée.

On suppose seulement que si le prix du blé tombe de 7 à 5 sh, la consommation - la demande - augmente dans les mêmes proportions, ou que la productivité ne dépasse pas la demande à laquelle on peut s'attendre pour un prix de 5 sh. Autant cette supposition serait fautive si le prix était tombé de 7 à 5 en raison d'une année exceptionnellement abondante, autant elle est nécessaire dans le cas d'un accroissement graduel de la fertilité, provoqué par les producteurs eux-mêmes. Il s'agit en tous cas ici uniquement de la possibilité économique de cette hypothèse.

Il s'ensuit que:

1. La rente peut monter, même si le prix du produit du sol baisse, et malgré tout *la loi de Ricardo reste juste*.

¹ Créée à Londres le 20 mars 1839. Les responsables de la *League* vont s'efforcer d'obtenir le ralliement de l'opinion chartiste en avançant deux arguments : l'un affirmant que la misère du peuple était pour l'essentiel la conséquence de la cherté du pain et que l'abolition des lois sur le blé devait permettre de fournir aux travailleurs un pain à bon marché ; le second argument soutenait que le libre-échange permettrait d'ouvrir les marchés internationaux à l'industrie anglaise et de réduire ainsi le chômage. Cette propagande avait été systématiquement combattue par les dirigeants chartistes. En vérité, en espérant faire descendre le prix du blé, les industriels comptaient créer les conditions d'une diminution des salaires. Pour le détail nous renvoyons à notre fascicule 11 consacré au chartisme.

² Un bushel équivaut à 36,3 litres.

2. La loi de la rente, telle que Ricardo l'établit dans sa thèse la plus simple (compte non tenu de son application pratique) ne suppose pas la fertilité décroissante du sol, mais seulement *en dépit de l'accroissement général de la fertilité du sol allant de pair avec l'évolution de la société*, des fertilités *différentes* de terrains ou une différence dans le résultat du capital employé successivement sur un même sol.

3. Plus l'amélioration du sol est générale, plus seront nombreuses les sortes de terrains qu'elle englobe, et l'ensemble des rentes du pays tout entier pourra augmenter, bien que le prix du blé en général baisse. Reprenons l'exemple ci-dessus: il s'agit alors de savoir seulement quel est le nombre des terrains qui produisent plus de 26 bushels à 5 sh., sans pour cela en produire nécessairement 30; autrement dit, connaître la plus ou moins grande variété de terrains dont la qualité se situe entre la meilleure et la plus mauvaise. Cela n'intéresse nullement le ratio [le taux] de la rente de la meilleure terre. Cela n'intéresse en somme pas directement le *ratio* de la rente.

Tu sais que dans la question de la rente, la principale astuce c'est qu'elle provient de la péréquation du prix résultant de coûts de production différents, mais que cette loi du prix de marché n'est qu'une loi de la concurrence bourgeoise. Cependant, même après l'abolition de la production bourgeoise, il resterait un os: le cas où la terre deviendrait relativement plus infertile, où, avec le même travail, on produirait d'année en année de moins en moins, bien que le meilleur sol ne fournisse plus un produit aussi cher que le plus mauvais, comme c'est le cas dans le régime bourgeois. Avec le raisonnement ci-dessus, cette réserve tomberait.

Veux-tu me donner ton avis sur cette affaire ...

(...)

Ton K.M.

*

Pour des raisons anecdotiques¹, la réponse d'Engels² ne parviendra à Marx que le 29 janvier 1851.

Cher Marx,

(...)

En tout cas, ta nouvelle histoire sur la rente foncière est tout à fait juste. Je n'ai jamais pu bien comprendre chez Ricardo cette infertilité du sol augmentant constamment avec la population; je n'ai jamais pu trouver non plus les justifications à l'appui de son prix du blé en hausse constante, mais avec ma paresse bien connue en fait de théorie, je me suis tranquilisé en me bornant à laisser ma bonne conscience pousser des grognements intérieurs et je ne suis jamais allé au fond de la question. Il est hors de doute que ta solution est la bonne, et tu t'es ainsi acquis un nouveau droit au titre d'économiste de la rente foncière. S'il y avait encore un droit et une justice sur cette terre, la totalité de la rente foncière devrait te revenir au moins pour un an; ce serait même la moindre des choses auxquelles tu pourrais prétendre.

¹ « Ma vieille logeuse », lui écrit Engels, « avait tout simplement posé la lettre sur mes livres, puis, en faisant le ménage, elle avait, dans sa hâte posé un autre livre par-dessus, et comme pendant tout ce temps, je n'ai pas touché à cette pile de livres, ta lettre aurait pu sans ton rappel y dormir jusqu'au jour du jugement dernier ». Entretiens, Engels avait reçu un rappel pressant de Wilhelm Pieper, alors en fonction de secrétaire de Marx : « Cher Engels, *lui écrivait-il le 27 janvier 51*, je dois te faire savoir rapidement que Marx est absolument outré de ton silence total à propos de sa nouvelle théorie de la rente foncière qu'il t'avait exposée dans une récente lettre. Marx vit dans une retraite complète, ses seuls amis sont John Stuart Mill et Loyd, et quand on vient chez lui, on n'est pas accueilli par des civilités mais par des catégories économiques ». (C2, p. 120).

² C2, pp. 121-122.

Je n'ai jamais pu comprendre vraiment que Ricardo, dans sa formule simple, présente la rente foncière comme la différence de productivité entre les différentes sortes de sols et que, pour l'établir, 1° il ne connaisse pas d'autres moyens que de faire entrer des terrains de plus en plus mauvais en ligne de compte; 2° qu'il ignore absolument les progrès de l'agriculture; et 3° qu'il laisse finalement presque complètement tomber la mise en culture des terres les plus mauvaises, tandis qu'il ne cesse d'utiliser par contre la formule: quand on utilise plusieurs fois de suite un capital sur un champ donné, ce capital contribue de moins en moins à accroître le rendement. Autant était évidente pour moi la proposition à démontrer, autant les arguments avancés dans la démonstration avaient peu à voir avec celle-ci; et tu dois te rappeler sans doute que déjà dans les *Annales franco-allemandes*, contre la théorie de l'infertilité croissante, j'invoquais les progrès de l'agriculture scientifique - naturellement de manière très grossière sans traiter de la question avec ses tenants et aboutissants¹. Voici que tu l'as éclaircie, et c'est une raison de plus pour te hâter de terminer et de publier *l'Economie politique*. Si on pouvait faire paraître dans une revue anglaise une traduction d'un article de toi sur la rente foncière, cela ferait une énorme sensation. Réfléchis-y, je me charge de la traduction.

*

Marx ne réagira dans sa réponse du 3 février 1851 que par un très bref propos ironique et un peu désabusé : « Pour le moment, écrit-il, ma nouvelle théorie de la rente ne m'a rapporté que la bonne conscience à laquelle aspire nécessairement tout homme de bien. Je suis en tout cas content que tu en sois satisfait. Un rapport inversement proportionnel entre la fertilité de la terre et la fertilité humaine ne pouvait qu'affecter le puissant père de famille que je suis, d'autant plus que *mon mariage est plus productif que mon industrie*² ».

*

La question de la rente foncière et la critique de la théorie ricardienne vont occuper l'attention de Marx dans le cours de tous les travaux qui conduiront au *Capital*, et au-delà de 1864 même.

La correspondance entre les deux amis témoigne de cet intérêt.

Quelques jalons:

- **Le 18 juin 1862**, Marx confie à Engels : « Entre parenthèses, j'y vois enfin clair dans cette merde de rente foncière (mais à laquelle je m'interdis de faire ne serait-ce qu'allusion dans cette partie de l'ouvrage). J'avais depuis longtemps des doutes quant à l'absolue exactitude de la théorie de Ricardo et j'ai enfin découvert la supercherie³ ».

- **Le 2 août 1862**, Marx termine un long développement technique à l'adresse d'Engels sur ce propos sur la rente : « La *simple rente différentielle* - qui ne résulte pas du fait que du capital est employé à la campagne au lieu de l'être dans quelque autre secteur - ne présente aucune difficulté théorique. Ce n'est rien d'autre qu'un surprofit qui existe aussi dans chaque sphère de la production industrielle, pour tout capital travaillant dans des conditions meilleures que les conditions moyennes, simplement, il se fixe dans l'agriculture, parce qu'il y est fondé sur une base aussi solide et (relativement) aussi ferme que les différents degrés de fertilité naturelle des diverses espèces de sols⁴. »

- **Le 9 août 1862**, il revient sur la question, toujours à l'adresse d'Engels, avec cette affirmation des plus claires : « Quant à la théorie de la rente (...) le seul fait que j'aie à démontrer théoriquement, c'est la possibilité de la rente absolue, sans que soit violée la loi de la valeur. C'est là le point central autour duquel se livre la bataille *théorique* depuis les physiocrates. Ricardo nie cette possibilité; moi, je l'affirme⁵ ».

¹ Engels rappelle fort à propos l'article de 1844 que nous avons précédemment évoqué.

² C2, p. 125. A cette date la famille de Marx compte 3 enfants (Jenny, Laura et Edgard) ; le petit Guido vient de mourir en novembre 50 (à peine âgé de 1 an) et la petite dernière, Franziska, est annoncée pour fin mars 51.

³ C7, p. 51. L'ouvrage dont parle Marx correspond au manuscrit qui prend la suite de sa *Contribution de 1859*. Ces cahiers rédigés entre août 1861 et juillet 1863 ont été publiés sous le titre *Manuscrits de 1861-1863. (Cahiers I à V)*, Éditions sociales, Paris 1979.

⁴ C7, p. 68.

⁵ C7, p. 75.

- en **novembre 1869**, la question de la rente trouve sa place dans la critique qu'Engels et Marx adressent aux travaux de l'économiste américain Henry Charles Carey notamment sur la colonisation aux Etats-Unis¹.

- le **12 décembre 1872**, Marx annonce à Nikolai Danielson son intention de « s'occuper en détail » dans le 2^e volume du *Capital* de la forme russe de la rente foncière².

Enfin, signalons que pour l'essentiel, la théorie de **la rente absolue** se trouve développée par Marx dans les pages du Livre III du *Capital*, notamment au chapitre XLV (« La rente foncière absolue³ »), dans les pages non moins du Livre IV, dites « Théories sur la plus-value », aux chapitres 11, 12 et 13 notamment du tome 2⁴ qui visent les analyses de Ricardo.

¹ Lettres des 19 et 26 novembre 1869 (*Lettres sur le Capital*, Éditions sociales, Paris 1964, pp. 244-246 et 247-250).

² *Lettres sur le Capital*, Éditions sociales, Paris 1964, pp. 270.

³ K. Marx, *Le Capital, Livre troisième*, Éditions sociales, Paris 1974, pp. 133-155.

⁴ K. Marx, *Théories sur le plus-value (Livre IV du Capital)*, Éditions sociales, Paris 1975, tome 2, pp. 273-394.

2.1. Marx/Engels et le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861

Sources documentaires

En anglais :

- Karl Marx, Frederick Engels, *Collected Works*, volumes **11** (1851-1853), **12** (1853-1854), **13** (1854-1855), **14** (1855-1856), **15** (1856-1858)¹
- James Ledbetter, *Dispatches for the New York Tribune. Selected Journalism of Karl Marx*, Penguin Books, London 2007.

En français, sous la traduction de J. Molitor:

- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome I, *Palmerston* (avant-propos et notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1929
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome II, *Lettres sur l'Angleterre* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1929
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome III, *La question d'Orient* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1929
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome IV, *La Guerre russo-turque* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1929
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome V, *L'évacuation des principautés danubiennes. L'expédition de Crimée. L'administration militaire anglaise* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1930
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome VI, *La chute du ministère de coalition. Le Ministère Palmerston. Le panslavisme* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1930
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome VII, *La critique en Angleterre. Lord John Russell* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1930
- Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome VIII, *L'armée anglaise. La chute de Kars. La révolution espagnole* (notes de N. Riazanov), Alfred Costes, éditeur, Paris 1931²

- Karl Marx, *Œuvres*, tome IV, Politique 1, Editions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994

- Chroniques anglaises, pp. 679-758,
- Lord Palmerston, pp. 761-826,
- L'Espagne révolutionnaire, pp. 829-933,
- La question d'Orient et la guerre russo-turque, pp. 937-985.

- Karl Marx et Friedrich Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en langue étrangère, Moscou, sd

*

Marx n'a jamais conçu son action politique autrement que soutenue par un organe de presse.

Dès son premier exil parisien en 1844, il devient le collaborateur du *Vorwärts* où il bataille contre Arnold Ruge. Dès son second exil à Bruxelles en 1845, Engels et lui investissent la rédaction de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* où vont paraître nombre de leurs articles polémiques, notamment contre Karl Grün. En juin 1848, c'est à la direction de la *Neue Rheinische Zeitung* qu'ils engagent l'action politique de la *Ligue*. Et son premier objectif, au début de l'exil anglais, sera de lancer dès janvier 1850 la *Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue*.

*

Le **8 août 1851**, Marx annonce à Engels la proposition que vient de lui faire Charles Anderson Dana, rédacteur au quotidien *New York Daily Tribune*³, d'accomplir un travail de correspondant avec une rému-

¹ Pour les années que nous envisageons dans ce fascicule. Dans la suite de ce fascicule, cette collection sera mentionnée par l'abréviation MECW suivie du numéro de volume et de page.

² Dans la suite de ce fascicule, cette collection sera mentionnée par l'abréviation KM-OP, suivie du numéro de volume et de page.

³ Ce journal était l'un des plus importants des Etats-Unis. Au cours des années 1850, son tirage approchait les 200.000 exemplaires. Il était l'organe de la bourgeoisie progressiste américaine.

nération qui est loin d'être négligeable à hauteur de deux livres sterling par chronique¹ : « Le *New York Tribune*, lui écrit-il, nous a demandé de collaborer, à Freiligrath et à moi, contre rétribution. C'est le journal le plus diffusé en Amérique du Nord. Si tu peux me faire parvenir pour *vendredi matin* (15 août) un article rédigé en anglais sur la situation *allemande*, ce serait là un excellent début². ». Il revient sur sa demande dès 14 août 51 : « En ce qui concerne le *New York Tribune*³, il faut que tu m'aides en ce moment où j'ai plein les mains de l'*Economie politique*. Ecris une série d'articles sur la Germanie, à partir de 1848. Pleins d'astuces et sur un ton très libre. Ces Messieurs font preuve d'une grande hardiesse dans la rubrique de politique étrangère⁴. ».

D'août 1851 à septembre 1852, Engels fera paraître sous la signature de Marx une série d'articles intitulée « Révolution et contre-révolution en Allemagne⁵ ». Le premier d'entre eux parvient à Marx le 21 août 51 : « Ci-joint, un article quelconque », écrit Engels⁶.

Ce revenu sera quasiment **le seul** que percevra Marx pendant dix ans.

La collaboration, au rythme de deux articles par semaine, le mardi et le vendredi⁷, durera jusqu'en mars 1862, date à laquelle Marx y mettra un terme pour des raisons à la fois journalistiques (Dana utilise ses articles pour les présenter comme des éditoriaux, quelquefois même sous sa signature⁸) et politiques (en raison de la ligne politique du journal favorable à un compromis avec le Sud esclavagiste). Mais en vérité, l'arrêt de cette collaboration trouvera sa principale cause dans le licenciement, en mars 1862, de Dana lui-même par le propriétaire du *New York Tribune*, Horace Greeley, précisément en raison d'un différend entre eux sur la politique à adopter à l'égard des États esclavagistes.

Marx commencera à rédiger lui-même ses articles à partir d'août 1852⁹, en allemand d'abord, Engels les traduisant, puis en anglais, dès **janvier 1853**¹⁰.

En 12 années, de 1851 à 1862, ce ne sont pas moins de 500 articles qui paraîtront¹¹.

¹ Engels à Marx, le 11 mars 1853 : « C'est formidable si le père Dana paie maintenant 2 £ et honore rapidement les lettres de change ; avec ça, nous allons enfin pouvoir nous remplumer » (Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, Paris 1972, tome 3, p. 336 : désormais abrégé par la lettre C suivie du numéro de volume et de page). En réalité, les versements seront le plus souvent moitié moindres, et nombre d'articles ne seront tout simplement pas rétribués au motif qu'ils n'ont pas été publiés. Marx recevra ses premiers honoraires en mars 1853 (Cf. sa lettre à Engels du 10.03.53 dans laquelle il annonce que Dana a honoré la lettre de change de 5 Livres qu'il avait tirée pour ses premiers articles. C3, p. 330).

² C2, p. 272.

³ Dès le 10 août 51, Engels l'interrogeait sur l'objet de sa demande : « Ecris-moi quand même – et vite – quel genre d'article ce doit être – s'agit-il d'un quelconque article isolé ou bien veux-tu avoir une série d'articles et 2° comment faut-il rédiger ce papier, car je ne connais absolument rien des dirigeants politiques du *New York Tribune*, sauf qu'il s'agit de *whigs* américains. Tout ce que tu peux me communiquer à ce sujet, envoie-le moi, pour m'aider à y voir clair. » (C2, p. 281).

⁴ C2, p. 288.

⁵ Ce thème était prioritaire pour les lecteurs du *New York Tribune* en raison de la présence sur le sol américain, en novembre 51, de Lajos Kossuth et de Gottfried Kinkel, lequel était occupé à populariser son emprunt révolutionnaire. La série de ces articles ne rapportera à Marx pas moins de 9 livres sterling (C3, p. 93).

⁶ C2, p. 298. Marx n'écrira son premier article en allemand (Engels le traduisant) que le 2 août de l'année suivante (« Ci-joint une petite crotte pour Dana » (C3, p. 169)). Il n'écrira en anglais que vers la fin de janvier 53.

⁷ En raison de l'horaire des liaisons maritimes vers les USA.

⁸ En vérité une pratique coutumière de la part de Dana dès le début de la collaboration de Marx. Riazanov observe qu'à partir de 1853, beaucoup des articles de Marx « paraissent comme leaders – donc sans nom d'auteur » et qu'« à partir de 1855, le nom de Marx disparaît en somme des colonnes de la *New York Tribune* » (avant-propos à l'édition Alfred Costes des *Œuvres politiques*, tome 1, p. 11). Cf. aussi le témoignage d'Adolph Cluss dans sa lettre du 2 juin 53 à J. Weydemeyer : « Marx, écrit-il, ne peut pas se couper des revenus du *Tribune*, il ferme les yeux et nous demande de ne faire aucune remarque directe. » (C3, p. 381-382).

⁹ Un article sur les élections anglaises qui paraîtra dans l'édition du 21.08.52.

¹⁰ A Engels, le 29 janvier 1853 : « Hier, pour la première fois, je me suis risqué à rédiger moi-même un article *en anglais* pour Dana. Pieper a fait le correcteur et quand je me serai procuré une bonne grammaire et pourvu que j'aie le courage de me mettre à l'eau, cela marchera *passablement*. » (C3, p. 316). Il s'agit de l'article intitulé « Mesures de la Banque d'Angleterre. La peine capitale. Le pamphlet de Cobden ». Daté du 28.01.53, il a paru dans l'édition du 18.02.53. Marx évoque ici le rôle de Wilhelm Pieper qui tenait à cette époque son secrétariat.

¹¹ La liste complète se trouve sur le site internet *marxists.org* dans la section intitulée *Marx and Engels' Journalism*. La collection des articles de Marx et d'Engels n'occupe pas moins de 6 volumes (de 12 à 17) dans les MECW. Ils couvrent une très grande variété de sujets : politique intérieure et extérieure anglaise, mouvement ouvrier, situation économique des différents pays européens, les questions coloniales, les mouvements de libération nationale, etc.

*

Les contributions de Marx ont été d'emblée très appréciées.

Les témoignages en ce sens ne manquent pas. Le 7 avril 1853, par exemple, l'éditorial du *New York Tribune* déclare : « A cette occasion on peut rendre hommage à la remarquable habileté de notre correspondant grâce auquel nous avons pu obtenir cette nouvelle intéressante¹. M. Marx a des opinions personnelles bien arrêtées, nous sommes loin de les partager toutes mais ceux qui ne lisent pas ses lettres se privent d'une des sources de renseignements les plus instructives sur les grandes questions de la politique européenne actuelle². ». On peut également citer la lettre élogieuse que Dana fera parvenir à Marx le 8 mars 1860 en vue de la publier dans le dossier de son *Herr Vogt* : « Vous n'étiez pas seulement un des plus estimés, écrit-il, mais encore un des mieux payés parmi les collaborateurs attachés au journal³. ».

*

Les relations de Marx avec la rédaction du *New York Tribune*, avec Charles Dana personnellement⁴, n'iront toutefois pas sans connaître quelques difficultés⁵.

*

Une première source d'irritation résidera dans la pratique de Dana de se servir du principal contenu des articles de Marx ou d'Engels (les meilleurs, on s'en doute) comme éditoriaux, un usage qui va devenir systématique à partir de la guerre russo-turque⁶. C'est le cas pour le tout premier article d'Engels sur la guerre de Crimée⁷. Marx à Engels, le 02.11.53 : « Le *Tribune* pratique sérieusement la politique d'annexion. Il a premièrement annexé comme *leader* (éditorial) ton premier article militaire et deuxièmement mon *Palmerston* dont la suite est par conséquent d'ores et déjà annexée⁸. ». Ou encore le 14 décembre 53 : « Le *Tribune* fait bien sûr beaucoup de tapage autour de tes articles dont le *poor* Dana passe sans doute pour être l'auteur. Comme il a annexé en même temps mon *Palmerston*, depuis 8 semaines, Marx-Engels se trouve⁹ être la véritable « rédaction », l'*editorial staff* du *Tribune*¹⁰. ». Le 22 avril 1854, à Engels, toujours sur cette question : « Ces derniers temps, le *Tribune* a pris à nouveau à son compte tous mes articles : le journal les a publiés comme éditoriaux et n'a publié sous mon nom que des brouilles. Il s'est, par exemple, adjugé un état détaillé des finances autrichiennes, un article sur l'insurrection grecque, etc. et c'est devenu une « loi », il ne manque pas de se prévaloir de tes écrits militaires. J'ai positivement l'intention dès que la réponse de Dana à ma dernière requête me sera parvenue de demander qu'on augmente mes honoraires¹¹. ».

¹ Elle concernait la présence de Mazzini à Londres dans le contexte du soulèvement de Milan de février 1853.

² C3, p. 361.

³ Karl Marx, *Herr Vogt*, Alfred Costes, Editeur, Paris 1928, volume III, pp. 126-130.

⁴ Qui semble avoir été son seul contact.

⁵ Non comptés les tracas constamment vécus par Marx pour faire honorer par les banques ou par quelque financier les lettres de change qu'il tire à Londres sur Dana au titre d'honoraires. Des soucis mineurs compte tenu de l'absolue nécessité pour Marx de ces revenus, les seuls dont il disposait. S'agissant de ces traites, les difficultés surgiront le plus souvent du fait que Marx en émettra bien au-delà du nombre de ses publications. Sa correspondance avec Engels abonde en situations de ce genre.

⁶ Outre la blessure d'auteur et le désagrément de voir Dana apporter parfois de sensibles modifications en vue de son public, il y avait un manque à gagner en l'absence de rétribution des articles non signés.

⁷ Riazanov souligne que ce sera le cas de la plupart des correspondances « militaires » d'Engels, en raison même de leur qualité. (Intro, art.cit., pp. 48-49).

⁸ C4, p. 48.

⁹ On appréciera l'accord au singulier.

¹⁰ C4, p. 67. Cette situation correspond à un moment de lassitude de Marx devant ses obligations de journaliste. Le 15.09.53, il confie à Adolf Cluss : « J'espérais toujours parvenir auparavant à avancer suffisamment pour pouvoir me retirer deux ou trois mois dans la solitude et rédiger mon *Economie*. Il semble bien que je n'y arriverai pas. Tartiner toujours du papier dans le journal m'ennuie. Ça me prend beaucoup de temps, je m'éparpille et en fin de compte ça n'est pas grand-chose. On a beau être aussi indépendant que l'on veut, on n'en est pas moins lié au journal et à son public, surtout quand on est payé comptant comme moi. Des travaux purement scientifiques, c'est tout à fait autre chose (...) » (C4, p. 26).

¹¹ C4, p. 109. Devant la protestation de Marx, le journal lui proposera de ne plus adresser que des articles éditoriaux, mais pour lesquels les honoraires seront de moitié moindres. (C4, pp. 158-159).

Une deuxième source d'irritation sera plus politique. Elle réside dans l'évolution russophile du *New-York Tribune* sous l'influence, au sein de sa rédaction, à partir de **1854**, dans le cadre donc de la guerre de Crimée, de l'émigré polonais, le comte Adam G. de Gurowski, lequel venait de publier aux Etats Unis, en 1854, un ouvrage panslaviste intitulé « La Russie telle qu'elle est ». L'action de Gurowski s'exercera sous la forme d'une véritable censure des articles critiques de Marx et d'Engels à l'adresse de la politique russe et du panslavisme en général, soit en les modifiant à leur insu, soit en plaidant pour les refuser. Marx ne tardera pas à s'apercevoir et à s'irriter des effets de cette censure. A Engels, le **18.05.55** : « Que le *Tribune* aille au diable ; en tout état de cause, il est maintenant indispensable qu'il prenne position *contre le panslavisme*. Sinon, on pourrait se voir obligé de rompre avec ce canard, ce qui serait catastrophique¹. ». Il n'empêchera toutefois pas que le *New York Tribune* refuse de publier la série des 15 articles consacrés par Engels à la question du panslavisme et les retourne à Marx, tenu bien sûr pour leur auteur².

Les échanges avec Dana ne demeurent pas moins courtois. Ainsi Marx peut-il annoncer à Engels le 11 décembre 55 que Dana vient de lui assurer la publication de deux articles par semaine au tarif de 10 dollars par article³.

Le nombre des contributions de Marx diminuera cependant au cours de cette année 1855. Il sera bien moindre (46 articles au lieu de 80) qu'en 1854, la majeure partie du travail étant accomplie par Engels en raison de la priorité des affaires militaires en Crimée.

A vrai dire, à partir de **janvier 1855**, Marx a entrepris, à l'invitation de Ferdinand Lassalle, de collaborer à *Die Neue Oder-Zeitung*, un journal de Breslau, à raison de trois correspondances par semaine⁴. Il y fera paraître quelque 120 articles au cours de cette seule année 1855⁵.

*

Il convient de surcroît de prendre en considération la progressive priorité que vont prendre à partir des années **1855/1856** les problèmes de politique intérieure américaine⁶. La crise ouverte par les troubles sanglants survenus au Kansas en 1855 va porter au premier plan les premiers affrontements entre esclavagistes et abolitionnistes.

En comparaison, après le traité de Paris de mars 1856 qui met fin à la guerre de Crimée, les affaires européennes perdent de leur intérêt pour le public américain.

Fait notable : à partir de **juillet 1855**, les articles de Marx cessent d'être accompagnés de sa propre signature. Ils seront désormais attribués à un « correspondant ».

En **juin 1856**, Dana adresse à Marx une lettre de première importance dans ce nouveau contexte. Il lui écrit :

« Mon cher Marx, depuis longtemps j'avais l'intention de vous écrire, mais j'en ai été empêché par des obligations professionnelles et politiques qui ne m'ont pas laissé de loisir⁷. Voici : depuis la fin de la guerre, les événements européens, assez monotones eux-mêmes, furent totalement chassés de notre horizon par l'intérêt plus grand et l'importance de ce qui se passait dans notre propre pays. Nous sommes en train de fixer ici, Dieu sait pour combien de temps, la marche de l'histoire, et nous nous trouvons dans un état d'excitation tel que l'histoire de la nation américaine n'en a jamais connu depuis son origine. Je me suis vu forcé, dans ces conditions, de donner congé à divers de nos correspondants et collaborateurs d'Europe, et je suis obligé de vous écrire maintenant pour voir ce que l'on fera de vos articles. Au cours des six derniers mois, je n'ai pu utiliser qu'une minime partie de vos envois. Il y a par exemple,

¹ C4, p. 218. A titre d'exemple, le *New York Tribune* n'hésitera pas à modifier sensiblement l'un des articles d'Engels sur le panslavisme (l'article du 7 mai 55 intitulé « La faiblesse de l'Autriche ») en y ajoutant tout un paragraphe en faveur de Gurowski et de ses thèses. (Cf. C4, p. 218, note 2).

² Marx à Engels, le 22.09.1856 : « Le *Tribune* m'a renvoyé les articles non publiés. C'est en tout et pour tout le Panslavisme et mes articles sur les principautés danubiennes. » (C4, p. 329).

³ C4, p. 243. Une rétribution qui était loin d'être négligeable. Engels lui répond le lendemain 12 : « Comme tu vois, il y a moyen d'arriver à quelque chose avec ces braves gens du *Tribune* et les 200 livres sont assurées. Afin que les choses démarrent tout de suite, je ferai dès ce soir un article militaire. De ton côté, il faut que tu rédiges un article politique afin que les deux puissent partir vendredi, ce qui fait 4 livres. » (C4, p. 234).

⁴ Marx à Engels, le 15.12. 54 : « La semaine prochaine, je commence ma correspondance pour la *Neue Oder-Zeitung*. 30 thalers par mois pour le moment. Mais je suppose que les gars se satisferont de 3 articles par semaine. ». (C4, p. 183).

⁵ Le journal devra cesser ses activités en décembre 1855.

⁶ Dont la formation du parti républicain en 1856.

⁷ Dana a passé les premiers mois de cette année 1855 à Washington, laissant à Gurowski la responsabilité de la rubrique des affaires extérieures du journal.

quatre ou quinze articles sur le panslavisme dont pas un seul n'a pu me servir parce que le sujet n'intéressait pas suffisamment notre public pour nous autoriser à leur faire de la place en écartant d'autres articles. Quant aux articles sur le Crédit mobilier, je les ai imprimés parce qu'ils traitent un sujet fort important à cette heure. Mais j'ai dans mon pupitre environ vingt articles que nous n'avons pu insérer.

Je n'ai pour ma part, pas d'objections contre tel ou tel article, s'il vous convient, car, à pareille distance, on ne peut guère faire autrement ; mais quand ils deviennent si nombreux, ce n'est pas une plaisanterie et le jeu revient cher. Je ne voudrais pas vous créer d'ennuis ; je vous laisse donc le soin de décider vous-même comment nous pourrions régler au mieux votre collaboration que j'estime grandement¹. ».

Une anecdote significative : il se trouve que parmi les articles sur le panslavisme que Dana retourne à Marx, plusieurs portent la trace manuscrite des corrections apportées par Gurowski². Marx le signale à Engels dans sa lettre du 30.10.56 : « C'est ce Gurowski qui a défendu le panslavisme contre nous et c'est l'unique raison du refus de ton article. Monsieur Dana a oublié, en me retournant mon manuscrit sur les principautés danubiennes d'effacer une remarque ajoutée en français par ce même Gurowski (...) Nous avons donc l'honneur d'avoir, ou plutôt d'avoir eu, nos articles surveillés et censurés par l'ambassade russe³. ».

*

C'est au cours de l'hiver **1856-1857** que la crise de Marx avec le *Tribune* sera la plus intense.

Marx à Engels, le **20 janvier 1857** : « Qu'il s'agisse de mes articles sur la Prusse, sur la Perse, sur l'Autriche, tous ont été indifféremment rejetés. Après avoir imprimé pendant près de 4 ans tous mes papiers (et les tiens également) sous leur nom, voilà comment ces salauds ont réussi à effacer mon nom aux yeux des yankees alors que je commençais à me faire connaître et que cela m'aurait permis de passer à un autre journal ou de faire peser sur eux cette menace. Que faire ?⁴ » (C4, p. 357).

Autre témoin de la situation, cet accès de ressentiment de Marx à l'adresse du journal dans sa lettre du **23 janvier 1857** à Engels où se trouve évoquée la possibilité de rompre avec lui : « En fait, il est écœurant de se voir condamné à considérer comme une chance qu'un pareil torchon veuille bien nous prendre à son bord. Piler des os, les moudre pour en faire de la soupe comme les mendiants de la maison des Pauvres, voilà à quoi se réduit le travail politique auquel on est largement condamnés dans cette entreprise. J'ai conscience en même temps d'avoir été un âne et d'avoir donné bien trop à ces types pour leur argent, pas précisément ces derniers temps, mais pendant des années et des années⁵. ».

En février 1857, on est très proche d'un point de rupture. A Engels, le **6.02.1857** : « Côté *Tribune*, ça a pris le tour que je prévoyais. De nouveau pas une ligne. J'ai donc envoyé aujourd'hui aux types une lettre ultimatum, comme j'en avais l'intention primitivement, mais sans leur dire que dans l'intervalle - jusqu'à leur réponse - je suspends complètement mes articles⁶. ».

*

La collaboration de Marx avec le *Tribune* ne cessera toutefois pas⁷, reprenant même un rythme plutôt soutenu au cours des prochaines années **1857-1859**.

¹ Nous citons à partir de Riazanov, pp. 75-76. Cette lettre ne se trouve en effet référencée ni dans les volumes de MECW ni dans ceux de MEW.

² Riazanov, Intro, p. 76.

³ Il ajoute comme pour dédouaner Dana : « Il paraît que Dana a enfin percé ce Gurowski à jour » (C4, p. 342-343). Marx reviendra très longuement sur le détail des annotations critiques du « renégat polonais » Gurowski dans sa lettre à Engels du 16.02.57 : « Il est clair, écrit-il, que l'esprit de toutes ces notes est russe » (C4, pp. 365-366). Le rôle (discret mais efficace) de Gurowski au sein de la rédaction du *Tribune* lui avait été révélé par Freiligrath (C4, p. 362).

⁴ C4, p. 357. Engels ne tardera pas à répondre le 22 janvier : « Ces Yankees, écrit-il, sont vraiment de sacrés misérables : les gens du *Tribune* ont l'air de croire qu'après t'avoir pressé comme un citron, il leur faudrait maintenant quelqu'un d'autre à presser. Mais c'est la manière dont ils cherchent à rompre qui est particulièrement lâche et sordide : ils veulent te forcer à prendre l'initiative de la rupture. (...) ». Et de suggérer à Marx d'entreprendre sans tarder des démarches vers d'autres journaux new-yorkais, le *New York Times* et le *New York Herald*, se proposant même d'accomplir d'abord les approches en son nom. (C4, pp. 360-361).

⁵ C4, p. 363.

⁶ C4, p. 364.

⁷ Marx recevra, fin mars, la proposition d'un contrat ferme pour un article par semaine, qu'il soit publié ou non, sans garantie par contre pour un éventuel second article. A Engels le 24 mars 1857 : « Donc au fait, ils réduisent mes émoluments de moitié. Pourtant j'accepte et je suis forcé d'accepter ». (C4, pp. 376-377). La crise commerciale américaine de 1857 conduira Dana à licencier tous ses correspondants européens, sauf Marx. (Marx à Engels, le 31 octobre 57, C5, p. 57)

Elle s'accompagnera, **de juillet 1857 à octobre 1860**, d'une participation de Marx et surtout d'Engels à la *New American Cyclopædia* dont l'équipe rédactionnelle du *New-York Tribune* avait pris l'initiative et qui sera publiée par l'éditeur américain William Henry Appleton¹. Le 22 avril 1857, Engels confie à Marx : « Cette histoire d'encyclopédie tombe à pic pour moi et sans doute aussi pour toi. Voilà enfin de quoi récupérer les rentrées perdues et pour moi de quoi occuper régulièrement mes soirées. La paix allait me démoraliser². ». Et de s'enquérir avec enthousiasme sur les détails techniques de la commande de Dana. Ce seront au total 67 articles qui paraîtront dans cette publication, dont 51 écrits par Engels³.

*

Au début de l'année **1861**, le *New-York Tribune* est en crise et va se trouver contraint de procéder à des licenciements.

Marx en informe Lassalle dans sa lettre du **15 février 1861** : « Dana m'a écrit de New-York qu'ils (le *Tribune*) congédient tous leurs correspondants étrangers et qu'ils ne gardent que moi tout seul, mais 1. que la Cyclopædia était suspendue pour le moment ; 2. que ma collaboration l'était aussi pour six semaines ; 3. qu'enfin je devais, à l'avenir, leur envoyer un article de moins par semaine⁴. ».

Les signes avant-coureurs d'une crise ne vont pas tarder à se manifester. A Engels, le **15 mars 1862** : « Par suite de la non parution de ton article, je n'ai pu écrire à New York aujourd'hui. Je n'ai pas actuellement avec le *Tribune* des rapports tels que si, à la place de la suite (à supposer qu'il imprime l'article en question), je lui livre quelque chose d'autre, il l'imprime. Je suis plutôt persuadé qu'il est en passe de m'éjecter à nouveau avec tous les autres correspondants européens⁵. ».

En vérité, l'événement décisif sera le licenciement de Dana lui-même le **27 mars 1862** à la suite d'un désaccord politique majeur avec Greeley, le propriétaire du journal, sur la question de la guerre.

C'est Engels qui en informera Marx le **5 mai 1862** : « En ce qui concerne le *Tribune*, je trouve dans le *Manchester Examiner and Times* parmi les ragots littéraires un note indiquant que Dana se retire du *Tribune* par suite de divergences de vues avec M. Horace Greeley⁶. ».

Dans ses *Recollections*⁷, Dana se montre très peu loquace sur les circonstances de son départ. Un matin d'avril 1862, raconte-t-il, mon collègue Mr Sinclair vint m'annoncer que Greeley souhaitait ma démission. Greeley, ajoute-t-il, n'a jamais fourni la raison de sa décision et moi-même ne l'ai pas demandée. En vérité, il était partisan de la paix et je l'étais de la guerre⁸.

*

Le dernier article de Marx pour le *Tribune* paraîtra le 10.03.1862 sous le titre « The Mexicain Imbrolio⁹ ».

¹ Cette encyclopédie paraîtra en 16 volumes de 1858 à 1863 et sera rééditée en 1868-1869.

² C4, p. 389.

³ Avec, bien sûr, des moments d'irritation contre certaines observations de Dana réclamant que l'on observe un ton de neutralité académique dans les articles destinés à l'encyclopédie. Ainsi dans cette lettre d'Engels à Marx du 18.02.58, après que Marx a lui-même reconnu avoir orienté de manière partisane son article sur Bolivar (C5, p. 135) : « Ci-joint encore une petite saleté pour Dana. Si ce type se met à nous emmerder et à faire le malin pour ses 2 misérables dollars, il mérite qu'on l'engueule. En tous cas, il ne peut pas s'attendre à mieux que ce que nous lui offrons – dans bien des cas, des travaux personnels au lieu de compilations miteuses qu'il reçoit par ailleurs. Tu n'as qu'à le presser de payer mieux, et que puis nous verrons. » (C5, p. 137).

⁴ C6, pp. 281-282.

⁵ C7, p. 19.

⁶ C7, p. 26.

⁷ Charles A. Dana, *Recollections of the civil war*, D. Appleton and Company, 1902, New York, une autobiographie publiée quelques mois avant sa mort et rédigée par Ida Tarbell à partir d'une série d'interviews avec Dana au cours de l'hiver 1896-1897.

⁸ *Recollections*, op.cit., pp. 1-2.

⁹ MECW, t. 19, pp. 172-177.

3.1. K. Marx, La duchesse de Sutherland et l'esclavage

Cet article présente un intérêt anecdotique, lié aux circonstances de sa publication, le **09.02.53**.

Il vise la diffusion dans la presse américaine, en novembre 1852, d'une *Adresse* émise par la direction du mouvement anti-esclavagiste anglais sous le titre de *Affectionate and Christian Adresse of Many Thousand of the Women of England to Their Sisters, the Women of the United States of America*. On est à cette date dans le contexte du succès retentissant du roman de Harriet Beecher Stowe *La Case de l'oncle Tom* dont l'édition anglaise a paru en mai 1852. Ecrite et proclamée par Lord Shaftesbury lors d'un meeting tenu à Stafford House, la résidence londonienne de la duchesse de Sutherland, la pétition sera signée par plus d'un demi-million de femmes anglaises¹. Un événement.

A la direction du mouvement anti-esclavagiste anglais, la duchesse de Sutherland avait occupé de 1837 à 1841 le poste de *Mistress of the Robe*², l'une des plus hautes charges de la Cour auprès de la reine Victoria.

*

Le **principal intérêt** pour nous de l'article de Marx réside dans sa dénonciation des **violences sociales** qui sont à l'origine de la domination et de la fortune de l'aristocratie foncière anglaise, écossaise pour la circonstance. La description documentée de ces violences constituera l'objet des premiers chapitres de la huitième section du *Capital*³ consacrée à ce que Marx nommera l'**accumulation primitive**.

Marx procède dans ces pages à une analyse du processus qui a précédé la mise en place du rapport de force entre le travailleur « libre », celui-là qui ne possède rien que sa force de travail, et le capital du manufacturier qui l'engage à son profit. Sortie, selon ses termes, des *entrailles mêmes de l'ordre économique féodal*, cette accumulation primitive marque le moment historique où s'accomplit la conversion du servage en rapport salarial. Les chevaliers d'entreprise, explique Marx, ont supplanté les chevaliers d'épée, mais pour les travailleurs, il ne s'agit que d'une métamorphose dans la servitude.

Or la base de cette évolution a été l'« expropriation des cultivateurs⁴ » et l'Angleterre a joué un rôle pionnier dans ce processus. On y assiste d'abord, dans le dernier tiers du XVe siècle et au début du XVIe, au licenciement des suites seigneuriales et à une pratique d'usurpation par les grands seigneurs de biens communaux occupés par les paysans libres, avec pour conséquence de jeter dans la pauvreté toute une population dépourvue désormais de moyens d'existence. La transformation des terres arables en pâturages, en vue de fournir de la laine aux manufactures des Flandres, accéléra le phénomène de sorte que vers 1750, la *Yeomanry*, autrement dit la classe des paysans indépendants, avait disparu.

Par la suite, le démantèlement de la propriété communale et la pratique des *enclosures*⁵ vont continuer à réduire les petits fermiers à l'emploi de journaliers et vont jeter sur le marché un prolétariat rural disponible pour l'industrie.

C'est à ce stade de son exposé que Marx envisage le cas particulier de la Haute Écosse. Et il utilise dans les pages suivantes de ce chapitre du *Capital*⁶ de larges extraits de cet article de février 1853 qu'il est maintenant loisible de découvrir :

¹ Cette Adresse, parue dans le *Times* du 9 novembre 52, provoquera la réaction de la *First Lady* américaine, Julia Tyler, épouse du dixième président des Etats-Unis John Tyler, élu de Virginie, laquelle publiera sous le titre « The Women of England vs the Women of America » une réponse en faveur de l'esclavage.

² Littéralement « Grande Maîtresse de la Garde-Robe de la Reine », ce qui correspond, en français, au titre de Première Dame d'Honneur.

³ En particulier le chapitre XXVII intitulé « L'expropriation de la population campagnarde ». Dans son « Avertissement aux lecteurs du Livre I du Capital », Louis Althusser recommandait vivement la lecture en premier de ces chapitres « historiques » de l'ouvrage où Marx expose, *écrit-il*, « les moyens incroyables par lesquels a été réalisée « l'accumulation primitive ». (...) Ces moyens sont ceux de la pire violence, du vol et des massacres qui ont ouvert au capitalisme sa voie royale dans l'histoire humaine ». (K. Marx, *Le Capital*, Éditions Garnier Flammarion, Paris 1969, p. 17).

⁴ *Le Capital*, op.cit., p. 529. Nous suivons de près l'explication de Marx.

⁵ Autrement dit le cerclage des terrains par des haies ou des murs : cette pratique sera l'occasion pour les puissants d'enclaver dans leurs propriétés privées des terrains appartenant au domaine des communaux disponibles pour tous et surtout indispensables à la survie des populations rurales dépourvues de propriétés.

⁶ pp. 538-542 de notre édition de référence.

(...)¹

L'adresse que les dames réunies à Stafford House ont envoyée à leurs sœurs d'Amérique en faveur des esclaves noirs, et « l'adresse affectueuse et chrétienne de beaucoup de milliers de femmes des États-Unis d'Amérique à leurs sœurs, les femmes d'Angleterre » sur l'esclavage blanc constituent, en ce moment de marasme, un aliment tout trouvé pour la presse. Mais, pas un journal anglais n'a été frappé de ce fait que la réunion de Stafford House a eu lieu au palais et sous la présidence de la duchesse de Sutherland. Les noms de Stafford et de Sutherland auraient dû suffire pourtant à caractériser la philanthropie de l'aristocratie anglaise, cette humanité qui va chercher son objet aussi loin que possible de la patrie, et de l'autre côté de l'Océan plutôt que de ce côté.

L'histoire de la fortune de la famille Sutherland est en même temps celle de la ruine et de l'expropriation du peuple gaélique d'Écosse². Au Xe siècle, les Danois avaient débarqué en Écosse, conquis les plaines de Caithness et refoulé les indigènes dans les montagnes. Mhoir-Fhear-Chattaibh, c'est ainsi que s'appelle en gallois « le grand homme de Sutherland », a toujours trouvé ses compagnons d'armes prêts à le défendre contre ses ennemis, Danois ou Écossais, étranger ou indigènes.

Après la révolution qui chassa les Stuarts de la Grande-Bretagne, les luttes privées se firent de plus en plus rares entre les petits chefs écossais, et les rois britanniques, désireux de maintenir au moins l'apparence de leur autorité dans ces régions lointaines, encouragèrent la levée de régiments familiaux placés sous les ordres des chefs de clan. Par ce système, ces propriétaires fonciers, appelés *lairds*, furent à même d'amalgamer et d'étayer l'un par l'autre le vieux régime des clans et l'organisation militaire moderne.

Afin de bien saisir l'usurpation qui s'ensuivit, il faut comprendre nettement l'importance et la signification du *clan*. Le *clan* faisait partie d'une organisation sociale qui, dans l'échelle de l'évolution historique, se classe un degré au-dessous du système féodal, donc à l'état patriarcal de la société. En gallois, le terme *Klaen* signifie *enfants*. Tous les usages, toutes les traditions des Gallois d'Écosse reposent sur cette idée que les membres du clan appartiennent à une seule et même famille. Le « grand homme », le chef du clan, possède l'autorité absolue du père de famille, mais la consanguinité lui impose les mêmes obligations. C'est au clan, à la famille, qu'appartient la terre où ils habitent, tout comme en Russie où la terre, habitée par une communauté paysanne, n'appartient pas à tel individu, mais à la collectivité. De même, le district était la propriété commune de la famille. Dans ce système, il ne pouvait donc être question de propriété privée au sens moderne du mot, pas plus qu'on ne saurait mettre en parallèle la situation sociale des membres du clan et celle des personnes vivant dans la société moderne. La division et la subdivision de la terre correspondaient aux fonctions militaires des divers membres du clan. C'est d'après leurs aptitudes militaires qu'ils se voyaient assigner leurs parcelles par le chef, qui augmentait ou diminuait à sa guise les fiefs de chaque officier, lequel attribuait à son tour à son vassal et sous-vassal un lopin de terre. Mais tout le domaine restait toujours propriété du clan; les prétentions de tel ou tel individu avaient beau s'accroître, le fief restait le même, et le tribut à payer au propriétaire foncier, chef à la guerre et dans la paix, n'était jamais élevé. En somme, la même famille cultivait, de génération en génération, la même terre et payait la même redevance. Cette redevance était tout à fait insignifiante; c'était plutôt un tribut par lequel on reconnaissait la suprématie du « grand homme » et de son état-major, et non pas un fermage au sens moderne du mot, ni une source de revenu. Les

¹ Le début de l'article est consacré à un commentaire des récentes élections en Angleterre (Cf. MECW, vol. 11, pp. 486-487). Nous citons à partir de la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, tome 2 (« Lettres sur l'Angleterre »), Alfred Costes, Editeur, Paris 1929, pp. 127-132.

² L'article de Marx sera reproduit à partir de cette phrase dans le *People's Paper* du 12 mars 1853 sous le titre « Sutherland et l'esclavage, ou La Duchesse chez elle ».

fonctionnaires directement subordonnés au « grand homme » s'appelaient Taksmen et les domaines confiés à leurs soins étaient des Taks. Ils avaient sous leurs ordres des employés subalternes, placés à la tête de chaque hameau et commandant aux paysans.

On le voit, le clan n'est qu'une famille organisée militairement. Tout comme n'importe quelle famille, il ne se laisse pas définir exactement par des lois et est resserré par des traditions. Mais la terre est la propriété de la famille, et dans cette famille, il y a, malgré les liens du sang, des différences de classe comme dans toutes les vieilles communautés familiales de l'Asie.

La première usurpation se fit, après l'expulsion des Stuarts¹, par la création de régiments familiaux. Dès lors la solde fut la grande source de revenu du « grand homme », du Mhoir-Fhear-Chattaibh. Gagné par la prodigalité de la cour de Londres, il ne songeait plus qu'à tirer le plus d'argent possible de ses officiers et ceux-ci pratiquaient le même système vis-à-vis de leurs subordonnés. Le tribut primitif devint un véritable contrat d'argent. Ces contrats marquaient d'une part un progrès, puisque les redevances traditionnelles furent fixées. Mais, d'autre part, ils équivalaient à une usurpation, puisque le « grand homme » jouait maintenant le rôle de propriétaire foncier vis-à-vis des *Taksmen*, qui, à leur tour, devenaient des fermiers à l'égard des paysans. Et comme le « grand homme » avait besoin d'argent au même titre que le *Taksman*, il fallut produire d'abord pour la consommation directe, puis pour l'échange et l'exportation. Il fut nécessaire, de modifier le système national de production et de se débarrasser de toutes les forces superflues. Il y eut donc diminution de la population.

(...)

Ce n'est qu'après 1811 que se fit l'usurpation définitive et réelle, la transformation, par expropriation, de la *propriété clanique* en *propriété privée* du chef dans l'acception moderne du mot. Et la personne qui, nouveau Méhémet Ali², était à la tête de cette révolution économique, c'était une personne bien au courant des théories de Malthus, la comtesse de Sutherland, alias marquise de Stafford.

Faisons remarquer d'abord que les ancêtres de la marquise de Stafford étaient les « grands hommes » du nord de l'Ecosse, de près des trois quarts du Sutherlandshire. Ce comté est plus étendu que maints départements français ou que maintes petites principautés allemandes. Lorsque la comtesse de Sutherland hérita de ces biens, qu'elle apporta plus tard en dot à son époux, le marquis de Stafford, par la suite duc de Sutherland, la population n'en était déjà plus que de 15.000 âmes. Mme la comtesse décida de procéder à une cure radicale et de transformer tout le domaine en pâturages. *De 1814 à 1820, ces 15.000 habitants, répartis entre 3.000 familles environ, furent systématiquement chassés et expulsés. Tous leurs villages furent démolis et brûlés et tous les champs convertis en pâturages. Des soldats anglais furent chargés de cette exécution, et il y eut des batailles entre eux et les indigènes. Une vieille femme qui refusait de quitter sa cabane fût brûlée avec celle-ci. C'est par ces procédés que cette madame s'appropriâ 794.000 acres de terre qui avaient, de temps immémorial, appartenu au clan³. Dans un excès de générosité, elle voulut bien attribuer aux indigènes 6.000 acres, 2 acres par famille⁴.*

(Une partie des dépossédés fut absolument chassée ; à l'autre on assigna environ 6.000 acres sur le bord de la mer, terres jusque là in-

¹ Marx fait ici référence à la révolution de 1688 qui a procédé à l'élimination de la dynastie des Stuarts et à l'avènement de Guillaume III d'Orange. L'événement consacrait la consolidation de la monarchie constitutionnelle anglaise sur la base d'un compromis entre l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie (Source : MECW, vol 11, p. 666).

² Méhémet Ali a été vice-Roi d'Égypte de 1805 à 1849.

³ Tout ce passage ici souligné par l'italique sera reproduit à l'identique dans le chapitre XXVII du *Capital* (p. 540 de notre édition de référence).

⁴ Curieusement et sans prévenir, la version publiée par Riazanov abrège ici le texte. Nous poursuivons entre parenthèses la citation telle que la reproduit le chapitre mentionné du *Capital*.

cultes et n'ayant jamais rapporté un denier. Madame la Duchesse poussa la grandeur d'âme jusqu'à les affermer, à une rente moyenne de 2 sh. 6 d. par acre, aux membres du clan qui avait depuis des siècles versé son sang au service des Sutherland. Le terrain ainsi conquis, elle le partagea en vingt-neuf grosses fermes à moutons, établissant sur chacune une seule famille composée presque toujours de valets de ferme anglais. En 1825, les 15.000 proscrits avaient déjà fait place à 131.000 moutons. Ceux qu'on avait jetés sur le rivage de la mer s'adonnèrent à la pêche et devinrent, d'après l'expression d'un écrivain anglais, de vrais amphibiens, vivant à demi sur terre, à demi sur eau, mais avec tout cela, ne vivant qu'à moitié¹.)

(...) ... pourquoi les esclavagistes des Etats du Sud de l'Amérique du Nord devraient-ils sacrifier leurs intérêts privés aux grimaces philanthropiques de Sa Grâce, la Duchesse de Sutherland ?

L'aristocratie britannique, qui a remplacé partout les hommes par des moutons et des bœufs sera, dans un proche avenir, remplacée à son tour par ces animaux utiles.

Le processus du *clearing estates*², de l'expropriation paysanne, que nous venons de décrire pour l'Ecosse, s'est déroulée en Angleterre aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècle. (...) En Ecosse, il s'accomplit au commencement du XIXe, et en Irlande, il bat à présent son plein. (...)

Si jamais il était avéré que la propriété c'est le *vol*³, cela vaudrait littéralement pour la propriété de l'aristocratie britannique. Vol de biens d'Eglise, vol de communaux, transformation frauduleuse, accompagnée de meurtres, de propriété féodale et patriarcale en propriété privée, voilà les titres des aristocrates britanniques à leurs possessions.

(...)⁴

Quant à ces créatures humaines, chassées par les moutons de la comtesse de Sutherland⁵ et le gibier du duc d'Argyll, où trouvèrent-elles surtout un refuge et une nouvelle patrie ?

Aux Etats-Unis d'Amérique.

Les ennemis de l'esclavage salarial anglais⁶ ont le droit de condamner l'esclavage des noirs; une duchesse de Sutherland, un duc d'Argyll, un baron lainier de Manchester - jamais !

Une conclusion ? Citons le paragraphe terminal du chapitre mentionné du *Capital* :

« La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'État, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu⁷. »

La parution de cet article dans le *New York Tribune* fera sensation.

¹ Le chapitre du *Capital* insère à cet endroit une note qui rappelle l'article paru le 9 février 1853 dans le *New York Daily Tribune*.

² Littéralement « éclaircissement de biens-fonds ». Dans *Le Capital* Marx ajoute cette définition : « C'est l'ensemble des actes de violence au moyen desquels on se débarrasse et des cultivateurs et de leurs demeures quand elles se trouvent sur les biens-fonds destinés à passer au régime de la grande culture ou à l'état de pâturage » (op.cit., p. 538).

³ Une claire référence à l'expression de Proudhon.

⁴ Les quatre précédents paragraphes sont extraits de la traduction publiée par M. Rubel, K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 694-700.

⁵ Sous l'angle personnel, la critique de Marx s'adresse en fait à la précédente duchesse de Sutherland responsable de la conversion de 794.000 acres (soit quelque 3.200 km²) en pâturages. Mais c'est à l'évidence et la famille et la classe sociale comme telles que vise Marx.

⁶ « The British Wages-Slavery », écrit Marx.

⁷ *Le Capital*, op.cit., p. 542.

4. Sur le mouvement ouvrier

4.0. Préambule

Le présent cahier regroupe un choix d'articles dont le thème principal se trouve **le mouvement ouvrier anglais**.

Un choix d'articles ? Oui, car le nombre et la variété des écrits parus durant la période concernée par ce fascicule nous imposent de n'en retenir qu'une partie, significative espérons-le.

Le mouvement ouvrier anglais ? Oui, car il constitue le principal objet d'attention de Marx après que la crise au sein de la Ligue s'est terminée.

*

Le **premier** des articles que réunit ce cahier concerne, comme il se doit, le **mouvement chartiste** qui se trouve engagé à cette date dans sa phase déclinante. Le propos de Marx offre l'occasion de faire le point sur l'évolution du mouvement entre 1853 et 1858.

Le **deuxième** de ces articles a pour thème **la loi des 10 heures**. De même, il offre l'occasion d'un bref rappel du processus de près de 10 ans qui a conduit par étapes au vote de cette loi sur le temps de travail. Une revendication dont Marx n'a cessé de rappeler le caractère central dans le rapport capital/travail.

Le **troisième** article n'offre pas un raisonnement simple. Si elle dénonce les conditions de **l'immigration forcée** subie d'Irlande vers l'Angleterre et d'Angleterre vers les Etats-Unis par des populations laborieuses, en majorité paysannes, que le processus industriel a déclassées, l'analyse s'écarte, en effet, d'une sommaire condamnation du phénomène pour entrevoir, même si de manière abrupte, la logique historique qui est à l'œuvre et n'envisager d'autre issue que par l'action révolutionnaire du prolétariat.

La **quatrième** série d'articles vise précisément les **grèves ouvrières** qui ont secoué les régions industrielles anglaises de juillet à décembre 1853, en particulier dans le secteur cotonnier de Preston, dans le comté de Lancashire.

Enfin, le **cinquième** article reproduit et commente la déclaration publique que Marx adresse, le 9 mars 1854, au **Parlement ouvrier** que le mouvement chartiste envisageait de réunir pour coordonner les actions ouvrières et leur assigner une perspective politique concertée.

*

Soit, principalement, les **sept articles suivants**¹ :

- *Les chartistes*. *New York Tribune* du 25.08.1852, (pp. 15-31 de l'édition par Alfred Costes, Paris 1929, des *Œuvres politiques*, t. 2)
- *Les débats parlementaires – Le clergé contre le socialisme – La famine*. *New York Tribune* du 15.03.1853 (pp. 181-186 de l'édition par Alfred Costes, Paris 1929, des *Œuvres politiques*, t. 2)
- *L'émigration forcée – Kossuth et Mazzini – La question des réfugiés – La corruption électorale en Angleterre – Mr Cobden*. *New York Tribune* du 22.03.1853 (pp. 187-197 de l'édition par Alfred Costes, Paris 1929, des *Œuvres politiques*, t. 2)
- *Russian Policy against Turkey – Chartism*, *New York Tribune* du 14.07.1853 (*Marx Engels Collected Works*, t. 12, pp. 163-173)
- *Layard's Motion, Struggle over the Ten Hours'Bill*. *New York Tribune* du 22.07.1853, pp. 160-163 de Roger Dangeville, *Karl Marx Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Petite collection Maspero, Paris 1972, t. 2.
- *Panic on the London Stock Exchange – Strikes*. *New York Tribune* du 17.10.1853 (pp. 741-745 de K. Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, vol. 4, Paris 1994)
- *Le mouvement gréviste et les gens de Manchester*. *New York Tribune* du 15.11.1853 (pp. 18-19 de l'édition par Alfred Costes, Paris 1929, des *Œuvres politiques*, t. 4)

¹ On ne manquera pas d'ajouter aux écrits de cette époque le discours prononcé par Marx le 14.04.1856 lors du banquet organisé à l'occasion du quatrième anniversaire du journal chartiste *The People's Paper*. Le texte a fait l'objet d'un commentaire suivi au chapitre 1.4.3. de notre précédent fascicule 21.

4.1. K. Marx, Les chartistes

Cet article prend la suite de la contribution de Marx du 21.08.52 intitulée « Les élections en Angleterre. Tories et whigs¹ ».

En vérité, c'est Engels, chargé de traduire en anglais la copieuse chronique que Marx lui avait adressée le 2 août 52², qui avait pris la liberté de scinder l'article en deux parties, réservant la seconde aux chartistes.

Cet article³ nous intéresse **sous trois angles**.

*

Le premier concerne l'analyse que Marx réserve à l'hégémonie du capitalisme industriel anglais et à son expression manchestérienne libre-échangiste⁴.

L'éloge, quasi, qu'il adresse au « parti de la bourgeoisie consciente » doit s'entendre en référence aux analyses de 1848 du *Manifeste* : le rôle historique de la bourgeoisie dans ses composantes les plus radicalement capitalistes lui impose de procéder à l'éradication du pouvoir de l'aristocratie foncière féodale et, ce faisant, d'ouvrir le champ de la lutte de classe avec le prolétariat.

Marx trace ainsi un portrait saisissant du libéralisme triomphant.

Dans ses commentaires⁵, David Riazanov fera toutefois observer que Marx se trouve dans l'erreur en considérant les tories comme un parti condamné par l'histoire. En vérité, explique-t-il, l'abrogation des lois protectionnistes sur les blés en juin 1846 n'a pas entraîné le déclin politique des grands propriétaires terriens que protégeait leur monopole de la rente foncière et qui ont pu donner au *parti conservateur*, leur nouvelle appellation depuis 1834, une nouvelle vigueur.

Les tories, les whigs, les Peelistes, en un mot tous les partis dont j'ai parlé jusqu'ici, appartiennent plus ou moins au passé. Le parti qui représente officiellement la société anglaise moderne, l'Angleterre maîtresse du marché mondial, ce sont les libre-échangistes (les hommes de Manchester, les réformateurs parlementaires et financiers). Ceux-ci représentent le parti de la bourgeoisie consciente, du capital industriel, qui veut exploiter sa force sociale comme force politique et extirper les derniers vestiges orgueilleux de la société féodale. Les chefs de ce parti se recrutent dans la partie la plus active et la plus énergique de la bourgeoisie anglaise, les industriels. Ce qu'ils exigent, c'est la prépondérance ouverte et absolue de la bourgeoisie, la subordination officielle de toute la société aux lois de la production bourgeoise moderne et au commandement

¹ Marx se livrait dans cet article à une description générale des principaux partis de la vie politique anglaise de l'époque avec, d'un côté, le camp des conservateurs tories et contre lui, l'alliance des whigs, des libre-échangistes et des Peelistes, le mouvement chartiste s'opposant pour sa part à l'ensemble de cette classe politique aristocrate et bourgeoise. Les élections de juillet 1852 s'étaient soldées par une courte victoire des conservateurs tories par 330 sièges (contre 324 pour les whig), sous la direction du premier ministre Edward Geoffrey Smith Stanley. (Source : *Wikipédia* à l'article des scrutins du Royaume-Uni). On trouve un exposé commenté de cet article aux pages Doc-1-8 du chapitre 5.1 de notre fascicule 11 consacré au chartisme.

² « Ci-joint, une petite crotte pour Dana », lui écrivait Marx. (C3, p 169). Il s'agit du premier article de Marx à destination du journal de Dana. Les précédentes contributions sous sa signature correspondaient aux articles d'Engels connus sous le titre de *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Nous renvoyons sur ce point au chapitre 1.1. de notre fascicule 17.

³ Nous avons fourni une première édition commentée du présent article au chapitre 5.14 de notre fascicule 11 consacré au chartisme. Il se trouvait cité dans la traduction de Maximilien Rubel. La version ici reproduite suit la traduction de J. Molitor. Il nous a paru utile de revenir sur cet écrit dans le contexte de ce fascicule.

⁴ Connue sous le nom d'« Ecole de Manchester », cette association libérale avait pour principaux leaders Richard Cobden et John Bright, fondateurs en 1838 de l'*Anti Corn Law League*.

⁵ Nous nous référons aux notes de D. Riazanov qui accompagnent l'édition du 2^e vol. des *Œuvres politiques* de K. Marx aux éditions Alfred Costes, Paris 1929, pp. 238-239.

des hommes qui dirigent cette production. Ils entendent, par libre-échange la liberté illimitée du capital débarrassé de toutes les entraves politiques, nationales et religieuses. Le sol doit être une marchandise vendable et s'exploiter suivant les lois générales du commerce. Il doit y avoir des producteurs de denrées alimentaires, comme il y a des fabricants de lainages et de cotonnades, et les propriétaires fonciers doivent disparaître. Bref, on ne supportera plus la moindre entrave politique ou sociale, ni prescriptions ni monopoles, à moins qu'ils ne découlent des « lois éternelles de l'économie politique » c'est-à-dire des conditions où le capital produit et distribue. Dans la lutte de ce parti contre les vieilles organisations anglaises, ces produits d'une période surannée et rapidement évanouie de l'évolution sociale, le mot d'ordre est : produisez aussi bon marché que possible et évitez les faux frais dans la production. Et ce mot d'ordre, ils ne le donnent pas seulement aux simples particuliers, mais surtout à toute la nation.

Mais la royauté, avec sa splendeur barbare, sa cour, sa liste civile et sa meute de laquais, rentre dans les faux frais de la production. La nation peut donc produire et commercer sans royauté; par conséquent, renversons le trône. Les sinécures de la noblesse, la Chambre des pairs : faux frais de la production. La grande armée permanente : faux frais. Les colonies : faux frais. L'église officielle avec ses richesses, les ressources créées par le pillage et la mendicité : faux frais. Que les membres du clergé se concurrencent librement et se fassent payer par quiconque suivant ses moyens! Tout l'appareil pesant de la législation anglaise avec sa chancellerie : faux frais. Les guerres nationales : faux frais¹. Il coûtera moins cher à l'Angleterre d'exploiter les nations étrangères en entretenant avec elles de bonnes relations.

Aux yeux de ces protagonistes de la bourgeoisie britannique, de ces hommes de l'école de Manchester, toute institution de la vieille Angleterre prend figure de quelque chose d'aussi coûteux qu'inutile, n'ayant d'autre but que d'empêcher la nation de produire en aussi grande quantité et aussi bon marché que possible et d'écouler ses produits en toute liberté. Leur dernier mot, c'est nécessairement la république bourgeoise, où la libre concurrence s'exercera dans tous les domaines, et où il ne restera, en fait de gouvernement, que le minimum indispensable à l'administration extérieure et intérieure des intérêts généraux de la classe et des affaires de la bourgeoisie; et il faudra que ce minimum soit lui-même organisé avec le maximum de simplicité et d'économie. Dans d'autres pays, un tel état s'appellerait démocratique. De par la force des choses il ne peut être que révolutionnaire et amènera, qu'il le veuille ou non, la désagrégation totale de la vieille Angleterre en tant que pays aristocratique. Il se propose donc, comme premier objectif, d'obtenir une réforme parlementaire qui lui permette de s'emparer du pouvoir législatif nécessaire pour une telle révolution.

Le contexte politique conduit toutefois Marx à nuancer son jugement sur la stratégie réelle de la bourgeoisie industrielle anglaise dont la culture politique diffère, observe-t-il, de la française : l'objectif pour elle, en effet, n'est pas tant de conquérir le pouvoir d'Etat que d'assurer son hégémonie en évitant toute alliance périlleuse avec la classe ouvrière.

Mais les bourgeois britanniques ne se montent pas facilement comme les Français². Pour faire aboutir une réforme parlementaire, ils ne font pas une révolution de février. Tout au contraire. Après avoir, par l'abrogation des droits sur les céréales, remporté en 1846 la victoire sur l'aristocratie terrienne, ils se contentèrent d'en recueillir les avantages matériels, et négligèrent d'en tirer les conséquences politiques et économiques nécessaires, fournissant ainsi aux whigs l'occasion de ressaisir leur monopole héréditaire du gou-

¹ Un grand nombre des libéraux de l'école de Manchester étaient par ailleurs d'ardents pacifistes.

² Rubel traduit : « Mais les bourgeois britanniques ne sont pas des Français excitables » (K. Marx, *Œuvres*, Bibl. de la Pléiade, vol IV, p. 686).

vernement¹. Durant toute la période de 1846 à 1852, ils se rendent ridicules par leur cri de guerre : « De grands principes et des mesures pratiques (de petites mesures) ». Et pourquoi tout cela? Parce qu'à chaque mouvement violent ils sont obligés de s'adresser à la classe ouvrière. Mais, s'ils voient dans l'aristocratie leur ennemi qui disparaît, ils voient dans la classe ouvrière leur adversaire qui monte. Et ils préfèrent pactiser avec le premier plutôt que fortifier le second par des concessions d'une importance plus qu'apparente. C'est pourquoi ils s'efforcent d'éviter tout conflit violent avec l'aristocratie. Cependant la nécessité historique et les Tories les poussent en avant. Ils sont forcés de remplir leur mission et de briser la vieille Angleterre, l'Angleterre du passé. Le jour où ils disposeront seuls de la puissance politique, où la puissance politique et la force économique seront réunies dans les mêmes mains et que la lutte contre le capital ne se différenciera plus de la lutte contre le gouvernement existant, ce jour-là marquera le début de la révolution sociale en Angleterre.

Le **deuxième développement** de Marx concerne les chartistes eux-mêmes.

S'adressant à un public américain, Marx procède par un bref rappel² des revendications de la Charte, dont en premier lieu celle du suffrage universel. Le thème des élections le conduit à décrire un aspect particulièrement singulier de la procédure électorale anglaise de l'époque, à savoir le **découplage** entre une phase de mise en scène démocratique sous la forme de débats ouverts à tous et une phase plus restreinte³ réservée aux seuls électeurs propriétaires d'un bien.

Notons au passage que cette stricte dépendance du statut d'électeur à la détention d'une propriété avait conduit Feargus O'Connor à fonder en avril 1845 la *National Land Company*, le but étant de constituer sur une base coopérative une nouvelle catégorie de propriétaires et donc d'électeurs chartistes. L'entreprise sera un échec.

Voyons maintenant les chartistes, la fraction active, au point de vue politique, de la classe ouvrière britannique. Les six points de la charte qu'ils poursuivent ne renferment autre chose que la revendication du suffrage universel et des conditions sans lesquelles ce suffrage serait illusoire pour la classe ouvrière, telles que le vote secret, les diètes pour les membres du Parlement, les élections générales annuelles. Mais, pour la classe ouvrière anglaise, suffrage universel et pouvoir politique sont synonymes. Les prolétaires forment en effet la grande majorité de la population; par de longues guerres civiles, parfois secrètes, ils ont acquis la claire conscience de leur situation de classe; et les districts ruraux eux-mêmes ne connaissent plus de paysans, mais des propriétaires fonciers, des capitalistes producteurs (fermiers) et des salariés. L'obtention du suffrage général en Angleterre serait donc une conquête où il y aurait plus d'esprit socialiste que dans n'importe quelle mesure qui, sur le continent, a été honorée de ce nom.

Elle aurait pour conséquence inévitable la suprématie politique de la classe ouvrière.

¹ Précisons que les whigs comme tels ne se confondent pas avec la branche manchestérienne qui était leur alliée : ils sont pour l'essentiel eux-mêmes constitués d'aristocrates fonciers. Ce sont, écrit Marx dans son premier article du 21 août 52 « les représentants aristocratiques de la bourgeoisie, de la classe moyenne industrielle et commerciale ». Et le portrait qu'il trace d'eux est des plus sévères, les associant à tous les opportunistes et les qualifiant comme « un mélange hétérogène et répugnant : partisans du régime féodal en même temps que malthusiens, hommes d'argent imbus de préjugés féodaux, aristocrates sans sentiment d'honneur, bourgeois sans ambition industrielle, réactionnaires bornés mais ne parlant que de progrès, progressistes en même temps que conservateurs fanatiques, réformateurs débitant le progrès à doses homéopathiques, protecteurs de tous les genres de népotisme, grands-maîtres de la corruption, hypocrites en matière de religion, tartuffes en matière de politique. (« Tories et Whigs », op.cit. p. 10 et 12). Rien de moins...

² Nous renvoyons à l'historique du mouvement chartiste que propose notre fascicule 11 qui lui est expressément consacré.

³ Mais, notons-le, toujours publique, le vote secret demeurant interdit.

On trouve ici l'une des rares évocations sous la plume de Marx d'un possible passage pacifique au socialisme par le suffrage universel¹.

Nul doute que le très récent exemple français aurait dû atténuer cette confiance dans les conséquences immédiates de l'exercice du suffrage universel. Mais l'argument de Marx s'appuie sur l'absence désormais en Angleterre d'une paysannerie parcellaire dont il a précisément analysé le rôle déterminant dans l'accession au pouvoir de Louis Bonaparte.

Marx enchaîne sur les particularités du système électoral anglais qui combinait les contraintes du vote censitaire et un simulacre de démocratie directe.

Pour avoir droit de vote au parlement britannique, l'électeur de la ville doit être propriétaire d'une maison qui, dans l'établissement de la taxe des pauvres, soit estimée à 10 l. st. de revenu annuel; dans les comtés, sont électeurs les propriétaires fonciers qui tirent une rente annuelle d'au moins 40 sh. et les fermiers qui paient au moins 50 l. st. de fermage annuel. On le voit, les chartistes n'ont pu prendre officiellement qu'une part restreinte dans la dernière bataille électorale. Et pour expliquer comment ils y ont participé quand même, il me faut mentionner quelques particularités du système électoral anglais.

Il y a le *nomination day*, où le candidat est désigné à mains levées, et le *declararion day*, où a lieu le véritable vote.

Lorsqu'au jour de l'élection les candidats se présentent et font leur discours devant le public, ils sont, en première instance, élus à mains levées. Tout le monde peut lever la main, qu'il soit électeur ou non. Le candidat en faveur de qui il s'est levé le plus de mains est déclaré provisoirement élu par le commissaire des élections. Mais voici le revers de la médaille. L'élection à mains levées n'était qu'une simple cérémonie, un acte de politesse envers le « peuple souverain ». La politesse cesse dès que le privilège est menacé. En effet, si la désignation à mains levées n'est pas favorable aux candidats des électeurs privilégiés, ces candidats exigent le vote auquel ne peuvent prendre part que les électeurs privilégiés. N'est déclaré légitimement élu que celui qui a obtenu la majorité dans cette deuxième opération. La première élection n'est qu'une concession apparente faite à l'opinion publique qu'on fait aussitôt se souvenir, avec d'autant plus de force, de son impuissance.

On pourrait presque s'imaginer que cette élection à mains levées, cette formalité dangereuse, n'a été inventée que pour ridiculiser le suffrage universel et se permettre une plaisanterie aristocratique à l'égard de la populace (suivant l'expression préférée de lord Beresford, ministre de la guerre). Mais on se tromperait. La tradition des anciens usages, commune à toutes les nations germaniques, n'a pu se traîner péniblement jusqu'au XIXe siècle que parce qu'elle donnait, à peu de frais et sans danger, au Parlement de classe britannique une apparence de popularité. Les classes dirigeantes trouvaient dans cet usage le résultat agréable de voir le peuple défendre avec plus ou moins de passion leurs intérêts particuliers comme ses propres intérêts nationaux. Et ce n'est qu'au jour où la bourgeoisie se mit à prendre une attitude indépendante vis-à-vis des deux partis officiels, les whigs et les tories, que la classe ouvrière put engager, dans les élections, une action indépendante. Jamais la distinction n'avait été si nette entre l'élection et le scrutin, jamais la délimitation n'avait été si accusée, si menaçante, si uniforme dans tout le pays qu'elle le fut aux dernières élections de 1852. Et quels ne furent pas les contrastes ! Quiconque avait été élu à mains levées était sûr d'échouer au scrutin. Et quiconque avait la majorité au scrutin, le peuple le bombardait invariablement de pommes pourries et de pierres. Les membres du Parlement élus régulièrement

¹ Pour sa part, Engels avait écrit dans la *Neue Rheinische Zeitung* - revue d'avril 1850 : « Le suffrage universel dans l'Angleterre habitée à deux tiers par des prolétaires industriels, c'est le règne exclusif de la classe ouvrière, avec toutes les transformations révolutionnaires des conditions sociales qui en sont inséparables. » (*K. Marx, Œuvres*, Bibl. de la Pléiade, tome IV, p. 1473).

avaient assez à faire pour se mettre eux-mêmes en sûreté. D'un côté, il y avait la majorité du peuple, de l'autre côté, le douzième de toute la population et le cinquième de tous les adultes mâles du pays. D'un côté l'enthousiasme, de l'autre la corruption. D'un côté, des partis qui reniaient leurs propres caractères distinctifs, des libéraux prêchant la doctrine conservatrice, des conservateurs défendant les opinions libérales: de l'autre, le peuple qui manifestait son existence et soutenait sa propre cause. D'un côté, une machine usée, se mouvant éternellement dans son cercle vicieux, mais ne pouvant avancer d'un seul pas, et le processus impuissant des frottements continuels par lesquels tous les partis politiques s'usent et se réduisent lentement les uns les autres en poussière: de l'autre, la masse de la nation en marche, menaçant de briser le cercle vicieux et d'anéantir la machine officielle.

Mon intention n'est pas de poursuivre plus loin le contraste entre l'acclamation et le scrutin, entre l'attitude menaçante de la classe ouvrière lors de l'élection et les lâches manœuvres électorales de la classe dirigeante dans tout le pays. Je choisis entre toutes une circonscription où ce contraste apparaît plus net que partout ailleurs, la circonscription d'Halifax. Les candidats étaient le tory Edwards, le whig sir Charles Wood, ancien ministre des Finances et beau-frère du comte Grey, l'homme de Manchester Frank Crossley, et enfin Ernest Jones, le plus énergique, le mieux doué, le plus logique représentant du chartisme. Halifax étant une ville industrielle, le tory avait naturellement peu de chances. Crossley marchait d'accord avec le whig, et la véritable bataille se livra entre Wood et Jones, entre le whig et le chartiste.

Sir Charles Wood parla une demi-heure environ; le commencement et la seconde moitié de son discours furent à peu près incompréhensibles, l'énorme auditoire ne ménageant pas les manifestations bruyantes de sa désapprobation. Si nous en croyons le récit fait par le reporter qui avait pris place à côté de l'orateur, Wood ne fit que récapituler les réformes libre-échangistes déjà votées; puis il attaqua le gouvernement de lord Derby¹ et entonna un hymne « à la prospérité sans exemple du pays et du peuple ». Il ne proposa pas une seule réforme nouvelle et ne fit qu'une courte et timide allusion au bill de Lord John Russel², relatif à l'extension du droit de vote.

Comme aucun grand journal bourgeois de Londres n'a donné in extenso le discours de Jones, j'y insisterai quelque peu.

Le **troisième apport** de cette contribution réside dans la reproduction du discours de Jones³. Nous en retiendrons la première partie qui est d'une grande clarté sur **l'extorsion du surtravail**⁴.

Accueilli avec un enthousiasme énorme, Ernest Jones s'exprima comme suit:

« Electeurs et non électeurs, vous vous êtes réunis ici dans des circonstances grandes et solennelles. La constitution reconnaît aujourd'hui le suffrage universel en théorie, pour le renier peut-être demain dans la pratique⁵. Vous avez devant vous les représentants de deux systèmes, et vous avez à décider suivant quel système vous voulez être gouvernés dans les sept années à venir. Sept années!

¹ Ainsi qu'était nommé aussi le premier ministre en fonction Edward Geoffrey Smith Stanley.

² Premier ministre de juin 1846 à février 1852, le libéral John Russell était connu pour être favorable à une extension du droit de vote sans toutefois prendre d'initiative en ce sens.

³ Outre l'intérêt politique manifeste du propos rapporté, on ne peut s'empêcher de penser que Marx tire ici à la ligne.

⁴ Ce discours de Jones constitue une véritable leçon d'économie politique. Il sonne comme une remarquable version populaire de *Travail salarié et Capital*.

⁵ Il faudra attendre le *Reform Act* de 1867 pour que se mette en place une première réforme électorale significative en direction du suffrage universel (masculin) qui ne se sera établi qu'après la réforme de 1884 (et enfin sanctionné en 1918 pour les hommes de plus de 21 ans et les femmes de plus de 30 ans).

Presque une vie humaine¹! Je vous conseille de réfléchir au seuil de cette période et d'y penser dans le calme et le recueillement. Prenez votre décision aujourd'hui, vous qui êtes vingt mille, bien que cinq cents électeurs puissent peut-être annihiler votre volonté! (Écoutez, écoutez!) Vous avez devant vous, ai-je dit, les représentants de deux systèmes. A ma gauche vous voyez des whigs, des tories et les hommes de finance. Au fond il n'y a pas entre eux la moindre différence. L'homme d'argent dit : acheter à bas prix et vendre cher. Le tory dit : acheter cher et vendre encore plus cher. Pour l'ouvrier ils se ressemblent tous deux. Mais le système du premier l'emporte pour le moment, et ce qu'il apporte, c'est l'appauvrissement croissant. Il est fondé sur la concurrence avec l'étranger. Et je prétends, moi, qu'avec ce système de l'achat à bas prix et de la vente à haut prix, fondé sur la concurrence avec l'étranger, la ruine de la classe ouvrière et du petit commerce doit avancer irrésistiblement. Et pourquoi? Le travail est le créateur de toute richesse. Avant que le moindre grain ne pousse, avant qu'un fil ne soit tissé, il faut que l'homme ait travaillé. Mais, dans ce pays, le travailleur n'est pas maître de son emploi. Le travail est de la marchandise louée, le travail s'achète et se vend sur le marché; et puisque le travail crée toute la richesse, il faut commencer par l'acheter. « Achetez à bas prix! Achetez à bas prix! » Et l'on achète le travail le meilleur marché possible. On dit ensuite : « Vendez cher! Vendez cher! » Vendre quoi? Le produit du travail. Et à qui? A l'étranger? Pas du tout. A l'ouvrier lui-même. En effet, le travail ne faisant rien pour lui-même, l'ouvrier ne peut avoir la moindre part dans le produit de son travail. « Achetez à bas prix! Vendez cher! » Achetez à bas prix le travail de l'ouvrier et vendez cher à ce même ouvrier le produit de son propre travail. Que l'ouvrier perde dans cette combinaison, cela va de soi, de par la nature même de l'affaire. L'entrepreneur achète le travail à bas prix. Il vend, et naturellement avec profit. Il vend à l'ouvrier lui-même; par conséquent toute transaction entre entrepreneurs et employés est une tromperie manifeste commise par les premiers. Le travail est donc déprécié par des pertes continues pour que le capital puisse croître par la tromperie continue. Et le système ne se limite pas à cela. Il s'étend même à la concurrence étrangère; c'est-à-dire nous sommes obligés de ruiner le commerce d'autres pays, comme nous avons ruiné notre propre travail. Et comment cela? Le pays où les impôts sont élevés doit vendre meilleur marché que celui où les impôts sont faibles. La concurrence croît sans cesse à l'étranger; le bon marché doit donc augmenter dans la même mesure. Par conséquent, les salaires doivent baisser continuellement en Angleterre. Et comment obtient-on ce résultat? Par le surtravail, Et comment arrive-t-on au surtravail? Par le monopole de la terre, grâce auquel on refoule dans les usines les ouvriers dont on n'a pas besoin pour le travail agricole. Par le monopole des machines, qui rejette ces ouvriers sur le pavé; par le travail des femmes, qui chasse l'homme du métier à tisser; par le travail des enfants, qui chasse à son tour également la femme du métier à tisser. Et le pied posé sur ce fondement vivant de la plus-value², foulant aux pieds les cœurs torturés, l'on annonce à haute voix la condamnation à la mort par la faim. « Qui veut du travail? La moitié d'un pain vaut mieux que pas de pain! » Et la foule ouvrière, foulée aux pieds, accepte avidement toute offre. (Écoutez! Écoutez!) Voilà comment l'on traite l'ouvrier. Mais, comment cela réagit-il sur vous, électeurs? Quel en est le contre-coup sur le commerce intérieur, sur le petit commerçant, sur la taxe des pauvres et les impôts? Toute hausse de la concurrence étrangère doit être compensée par une baisse grandissante dans le

¹ Rubel traduit plus justement : « la vie d'un enfant ». (K. Marx, Œuvres, Pléiade vol IV, p. 90). Le texte anglais donne à lire : « Seven years - a little life ! » (MECW, vol. 11, p. 338).

² La traduction de David Riazanov semble forcer quelque peu le vocabulaire « marxiste » de Jones en le faisant parler ici de plus-value. Le texte anglais mobilise à cet endroit le terme de « surplus » au sens général d'excédent : « Then planting their foot upon that living base of surplus, they press its aching heart beneath their heel, and cry « Starvation ! » (MECW, vol. 11, p. 339). La traduction par « surtravail » est tout aussi marxisante, même s'il s'agit bien de baisser les salaires en mettant les travailleurs en situation de concurrence. Pour sa part, Rubel propose cette traduction : « Puis, le pied posé sur ce fondement des ouvriers en surnombre, ils piétinent leurs cœurs torturés en criant « Vous allez crever de faim ». (K. Marx, Œuvres, vol. IV, Gallimard, p. 691).

pays même. Mais, plus le travail baisse de prix, plus il y a de sur-travail¹, et cet accroissement du surtravail est obtenu par l'augmentation des machines. Encore une fois, comment cela réagit-il sur vous? L'homme de Manchester assis à ma gauche applique une nouvelle invention et jette sur le pavé trois cents chômeurs sans travail. Petits commerçants, voilà trois cents clients en moins. Contribuables, voilà trois cents pauvres de plus. Mais, croyez-moi à ce sujet, ce n'est pas tout encore. Ces trois cents hommes tendent à réduire les salaires de ceux qui peuvent continuer à travailler dans leur spécialité. L'entrepreneur dit : « Je vais réduire vos salaires ». Les gens hésitent. Alors il ajoute : « Voyez-vous ces trois cents que je viens de jeter sur le pavé? Libre à vous de changer de place avec eux; ils ne demandent qu'à rentrer à n'importe quelles conditions pour ne pas mourir de faim ». Les gens comprennent et perdent courage. O toi, libéral de Manchester, pharisien de la politique! Devant tous ces hommes qui m'écoutent, il te faut rendre compte. Car je n'ai pas fini. Le malheur n'est pas encore à son comble. Les hommes, expulsés de leur profession primitive, essaient de trouver de l'occupation dans d'autres exploitations, où ils accroissent encore l'offre déjà trop forte et font baisser les salaires. Les professions aujourd'hui mal payées étaient bien payées jadis, et celles qui sont bien payées aujourd'hui le seront mal demain. C'est ainsi que la faculté d'achat de la classe ouvrière est amoindrie chaque jour et le commerce intérieur ruiné. Notez-le, commerçants! Vos clients deviennent plus pauvres, vos profits moindres, mais vos pauvres augmentent en nombre tandis que vos impôts et vos taxes des pauvres s'accroissent. Vous recevez moins, et vous payez plus. Vos recettes diminuent, vos dépenses augmentent. Que dites-vous de ce système? C'est sur vous que le riche industriel et le propriétaire foncier se débarrassent de tout le fardeau des impôts et des taxes. Vous, les gens de la classe moyenne, vous payez les impôts pour les riches. Ils créent la pauvreté qui crée leurs richesses, et vous font payer par-dessus le marché cette pauvreté créée par eux. Le propriétaire échappe à l'impôt grâce à ses privilèges; le fabricant, en se rattrapant sur les salaires de ses ouvriers. Et tout cela retombe sur vous. Que dites-vous de ce système? C'est le système que pratiquent les gens assis à ma gauche. Et moi, qu'est-ce que je vous propose ? Je vous ai fait voir le mal, et c'est déjà quelque chose. Mais je vais faire davantage. Je suis ici pour vous renseigner et vous montrer de quel côté est le droit ». (Applaudissements.)

Jones développa ensuite ses propres idées sur les réformes politiques et économiques.

Suit ici une seconde et longue citation du discours de Jones.

(...)

Avant cette conclusion :

L'enthousiasme provoqué par ce discours, par la péroraison surtout, fut indescriptible. La voix de la foule qui avait écouté dans un silence religieux se faisait entendre, à chaque pause, comme le fracas des flots qui déferlent et menaçait de balayer les représentants des whigs et de la domination de classe. Ce fut une scène inoubliable, Au moment du vote, seuls quelques individus, manifestement intimidés ou achetés, levèrent la main en faveur de Wood. Presque tous les assistants, dans une allégresse indescriptible, au milieu d'applaudissements sans fin, levèrent les deux mains pour Ernest Jones. Le maire déclara Jones et Edward élus par acclamation, Sir Charles Wood et M. Crossley réclamèrent le vote régulier.

¹ Le texte anglais donne à lire : « Every increase of cheapness in labor is based on increase of labor surplus, and this surplus is obtained by an increase of machinery ». Le surplus évoqué est clairement le *surnombre* de travailleurs. Rubel traduit justement : « Plus le travail baisse de prix, plus l'excédent de travailleurs augmente et cet excédent est obtenu par l'emploi accru des machines » (op.cit., p. 692).

Et il arriva ce que Jones avait prédit: il avait été élu par 20.000 voix, mais Wood et Crossley furent, par 500 voix, envoyés au Parlement.

*

Où en est le mouvement chartiste à cette date de **1853** ?

L'échec de la manifestation du **10 avril 1848** à Londres en vue de présenter au parlement les signatures de la troisième pétition marque **le déclin** du mouvement¹. Le pouvoir se livre à une vague d'arrestations, dont celle d'Ernest Jones², et Feargus O'Connor³ rompt avec la direction de la *National Chartist Association* pour se rapprocher de la bourgeoisie libérale.

La relève sera assurée par **George Julian Harney** et par **Ernest Jones** dès sa sortie de prison en juillet 1850. Mais elle se manifeste surtout à travers l'animation d'une presse revendicative. G.J. Harney fonde en juin 1850 le *Red Republican* puis en décembre 1850, *The Friend of the People* qui paraîtra jusqu'en avril 1852. Ernest Jones fondera pour sa part en mai 1851 les *Notes to the People* bientôt remplacé en mai 1852 par *The People's Paper*⁴. Sur le plan politique, on assiste plutôt à partir de 1850 à un éclatement d'organisations concurrentes, sinon rivales.

En **octobre 1850**, Marx écrit dans la *Neue Rheinische Zeitung-Revue* :

« L'actuelle organisation du parti chartiste est (...) sur le point de se dissoudre. Les petits-bourgeois qui adhèrent encore au parti, associés à l'aristocratie des travailleurs, constituent une fraction purement démocratique dont le programme se réduit à la Charte du peuple et quelques autres réformes petites-bourgeoises. La masse des ouvriers dont les conditions de vie sont vraiment prolétariennes appartient à la fraction révolutionnaire des Chartistes. A la tête de la première se trouve Feargus O'Connor, les chefs de la seconde sont Julian Harney et Ernest Jones. Le vieux O'Connor, squire irlandais et prétendu descendant des vieux rois de Munster, est un authentique représentant de la vieille Angleterre, malgré ses origines et ses tendances politiques. Il est conservateur jusqu'au bout des ongles et plein d'une haine profonde contre le progrès industriel et contre la révolution⁵. Tous ses idéaux sont de bout en bout patriarcaux, petits bourgeois. (...) Ses épaules, sa voix tonitruante, le remarquable talent de boxeur avec lequel il est censé avoir tenu tête à plus de vingt mille personnes au marché de Nottingham, tout cela fait de lui un représentant typique de la vieille Angleterre. (...) Le principal litige entre les deux fractions chartistes, c'est la question de la terre. O'Connor et son parti voudraient s'appuyer sur la Charte pour installer une partie des ouvriers sur de petites parcelles de terre et étendre finalement le morcellement des terres à toute l'Angleterre. On sait comment a échoué sa tentative pour organiser ce morcellement sur une petite échelle au moyen d'une société par actions. La tendance de toute révolution bourgeoise à démanteler la grande propriété foncière pouvait donner un certain temps l'impression aux ouvriers anglais que ce morcellement de la terre avait quelque chose de révolutionnaire, bien que son corollaire régulier soit la tendance inévitable de la petite propriété à se concentrer et à succomber devant la grande agriculture. La fraction révolutionnaire des chartistes oppose à cette revendication du morcellement la revendication de la confiscation de la totalité terrienne, et elle exige que celle-ci, loin d'être partagée, reste propriété nationale⁶ ».

La réunion en **mars/avril 1851** d'une nouvelle Convention du mouvement chartiste aboutira certes à une certaine reprise de l'agitation politique à l'initiative d'Ernest Jones et de Julian Harney, mais la trajectoire politique de ces deux militants ne va pas tarder à diverger, Harney choisissant de soutenir une alliance avec les classes moyennes⁷.

¹ Nous renvoyons sur ce point à l'étude de Preston William Slosson, *The Decline of the Chartist Movement*, Columbia University, New York 1916 (en ligne sur archiv.org).

² Condamné à 2 ans de prison et à une forte amende pour avoir prononcé à Londres, le 4 juin 1848, un discours tenu pour sédition, il purgera sa peine de juin 48 à juillet 1850 dans des conditions d'emprisonnement particulièrement pénibles.

³ Qui reste le seul élu chartiste à la Chambre des Communes. Il perdra bientôt le contrôle de lui-même, sombrant, en juin 1852, dans la maladie mentale.

⁴ Le caractère éphémère de ces publications témoigne des difficultés du mouvement à se structurer, non compté les désaccords politiques qui vont surgir entre Harney et Jones.

⁵ Observons le rapport : l'un entraînant l'autre. Il est vrai que l'idéal d'O'Connor tendait vers la petite propriété terrienne associée à la production artisanale.

⁶ K. Marx, *Œuvres*, Gallimard, vol. IV, pp. 408-409.

⁷ Les commentaires de Marx et d'Engels à propos de G.J. Harney dans leur correspondance privée ne vont pas cesser de s'aigrir à partir du début 1851 au point de devenir violemment hostiles, les critiques portant au début sur les relations qu'ils estimaient complaisantes de Harney avec la dissidence Willich/Schapper ainsi qu'avec les leaders de l'immigration allemande et française. Ainsi lui reprocheront-ils son comportement lors du fameux *banquet des Egaux* de février 1851. Le 26.02.1851, Marx écrit à Engels: « Il s'est (...) rangé derrière ces gens immondes qui sont nos ennemis directs, personnels et, aux yeux de l'Allemagne, il a pris parti pour eux et contre nous en jetant dans le plateau de la balance tout le

En **mars 1852**, Engels écrit à Marx : « D'après tout ce que je vois, les chartistes sont dans une telle confusion et si totalement désorganisés et désorientés, en même temps ils souffrent d'un tel manque d'hommes utilisables, qu'ils vont ou bien se désagréger tout à fait et se décomposer en factions, devenir donc pratiquement un simple appendice des *Financial Reformers*¹, ou bien devoir se reconstruire sur une base toute nouvelle et sous la direction d'un type capable. Jones est bien et nous pouvons nous dire que, sans notre doctrine, il n'aurait pas trouvé la bonne voie ni jamais découvert qu'on peut - d'une part non seulement conserver l'instinctive haine de classe que les ouvriers éprouvent à l'égard des bourgeois industriels, seule base sur laquelle on peut reconstruire le parti chartiste, mais encore l'élargir, le développer en utilisant comme soubassement du travail d'explication, - d'autre part ne pas cesser d'être progressiste et s'opposer aux appétits réactionnaires des ouvriers et à leurs préjugés². »

Le dernier sursaut sera la réunion, en **mars 1854**, du *Parlement du travail* dans le contexte de la grève très dure des tisserands de Preston. Mais l'initiative restera sans lendemain.

Dès **1857**, Jones entreprend un revirement de la politique chartiste vers une alliance avec les bourgeois radicaux³.

Une ultime Convention chartiste se réunira le **5 février 1858** sur un programme politique nettement révisé en vue d'une alliance avec les classes moyennes. Des six points traditionnels de la Charte on ne retiendra plus, en effet, que la seule revendication du suffrage universel pour les hommes de plus de 21 ans.

Marx et Engels rompent alors leurs relations avec Jones lui-même⁴. L'annonce en sera faite par Marx dans sa lettre du 1^{er} février 1859 à Joseph Weydemeyer à qui il écrit : « J'ai rompu avec Ernest Jones. Malgré mes mises en garde répétées, et bien que je lui aie exactement prédit ce qui est arrivé - sa déconfiture et la désorganisation du parti chartiste - il s'est engagé dans des tentatives de conciliation avec les radicaux bourgeois. C'est maintenant un homme ruiné mais il a causé un tort extraordinaire au prolétariat anglais⁵. »

Après un meeting tenu à Manchester le **04.10.1858**, Engels écrit à Marx : « L'histoire de Jones est dégoûtante. Il a tenu ici un meeting et parlé entièrement dans le sens de la nouvelle alliance. Après cette histoire, on serait vraiment tenté de croire que le mouvement prolétarien anglais doit disparaître totalement sous son ancienne forme, sous sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable et pourtant on ne peut prévoir à quoi cela ressemblera⁶. »

poids qu'il peut avoir. (...) Il nous a reniés. » (C2, p. 159). Les critiques se feront ensuite plus directement politiques lorsque Harney marquera sa rupture avec Jones, les deux hommes polémique ouvertement dans leur presse respective. Marx à Cluss, le 10 mai 1852 : « Monsieur Harney dévale rapidement la pente. Dans un article de son journal signé *Spartacus*, il fait attaquer le chartisme sous prétexte qu'il est un mouvement de classe et qu'à sa place devrait surgir un mouvement général et national. Phraséologie typiquement mazzinienne. » (C3, p. 127). La tentative de Harney et des radicaux bourgeois de fonder un mouvement politique n'aboutira pas.

¹ Ces radicaux bourgeois avaient fondé en 1849 une *Association nationale pour la réforme du système électoral et de la fiscalité* et manœuvraient pour attirer l'aile modérée du mouvement chartiste.

² C3, pp. 82-83.

³ Un revirement comparable, notons-le, à celui de Harney quelques années auparavant. Marx à Engels, le 24 novembre 1857 : « Jones se comporte comme un grand sot. Tu sais qu' (...) il avait prévu une conférence chartiste à laquelle devaient être invités en même temps des bourgeois radicaux (...). On envisageait, d'une manière générale, de conclure avec les bourgeois un compromis qui leur donne à eux le droit de vote secret s'ils concédaient aux ouvriers le suffrage universel pour les hommes. Cette proposition provoqua des divisions dans le parti chartiste, divisons qui, à leur tour, poussèrent Jones à s'enfermer plus avant dans son projet. (...) il s'accroche à son absurdité ; il choque les ouvriers en prêchant l'action commune avec les bourgeois alors qu'il est loin d'inspirer la moindre confiance à ces derniers. » (C5, p. 69-70).

⁴ Marx à Engels, le 16 janvier 1858 : « La seule excuse pour Jones est la mollesse de la classe laborieuse en Angleterre, les basses eaux dans lesquelles elle patauge actuellement. Quoi qu'il en soit, dans la voie qu'il a prise, il deviendra la dupe de la *middle class* ou un renégat. Le seul fait qu'il m'évite comme la peste (...) témoigne d'une conscience rien moins que bonne. » (C5, p. 117). Puis encore à Engels le 21 septembre 58 : « Notre ami Jones s'est résolument vendu à la coterie de Bright, mais au plus bas prix imaginable. Cet âne est ruiné politiquement (...). » (C5, p. 220).

⁵ C5, p. 256. Marx renouera avec Jones en 1860 dans le cadre de l'affaire Vogt. Cf. sa lettre à Freiligrath du 29 février 1860 (C6, p. 104). Marx publiera dans son *Herr Vogt* la lettre du 11 février 1860 que lui adresse Jones pour s'indigner des propos diffamateurs parus dans la *National Zeitung* : « J'estime, écrivait Jones, qu'il est du devoir de quiconque s'est trouvé en relations avec vous de rendre hommage (...) à la valeur, à l'honnêteté et au désintéressement de votre caractère. » (K. Marx, *Herr Vogt*, Alfred Costes, Editeur, Paris 1928, tome 3, p. 126). Mais aussi, Marx à sa fille Jenny, le 17 mai 1864 : « J'ai rendu visite hier à Ernest Jones et nous avons renoué notre vieille amitié. » (C7, p. 225).

⁶ C5, p. 222.

4.2. K. Marx, Sur la loi des 10 heures

L'article d'où provient cet extrait a paru dans l'édition du **15 mars 1853** du *New York Daily Tribune* sous le titre « Les débats parlementaires – Le clergé contre le socialisme – La famine¹ ».

Cette contribution n'est pas la première sur la question. **Engels** tout particulièrement s'est maintes fois attaché à commenter la lutte du prolétariat anglais pour la réduction du temps de travail, d'abord dans son étude majeure de mars 1845 sur *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, puis à deux reprises, le **11 mars 1850** dans la revue chartiste *The Democratic Review* sous le titre « The Ten Hour's Question » et en **avril 1850**, sous le titre « Die englische Zehnstundenbill », dans la quatrième livraison de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*.

L'exposé le plus complet se trouve au § VI (« La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864 ») du chapitre X (« La journée de travail ») de la troisième section du *Capital*².

*

Pour rappel³ :

- le **29 août 1833**, le parlement anglais vote un premier *Factory Act* qui introduit une réglementation du travail des enfants dans l'industrie cotonnière : entre 9 et 13 ans, leur temps de travail ne peut dépasser 8 heures, et 12 heures entre 14 et 18 ans avec interdiction du travail de nuit. On met en place un corps de quatre inspecteurs⁴ d'entreprise pour faire respecter la loi. Une loi que les patrons contournent toutefois en mettant en place le système des *relais* consistant à faire se succéder deux équipes d'enfants selon des pauses invérifiables par les inspecteurs⁵.

- le **7 juin 1844**, la législation étend la protection aux femmes de plus de 18 ans en leur accordant le régime en vigueur pour les adolescents, soit 12 heures par jour, avec interdiction du travail de nuit. Cela entraîne une limitation de fait à 12 heures de travail pour l'ensemble de adultes.

- le **8 juin 1847**, la Chambre des Communes procède au vote du **Bill des 10 heures** pour les femmes et les enfants de l'industrie textile⁶. La bourgeoisie industrielle se mobilise aussitôt contre ces dispositions légales⁷.

- le **8 février 1850**, une Cour de justice d'Angleterre, la Cour de l'Echiquier, statue en faveur d'un groupe de fabricants sur la question des relais. Cette décision marque l'abolition *de facto* de la loi des dix heures⁸.

¹ Nous citons à partir de la traduction de J. Molitor, K. Marx, *Œuvres politiques*, tome 2, Alfred Costes, Editeur, Paris 1929, pp. 181-186. La version anglaise se trouve pp. 522-527 du volume 11 des MECW. Roger Dangeville en fournit une autre traduction aux pages 157-160 de *Karl Marx, Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Petite collection Maspero, Paris 1972, tome 2.

² « La réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière. » (K. Marx, *Le Capital*, Editions Garnier Flammarion, Paris 1969, p. 180).

³ Nous renvoyons au commentaire circonstancié qui accompagne l'article d'Engels d'avril 1850 au chapitre 5.6 de notre fascicule 19.

⁴ Oui, quatre seulement pour l'ensemble du pays...

⁵ Non compté la difficulté, à l'époque, de vérifier l'âge exact des enfants...

⁶ Marx saluera l'événement dans le *Manifeste inaugural de l'Ait* d'octobre 1864: « Après une lutte de trente années, écrit-il, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill de dix heures. Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action. ».

⁷ « Ce fut une rébellion esclavagiste en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec une effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable, à d'autant meilleur compte que le capitaliste révolté ne risquait que la peau de ses ouvriers ». (K. Marx, *Le Capital*, op.cit., p. 214)

⁸ Marx cite à cette occasion l'article d'Engels d'avril 1850. (Cf. *Le Capital*, op.cit., p. 623)

- le **5 août 1850**, un compromis sera trouvé sur un horaire de 10h30 pendant 5 jours et de 7h30 le samedi pour femmes et enfants.

- Il faudra attendre **1853** pour que la loi de 1850 soit effectivement appliquée.

*

(...)¹

C'est par un rapide rappel de ces dates que Marx commence son exposé :

Le prolétariat industriel anglais a repris avec une nouvelle force sa vieille campagne contre le système du paiement en marchandises² et pour la journée de dix heures. Comme les revendications de ce genre doivent être portées devant la Chambre des Communes qui, d'ailleurs, est saisie déjà de plusieurs motions analogues, j'aurai l'occasion, dans ma prochaine lettre, d'insister sur les procédés cruels et infâmes de ces derniers industriels, qui ont l'habitude d'étaler dans la presse et à la tribune leur rhétorique libérale. Il me suffit, pour le moment, de rappeler qu'à partir de 1802 le prolétariat anglais n'a cessé de lutter pour la réglementation légale du temps de travail, jusqu'à ce qu'en 1847 John Fielden³ fit voter la loi de dix heures, d'après laquelle les femmes et les adolescents ne doivent pas travailler dans les usines plus de dix heures par jour. Les patrons libéraux s'aperçurent bien vite que cette loi ouvrait les portes toutes grandes au système des relais. En 1849, la Cour de l'Echiquier eut à connaître d'un procès, et le juge décida que le travail d'après le système de relais était légalement admissible, que, par conséquent, deux séries d'enfants pouvaient travailler à côté des adultes qui, de leur côté, peinaient tant que la machine ne s'arrêtait pas. Il fallut donc revenir devant le Parlement : le système des relais y fut condamné en 1850, mais la loi des dix heures devint la loi des dix heures et demie. A l'heure qu'il est, les classes ouvrières⁴ réclament le rétablissement intégral de la loi primitive des dix heures, et, afin de donner plus de poids à cette revendication, elles exigent en même temps que la vitesse des machines soit diminuée.

Il enchaîne sur la centralité de l'opposition politique au cours de cette période entre l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie industrielle avec pour enjeu la question des lois protectionnistes sur les blés. Le vote, le 7 juin **1832**, de la réforme électorale, le *Reforme Act*, avait sanctionné l'alliance de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes contre la noblesse foncière, la classe ouvrière restant exclue des institutions⁵. Soutenue par la création, le 20 mars 1839, à Manchester, de l'*Anti-Corn Law League*, la victoire, en mai **1846**, de la campagne libre-échangiste sur la question des céréales va contribuer à liguer contre les libéraux la fraction philanthrope de l'aristocratie qui, à travers l'intense

¹ Le début de cet article commente les débats qui ont occupé la vie politique anglaise en début de cette semaine, des débats « de peu d'intérêt », affirme Marx, sauf toutefois le vote d'une disposition excluant les Juifs de la Chambre des Communes : « La disposition, écrit-il, excluant les Juifs de la Chambre des communes est évidemment une anomalie stupide, d'autant plus que l'esprit d'usure préside depuis longtemps au parlement britannique et que les Juifs ont obtenu l'éligibilité à toutes les fonctions civiles de la nation » (op.cit., p. 178). La référence à « l'esprit d'usure » relève à la fois du stéréotype et d'une référence au baron Lionel de Rothschild dans l'argumentation de Robert Pell lui-même sur la question.

² Le « truck and shoppage system » était une pratique patronale qui consistait à payer les salaires, en tout ou en partie, sous forme de marchandises ou de bons d'achat valables dans les magasins de l'employeur ou de certains commerçants désignés par lui.

³ Lui-même manufacturier dans le secteur textile et de confession quaker, John Fielden a été aux côtés de Lord Ashley l'un des principaux militants au sein de la bourgeoisie philanthrope en faveur de la limitation du temps de travail, des enfants et des femmes en priorité. La défaite électorale de Lord Ashley lors des élections de 1846 lui donnera la responsabilité de défendre le projet devant la Chambre des Communes. (Source : www.spartacus-educational.com)

⁴ L'original anglais porte bien le pluriel : « the working classes ». (op.cit., p. 525)

⁵ Cet échec avait marqué le véritable point de départ du mouvement chartiste. Nous renvoyons pour le détail à la chronologie des événements au chapitre 2 de notre fascicule 11.

campagne d'opinion du « *Ten Hours Movement*¹ », va apporter son soutien aux revendications ouvrières sur le temps de travail.

Telle est, en abrégé, l'histoire publique de la loi de dix heures. Quant à l'histoire secrète, la voici. Par l'adoption du bill de réforme de 1831, la noblesse terrienne avait été battue par la bourgeoisie, et les industriels, en réclamant le libre-échange et la suppression des droits sur les blés, la menaçaient « dans ses intérêts les plus sacrés ». Cette noblesse décida donc de faire pièce à la classe moyenne, en faisant siennes les revendications et la cause de la classe ouvrière, et en s'unissant en particulier à cette classe ouvrière pour réclamer la limitation du temps de travail.

Dès qu'il y avait, à cette époque, une réunion en faveur de la journée de dix heures, on était certain de trouver, parmi les organisateurs, des lords qui se disaient philanthropes. Dans cet ordre d'idées, lord Ashley se fit même une certaine réputation. La noblesse terrienne, frappée à mort, en 1846, par la suppression des lois sur les blés, se vengea, dès 1847, en imposant au Parlement la loi des dix heures. Mais la bourgeoisie industrielle regagna par décision judiciaire ce qu'elle avait perdu par la législation parlementaire.

En 1850, la colère des propriétaires fonciers s'était calmée peu à peu, et ils conclurent avec les industriels un compromis, dans lequel ils condamnaient bien le système des relais, mais exigeaient de la classe ouvrière, en compensation de la loi qu'on leur avait imposée, une demi-heure de surtravail par jour. A l'heure qu'il est, sentant que le moment approche d'une lutte décisive avec les gens de Manchester, ils essaient d'accaparer l'agitation pour la réduction du temps de travail. Mais, comme ils sont trop lâches pour se mettre eux-mêmes en avant, ils s'efforcent de miner sourdement les barons cotonniers en excitant contre eux la force populaire du clergé officiel.

La fin de cet article est plus énigmatique en raison de son titre : « Le clergé contre le socialisme » (?)². Il faut y voir, il semble, un signe d'ironie de Marx à l'égard de l'Église anglicane officielle toute au service, dans les faits, des classes dominantes³.

Donnons quelques exemples pour montrer la violence que ces saints hommes apportent à leur croisade contre les gros industriels. Il y eut, à Crampton, un meeting pour les dix heures présidé par le révérend Dr Brammell, de l'Eglise officielle. Le révérend J. R. Stevens, bénéficiaire⁴ de Stalybridge, déclara : « Il y a eu des époques où les nations étaient gouvernées par des théocraties... Ces temps sont passés... Mais l'esprit de la loi n'a jamais changé... Le travailleur devrait être le premier à participer aux fruits de la terre qu'il produit. La loi sur les fabriques a été violée de façon si honteuse que l'inspecteur général de cette circonscription, M. Leonard Horner, s'est vu forcé de déclarer par écrit au ministère de l'Intérieur qu'il ne pouvait ni ne voulait prendre sur lui d'envoyer un de ses subordonnés dans certains districts, tant qu'il n'aurait pas obtenu la protection de la police... La protection contre qui ? Contre messieurs les industriels ! Contre les gens les plus riches du district, contre les gens les plus influents du district, contre les fonctionnaires du district, contre les messieurs qui étaient les juges de paix de Sa Majesté et opéraient en cette qualité comme représentants du royaume... Ces messieurs ont-ils été punis pour avoir violé la loi ? Dans mon district, les hommes et la plupart des femmes de la classe ouvrière restent au lit, le diman-

¹ Animée par des élus *tories* comme Richard Oastler et Lord Shaftesbury.

² Une note de l'édition des MECW signale que l'article a paru dans certaines éditions sous un titre plus sobrement descriptif « The Clergy and the Struggle for the Ten-Hours » (p. 681-682). C'est d'ailleurs sous ce titre qu'il est référencé par les *Marx Engels Werke* (« Der Klerus und der Kampf um den Zehnstundentag », t.8, p. 535).

³ Marx à Engels, le 23 février 1853 (soit deux jours avant la rédaction de cet article) : « Que dis-tu de la part active que les ministres de l'Église officielle prennent au malheureux mouvement d'agitation pour les dix heures. Toujours la même comédie. » (C3, p. 324).

⁴ Autrement dit « celui qui possède un ou plusieurs bénéfices (revenus) ecclésiastiques ».

che, jusque neuf, dix ou même onze heures, parce qu'ils sont complètement épuisés du travail de la semaine. Le dimanche est le seul jour où ils puissent reposer leurs membres fatigués... Et en règle générale, le salaire est d'autant plus faible que le travail se prolonge davantage... *J'aimerais mieux être esclave dans la Caroline du Sud qu'ouvrier de fabrique en Angleterre.* »

Au grand meeting de Burnley, le révérend E. A. Verity, bénéficiaire d'Habbergham, dit entre autres à ses auditeurs : « Que font Bright, Cobden et les autres gens de l'école de Manchester, alors qu'on opprime le peuple de Lancashire? A quoi pensent donc ces riches?... Simplement au moyen de voler la classe ouvrière d'une ou deux heures... Voilà leur but. Voilà pourquoi ce sont des fourbes, des hypocrites et de si rusés coquins. En ma qualité de membre du clergé officiel, je proteste contre de tels procédés. »

Nous avons déjà indiqué les motifs qui font des membres du clergé officiel autant de chevaliers errants brûlant d'ardeur pour les droits du travail. Ils veulent non seulement s'assurer une provision de popularité pour les jours troubles de la démocratie qui approche; ils ne se rendent pas simplement compte que l'Eglise d'Etat est une institution essentiellement aristocratique condamnée soit à se maintenir, soit à tomber avec l'oligarchie foncière ; mais il s'y ajoute autre chose. Les gens de l'école de Manchester sont tous des adversaires de l'Eglise officielle; ce sont des *dissidents*, amoureux avant tout des 13 millions de livres sterling que l'église officielle d'Angleterre et du Pays de Galles fait sortir à elle seule chaque année de leurs poches; aussi sont-ils décidés d'amener une séparation entre ces millions séculiers et le clergé, pour que celui-ci se montre plus digne du ciel. Ces pieux seigneurs combattent donc *pour les biens les plus sacrés*¹. Mais, ces messieurs de l'école de Manchester peuvent apprendre de cet intermède qu'ils ne réussiront pas à arracher le pouvoir politique aux mains de l'aristocratie s'ils ne se décident, fût-ce à contrecœur, à donner au peuple la part qui lui revient entièrement.

Sur le continent, pendaisons, fusillades, et déportations sont à l'ordre du jour². Mais les bourreaux sont des gens que l'on peut appréhender quelque jour et pendre, et leurs forfaits se gravent indélébiles dans la conscience du monde civilisé tout entier. En même temps, l'Angleterre est terrorisée par un despote invisible, insaisissable et muet qui, dans les cas désespérés condamne les hommes à la plus cruelle des morts et, par un travail silencieux de tous les jours, chasse de la terre de leurs ancêtres des classes et des races entières de gens, semblable à l'ange au glaive de feu qui chassa Adam du Paradis. L'action de ce despote social invisible conduit soit à l'émigration forcée, soit à la famine.

A Londres, nous venons d'avoir de nouveaux cas de famine. Je ne cite que Mary Ann Sandry, âgée de 43 ans, décédée à Londres, Shadwell, Coal Lane. Le docteur Thomas Peene, qui assista le médecin de l'état-civil, déclara que la mort était due à la faim et au froid. La morte gisait sur un peu de paille, sans la moindre couverture. La pièce ne contenait ni meubles, ni chauffage, ni aliments. Cinq petits enfants étaient assis sur le sol, à côté du cadavre de leur mère, et pleuraient de froid et de faim.

La prochaine fois je parlerai de l'émigration forcée³.

*

¹ *pro aris et focis*, dit le texte anglais.

² L'actualité sur le continent était alors constituée par l'échec, le 6 février 1853, du soulèvement de Milan contre l'occupation autrichienne par les partisans de Mazzini, avec le soutien de patriotes hongrois. Mal préparée, cette insurrection avait été rapidement réprimée. Parmi les 895 insurgés arrêtés, 16 seront pendus ou fusillés.

³ L'article sur l'émigration forcée paraîtra dans l'édition du **22 mars 1853** du *New York Daily Tribune*.

Marx reviendra sur la question des 10 heures dans son article du **22 juillet 1853** intitulé « Layard's Motion, Struggle over the Ten Hours'Bill ».

En voici l'essentiel¹.

Il y a quelques mois, j'ai eu l'occasion de faire pour vous quelques remarques sur les succès de l'agitation en vue de la journée de travail de dix heures dans les districts industriels. Le mouvement n'a fait que se développer et a trouvé finalement un écho chez le législateur. Le 5 courant, Mr Cobbett, membre du Parlement pour Oldham, a pu déposer un projet de loi demandant que le travail dans les fabriques se limite dans les cinq premiers jours de la semaine à dix heures, et le samedi à sept heures et demie. Ce projet de loi fut approuvé.

Lors des discussions préliminaires, lord Palmerston, dans le feu du débat, laissa échapper une menace significative et précise : si l'on s'opposait à toute mesure de protection des femmes et des enfants dans les fabriques, il proposerait de limiter la durée de fonctionnement des machines. A peine ces paroles étaient-elles sorties de sa bouche que ce fut une tempête générale d'indignation contre le maladroit homme d'Etat. Les plus indignés n'étaient pas seulement les représentants directs du patronat des fabriques, mais surtout des amis whig de ceux-ci et de Palmerston, tels sir George Grey, Mr Labouchère.

Après un aparté que lord J. Russel eut avec Palmerston, il lui fallut, après une demi-heure de pourparlers privés, mener encore un rude combat pour calmer la tempête. Il dut donner l'assurance qu'« il lui semblait que son honorable ami avait été tout à fait mal compris, et que son ami, lorsqu'il s'était prononcé *en faveur* d'une limitation de la durée de fonctionnement des machines, voulait dire en réalité qu'il était *contre* ».

De tels compromis absurdes sont le pain quotidien de la coalition. De toute façon, ils ont le droit de dire une chose et d'en penser une autre. Pour ce qui concerne lord Palmerston lui-même, il ne devrait pas oublier qu'il y a quelques années, ce vieux dandy du libéralisme a chassé de ses « possessions » quelques centaines de familles irlandaises en utilisant exactement les mêmes procédés que la comtesse de Sutherland avec les membres du clan qui étaient fixés à demeure depuis des temps immémoriaux².

(...)

Marx se livre ici à un portrait mordant de William Cobbett, qui était le père du député responsable du projet de loi.

Il enchaîne et termine son article par un commentaire de l'éditorial consacré par le *Times* aux débats parlementaires.

Le *Times* s'efforce de compenser son humilité vis-à-vis du tsar russe en étant d'autant plus éhonté vis-à-vis des ouvriers anglais; il vient de publier sur le projet de Mr Cobbett un éditorial qui se veut extraordinaire, mais n'est rien d'autre qu'absurde. Il ne peut contester que la limitation de la durée de fonctionnement des machines serait le seul moyen d'obliger les lords des fabriques à se soumettre aux lois existantes sur la longueur de la journée de travail dans les fabriques. Cependant, il est incapable de comprendre comment un homme raisonnable et ambitieux puisse proposer cela comme un moyen efficace.

¹ Nous citons à partir de la traduction de Roger Dangeville, in *Karl Marx Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Petite collection Maspero, Paris 1972, tome 2, pp. 160-163.

² Nous renvoyons au commentaire de cet article sur « la duchesse de Sutherland et l'esclavage ».

L'actuelle loi sur la journée de travail de dix heures et demie - comme toutes les autres lois de fabrique - n'est qu'une concession apparente des classes dirigeantes aux ouvriers, et les ouvriers, qui ne sont pas satisfaits d'un semblant de concession ont l'audace de demander qu'elle soit mise en pratique. Le *Times* n'a jamais entendu parler d'une affaire plus ridicule, plus mal venue. Si le Parlement empêche un fabricant de faire travailler ses ouvriers 12, 16 ou plus d'heures encore, alors, dit le *Times*, « l'Angleterre n'est plus le lieu où un homme libre puisse vivre ». Il réagit exactement comme le gentleman de Caroline du Sud qui a été traîné devant un tribunal anglais et condamné parce qu'il avait fait fouetter en public un Noir qu'il avait amené avec lui d'outre-Atlantique. Etant complètement dérangé dans sa petite tête, il s'écria: « Vous ne pouvez tout de même pas appeler libre un pays où il est interdit à un homme de rosser le nègre qui lui appartient ? ».

Lorsqu'un homme devient ouvrier de fabrique, il passe un contrat avec un fabricant pour se vendre, seize ou dix-huit heures par jour, au lieu de pouvoir se reposer comme les mortels mieux lotis : il faut appeler cela - nous dit le *Times* - « le jeu naturel qui adapte constamment l'offre à la demande et fait que le peuple trouve les occupations les plus agréables et les plus adéquates. ».

Bien sûr, le législateur ne doit pas s'immiscer dans ce « travail attrayant ». Réduire la durée de fonctionnement des machines à une partie déterminée de la journée, mettons de 6 h du matin à 6 h du soir, ce serait - selon le *Times* - comme si l'on supprimait purement et simplement les machines. Si l'on arrête l'éclairage au gaz dans les rues sitôt que le soleil se lève, il faut aussi maintenir l'obscurité pendant la nuit.

Le *Times* veut interdire à la loi de se mêler des affaires privées et pour cette raison peut-être défend aussi l'impôt sur le papier, sur les annonces et les journaux qui pèse sur les affaires privées de ses concurrents, en même temps qu'il demande à la loi de protéger ses intérêts à lui, en l'exonérant de tel ou tel impôt. Il exprime une profonde répulsion pour l'immixtion du Parlement dans les affaires sacrées des lords de fabrique, où la vie et les mœurs de générations entières sont en jeu, tandis qu'il se mêle lui-même avec résolution des affaires des cochers de fiacre salariés et des propriétaires de fiacre, où rien d'autre n'est en jeu que la commodité de quelques gras boursicoteurs et peut-être de quelques gentlemen de *Printing House Square*¹.

Jusqu'à présent, les économistes bourgeois nous ont raconté que la principale utilité des machines était de diminuer le temps de travail et d'éliminer le travail et l'effort physiques. Or, voilà que le *Times* avoue que, dans les conditions de classe actuelles, les machines, au lieu de réduire le temps de travail, le prolongent; qu'elles dépouillent d'abord le travail individuel de sa qualité, puis obligent les travailleurs à compenser cette perte de qualité par une quantité accrue. Ainsi, on prolonge la journée de travail d'heures entières; on complète le travail de jour par le travail de nuit, et ce processus n'est interrompu que par les crises de l'industrie : on refuse alors de donner tout travail à l'ouvrier, on lui ferme au nez les grilles des fabriques, si bien qu'il peut prendre des vacances ou aller se pendre - comme il lui plaira.

¹ Où se trouvait le siège du *Times*.

4.3. K. Marx, L'émigration forcée

Marx terminait son article du **15 mars 1853** sur la loi des dix heures par une image hautement expressive : « L'Angleterre, *écrivait-il*, est terrorisée par un despote invisible, insaisissable et muet qui, dans les cas désespérés condamne les hommes à la plus cruelle des morts et, par un travail silencieux de tous les jours, chasse de la terre de leurs ancêtres des classes et des races entières de gens, semblable à l'ange au glaive de feu qui chassa Adam du Paradis. L'action de ce despote social invisible conduit soit à l'émigration forcée, soit à la famine. ».

Il annonçait son intention de revenir sans délai sur la question de l'émigration forcée.

Tel est le contenu de son article du **22 mars 1853** intitulé « L'émigration forcée - Kossuth et Mazzini - La question des réfugiés - La corruption électorale en Angleterre - Mr Cobden¹ ».

Nous en retiendrons la première partie.

*

La question de l'émigration, irlandaise en particulier, prend toute sa place dans l'étude d'Engels de **1845** sur *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*². Le quatrième chapitre précisément intitulé « L'immigration irlandaise » trace un tableau saisissant de la grande misère de ce prolétariat déraciné et confiné dans des conditions de vie abrutissantes, non compté l'hostilité que suscitent ces immigrés auprès des travailleurs anglais en raison de la concurrence qu'ils apportent sur le marché de l'emploi en acceptant les pires conditions d'embauche. La rencontre d'Engels avec sa compagne Mary Burns, elle-même fille d'émigrés irlandais, explique bien sûr toute l'attention qu'il ne cessera de porter à la question irlandaise.

Ce n'est toutefois qu'après leur voyage en mai 1856 en Irlande³, après surtout l'organisation de la résistance *Fenian* en mars 1858 au sein de *l'Irish Republican Brotherhood* que la question irlandaise deviendra un **enjeu politique de première importance**.

Nous y reviendrons en temps voulu, sous la forme d'un fascicule spécial.

*

Découvrons l'article de 1853.

(...)⁴

L'Office colonial d'émigration nous fournit, à propos de l'émigration d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande vers toutes les parties du monde, la statistique suivante qui s'étend du 1er janvier 1847 au 30 janvier 1852.

¹ Nous citons à partir de la traduction de D. Riazanov aux éditions J. Molitor, t. 2, pp. 187-197. La version anglaise se trouve aux pages 528-534 du volume 11 des MECW. Le texte sera repris de manière abrégée dans le *People's Paper* du 16 avril 53 sous la forme de deux articles.

² Fr. Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions sociales, Paris 1975, pp. 134-138. Dans son ouvrage *La rumeur irlandaise*, Jean-Pierre Carasso fait observer que la toute première contribution du 4 novembre 1842 d'Engels à la *Rheinische Zeitung* était consacrée à la situation politique irlandaise. (Éditions Champ libre, Paris 1970, pp. 15-18)

³ « On peut considérer l'Irlande comme la première colonie anglaise », écrit-il à Marx, le 23.05.56. (C4, p. 307)

⁴ Le début de l'article reproduit des données chiffrées sur les mouvements d'exportation et d'importation en Angleterre pour les années 1851 et 1852.

	d'Angleterre	d'Ecosse	d'Irlande	TOTAL
1847	34.685	8.616	214.969	258.270
1848	58.865	11.505	177.719	248.089
1849	73.643	17.127	208.758	299.528
1850	57.843	15.154	207.852	280.849
1851	69.557	18.616	147.763	335.936
1852 ¹	40.767	11.562	143.375	195.704
Total	335.360	82.580	1.200.436	1.618.376

« On admet, écrit l'Office, que les neuf dixièmes des émigrants de Liverpool sont Irlandais. Les trois-quarts des émigrants d'Ecosse sont des Celtes provenant soit du Highland, soit d'Irlande via Glasgow. »

Les quatre cinquièmes des émigrants appartiennent donc à la population celte de l'Irlande, du Highland écossais et des îles écossaises.

Le *London Economist* écrit à ce sujet :

« L'émigration résulte de l'effondrement d'un système basé sur l'exploitation en petit et la culture de la pomme de terre ». Et il ajoute : « L'exode de toute la population superflue de la population irlandaise et écossaise du Highland constitue l'amorce inévitable de toutes sortes de progrès... Le revenu de l'Irlande n'a souffert en rien de la famine de 1846-47 ni de l'émigration qui a suivi. Tout au contraire, en 1851, le revenu net dépassait d'environ 184.000 l. st. celui de 1843. »

On commence donc par réduire à la misère la population d'un pays; et quand on ne peut plus rien en tirer, quand elle devient une charge publique, on la chasse et l'on se réjouit du revenu net du pays! C'est du reste le principe exposé par Ricardo dans ses *Principes of Political Economy*. Le capitaliste qui réalise un bénéfice annuel de 2.000 l. st. ne se préoccupe pas de savoir s'il emploie cent ou mille ouvriers. « N'en est-il pas de même du revenu réel d'une nation, demande Ricardo. Si le revenu réel d'une nation, rente foncière ou bénéfice, reste le même, il nous importe, en fin de compte, fort peu qu'il soit payé par dix ou douze millions d'habitants. Dans ses *Nouveaux principes d'économie politique*, Sismondi répond à cela qu'à son avis il n'y aurait donc, pour la nation anglaise, aucun inconvénient à ce que toute la population disparût, pourvu que le roi (il n'y avait pas de reine à cette époque), demeuré seul dans l'île, disposât d'une machine automatique lui permettant de réaliser le revenu net payé actuellement par une population de vingt millions. L'entité grammaticale dénommée richesse nationale ne subirait en fait aucune diminution.

Cette référence à **David Ricardo** pointe une observation de ce dernier au début du chapitre XXVI (« Du revenu brut et du revenu net ») de ses *Principes de l'économie politique de l'impôt*. Ricardo y déclare : « Il serait tout à fait indifférent pour une personne qui sur un capital de 20.000 l., ferait 2.000 l. par an de profits, que son capital employât cent hommes ou mille et que ses produits se vendissent 1.000 l. ou 20.000 l., pourvu que, dans tous les cas, ses produits ne baissent point au-dessous de 2.000 l. L'intérêt réel d'une nation n'est-il pas aussi garanti ? et dès que son revenu net et réel, que ses rentes et profits sont les mêmes, qu'importe qu'elle se compose de dix ou de douze millions d'individus ?² ».

La réplique de **Sismondi** se lit au terme du chapitre VII, livre VII (« De la population rendue superflue par l'invention des machines ») de ses *Nouveaux principes d'économie politique*, tome 2. Posant la

¹ « Jusqu'en juin ».

² David Ricardo, *Des Principes de l'économie politique de l'impôt*, Éditions Flammarion, Coll. *Champs*, Paris 1977, p. 308. Marx reproduira cette citation dans une note du chapitre IX (« Le taux de la plus-value ») du *Capital*. (*Le Capital*, Livre Premier, tome 1, Éditions sociales, Paris 1971, p. 226)

question : « Si l'Angleterre réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et tout celui de ses villes par des machines à vapeur, et à ne compter pas plus d'habitants que la république de Genève, tout en conservant le même produit et le même revenu qu'elle a aujourd'hui, devrait-on la regarder comme plus riche et plus prospérante ? », Sismondi ajoute aussitôt en note : « M. Ricardo répond positivement que oui. », avec ce commentaire : « Quoi donc ! La richesse est tout, les hommes ne sont absolument rien ? Quoi ! La richesse elle-même n'est quelque chose que par rapport aux impôts ? En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le roi¹, demeuré tout seul dans l'île, en tournant constamment une manivelle, fasse accomplir, par des automates, tout l'ouvrage de l'Angleterre². ».

Dans un article précédent³ j'ai déjà montré, par un exemple, comment « on éclaircit » dans le Highland écossais. Voici, tirée du *Galway Mercury*, une citation qui nous indique qu'en Irlande on s'y prend de même pour provoquer l'émigration :

« Les gens émigrent en masse de l'Ouest de l'Irlande. Les propriétaires fonciers ont convenu, par un accord tacite, d'exterminer jusque dans leur racine les petits propriétaires contre lesquels ils organisent une véritable guerre d'extermination... Tous les jours se déroulent dans cette province les horreurs les plus déchirantes dont le public ne s'aperçoit pas. »

Mais, les habitants ruinés de la verte Erin et des plateaux d'Ecosse ne sont pas les seuls que balaient les améliorations agricoles et l'effondrement du système social désuet. Les vigoureux ouvriers agricoles d'Angleterre, du Pays de Galles et de la Basse Ecosse ne sont pas les seuls dont le bureau d'émigration paye le passage. La roue du progrès happe également, à notre époque, la classe qui fut jusqu'ici la plus sédentaire de l'Angleterre. Un étrange désir d'émigration s'est emparé des petits fermiers anglais, surtout de ceux qui cultivaient de lourdes terres glaiseuses. Les mauvaises prévisions de récoltes, le manque de capitaux suffisants pour effectuer sur leurs biens les grands amendements nécessaires qui leur permettraient de payer les anciens fermages, tout cela ne leur laisse d'autre échappatoire que de passer l'océan pour se chercher de nouvelles terres et une nouvelle patrie. Je ne parle pas ici de l'émigration provoquée par la folie de l'or, mais de cette émigration forcée provoquée par la grande propriété foncière, la concentration des biens, l'emploi de machines agricoles et l'introduction de l'exploitation en grand.

Dans les Etats de l'antiquité, en Grèce et à Rome, l'émigration forcée, revêtant la forme d'établissements périodiques de colonies, formait un chaînon constant de l'organisation sociale. Le système entier de ces Etats était fondé sur une limitation déterminée du chiffre de la population qu'il ne fallait pas dépasser, si l'on ne voulait compromettre l'existence même de la civilisation antique. Et pourquoi cela ? Parce qu'on ignorait l'application des sciences naturelles à la production matérielle. Pour rester civilisés, il fallait être peu nombreux. Sans quoi l'on serait devenu la victime de ces durs travaux corporels qui transformaient le citoyen libre en esclave. Le manque de force productive rendait la collectivité dépendante d'un certain nombre d'habitants, et il ne fallait pas détruire l'équilibre de ce nombre. Le seul moyen efficace pour cela, c'était l'émigration forcée.

La même pression exercée par la population sur les forces productives poussa jadis les barbares des plateaux de l'Asie à envahir l'ancien monde. Avec des phénomènes différents, la cause fut la même. Pour pouvoir rester barbares, il fallait être peu nombreux. C'étaient des peuples de pâtres, de chasseurs, de guerriers, où chaque individu réclamait de grands espaces pour son

¹ L'époque correspond au règne de Georges III.

² Jean Charles Leonard Sismonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, chez Delaunay libraire, Paris, 1819, tome second, pp. 329-331 de l'édition numérisée par Gallica.

³ Marx se réfère ici à son article « Elections – Mauvaise situation financière – La Duchesse de Sutherland et l'esclavage » paru le 09.02.53 dans le *New York Tribune*.

mode de production, comme c'est aujourd'hui encore le cas chez les tribus indiennes de l'Amérique du nord. Dès que le nombre de gens augmentait, l'un empiétait sur le domaine de production de l'autre. C'est pourquoi la population en excédent se voyait forcée de se lancer dans ces migrations aventureuses qui établirent les fondements de la formation des peuples dans l'ancienne et la nouvelle Europe.

La double évocation que l'on vient de lire n'est pas de la plus grande rigueur¹, mais elle conduit à l'image du **renversement** qui argumente la conclusion : à l'émigration pour cause de sous-développement des moyens de production succède l'émigration pour cause de sur-développement des moyens de production. Un renversement dialectique ?

La grande émigration forcée de nos jours n'a plus du tout le même caractère. Ce n'est pas le manque de forces productives qui crée l'excédent de population, c'est l'accroissement de forces productives qui exige une diminution de la population et se débarrasse de l'excédent par la famine ou l'émigration, Ce n'est pas la population qui pèse sur la force productive, mais la force productive qui pèse sur la population.

Je ne partage ni l'opinion de Ricardo qui voit dans le « revenu net » le Moloch à qui l'on doit sans murmurer sacrifier des peuples entiers, ni l'opinion de Sismondi qui, dans sa philanthropie hypochondriaque², voudrait maintenir dans l'agriculture des méthodes depuis longtemps détruites ou désuètes et voulait bannir la science de l'industrie comme Platon bannissait les poètes de sa république.

Il résulte en tout cas d'un processus dont la logique ne peut être retournée que par l'action révolutionnaire du prolétariat.

Il s'opère, dans la société, une révolution silencieuse, à laquelle il faut se soumettre, et qui se soucie des existences humaines qu'elle détruit aussi peu qu'un tremblement de terre s'inquiète des maisons qu'il démolit. Les classes et les races qui sont trop faibles pour dominer les nouvelles conditions de la vie ne peuvent que succomber. Peut-il y avoir quelque chose de plus puéril et de plus borné que les opinions de ces économistes qui se figurent très sérieusement que ce lamentable état de transition ne signifie en réalité que l'adaptation de la société à l'instinct d'appropriation des capitalistes, propriétaires financiers ou barons de la finance! En Grande Bretagne, cette évolution apparaît clairement. L'application des méthodes scientifiques à la production dépeuple les campagnes et concentre la population dans les villes industrielles.

« A part quelques tisseurs à la main de Spitalfields et de Paisley, les commissaires d'émigration n'ont pas secouru d'ouvriers d'industrie; et ceux qui ont émigré à leurs propres frais sont très peu nombreux », dit le *London Economist*.

L'*Economist* sait fort bien qu'ils ne pouvaient émigrer à leurs propres frais, et que la classe industrielle moyenne ne leur viendrait pas en aide. A quoi cela conduit-il ? La population paysanne, l'élément le plus sédentaire et le plus conservateur de la société moderne, disparaît, tandis que le prolétariat industriel, à cause précisément du mode moderne de production, se voit concentré dans de grands centres, où il est entouré des puissantes forces productives dont l'histoire de la création a été jusqu'ici le martyrologe des travailleurs. Qu'est-ce qui empêchera donc les ouvriers de faire

¹ Avec même des accents que l'on dirait... malthusiens.

² Pour rappel, Sismondi se trouve désigné, dénoncé plutôt, dans le *Manifeste* comme l'idéologue représentatif du socialisme petit-bourgeois. Ce jugement sévère est toutefois contrebalancé par de multiples références positives de Marx au travail de Sismondi, notamment dans sa *Contribution à la Critique de l'économie politique* de 1859 et dans *Le Capital*. Nous renvoyons à la note que nous lui consacrons au chapitre 3.3.1 (b) de notre fascicule 14 consacré au *Manifeste*.

un pas de plus et de s'emparer des forces qui se sont jusqu'à ce jour emparées d'eux ? Où sera la puissance capable de leur résister? Nulle part! Il sera inutile alors de se réclamer des droits de propriété. Les économistes bourgeois admettent eux-mêmes que les modifications modernes du mode de production ont anéanti le vieux système social et ses méthodes d'appropriation. Ces modifications ont exproprié les hommes des clans écossais, les paysans et les fermiers irlandais, les petits propriétaires anglais, les tisseurs à la main, d'innombrables artisans, des générations entières de femmes et d'enfants travaillant dans les fabriques. Dans le cours du temps, elles exproprieront le propriétaire foncier et le lord cotonnier.

Sur le continent, le ciel est sillonné d'éclairs; mais en Angleterre, c'est la terre elle-même qui tremble. L'Angleterre est le pays où commence la véritable révolution de la société moderne.

(...)

Le propos se termine, entre vœu et constat, sur le thème de **l'expropriateur exproprié**. On sait que cette image forte reviendra au chapitre XXXII (« Tendances historiques de l'accumulation capitaliste ») de la VIII^e section (« L'accumulation primitive ») du *Capital*.

Voici ce passage célèbre :

« Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés¹. ».

¹ *Le Capital*, Livre 1, Édition Garnier-Flammarion, Paris 1969, pp. 566-567. Signalons sans insister, car l'affaire est complexe, que le raisonnement se poursuit en mobilisant une autre notion des plus notoires, à savoir la catégorie philosophique hégélienne de *négation de la négation*. Marx écrit : « L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol. ».

4.4. K. Marx, Grèves ouvrières

De juillet à décembre 1853, Marx va publier dans le *New-York Tribune* une série d'articles consacrés aux grèves ouvrières en Angleterre.

Ce sont :

- le 01.07.53 : « English Prosperity – Strikes – The Turkish Question - India¹ »
- le 14.07.53 : « Russian Policy against Turkey – Chartism² »
- le 22.07.53 : « Layard's Motion – Struggle over the Ten Hour's Bill³ »
- le 12.08.53 : « Financial Failure of Government, - Cabs - Ireland – The Russian Question⁴ »
- le 15.09.53 : « Rise in the Price of Corn – Cholera – Strikes – Sailors' Movement⁵ »
- le 17.10.53 : « Panic on the London Stock Exchange – Strikes⁶ ».
- le 21.10.53 : « The War Question – Financial Matters – Strikes⁷ »
- le 15.11.53 : « War – Strikes – Dearth⁸ »
- le 18.11.53 : « Wigan Colliers⁹ »
- le 28.11.53 : « The Labor Question¹⁰ »
- le 30.11.53 : « Prosperity – The Labor Question¹¹ ».
- le 16.12.53 : « The Turkish War – Industrial Distress¹² »

*

Marx évoque cet ensemble d'articles dans sa lettre du **30 septembre 1853** à Engels.

Il écrit : « Depuis 6 mois que ça dure, j'ai déjà publié, à intervalles réguliers, une importance série d'articles sur la grève. Les choses ont pris maintenant, c'est vrai, un tour nouveau. Dans l'article où j'ai utilisé tes remarques générales sur la grève, j'ai cité un tas de noms de *strike-localities* ainsi que l'histoire de Preston et de Wigan. Je n'ai pas pu réunir d'informations précises sur Manchester. Quant à la manœuvre de Preston, voici comment (très brièvement, note bien) je l'ai présentée : 1. Renonçant à la surproduction, les fabricants tentent de couvrir leur retraite en rendant responsables les ouvriers qui, par leurs revendications, les obligeraient à fermer leurs usines ; 2. Ils essaient de forcer les ouvriers à se soumettre en les affamant. Comme tu le vois, mon *history of stikes* s'arrête à mardi dernier et je ne touche pas à Manchester¹³. ».

« Un tas de noms de *strike-localities* » : Marx fait manifestement référence aux pages terminales de son article du **14 juillet 53**.

Nous découvrons ces pages¹⁴.

*

Les grèves et les coalitions ouvrières sont en train de se propager rapidement et selon une ampleur sans précédent. J'ai devant les yeux les comptes rendus des grèves dans les manufactures de toutes catégories à Stockport, des forgerons, des fileurs, des tisserands, etc, à Manchester, des tapissiers à Kidderminster, des mineurs aux houillères de Ringwood, près de Bristol, des tisserands et des tisseurs

¹ MECW, t. 12, pp. 134-141. Marx évoque dans ce premier article l'agitation politique qui s'était développée en juin et en juillet 1853 dans plusieurs villes du pays à l'initiative de la gauche chartiste. Il cite longuement le contenu d'une lettre personnelle que lui a adressée Ernest Jones la veille de son départ pour le meeting de Blackstone Edge, le 19 juin 1853.

² MECW, t.12, pp. 163-173. Le titre reproduit par les MEW mentionne plus clairement « Die Arbeiterbewegung in England ».

³ MECW, t.12, pp. 185-191.

⁴ MECW, t.12, pp. 223-232.

⁵ MECW, t.12, pp. 287-289.

⁶ MECW, t.12, pp. 329-334 et K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, Bibl. de la Pléiade, pp. 741-745.

⁷ MECW, t.12, pp. 407-415.

⁸ MECW, t.12, pp. 435-443, et K. Marx, *Œuvres*, vol. IV (Politique I), Bibl. de la Pléiade, pp. 745-748.

⁹ MECW, t.12, pp. 444-449. Titre complet de l'article : « Persian Expedition in Afghanistan and Russian Expedition in central Asia – Denmark – The Fighting on the Danube and in Asia – Wigan Colliers ».

¹⁰ MECW, t.12, pp. 460-463 et K. Marx, *Œuvres*, Coll. de la Pléiade, tome 4, pp. 748-751.

¹¹ MECW, t.12, pp. 464-470.

¹² MECW, t.12, pp. 523- 526.

¹³ C4, p. 36.

¹⁴ Nous traduisons à partir de la version anglaise précédemment référencée.

à Blackburn et à Darwen, des ébénistes à Boston, des blanchisseurs, finisseurs, teinturiers de Bolton et des environs, des tisserands de Barnsley, des tisseurs de soie de Spitalfields, des dentelliers de Nottingham, de toutes sortes de travailleurs partout dans le district de Birmingham et dans plusieurs autres localités.

Chaque courrier apporte de nouveaux récits de grève : le débrayage s'étend comme un épidémie. Chacune de ces grèves de masse, comme celles de Stockport, de Liverpool, etc. entraîne nécessairement toute une série de grèves de moindre ampleur et de cette manière un grand nombre d'ouvriers par eux mêmes incapables de résister à leurs patrons sans faire appel à leurs camarades dans le Royaume, ces derniers exigeant à leur tour, pour leur apporter assistance, de meilleurs salaires.

En outre, cela devient comme un point d'honneur et d'intérêt pour chaque région de ne pas isoler les efforts de leurs camarades ouvriers en se soumettant à des conditions plus mauvaises; les grèves dans une région trouvent donc leur écho dans les grèves d'autres régions plus éloignées.

Dans certains cas, l'exigence de salaires plus élevés n'est que le règlement d'un arriéré de longue date avec les patrons. C'est le cas avec la grande grève de Stockport¹.

En janvier 1848, les industriels de la ville ont procédé à une réduction générale de 10 pour cent des salaires de toutes les catégories de travailleurs. Cette réduction était conditionnée au fait que lorsque le commerce reprendrait, ces 10 pour cent seraient restitués. En conséquence, les travailleurs ont rappelé à leurs patrons, au début de mars 1853, leur promesse d'une augmentation de 10 pour cent avec à la clé un mouvement de 30.000 grévistes. Dans la majorité des cas, les travailleurs affirment nettement leur droit de partager la prospérité du pays et tout spécialement celle de leurs employeurs.

La particularité des grèves en question est qu'elles commencent dans les rangs inférieurs de la main-d'œuvre non qualifiée (et non dans le travail d'usine) sous l'influence directe en fait de l'émigration et selon diverses catégories d'artisans jusqu'à ce qu'elles atteignent en fin de compte les travailleurs d'entreprise des grands centres industriels de Grande Bretagne, alors que toutes les anciennes grèves trouvaient régulièrement leur origine chez les travailleurs d'usine, mécaniciens, fileurs, etc, se propageant de là vers les classes inférieures de la grande industrie pour atteindre en dernier ressort les artisans. Ce phénomène ne peut être attribué qu'à l'émigration.

Marx enchaîne sa conclusion sur un propos plus expressément politique. Sans doute la grève n'est-elle pas assurée de réussir et les résultats sont-ils souvent décevants, il n'en reste pas moins qu'elle est **la manifestation organique de la lutte des classes**. De la *guerre sociale*, écrit Marx.

Il existe une catégorie de philanthropes, et même de socialistes, qui considèrent les grèves comme très préjudiciables aux intérêts du « travailleur lui-même », et dont le grand projet consiste à découvrir une méthode qui garantisse des salaires moyens stables. Outre que le cycle industriel, dans la variété de ses phases, empêche ces moyennes salariales, je suis au contraire absolument persuadé que l'alternance de la montée et de la chute des salaires ainsi que les conflits permanents qui en résultent entre patrons et travailleurs sont, dans l'actuelle organisation de l'industrie, les moyens indispensables pour maintenir vivace l'esprit des classes laborieuses, pour les organiser dans une seule grande association contre les

¹ Cette grève de Stockport avait été un succès et sa réussite avait entraîné le mouvement des ouvriers de Preston, comme le signale l'Adresse du Comité des travailleurs de Preston au moment où il lui faudra, le 30 avril 1854, renoncer au combat : « L'heureuse issue de la grève de Stockport, qui fut immédiatement suivie de la concession d'une augmentation de salaire à Blackburn et dans d'autres villes, y *lit-on*, nous avait donné lieu de croire que les manufacturiers de Preston pouvaient nous faire la même concession ». (Source : J. Hitier, *La grève de Preston*, Wikisource, p. 412)

empiètements de la classe dominante et les empêcher de devenir des instruments de production apathiques, irréfléchis, plus ou moins bien nourris. Dans un état de société fondé sur l'antagonisme des classes, si nous voulons éviter l'esclavage aussi bien réel que nominal, nous devons accepter la guerre. Afin d'apprécier correctement la valeur des grèves et des coalitions, nous ne devons pas nous laisser aveugler par l'apparente insignifiance de leurs résultats économiques, mais nous devons envisager avant tout leurs conséquences morales et politiques. Sans les longues phases alternatives de stagnation, prospérité, surexcitation, crise et détresse que l'industrie moderne traverse dans des cycles périodiquement récurrents, avec, pour tous résultats, la hausse et la baisse des salaires, ainsi qu'avec la lutte permanente entre patrons et ouvriers en rapport étroit avec ces variations des salaires et profits, la classe ouvrière de Grande Bretagne et de toute l'Europe serait une masse prostrée, simple d'esprit, usée et soumise, dont l'auto-émancipation se révélerait aussi impossible que celle des esclaves de la Grèce et de la Rome antiques. Nous ne devons pas oublier que les grèves et coalitions parmi les serfs étaient les foyers des communes médiévales et que ces communes ont été à leur tour la source de vie de la nouvelle bourgeoisie dominante. »

*

Marx revient sur le sujet des grèves dans son article du **17 octobre 1853** intitulé « Panic on the London Stock Exchange – Strikes¹ ».

En voici un aperçu.

Tandis que le ciel éclatant de la prospérité commerciale et industrielle s'obscurcit de nuées menaçantes, les grèves continuent d'être un phénomène important dans notre situation industrielle et le resteront encore pour un certain temps. Toutefois, leur caractère tend à se modifier parallèlement à l'évolution actuelle de la situation générale de l'Angleterre.

Les ouvriers fileurs de Bury ont demandé une augmentation de salaire de 2 pence par paquet de mille écheveaux. Comme les fabricants refusaient d'examiner leur revendication, ils ont arrêté le travail, et les ouvriers tisseurs les imiteront dès qu'ils auront épuisé le stock de filé. Alors qu'à Preston² les tisseurs sont en train de demander une augmentation de 10 % de leurs salaires et que les ouvriers des environs leur apportent leur soutien, six patrons ont déjà fermé leurs ateliers; les autres feront sans doute de même. Ainsi deux mille ouvriers se trouvent privés de leur travail.

(...)

Marx poursuit par une évocation détaillée des diverses grèves en cours, ironisant au passage sur l'accusation lancée par le *Sunday Times* de Londres de voir les ouvriers « réclamer une sorte de *participation communiste* au profit réel ou supposé des fabricants ». La grève, insiste-t-il, est en tout cas le seul moyen pratique pour les travailleurs de corriger en leur faveur le rapport de force imposé par l'offre et la demande :

(...) les grèves ne démontrent rien d'autre que ceci : les ouvriers préfèrent recourir à leur propre méthode pour régler le rapport entre l'offre et la demande, plutôt que d'attacher foi aux promesses « désintéressées » de leurs patrons.

¹ MECW, t. 12, pp. 329-334. Nous suivons la traduction de Roger Dangeville, *Karl Marx, Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Petite collection Maspero, Paris 1972, tome 2, pp. 152-156. On en trouve une autre traduction, par Maximien Rubel, aux pages 741-745 du tome IV (Politique I) de *Karl Marx, Œuvres*, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994.

² Octobre 1853 : la grève de Preston en est à son début.

Dans certaines circonstances, les ouvriers n'ont qu'un moyen de vérifier si leur travail est payé ou non à sa véritable valeur marchande : se mettre en grève ou menacer de le faire.

(...)

C'est un fait que, comme d'habitude, les ouvriers ont remarqué trop tard que la valeur de leur force de travail s'était accrue de 30 % depuis plusieurs mois déjà; alors - et alors seulement -, l'été de cette année, ils ont commencé à faire grève; d'abord pour une augmentation de salaires de 10 %, puis de 10 autres, afin d'obtenir, bien sûr, autant qu'ils le pouvaient. Les victoires successives contribuèrent à étendre le mouvement de revendication à l'ensemble du pays, et elles sont la meilleure justification de ces grèves : leur succession rapide dans la même branche d'industrie par les mêmes ouvriers a démontré qu'en vertu de l'offre et de la demande, les ouvriers auraient eu droit depuis longtemps déjà à des augmentations de salaires qu'ils n'ont pas obtenues simplement parce qu'on leur avait caché la situation du marché du travail. Lorsque finalement ils en eurent connaissance, les fabricants, qui avaient pendant tout ce temps prêché la « loi éternelle de l'offre et de la demande » se sont rabattus sur la doctrine du « despotisme éclairé », et émirent la prétention de vouloir user de leur propriété comme bon leur semblait; ils déclarèrent, sous forme d'un *ultimatum*, que les ouvriers n'étaient pas capables de comprendre où était leur intérêt.

Il oriente alors sa conclusion vers des perspectives plus politiques.

Le renversement des perspectives économiques générales doit lui aussi conduire à un changement dans le rapport entre les ouvriers et leurs patrons. Le changement intervenu subitement coïncide avec les nombreuses grèves qui ont déjà commencé et avec celles, plus nombreuses encore, que les ouvriers s'appêtent à faire. Il est absolument certain que la vague de grèves se poursuivra malgré la dépression économique, et elles continueront d'avoir pour but une augmentation des salaires; en effet, à l'argument des fabricants selon lequel ils ne seraient pas en mesure de payer des salaires plus élevés, les ouvriers répondront que les denrées alimentaires sont devenues plus chères - et les deux arguments sont de même poids.

Cependant, si la dépression persiste, comme je le pense, les ouvriers en ressentiront bientôt, tout le poids, et ce sera sans aucune perspective de succès qu'ils lutteront alors contre des diminutions de salaire. Toutefois, leur mouvement débordera dès lors *sur le plan politique, où les organisations syndicales nouvelles, créées au cours des grèves, leur seront d'une utilité sans pareille.*

*

Des organisations nouvelles qui prennent le relais du mouvement de grève ?

Ce sera la conclusion d'un prochain article de Marx paru le **16 décembre 1853** sous le titre « La crise industrielle¹ », où l'on peut lire :

J'ai dit à plusieurs reprises que les grèves - lorsque les ouvriers les déclenchent tardivement, notamment lorsque les possibilités favorables suscitées par une prospérité exceptionnelle sont de nouveau à leur déclin - ne peuvent se montrer efficaces du point de vue économique ou pour ce qui est de leur objectif immédiat. Mais elles remplissent néanmoins leur tâche : elles révolutionnent le prolétariat industriel et - provoquées par l'enchérissement des denrées alimentaires et le bon marché du travail - auront des conséquences politiques au moment voulu. De fait, la presse bourgeoise est déjà saisie de panique à la simple idée d'un parlement

¹ « The Turkish War - Industrial Distress » (MECW, t. 12, pp. 523-526).

du travail, qui en réalité n'est rien d'autre que l'appel aux ouvriers de se grouper de nouveau sous la bannière du chartisme¹. »

Marx fait ici référence au projet de réunion d'un parlement du travail qu'Ernest Jones avait évoqué lors du meeting de Manchester du 20 novembre 1853. La première session était prévue pour le 6 mars 1854 à Manchester².

*

Plusieurs des articles de Marx que nous envisageons sont contemporains de la **grève des travailleurs du coton de Preston**, dans le comté de Lancashire. Cette grève est devenue célèbre pour avoir été le conflit social le plus long (il a duré plus de sept mois, de septembre/octobre 1853 à avril/mai 1854) et le plus intense de la décennie, à la fois de la part des travailleurs mais aussi du patronat qui a répondu aux revendications des ouvriers par un lock-out général de ses usines³.

La grève avait débuté en août/septembre 1853 sur la revendication qu'a décrite Marx d'une augmentation de 10 pourcents des salaires, en compensation de la réduction du même ordre qui avait été imposée quelques années auparavant par les patrons au motif de la crise économique. La prospérité revenue, les travailleurs s'estimaient en droit de retrouver leur ancien niveau de salaire et dès le printemps 1853 s'était déclenchée dans de nombreuses régions de Liverpool à Manchester, et jusqu'au pays de Galles, une série de grèves dans cette perspective.

A Preston les travailleurs seront encadrés dans l'action par deux leaders issus de la gauche chartiste George Cowell et Mortimer Grimshaw.

Or le patronat de la région n'a pas tardé à s'organiser dès septembre 53 dans le cadre d'une Association créée à cet effet⁴ et après un ultimatum officiel⁵, à décréter, le 15 octobre 1853, un complet **lock-out** des ateliers qui durera jusqu'en février 1854, en jetant à la rue plus de 25.000 travailleurs⁶.

Commence alors une longue confrontation que les mois d'hiver vont rendre plus pénible encore. Les travailleurs vont toutefois résister, soutenus dans leur lutte par un vaste réseau de solidarité à travers tout le pays.

Meetings et manifestations vont ainsi se multiplier, à Preston mais aussi dans toute la région.

Marx évoque la situation dans son article du 15 novembre 1853 dans le *New York Tribune*, intitulé « Le mouvement gréviste et les gens de Manchester.⁷ ». Le propos dénonce clairement une guerre de classe.

Au moment où les premiers coups de canon s'échangeaient dans la guerre de la Russie contre l'Europe⁸, le premier sang vient de couler dans la guerre qui sévit actuellement dans les centres manufacturiers entre le capital et le travail.

Tandis qu'à Édimbourg la bande hypocrite, grandiloquente et grimaçière des fumistes de Manchester prêchait la paix au tzar, elle faisait la guerre à ses propres compatriotes. Tandis qu'elle réclamait

¹ Toujours selon la traduction de Roger Dangeville, *Karl Marx, Friedrich Engels, Le syndicalisme*, Petite collection Maspero, Paris 1972, tome 2, pp. 156-157.

² Nous renvoyons à l'Adresse de Marx au Parlement ouvrier, au prochain chapitre de ce cahier.

³ Les études en français sur cette grève ne sont pas légion. On dispose de l'évocation publiée par J. Hitier dans la *Revue des Deux Mondes* de 1857 (2^e période, tome 12) sous le titre général « Scènes et Mœurs de la vie des Ouvriers en Angleterre. La grève de Preston » (Le texte est accessible sur le site de Wikisource). L'intérêt de ce récit, outre les détails qu'il apporte sur le déroulement de la grève, réside dans le point de vue adopté par un commentateur bourgeois certes favorable au patronat mais qui n'est pas moins impressionné par la détermination des grévistes. On trouve également une évocation de la grève de Preston dans le texte d'Elisée Reclus « La coopération ou les nouvelles associations ouvrières en Grande Bretagne » disponible sur le site de Gallica. Sinon, l'étude de référence (en anglais) est l'œuvre de Harry I. Dutton et John Edwar King (de l'université de Lancaster) parue en 1981 sous le titre « *Ten Per Cent and No Surrender* » *The Preston Strike 1853-1854*, aux éditions Cambridge University Press. Le slogan « Dix pourcents et pas de capitulation » était la formule qui scandait les meetings ouvriers.

⁴ Sous le nom de *Master Spinners' and Manufacturers' Defence Fund*.

⁵ Que publie le *Times* du 3 novembre 1853.

⁶ Hommes, femmes et enfants, faut-il le préciser.

⁷ L'article est daté du 1^{er} novembre à Londres. *Karl Marx, Œuvres politiques*, tome IV, pp. 18-19, traduction Molitor, Editions Alfred Costes, Paris 1929.

⁸ Les hostilités entre la Russie et la Turquie ont commencé le 23 octobre 1853.

un tribunal d'arbitrage entre la Russie et l'Europe, elle repoussait avec arrogance toute proposition d'arbitrage entre elle et ses concitoyens. Dans un meeting en plein air, les ouvriers de Preston avaient voté le vœu « que les délégués des ouvriers de fabrique recommanderaient au maire de convoquer une réunion publique de patrons et d'ouvriers pour se mettre d'accord sur la solution pacifique du différend qui les séparait ». Mais ces messieurs ne veulent pas d'arbitrage. Ce qu'ils poursuivent, c'est la dictature. A l'heure actuelle où s'allume une guerre européenne, ces propagandistes russes réclament une réduction de l'armée; mais ils souhaitent en même temps un renforcement, dans le Lancashire et le Yorkshire, de l'armée destinée à la guerre civile; c'est-à-dire de la police. Nous ne pouvons que répéter aux ouvriers les paroles du *People's Paper* : « Si l'on ferme les fabriques dans le Lancashire, envoyez des délégués dans le Yorkshire, pour soutenir les braves de West-Riding. Si l'on ferme les fabriques de West-Riding, allez à Nottingham et à Derby, à Birmingham et à Leicester, à Bristol et à Norwich, à Glasgow et à Kidderminster, à Édimbourg et à Ipswich. Que votre appel se fasse entendre de plus en plus loin; et groupez votre classe dans chaque ville, dans chaque industrie. Puisque ces messieurs recourent contre vous à toute leur puissance, mettez en ligne contre eux toute votre classe. S'ils veulent la grande lutte de classes, ils l'auront, et nous attendrons l'issue de ce combat de géants ... ».

Deux facteurs vont toutefois peu à peu affaiblir le mouvement. Le premier réside dans l'engagement par le patronat de travailleurs issus des milieux de l'émigration irlandaise et des workhouses¹. Les conflits souvent brutaux vont se multiplier sur ces pratiques et vont contribuer à créer un climat policier dont les patrons vont tirer profit. Le deuxième facteur sera précisément l'arrestation, en mars 1854, des principaux délégués, dont George Cowell et six de ses camarades. Inculpés du crime de conspiration, ils relevaient des Assises.

Ces circonstances et l'épuisement des contributions de solidarité vont conduire à la reprise du travail. Après 37 semaines de combat, le comité exécutif des travailleurs se voit contraint d'afficher en ville une Adresse invitant à la reprise²

*

Marx reviendra expressément sur cette grève dans son article du 21.04.54 paru dans le *New York Tribune* sous le titre « British Finances – The troubles at Preston³ ».

Il y rappelle les circonstances de l'arrestation de George Cowell et de ses camarades accusés de conspiration pour avoir conduit une manifestation contre la venue de travailleurs d'origine irlandaise engagés par les patrons de Preston pour briser la grève.

Il y rappelle surtout, s'agissant de complot, l'entente scellée entre ces mêmes patrons au sein d'une association, entente dont l'une des clauses était de contraindre ses membres au strict respect des décisions de la majorité, faute d'une amende de 5.000 livres.

« La presse de Londres, *conclut-il*, condamne dans son ensemble les manières d'agir des patrons de Preston, non pas au nom d'un quelconque sens de la justice mais par crainte des probables résultats. Ils redoutent que les classes laborieuses ne comprennent maintenant que le capitaliste individuel qui les oppresse se trouve soutenu par toute la machinerie d'Etat et que pour vaincre les premiers, elles doivent s'occuper de cette dernière. ».

*

Marx et Engels ont manifestement interprété les événements de Preston et la convocation du Parlement du Travail comme l'annonce d'une résurgence du chartisme. Or la réalité politique n'a pas confirmé cette espérance. Au contraire même, note Gareth Stedman Jones, Preston a confirmé le déclin du mouvement chartiste et a marqué un tournant décisif vers une stratégie réformiste des organisations ouvrières anglaises⁴. Marx, écrit-il, n'était pas en mesure de percevoir les signes de cette évolution.

¹ Ces briseurs de grève que désignait le vocable de « knobsticks », l'équivalent français des « jaunes ».

² Que reproduit l'article de J. Hitier.

³ MECW, vol. 13, pp. 117-122. L'article est daté du 31 mars 54.

⁴ Gareth Stedman Jones, « Some Notes on Karl Marx and the English Labour Movement », *History Workshop*, N° 18 (Autumn 1984), Oxford University Press, p. 126.

4.5. K. Marx, Au Parlement ouvrier

Le **9 mars 1854**, Marx écrit à Engels : « J'ai reçu du *Labour Parliament* une invitation à siéger à Manchester en tant que Honorary Delegate¹ (Nadaud et Louis Blanc également). Je leur ai envoyé aujourd'hui une lettre de remerciement avec quelques phrases qui, selon la manière dont on les lit, peuvent passer pour très extrêmes ou très modérées². ».

*

C'est le **20 novembre 1853** que s'était tenu à Manchester, à l'initiative d'un groupe de chartistes emmenés par Ernest Jones, un meeting au cours duquel avait surgi la proposition de constituer un *Parlement du Travail* destiné à coordonner les actions ouvrières.

La première session de ce parlement s'est déroulée à Manchester du **6 au 18 mars 1854**, se terminant ce jour-là par l'adoption d'un programme ambitieux en vue de la constitution d'un mouvement de masse organisé à l'échelle nationale. Elle se réunit alors dans le contexte du violent conflit social qui avait éclaté en octobre 1853 à Preston dans l'industrie cotonnière du Lancashire. Malgré le recours au lock-out par les patrons, les ouvriers tisserands étaient parvenus, grâce à d'importants fonds de soutien, à prolonger la grève durant tout l'hiver et pendant sept mois, jusque la fin d'avril 1854.

Cette assemblée fondatrice sera toutefois la seule. L'entreprise échouera, en effet, en raison du refus des Trade Unions de s'engager dans la voie de la revendication politique.

*

L'Adresse de Marx paraîtra dans l'édition du **18 mars 1854** du *People's Paper*.

Voici ce texte³ :

Londres, le 9 mars 1854
Dean Street, 28, Soho

Je regrette profondément de ne pouvoir quitter Londres, en ce moment du moins, et de me voir ainsi privé de la possibilité d'exprimer de vive voix à quel point l'invitation qui m'est faite de participer en qualité de délégué d'honneur au Parlement ouvrier m'emplît de fierté et me comble de gratitude. Le simple fait de la convocation de ce Parlement témoigne à lui seul que nous sommes entrés dans une nouvelle ère de l'histoire mondiale. L'annonce de cet événement important va susciter les espoirs de la classe ouvrière dans toute l'Europe et en Amérique,

Marx va consacrer son premier développement à l'énoncé, maintes fois répété au cours de ces années, de la thèse qui affirme la réduction à deux antagonistes de la lutte des classes dans le contexte anglais: la bourgeoisie industrielle et le prolétariat.

Il s'agit à la fois d'une thèse **juste** et d'une affirmation **fausse**.

Elle est une thèse juste **politiquement** : Marx et Engels se distinguent de leurs contemporains par une remarquable lucidité sur la structure de la société capitaliste que polarise l'opposition capital/travail.

Elle est une affirmation fausse **sociologiquement**, si cette polarisation, qui est une tendance organique, est décrite comme une réalité sociale accomplie. Marx et Engels ont manifestement anticipé à tort sur la disparition de l'aristocratie terrienne et des couches sociales intermédiaires constitutives de la petite bourgeoisie.

¹ En tant que délégué d'honneur.

² C4, p. 82.

³ Nous citons à partir de C4, pp. 83-84.

On remarquera que si Marx évoque, dans le second paragraphe, « l'énorme supériorité numérique » de la classe ouvrière anglaise, il se garde bien ici d'en tirer des conclusions sur d'éventuelles perspectives électorales associées au suffrage universel. L'exemple français de la pratique du suffrage universel a manifestement fourni sa leçon, même si sa conviction demeure que cette revendication ouvre en Angleterre vers des perspectives politiques mieux assurées¹.

De tous les pays, c'est en Angleterre que le despotisme du capital et la servitude du travail ont atteint le degré le plus élevé. Nulle part ailleurs, les couches intermédiaires entre le millionnaire qui règne sur des armées entières de travailleurs d'industrie et l'ouvrier esclave du salaire qui gagne sa vie au jour le jour n'ont été ainsi balayées peu à peu de la surface de la terre. Ici, à la différence des pays du continent, ces deux grandes classes sociales, la paysannerie et l'artisanat, qui sont presque autant tributaires de leur propriété que de leur travail, n'existent plus. Il s'est opéré en Grande-Bretagne une rupture totale entre la propriété et le travail. C'est pourquoi il n'y a aucun pays au monde où la guerre entre les deux classes qui constituent la société moderne ait pris des proportions aussi colossales et des formes aussi nettes et manifestes.

C'est bien pourquoi nul n'est plus compétent et mieux désigné que la classe ouvrière britannique pour diriger ce grand mouvement qui devra avoir pour résultat final l'émancipation totale du travail. Elle l'est par la conscience claire qu'elle a de sa condition, par son énorme supériorité numérique, son expérience des luttes qui l'ont décimée dans le passé et sa force morale présente.

Puis il procède à une sorte de **définition positive du socialisme** qu'il subordonne à **deux conditions** : la création d'une **base productive**, d'une part, l'instauration de **rapports sociaux de production de type nouveau**, d'autre part. « Conquérir la nature » et « conquérir les hommes » : rien, affirme Marx, ne se fera sans un effort d'**organisation**.

Les millions d'ouvriers de Grande-Bretagne ont été les premiers à créer la base réelle d'une nouvelle société, l'industrie moderne, qui a transformé les forces destructrices de la nature en puissance productive de l'homme. Avec une invincible énergie, avec sa sueur et son intelligence, la classe ouvrière anglaise a créé les conditions matérielles pour ennoblir le travail même et multiplier ses fruits au point de rendre possible une abondance générale.

En créant les inépuisables forces productives de l'industrie moderne, elle a rempli la première des conditions de l'émancipation du travail. Il lui faut désormais réaliser la seconde. Elle doit libérer les forces productrices de richesses des odieuses chaînes du monopole et les soumettre au contrôle collectif des producteurs qui ont, jusqu'ici, toléré de voir les propres produits de leur travail se retourner contre eux et se muer en autant d'instruments de leur propre oppression.

La classe ouvrière a conquis la nature; elle doit désormais conquérir les hommes. Pour mener à bien cette entreprise, ce n'est pas la force qui lui fait défaut mais bien une organisation de toutes ses forces

¹ Ce sera très précisément le thème de son article du **8 juin 1855** dans la *Neue Oder Zeitung* (MECW, vol. 14, pp. 240-244) où l'on peut lire : « Après les expériences qui ont sapé en 1848 le suffrage universel en France, les continentaux sont enclins à sous-estimer l'importance et la signification de la Charte anglaise. Ils oublient qu'en France, la société se compose pour les 2/3 de paysans et pour 1/3 de citadins, tandis qu'en Angleterre plus des 2/3 de la population habitent les villes et moins de 1/3 la campagne. En Angleterre, les résultats du suffrage universel seront donc nécessairement en proportion inverse des résultats de ce même suffrage universel en France, tout comme la ville et la campagne le sont entre les deux pays. Le suffrage universel qui fut, en 1848, une formule de *fraternisation générale*, est donc en Angleterre *un cri de guerre*. En France, le contenu immédiat de la révolution, c'était le suffrage universel ; en Angleterre, le contenu immédiat du suffrage universel, c'est la révolution. Si l'on suit l'histoire du suffrage universel en Angleterre, on constate qu'il a perdu son caractère idéaliste dans la mesure même où la société moderne développait ses immenses contradictions, créées par le développement de l'industrie. ». (Selon la traduction de Roger Dangeville, *Karl Marx Friedrich Engels, Le Syndicalisme*, Petite collection Maspero, tome 2, Paris 1972, p. 216).

conjointes. Organiser la classe ouvrière à l'échelle nationale - tel est, me semble-t-il, le grand et glorieux but auquel tend le Parlement ouvrier.

Si le Parlement ouvrier se montre fidèle à l'idée qui l'a vu naître, les historiens futurs devront relater l'existence, en l'an 1854, en Grande-Bretagne, de deux parlements: un Parlement à Londres et un Parlement à Manchester - un Parlement des riches et un Parlement des pauvres - mais dire aussi que des hommes dignes de ce nom, il n'en siégeait qu'au Parlement des travailleurs et non au Parlement des maîtres.

Votre très dévoué,

Karl Marx

*

Marx reviendra sur l'événement dans le *New York Daily Tribune* du **24 mars 1854** sous le titre « Inauguration du Parlement du travail - Le budget anglais de la guerre¹ ».

« Quels que puissent être ses résultats immédiats », écrit-il, « le simple fait qu'un tel parlement ait pu se réunir marque le début d'une ère nouvelle dans l'histoire des travailleurs ». D'emblée toutefois, il entend bien prendre ses distances avec la politique naguère suivie par Louis Blanc à la tête de la Commission du Luxembourg à Paris, en 1848 :

« On serait tenté de considérer l'assemblée réunie au palais du Luxembourg à Paris², après la révolution de Février, comme un précédent sur une voie similaire, mais une grande différence apparaît au premier coup d'œil ; c'est que la Commission du Luxembourg fut une initiative du gouvernement, tandis que le Parlement ouvrier est né d'une initiative du peuple ; que la commission du Luxembourg fut inventée pour écarter les membres socialistes du gouvernement provisoire du centre de l'action et de toute participation sérieuse aux affaires réelles du pays ; enfin que les délégués de la Commission étaient uniquement composés de membres des divers « corps d'Etat », corporations correspondant plus ou moins aux guildes du Moyen Age et aux trade-unions actuelles tandis que le Parlement ouvrier est une véritable représentation à l'échelle nationale de toutes les branches et parties de la classe ouvrière. Le succès du parlement ouvrier va dépendre principalement, sinon exclusivement, de sa capacité à agir selon le principe qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de se consacrer à la dénommée organisation du travail, mais à l'organisation de la classe laborieuse. ».

Puis surtout, il ajoute ceci :

« Les privilèges des classes actuellement dirigeantes et l'esclavage de la classe ouvrière reposent au même titre sur l'organisation *existante* du travail qui sera évidemment défendue et entretenue par les pre-

¹ MECW, vol. 13, pp. 50-56. Nous suivons ici la traduction de M. Rubel, *Karl Marx, Œuvres*, Bibl. de la Pléiade, vol. 5, pp. 751-752.

² Pour rappel : La Commission du Luxembourg avait été installée par le gouvernement provisoire le 1er mars 1848 et sa présidence confiée à Louis Blanc. Il s'agissait très nettement d'une mesure de diversion destinée à encommissionner la question sociale et à écarter du pouvoir les représentants ouvriers, Louis Blanc et Albert. Au premier chapitre des *Luttes de Classes en France*, Marx écrit : « Ainsi, les représentants de la classe ouvrière étaient bannis du siège du gouvernement provisoire, dont la fraction bourgeoise conservait dans ses seules mains le pouvoir d'Etat réel et les rênes de l'administration ; à côté du ministère des Finances, du Commerce, des travaux publics, à côté de la Banque et de la Bourse s'élevait une synagogue socialiste dont les grands prêtres, Louis Blanc et Albert, avaient pour tâche de découvrir la terre promise, d'annoncer le nouvel Évangile et de donner de l'occupation au prolétariat parisien. A la différence de tout pouvoir d'Etat profane, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec leur tête qu'ils devaient briser les piliers de la société bourgeoise. Pendant que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, à l'Hôtel de Ville on frappait la monnaie qui avait cours. » (p. 91 de l'édition publiée par Messidor/Les Éditions sociales dans la collection *l'Essentiel*, Paris 1984).

mières avec tous les moyens dont elles disposent, l'un de ces moyens étant l'actuel appareil d'Etat. Par conséquent, pour modifier l'organisation du travail existante et la remplacer par une nouvelle, il faut de la puissance - du pouvoir social et politique - de la puissance non seulement pour résister mais aussi pour attaquer ; mais afin d'acquérir cette puissance, il faut s'organiser en une armée dotée de la force morale et physique qui lui permettra d'affronter l'armée ennemie. Si le Parlement ouvrier préfère passer son temps à des questions purement théoriques au lieu de préparer la voie à la constitution effective d'un parti national, il se condamne à l'échec comme la Commission du Luxembourg avant lui. ».

*

Cet article sera suivi d'une deuxième contribution sur le même sujet qui paraîtra dans le *New York Daily Tribune* du **29 mars 1854** sous le titre « Le Parlement du travail¹ ».

Le propos reprend pour l'essentiel les thèmes des précédents articles, à savoir :

la **radicalité** de la lutte des classes en Angleterre,

Plus que tout autre pays, la Grande-Bretagne a vu se développer au plus haut degré le despotisme du capital et l'esclavage du travail. En aucun autre pays, les rangs intermédiaires entre le millionnaire commandant à des armées industrielles entières et l'esclave salarié, qui ne vit qu'au jour le jour, n'ont été aussi radicalement balayés de la surface de la terre. Il n'existe plus, comme dans les pays continentaux, de grandes classes de paysans et d'artisans dépendant presque autant de leur propriété que de leur propre travail. Un divorce complet entre la propriété et le travail s'est produit en Grande-Bretagne. C'est pourquoi, en aucun autre pays, la guerre entre les deux classes qui constituent la société moderne n'a pris de dimensions si colossales et des traits si distincts et palpables

et l'urgence d'une émancipation **politique** de la classe ouvrière :

C'est précisément pour ces raisons que la classe ouvrière de Grande-Bretagne est plus que toute autre apte et appelée à agir à la tête du grand mouvement qui doit finalement aboutir à l'émancipation complète du travail. Elle l'est en raison de la claire conscience de sa situation, de son immense supériorité numérique, des désastreuses luttes de son passé, de sa force morale dans le présent².

Marx termine son article par une longue citation du rapport de la Commission sur le programme d'action du futur Parlement non seulement sous l'angle des revendications sociales immédiates³ et de son organisation propre, notamment financière, mais aussi en vue de la création de coopératives de production, agricoles⁴ et industrielles, gérées par le *mouvement de masse* lui-même⁵.

¹ MECW, vol. 13, p. 61-64.

² Nous citons à partir de la traduction de M. Rubel, op.cit., pp. 754-755.

³ Parmi lesquels « arracher les femmes et les enfants de l'usine ».

⁴ Et sous cet angle, on poursuit dans la lignée du *Land Scheme* de Feargus O'Connor en 1846 (nous renvoyons sur ce point à notre fascicule 11 consacré au chartisme).

⁵ On n'est pas loin, à vrai dire, des objectifs de Louis Blanc dans son programme de 1839 sur « l'Organisation du travail ». Il était donc parfaitement logique que L. Blanc fût associé à l'entreprise au même titre que Marx.

5.1. La controverse sur l'eurocentrisme de Marx et d'Engels

Sources documentaires :

- *Marx Engels Collected Works*, où se trouve reproduite la collection complète des contributions de Marx et d'Engels à la *New York Daily Tribune*. (MECW, suivi du numéro de volume et de page).
- Karl Marx, *Œuvres*, Editions Gallimard, Bibl. de la Pléiade, vol. IV (*Œuvres 4*, suivi du numéro de page).
- Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions en langues étrangères, Moscou, sd, (TSC, suivi du numéro de page).
- K. Marx and F. Engels, *The first Indian War of Independence (1857-1859)*, Foreign Languages Publishing, Moscow 1959¹.
- Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, Paris 1972 et 1974 (C, suivi du numéro de volume et de page).
- *Marxisme et Algérie*, Textes de Marx/Engels présentés et traduits par Gallissot/Badia, 10/18, Paris 1976.
- K. Marx et F. Engels, *La Chine*, traduction et préface de Roger Dangeville, 10/18, Paris 1973².

Etudes de référence :

- Kévin B. Anderson, *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Editions Syllepses, Paris 2015.
- Jean Chesneaux, *Le mouvement paysan chinois (1840-1949)*, Éditions du Seuil, coll. Points/Histoire, Paris 1976.
- Kolja Lindner, « L'eurocentrisme de Marx : pour un dialogue du débat marxien avec les études postcoloniales », pp. 106-128, *Actuel Marx*, n° 48 (Communisme ?), PUF, Paris 2010.
- Kolja Lindner, « Eurocentrisme, postcolonialisme et marxisme : nouveaux regards ? », *Raisons politiques*, Presses de Sciences Po, Paris 2016/3, N° 63, pp. 161-177³.

*

Les termes du débat

Marx et Engels ont publié, dès 1853, dans le cadre de leur collaboration au journal américain *The New York Daily Tribune*, bon nombre de commentaires sur les sociétés d'Orient, de l'Inde en particulier, soumises aux violences du colonialisme anglais.

Ces écrits ont fait l'objet de vives critiques en provenance, pour la plupart, d'intellectuels de la gauche anglo-saxonne, principalement nord-américaine, lesquels ont reproché à Marx et à Engels d'avoir failli sur ces questions en cédant aux évidences idéologiques de l'eurocentrisme.

Construite sur le modèle de l'*ethnocentrisme*, la catégorie d'*eurocentrisme* désigne et dénonce le comportement intellectuel et les discours que domine une surestimation des apports attribués aux peuples d'Europe dans les domaines censément constitutifs d'une civilisation, et cela au regard des autres peuples et cultures, ceux d'Orient et d'Afrique, par exemple, tenus pour inférieurs. L'eurocentrisme a clairement servi de caution aux pratiques colonialistes du capitalisme dans sa phase ascendante, anglaise.

Le travail de déconstruction⁴ de cette idéologie a donné lieu à plusieurs études, dont celle d'Edward W. Said qui, en 1978, a publié sous le titre *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*⁵ un ouvrage devenu une référence sur le sujet. E. Said peut être tenu pour l'un des principaux initiateurs des publications qui ont paru dans les années 1980 aux États-Unis sous l'appellation générale de *postcolonial studies*.

¹ En ligne sur le site www.marxists.org, section archives.

² En ligne sur le site des *Classiques des sciences sociales*.

³ En ligne sur HAL archives-ouvertes.fr.

⁴ Au sens derridien du terme. Le philosophe français Jacques Derrida a joué un rôle déterminant dans l'émergence aux États-Unis d'une pensée critique centrée sur le démantèlement minutieux des stéréotypes idéologiques qui sous-tendent le discours social dominant, qu'il soit familier, comme celui de la presse, ou académique.

⁵ Aux Editions du Seuil pour la version « de poche », Coll. Points Essais, Paris 2005, qui sera notre référence.

Les pièces du dossier

Nous allons passer en revue les principales pièces du dossier en faisant une distinction entre les écrits de la période envisagée, ceux des premières années de la décennie 1850 ou antérieurs, comme le *Manifeste*, et les écrits ultérieurs de Marx et d'Engels qui, après 1855, témoignent de sérieuses évolutions de leur part sur le sujet.

Notre ambition n'est pas d'être exhaustifs, mais d'offrir à la lecture des séquences représentatives des questions mises en examen.

1. Le *Manifeste du Parti Communiste*

Le *Manifeste* contient dans son premier chapitre intitulé *Bourgeois et prolétaires* un long développement qui souligne le caractère *révolutionnaire* du rôle historique de la bourgeoisie. Ces lignes méritent qu'on les rappelle :

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses "supérieurs naturels", elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au moyen âge, si admirée de la réaction, trouva son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine. Elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout

ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés¹.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence totale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées pri-

¹ Tout ce paragraphe se trouvera reproduit dans le livre I du *Capital* dans une note relative au chapitre XV, « Machines et grande industrie », page 658 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969.

ses ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa.

A sa place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

L'analyse qu'on vient de relire n'a pas manqué de conforter les critiques qui soutiennent l'avis selon lequel Marx et Engels auraient été convaincus du rôle *civilisateur* du capitalisme dans l'élan, qualifié de révolutionnaire, qui le porte à imposer le déploiement universel des logiques du Capital.

Sans entrer dans le détail¹, il est opportun d'opposer à cette thèse, qui n'est pas fausse, **trois observations**.

La **première** pour souligner que les avancées bourgeoises ainsi décrites par le *Manifeste* sont expressément marquées du sceau d'un cynisme qu'exprime la célèbre évocation des « eaux glacées du calcul égoïste ». La dénonciation d'« une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale » n'a rien d'un panegyrique. Par ailleurs, la référence, au paragraphe 9, à quelque action *civilisatrice* s'accompagne de la mise à distance qu'opère la qualification de n'être que « prétendue ».

La **deuxième** pour admettre, oui, que l'on rencontre dans le paragraphe suivant une opposition des plus convenues entre « pays barbares ou demi-barbares » et « pays civilisés² », entre « Orient » et « Occident », et cette fois, sans aucune précaution qu'aurait signalée, par exemple, l'emploi de guillemets.

La **troisième**, enfin, pour rétablir cette analyse dans le contexte *théorique* et *politique* du *Manifeste*. La révolution bourgeoise ne s'y trouve conçue, en effet, que, dialectiquement, disons, comme une phase de la toute prochaine révolution prolétarienne qu'elle rend possible. En vérité, le raisonnement du rédacteur, de Marx en l'occurrence, se trouve ici soutenu par les récents acquis de 1845-1846 de *l'Idéologie allemande* dont les pages sont demeurées inédites³. Or si les innovations théoriques qu'apporte cette étude comptent de très importants *concepts* comme celui de *mode de production*, et c'est bien de cela qu'il s'agit dans le présent constat de la domination bourgeoise, elles ne s'articulent pas moins à quelques autres *catégories*⁴ plus problématiques, et s'agissant précisément de ces modes de production, à une certaine logique de leur *succession* largement tributaire d'une philosophie de l'histoire⁵.

*

¹ Nous renvoyons pour cela aux commentaires de notre fascicule 14 spécialement consacré au *Manifeste*.

² Entre la campagne et la ville, non moins.

³ Elles le resteront jusqu'en...1932. La première publication des bases théoriques de ce qui prendra le nom de *matérialisme historique* adviendra dans la préface de janvier 1859 de Marx à sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁴ En référence à la distinction entre un *concept*, à savoir une construction théorique porteuse d'effets de connaissance en tel secteur circonscrit de la recherche et une *catégorie* qui demeure une généralité d'ordre philosophique, sinon purement idéologique.

⁵ Nous reviendrons avec soin sur cette problématique lorsque le moment sera venu de lire et de commenter la préface de 1859. Le *matérialisme historique* aura bien sûr l'ambition de se constituer comme *science*, mais au prix, ainsi que toute discipline neuve, de redoutables difficultés. La mise en place, en 1859, de la notion de *mode de production asiatique* est un signe de ces difficultés.

2. Fr. Engels, « Extraordinaires révélations - Abd El-kader - La politique étrangère de Guizot », *The Northern Star*, 22 janvier 1848

Le 22 janvier 1848, à une date toute proche de la rédaction du *Manifeste*, Engels publie dans le journal chartiste *The Northern Star* une contribution qui l'amène à évoquer la reddition de l'un des principaux dirigeants de l'insurrection armée contre la colonisation française de l'Algérie, l'Emir Abd El-Kader, contraint de se rendre, le 23 décembre 1847, devant le général Lamoricière et le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, alors gouverneur général des possessions algériennes de la France.

Il rend compte de l'évènement en ces termes :

En somme, à notre avis, c'est très heureux que ce chef arabe¹ ait été capturé. La lutte des bédouins était sans espoir et bien que la manière brutale avec laquelle les soldats comme Bugeaud ont mené la guerre soit très blâmable, la conquête de l'Algérie est un fait important et propice pour le progrès de la civilisation.

Les pirateries des Etats barbaresques, jamais combattues par le gouvernement anglais tant que leurs bateaux n'étaient pas molestés, ne pouvaient être supprimées que par la conquête de l'un de ces Etats. Et la conquête de l'Algérie a déjà obligé les Beys de Tunis et de Tripoli et même l'empereur du Maroc à prendre la route de la civilisation. Ils étaient obligés de trouver d'autres emplois pour leurs peuples que la piraterie et d'autres méthodes pour remplir leurs coffres que le tribut payé par les petits Etats d'Europe.

Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs dont les moyens de vie principaux étaient de faire des razzias contre leurs voisins ou contre les villages paisibles, prenant ce qu'ils trouvaient, tuant ceux qui résistaient et vendant les prisonniers comme esclaves. Toutes ces nations de barbares libres paraissent très fières, nobles et glorieuses vues de loin, mais approchez seulement et vous trouverez que, comme les nations plus civilisées, elles sont motivées par le désir de gain et emploient seulement des moyens plus rudes et plus cruels. Et après tout, le *bourgeois* moderne avec sa civilisation, son industrie, son ordre, ses lumières relatives, est préférable au seigneur féodal ou au voleur maraudeur, avec la société barbare à laquelle ils appartiennent².

Les historiens de la colonisation française de l'Algérie³ n'ont assurément pas manqué de relever ce propos d'Engels et de le dénoncer, avec raison.

Le commentaire d'Engels est, en effet, tout imprégné de l'idéologie eurocentriste dominante à cette époque. Quand même n'est-elle pas contradictoire, dans sa dimension capitaliste, avec l'esprit du gain et la pire cruauté, la catégorie de *civilisation* participe ici clairement d'une justification de la violence coloniale au regard de l'histoire, celle-ci fût-elle, à ses yeux, foncièrement régie par une logique émancipatrice⁴.

La même perspective (de lutte et d'émancipation) et le même vocabulaire (opposant la civilisation à l'arriération semi-barbare) se trouvaient dans un écrit antérieur d'Engels, mais proche de cette époque⁵, à savoir sa contribution au *Manifeste* intitulée « Principes du Communisme ». On peut y lire, au chapitre

¹ Engels parle d'Ab El-Kader.

² Le texte anglais se trouve aux pages 469-472 des MECW.

³ Parmi lesquels Olivier Le Cour Grandmaison dans son article « F. Engels et K. Marx : le colonialisme au service de l'Histoire universelle », in *ContreTemps*, n° 8, sept 2003, pp. 174-185. (en ligne sur le site de la revue ; l'article se trouve suivi d'une note critique par Sebastian Budgen, éditeur de la revue *Historical Materialism*).

⁴ Une thèse inédite, redisons-le, si l'on se rapporte aux analyses de *l'Idéologie allemande*, mais, en l'état, une thèse pleinement conforme aux convictions héritées de la philosophie de l'histoire de Hegel.

⁵ Il date d'octobre 1847.

XI, ce développement en réponse à la question¹ : « Quelles furent les conséquences directes de la révolution industrielle et de la division de la société en bourgeois et prolétaires ? » :

« Tous les pays semi-barbares, qui étaient restés jusque-là plus ou moins en dehors du développement historique et dont l'industrie avait reposé sur le système de la manufacture, furent violemment arrachés à leur isolement. Ils achetèrent les marchandises anglaises à bon marché et laissèrent mourir de faim leurs propres ouvriers de manufacture. C'est ainsi que des pays qui n'avaient réalisé aucun progrès depuis des siècles, tels que l'Inde, furent complètement révolutionnés et que la Chine elle-même va maintenant au-devant d'une révolution. L'invention d'une nouvelle machine en Angleterre peut avoir pour résultat de condamner à la famine, en l'espace de quelques années, des millions d'ouvriers chinois. De cette manière, la grande industrie a relié les uns aux autres tous les peuples de la terre, transformé tous les marchés locaux en un vaste marché mondial, préparé partout le terrain au progrès et à la civilisation et fait en sorte que tout ce qui se passe dans les pays civilisés doit nécessairement exercer ses répercussions sur tous les autres pays; de sorte que si, maintenant, les ouvriers se libèrent en Angleterre ou en France, cela doit entraîner comme conséquence dans tous les autres pays des révolutions qui, tôt ou tard, aboutiront, là aussi, à la libération des ouvriers. ».

*

3. K. Marx, « La domination britannique aux Indes », *New-York Tribune* du 25 juin 1853

Cet article est l'un des premiers consacrés par Marx à la question du colonialisme anglais en Inde.

Le contexte politique est celui du débat à la Chambre des Communes sur le renouvellement de la chartre de la *Compagnie des Indes Orientales* qui venait à expiration le 30 avril 1854².

Procédant par analogie de l'inconnu au plus familier, l'exposé commence par une comparaison de l'Inde, d'une part avec l'Italie (ce sont deux péninsules que surmonte une chaîne montagneuse et qui, sous l'angle politique partagent une grande division entre petits États concurrents, sinon ennemis) et d'autre part, avec l'Irlande³ sous l'angle de la misère sociale qui y règne.

Ajoutant aux effets néfastes de la colonisation hollandaise, le rôle de l'Angleterre aura été, écrit Marx, de détruire « les fondements du régime social de l'Inde, sans manifester jusqu'à présent la moindre velléité de construire quoi que ce soit. Cette perte de leur vieux monde, qui n'a pas été suivie par l'acquisition d'un monde nouveau, confère à la misère actuelle des Hindous un caractère particulièrement désespéré, et sépare l'Hindoustan, gouverné par les Anglais, de toutes ses traditions anciennes, de son histoire passée dans son ensemble. » (p. 37).

Outre le déclin dans l'agriculture en raison de l'abandon d'une politique de grands travaux d'irrigation, le plus grave dans la domination anglaise s'est manifesté, explique Marx, dans la sphère de la petite production marchande, notamment dans les secteurs du tissage et de l'orfèvrerie : « L'Angleterre commença par évincer les cotonnades indiennes du marché, puis elle se mit à exporter en Hindoustan le filé et enfin inonda de cotonnades la patrie des cotonnades » (p. 39). Avec pour conséquence le démantèlement d'un système social particulier qu'il nomme « village-system », basé sur un réseau de petites communautés

¹ L'écrit d'Engels était construit sur le principe d'une relance de questions /réponses. Nous renvoyons au commentaire que lui réserve le chapitre 4.3 de notre fascicule 14 consacré au *Manifeste*.

² Ce débat plutôt houleux a été évoqué par Marx dans ses articles des 9 et 22 juin 1853. (TSC, pp. 26-28 et 29-34). Il y reviendra le 11 juillet 1853 avec un long exposé intitulé « La compagnie des Indes orientales, son histoire et les conséquences de son activité » (TSC, pp. 48-59). La réforme visait à transférer vers l'Etat anglais plusieurs des privilèges jusque-là accordés à la compagnie, laquelle sera supprimée en 1858.

³ Il faut souligner cette association remarquable de l'Inde et de l'Irlande sous l'angle des rapports sociaux colonialistes. Elle tempère singulièrement la division occident/orient certes dominante. Dans son étude sur l'eurocentrisme de Marx, K. Linder note que c'est l'Irlande plutôt que l'Inde qui infléchira les conceptions de Marx sur l'intégration inégale des sociétés colonisées dans le marché mondial. (Article cité, *Actuel Marx*, n° 48, p. 116). Cf. la première lettre d'Engels à Marx du 23 mai 1856 sur l'Irlande après son voyage dans le pays en compagnie de Mary Burns. (C4, pp. 306-309)

villageoises isolées, régies par une sorte de gouvernement municipal dont Marx fournit une description à travers la longue citation qu'il fait d'un auteur anglais sur la question¹.

L'article poursuit et se termine ainsi sur le sujet² :

Ces petites formes stéréotypées d'organisme social ont été dissoutes pour la plupart et sont en train de disparaître non pas tant à cause de l'intervention brutale des percepteurs et des soldats britanniques, que sous l'influence de la machine à vapeur et du libre-échange anglais. Ces communautés familiales se basaient sur l'industrie artisanale, alliant d'une façon spécifique le tissage, la filature et la culture du sol exécutés à la main, ce qui leur assurait l'indépendance. L'intervention anglaise, en plaçant le fileur dans le Lancashire et le tisserand au Bengale, ou même en faisant disparaître aussi bien le fileur que le tisserand indiens, détruisit ces petites communautés semi-barbares, semi-civilisées en sapant leurs fondements économiques, et produisit ainsi la plus grande et, à vrai dire, la seule révolution *sociale* qui ait jamais eu lieu en Asie.

Or, aussi triste qu'il soit du point de vue des sentiments humains de voir ces myriades d'organisations sociales patriarcales, inoffensives et laborieuses se dissoudre, se désagréger en éléments constitutifs et être réduites à la détresse, et leurs membres perdre en même temps leur ancienne forme de civilisation et leurs moyens de subsistance traditionnels, nous ne devons pas oublier que ces communautés villageoises idylliques, malgré leur aspect inoffensif, ont toujours été une fondation solide du despotisme oriental, qu'elles renfermaient la raison humaine dans un cadre extrêmement étroit, en en faisant un instrument docile de la superstition et l'esclave des règles admises, en la dépouillant de toute grandeur et de toute force historique. Nous ne devons pas oublier l'exemple des barbares qui, accrochés égoïstement à leur misérable lopin de terre, observaient avec calme la ruine des empires, les cruautés sans nom, le massacre de la population des grandes villes, n'y prêtant pas plus d'attention qu'aux phénomènes naturels, eux-mêmes victimes de tout agresseur qui daignait les remarquer. Nous ne devons pas oublier que cette vie végétative, stagnante, indigne, que ce genre d'existence passif déchainait d'autre part, par contre-coup, des forces de destruction aveugles et sauvages, et faisait du meurtre lui-même un rite religieux en Hindoustan. Nous ne devons pas oublier que ces petites communautés portaient la marque infamante des castes et de l'esclavage, qu'elles soumettaient l'homme aux circonstances extérieures au lieu d'en faire le roi des circonstances, qu'elles faisaient d'un état social en développement spontané une fatalité toute-puissante, origine d'un culte grossier de la nature, dont le caractère dégradant se traduisait dans le fait que l'homme, maître de la nature, tombait à genoux et adorait Hanumân, le singe, et Sabbala, la vache.

Il est vrai que l'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, était guidée par les intérêts les plus abjects et agissait d'une façon stupide pour atteindre ses buts. Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans une révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie? Sinon, quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'histoire en provoquant cette révolution. Dans ce cas, quelque tristesse que

¹ Marx cite le même extrait qu'il reproduit à l'adresse d'Engels dans sa lettre du 14 juin 53. Il s'agit d'un compte rendu de 1812 d'une commission de la Chambre de Communes sur la situation dans l'Hindoustan. Parlant de ces communautés villageoises jalousement refermées sur leurs frontières, Marx écrit : « Je crois qu'on ne peut guère imaginer plus solide base pour le despotisme asiatique et la stagnation. Et même si les Anglais ont irlandisé ce pays, la destruction de ces formes ancestrales stéréotypées était la condition *sine qua non* de l'euro-péanisation. (...) Il fallait détruire l'industrie ancestrale, dépouillant ces villages de leur caractère de villages vivant sur eux-mêmes. » (C3, p. 392-394).

² Nous citons à partir de la traduction éditée par TSC, pp. 35-43.

nous puissions ressentir au spectacle de l'effondrement d'un monde ancien, nous avons le droit de nous exclamer avec Goethe :

Cette peine doit-elle nous tourmenter
Puisqu'elle augmente notre joie
Le joug de Timour n'a-t-il pas écrasé
Des myriades de vies humaines

Goethe, West-östliche Divan. An Suleika¹

On s'aperçoit que la controverse va principalement porter sur le contenu du **dernier paragraphe**.

Ce qui est en cause n'est pas tant la critique que Marx adresse au nom du rationalisme, disons, aux pratiques obscurantistes de l'appareil religieux de ces contrées que l'emploi, comme incontrôlé, du même vocabulaire, celui de *révolution*, pour désigner, d'une part, la *violence subie* par les artisans hindous et, d'autre part, la nécessité, au nom de l'humanité, d'une « révolution fondamentale dans l'état social de l'Asie ». On est, en effet, en droit d'hésiter sur le contenu de cette révolution : serait-elle spécifiquement engagée par les travailleurs hindous eux-mêmes et sur un mode libérateur qui leur appartienne, ou serait-elle nécessairement d'ordre capitaliste sous l'égide de la colonisation anglaise ?

Écrivant « Sinon quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'histoire en provoquant cette révolution », Marx choisit une formulation qui penche en faveur d'une fonction *civilisatrice* du capitalisme².

L'affaire se corse à l'évidence avec l'emploi de ce pronom unanime (nous) qui introduit la citation triomphaliste de Goethe.

Un accès d'eurocentrisme ? Il n'est pas interdit d'en juger ainsi.

On apportera cependant **deux observations** qui valent pour l'ensemble de la production journalistique de Marx au cours de cette décennie.

La première pour admettre que Marx se trouve très souvent amené à traiter dans ces articles de presse de **questions qu'il ne connaît pas ou qu'il connaît peu** et sur lesquelles il n'a pas réfléchi³. L'urgence éditoriale⁴ est telle qu'il écrit au fil de la plume et quelle que soit sa rigueur dans la collecte des informations érudites à la bibliothèque du British Museum, ces données sont pour la plupart tributaires de l'eurocentrisme dominant. On conçoit que dans ces conditions, les préjugés imposent leurs évidences⁵. Ainsi, selon son propre témoignage⁶, le principal de ses informations sur l'Inde proviennent-elles de la relation de voyage publiée en **1699** par le médecin français **François Bernier** à son retour d'un long

¹ Marx cite ici la dernière strophe du *Livre de Timour* qui appartient au recueil de Goethe intitulé *Le Divan occidental-oriental*. La *peine* ici évoquée est la *souffrance* endurée par mille roses qui ont été *sacrifiées* pour offrir un flacon de leur parfum.

² Et l'emploi du terme « révolutionnaire » est loin d'être une inadvertance. Marx s'en réclame ouvertement dans sa lettre à Engels du 14 juin 53, estimant que le vocable va paraître une provocation aux yeux de la direction du *New York Tribune* plutôt favorable au protectionnisme : « J'ai poursuivi cette guerre secrète, *écrit-il*, dans un premier article sur l'Inde où la destruction de l'industrie indigène par l'Angleterre est présentée comme *révolutionnaire*. Ils vont trouver cela très *shocking*. », ajoutant aussitôt : « Au reste, la façon dont les Britanniques ont administré les Indes a toujours été une saloperie et l'est encore aujourd'hui. » (C3, p. 392).

³ Un témoignage ? L'aveu qu'il fait à Engels, le 11 mars 1853, de sa totale ignorance de la « détestable question orientale » : « Cette question, *lui écrit-il*, est essentiellement d'ordre militaire et géographique, donc ne relève pas de *mon département*. Il te faut encore une fois *t'exécuter*. Ce qu'il adviendra de l'empire turc, pour moi c'est « de l'hébreu ». Je ne puis donc pas donner de point de vue général. » (C3, p. 331). Précisons que par « question orientale » il faut comprendre ici, non pas les sociétés d'Inde et de Chine, mais les conflits militaires entre l'Empire Ottoman en déclin et les puissances voisines, dont la Russie.

⁴ Les contraintes alimentaires imposaient que deux articles fussent prêts à partir chaque semaine en direction des Etats-Unis.

⁵ Entre autres, dans le cas de Marx, les conceptions issues de sa culture philosophique hégélienne.

⁶ Dans sa lettre à Engels du 2 juin 1853 : « Sur la constitution des villes en Orient, il n'y a pas de lecture plus parlante, plus brillante et plus convaincante que le vieux François Bernier (...) », écrit-il, ajoutant : « Bernier décèle très justement la forme fondamentale de tous les phénomènes de l'Orient – il parle de la Turquie, de la Perse, de l'Hindoustan – dans le fait qu'il n'existait *pas de propriété foncière privée*. Et c'est là la véritable *clé* même du ciel oriental. » (C3, p. 378-380). Une thèse qui sera partagée par Engels dans sa réponse du 6 juin 83 : « L'absence de la propriété foncière est en effet la clé de tout l'Orient. C'est là dessus que repose l'histoire politique et religieuse » (C3, p. 384).

séjour dans le pays¹. Or cet ouvrage sera à la source des tenaces stéréotypes sur « le despotisme oriental » selon l'idée que l'absence de propriété foncière privée² aboutit nécessairement au pouvoir absolu des dirigeants et donc de l'Etat. L'ouvrage de Bernier offre en outre un parfait répertoire des catégories de l'*orientalisme* au sens d'E. Said³ avec notamment ses commentaires sur l'indolence, sinon la paresse, sur l'idolâtrie et la barbarie⁴ de ces populations.

Rien de comparable dans ces pages de Marx en 1853 avec la densité des analyses qui constitueront la section intitulée « Formes antérieures à la production capitaliste » du chapitre III (« Le chapitre du Capital ») de ses manuscrits de 1857-1858, dits les *Grundrisse*⁵. Nous y reviendrons.

La deuxième remarque pour souligner que cette précipitation imposée dans la rédaction de ses écrits est une circonstance tout à fait **étrangère au rapport de Marx avec la recherche**. Ce n'est pas sans raison que nombre de ses écrits sont restés inédits. Leur abandon est le résultat d'une exigence intellectuelle constante devant le sentiment d'un inachevé⁶. Nul doute que Marx n'ait ressenti comme une violence d'être pressé d'écrire.

*

3. K. Marx, « Les résultats de la domination britannique en Inde⁷ », *New-York Tribune* du 8 août 1853

Le second document que voici confirme et conforte les observations que l'article du 25 juin 53 a permis de mettre en évidence. Il termine la série des contributions de Marx sur l'Inde qui s'est poursuivie par trois chroniques, les 11, 20 et 25 juillet 53⁸.

L'introduction ne laisse aucun doute sur l'*eurocentralité* du propos. L'Inde, affirme Marx, *n'a pas d'histoire*, sinon celle des successives invasions auxquelles son inconsistance politique et sociale l'a condamnée.

Je me propose, en cette lettre, de conclure mes observations sur l'Inde. Comment la suprématie anglaise parvint-elle à s'établir dans l'Inde? Le pouvoir suprême du Grand Mogol fut brisé par ses vice-rois. Le pouvoir des vice-rois fut brisé par les Mahrattes. Le pouvoir des Mahrattes fut brisé par les Afghans, et tandis que tous luttèrent contre tous, le Britannique fit irruption et les subjuga tous. Un pays non seulement divisé entre Mahométans et Hindous, mais entre tribu et tribu, entre caste et caste; une société basée sur une sorte d'équilibre résultant d'une répulsion générale et d'un exclusivisme organique de ses membres: un tel pays et une telle société n'étaient-ils pas une proie vouée à la conquête? Si nous ne connaissions rien du passé de l'Hindoustan, ne resterait-il pas le grand fait incontestable que même au moment présent l'Inde est tenue sous le joug anglais par une armée indienne entretenue aux frais de l'Inde? L'Inde ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue. Ce que nous appelons son histoire n'est que l'histoire des envahisseurs successifs qui fondèrent

¹ François Bernier, *Voyage dans les Etats du Grand Mogol*. Amsterdam, 1699.

² Cette thèse sera à la base de l'élaboration du *mode de production asiatique* dont la première mention apparaît dans la préface de janvier 1859.

³ Lequel fait observer que ces jugements dressent un portrait inversé de l'Occidental, travailleur, dynamique, austère et partisan des Lumières.

⁴ Dans le cas notamment de la crémation des veuves.

⁵ K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858* (« *Grundrisse* »), Editions sociales, Paris, 1980, t. 1, pp. 410-452.

⁶ Engels témoigne de ces remords de plume lorsque, par exemple, il presse son ami de publier son *Économie*. Ainsi dans cette lettre du 03 avril 51, où lui écrit : « Je suis heureux de savoir que tu as enfin terminé l'Économie politique : la chose finissait vraiment par trop trainer en longueur et tant qu'il te reste devant toi un livre que tu juges important et que tu n'as pas lu, tu n'arrives pas à rédiger » (C2, p. 188). Nous sommes en 1851 et le premier écrit de Marx dans ce domaine ne paraîtra qu'en 1859 avec sa *Contribution à la critique de l'économie politique*.

⁷ Un titre que M. Rubel traduit par « Les conséquences futures de la domination britannique en Inde », K. Marx, *Œuvres*, vol. IV, p. 730.

⁸ Le contexte politique de ces correspondances sur l'Inde se trouve dans les débats parlementaires à Londres sur le renouvellement de la charte de la Compagnie des Indes Orientales.

leurs empires sur la base passive de cette société immuable et sans résistance. La question n'est donc pas de savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques.

Avec cette conséquence, crûment énoncée :

L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde: l'une destructrice, l'autre régénératrice - l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie.

Arabes, Turcs, Tatars, Mogols, qui envahirent successivement l'Inde, furent bientôt « hindouisés », les conquérants barbares étant, par une loi éternelle de l'histoire, conquis eux-mêmes par la civilisation supérieure de leurs sujets. Les Britanniques étaient les premiers conquérants supérieurs et par conséquent inaccessibles à la civilisation hindoue. Ils la détruisirent en détruisant les communautés indigènes, en extirpant l'industrie indigène, et en nivelant tout ce qui était grand et élevé dans la société indigène. L'histoire de leur domination en Inde ne rapporte guère autre chose outre cette destruction. L'œuvre de régénération perça à peine au travers d'un monceau de ruines. Elle a néanmoins commencé.

L'œuvre de régénération ? Elle a commencé par la mise en place d'une force militaire destinée à protéger le pays des envahisseurs ; elle a commencé par la création d'une presse libre ; elle a surtout commencé par la construction d'un **vaste réseau de voies ferrées** dont Marx estime qu'il fournira le principal moteur du décollage économique du pays.

L'unité politique de l'Inde, plus consolidée et s'étendant plus loin qu'elle ne l'avait jamais fait sous les Grands Mogols, était la première condition de sa régénération. Cette unité imposée par l'épée britannique va maintenant être affermie et perpétuée par le télégraphe électrique. L'armée indigène organisée et entraînée par le sergent-instructeur britannique était le *sine qua non* de l'Inde s'émancipant et de l'Inde cessant d'être la proie du premier intrus étranger. La presse libre, introduite pour la première fois dans la société asiatique, et gérée principalement par la commune progéniture d'Hindous et d'Européens, est un nouvel et puissant agent de reconstruction. (...) La vapeur a mis l'Inde en communication régulière et rapide avec l'Europe, elle a mis ses ports principaux en relations avec ceux de mers du sud et de l'est et l'a tirée de l'isolement qui était la cause première de sa stagnation. Le jour n'est pas bien loin où, par une combinaison de chemins de fer et de bateaux à vapeur, la distance entre l'Angleterre et l'Inde, mesurée par le temps, sera réduite à huit jours, et où cette contrée jadis fabuleuse sera pratiquement annexée au monde occidental.

(...)

Il est notoire que la puissance productive de l'Inde est paralysée par le manque absolu de moyens pour transporter et échanger ses produits variés. Nulle part plus qu'en Inde, nous ne voyons la détresse sociale au sein de l'abondance naturelle, par suite du manque de moyens d'échanger. (...)

La mise en service des chemins de fer peut aisément être utilisée dans l'intérêt de l'agriculture par le creusement de réservoirs, là où il est nécessaire de prendre de la terre pour les remblais, et par l'adduction d'eau le long des lignes. Ainsi, l'irrigation, le *sine qua non* de la culture du sol en Orient, peut recevoir une grande extension et le retour fréquent des famines locales, dues au manque d'eau, serait conjuré. L'importance générale des chemins de fer, considérée sous ce rapport, doit devenir évidente, si l'on se rappelle que les propriétaires des terres irri-

guées, même dans les districts voisins de la chaîne des Ghâts, paient le triple d'impôts, emploient dix ou douze fois plus de main-d'œuvre, et que ces terres rapportent douze ou quinze fois plus que la même superficie non irriguée.

(...)

Nous savons que l'organisation municipale et la base économique de la société rurale fondée sur l'auto-administration ont été brisées, mais leurs pires traits, la dissolution de la société en atomes stéréotypés et sans connexion entre eux, ont survécu. L'isolement du village a produit l'absence de routes en Inde et l'absence de routes a perpétué l'isolement du village. Ainsi, une communauté existait à un niveau donné et inférieur de bien-être, presque sans rapports avec les autres villages, sans les désirs et les efforts indispensables au progrès social. Les Britanniques ayant brisé l'inertie des villages se suffisant à eux-mêmes, les chemins de fer vont satisfaire au besoin nouveau de communication et de relations.

(...)

Or, la perspective de Marx dans ce raisonnement va bien au-delà de la nécessité d'une infrastructure ferroviaire en soutien des échanges économiques. La logique de son déploiement implique, impose en effet la création d'une industrie moderne diversifiée, et donc d'une **classe ouvrière nouvelle**.

Je sais que l'oligarchie manufacturière anglaise ne désire doter l'Inde de chemins de fer que dans l'intention exclusive d'en tirer à moindres frais le coton et autres matières premières pour ses manufactures. Mais une fois que vous avez introduit les machines comme moyen de locomotion dans un pays qui possède le fer et le charbon, vous êtes incapable de les tenir exclues de ses fabrications. Vous ne pouvez entretenir un réseau de voies ferrées dans un immense pays, sans introduire tous les processus industriels nécessaires pour satisfaire les besoins immédiats et courants de la locomotion par rail, et de là doit se développer l'application des machines aux branches de l'industrie sans rapport direct avec les chemins de fer. Les chemins de fer deviendront donc en Inde les avant-coureurs de l'industrie moderne. Ce qui est d'autant plus certain que les Hindous sont, comme l'admettent les autorités britanniques elles-mêmes, particulièrement doués pour s'adapter à un travail entièrement nouveau et acquérir la connaissance requise des machines. Ample preuve en est donnée par les capacités et l'habileté des mécaniciens indigènes, à la Monnaie de Calcutta, employés depuis des années à faire fonctionner la machinerie à vapeur et par des indigènes desservant divers engins à vapeur dans les districts houillers de Hardwar, et autres exemples. (...)

Les industries modernes, qui seront le résultat du système ferroviaire, vont dissoudre les divisions héréditaires du travail, sur lesquelles reposent les castes indiennes, ces obstacles décisifs au progrès indien et à la puissance indienne.

Le rappel de la dimension dialectique du développement des forces productives sous l'égide du capitalisme, et donc de l'émergence de la classe porteuse de son dépassement,

Tout ce que la bourgeoisie anglaise sera obligée de faire en Inde n'émancipera la masse du peuple ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement du développement des forces productives, mais de leur appropriation par le peuple. Mais ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait plus? A-t-elle jamais effectué un progrès sans trainer les individus et les peuples à travers le sang et la boue, à travers la misère et la dégradation?

ce rappel débouche dans le raisonnement de Marx, et cela est tout à fait **nouveau** au regard des accents eurocentrés de son discours, sur la perspective, sans doute lointaine, mais logiquement assurée, d'une **alliance de classe transnationale** qui donne tout son sens à la célèbre formule du *Manifeste*, « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ».

Les Indiens ne récolteront pas les fruits des éléments de la nouvelle société semés de-ci de-là parmi eux par la bourgeoisie anglaise, jusqu'à ce qu'en Angleterre elle-même les classes dominantes n'aient été supplantées par le prolétariat industriel, ou que les Hindous eux-mêmes ne soient devenus assez forts pour rejeter définitivement le joug anglais.

(...)

Je ne puis quitter le sujet de l'Inde sans quelques remarques pour conclure.

(...)

Les effets dévastateurs de l'industrie anglaise, considérés par rapport à l'Inde, un pays aussi vaste que l'Europe et d'une superficie de 150 millions d'acres, sont palpables et terrifiants. Mais nous ne devons pas oublier qu'ils ne sont que les résultats organiques de tout le système de production, tel qu'il est à présent constitué. Cette production repose sur la domination toute-puissante du capitalisme. La centralisation du capital est essentielle à son existence en tant que puissance indépendante. L'influence destructive de cette centralisation sur les marchés du monde ne fait que révéler, à l'échelle la plus gigantesque, les lois organiques inhérentes à l'économie politique, actuellement en vigueur dans toute ville civilisée. La période bourgeoise de l'histoire a pour mission de créer la base matérielle du monde nouveau, d'une part, l'intercommunication universelle fondée sur la dépendance mutuelle de l'humanité et les moyens de cette intercommunication; d'autre part, le développement des forces de production de l'homme et la transformation de la production matérielle en une domination scientifique des éléments. L'industrie et le commerce bourgeois créent ces conditions matérielles d'un monde nouveau de la même façon que les révolutions géologiques ont créé la surface de la terre. Quand une grande révolution sociale aura maîtrisé ces réalisations de l'époque bourgeoise, le marché mondial et les forces modernes de production, et les aura soumis au contrôle commun des peuples les plus avancés, alors seulement le progrès humain cessera de ressembler à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne des victimes.

Cette conclusion est, on le voit, dans la droite ligne du *Manifeste*. Il appartient à la bourgeoisie, et même à la violence bourgeoise, disons, de créer la base matérielle d'un monde nouveau ; il appartient aux classes ouvrières exploitées, fussent-elles d'abord celles « des peuples les plus avancés », de créer les conditions d'une société nouvelle.

L'important réside désormais dans l'engagement transnational dans cette voie des forces révolutionnaires parce que **unifiées dans la condition ouvrière**.

On ne peut s'empêcher de penser ici à l'inquiétude exprimée par Marx dans sa lettre du 8 octobre 1858 à Engels devant la rapidité du processus de mondialisation du capitalisme : « La tâche propre de la société bourgeoise, écrit-il, c'est l'établissement du marché mondial, du moins dans ses grandes lignes, et d'une production fondée sur cette base. Comme le monde est rond, la colonisation de la Californie et de l'Australie et l'ouverture de la Chine et du Japon semblent parachever cette tâche. La question difficile à résoudre pour nous est la suivante: sur le continent la révolution est imminente et prendra aussi immédiatement un caractère socialiste. Dans ce petit coin, ne va-t-elle pas être nécessairement écrasée, étant donné que sur un secteur bien plus vaste le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant ?¹ ».

*

¹ C5, p. 225.

4. K. Marx, « La révolution en Chine et en Europe », New-York Tribune du 14 juin 1853

En décembre 1850, s'est déclenchée dans le Sud Ouest de la Chine, autour de Nankin, une violente **insurrection paysanne** connue sous le nom de *révolte des Taiping*, du nom de l'« Empire Céleste de la grande Paix » que ses dirigeants, sous la direction de Hong Xiuquan, ont entrepris de fonder. Le soulèvement d'abord vainqueur dès 1853 devra céder en 1864 devant l'alliance du pouvoir central de la dynastie mandchoue à Pékin et des forces coloniales anglaises et françaises¹. Les premières mesures du nouveau pouvoir avaient pris un caractère révolutionnaire, supprimant tout particulièrement la propriété foncière privée avec mise en commun et répartition égalitaire du produit des récoltes².

Marx et Engels ont une première fois rendu compte des événements dans l'édition de **février 1850** de la *Neue Rheinische Zeitung, Politisch-ökonomische Revue*. Soulignant à la fin de la rubrique *Revue* de ce numéro la responsabilité des Anglais et des Américains dans la crise sociale vécue par la population de l'Empire du Milieu³, ils insistaient sur la situation politique nouvellement créée :

L'inébranlable Empire du Milieu subit une crise sociale. Les impôts n'entrèrent plus, l'État se trouva au bord de la faillite, la grande masse de la population sombra dans le paupérisme, et se révolta. Cessant de vénérer les mandarins de l'Empereur et les bonzes, elle se mit à les malmener et à les tuer. Le pays se trouve maintenant au bord de l'abîme, et même sous la menace d'une révolution violente. Bien plus. Au sein de la plèbe insurgée, certains dénonçaient la misère des uns et la richesse des autres, en exigeant une nouvelle répartition des biens, voire la suppression totale de la propriété privée — et ils continuent aujourd'hui encore de formuler ces revendications.

(...)

Il est bien possible que le socialisme chinois ressemble à l'euro-péen comme la philosophie chinoise à l'hégélianisme. Quoi qu'il en soit, on peut se réjouir que l'Empire le plus ancien et le plus solide du monde ait été entraîné en huit ans, par les balles de coton des bourgeois anglais, au seuil d'un bouleversement social qui doit avoir, en tout cas, les conséquences les plus importantes pour la civilisation.

Lorsque nos réactionnaires européens, dans leur fuite prochaine, seront enfin parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qu'ils croiront s'ouvrir sur la citadelle de la réaction et du conservatisme — qui sait s'ils n'y liront pas : « *République Chinoise Liberté, Égalité, Fraternité*⁴ ».

Tout l'intérêt de l'article du **14 juin 1853** réside dans son titre.

L'important, en effet, n'est pas dans l'information nouvelle sur la situation en Chine dont Marx ne dit rien de précis⁵, mais dans l'interaction du soulèvement paysan chinois avec la crise économique en cours en Angleterre et le possible déclenchement d'une crise révolutionnaire en Europe.

Marx n'hésite ainsi pas à mobiliser Hegel (*un esprit des plus profonds encore que fantastique*) pour souligner d'emblée l'interaction entre les événements aux deux pôles de la planète :

¹ Notre source sur le sujet : les articles de *Wikipédia* et de l'encyclopédie *Universalis*. Cette guerre civile, y lit-on, sera l'une des plus meurtrières de l'histoire avec plus de 20 millions de morts.

² Une radicalité qui s'accompagne de conduites sectaires et de l'émergence d'une classe dirigeante très vite divisée par des luttes internes qui ne tarderont pas à affaiblir le mouvement et à le conduire à la défaite. Marx consacra son article du 7 juillet 1862 paru dans *Die Presse* sous le titre « Affaires chinoises » aux derniers soubresauts de la révolte des Taiping et tout particulièrement aux pratiques de « terreur » qui vont se manifester. (K. Marx et F. Engels, *La Chine*, op.cit., pp. 305-309)

³ En raison principalement de la concurrence des forces productives capitalistes devant l'industrie manufacturière chinoise.

⁴ Nous citons à partir de K. Marx, F. Engels, *La Chine*, op.cit. pp. 146-151.

⁵ Il parle des « rébellions chroniques » qui se sont succédé en Chine et « qui ont convergé à présent en une seule et formidable révolution » en évoquant au passage la récente guerre de l'opium de 1839-1842 : « l'occasion de cette explosion fut incontestablement fournie par les canons anglais imposant de force à la Chine cette drogue soporifique appelée opium ». (op.cit., p. 17).

Un esprit des plus profonds encore que fantastique¹ en ses spéculations sur les principes qui gouvernent les mouvements de l'Humanité avait coutume de glorifier, comme un des maîtres secrets de la nature, ce qu'il appelait la loi de l'unité des contraires. Le bon vieux proverbe: « les extrêmes se touchent », était, à son sens, une grande et puissante vérité en toute sphère de la vie; un axiome dont le philosophe pouvait tout aussi peu se dispenser que l'astronome des lois de Kepler ou de la grande découverte de Newton².

Que l'unité des contraires soit ou non un tel principe universel, on peut en voir une illustration frappante dans l'effet que la révolution chinoise semble devoir exercer sur le monde civilisé³. Ceci peut sembler une assertion fort étrange et fort paradoxale que le prochain soulèvement des peuples d'Europe et leur prochain mouvement en faveur des libertés républicaines et d'un régime plus économique peuvent dépendre plus probablement de ce qui se passe actuellement au Céleste Empire - aux antipodes de l'Europe - que de tout autre facteur politique actuellement existant, plus même que des menaces de la Russie et de l'éventualité vraisemblable qui en résulte d'une guerre générale européenne.

Et de poursuivre en dressant l'inventaire des signes annonciateurs d'un très prochaine crise économique (de surproduction⁴) en Angleterre et dans l'ensemble des centres de la production capitaliste.

En ces circonstances, étant donné que la plus grande partie du cycle commercial régulier a déjà été parcourue par le commerce britannique, on peut augurer sûrement que la Révolution chinoise va faire jaillir l'étincelle dans la mine bourrée jusqu'à la gueule de l'actuel système industriel et provoquer l'explosion de la crise générale depuis longtemps mûre, et qui, en se propageant à l'étranger, sera suivie de près par des révolutions politiques sur le continent.

Ce serait un curieux spectacle que celui de la Chine provoquant les bouleversements dans le monde occidental, tandis que les puissances occidentales, par les vapeurs de guerre anglais, français et américains mettent de l'« ordre » à Changhaï, Nankin et aux bouches du Canal Impérial.

Sauf quelques survivances de vocabulaire sur la qualité des « pays civilisés⁵ », on ne trouve nulle part dans ces commentaires de manifestation d'eurocentrisme. La référence majeure de Marx se rapporte cette fois aux soulèvements paysans de l'Allemagne des années 1520⁶, et ce qui se trouve au fondement du commentaire n'est autre chose que la réalité de la lutte des classes **où qu'elle se manifeste**.

L'article se termine sur la perspective d'une crise généralisée. Marx n'ignore certes pas les tensions politiques entre les principales puissances européennes⁷, mais l'ordre du jour annonce plus sûrement, affirme-t-il, le tout prochain déclenchement d'une crise révolutionnaire :

« Chaque jour apporte, dans les capitales européennes, des dépêches grosses de guerre universelle, effacées par les dépêches du lendemain, apportant l'assurance de la paix pour une semai-

¹ Au sens de fantasque. Le texte anglais donne à lire : « A most profound yet fantastic speculator on the principles which govern the movements of Humanity ». (MECW, vol. 2, p. 93).

² Nous citons à partir de la traduction de TSC, pp. 16-25.

³ Une trace d'eurocentrisme, à l'évidence.

⁴ En raison même de la fermeture de larges secteurs du marché chinois.

⁵ Et malgré tout, une expression malheureuse sur la « stupidité héréditaire » du peuple chinois (MECW, p. 94) que notre traduction de référence gomme en parlant de « torpeur séculaire » (p. 18).

⁶ Avec en tête la récente étude d'Engels sur *La guerre des paysans en Allemagne* parue en novembre 1850 dans le dernier numéro double de la *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*.

⁷ Entre la France, l'Angleterre et la Russie notamment : la guerre de Crimée de mars 1854 est toute proche.

ne environ. Nous pouvons être sûrs, néanmoins, que quelque degré d'acuité que puisse atteindre le conflit entre les puissances européennes, si menaçant que puisse paraître l'horizon diplomatique, quelque action qui puisse être tentée par une fraction enthousiaste de telle ou telle nation, la rage des princes et la furie des peuples sont également énervées par le souffle de la prospérité. Ni guerres ni révolutions ne vont vraisemblablement mettre l'Europe aux prises, si elles ne sont les conséquences d'une crise générale, commerciale et industrielle, dont le signal doit être, comme toujours, donné par l'Angleterre, le représentant de l'industrie européenne sur le marché mondial¹ ».

*

5. K. Marx, « La querelle britannique avec la Chine », New-York Tribune du 23 janvier 1857

Après le milieu des années 1850, les comptes rendus de presse de Marx sur les affaires orientales vont prendre une tonalité plus radicalement **anticolonialiste**.

Ainsi cet article de **janvier 1857** sur la dégradation des relations de l'Angleterre avec la Chine dans le contexte du prochain déclenchement de la seconde guerre de l'opium². En octobre 1856, l'arraisonnement par les autorités chinoises d'un navire contrebandier enregistré sous pavillon britannique avait entraîné un conflit diplomatique avec le consulat anglais de Canton, puis l'affaire se dégradant, une brutale agression de la ville et son bombardement par la marine anglaise soutenue par les forces armées françaises.

Tout esprit impartial conclura, écrit Marx, que « les Britanniques ont tous les torts dans cette affaire ». Après quoi, il termine son article par ce commentaire :

Il est peut-être permis de se demander si les nations civilisées approuveront cette façon d'envahir un pays pacifique, sans déclaration de guerre préalable, pour une infraction prétendue au code fantasque de l'étiquette diplomatique. Si la première guerre chinoise, en dépit de son prétexte infâme³, a été considérée avec patience par les autres puissances, parce qu'elle offrait la perspective d'ouvrir le commerce avec la Chine, cette seconde guerre n'aura-t-elle pas pour effet probable de faire obstacle au commerce pour une période indéfinie ?

*

6. K. Marx, « Atrocités anglaises en Chine », New-York Tribune du 10 avril 57

Marx revient sur les événements de Canton dans son article du **10 avril 1857** en fustigeant le comportement du consul anglais⁴ et celui de l'amiral Seymour dans le déclenchement des opérations militaires contre la ville.

A l'évidence, la **barbarie a changé de signification et de camp**: autrefois rapportée aux peuples orientaux et à leur culture, comparée à une prétendue excellence de la *civilisation* d'Occident, elle est à présent la manifestation de la sauvagerie colonisatrice :

¹ Op.cit., p. 25.

² Marx consacrera sur le sujet de l'opium deux articles intitulés « Le commerce de l'opium » qui paraîtront les 20 et 25 septembre 1858 dans le NYDT. (TSC, pp. 233-242).

³ Autrement dit la volonté des marchands anglais de librement pratiquer leur commerce de l'opium en Chine où il était interdit. La première guerre de l'opium (1839-1842) s'était notamment soldée par la cession aux Anglais de l'île de Hong Kong. La présence des étrangers à Canton restait toutefois problématique.

⁴ Du nom de Harry Smith Pakes : « Un jeune homme récemment nommé et, comme nous en sommes informés, vif et irritable. ». (TSC, p. 129).

Sur les motifs qui viennent d'être exposés brièvement (...) la guerre la plus inique a été entreprise. Les citoyens inoffensifs et les pacifiques commerçants de Canton ont été massacrés, leurs maisons rasées par l'artillerie, et les droits de l'humanité violés, sous le vain prétexte que « des vies et des biens anglais sont mis en danger par les actes agressifs des Chinois » ! Le Gouvernement britannique et le peuple britannique - ceux du moins qui se sont souciés d'examiner la question - savent combien ces charges sont fausses et sonnent creux. On a tenté de détourner l'enquête de la question principale et de faire admettre au public l'idée qu'une longue série de griefs, précédant l'affaire de la *lorcha Arrow*¹, constitue un casus belli suffisant. Mais ces assertions audacieuses sont sans fondement. Les Chinois ont au moins quatre-vingt-dix-neuf sujets de grief contre un, de la part des Anglais.

La presse d'Angleterre garde le silence sur les violations outrageuses du traité journallement commises par les étrangers vivant en Chine sous la protection britannique ! Nous n'entendons rien du trafic illicite de l'opium qui alimente chaque année le Trésor britannique aux dépens de la vie humaine et de la morale. Nous n'entendons rien de la corruption constante des fonctionnaires subalternes, grâce à laquelle le Gouvernement chinois est fraudé du revenu légitime des droits qu'il perçoit sur les marchandises à l'entrée et à la sortie. Nous n'entendons rien des torts infligés « même jusqu'à ce que mort s'ensuive » aux émigrants embauchés, abusés et réduits à la condition d'esclaves, vendus et voués à un sort pire que l'esclavage sur la côte du Pérou et à Cuba. Nous n'entendons rien de la brutale violence souvent exercée contre le naturel timide des Chinois, ou du vice introduit par les étrangers dans les ports ouverts à leur commerce. Nous n'entendons rien de tout ceci et de bien d'autres choses encore, car la majorité des gens ne vivant pas en Chine se soucie peu de la condition sociale et morale de ce pays; et en second parce qu'il est politiquement prudent de ne pas agiter les sujets si aucun avantage pécuniaire n'en résulte. De sorte que les Anglais, chez eux, qui ne voient pas plus loin que chez l'épicier où ils achètent leur thé, sont prêts à avaler tous les mensonges dont le Ministère et la presse jugent bon de gaver le public.

Pendant ce temps, les brandons étouffés de la haine allumée contre les Anglais durant leur guerre de l'opium ont jeté une flamme éclatante d'animosité que nulle offre de paix et d'amitié ne saurait étendre, probablement².

*

7. Fr. Engels, « La Perse et la Chine », New-York Tribune du 5 juin 1857

Privilégiant les aspects militaires des conflits³, Fr. Engels confortera l'analyse de Marx dans son article du **5 juin 1857**. Le bouleversement des structures orientales ne sera cette fois plus la lointaine conséquence de l'action civilisatrice du capitalisme industriel, mais l'œuvre d'une **lutte populaire nationale**.

Les Chinois d'à présent sont évidemment animés d'un esprit différent de celui qu'ils montrèrent dans la guerre de 1840 à 1842. Alors, le peuple était calme; il laissait les soldats de l'Empereur combattre les envahisseurs et, après une défaite, se soumettaient à l'ennemi, avec le fatalisme oriental. Mais dans les provinces méridionales du moins, où le conflit a jusqu'à présent été

¹ La *lorcha* est un type de voilier. Le « Arrow » était le nom de l'embarcation arraisonnée à Canton par les autorités chinoises.

² Nous citons à partir de TSC, pp.130-131.

³ En début de cet article, Engels commente le conflit surgi en décembre 1856 entre l'Angleterre et la Perse pour le contrôle de la ville d'Herat qui était un important carrefour de routes commerciales.

limité, la masse du peuple prend une part active, fanatique même, à la lutte contre les étrangers. Les Chinois empoisonnent le pain de la colonie européenne à Hong-Kong, en gros et avec la plus froide préméditation. (...) Ils embarquent avec des armes cachées à bord des vapeurs de commerce et, en cours de route, massacrent l'équipage et les passagers européens et s'emparent du navire. Ils enlèvent et tuent tout étranger à portée de leur main. (...) La politique de piraterie du Gouvernement britannique a provoqué cette explosion universelle de tous les Chinois contre tous les étrangers et lui a donné le caractère d'une guerre d'extermination.

Que peut une armée contre un peuple recourant à de tels moyens de guerre? Où, jusqu'à quel point, peut-elle pénétrer en pays ennemi, et comment s'y maintenir? Les mercantis en civilisation qui tirent à boulets rouges sur une ville sans défense et ajoutent le viol à l'assassinat peuvent qualifier ces méthodes de lâches, de barbares, d'atroces; mais qu'importe aux Chinois pourvu qu'elles réussissent? Puisque les Britanniques les traitent de barbares, ils ne peuvent leur dénier le plein bénéfice de leur barbarie. Si leurs enlèvements, leurs attaques par surprise, leurs massacres de nuit sont ce que nous appelons lâches, les mercantis en civilisation ne devraient pas oublier, comme ils l'admettent eux-mêmes, que les Chinois ne pourraient pas résister aux moyens de destruction européens par leurs moyens de guerre ordinaires.

Bref, au lieu de moraliser sur les horribles atrocités des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse anglaise, nous ferions mieux de reconnaître que c'est une guerre *pro aris et focis*,¹ une guerre populaire pour le maintien de la nation chinoise, et, malgré ses préjugés tout-puissants, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, une guerre du peuple quand même. Et dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés selon les règles reconnues de conduite d'une guerre régulière ni d'après nul autre étalon abstrait, mais d'après le degré de civilisation de la nation insurgée.

(...)

Une chose est certaine, c'est que la dernière heure de la vieille Chine approche rapidement. (...) Le fanatisme même des Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble marquer la conscience du danger suprême qui menace la vieille Chine; avant peu d'années, nous serons témoins de l'agonie du plus vieil Empire du monde et du jour où une ère nouvelle s'ouvrira pour toute l'Asie².

*

8. K. Marx, « La révolte dans l'armée indienne », New-York Tribune du 15 juillet 1857.

Le contexte de cet article se réfère à la mutinerie des *cipayes* survenue le 10 mai 1857 (et au soulèvement populaire qui en est résulté dans le Nord et le Centre de l'Inde).

Le terme de *cipayes* désigne les soldats hindous et musulmans incorporés dans les forces armées britanniques aux ordres de la Compagnie des Indes orientales. Des mercenaires, en quelque sorte.

Soulignant l'art de la division de la domination anglaise en Inde

Le *divide et impera* romain fut la grande règle par laquelle la Grande-Bretagne réussit, pour environ cent cinquante ans, à

¹ « pour nos autels et nos foyers ». Cette devise désigne par ailleurs une société secrète constituée en 1789 dans les Pays-Bas du Sud en vue de la constitution d'« Etats belgiques unis ». Rien n'indique qu'Engels y fasse ici allusion.

² TSC, pp. 141-144.

rester maîtresse de son Empire indien. Les antagonismes divers entre races, tribus, castes, croyances et souverainetés, dont l'ensemble forme l'unité géographique de ce qui est appelé l'Inde, continuèrent à être le principe vital de la suprématie britannique¹.

et la totale suprématie de la Compagnie des Indes orientales à la tête de ses armées (« des soldats convertis en policiers² »), l'article³ poursuit en insistant sur l'origine religieuse de la mutinerie :

Il y avait déjà eu des mutineries dans l'armée indienne, mais la présente révolte se distingue par des traits caractéristiques et fatals. C'est la première fois que les régiments cipayes ont massacré leurs officiers européens; que Musulmans et Hindous, oubliant leurs antipathies mutuelles, se sont ligués contre leurs maîtres communs. (...)

La cause alléguée du mécontentement qui commença à se répandre il y a quatre mois dans l'armée du Bengale fut l'appréhension, de la part des indigènes, que le Gouvernement s'immisce dans leur religion. La distribution de cartouches emballées avec du papier enduit, disait-on, de graisse de bœuf et de porc et que les soldats étaient obligés de déchirer avec les dents, ce que les indigènes considéraient comme une infraction à leurs prescriptions religieuses, donna le signal des troubles locaux ...

Marx consacra de **nombreux articles** sur ces événements, sur leurs conséquences au sein du gouvernement anglais⁴ mais surtout sur les **violences** de la répression britannique et de **la domination coloniale en général dont les aspects « civilisateurs » sont cette fois oubliés**.

Citons, entre autres, « La révolte en Inde » (NYDT du 4 août 1857⁵), « L'insurrection indienne » (NYDT du 29 août 57), « La révolte indienne » (NYDT du 16 septembre 57), « Enquêtes sur les tortures en Inde » (NYDT du 17 septembre 1857)⁶.

*

Le tournant est pris dès ces années **1855-1857** vers une conception de l'expansion coloniale du capitalisme qui insiste sur ses conséquences négatives **en purs termes de domination**.

Nous découvrirons les écrits ultérieurs de Marx et d'Engels à *mesure* qu'ils paraîtront.

¹ Nous citons à partir de la traduction de TSC, pp. 150-152.

² « 200.000.000 d'indigènes soumis par une armée indigène de 200.000 hommes, commandés par des Anglais, et cette armée indigène tenue en respect, à son tour, par une armée anglaise qui en compte seulement 40 000. » (TSC, p. 150-151).

³ Lequel, précisons-le, sera publié par le NYDT comme éditorial, ainsi que bien d'autres articles, du reste.

⁴ Le 14 août 57, par exemple, sous le titre « La question indienne » (TSC, pp. 153-157).

⁵ MECW, t. 15, pp. 305-308 (l'article ne fait pas partie de l'anthologie des TSC).

⁶ On se reportera à la collection complète des articles réunie par le volume paru à Moscou en 1959 sous le titre *The first Indian War of Independence* (en ligne sur www.marxists.org). L'argument de Marx sur les récits publiés par la presse anglaise à propos des atrocités commises par les insurgés indiens sera de rappeler les violences tout aussi condamnables des armées britanniques et la barbarie coutumière des conduites guerrières dans l'histoire.

5.2. Le concept de *mode de production* : premières formulations

Les notions de **mode de production** et de **formation sociale** sont constitutives du **matérialisme historique**.

La notion de *mode de production* a le statut d'un **concept**. Il s'agit d'une construction théorique, d'une élaboration abstraite qui vise à rendre intelligibles certaines relations constantes entre certains facteurs déterminants d'un phénomène, d'ordre social en l'occurrence. Ces facteurs interagissent selon deux instances : une base économique et une superstructure juridico-politique et idéologique.

La notion de *formation sociale* désigne, quant à elle, une configuration sociale *singulière*, **concrète** au sens où elle historiquement déterminée dans la complexité de ses composantes et structures, combinant le plus souvent au moins deux modes de production distincts, l'un dominant, l'autre dominé.

Le *matérialisme historique* quant à lui s'entend comme la discipline à visée scientifique qui ambitionne de rendre intelligibles les logiques à l'œuvre dans la genèse et l'évolution des formations sociales. En ce sens, il ne s'agit pas d'une philosophie de l'histoire, mais d'une analyse en rigueur de la complexité des paramètres qui sont constitutifs d'une société et de sa dynamique. Son originalité consiste à travailler à la charnière de plusieurs autres disciplines séparément constituées, la sociologie, l'ethnographie, l'archéologie, entre autres¹.

*

L'élaboration du concept de mode de production s'est faite en **trois étapes** :

1. En **1845**, d'abord, dans les pages de *l'Idéologie allemande*
2. En **1857-1858**, dans les manuscrits connus sous le nom de *Grundrisse*, et particulièrement dans son chapitre intitulé « Formes antérieures à la production capitaliste² »
3. En **1859**, dans la préface de la *Contribution à la Critique de l'économie politique*.

*

On se bornera dans cette note à fournir l'exposé quasi **inaugural** qui occupe le premier chapitre³ de *l'Idéologie allemande*.

Il faut observer que le terme lui-même de *rapports de production* (*Produktionsverhältnisse*⁴, en allemand) n'apparaît que rarement dans cet écrit. Marx et Engels mobilisent de préférence le vocable de *relation* (*Verkehr*, en allemand), soit seul, soit en combinaison (*Verkehrsform*, *Verkehrsverhältnisse*).

L'exposé distingue **trois « formes de propriété »** :

1. la propriété tribale (*Stammeigentum*)
2. la propriété communale et d'Etat que l'on rencontre dans l'antiquité
3. la propriété féodale.

*

La nouveauté de l'analyse ne réside pas dans la précision descriptive des structures sociales, ici évoquées à larges traits, mais dans l'exposé des **principes directeurs** qui placent à la commande les conditions *matérielles* de l'activité productive en relation avec les structures *politiques* de domination.

¹ Pour une première approche, nous renvoyons à notre fascicule 5, en particulier au chapitre 4 intitulé « Lettres et autres écrits sur le matérialisme historique ».

² Pour rappel, ce manuscrit a été publié pour la première fois à Moscou en 1939 et sa première traduction française ne date que de 1966.

³ Nous citons à partir du volume publié aux Éditions sociales, Paris 1968, pp. 45-52.

⁴ Pour les équivalences français/allemand du vocabulaire de Marx on se reportera à l'étude de Gérard Bekerman, *Wörterbuch des Marxismus / Vocabulaire de la terminologie des œuvres de Karl Marx et Friedrich Engels*, aux Editions PUF, Paris 1981.

On retiendra que les rapports de domination sont constitutifs des premières formes de la société tribale qui apparaît d'emblée comme hiérarchisée, par le fait notamment de l'esclavage.

*

Les prémisses dont nous partons ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes; ce sont des bases réelles dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination. Ce sont les individus réels, leur action et leurs conditions d'existence matérielles, celles qu'ils ont trouvées toutes prêtes, comme aussi celles qui sont nées de leur propre action. Ces bases sont donc vérifiables par voie purement empirique.

La condition première de toute histoire humaine est naturellement l'existence d'êtres humains vivants¹. Le premier état de fait à constater est donc la complexion corporelle de ces individus et les rapports qu'elle leur crée avec le reste de la nature. Nous ne pouvons naturellement pas faire ici une étude approfondie de la constitution physique de l'homme elle-même, ni des conditions naturelles que les hommes ont trouvées toutes prêtes, conditions géologiques, orographiques, hydrographiques, climatiques et autres². Toute histoire doit partir de ces bases naturelles et de leur modification par l'action des hommes au cours de l'histoire.

On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l'on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à *produire* leurs moyens d'existence, pas en avant qui est la conséquence même de leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même.

La façon dont les hommes produisent leurs moyens d'existence, dépend d'abord de la nature des moyens d'existence déjà donnés et qu'il leur faut reproduire. Il ne faut pas considérer ce mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction de l'existence physique des individus. Il représente au contraire déjà un mode déterminé de l'activité de ces individus, une façon déterminée de manifester leur vie, *un mode de vie* déterminé. La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production, aussi bien avec *ce qu'ils produisent* qu'avec la façon *dont ils le produisent*. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production.

Cette production n'apparaît qu'avec *l'accroissement de la population*. Elle-même présuppose pour sa part des *relations*³ des individus entre eux. La forme de ces relations est à son tour conditionnée par la production.

Les rapports des différentes nations entre elles dépendent du stade de développement où se trouve chacune d'elles en ce qui concerne les forces productives, la division du travail et les relations intérieures. Ce principe est universellement reconnu. Cependant, non seulement les rapports d'une nation avec les autres nations, mais aussi toute la structure interne de cette nation elle-même, dépendent du niveau de développement de sa production et de ses relations intérieures et extérieures. L'on reconnaît de la façon la plus manifeste le degré de développement qu'ont atteint les forces productives d'une nation au degré de développement qu'a atteint la division du travail. Dans la mesure où elle n'est pas une simple extension quantitative

¹ Le manuscrit donne à lire le passage raturé suivant : « Le premier acte *historique* de ces individus, par lequel ils se distinguent des animaux, n'est pas qu'ils pensent, mais qu'ils se mettent à *produire leurs moyens d'existence* ».

² Passage biffé dans le manuscrit : « Or cet état de choses ne conditionne pas seulement l'organisation qui émane de la nature, l'organisation primitive des hommes, leurs différences de race notamment ; il conditionne également tout leur développement ou non développement ultérieur jusqu'à l'époque actuelle. ».

³ soit le terme *Verkehr*, au sens de commerce, relation. (*Marx Engels Werke*, band 3, p. 21)

des forces productives déjà connues jusqu'alors (défrichement de terres par exemple), toute force de production nouvelle a pour conséquence un nouveau perfectionnement de la division du travail.

La division du travail à l'intérieur d'une nation entraîne d'abord la séparation du travail industriel et commercial, d'une part, et du travail agricole, d'autre part; et, de ce fait, la séparation de la *ville* et de la *campagne* et l'opposition de leurs intérêts. Son développement ultérieur conduit à la séparation du travail commercial et du travail industriel. En même temps, du fait de la division du travail à l'intérieur des différentes branches, on voit se développer à leur tour différentes subdivisions parmi les individus coopérant à des travaux déterminés. La position de ces subdivisions particulières les unes par rapport aux autres est conditionnée par le mode d'exploitation du travail agricole, industriel et commercial (patriarcat, esclavage, ordres et classes). Les mêmes rapports apparaissent quand les échanges sont plus développés dans les relations des diverses nations entre elles.

Les divers stades de développement de la division du travail représentent autant de formes différentes de la propriété; autrement dit, chaque nouveau stade de la division du travail détermine également les rapports des individus entre eux pour ce qui est de la matière, des instruments et des produits du travail.

La première forme de la propriété est la propriété de la tribu¹.

Elle correspond à ce stade rudimentaire de la production où un peuple se nourrit de la chasse et de la pêche, de l'élevage du bétail ou, à la rigueur, de l'agriculture. Dans ce dernier cas, cela suppose une grande quantité de terres incultes. À ce stade, la division du travail est encore très peu développée et se borne à une plus grande extension de la division naturelle telle que l'offre la famille. La structure sociale se borne, de ce fait, à une extension de la famille: chefs de la tribu patriarcale, avec au-dessous d'eux les membres de la tribu et enfin les esclaves. L'esclavage latent dans la famille ne se développe que peu à peu avec l'accroissement de la population et des besoins, et aussi avec l'extension des relations extérieures, de la guerre tout autant que du troc.

La seconde forme de la propriété est la propriété communale et propriété d'État qu'on rencontre dans l'antiquité² et qui provient surtout de la réunion de plusieurs tribus en une seule *cité*, par contrat ou par conquête, et dans laquelle l'esclavage subsiste. À côté de la propriété communale, la propriété privée, mobilière et plus tard immobilière, se développe déjà, mais comme une forme anormale et subordonnée à la propriété communale. Ce n'est que collectivement que les citoyens exercent leur pouvoir sur leurs esclaves qui travaillent, ce qui les lie déjà à la forme de la propriété communale. Cette forme est la propriété privée communautaire des citoyens actifs, qui, en face des esclaves, sont contraints de conserver cette forme naturelle d'association. C'est pourquoi toute la structure sociale fondée sur elle et avec elle la puissance du peuple, se désagrège dans la mesure même où se développe en particulier la propriété privée immobilière. La division du travail est déjà plus poussée. Nous trouvons déjà l'opposition entre la ville et la campagne et plus tard l'opposition entre les États qui représentent l'intérêt des villes et ceux qui représentent l'intérêt des campagnes, et nous trouvons, à l'intérieur des villes elles-mêmes, l'opposition entre le commerce maritime et l'industrie. Les rapports de classes entre citoyens et esclaves ont atteint leur complet développement.

Le fait de la conquête semble être en contradiction avec toute cette conception de l'histoire. Jusqu'à présent, on a fait de la violence, de la guerre, du pillage, du brigandage, etc. la force motrice de l'histoire. Force nous est ici de nous borner aux points capitaux et c'est pourquoi nous ne prenons qu'un exemple tout à fait frappant, celui de la destruction d'une vieille civilisation par un peuple barbare et la for-

¹ C'est nous qui surlignons par commodité de lecture. A cet endroit, le texte allemand écrit : « Die erste Form des Eigentums ist das Stammeigentum » (MEW, Band 3, p. 22).

² « Die zweiten Form ist das antike Gemeinde-und Staatseigentum » (MEW, Band 3, p. 22).

mation qui s'y rattache d'une nouvelle structure sociale qui repart à zéro. (Rome et les barbares, la féodalité et la Gaule, le Bas-Empire et les Turcs.) Chez le peuple barbare conquérant, la guerre elle-même est encore, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, un mode de rapports normal qui est pratiqué avec d'autant plus de zèle que l'accroissement de la population crée de façon plus impérieuse le besoin de nouveaux moyens de production, étant donné le mode de production traditionnel et rudimentaire qui est pour ce peuple le seul possible. En Italie, par contre, on assiste à la concentration de la propriété foncière réalisée par héritage, par achat et endettement aussi; car l'extrême dissolution des mœurs et la rareté des mariages provoquaient l'extinction progressive des vieilles familles et leurs biens tombèrent aux mains d'un petit nombre. De plus, cette propriété foncière fut transformée en pâturages, transformation provoquée, en dehors des causes économiques ordinaires, valables encore de nos jours, par l'importation de céréales pillées ou exigées à titre de tribut et aussi par la pénurie de consommateurs pour le blé italien, qui s'ensuivit. Par suite de ces circonstances, la population libre avait presque complètement disparu, les esclaves eux-mêmes menaçaient sans cesse de s'éteindre et devaient être constamment remplacés. L'esclavage resta la base de toute la production. Les plébéiens, placés entre les hommes libres et les esclaves, ne parvinrent jamais à s'élever au-dessus de la condition du *Lumpenproletariat*. Du reste, Rome ne dépassa jamais le stade de la ville; elle était liée aux provinces par des liens presque uniquement politiques que des événements politiques pouvaient bien entendu rompre à leur tour.

Avec le développement de la propriété privée, on voit apparaître pour la première fois les rapports que nous retrouverons dans la propriété privée moderne, mais à une plus vaste échelle. D'une part, la concentration de la propriété privée qui commença très tôt à Rome, comme l'atteste la loi agraire de Licinius¹, et progressa rapidement à partir des guerres civiles et surtout sous l'Empire; d'autre part, en corrélation avec ces faits, la transformation des petits paysans plébéiens en un prolétariat à qui sa situation intermédiaire entre les citoyens possédants et les esclaves interdit toutefois un développement indépendant.

La troisième forme est la propriété féodale ou celle des divers ordres². Tandis que l'antiquité partait de la *ville* et de son petit territoire, le moyen âge partait de la *campagne*. La population existante, clairsemée et éparpillée sur une vaste superficie et que les conquérants ne vinrent pas beaucoup grossir, conditionna ce changement de point de départ. À l'encontre de la Grèce et de Rome, le développement féodal débute donc sur un terrain bien plus étendu, préparé par les conquêtes romaines et par l'extension de l'agriculture qu'elles entraînaient initialement. Les derniers siècles de l'Empire romain en déclin et la conquête des barbares eux-mêmes anéantirent une masse de forces productives: l'agriculture avait décliné, l'industrie était tombée en décadence par manque de débouchés, le commerce était en veilleuse ou interrompu par la violence, la population, tant rurale qu'urbaine, avait diminué. Cette situation donnée et le mode d'organisation de la conquête qui en découla, développèrent, sous l'influence de l'organisation militaire des Germains, la propriété féodale. Comme la propriété de la tribu et de la commune, celle-ci repose à son tour sur une communauté en face de laquelle ce ne sont plus les esclaves, comme dans le système antique, mais les petits paysans asservis qui constituent la classe directement productive. Parallèlement au développement complet du féodalisme apparaît en outre l'opposition aux villes. La structure hiérarchique de la propriété foncière et la suzeraineté militaire qui allait de pair avec elle conférèrent à la noblesse la toute-puissance sur les serfs. Cette structure féodale, tout comme l'antique propriété communale, était une association contre la classe productrice dominée, à ceci près que la forme de l'as-

¹ En 367 av. J-C, Caius Licinius Stolon, élu de la plèbe à Rome, prit l'initiative avec Lucius Sextius Lateranus de plusieurs lois en faveur des plébéiens notamment sur la question des dettes et sur l'accaparement par les patriciens des propriétés d'Etat (*l'ager publicus*). (Source : Wikipédia)

² « Die dritte Form ist das feudale oder ständische Eigentum » (MEW, Band 3, p. 24).

sociation et les rapports avec les producteurs étaient différents parce que les conditions de production étaient différentes.

A cette structure féodale de la propriété foncière correspondait, dans les villes, la propriété corporative, organisation féodale du métier. Ici, la propriété consistait principalement dans le travail de chaque individu: la nécessité de l'association contre la noblesse pillarde associée, le besoin de marchés couverts communs en un temps où l'industriel se doublait d'un commerçant, la concurrence croissante des serfs qui s'évadaient en masse vers les villes prospères, la structure féodale de tout le pays firent naître les *corporations*; les petits capitaux économisés peu à peu par les artisans isolés et le nombre invariable de ceux-ci dans une population sans cesse accrue développèrent la condition de compagnon et d'apprenti qui fit naître dans les villes une hiérarchie semblable à celle de la campagne.

La propriété principale consistait donc pendant l'époque féodale, d'une part, dans la propriété foncière à laquelle est enchaîné le travail des serfs, d'autre part dans le travail personnel à l'aide d'un petit capital régissant le travail des compagnons. La structure de chacune de ces deux formes était conditionnée par les *rapports de production*¹ bornés, l'agriculture rudimentaire et restreinte et l'industrie artisanale. À l'apogée du féodalisme, la division du travail fut très peu poussée. Chaque pays portait en lui-même l'opposition ville-campagne. La division en ordres était à vrai dire très fortement marquée, mais à part la séparation en princes régnants, noblesse, clergé et paysans à la campagne, et celle en maîtres, compagnons et apprentis, et bientôt aussi en une plèbe de journaliers, dans les villes, il n'y eut pas de division importante du travail. Dans l'agriculture, elle était rendue plus difficile par l'exploitation morcelée à côté de laquelle se développait l'industrie domestique des paysans eux-mêmes; dans l'industrie, le travail n'était nullement divisé à l'intérieur de chaque métier et fort peu entre les différents métiers. La division entre le commerce et l'industrie existait déjà dans des villes anciennes, mais elle ne se développa que plus tard dans les villes neuves, lorsque les villes entrèrent en rapport les unes avec les autres.

La réunion de pays d'une certaine étendue en royaumes féodaux était un besoin pour la noblesse terrienne comme pour les villes. De ce fait, l'organisation de la classe dominante, c'est-à-dire de la noblesse, eut partout un monarque à sa tête.

*

Le texte poursuit en insistant sur les principes d'une **approche matérialiste** des phénomènes :

Voici donc les faits: des individus déterminés² qui ont une activité productive selon un mode déterminé entrent dans des rapports sociaux et politiques déterminés. Il faut que dans chaque cas isolé, l'observation empirique³ montre dans les faits, et sans aucune spéculation ni mystification, le lien entre la structure sociale et politique et la production. La structure sociale et l'État résultent constamment du processus vital d'individus déterminés; mais de ces individus non point tels qu'ils peuvent s'apparaître dans leur propre représentation ou apparaître dans celle d'autrui, mais tels qu'ils sont en réalité, c'est-à-dire, tels qu'ils œuvrent et produisent matériellement; donc tels qu'ils agissent sur des bases et dans des conditions et limites matérielles déterminées et indépendantes de leur volonté⁴.

¹ A cet endroit Marx et Engels mobilisent le vocable précis « rapports de production » : « durch die bornierten Produktionsverhältnisse » (MEW, Band 3, p. 25). L'ouvrage tout entier ne connaît que trois occurrences du terme.

² Passage biffé dans le manuscrit « dans des rapports de production déterminés ».

³ Passage biffé dans le manuscrit : « qui s'en tient simplement aux données réelles ».

⁴ Passage biffé dans le manuscrit : « Les représentations que se font ces individus sont des idées soit sur leurs rapports avec la nature, soit sur leurs rapports entre eux, soit sur leur propre nature. Il est évident que, dans tous ces cas, ces représentations sont l'expression consciente - réelle ou imaginaire - de leurs rapports et de leur activité réels, de leur production, de leur commerce, de leur (organisation) compor-

La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel. Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de la politique, celle des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc. de tout un peuple. Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc.¹, mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que ceux-ci peuvent prendre. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient² et l'Être des hommes est leur processus de vie réel. Et si, dans toute l'idéologie, les hommes et leurs rapports nous apparaissent placés la tête en bas comme dans une camera obscura, ce phénomène découle de leur processus de vie historique, absolument comme le renversement des objets sur la rétine découle de son processus de vie directement physique.

A l'encontre de la philosophie allemande qui descend du ciel sur la terre, c'est de la terre au ciel que l'on monte ici. Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os; non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui repose sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience comme étant l'individu vivant, dans la seconde façon, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants eux-mêmes et l'on considère la conscience uniquement comme *leur* conscience³.

Cette façon de considérer les choses n'est pas dépourvue de présuppositions. Elle part des prémisses réelles et ne les abandonne pas un seul instant. Ces prémisses, ce sont les hommes, non pas isolés et figés, de quelque manière imaginaire, mais saisis dans leur processus de développement réel dans des conditions déterminées, développement visible empiriquement. Dès que l'on représente ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits sans vie, comme chez les empiristes, qui sont eux-mêmes encore abstraits, ou l'action imaginaire de sujets imaginaires, comme chez les idéalistes.

tement politique et social. Il n'est possible d'émettre l'hypothèse inverse que si l'on suppose en dehors de l'esprit des individus réels, conditionnés matériellement, un autre esprit encore, un esprit particulier. Si l'expression consciente des conditions de vie réelles de ces individus est imaginaire, si, dans leurs représentations, ils mettent la réalité la tête en bas, ce phénomène est encore une conséquence de leur mode d'activité matériel borné et des rapports sociaux étriqués qui en résultent. ».

¹ Passage biffé dans le manuscrit : « et, pour être précis, les hommes tels qu'ils sont conditionnés par le mode de production de leur vie matérielle, par leur commerce matériel et son développement ultérieur dans la structure sociale et politique ».

² Marx décompose le mot *Bewusstsein* (conscience) en ses deux éléments: Das bewusste Sein (l'Être conscient).

³ Passage biffé dans le manuscrit : « uniquement comme la conscience de ces individus ayant une activité pratique ».

Soulignons l'importance de ce développement terminal soucieux d'éviter les travers spéculatifs de la philosophie : à la différence d'une philosophie de l'histoire, la démarche scientifique est articulée à la complexe singularité de ses objets d'étude. Elle vise certes une certaine généralité, mais jamais au point de forcer l'analyse à illustrer des thèses préalables.

C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence donc la science réelle, positive, l'analyse de l'activité pratique, du processus, de développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, un savoir réel doit les remplacer. Avec l'étude de la réalité la philosophie cesse d'avoir un milieu où elle existe de façon autonome. À sa place, on pourra tout au plus mettre une synthèse des résultats les plus généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude du développement historique des hommes. Ces abstractions, prises en soi, détachées de l'histoire réelle, n'ont absolument aucune valeur. Elles peuvent tout au plus servir à classer plus aisément la matière historique, à indiquer la succession de ses stratifications particulières. Mais elles ne donnent en aucune façon, comme la philosophie, une recette, un schéma selon lequel on peut accommoder les époques historiques. La difficulté commence seulement, au contraire, lorsqu'on se met à étudier et à classer cette matière, qu'il s'agisse d'une époque révolue ou du temps présent, et à l'analyser réellement. L'élimination de ces difficultés dépend de prémisses qu'il nous est impossible de développer ici, car elles résultent de l'étude du processus de vie réel et de l'action des individus de chaque époque. Nous allons prendre ici quelques-unes de ces abstractions dont nous nous servirons vis-à-vis de l'idéologie et les expliquer par des exemples historiques.

*

Cette question va occuper la réflexion de Marx et d'Engels pendant toute leur vie sans que toutefois ils ne la traitent expressément comme telle, sauf peut-être par Marx, en 1858, dans le manuscrit resté inédit des *Formes antérieures à la production capitaliste*, et bien plus tard par Engels, en 1884, dans son *Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. La plupart du temps, c'est dans des notes de travail fragmentaires et dans des correspondances que l'affaire sera traitée, comme par exemple dans les lettres de Marx à Vera Zassoulitch en mars 1881¹.

Nous y reviendrons à mesure.

¹ La lettre elle-même du 8 mars 1881, plutôt brève, ainsi que les quatre brouillons très circonstanciés qui l'ont précédée. Pour l'ensemble des documents, nous renvoyons à l'anthologie offerte par le volume édité par le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes sous le titre *Sur les sociétés précapitalistes* avec une préface de Maurice Godelier, Editions Sociales, Paris 1970.

5.3. En vue du *mode de production asiatique*

La catégorie de *mode de production asiatique* n'apparaît publiquement comme telle **pour la première fois** sous la plume de Marx qu'en **1859** dans la préface de sa *Contribution à la critique de l'économie politique*¹. On peut y lire cette affirmation : « A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique² ».

Nous nous réservons donc d'y revenir dans un prochain fascicule.

Son élaboration a connu **deux étapes préalables**.

La notion apparaît vers **1858** sous une forme élaborée dans les pages des *Grundrisse* intitulées « Formes antérieures à la production capitaliste³ ».

Elle était apparue, une première fois, en **juin 1853** sous la forme d'une rapide esquisse dans la correspondance de Marx et d'Engels, précisément les 2, 6 et 14 juin 1853.

Ce sont des extraits de cette correspondance de 1853 que nous reproduisons ici.

*

Marx à Engels, le 2 juin 1853.

Marx vient d'annoncer à Engels qu'il a transmis au *New York Daily Tribune* « deux articles sur la Chine dans ses rapports avec l'Angleterre ». L'un d'eux, rédigé le 20 mai, paraîtra dans l'édition du 14 juin 1853 sous le titre « La révolution en Chine et en Europe⁴ ».

Il poursuit en commentant un récent courrier d'Engels qui, le 26 mai, évoquait l'ouvrage d'un certain Charles Forster sur *La géographie historique de l'Arabie* : « Sur la constitution des villes en Orient, *écrivait-il*, il n'y a pas de lecture plus parlante, plus brillante et plus convaincante que le vieux François Bernier (...) *Voyages contenant la description des Etats du Grand Mogol*⁵, etc. ».

Et Marx de citer deux larges extraits de cet ouvrage, avant de conclure abruptement :

« Bernier décèle très justement la forme fondamentale de tous les phénomènes de l'Orient - il parle de la Turquie, de la Perse, de l'Hindoustan - dans le fait qu'il n'existait pas de propriété foncière privée. Et c'est là la véritable *clef* même du ciel oriental⁶.

Le propos s'arrête là.

*

Engels à Marx, le 6 juin 1853

Engels va fournir, dès le 6 juin⁷, une réponse très circonstanciée qui apporte les **premiers éléments explicatifs** de ce qui constituera bientôt les bases de la notion nouvelle de **mode de production asiatique**.

¹ La première et **la seule fois**, notons-le bien pour signaler d'emblée le caractère problématique de la notion.

² K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Éditions sociales, Paris 1977, p. 3.

³ K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858* (« *Grundrisse* »), Éditions sociales, Paris 1980, tome 1, pp. 410-452. On en trouve une autre traduction dans le recueil *Sur les Sociétés précapitalistes, textes choisis de Marx Engels Lénine*, édité par le Centre d'Études et de Recherches Marxistes, avec une préface de Maurice Godelier, Éditions sociales, Paris 1970, pp. 180-226.

⁴ TSC, pp. 16-25.

⁵ Cette relation de voyage avait été publiée en 1699 par le médecin français François Bernier à son retour d'un long séjour en Inde. L'ouvrage sera à la source des tenaces stéréotypes sur « le despotisme oriental », ainsi que sur l'indolence, l'idolâtrie et la barbarie de ces populations. Il offre un parfait répertoire des catégories de l'*orientalisme* au sens d'Edward W. Said. (*L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Éditions du Seuil, Coll. *Points*, Paris 2005).

⁶ C3, p. 380.

⁷ C3, pp. 382-387.

L'important, selon lui, réside dans **la question de l'eau** et dans **ses conséquences politiques** : ce sont, affirme-t-il, les nécessités des grands travaux d'irrigation dans ces régions d'Orient qui expliquent, par leur ampleur, l'installation subséquente de **l'hégémonie d'un pouvoir d'Etat**, seul capable d'assumer la direction de ces travaux. Les collectivités locales vont ainsi perdre leur autonomie en cédant devant une autorité centrale qui s'est arrogé tous les pouvoirs d'une dictature politique.

L'absence de la propriété foncière est en effet la clef de tout l'Orient. C'est là-dessus que repose l'histoire politique et religieuse. Mais d'où vient que les Orientaux n'arrivent pas à la propriété foncière, même pas sous forme féodale ? Je crois que cela tient principalement au climat, allié aux conditions du sol, surtout aux grandes étendues désertiques qui vont du Sahara, à travers l'Arabie, la Perse, l'Inde et la Tatarie, jusqu'aux hauts plateaux asiatiques. L'irrigation artificielle est ici la condition première de l'agriculture; or celle-ci est l'affaire, ou bien des communes, des provinces, ou bien du gouvernement central. En Orient, le gouvernement n'avait jamais que trois départements ministériels: les finances (pillage du pays), la guerre (pillage du pays et de l'étranger), et *les travaux publics*, pour veiller à la reproduction¹. Aux Indes, le gouvernement britannique a réglé les numéros 1 et 2 de manière assez philistine et jeté complètement par-dessus bord le numéro 3 - et l'agriculture indienne va à sa perte. La libre concurrence subit là-bas un échec complet. Cette fertilisation artificielle du sol, qui cessa dès que les conduites d'eau se détériorèrent, explique le fait, autrement bien étrange, que de vastes zones soient aujourd'hui désertes et incultes, qui autrefois étaient magnifiquement cultivées (Palmyre, Petra, les ruines du Yémen, x localités en Egypte et en Perse, et dans l'Hindoustan); ceci explique également qu'une seule guerre dévastatrice ait pu dépeupler un pays pour des siècles et le dépouiller de toute sa civilisation.

La suite du propos illustre bien l'intensité de la curiosité érudite d'Engels :

C'est dans cet ordre d'idées que se situe également, je crois, l'anéantissement du commerce de l'Arabie méridionale avant Mahomet, que tu considères très justement comme un des éléments capitaux de la révolution mahométane. Je ne connais pas avec assez de précision l'histoire du commerce des six premiers siècles de l'ère chrétienne pour pouvoir juger dans quelle mesure des causes matérielles générales, à l'échelle mondiale, firent préférer la voie commerciale qui, par la Perse, mène à la mer Noire, et par le golfe Persique, à la Syrie et l'Asie Mineure, à la route qui empruntait la mer Rouge. Il est une chose en tout cas qui ne fut certainement pas sans grande conséquence: c'est la sécurité relative des caravanes dans l'empire persan bien gouverné des Sassanides, alors que le Yémen fut, de 200 à 600, constamment asservi, envahi et pillé par les Abyssins. Les villes de l'Arabie méridionale, encore florissantes sous les Romains, n'étaient plus au VIIe siècle que de véritables déserts de ruines; en 500 ans, les Bédouins du voisinage s'étaient approprié sur leurs origines des traditions fauleuses et purement mythiques (voir le Coran et l'historien arabe Noväiri): et l'alphabet avec lequel leurs inscriptions étaient composées était presque totalement inconnu, bien qu'il n'y en eût pas d'autre, de sorte que l'écriture était tombée *de facto* dans l'oubli. Des choses de ce genre supposent, non seulement un refoulement provoqué par des conditions commerciales générales, mais une destruction directe et brutale, telle que seule l'invasion éthiopienne peut l'expliquer. L'expulsion des Abyssins eut lieu environ 40 ans avant Mahomet et fut manifestement le premier acte du réveil du sentiment national arabe qui était en outre exacerbé par des invasions persanes venues du Nord qui s'avancèrent presque jusqu'à La Mecque. Je ne vais aborder que ces jours-ci l'histoire de

¹ C3 ajoute en note, p. 385 : « La reproduction des bases économiques qui conditionnent l'existence des hommes ».

Mahomet lui-même; mais jusqu'à présent, elle me semble présenter le caractère d'une réaction bédouine contre les fellahs des villes, sédentaires mais en déclin, en pleine décadence religieuse aussi à l'époque, qui mêlaient un culte de la nature abâtardi à un judaïsme et un christianisme également décadents.

Les écrits du vieux Bernier sont vraiment très beaux. On prend un réel plaisir à lire de nouveau quelque chose d'un vieux Français à l'esprit précis et lucide, qui touche toujours juste *sans avoir l'air de s'en apercevoir*.

Sa curiosité intellectuelle, mais aussi sa remarquable aisance dans l'apprentissage des langues :

Puisque me voilà plongé pour quelques semaines dans la sauce orientale, j'ai profité de l'occasion pour apprendre le perse. L'arabe me rebute d'une part parce que naturellement je hais toutes les langues sémites et, d'autre part, parce qu'il est impossible d'arriver à un résultat dans une langue si riche qui a 4000 racines et qui s'étend sur plus de 2000 ou 3000 ans sans une perte de temps considérable. Au contraire, le perse est, comme langue, un véritable jeu d'enfants. S'il n'y avait pas ce maudit alphabet arabe, où il y a chaque fois six lettres qui se ressemblent et où les voyelles ne s'écrivent pas, je me ferais fort d'apprendre toute la grammaire en l'espace de 48 heures. Je dis cela pour consoler Pieper au cas où il lui prendrait envie d'imiter cette mauvaise blague¹. Je me suis fixé trois semaines maximum pour le perse, donc s'il se risque dans l'entreprise pendant deux mois, il me battra à tous les coups. Weitling n'a pas de veine de ne pas savoir le perse. Il aurait *sa langue universelle toute trouvée*, puisque, à ma connaissance, c'est la seule où il n'y ait jamais de bisbille entre *Mir* et *Mich*².

*

Marx à Engels le 14 juin 1853

Marx revient sur la question dans sa lettre du 14 juin 1853³.

On constate qu'il accrédite l'hypothèse d'Engels sur le rôle déterminant des travaux d'irrigation dans la constitution du pouvoir d'Etat. Il ajoute les données qu'il retient de ses lectures sur l'isolement des communautés villageoises :

(...)

Le caractère stationnaire de cette partie de l'Asie, malgré beaucoup de vains mouvements à la surface, s'explique entièrement par deux circonstances qui se renforcent mutuellement: 1 Les travaux publics qui sont l'affaire du gouvernement central. 2. A part ça, tout l'Empire, exceptées les deux ou trois grandes villes, décomposé en villages qui possédaient une organisation tout à fait distincte et constituaient un petit univers à eux tout seuls. Dans un rapport au Parlement, ces villages sont ainsi décrits: (...)

Marx procède ici à une longue citation d'un rapport de 1812 décrivant les structures de ces communautés organisées en vue de leur auto-subsistance par une distribution de rôles sociaux responsables cha-

¹ Une allusion quelque peu obscure. Pour l'anecdote, Peiper était à cette époque en pleine souffrance en raison d'une syphilis dont il ne parvenait pas à guérir (Cf. à ce sujet, la lettre de Marx du 14 juin 53 : C3, p. 389).

² Wilhelm Weitling était l'auteur d'une grammaire où il recommandait la suppression du datif qu'il considérait comme une invention de l'aristocratie. (Note de C3, p. 386)

³ C3, pp. 389-395.

cun d'une fonction précise : police et taxe, enseignement, entretien des cultures et des réservoirs d'eau, notamment.

Il poursuit, en insistant sur la structure *patriarcale* qui régit ces communautés: telle est la base la plus solide, note-il, du « despotisme asiatique ».

Dans quelques-unes de ces *communautés* les terres du village sont cultivées en commun; dans la majorité des cas *chaque habitant cultive son propre champ*. A l'intérieur de chacune, esclavage¹ et régime de castes. Les jachères servent de pâturages communaux. Le tissage et le filage domestiques par les femmes et les filles. Ces républiques idylliques qui ne gardent jalousement les frontières de leur village que contre le village voisin subsistent encore, presque parfaitement, dans les régions du nord-ouest de l'Inde qui sont échues récemment aux Anglais. Je crois qu'on ne peut guère imaginer plus solide base pour le despotisme asiatique et la stagnation. Et même si les Anglais ont irlandisé ce pays, la destruction de ces formes ancestrales stéréotypées était la condition sine qua non de l'europanisation. Le collecteur d'impôts n'était pas homme à pouvoir mener la chose à bien à lui tout seul. Il fallait détruire l'industrie ancestrale, dépouillant ces villages de leur caractère de villages vivant sur eux-mêmes. (...)

La question de la propriété reste toutefois problématique.

Quant à *la question de la propriété*, elle constitue un *grand sujet de discussion* entre les Anglais qui écrivent sur l'Inde. Dans les terrains montagneux coupés de vallées au sud de la Crishna², la propriété du sol semble vraiment avoir existé. Par contre à Java, Sir Stamford Raffles, ancien gouverneur *anglais* de Java, note dans son *History of Java*, que sur toute l'étendue du pays, *là où la rente foncière pouvait atteindre un montant assez considérable, le souverain était propriétaire absolu*. En tout cas, il semble que dans toute l'Asie ce soient les Musulmans qui aient établi en principe, les premiers, la « non-propriété de la terre ».

Cette réserve ne l'empêchera toutefois pas de tenir pour un acquis le caractère communautaire de ces structures villageoises traditionnelles et l'absence en leur sein de propriété privée, le souverain étant partout « propriétaire absolu ».

*

Retenons ainsi les **deux principaux éléments constitutifs** à cette époque de leur réflexion sur ce qui deviendra bientôt, en 1859, le *mode de production asiatique* :

1. l'existence de structures villageoises fortement autonomes appartenant au stade patriarcal de la société, ces formations sociales étant dépourvues de propriété privée du sol ;
2. la domination politique d'une structure d'Etat despotique³.

*

Nous reviendrons sur ces analyses lorsqu'il s'agira de lire dans un prochain fascicule l'étude de 1858 sur les « Formes antérieures à la production capitaliste ».

¹ Les communautés patriarcales primitives, comme celle du clan écossais, n'excluaient pas ce rapport de domination archaïque qu'est l'esclavage.

² ou la Khrisna : il s'agit de l'un des longs fleuves indiens.

³ Et cela dans un contexte idéologique où le rôle en fin de compte « civilisateur » du capitalisme occidental, anglais en l'occurrence, se trouve expressément reconnu.

6.1. Chronologie de la guerre de Crimée

Sources documentaires :

- Karl Marx, *Œuvres politiques*, Alfred Costes, Editeur, Paris, 1929-1930, vol. III (« La question d'Orient »), vol. IV (« La guerre russo-turque »), vol. V (« L'évacuation des principautés danubiennes », « L'expédition de Crimée », « L'administration militaire anglaise ») et VII (« La critique en Angleterre »), traduction par J. Molitor avec les notes de N. Riazanov¹.
- Marx Engels Collected Works².

Etudes consultées :

- Briand Holden Reid, *Atlas de l'âge industriel. Guerre de Crimée, Guerre de Sécession, Unité allemande, 1854-1871*. Éditions Autrement, Atlas des Guerres, Paris 2001.
- Jacques Frémeaux, *La Question d'Orient*, Fayard, Paris 2014.
- Alain Gouttman, *La guerre de Crimée 1853-1856. La première guerre moderne*. Éditions Perrin, Paris 2003.

Après l'échec des révolutions de 1848, la position internationale de la Russie autorise toutes les ambitions. Le tsar Nicolas Ier s'est affirmé comme le leader de l'Ancien régime, en particulier à l'égard de l'empire austro-hongrois qu'il a soutenu victorieusement dans sa lutte contre la révolution hongroise.

*

C'est le constat que Marx et Engels établissent clairement dans la « Revue » de janvier février 1850 parue dans le deuxième numéro de la *Neue Rheinische Zeitung-Revue*. Avec une lucidité quasi prémonitoire, ils écrivent : « Par suite des mouvements des années 1848 et 1849, la Russie a été si profondément impliquée dans la politique européenne qu'il lui faut réaliser le plus rapidement possible ses vieux projets contre la Turquie, ses visées sur Constantinople, « la clé de la maison » sous peine qu'ils deviennent irréalisables à jamais. (...) Une guerre contre la Turquie est nécessairement une guerre européenne. (...) Dans une guerre européenne de cette nature, l'Angleterre ne pourra rester neutre. Il lui faudra pendre parti contre la Russie³. »

*

En **février 1853**, Nicolas Ier propose aux anglais⁴ un plan de partage de l'empire ottoman, les pays balkaniques passant sous l'autorité de la Russie, l'Égypte et la Crète revenant à l'Angleterre⁵. Cette proposition rencontrera la ferme opposition de Palmerston, qui soutient l'intégrité de l'empire ottoman en référence surtout aux positions stratégiques garantissant l'accès à la route des Indes.

La querelle des lieux saints

- | | | |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 28.02.53 | Le tsar Nicolas délègue à Constantinople le prince Alexandre Menchikov avec pour mission d'exiger du pouvoir ottoman une convention qui accorde au clergé orthodoxe le privilège dans la gestion des lieux saints de Palestine.
Ce qui frappe, c'est le faste militaire que cette délégation déploie et la personnal- | L'exigence porte non moins sur un droit de protection de l'ensemble des chrétiens orthodoxes présents dans l'Empire.

La question d'Orient se trouve ainsi relancée. |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

¹ Référencé par la suite sous le sigle OP suivi du numéro de volume et de page.

² Référencé par la suite sous le sigle MECW suivi du numéro de volume et de page.

³ Nous citons à partir de *Karl Marx, Œuvres*, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, Paris 1994, t. IV, p. 373.

⁴ Le 9 janvier 1853, il avait convoqué l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Russie, Sir Hamilton Seymour, pour lui proposer le partage de l'empire Ottoman qu'il tient pour « l'homme malade » de l'époque.

⁵ Cette proposition est bien connue en raison de la publication par la presse anglaise, en mars 1854, de la correspondance diplomatique, en principe secrète, échangée entre les cabinets russe et britannique à propos de la question d'Orient.

té arrogante, hautaine, de l'émissaire.

La France se trouve tout particulièrement impliquée par la revendication russe en raison du privilège ancien qui lui était échu d'assurer la gestion des Lieux Saints. Sans entrer dans le détail d'une question ancienne et complexe, disons que cette préférence française pouvait se revendiquer des accords de 1535, lesdites *Capitulations*, entre François Ier et Soliman le Magnifique, qui attribuaient à la France un droit de primauté à Jérusalem. Depuis cette époque, ce sont les frères franciscains qui assuraient l'administration hospitalière des pèlerinages chrétiens, non sans désaccords, quelquefois violents¹, avec le clergé orthodoxe².

Sous l'angle strict de la politique française, Louis Bonaparte gagnait évidemment à flatter son électorat catholique, ce qu'il avait du reste déjà entrepris par son intervention en avril 1849 au service du Pape.

A vrai dire, ce dossier n'était pas le seul en jeu. Il s'agissait également de discuter du statut du Monténégro récemment entré en rébellion, en décembre 53, contre le pouvoir turc et que venait défendre à Constantinople l'envoyé du gouvernement viennois, le comte von Leiningen, avec pour mission de réclamer de la part du pouvoir ottoman³ un retour au *statu quo*, les Autrichiens craignant que l'exemple monténégrin n'entraînant le soulèvement des populations slaves de son propre empire.

Le 15 février, le comte Leiningen avait obtenu l'essentiel de ses revendications, et principalement le rétablissement du *statu quo ante bellum*⁴.

05.05.53 L'affaire des Lieux Saints va prendre, le 5 mai 53, un tour autoritaire de la part des Russes qui, refusant tous les compromis, exigent des Turcs qu'ils signent dans les 5 jours une convention officielle en leur faveur, ce que ces derniers refusent.

31.05.53 Dès le 31 mai, le chancelier russe Robert de Nesselrode adresse au ministre turc des Affaires étrangères, Rechid Pacha une dépêche comminatoire rappelant les exigences de Menchikov. Il évoque clairement une action militaire en Moldavie et en Valachie en cas refus de cet ultimatum.

13-14 juin 53 : Les flottes française et anglaise font leur jonction dans la baie de Bésika, à l'entrée des Dardanelles.

16.06.53 Les Turcs répondent à la sommation du chancelier Nesselrode. Ils manifestent leurs bonnes intentions à l'adresse des chrétiens orthodoxes mais refusent de se soumettre aux ordres de Moscou⁵.

¹ Marx fournit un historique pittoresque de ces relations dans la seconde partie son article du 28 mars 1853 (« Déclaration de Guerre – Musulmans et Chrétiens »), OP vol. IV, pp. 199-209.

² Lequel se revendiquait du traité de Kutchuk-Kaïnardji du 21 juillet 1774 qui avait mis un terme à la première guerre russo-turque de 1768-1774 et qui accordait à la Russie un certain droit de protection sur les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman.

³ Lequel s'était engagé militairement au Monténégro dès le début de cette année 53 sous le commandement d'Omer Pacha.

⁴ Mais aussi l'éloignement des réfugiés politiques polonais et hongrois exilés depuis 1849 sur le territoire turc, sans que l'empire ottoman cède toutefois sur la protection qu'il leur accorde.

⁵ Le ministre des Affaires étrangères Reshid Pasha propose d'envoyer une délégation à Saint-Pétersbourg pour examiner comment donner satisfaction aux chrétiens orthodoxes de Turquie sans compromettre la souveraineté du Sultan.

- 26.06.53 Le pouvoir russe menace à nouveau d'occuper militairement les provinces danubiennes de Moldavie et de Valachie. C'est le sens du Manifeste publié le 26 juin par le tsar comme un appel à la guerre sainte relayé par toutes les églises de l'Empire.
- 02.07.53 Note de Nesselrode vers le gouvernement français. Drouyn de Lhuys y répondra le 15 juillet. Ce ne sont qu'accusations mutuelles pour savoir qui a manifesté le premier des signes d'hostilité.
- 03.07.53 Le 3 juillet 53, les troupes du général Paskevitch investissent les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, qui sont sous suzeraineté ottomane¹. La Russie présente son initiative comme un moyen de pression². En vérité, c'est un acte de guerre.
- 24.07.53 S'ouvre à **Vienne** une conférence des ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Prusse sur la base d'un compromis élaboré par le ministre autrichien, le comte von Buol-Schauenstein. Elle se conclut par une note de médiation à l'adresse des protagonistes. Le résultat des négociations n'obtiendra toutefois pas l'assentiment des Turcs.
- L'échec des négociations destinées à arbitrer le différend va bientôt conduire à l'ouverture des hostilités.

La guerre entre la Russie et la Turquie

- 04.10.53 Le généralisme turc Omer Pacha somme les Russes d'évacuer les principautés avant quinze jours. C'est un ultimatum. Une déclaration de guerre.
- 28.10.53 Début des hostilités. Les forces turques franchissent le Danube à Vidin sous la conduite d'Omer Pacha et, chassant les détachements russes qui s'y trouvaient, elles entreprennent de fortifier le village frontalier de Calafat sur l'autre rive du fleuve. Les premiers engagements tournent à leur avantage.
- 04.11.53 C'est le cas lors de la **bataille d'Oltenița**. Il s'agit du premier véritable affrontement entre l'armée ottomane et les forces militaires russes. L'artillerie turque inflige de lourdes pertes dans les rangs russes qui doivent battre en retraite. Cette victoire turque n'aura toutefois que peu d'effets stratégiques en raison de la décision d'Omer Pacha d'aban-

¹ La manœuvre est connue comme « le passage de la Pruth », du nom de cette rivière affluent du Danube à Galati en Moldavie roumaine.

² Le commandant russe des armées du Danube, Mikhaïl Gortchakov, avait publié une proclamation à l'adresse des habitants de Moldavie et de Valachie les rassurant sur le fait que la présence des troupes ne modifiait en rien les traités en cours. Les observateurs notent par ailleurs la relative faiblesse de forces militaires russes engagées, en comparaison avec la capacité de mobilisation du pouvoir ottoman. Les premiers combats tourneront du reste à l'avantage des Turcs.

³ Elles quittent Bésika le 23 octobre pour se diriger vers Bécicos, non loin de Constantinople. Ce ne sont pas moins de 53 navires avec leurs 22.000 marins.

donner son avance vers Bucarest où se trouvait le quartier général russe¹.

30.11.53 **Bataille de Sinope** : l'escadre russe de la mer Noire commandée par le vice-amiral Pavel Nakhimov anéantit la presque totalité de la flotte turque.

Selon les Russes, cette attaque se justifiait par le ravitaillement et les armes que les navires turcs apportaient aux montagnards insurgés (majoritairement musulmans) du Caucase.

Parallèlement, les Turcs subissent deux défaites sur terre dans la Caucase, le 26 novembre à Akhaltsikhé et le 1^{er} décembre à Basgedikler.

L'ambassadeur anglais à Constantinople suggère au Sultan de signer une trêve de trois mois avec la Russie. Ce sera le protocole de Vienne. Une escadre anglaise est dépêchée en mer Noire².

05.12.53 **Protocole de Vienne**. Les représentants de l'Angleterre, de la France, de la Prusse et de l'Autriche proposent leur médiation entre la Russie et la Turquie sur la base d'une évacuation des principautés par les armées russes et de la signature d'une convention sur les Lieux Saints.

Le 31 décembre, la Turquie donne son accord, mais à des conditions qui ne seront acceptées par les négociateurs que lors d'une nouvelle conférence de Vienne, le 13 janvier 54. La Russie décline toutefois l'offre de médiation et réclame une négociation directe avec les Turcs.

1854

03.01.54 Les flottes anglaise (18 vaisseaux) et française (13 vaisseaux) entrent en Mer Noire dans la nuit de 3 au 4 janvier.

Une frégate anglaise se dirige vers Sébastopol pour avertir Menchikov de cette action et la présenter comme une pure mesure défensive destinée à protéger le territoire ottoman. Il s'agit néanmoins d'un acte de rupture ouverte entre les puissances occidentales et la Russie. La déclaration de guerre officielle n'aura lieu que le 27 mars.

L'hiver concourt à figer les positions.

Les événements sont contemporains du soulèvement, le 28 janvier 1854, des populations grecques dans les provinces d'Épire et de Thessalie. Les insurgés reçoivent l'aide militaire de la Grèce, mais seront vaincus, dès avril 51, par les forces armées ottomanes qui investissent la ville de Peta où se trouvait le quartier général de l'insurrection.

Leur défaite résulte non moins de l'intervention de la France et de l'Angleterre qui bloqueront le port du Pirée pour empêcher tout ravitaillement de l'Etat grec sur lequel ils exercent une forte pression politique, le forçant à cesser toute aide à l'insurrection.

Début 1854 Le tsar Nicolas 1^{er} envoie le comte A.F. Orlov en mission à Vienne en vue d'obtenir l'alliance des Autrichiens ou de se garantir leur neutralité dans le cas d'un conflit³. L'entrevue est un échec.

Une démarche similaire est faite par les Russes du côté de Berlin en insistant même sur une alliance militaire au cas où la France oserait s'attaquer à la Prusse¹. Ici aussi, la proposition sera rejetée.

¹ Cette décision fera précisément l'objet de la critique de Fr. Engels dans l'article détaillé (« La guerre sur le Danube ») qu'il consacre le 16.12.53 à cette bataille dans le *New York Tribune* (OP, vol. IV, pp. 26-36). Engels reproche à Omer Pacha de n'avoir pas su profiter de l'avantage militaire décisif que cette victoire lui assurait.

² Marx commente cette proposition dans son article du 21.12. 53 : « (...) l'Angleterre pousse la Turquie à conclure un armistice dans un moment qui ne peut qu'être agréable au tsar, parce qu'il lui permet de gagner du temps pour concentrer ses troupes et travailler à la dissolution de l'apparente alliance entre la France et l'Angleterre » (OP, vol. IV, « La victoire russe », p. 42).

³ « La guerre sur le Danube », op.cit., p. 36.

³ Sous un certain angle, les Russes ne réclamaient qu'un geste de réciprocité après l'aide qu'ils avaient fournie aux Autrichiens pour vaincre les Hongrois en 1849.

06.01.54 Bataille de **Cetate**, un village de Valachie près de Calafat, entre les Russes et les Turcs. Elle se déroule du 31.12.53 au 06.01.54. Le résultat de l'engagement restera indécis malgré de lourdes pertes des deux côtés.

Le 28 janvier 54, les Russes font alors mouvement vers la citadelle de **Calafat**. Le siège se poursuivra jusqu'en avril 1854, mais en vain. Les troupes russes seront contraintes de se retirer².

29.01.54 Napoléon III adresse au tsar Nicolas 1er une importante et longue lettre autographe par laquelle il explique et justifie la politique de soutien de la France à la Turquie, surtout après la bataille de Sinople, et propose le retrait des troupes russes dans le Danube en échange d'un traité de paix garanti par les quatre puissances occidentales. Mais en cas de refus, conclut-il, la France comme l'Angleterre ne pourront que « laisser au sort des armes » ce qui peut encore être négocié³.

Le même jour, en Angleterre, Lord Aberdeen est conduit à la démission après les reproches qui lui sont faits sur la conduite de la guerre. Il est remplacé dès le 6 février par Palmerston à la tête du nouveau cabinet libéral.

08.02.54 Réponse négative du tsar Nicolas 1^{er} qui réaffirme ses droits devant le pouvoir ottoman et rompt les relations diplomatique avec la France et l'Angleterre.

27.02.54 Sommutation franco-anglaise aux Russes d'évacuer les principautés danubiennes avant le 30 avril.

Le texte est remis le 13 mars à Saint-Pétersbourg par les ambassades des deux pays. Il leur est signifié que le tsar s'abstiendra de répondre, ne prenant pas sur lui de déclarer la guerre.

L'entrée en guerre de l'Angleterre et de la France

11.03.54 Le corps expéditionnaire français est officiellement créé avec Armand Jacques Leroy de Saint-Arnaud comme comman-

¹ Marx en fournit un commentaire dans son article du 21 avril 1854, « La Russie et les puissances allemandes » (OP, vol. IV, pp. 226-229).

² Engels consacre à l'évènement son article du 30 mars 1854, paru comme éditorial. (MECW, t.13, « Retreat of the Russians from Kalafat », pp. 65-69). « Tel est, *écrit-il*, la fin glorieuse des efforts et des dangers d'une campagne de trois mois qui a complètement épuisé les ressources de la Valachie ». Il ajoute : « Nous appelons cela une retraite honteuse, parce qu'il n'y a rien de plus honteux qu'une avance annoncée à grand orchestre, couronnée par une mise en scène menaçante, et se terminant par une retraite tranquille et modeste, sans qu'il y ait eu ne fût-ce que l'apparence d'un engagement sérieux, de plus honteux qu'une action, simple suite interrompue d'erreurs et de fautes, et n'aboutissant qu'à faire comprendre au général qu'il n'a été qu'un parfait imbécile ». Et de poursuivre sa démonstration de stratégie militaire. (OP, vol. IV, « La retraite russe », pp. 142-143). On trouve un écho de cette analyse dans l'échange de lettres des 29 mars, 3 avril et 3 mai 1854 entre Marx et Engels (*Correspondance*, Editions sociales, vol. 4, p. 89, p. 95 et p. 116).

³ Alain Gouzman reproduit cette lettre de même que la réponse du tsar aux pages 102-104 et 105-108 de son étude.

	dant en chef ¹ .	
12.03.54		Le 12 mars 54, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie signent à Constantinople un traité d'alliance militaire et diplomatique.
19.03.54	Départ de Toulon des premières troupes du corps expéditionnaire français. Elles se dirigent vers Gallipoli.	
27.03.54	La France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Russie.	L'alliance entre la France et l'Angleterre sera officiellement scellée à Londres le 10 avril 54.
19.03.54	Revenues en force sur le front du Danube, les troupes Russes alignent les victoires et vont bientôt entreprendre le siège de la forteresse de Silistrie sur le Danube tenue par les Turcs.	
05.04.54	Débarquement de troupes anglaises à Gallipoli située en Thrace sur la rive droite du détroit des Dardanelles vers Constantinople.	Le choléra fait son apparition au sein des troupes alliées.
05.04.54	Les Russes commencent le siège de la citadelle de Silistrie ² , défendue par une garnison turque qui va se montrer contre toute attente (de la part des Russes en tout cas) d'une rude combativité. Il va durer jusqu'en juin.	
18.04.54	Victoire turque à Rohova, à la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie.	
20.04.54	L'empereur d'Autriche se déclare neutre dans la crise d'Orient. Il signe un traité d'alliance défensive avec la Prusse ³ .	
22.04.54	Attaque du corps expéditionnaire franco-anglais contre le port russe d' Odessa .	Le 6 avril 54, une frégate britannique chargée d'embarquer, sous pavillon parlementaire, le consul anglais de la ville avait été attaquée par l'artillerie russe, ce qui avait entraîné un bombardement de riposte punitive, le 22 avril, par les flottes alliées ⁴ . La base navale d'Odessa s'était ainsi trouvée neutralisée.
25.05.54	Les troupes franco-britanniques débarquent au Pirée pour empêcher les grecs de s'allier aux Russes dans le conflit avec la Turquie.	
28.05.54	Les deux armées anglaise (25.000 hommes sous les ordres de Lord Raglan) et française (30.000 hommes sous les	

¹ Qui se trouve en très mauvaise santé, atteint d'une maladie du cœur ressentie depuis les années d'Algérie.

² Engels fournira dans son article du 26 juin 1854 (daté du 10 juin) un long commentaire sur l'importance stratégique de cette forteresse (MECW, vol. 13, « The Siege of Silistria », pp. 234-245). Il y reviendra dans l'article paru comme éditorial le 25 juillet 1854 sous le titre « The war on the Danube » (MECW, 13, pp. 276-281 et OP vol. V sous le titre « Le siège de Silistrie », pp. 83-91).

³ « Les puissances contractantes se garantissent réciproquement la possession de leurs territoires allemands et non allemands, en sorte que toute attaque, d'où qu'elle vienne, contre le territoire de l'une sera considéré comme un acte d'hostilité contre le territoire de l'autre. » (OP, « Alliance entre l'Autriche et la Prusse », vol. IV p. 263).

⁴ Marx rend compte de l'affrontement dans son article du *New York Tribune* du 16 mai 54 « The Bombardement of Odessa - Greece - Proclamation of Prince Daniel of Montenegro - Manteuffel's Speech » (MECW, vol. 13, pp. 173-180). Engels y revient dans son article du 6 juin 54 publié comme éditorial sous le titre « A Famous Victory » (MECW, vol. 13, pp. 192-195).

ordres de Saint-Arnaud) se déplacent à **Varna**, sur la côte bulgare.

On se prépare à affronter les Russes à Silistrie, mais les troupes sont laissées dans l'inaction. Or, l'intendance ne suit pas¹. Et surtout l'épidémie de **choléra** ne tardera pas à provoquer, dès juillet, un véritable désastre sanitaire.

Engels adressera une critique acerbe à l'inaction des troupes alliées à Varna alors que les Turcs se battent non loin pour défendre Silistrie : « Pendant ce siège décisif, écrit-il, 20.000 soldats anglais et 30.000 soldats français se trouvaient à quelques journées de marche de la forteresse, fumaient tranquillement leur pipe et se préparaient en toute tranquillité à recevoir le choléra. Et ces soldats étaient « la fine fleur des deux armées ». (...) L'histoire ne nous fournit pas un second exemple qu'une armée, si bien à portée, ait aussi lâchement abandonné ses alliées à leur sort. Aucune campagne de Crimée, aucune victoire ne pourra jamais laver cette tache qui souille le blason des commandants en chef français et anglais. Que serait-il advenu des Anglais à Waterloo, si le vieux Blücher, après la défaite qu'il avait essuyée deux jours auparavant à Ligny, avait agi aussi consciencieusement que Raglan et Saint-Arnaud ?² »

- 03.06.54 Ultimatum commun des Autrichiens et des Prussiens à la Russie lui intimant d'évacuer la Moldavie et le Valachie³.
- 14.06.54 Signature à Constantinople d'une alliance entre la Turquie et l'Autriche : celle-ci est autorisée à occuper les principautés danubiennes jusque la fin du conflit (et cela au nom même de la Turquie) et à intervenir si nécessaire en Bosnie, en Albanie et au Monténégro, cela tout en gardant son statut de nation non belligérante.

L'évacuation des principautés danubiennes

- 23.06.54 **Coup de théâtre** : les Russes décident de lever le siège de Silistrie après quarante jours d'assauts repoussés⁴. Ils entreprennent non moins d'évacuer les principautés danubiennes de Valachie et de Moldavie et repassent le Danube, cela surtout pour éviter un conflit armé avec l'Autriche qui a massé des troupes près de la frontière et qui maintient sa pression politique.

Profitant du retrait russe, et sur base de leur récent accord avec les Turcs, les Autrichiens interviendront dès le 26 août dans les principautés pour s'y installer durablement en gardant toutefois leur position officielle de neutralité dans le conflit.

Embarras des alliés puisque la condition d'évacuation de troupes russes est remplie. Que faire ? Continuer la guerre ?

Sur le front du Danube, la guerre semble terminée.

Se profile un hiver d'inaction pour les troupes. Que faire, en effet, des armées pendant les nouvelles négociations qui s'annoncent ?

Les anglais sont surtout désireux d'affaiblir la puissance maritime russe et décident de lancer une attaque contre le port de Sébastopol.

¹ Engels réserve à cette question de l'intendance de sévères commentaires dans son article du 10 juin 54, « La situation actuelle de l'armée anglaise », OP, vol. IV, pp. 258-261.

² Engels, article du 30.09.54 « La situation en Valachie », OP, vol. V, pp. 141-142.

³ Marx cite dans son article du 21 juillet 1854 le texte précis de la note autrichienne tel que l'a publié la *Kölnische Zeitung*. Un bel exemple de rhétorique diplomatique, faite de politesse et de fermeté. (OP, vol. V, « L'Autriche et la Valachie », pp. 77-48).

⁴ Engels évalue à 25.000 victimes les pertes humaines des Russes au cours de ce siège (OP, vol. V, « Le siège de Silistrie », p. 89).

- 07.07.54 Nouvelle défaite des Russes devant les Turcs à Giurgevo (une ville frontière sur le Danube, entre la Roumanie et la Bulgarie)
- 09.07.54 Les premiers cas de **choléra** se déclarent à Varna (où se trouvent quelques 70.000 soldats anglais et français). L'épidémie va aussitôt exercer ses ravages dans le camp, mais aussi à Gallipoli. Les victimes tombent par milliers¹.
- 18.07.54 C'est dans ce contexte que les Anglais et les Français tiennent un conseil de guerre : ils décident d'envahir la Crimée et d'assiéger Sébastopol. Dès le 19 juillet, une mission militaire anglo-française part en reconnaissance dans les environs de Sébastopol.
- 08.08.54 Conférence de Vienne « **Quatre points** » sont établis par l'Autriche, l'Angleterre et la France pour servir de base à la paix. Ils concernent 1. la fin du protectorat russe sur les principautés danubiennes, 2. la libre circulation sur le Danube, 3. la convention de 1841 sur les détroits² et 4. le partage des privilèges religieux des chrétiens de l'empire ottoman. La Russie rejette cet accord qu'elle estime humiliant après sa décision d'évacuer les principautés danubiennes.
- 16.08.54 Engagement dans la Baltique et chute de la forteresse de **Bomarsund**³. La Suède et le Danemark se sont déclarés neutres dans le conflit.
- 02.09.54 Embarquement des français et des anglais⁴ en vue de Sébastopol⁵. Ce sont quelque 400 navires qui se mettent en mouvement.
- 14.09.54 Du 14 au 18 septembre, 53.000 soldats français et anglais auxquels s'ajoutent 6.000 Turcs débarquent en Crimée dans la baie de Kalamita, près d'**Eupatoria**, à quelque 50 km au nord de Sébastopol. Le débarquement s'accomplit en l'absence de toute force armée russe qui l'empêche. Les Russes ne s'attendaient pas, en effet, à une attaque par le Nord dont la ligne de défense sur quelque 7 km avait plutôt été négligée.
- 20.09.54 Défaite russe à la bataille de **l'Alma** Les Russes déploient un front de batteries en surplomb de la rive sud du fleuve Alma, mais les forces franco-anglaises emportent la position. Ils ont l'avantage d'un meilleur équipement militaire : fusils à canons rayés (qui permettent une ouverture du feu à plus longue distance) et force de frappe supérieure de l'artillerie. Cette défaite n'entame toutefois pas la capacité de résistance des Russes.
- A la perspective d'une victoire rapide se substitue celle d'un long siège, et dans les conditions difficiles d'un hiver rigoureux.

Une anecdote, mais significative : la bataille de l'Alma a donné lieu à la diffusion de la

¹ En août 1854, les troupes françaises auront perdu 5.000 hommes. (A. Gouttman, p. 168)

² Dans les faits, ce point visait la limitation de la puissance navale russe dans la mer Noire.

³ L'évènement va faire l'objet de deux articles d'Engels publiés (comme éditoriaux) les 4 et 9.09.54 sous le même titre « The capture of Bomarsund » (MECW, t.13, pp. 379-383 et 384-388). Marx en rend compte plus brièvement dans son courrier du 4.09.54 1854 (« Revolution in Spain - Bomarsund », MECW, pp. 372-378, et OP vol. 5, pp. 133-135 sous le titre « La prise de Bomarsund »).

⁴ Ceux-ci avec, semble-t-il, un ou deux jours de retard. Par ailleurs, le choléra n'a pas cessé de produire ses effets au sein des garnisons embarquées.

⁵ Ils quittent une ville, Varna, qui a été dévastée, le 10 août dernier, par un vaste incendie, lequel a détruit une part importante des équipements militaires disponibles.

fausse nouvelle de la chute de la forteresse de Sébastopol elle-même. Emise de Bucarest et de Vienne, l'information a aussitôt été reproduite par la presse anglaise et annoncée au Parlement avec toute l'exaltation que l'on devine. En France, Napoléon III lui consacre son discours de Boulogne du 30 septembre 54. Engels s'en fait l'écho dans son article du 17 octobre intitulé « The News from Crimea¹ », mais, témoignage de sa lucidité, il s'y exprime avec une extrême prudence. L'information sera très vite démentie².

Le 23.09.54, les Russes coulent leur propre flotte à l'entrée de la rade de Sébastopol, interdisant ainsi l'entrée aux navires ennemis. L'attaque se faisant par le nord, ils transposent dans la citadelle l'ensemble leur batteries marines.

- 26.09.54 Saint-Arnaud, qui est à l'article de la mort, victime du choléra et de ses affections cardiaques, cède son commandement à Canrobert. Il mourra le 29 décembre 54.
- 28.09.54 Début du **siège de Sébastopol**. Il durera jusqu'au 8 septembre 1855
- 17.10. 54 Le **premier** assaut contre la place, précédé par un bombardement par mer et par terre, se solde par un échec.
- 25.10.54 Bataille de **Balaklava**. Les Russes tentent de briser le siège de la ville et se lancent à l'assaut des unités britanniques et turques sur le port de Balaklava où les Anglais avaient établi leur base de ravitaillement. L'engagement sera principalement un combat entre les cavaleries des deux armées.
- Les Russes doivent de replier, mais gardent une position dominante sur le site, coupant ainsi la communication avec les troupes anglaises disposées pour le siège de Sébastopol, et cela au début de l'hiver.
- C'est lors de cette bataille que se situe l'épisode devenu célèbre de *la charge de la brigade légère* : l'assaut est lancé dans de telles conditions d'imprudence (à front découvert dans une vallée contre une position russe armée d'artillerie) qu'il aboutit à un massacre³.
- 05.11.54 Bataille de **Inkerman**. Les Russes (qui ont reçu des renforts de l'intérieur du pays⁴) reprennent l'initiative et décident d'attaquer les troupes britanniques sur le mont Inkerman mais, en dépit de leur supériorité numérique, ils ne parviennent pas à obliger leurs adversaires à lever le siège. Cette fois, c'est clairement pour eux une lourde défaite, avec de très nombreuses pertes humaines⁵.

¹ MECW, t. 13, pp. 477-482.

² Un démenti qui fait l'objet des deux articles d'Engels parus le 21.10.54 sous le titre « The Sevastopol Hoax » (Le canular de Sébastopol), MECW, t. 13, pp. 483-487 et pp. 488-491. Il revient sur la bataille de l'Alma dans son article du 23.10.54 « The Battle of the Alma » (MECW t. 13, pp. 492-497).

³ Les britanniques perdent 247 cavaliers sur un ensemble de 673. On compte 475 chevaux sur le terrain. Ces données chiffrées varient évidemment d'une source à l'autre. La question des responsabilités dans les ordres émis fera l'objet de nombreuses polémiques relatives notamment à la conduite du commandant de la brigade, Lord Cardigan, une personnalité typique d'une certaine caste hautaine d'officiers anglais.

⁴ Une latitude dont Engels s'étonnera à maintes reprises dans ses commentaires.

⁵ De part et d'autre, d'ailleurs. Engels rend compte de cette bataille dans son article « The Battle of Inkerman », paru le 14.12.54 dans le *New York Tribune* (MECW, vol. 13, pp. 528-535).

14.11.54 Ouragan en Crimée. Cette violente tempête va provoquer la perte de 40 navires français et anglais chargés d'apporter aux troupes les provisions et les équipements indispensables pour affronter l'hiver. L'évènement ajoute à l'incurie des services qui avaient en charge les approvisionnements de toutes sortes¹.

On s'installe désormais dans la perspective **d'une guerre de longue durée.**

Cette trêve sera mise à profit pour relancer les négociations diplomatiques.

Parallèlement, sur le terrain de Sébastopol, les deux camps s'affairent aux travaux de fortifications, tranchées et barricades. Les renforts affluent de chaque côté. Les combats prennent la forme d'une multitude d'accrochages, de nuit le plus souvent et chaque fois meurtriers. Pour tous, le siège est un calvaire.

02.12.54 Nouveau traité d'alliance entre la France, l'Angleterre et, cette fois, l'Autriche.

On y reprend les fameux « quatre points » de la conférence de Vienne du 8 août dernier, mais cette fois, l'Autriche s'engage davantage militairement du côté des forces franco-britanniques.

Cet accord surprendra (et irritera) d'autant plus les Russes que le 28 novembre 54, le tsar avait laissé entendre par son ambassadeur à Vienne qu'il était prêt à négocier sur la base des quatre points de la convention de Vienne du 8 août.

28.12.54 Se tient à l'ambassade anglaise de Vienne une conférence où les puissances occidentales précisent à nouveau les quatre points, durcissant même leurs exigences sur la circulation maritime en Mer Noire². Le tsar fera savoir dès le 7 janvier 1855 qu'il est prêt à négocier sur cette base. Les négociations peuvent donc s'engager. Il faudra toutefois attendre le 15 mars 1855 pour que s'ouvre à Vienne un nouveau congrès en vue de la paix.

1855

18.01.55 Napoléon III entreprend des négociations avec Alexandre II mais Palmerston, devenu premier ministre en février 1855, plaidera pour la poursuite des hostilités.

26.01. 55 Cavour engage le Piémont dans le conflit aux côtés de la France et de l'Angleterre. Il met au service des alliés un contingent de 15.000 Sardes. La manœuvre est ouvertement tournée contre Vienne.

29.01.55 Chute du ministère anglais et arrivée au

¹ Au point de soulever une violente campagne d'opinion en Angleterre. La presse dénonce les conditions dramatiques auxquelles les troupes doivent faire face et réclame des sanctions. La Chambre des Communes sera contrainte de mettre en place en janvier 1855 une commission d'enquête sur la situation de l'armée en Crimée et le cabinet Aberdeen devra démissionner.

² Ces négociations font l'objet des trois articles que Marx publie du 13 au 18.01.55 dans la *Neue Oder-Zeitung*, ses commentaires portant pour l'essentiel sur les débats dans la presse anglaise dont il reproduit de larges extraits. (OP, vol. V, « Les quatre points », pp. 202-212)

pouvoir de Palmerston.

- 17.02.55 **Bataille d'Eupatoria.** Les Russes tentent de s'emparer de la base d'Eupatoria où se trouvent les garnisons turques. Leur attaque aboutit à un sanglant revers. C'est leur troisième échec après les batailles de la Balaklava et d'Inkerman.
- 02.03.55 Mort du tsar Nicolas 1^{er}. Sa succession est assurée par son fils Alexandre II.
- 15.03.55 **Ouverture de la seconde conférence de Vienne.** Elle va durer jusqu'au 28 avril.
Le point d'accrochage sera le troisième point qui impose une stricte limitation de la présence navale russe dans la Mer Noire.
- 09.04.55 **Deuxième bombardement** de Sébastopol du 9 au 19 avril¹. Dès le mois de mars s'étaient succédé plusieurs tentatives, surtout par les troupes françaises, d'emporter divers secteurs des fortifications (la position dite notamment du « mamelon vert »), mais elles s'étaient soldées par un échec. On avait donc décidé de recourir à un nouveau bombardement général.
Cette fois encore, la citadelle tient le coup.
- 25.04.55 Alexandre II publie un manifeste appelant à la mobilisation de l'Empire pour la défense de Sébastopol.
- 4-26.05.55 **Expédition de Kertch.** Cette opération va singulièrement affaiblir les défenseurs qui vont ressentir durement la diminution de leurs approvisionnements en munitions et en nourriture.
Une escadre franco-britannique pénètre en mer d'Azov avec des troupes pour y bloquer le ravitaillement par ce chemin de la Crimée.
- 06.06.55 **Troisième bombardement** de Sébastopol. Mais l'offensive contre le mamelon, le bastion de Malakoff et le Redan connaît un nouvel échec, malgré certaines avancées importantes sous l'angle stratégique. La résistance russe faiblit.
- 17/18.06.55 **Quatrième bombardement** de Sébastopol. Le général Péliissier lance un assaut précipité le 18 juin, jour anniversaire de Waterloo². L'attaque vise le bastion de Malakoff : elle aboutit à un nouvel échec, et un échec sanglant. Le choléra de surcroît sévit à nouveau.
- 28.06.55 Mort de Lord Ragland, le commandant en chef anglais d'une attaque de choléra. Il se trouve remplacé par James Simpson.
- 16.08.55 **Bataille de la Tchernaiïa.** Les Russes lancent une (dernière) contre-offensive pour tenter de désenclaver la citadelle. Ils engagent deux corps d'armée

¹ Le premier avait eu lieu le 17 octobre 54.

² Engels évoque cette bataille dans son article paru le 26 juin 53 dans la *Neue Oder-Zeitung* sous le titre « L'Accident du 18 juin » (OP, vol. VII, pp. 117-123) et MECW, t. 14, « The Mishap of June 18 », pp. 297-301). « Le 18 juin, écrit-il, il s'agissait de représenter devant Sébastopol la bataille de Waterloo en une édition augmentée et avec un scénario tout modifié. Et, au lieu de cela, se produisit la première défaite sérieuse de l'armée franco-anglaise. » (OP, vol. VII, p. 118).

contre les forces françaises et sardes qui occupent les hauteurs de la rive gauche de la rivière Tchernaiä. Malgré une certaine supériorité numérique, ils échouent avec de lourdes pertes¹.

- 17.08.55 **5^e bombardement** de Sébastopol.
- 05.09.55 **6^e bombardement** de Sébastopol.
- 08.09.55 Les forces alliées lancent l'assaut contre la ville. Les Anglais sont repoussés mais les Français parviennent à d'emparer du **bastion de Malakoff**. La citadelle est désormais intenable.
- 09.09.55 Les Russes abandonnent la place et incendient la ville dès le 9 septembre après 332 jours de siège.
- 25.11.55 Prise de la forteresse turque de **Kars** par les Russes qui sauvent ainsi leur honneur militaire. C'est le dernier évènement important de la guerre de Crimée
- 27.12.55 Ultimatum autrichien en vue de la reprise des négociations de paix conditionnées par les fameux « quatre points ».
- 1856**
- 16.01.56 Le tsar Alexandre II accepte l'ultimatum autrichien.
- 01.02.56 Signature des préliminaires de paix.
- 25.02.56 Ouverture du Congrès de Paris.
- 30.03.56 Signature du **Traité de Paris**. - Garantie de l'intégrité de l'empire ottoman ;
- Liberté de navigation sur le Danube ;
- Neutralisation de la mer noire sans flotte de guerre, ni russe ni turque ;
- Renonciation à tout protectorat sur les chrétiens de l'Empire ottoman, lesquels seront traités sur un pied d'égalité.

¹ L'évocation « technique » de cette bataille fait l'objet de l'article d'Engels paru le 14.09.55 dans le *New York Tribune* sous le titre « The Battle of Chernaya », MECW, t. 14, pp. 504-512.

6.2. Sur la question d'Orient

« Pour moi, c'est de l'hébreu ».

Le **10 mars 1853**, Marx adresse à Engels la demande expresse de produire sans tarder un article sur « la détestable question orientale ». Il l'accompagne sa requête d'un bref commentaire associé aux récents événements du Monténégro¹ :

Il me faut absolument écrire un article de *haute politique* assez long pour soutenir l'ardeur de Dana. Donc il faut en venir à *la détestable question orientale* avec laquelle un misérable Yankee d'ici tente de me faire concurrence dans le *Tribune*². Mais cette question est essentiellement d'ordre militaire et géographique; donc ne relève pas de mon *département*. Il te faut encore une fois *t'exécuter*. Ce qu'il adviendra de l'empire turc, pour moi c'est « de l'hébreu³ ». Je ne puis donc pas donner de point de vue général.

Seulement pour un article de journal, dans lequel il faudrait du reste absolument éviter, dans la mesure du possible, d'aborder le fond de la question en se camouflant derrière une draperie militaro-géographico-historique, il me paraît nécessaire de s'en tenir aux points suivants, en provenance directe du Monténégro:

1. En dépit de toutes les polémiques et de tous les articles dont on nous abreuve, la *question orientale* ne sera jamais l'occasion d'une guerre européenne. Elle sera toujours replâtrée par la voie diplomatique jusqu'à ce que ça craque de tous côtés.
2. Intervention de la Russie en Turquie. Appétits autrichiens. Ambitions françaises. Les intérêts anglais. Importance commerciale et militaire de cette pomme de discorde.
3. Dans le cas où ça craquerait, la Turquie contraindrait l'Angleterre à se ranger du côté révolutionnaire, car c'est sur cette question que l'affrontement avec la Russie se produira nécessairement.
4. Démembrement inévitable de l'empire musulman. *D'une manière ou de l'autre*, il tombera aux mains de la civilisation européenne.

Pour le moment, il y aurait lieu de s'arrêter aussi spécialement sur l'affaire du Monténégro et d'examiner le rôle misérable que l'Angleterre y joue officiellement. Le sultan n'a cédé que parce que la France et l'Angleterre n'ont pas donné d'assurances quant à leur aide. Sous couvert de *l'entente cordiale* ces deux pays intrigant l'un contre l'autre ont rivalisé de coquetteries avec la Sainte Alliance. Attirer l'attention sur le fait que l'oligarchie au pouvoir en Angleterre ne peut pas ne pas être renversée ne serait-ce que parce qu'elle est devenue incapable de jouer son rôle traditionnel en politique extérieure, c'est-à-dire de défendre la position prépondérante de la nation anglaise face au continent.

Tout ça est très pauvre, mais enfin, il me faut un ou deux articles sur cette question pour tuer mon concurrent⁴.

Engels ne tardera pas à s'exécuter.

¹ Le Monténégro était d'actualité en 1853 en raison de son conflit de novembre 1852 à février 1853 avec l'Empire ottoman qui l'accusait de soutenir les rebelles de Herzégovine en lutte pour leur indépendance. L'intervention de l'Autriche avait contraint les Turcs à retirer leurs troupes. Le conflit s'était ainsi terminé sans véritable accord de paix.

² Marx fait ici référence aux articles parus dans le *New York Tribune* sous la signature A.P.C qui appartenait au journaliste hongrois Aurelius Ferenc Pulszky, un partisan de Kossuth.

³ Pour l'anecdote, la version originale allemande donne à lire « Was aus dem türkischen Reich werden soll, ist mir « spanisch » (*Karl Marx Friedrich Engels - Werke*, Band 28, Dietz Verlag Berlin, 1963, p. 222). « De l'espagnol », donc. M. Rubel, pour sa part, traduit par : « Ce qu'il adviendra de l'Empire turc, c'est du « chinois » pour moi. (K. Marx, *Œuvres*, vol. 4, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, p. 1572). La version anglaise est la moins expressive : « What is to Become of the Turkish Empire is something I have no clue about », soit, sobrement : « je n'en ai aucune idée ». (MECW, t.39, p. 288)

⁴ C3, pp. 331-332. L'italique dénote une phrase rédigée en français.

Dès la fin mars, il fournit à Marx les pages qui seront publiées en conclusion de l'article paru le **7 avril 1853** dans le *New York Tribune* sous le titre général « British Politics – Disraeli – The Refugees – Mazzini in London - Turkey¹ »

Cet article constitue **le premier** d'une très longue série² que Marx et Engels vont consacrer à la question d'Orient en général, à la guerre de Crimée en particulier.

Les nationalités en Turquie³

Daté du 22 mars 1853, le texte d'Engels est contemporain de la mission à Constantinople, le 28 février 53, du prince Alexandre Menchikov dont il souligne d'emblée « l'entrée extrêmement théâtrale » dans la ville :

« La population russe et grecque lui fit une telle réception qu'on aurait pu le prendre pour le tsar orthodoxe lui-même, venu restaurer la vraie foi à *Tsarigrad*⁴. La sensation fut extrême à Paris et à Londres à la nouvelle que le prince Menchikov (...) avait exigé du Sultan qu'il accordât à l'empereur de Russie le protectorat de tous les chrétiens résidant en Turquie ainsi que le droit de nommer le patriarche grec (...). »

(...)

Il ressort de tout cela que la question d'Orient est une fois de plus à *l'ordre du jour* en Europe, ce qui ne peut surprendre personne au courant de l'histoire générale.

(...)

Engels poursuit sur le thème du *statu quo* que les puissances d'Ancien Régime se sont efforcées de maintenir après 1815. Or dans le cas de la Turquie, note-t-il, cette situation s'est traduite par un *processus de dégénérescence*.

« (...) juste au moment où le parti réactionnaire a réussi à rétablir dans l'Europe civilisée le *statu quo*, l'on découvre qu'entre-temps le *statu quo* s'est modifié en Turquie, et de façon notable (...). Maintenir le *statu quo* en Turquie ! Il serait tout aussi facile de maintenir au même degré de putréfaction, avant la décomposition complète, le cadavre d'un cheval. La Turquie est pourrie et le sera de plus en plus, tant que durera le système actuel de l'équilibre européen et le maintien du *statu quo*. Et malgré les congrès, protocoles et ultimatums, elle contribuera chaque année pour sa part aux difficultés diplomatiques et aux embarras internationaux, tout comme n'importe quel corps en décomposition empest le voisinage avec son inévitable relent d'hydrogène carburé et autres gaz parfumés. »

Une version hyperbolique, pourrait-on dire, du thème récurrent de l'époque sur « la Turquie, l'homme malade de l'Europe ».

Engels entreprend alors de décrire l'enchevêtrement des peuples⁵ qui composent l'espace politique de l'empire ottoman en réservant le principal de son attention à la Turquie d'Europe¹ : « Le point réellement

¹ MECW, t.12, pp. 3-12. Marx à Engels, le 22-23 mars 1853 : « Ton article sur la Turquie est fameux ». (C3, p. 338).

² On en compte une quarantaine pour la seule année 1853...

³ C'est sous ce titre que la traduction par J. Molitor reproduit l'article (Karl Marx, *Œuvres politiques*, t.3 - La question d'Orient -, Alfred Costes Éditeur, Paris 1939, pp. 5-23). La rédaction du *New York Tribune* fit précéder cet article de l'avertissement suivant : « Marx a des opinions bien fermes qui lui sont propres et que nous sommes loin de partager pour certaines, mais ceux qui ne lisent pas ses lettres négligent l'une des plus instructives sources d'information sur les grandes questions de la politique européenne actuelle. ». (MECW, t.12, note 1, p. 635).

⁴ Après la chute de Constantinople en 1453, l'Eglise orthodoxe russe a entretenu la croyance d'une possible reconquête de la ville (sous le nom de *Tsarigrad*) sous son autorité théologique.

⁵ « Un conglomérat de races et de nationalités les plus disparates », écrit-il (p. 9).

litigieux, c'est toujours la Turquie d'Europe, la grande presqu'île au Sud de la Save² et du Danube. » (p. 9).

Il y distingue, à côté des Turcs eux-mêmes,

- les *Arnauts*, qui sont le nom donné à l'époque aux Albanais : « une race endurcie d'anciens montagnards » (p. 12) ;
- les *Valaques* ou *Daco-Romans*, les Roumains, disons ;
- les Grecs de Turquie³.

Il y distingue surtout les populations slaves, « la race, *écrit-il*, qui forme la grande masse de la population et dont le sang l'emporte dans tous les mélanges de races. On peut même affirmer qu'elle constitue le noyau principal de toute la population chrétienne entre le Morée et le Danube, la Mer Noire et les monts Arnauts. ».

Cette race, c'est la race slave et en particulier la branche désignée sous le nom d'Illyriens ou de Slaves du Sud⁴. Après les Slaves de l'Ouest (Polonais et Bohémiens) et les slaves de l'Est (Russes), ils forment la troisième branche de cette nombreuse famille slave qui, dans les douze derniers siècles, habitait l'est de l'Europe. Ces Slaves du Sud n'habitent pas seulement la majeure partie de la Turquie, mais encore la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie et la Hongrie méridionale. Ils parlent tous la même langue, très voisine du russe, et parmi toutes les langues slaves, de beaucoup la plus harmonieuse pour les oreilles des Occidentaux⁵.

Les Croates et une partie des Dalmates sont catholiques romains, tous les autres appartiennent à l'église orthodoxe grecque. Les catholiques romains se servent de l'alphabet latin, mais les grecs orthodoxes emploient l'alphabet cyrillien, également utilisé dans la langue de l'église russe ou vieille-slave. Cette particularité, jointe à la différence de religion, contribua à retarder tout progrès national sur l'ensemble du territoire des Slaves du Sud. Un habitant de Belgrade n'a pas besoin de savoir déchiffrer un livre imprimé à Agram⁶ ou à Becse⁷. Qui plus est, il refusera peut-être de le prendre en main, parce que l'alphabet et l'orthographe n'y sont pas orthodoxes. En revanche, il lui sera facile de lire et de comprendre un ouvrage imprimé à Moscou en langue russe, étant donné que les deux langues - particulièrement dans le système étymologique et vieux slave de l'orthographe - se ressemblent beaucoup, et que le texte est imprimé en caractères orthodoxes. La masse des Slaves grecs ne veut même pas que ses bibles, ses livres de liturgie ou de prières soient imprimés en Grèce parce qu'elle est convaincue que tout ce qui est fabriqué à Moscou-la-Sainte ou à l'imprimerie impériale de Saint-Petersbourg est revêtu d'un cachet spécial d'exactitude et d'orthodoxie, et même d'un parfum de sainteté. En dépit des efforts pan-

¹ « Laissons de côté, *note-il*, pour le moment, les possessions africaines, où l'Égypte seule peut être considérée comme réellement soumise au sultan. L'Égypte appartient aux Anglais plus qu'à n'importe qui. Si l'on arrive à un partage de la Turquie, l'Égypte reviendra forcément aux Anglais. » (p. 9) : une opinion qui rappelle la proposition du tsar Nicolas à l'ambassadeur anglais, Sir Hamilton Seymour, en janvier 1853.

² La Save est un affluent de la rive droite du Danube qu'elle rejoint à Belgrade.

³ Les Grecs « de Grèce » avaient pour leur part obtenu leur indépendance (du moins pour le Péloponèse et le sud de ce qu'on appelait alors la Roumélie) après une guerre de libération qui avait duré de 1821 à 1829, sanctionnée par le traité de Londres du 3 février 1830.

⁴ En 1848-1849, dans le contexte des événements révolutionnaires, Engels a développé à propos de ces populations slaves une analyse très tranchée sous la catégorie de « peuples dans histoire ». Nous renvoyons sur ce point précis au chapitre 5.2 de notre fascicule 14.

⁵ Engels à Marx, à propos du russe, le 18 mars 1852 : « Il faut que je vienne à bout cette année des langues slaves qui, au fond, ne sont pas si difficiles. Outre l'intérêt linguistique que cela représente pour moi, une autre considération joue aussi : lorsque le rideau se lèvera sur le prochain drame, il est bon qu'au moins un de nous connaisse la langue, l'histoire, la littérature et le détail des institutions sociales des nations avec lesquelles nous entrons immédiatement en contact. ». Et outre l'aspect strictement linguistique, il ajoute : « En effet, si Bakounine est devenu quelqu'un, c'est parce que personne ne connaissait le russe. Et on va de nouveau nous ressasser le vieux truc panslaviste qui consiste à transmuter en communisme la propriété communale des anciens slaves et à faire passer les paysans russes comme des communistes nés. » (C3, p. 82). Marx reviendra sur cette question de la propriété communale paysanne russe dans son projet de réponse à Vera Zassoulitch de février 1881.

⁶ Qui était le nom de Zagreb, capitale de la Croatie.

⁷ Qui était le nom serbe de Vienne.

slavistes des chauds partisans d'Agram et de Prague, le Serbe, le Bulgare, le rajah bosniaque, le paysan slave de Macédoine et de Thrace ont plus de sympathies nationales, de points de contact, de relations intellectuelles avec les Russes qu'avec les Slaves catholiques romains du Sud, qui parlent la même langue. Quoi qu'il arrive, c'est de Saint-Pétersbourg qu'ils attendent leur messie qui les délivrera de tout mal. Et s'ils appellent Constantinople leur Tsarigrad, leur Cité impériale, ils le font dans l'attente du tsar orthodoxe, qui viendra du Nord et fera son entrée pour rétablir la véritable foi, non moins qu'en souvenir du tsar orthodoxe qui régnait à Constantinople avant la prise de la ville par les Turcs.

Dans la plus grande partie de la Turquie, les Slaves sont, il est vrai, soumis à l'autorité directe des Turcs ; mais ils élisent eux-mêmes leurs pouvoirs locaux ; beaucoup d'entre eux (en Bosnie), ont embrassé la religion de leurs conquérants. La race slave n'a conservé ou conquis de vie politique que dans deux régions. En Serbie, dans la vallée de la Morava, province aux frontières naturelles nettement délimitées, qui a joué il y a six cents ans un rôle prépondérant dans l'histoire de ces contrées. Longtemps opprimés par les Turcs, les Serbes trouvèrent dans la guerre russe de 1809¹, l'occasion de s'assurer une existence autonome même si ce fut sous la suzeraineté turque. Depuis lors, la Serbie est toujours restée sous la protection directe de la Russie. De même qu'en Moldavie et en Valachie, l'autonomie politique a engendré des besoins nouveaux et imposé à la Serbie des relations plus suivies avec l'Europe occidentale. La civilisation a petit à petit pris racine, le commerce s'est développé, des idées nouvelles sont nées, et c'est ainsi qu'au centre même de la citadelle de la sphère d'influence russe - dans la Serbie slave et orthodoxe - nous trouvons un parti du progrès anti-russe, très modéré, d'ailleurs, dans ses aspirations de réforme, ayant à sa tête l'ancien ministre des Finances, Garachanine².

Si la population gréco-slave arrivait un jour au pouvoir dans ce pays qu'elle habite et où elle constitue les trois quarts de la population totale (7 millions), il ne fait pas de doute que les mêmes besoins ne tarderaient pas à susciter dans son sein un parti progressiste anti-russe, comme ce fut toujours le résultat inévitable de l'indépendance même partielle, conquise par une partie quelconque de la Turquie.

Au Monténégro, nous n'avons pas de vallée fertile avec des villes relativement importantes, mais un pays montagneux, infertile et d'accès difficile. Des bandes de brigands s'y sont établies, elles rançonnent les plaines et entassent leur butin dans leurs repaires fortifiés. Ces seigneurs romantiques, mais passablement incommodes, sont depuis fort longtemps une plaie pour l'Europe. Et il est absolument conforme à la politique de l'Autriche et de la Russie de prendre la défense de ces montagnards et de leur droit de brûler les villages avec leurs habitants et d'emporter les troupeaux.

*

Engels reviendra sans tarder à trois reprises sur la question turque : le **12 avril 1853** dans un article intitulé « Le véritable point litigieux en Turquie³ », le **19 avril 1853** dans un article intitulé « La question turque⁴ », le **21 avril 1853** dans un article intitulé « Que deviendra la Turquie d'Europe ?¹ ».

¹ Référence à la guerre russo-turque de 1806-1812. Le traité de paix de Bucarest en 1812 accordait une large autonomie à la Serbie, mais il faudra l'insurrection serbe de 1815 pour confirmer cette autonomie sous protectorat russe.

² Ilija Garašanin a été, d'avril 1852 au 24 mars 1853, ministre des Affaires étrangères de la Serbie qui, comme Engels le signale, était à l'époque (et depuis 1817) un protectorat russe intégré dans l'empire ottoman. Connu pour son opposition à toute alliance militaire avec la Russie, il a fait l'objet d'une intervention du prince Menchikov auprès du prince Alexandre de Serbie réclamant sa démission. Bien que licencié, il préservera la neutralité de la Serbie lors du conflit de Crimée.

³ « The Real Issue in Turkey » (MECW, t.12, pp. 12-17). L'article a été publié comme éditorial par le *New York Tribune*.

⁴ « The Turkish Question » (MECW, t.12, pp. 22-27). L'article a été publié comme éditorial par le *New York Tribune*.

Le véritable point litigieux en Turquie

Engels souligne d'emblée l'importance stratégique pour l'Angleterre de la question turque² :

Nous nous étonnons que, dans la discussion actuelle de la question d'Orient, les journaux anglais n'aient pas fait ressortir plus nettement les intérêts vitaux qui devraient faire de l'Angleterre l'adversaire irréductible, acharné, des désirs d'annexion et d'expansion manifestés par la Russie. L'Angleterre ne saurait admettre que la Russie devienne maîtresse des Dardanelles et du Bosphore. Au double point de vue commercial et politique, il y aurait là un coup terrible, sinon mortel, porté à la puissance de l'Angleterre. Pour nous en convaincre, il nous suffira de jeter un coup d'œil sur les relations commerciales de l'Angleterre avec la Turquie.

Il poursuit en dressant un historique des rapports commerciaux entre l'Angleterre et les marchés d'Orient et en soulignant le rôle central de la Mer noire dans les échanges et la position clé à la fois de Constantinople et du port de Trébizonde sur fond de concurrence directe avec la Russie :

L'inéluctable nécessité d'étendre sans cesse son commerce - ce fatum qui, tel un spectre, hante l'Angleterre moderne et qui, s'il ne reçoit pas satisfaction immédiate, provoque ces terribles bouleversements, dont l'effet se fait sentir de New York à Canton et de Saint-Pétersbourg à Sidney - cette nécessité inflexible oblige le commerce anglais à attaquer l'Asie centrale par deux côtés à la fois, par l'Indus et par la mer Noire ; et bien que nous sachions fort peu de chose sur les exportations russes vers cette partie du monde, l'accroissement de l'exportation anglaise dans cette région nous autorise à conclure tranquillement que le commerce russe doit y avoir baissé de façon sensible. Le champ de bataille commercial où luttent la Russie et l'Angleterre a été déplacé de l'Indus à Trébizonde et le commerce russe qui se risquait jadis jusqu'aux frontières de l'Empire anglais d'Orient, se cantonne maintenant à la défensive et à la protection de la limite extrême de sa frontière douanière. L'importance de ce fait saute aux yeux quelle que doive être d'ailleurs la solution future de la question d'Orient et le rôle qu'y joueront l'Angleterre et la Russie. Aujourd'hui et toujours, ces deux pays se heurtent à l'est.

Engels termine son exposé sur l'aspect militaire de la question en dressant un tableau alarmant de l'expansionnisme russe :

Le détroit des Dardanelles et du Bosphore est (...) si étroit qu'un certain nombre de forts, construits aux endroits propices et bien armés - la Russie ne manquerait pas de les construire aussitôt après sa prise de possession - pourraient tenir tête aux flottes alliées du monde entier, si celles-ci essayaient d'en forcer l'entrée. Alors la mer Noire ne serait plus qu'un lac russe (...). La résistance des Caucasiens serait bien vite brisée par la famine ; Trébizonde deviendrait un port russe et le Danube un fleuve russe. En outre, l'empire turc, après la perte de Constantinople serait coupé au milieu. La Turquie d'Asie et la Turquie d'Europe ne pourraient plus communiquer entre elles, ni se soutenir, et le gros de l'armée turque, refoulé en Asie, serait condamné à une inactivité complète.

Le risque d'une emprise russe sur le reste de l'Europe est évident. Engels insiste surtout dans sa conclusion sur la dimension politique de cette hégémonie. La menace absolutiste que représente cette ambition panslaviste ne vise en effet rien d'autre, à ses yeux, que la force d'impulsion elle-même du **mouvement révolutionnaire issu de 1789**.

¹ « What is To Become of Turkey in Europe » (MECW, t.12, pp. 32-36). L'article a été publié comme éditorial par le *New York Tribune*.

² K. Marx, *Œuvres politiques*, tome III « La question d'Orient », pp. 23-23.

En ce moment, la révolution semble être réprimée, mais elle est vivante et plus redoutée que jamais. Nous n'en voulons pour preuve que la terreur éprouvée par la réaction à la nouvelle de la dernière insurrection de Milan. Mais le jour où la Russie sera maîtresse de la Turquie, sa force en sera augmentée de presque la moitié, et elle l'emportera sur toute l'Europe coalisée. Un tel événement serait un malheur indescriptible pour la cause révolutionnaire. Le maintien de l'indépendance turque ou la mise à néant des projets annexionnistes de la Russie, dans le cas d'une désagrégation toujours possible de l'Empire ottoman, sont choses fort importantes. Ici, les intérêts de la démocratie révolutionnaire et de l'Angleterre sont étroitement liés. Ni la démocratie ni l'Angleterre ne peut permettre au tsar de faire de Constantinople l'une de ses capitales et si l'affaire est poussée au pire, nous verrons l'une et l'autre opposer la même résistance énergique.

*

Les deux suivantes contributions d'Engels en ce mois d'avril 1853, « La question Turque », le **19 avril**, et « Que deviendra la Turquie d'Europe ? », le **21 avril**, seront à nouveau publiées par le *New York Tribune* comme des éditoriaux. C'est dire l'estime dans laquelle ces analyses étaient tenues.

Notons qu'entretemps a paru le **11 avril 53**, sous la plume de Marx, cette fois¹, un article intitulé « La presse de Londres. La politique de Napoléon à propos de la question turque² ». Marx s'y livrait à une critique sévère de la position du *Times* sur le sujet, accusant le journal de complicité avec la Russie.

La question turque³

L'argument d'Engels consiste à souligner une nouvelle fois l'inertie des diplomaties occidentales, de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche même, devant la question d'Orient et singulièrement devant les manœuvres de la Russie :

(...) pendant que l'Angleterre, la France et même, durant quelque temps, l'Autriche, marchaient à l'aveuglette dans leur politique orientale, elles furent toutes dupées par une autre puissance. En Russie, ce pays qui, par ses traditions et ses institutions, son essence et sa situation, est à demi asiatique, il s'est trouvé suffisamment de gens ayant la réelle compréhension du véritable état et du caractère de la Turquie. Ils avaient la même religion que les neuf dixièmes de la population de la Turquie d'Europe; leur langue était à peu près la même que celle de sept millions de sujets turcs; et la facilité bien connue, avec laquelle un Russe apprend à parler, sans les posséder à fond, les langues étrangères, permit à des agents russes bien payés de se familiariser aisément avec les affaires turques. Des centaines d'agents russes parcouraient la Turquie et attiraient l'attention des chrétiens grecs sur le souverain orthodoxe, le chef, le protecteur naturel et finalement le libérateur de l'église orientale opprimée; aux Slaves du Sud, ils représentaient ce même souverain sous les traits du tzar tout-puissant qui devait, tôt ou tard, réunir sous le même sceptre toute les tribus de la race slave et en faire la race dominante de l'Europe. Le clergé de l'église grecque ne forma bientôt qu'une seule conjuration, dont le but était la propagation de ces idées. Le soulèvement serbe de 1804⁴ et l'insurrection grecque de 1821 avaient été plus ou moins fomentés par l'or et l'influence russe; et partout où des pachas turcs élevaient l'étendard de la révolte contre le Pouvoir central, des intrigues russes étaient de la partie et le rouble jouait son rôle habituel. Et tandis que les diplomates occidentaux se cassaient vainement la tête à propos des questions intérieures de la Turquie, alors qu'ils ne connaissaient pas un traître mot aux véri-

¹ Et pour la première fois sur le sujet.

² « Th London Press – Policy of Napoleon on the Turkish Question », MECW, t.12, pp. 18-21. La traduction française se trouve reproduite aux pages 937-939 de *K. Marx Œuvres*, vol. IV, Bibl. de la Pléiade. La presse londonienne, observe Marx, s'était indignée de cette prise de position russophile. Il stigmatisait par ailleurs l'ambiguïté de la politique française dans cette affaire.

³ K. Marx, *Œuvres politiques*, tome III « La question d'Orient », pp. 31-40.

⁴ L'édition Alfred Costes commet ici une coquille en mentionnant la date de 1809.

tables questions litigieuses, pas plus que l'homme dans la lune, la guerre fut déclarée, les troupes russes envahirent les Balkans et l'empire ottoman fut déchiqueté membre par membre¹.

La prise de conscience de la situation par les puissances occidentales n'aboutit toutefois qu'à une politique de statu quo. Et Engels de se livrer à une revue des diverses positions soutenues sur le sujet par la presse anglaise², du *Times* au libéral *Daily News*, en fin de compte tout entière au service, à ses yeux, de la puissance russe dans la région.

L'article se termine par une évocation du personnage turcophile de David Urquhart³.

*

Engels termine le cycle des articles d'avril 1853 par une contribution parue le **21.04.53** sous le titre « Que deviendra la Turquie d'Europe ?⁴ ».

« Que deviendra la Turquie d'Europe ? »

Le thème principal consiste en une reprise de la dénonciation de la politique *de statu quo* pratiquée par les puissances occidentales qu'Engels accuse d'être un aveuglement devant les visées hégémoniques de la Russie.

Faut-il craindre le déclenchement d'une guerre européenne⁵ ?

Engels n'hésite pas à mobiliser sur la question un *raisonnement de tonalité hégélienne* sur les nécessités du cours de l'histoire, « sa marche d'airain » :

(...) les Clarendon⁶, Palmerston⁷, Aberdeen⁸ et tous les ministres des Affaires étrangères sur le continent (...) n'y pensent qu'avec un frémissement d'horreur. Mais celui qui, par l'étude de l'histoire, a jamais appris à admirer les vicissitudes incessantes des destinées humaines, où rien n'est constant que l'inconstance, où le changement seul est invincible; celui qui a suivi la marche d'airain de l'histoire dont les roues écrasent sans pitié les ruines de grands empires et broient sans compassion des générations entières; celui qui, en un mot, sait comprendre que nulle invite démagogique, nulle proclamation révolutionnaire n'aura d'action aussi profonde que les simples faits de l'histoire de l'humanité; celui qui a su se rendre compte du caractère éminemment révolutionnaire du temps actuel, où la vapeur et le vent, l'électricité et l'encre d'imprimerie, l'artillerie et les mines d'or se coalisent pour produire en une année plus de changements et de révolutions que n'en produisait jadis un siècle tout entier; celui-là n'hésitera certainement pas à se po-

¹ Engels fait ici référence aux guerres russo-turques de 1806-1812 et de 1828-1829, laquelle se termina par le traité d'Andrinople qui reconnaissait l'autonomie de la Serbie, la Russie obtenant pour elle-même d'importantes concessions en Géorgie et dans le delta du Danube, la Moldavie et la Valachie passant sous protectorat russe.

² En écho à l'article du 11 avril 1853.

³ Engels suit ici de près l'évocation qu'il faisait du personnage d'Urquhart dans sa lettre à Marx du 9 mars 1853. (C3, p. 327). Il nuance toutefois singulièrement la turcophilie du personnage en faisant observer que l'accroissement des activités économiques en Turquie (et même, écrit-il « le progrès quant à la civilisation générale...») n'est pas le fait des Turcs eux-mêmes mais des négociants arméniens, grecs et slaves établis dans les grands ports et les centres commerciaux, la seule action du pouvoir turc étant de prélever l'impôt.

⁴ « What is to Become of Turkey of Europe ? (MECW, pp. 32-35). Le texte a paru comme éditorial. Nous suivons la traduction de J. Molitor, K. Marx, *Œuvres politiques, op.cit.*, pp. 41-49.

⁵ Engels parle même d'une « guerre mondiale ».

⁶ Le comte de Clarendon a été, entre 1853 et 1858, Ministre des Affaires étrangères du gouvernement anglais.

⁷ Lord Palmerston a été, entre 1852-1855, Ministre l'Intérieur du gouvernement anglais.

⁸ George Hamilton-Gordon, comte d'Aberdeen a été entre 1852 et 1855 Premier Ministre d'un ministère de coalition composé de Whigs et de Peelites.

ser cette question historique, dans la seule crainte que la seule bonne solution qu'elle comporte pourrait amener une guerre européenne.

Un raisonnement qu'il conclut dans la perspective la *révolution européenne*¹.

Mais les gouvernements, avec leur diplomatie surannée, ne résoudre jamais la difficulté. Comme pour tant d'autres problèmes, la solution du problème turc reste réservée à la révolution européenne. Cette affirmation n'a rien d'outrecuidant. Depuis 1789, la Révolution ne cesse de gagner du terrain et d'étendre ses frontières. Elle s'est arrêtée à Varsovie, Debreczin et Bucarest; mais elle poussera jusque Pétersbourg et Constantinople, Ce sont les deux endroits les plus vulnérables par lesquels il faut attaquer le colosse antirévolutionnaire russe.

La conclusion d'Engels dresse les perspectives démocratiques d'une prise de pouvoir des slaves méridionaux dans l'ensemble de la péninsule balkanique, lesquels sont à ses yeux « les représentants exclusifs de la civilisation ». Leur constitution en nation, à l'instar de la Serbie, sera la meilleure garantie d'une résistance efficace à l'hégémonie russe et d'une influence durable « de la civilisation occidentale et du commerce occidental dans le sud-est de l'Europe. ».

*

C'est à partir de juin 1853 que Marx lui-même expose son point de vue² sur l'affaire de Turquie. Il commente la situation en conclusion de l'article paru le **9 juin 1853** sous le titre complet de « Affairs in Holland – Denmark – Conversion of the British Debt – India, Turkey and Russia³ ».

La Turquie et la Russie⁴

Le contexte demeure celui de la délégation russe conduite par le prince Menchikov à Constantinople depuis le 28 février 1853. La presse⁵ a rendu compte des exigences expresses de la part des Russes sous la forme, cette fois, en début de mai 1853, d'un quasi ultimatum réclamant le privilège d'exercer son protectorat sur toute l'Eglise orthodoxe de Turquie et du refus des Turcs de répondre à cette menace.

L'affaire s'est à ce point tendue que le gouvernement anglais a pris la décision d'envoyer plusieurs frégates en Méditerranée. Vers la mi-juin, les flottes française et anglaise feront leur jonction dans la baie de Bésika, à l'entrée des Dardanelles.

Marx termine son article par un commentaire très comparable à celui d'Engels, le 21 avril dernier, sur le caractère inéluctable d'un affrontement entre, d'une part, l'absolutisme russe et, d'autre part, le processus révolutionnaire européen qu'il nomme « le *fatum* moderne » :

Pas même une série de victoires décisives n'aurait permis à la Russie de présenter à la Turquie des exigences aussi excessives. C'est la meilleure preuve de l'obstination avec laquelle la Russie tient à son idée fixe et profondément enracinée que tout interrègne de la contre-révolution en Europe lui donne droit d'arracher de nouvelles concessions à l'empire ottoman. En fait, depuis la première Révolution française, toute régression enregistrée sur le continent était synonyme d'un progrès russe en Orient. Mais la Russie fait erreur, si elle identifie la si-

¹ Un concept toutefois imprécis sous sa plume, compte tenu de ce qu'il a plus précisément en tête en visant la révolution prolétarienne. Mais il doit à l'évidence tenir compte du public et de la rédaction du *New York Tribune*.

² Sa première intervention sur le sujet date, on s'en souvient, de l'article du 11 avril 53.

³ MECW, t.12, pp. 101- 106. L'article est daté de Londres du 4 mai 1853. A cette date, le refus, le 10 mai, des Turcs de répondre à l'ultimatum russe n'est pas encore connu.

⁴ Karl Marx, *Œuvres politiques*, tome III, op.cit., pp. 50-53. Une autre traduction se trouve aux pages 940-943 de Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, vol. IV.

⁵ Marx se réfère aux nouvelles diffusées en France par le *Journal des Débats*.

tuation actuelle de l'Europe avec celle qui suivit les congrès de Laibach¹ et de Vérone² La Russie redoute elle-même la révolution qui suivra forcément toute guerre générale sur le continent, bien plus que la Turquie ne redoute une attaque de la part du tsar. Que les autres puissances tiennent bon et la Russie battra modestement en retraite. Quoi qu'il en soit, les partis intérieurs qui cherchent à désorganiser la Turquie ont reçu une puissante impulsion par la dernière démarche russe. Il s'agit uniquement de savoir si la Russie obéit à sa propre et libre initiative, ou si elle n'est que le serviteur inconscient et récalcitrant du *fatum* moderne, la Révolution. Je penche pour la seconde solution.

Il y a, on le voit, chez Marx comme chez Engels, une **constante** dans cette référence au *processus révolutionnaire européen* comme la seule force capable de s'opposer à l'expansionnisme absolutiste russe. Or, ils en ont pris conscience, le mouvement ouvrier est à l'arrêt. L'idée qui régit leur raisonnement vise donc les responsabilités de la démocratie bourgeoise dans le rôle que lui assignait le *Manifeste* de créer les conditions de la révolution prolétarienne³.

*

L'actualité des mois de **juin à juillet 1853** est marquée par les conséquences diplomatiques, avant d'être militaires, du refus par les Turcs, le 17 juin 53, de l'ultimatum russe et du manifeste aussitôt publié, le 26 juin 53, par le tsar Nicolas Ier.

Les articles de Marx qui correspondent à cette période n'apportent qu'une description sans véritable intérêt, sinon anecdotique⁴, d'une actualité mouvante et incertaine. Les **deux thèmes récurrents** demeurent la dénonciation de la politique expansionniste russe⁵ ainsi qu'une critique sévère des atermoiements de la presse londonienne (du *Times*, en particulier) et du gouvernement britannique (en la personne d'Aberdeen) sur la question⁶.

Ce sont :

- le 14 juin 53, l'article intitulé « The Turkish Question, - The Times – Russian Aggrandizement⁷ ».
- le 22 juin 53, l'article intitulé « The Russian Humbug – Gladstone's Failure – Sir Charles Wood's East Indian Reforms⁸ ».
- le 01.07.53, l'article intitulé « English Prosperity – Strikes – The Turkish Question - India⁹ ».
- le 08.07.53, l'article intitulé « Turkey and Russia – Connivance of The Aberdeen Ministry With Russia – The Budget – Tax on Newspaper Supplements - Parliamentary Corruption¹⁰ ».
- le 14.07.53, l'article intitulé « Russian Policy against Turkey – Chartism¹¹ ».
- le 20.07.53, l'article intitulé « The Turkish War Question – The *New York Tribune* in The House Of Com-

¹ C'est à Laibach (aujourd'hui Ljubljana, en Slovénie) que s'est tenu, du 26 janvier au 12 mai 1821, un congrès de la Sainte Alliance. On y avait décidé d'envoyer des troupes en Italie pour y combattre les mouvements de libération nationale.

² Le congrès de la Sainte Alliance à Vérone en octobre 1822 avait décidé de l'intervention des armées françaises contre les libéraux espagnols.

³ Cette position belliciste est conforme à celle de toute la gauche française à cette époque, par hostilité contre le tsar et par calcul, espérant qu'une éventuelle défaite provoquerait la chute de Napoléon III.

⁴ A l'exception, bien sûr, des multiples rappels historiques auxquels se livre Marx en vue d'éclairer une actualité diplomatique en faux-semblant et surtout d'argumenter sa critique de la politique anglaise qu'il tient pour complaisante envers la Russie.

⁵ Qu'il nomme « l'autocrate barbare » (Riazanov, p. 86)

⁶ Aberdeen et le *Times* que Marx n'hésite pas à accuser de lâcheté. (Riazanov, p. 67)

⁷ L'article est daté du 31 mai 43. MECW, t.12, pp. 112-114 ; Karl Marx, *Œuvres politiques*, t. III, op.cit., pp. 54-57 sous le titre « L'agrandissement de la Russie » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 942-944, sous le titre « L'expansion russe ».

⁸ L'article est daté du 7 juin 53. MECW, t.12, pp. 115-124. Karl Marx, *Œuvres politiques*, t. III, op.cit., pp. 58-62 sous le titre « Le battage russe » ; Karl Marx *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 944-947, sous le titre « La mystification russe ».

⁹ L'article est daté du 17 juin 1853. MECW, t.12, pp. 134-141.

¹⁰ L'article est daté du 21 juin 53. MECW, t.12, pp. 142-147. Karl Marx, *Œuvres politiques*, t. III, op.cit., pp. 63-70 sous le titre « La Turquie et la Russie. Complaisance regrettable du Ministère Aberdeen à l'égard de la Russie ».

¹¹ L'article est daté du 1^{er} juillet 53. MECW, t.12 ; pp. 163-173. Karl Marx, *Œuvres politiques*, t. III, op.cit., pp. 70-79 sous le titre « La politique de la Russie vis-à-vis de la Turquie » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 947-952, sous le titre « La politique russe face à la Turquie ».

Commons – The Government of India¹ »

- le 25.07.53, l'article intitulé « The Russo-Turkish Difficulty – Ducking And Dodging Of The British Cabinet – Nesselrode's Last Note – The East India Question² »

- le 30.07.53, l'article intitulé « War in Burma – The Russian Question - Curious Diplomatic Correspondence³ »

*

Le **3 juillet 1853**, la Russie envahit les principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie. L'échec des ultimes négociations va bientôt conduire à l'ouverture des hostilités, le **23 octobre 1853**, entre la Russie et l'Empire ottoman. Le **30 novembre 1853**, c'est la bataille de **Sinope** : l'escadre russe de la mer Noire commandée par le vice-amiral Nakhimov anéantit la presque totalité de la flotte turque. L'Angleterre et la France se trouvent à la veille d'une déclaration de guerre qui interviendra en **mars 1854**.

*

Marx accompagne l'actualité de ces mois **d'août et septembre 1853** en publiant les articles suivants dans le *New York Tribune* :

- le 5.08.53, l'article intitulé « The War Question – Doings of Parliament – India⁴ ».

- le 12.08.53, l'article intitulé « Financial Failure of Government – Cabs – Ireland – The Russian Question⁵ ».

- le 16.08.53, l'article intitulé « In the house of Commons – The Press on the Eastern Question – The Czar's Manifesto – Denmark⁶ ».

- le 19.08.53, l'article intitulé « Avertisement Duty – Russian Movements – Denmark – The United States In Europe⁷ ».

- le 24.08.53, l'article intitulé « The War Question – British Population and Trade Returns – Doings of Parliament⁸ ».

- le 2.09.53, l'article intitulé « Urquhart – Rem – The Turkish Question in the House of Lords⁹ ».

- le 2.09.53, l'article intitulé « The Turkish Question in the House of Commons¹⁰ ».

- le 5.09.53, l'article intitulé « Affairs Continental and English¹¹ ».

- le 8.10.53, l'article intitulé « The Western Powers and Turkey – Imminent Economic Crisis – Railway Construction in India¹² ».

*

De ces publications, nous ne retiendrons, à titre de spécimen que l'extrait suivant.

¹ L'article est daté du 5 juillet 53. MECW, t.12, pp. 174-184.

² L'article est daté du 12 juillet 53. MECW, t.12, pp. 192-200. Karl Marx, *Œuvres politiques, t. III*, op.cit., pp. 79-87 sous le titre « Les difficultés russo-turques – Le ministère anglais se courbe et se fait petit – la dernière note de Nesselrode » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t. 4, pp. 953-957, sous le titre « Les difficultés russo-turques – Les esquives et les dérobades du gouvernement britannique – La dernière note de Nesselrode ».

³ L'article est daté du 15 juillet 1853. MECW, t.12, pp. 201-208.

⁴ L'article est daté du 19 juillet 53. MECW, t.12, pp. 209-216. Karl Marx, *Œuvres politiques, t. III*, op.cit., pp. 88-94 sous le titre « La Russie et les puissances occidentales » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 957-961, sous le titre « Le problème de la guerre ».

⁵ L'article est daté du 29 juillet 53. MECW, t.12, pp. 223-232. Karl Marx, *Œuvres politiques, t. III*, op.cit., pp. 95-115 sous le titre « La politique traditionnelle de la Russie » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t. 4, pp. 961-965, sous le titre « La politique traditionnelle du tsarisme russe ».

⁶ L'article est daté du 2 août 53. MECW, t.12, pp. 233-238.

⁷ L'article est daté du 5 août 53. MECW, t.12, pp. 239-244.

⁸ L'article est daté du 12 août 53. MECW, t.12, pp. 245-256.

⁹ L'article est daté du 16 août 53. MECW, t.12, pp. 257-264.

¹⁰ L'article est daté du 19 août 53. MECW, t.12, pp. 265-276. Karl Marx, *Œuvres politiques, t. III*, op.cit., pp. 116-136 sous le titre « La question turque à la Chambre des Communes » ; Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 965-974, sous le titre « La question turque à la Chambre des Communes ».

¹¹ L'article est daté du 23 août 53. MECW, t.12, pp. 277-283. Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 974-978, sous le titre « Affaires continentales et anglaises ».

¹² L'article est daté du 20 septembre 53. MECW, t.12, pp. 309-317. Karl Marx, *Œuvres*, Gallimard, t.4, pp. 978-982, sous le titre « Les puissances occidentales et la Turquie ».

Il provient de l'article du **12 août 1853** dont il constitue la conclusion. Daté du 29 juillet, il est contemporain de la conférence de Vienne qui s'est ouverte le 24 juillet 53. Elle réunissait les représentants de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Prusse en vue d'une médiation entre les protagonistes turcs et russes.

On sera attentif à la mise en jeu remarquable des catégories de *révolution* et de *civilisation*, sachant que pour la première, Marx se trouve contraint d'user d'un langage plus crypté qu'il ne paraît, visant la révolution prolétarienne à l'intention des siens, évoquant l'idée générale de révolution à l'adresse des lecteurs démocrates, disons, du *New-York Tribune*.

Constantinople est la ville éternelle, la Rome de l'Orient. Sous les anciens empereurs grecs, la civilisation occidentale s'y est tellement amalgamée à la barbarie orientale, et, sous la domination turque, la barbarie orientale s'est à tel point alliée à la civilisation occidentale, que ce centre d'un empire théocratique est devenu une véritable barrière contre le progrès européen.

Lorsque les empereurs grecs furent chassés par les sultans d'Iconium, l'esprit du vieil empire byzantin survécut à ce changement de dynastie; et, si le sultan devait être remplacé par le tsar, le bas empire ressuscité exercerait des influences plus démoralisantes que sous les anciens empereurs, et serait plus fort et plus combatif que sous le sultan. Le tsar serait pour la civilisation byzantine ce que des aventuriers russes furent pendant des siècles pour les empereurs du bas empire, le corps de la garde parmi les soldats. La lutte qui se poursuit au sujet de la possession de Constantinople entre les puissances occidentales et la Russie aboutit à cette question : le byzantinisme cèdera-t-il devant la civilisation occidentale ou fera-t-il revivre son influence néfaste dans des formes plus terribles et plus tyranniques que jamais? Constantinople est le pont d'or jeté entre l'Orient et l'Occident, et la civilisation occidentale, semblable au soleil, ne peut faire le tour du monde sans passer par ce pont; et elle ne peut franchir ce pont, sans entrer en guerre avec la Russie. Entre les mains du sultan, Constantinople n'est qu'un gage de la révolution; et les actuels dignitaires nominaux de l'Europe occidentale, qui voient le dernier rempart de leur « ordre » sur les bords de la Néva, ne peuvent que laisser la question en suspens jusqu'au jour où la Russie se trouvera face à face avec son véritable antagoniste, la révolution. La révolution, qui abattra la Rome de l'Occident, vaincra également l'influence démoniaque de la Rome de l'Orient¹.

Cette évocation de la révolution dans le rôle d'un ultime arbitre des conflits se retrouvera dans un article un peu plus tardif d'Engels paru le **2 février 1854** sous le titre « La guerre européenne ». A cette date, les flottes anglaise et française sont entrées en Mer Noire et si la déclaration de guerre ne sera proclamée que le 27 mars 54, il apparaît clairement que les hostilités ont commencé.

Engels fait ici l'hypothèse d'un conflit d'envergure européenne avec l'entrée en guerre de la Prusse et de l'Autriche aux côtés de la Russie. Il termine son article par un appel visionnaire à la révolution, cette fois clairement associée au prolétariat même si les références à l'antiquité donnent le sentiment d'un *deus ex machina*:

Mais il ne faut pas oublier qu'il existe en Europe une sixième puissance qui, à des moments précis, fait valoir sa suprématie sur les cinq autres, dites grandes puissances, et les fait toutes trembler. Cette puissance, c'est la Révolution. Après avoir longtemps gardé le calme et la réserve, elle se voit appelée de nouveau sur le champ de bataille par la crise commerciale et la famine. De Manchester à Rome, de Paris à Varsovie et Budapest elle est partout présente, relève la tête et s'éveille de son assoupissement. Les symptômes de sa vie renaissante sont multiples: partout ils sont reconnaissables dans l'agitation et l'excitation qui se sont emparées de la classe des prolétaires.

Au premier signal, la sixième, la plus forte des puissances européennes se montrera dans son armure étincelante, l'épée à la main, semblable à Minerve sortant de la tête de Jupiter. Ce signal, c'est la guerre euro-

¹ Karl Marx, *Œuvres politiques*, t. III, op.cit. pp. 102-103.

péenne imminente qui le donnera; et alors, tous les calculs sur l'équilibre des puissances seront renversés par l'intervention d'un nouveau facteur qui, dans sa force jeune et bouillante d'énergie, anéantira, comme de 1792 à 1800, tous les plans des vieilles puissances européennes et de leurs généraux¹.

*

Notons pour l'anecdote que cet article d'Engels sera utilisé sans signature comme éditorial par le *New York Tribune*.

¹ K. Marx, *Œuvres politiques*, t. IV « *La guerre russo-turque*, », pp. 71-72.

6.3. Sur la guerre de Crimée

Le **9 octobre 53**, le généralissime turc Omer Pacha somme les Russes d'évacuer les principautés danubiennes avant 15 jours. Il accompagne cet ultimatum de la publication, dès le 4 octobre, à l'adresse des quatre grandes puissances, d'un manifeste dont Marx va rendre compte dans son article du 31 octobre 1853. Le texte énonce, écrit-il, « que le sultan n'est en rien responsable de la lutte (...). Ce fut la Russie qui viola tous les traités, tandis que la Turquie avait épuisé tous les moyens de conciliation¹ ». Il est clair à ses yeux, on le voit, que la Russie porte toute la responsabilité du conflit.

Les hostilités débiteront le **25 octobre 53** avec le franchissement du Danube par les armées turques.

Engels va donner d'emblée toute la mesure de son intérêt et de ses compétences techniques pour les questions de stratégie militaire. Un premier article de ce style paraît le **8.11.53** sous le titre « *Movements of the Armies in Turkey* ». Il est publié par le *New-York Tribune* sous forme d'éditorial, de même que le suivant, paru le **15.11.53**, sous le titre expressif² de « La guerre sainte ».

Au début de l'hiver 53/54, le sort de armes paraît tourner en faveur des Ottomans, ce que laisse penser la victoire turque d'Oltenița, le 04.11.53, sur les forces russes. Et c'est encore sous la forme d'un éditorial que paraît, le **16.12.53**, l'article d'Engels intitulé « La guerre sur le Danube » qui rend compte en détail de cet engagement³ en soulignant l'erreur commise par Omer Pacha de n'avoir pas su profiter de l'avantage stratégique que cette victoire lui assurait : « Les russes, écrit-il, peuvent dire merci qu'on les ait laissés s'échapper ainsi. Jamais armée russe ne s'est tirée, avec de si faibles pertes matérielles, d'une situation à moitié aussi critique. Les Russes pouvaient être entièrement anéantis et, au lieu de cela, ils sont en parfaite sécurité. Retrouvera-t-on jamais, vis-à-vis d'eux, une occasion aussi favorable ? Il est permis après tout d'en douter⁴. ».

*

Observons au passage que c'est à cette époque, d'octobre 53 à janvier 1854⁵, que Marx va publier la série de ses articles consacrés à Palmerston qu'il tenait pour un personnage « vendu à la Russie⁶ ».

*

La canonnade⁷ de Sinope le 30.11.53 va soudain inverser le cours des événements. Engels en rend compte dans son article du **9.01.54** sous le titre « *Progress of the Turkish War*⁸ ». S'interrogeant sur l'imprudence des Turcs à laisser sans défenses particulières une escadre en un port si proche de Sébastopol (« tandis que le gros de la flotte se balançait en toute tranquillité dans le Bosphore »), il se plaît à souligner le loisir dont l'artillerie russe a pu profiter, sa maladresse entraînant la destruction de la ville elle-même. : « Même en manquant son but réel, chacun de leurs coups de canon causait des dégâts soit aux retranchements, soit à la ville. Que le nombre de ces ratés ait été considérable par rapport aux coups ayant touché juste, nous n'en voulons comme preuve que la destruction totale de la localité, achevée

¹ « The Turkish Manifesto – France's Economic Position ». MECW, t. 12, pp. 416-420. Le texte est daté du 18 octobre 1853. Cet article inaugure sous le titre « Le manifeste turc » la collection des articles réunis par Riazanov dans le volume IV (« La guerre russo-turque ») de *Karl Marx, Œuvres politiques*, Alfred Costes Éditeur, Paris 1929, p. 5.

² Expressif et quelque peu trompeur car le propos d'Engels consiste à procéder à un examen précis des configurations géographiques où peuvent se dérouler les engagements.

³ MECW, t. 12, « The War on the Danube », pp. 516-522 et *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, pp. 26-36.

⁴ « La guerre sur le Danube », op.cit., p. 36.

⁵ Du 22 octobre 53 au 24 décembre 1853 pour la série des huit articles publiés dans le *People's Paper*. (MECW, t. 12, pp. 341-406). Cf. pour la traduction française : 1. *Karl Marx, Œuvres*, vol. IV, Gallimard, Bibl. de la Péliade, pp. 761-826 et 2. *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. I, pp. 125-232.

⁶ Cf. la lettre de Marx à Engels du 2.11.53 : « Aussi curieux que cela paraisse, à force de suivre pas à pas le noble Viscount (soit Palmerston), sans le lâcher d'une semelle au long des 20 années de sa carrière, je suis arrivé à la même conclusion que ce maniaque Urquhart – depuis plusieurs décennies, Palmerston est vendu à la Russie ». (C4, p. 48).

⁷ Cette bataille navale s'est effet résumée à un bombardement, et même, souligne Engels dans son article du 9 janvier 53, à un bombardement « qui avait plutôt le caractère d'une canonnade sur la terre ferme ».

⁸ MECW, t. 12, pp. 547-552. L'article est derechef publié comme éditorial. *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, pp. 54-62 sous le titre « Sinope et Achalzych ».

bien avant que la flotte ennemie n'eût été réduite au silence¹ ». Une manière, on le voit, de ne rien céder à la bravoure russe...

*

Au début de janvier 1854, la situation militaire et politique est incertaine. Engels adresse au *New York Tribune* une contribution² qui paraît le **02.02.54** sous le titre « La guerre européenne ». Il s'y livre à une spéculation sur la généralisation du conflit en Europe avec l'éventuelle intervention, aux côtés de Russes, de l'Autriche et de la Prusse, et termine son exposé, nous l'avons déjà lu, par la soudaine évocation de cette *sixième puissance* qu'il n'identifie pas moins à la *Révolution* elle-même, prête, écrit-il, à bientôt se montrer « dans son armure étincelante, l'épée à la main, semblable à Minerve sortant de la tête de Jupiter³. ».

*

L'hiver a toutefois figé les positions. La bataille de Cetate au début de janvier 54 entre les Russes et les Turcs n'a apporté aucun avantage aux uns et aux autres. Dans leur article du **16.02.54**⁴, Engels et Marx se partagent les commentaires. Le premier évoque la fortification de Constantinople ; le second se livre à une vive critique de la politique russophile des libre-échangistes anglais de l'école de Manchester en la personne de Cobden dont le pacifisme est associé à une pleine adhésion à la politique du tsar.

*

En vérité, dès le début de février 1854, il paraît évident que la guerre est inévitable. La situation demeure toutefois incertaine, ce que pointe Marx dans son article du **13.03.54** en dénonçant les tergiversations de la diplomatie anglaise : « Si le gouvernement britannique projette une guerre sérieuse avec la Russie, écrit-il, pourquoi évite-t-il donc si soigneusement la forme internationale de la déclaration de guerre ?⁵ ». On est de surcroît à cette époque dans le contexte de l'insurrection des populations grecques d'Épire et de Thessalie contre le pouvoir ottoman⁶, avec une dimension confessionnelle dont la Russie pouvait largement tirer profit. Marx commente les événements dans son article du **18.03.54** intitulé « English and French War Plan - Greek Insurrection - Spain - China⁷ ».

*

La sommation faite aux Russes par la France et l'Angleterre, le 27.02.54, de se retirer des provinces danubiennes sonne comme une déclaration de guerre qui interviendra officiellement le 27 mars 54.

*

Or c'est à peine quelques jours avant cette déclaration que paraît dans la presse anglaise, le 18 mars 1854, une série de documents diplomatiques secrets échangés entre les cabinets russe et britannique à propos de la crise d'Orient. Ces textes avaient été clairement évoqués par le *Journal de Saint Pétersbourg* dans son édition du 2 mars 1854 après une intervention du ministre anglais Lord Russel, le 17 février 1854, à la tribune de la Chambre des Communes.

¹ Art.cit., p. 58.

² Elle est datée du 8 janvier 1854 : « The European war », MECW, t. 12, pp. 53-558. *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, pp. 63-72.

³ Art.cit., pp. 71-72.

⁴ MECW, t. 12, pp. 593-600. L'article se trouve reproduit sous le titre « Cobden et la Russie », par *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, pp. 80-86.

⁵ Daté du 24.02.54, l'article est reproduit par Riazanov sous le titre « Kossuth - Disraeli et Hume - Les Etats-Unis, La France et l'Angleterre - La Grèce » : MECW, t. 13, pp. 26-34 et *Karl Marx, Œuvres politiques* vol. IV, pp. 104-118.

⁶ En janvier 1854, les troupes grecques pénètrent en Épire pour soutenir les insurgés mais seront obligées de renoncer à cette tentative de réunification sous la contrainte de l'Angleterre et de la France dont les deux flottes bloquent l'entrée du port du Pirée.

⁷ MECW, t. 13, p. 35-42, repris dans l'anthologie de Riazanov sous le titre « La France et l'Angleterre - L'insurrection grecque s - L'Asie », *Karl Marx Œuvres politiques*, vol. IV ; pp. 119-129. Marx reviendra sur le sujet dans un article ultérieur publié le 29 mars 54 comme éditorial par le *New York Tribune* sous le titre « The Greek Insurrection », MECW, t. 13, pp. 70-72. L'article n'est pas repris par le recueil de Riazanov.

Marx va en rendre compte très longuement dans deux articles importants qu'il publie dans le *New York Tribune*, le **5.04.54**, sous le titre « The Documents on the Partition of Turkey¹ » et le **17.04.54**, sous le titre « The Secret Diplomatic Correspondence² ».

Le premier de ces textes rendus publics date de 1844 : il s'agit d'un Mémoire adressé au gouvernement anglais par le ministre russe Nesselrode après la visite du tsar à Londres en juin 1844. Le document évoquait l'accord des puissances sur la nécessité d'un statu quo dans l'empire ottoman, mais il n'insistait pas moins sur la légitimité d'un rôle actif de la diplomatie russe à l'égard des sujets chrétiens de Turquie « exposés à des actes de tracasserie et d'intolérance religieuse ». On y évoquait déjà, mais comme en sourdine, l'éventualité d'une désintégration de l'empire ottoman.

Le deuxième texte révélé date du 11 janvier 1853 : il consiste en un compte rendu adressé par l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg, George Hamilton Seymour, à son ministre, Lord John Russel, après son entrevue, le 9 janvier 53³, avec le tsar Nicolas Ier. Lors de cet entretien de circonstance, lors d'une soirée mondaine, l'empereur russe avait clairement évoqué la parabole de « l'homme malade » pour donner son avis sur la situation de l'empire ottoman et suggérer que l'Angleterre et la Russie s'entendent sur la manière d'affronter la situation. Commentaire de Seymour sur cette proposition :

« Toute ouverture de ce genre tend uniquement à provoquer un dilemme. Ce dilemme est, à mon avis, le suivant : « Si notre gouvernement ne se met pas d'accord avec la Russie sur ce qu'il y aurait à faire en cas d'effondrement de la Turquie, il sera mal venu de se plaindre ensuite des mauvaises conséquences qui pourraient en résulter pour l'Angleterre. Si notre gouvernement accepte au contraire de discuter ces éventualités, il se fait en quelque sorte le collaborateur d'une catastrophe qu'il est de la plus haute importance de retarder le plus longtemps possible⁴ »

Le document suivant, daté du 22 janvier 1853, rend compte d'un nouvel entretien, cette fois privé, de G.H. Seymour avec le tsar qui le reçoit le 14 janvier 1853. Selon le rapport de Seymour, Nicolas Ier revient avec insistance sur le cas de l'« homme malade » et propose ouvertement à l'Angleterre de traiter de concert la question, les autres puissances, l'Autriche et surtout la France étant tenues à l'écart.

Lord Russel répondra officiellement à ces propositions par une note diplomatique (en principe secrète) datée du 9 février 1853 destinée à Seymour, avec copie au tsar. Le message est reproduit in extenso par Marx dans son article du **5.04.54**.

Le propos de Russel est courtois mais, comme il l'annonce, d'une ferme franchise⁵ : 1. Il n'existe pas de crise réelle qui réclame l'urgence, 2. L'éventualité d'une disparition de l'Empire Ottoman ne concerne qu'un avenir lointain, 3. On ne peut laisser l'Autriche et la France en dehors d'une éventuelle entente, 4. Une mainmise de la Russie sur l'empire ottoman entraînerait inévitablement une guerre européenne.

Marx reviendra sur ce texte dans sa seconde correspondance du **17.04.54**. Il y critique durement ce qu'il dénonce comme un excès de modération, un signe même de servilité. Témoin, cette observation :

Si le cabinet a à se plaindre de quelque chose, ce n'est pas de l'hypocrisie ni de la grande retenue du tsar, mais plutôt de la familiarité sans vergogne avec laquelle l'empereur a osé ouvrir son cœur devant les ministres et en faire les confidents de ses plans intimes jusqu'à transformer le cabinet de Downing Street en un cabinet particulier de la perspective Alexandre Nevski. Quelqu'un vous confie son intention d'assassiner votre ami. Il vous prie de vous entendre d'avance avec lui sur le butin. Si ce quelqu'un est empereur de Russie et que vous soyez vous-même ministre anglais, vous ne le traînez pas devant les tribunaux, mais vous le remerciez très humblement de la grande confiance qu'il vous il a témoignée et vous vous estimerez heureux « de re-

¹ L'article est daté du 21 mars 1854. MECW, t. 13, pp. 73-83. *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, « Les documents relatifs au partage de la Russie », pp. 150-170.

² L'article est daté du 4 avril 1854. MECW, t. 13, pp. 84-99. *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV, « La correspondance diplomatique secrète », pp. 171-196.

³ Marx fait observer qu'à cette date, l'Autriche était embarrassée par le soulèvement du Monténégro.

⁴ Article cité, p. 158.

⁵ « Quiconque connaît le ton humble et soumis que tout autre ministre anglais, sans même en excepter Canning, a pris, depuis 1814, vis-à-vis de la Russie, reconnaîtra certainement que la dépêche de lord John constitue un acte héroïque de ce petit ver de terre », écrit Marx. (Art.cit. pp. 163). Lord Russel était de très petite taille.

connaître sa modération, sa franchise et ses dispositions amicales ». C'est ce qu'a fait lord John.

Seymour aura un nouvel entretien le 20 février 53 avec le tsar Nicolas. Il en rend compte à son gouvernement¹ par une dépêche datée du 22, parvenue à Londres le 6 mars 53. La conversation porte sur la note diplomatique du 9 février dernier. Revenant sur l'imminence de la mort de l' « homme malade », le tsar insiste sur un accord « par défaut » avec l'Angleterre, les deux nations se mettant d'accord sur ce qu'elles refuseraient « en tous les cas² ». Il poursuit très clairement³ en détaillant le partage de l'empire Ottoman, l'Égypte et la Crète revenant à l'Angleterre, la Serbie et la Bulgarie devenant des États vassaux de la Russie, le reste de la Turquie d'Europe constituant une principauté offerte à son fils... La France demeure toujours exclue de cet arrangement.⁴

Le 7 mars 1853, l'ambassadeur anglais est prié de se rendre au ministère de Nesselrode pour y recevoir la réponse officielle du tsar au mémorandum du 9 février 53 : le texte ne contient en vérité qu'un résumé des propos tenus dans la conversation du 20 février 53.

C'est le 19 mars que parviendra à Londres le rapport de l'entretien d'Hamilton Seymour avec le tsar. Clarendon ne tarde pas à réagir dès le 23 mars en adressant à son ambassadeur une note qui témoigne, dénonce Marx, de sa soumission aux thèses russes : « le ministre britannique est, *écrit-il*, en adoration devant son maître tartare dont il ressasse humblement les paroles (...)»⁵. En vérité, la diplomatie anglaise redoute que la question d'Orient débouche non pas sur un conflit avec la Russie, mais sur une guerre entre les puissances européennes elles-mêmes, avec la France surtout.

Le dernier des documents secrets ainsi publiés par la presse britannique concerne un mémoire russe daté du 13 avril 53. A cette date, Alexandre Menchikov se trouve déjà à Constantinople porteur des revendications expresses du pouvoir russe.

S'appuyant sur le caractère scandaleux et de ces documents secrets et de leur publication, Marx termine son article par une sorte d'invocation (rituelle ?⁶) à la révolution, écrivant :

Quiconque lit attentivement ce document comprendra sans peine que, si ce ministère scandaleux reste en fonctions, la seule influence des complications extérieures jettera le peuple anglais dans une terrible révolution qui balayera le trône, le parlement et les classes dirigeantes qui ont perdu la volonté et la capacité de maintenir la position de l'Angleterre dans le monde⁷ »

*

La déclaration de guerre de l'Angleterre à la Russie sera prononcée le 27 mars 1854 par un discours royal prononcé devant les deux Chambres.

Marx commente l'évènement dans son article du *New York Tribune* du **15.04.54** « Declaration of War - On the History of the Eastern Question⁸ ». Il accomplit surtout, dans la seconde partie de cet article, un historique très expressif des relations tendues entre les cultes chrétiens en Turquie ottomane : « on comprendra, *écrit-il en conclusion*, que l'adoration commune des chrétiens aux Saints Lieux ne soit qu'une suite interrompue de rixes effroyables entre les différentes sectes de fidèles, que ces querelles en apparence religieuse dissimulent simplement une guerre absolument temporelle non seulement entre les nations, mais entre des races, et que le protectorat sur les Saints Lieux, que les Occidentaux trouvent si

¹ Entre-temps lord Russel avait été remplacé par lord Clarendon.

² Du côté russe, ce refus concerne l'éventuel « morcèlement de la Turquie en petites républiques qui serviraient d'asiles aux Kossuth, aux Mazzini et autres révolutionnaires européens ». « Plutôt que de m'accommoder (de cet arrangement), je ferais la guerre » ajoute le tsar (art.cit., p. 181).

³ Marx parle d'un « monologue curieux » (art.cit., p. 184).

⁴ Elle ne reçoit pas moins la Tunisie dans le projet russe.

⁵ Art.cit., p. 191.

⁶ Rituelle, oui, car, on le lit, le motif de cette révolution ne serait pas moins que « la place de l'Angleterre dans le monde ». Marx à cet endroit parle du « peuple anglais ». Il conviendra du reste dès son prochain article du 15 avril 1854 que la publication de cette correspondance secrète ne soulèvera, chose incroyable, écrit-il, aucune explosion d'indignation publique.

⁷ Art.cit. p. 196.

⁸ MECW, t. 13, pp. 100-108. Sous le titre « Déclaration de guerre – Musulmans et chrétiens et pp. 197-209 dans *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV.

ridicule, mais que les Orientaux considèrent comme tellement important, ne soit qu'une phase de la question d'Orient qui se renouvelle sans cesse, s'apaise toujours mais n'est jamais résolue¹. ».

*

De son côté, Engels profite de l'actualité pour offrir ses services au journal libéral londonien le *Daily News* à qui il adresse, le 30 mars et le 2 avril 1854, deux articles intitulés, le premier « The Fortress of Kronstadt » et le second « The Russian Army ». Ces contributions ne seront pas publiées dès lors que les éditeurs du journal s'aviseront de la personnalité politique d'Engels².

*

La période d'indécision qui s'ouvre dans la conduite des combats avec le déplacement des troupes françaises et anglaises à Varna, le 28 mai 54, fournit à Engels l'occasion de remarques ironiques sur la stratégie des alliés. Dans son article du **9.06.54** intitulé « The war³ », il se moque sans façon de la distribution des forces alliées entre la Baltique et l'Orient : « Dès que ceci sera fait, *projette-t-il*, dès que le nombre suffisant de troupes françaises aura été expédié vers des pays lointains, l'Autriche et la Prusse se déclareront en faveur de la Russie, et, avec des forces supérieures, marcheront vers Paris ». Cela avant d'ajouter qu'une autre puissance est toute prête à se mettre alors en mouvement : « Et cette puissance, la révolution, soyez-en certains, ne fera pas défaut le jour où l'on aura besoin de son action⁴. ».

*

L'évènement majeur, et inattendu, au cours de cette période du printemps et de l'été 1854 est sans aucun doute la décision prise par les Russes de lever le siège de la forteresse de Silistrie et d'évacuer les principautés danubiennes. La raison principale de ce revirement se trouve dans l'injonction que leur a signifiée l'Autriche⁵ en prenant parti, et pour la première fois ouvertement, dans le conflit en cours. Or cette évacuation crée une situation politique nouvelle. En effet, la guerre sur le front du Danube semble ainsi terminée et se pose la question pour les forces alliées de mettre un terme aux hostilités⁶ ou de poursuivre l'action militaire vers Sébastopol.

Marx et Engels vont consacrer tout au long des mois de **juillet et d'août 1854** une série d'articles sur les évènements en cours et sur les débats qu'ils ont soulevés au sein de parlement britannique. Le principal de ces contributions vise tout particulièrement le rôle de l'Autriche.

Ainsi dans l'article paru le **19.07.54** sur l'accord intervenu, le 14 juin 54, entre la Turquie et l'Autriche. Marx se livre non seulement à l'exposé précis des dispositions officielles de ce traité mais avec beaucoup d'érudition, à un historique depuis le 14^e siècle des relations entre la Valachie et la Turquie. Il souligne, le **21.07.54**, l'argumentation prusso-autrichienne en faveur de la paix, l'occupation par les autrichiens des principautés visant, selon la presse allemande, à séparer les belligérants et à imposer l'armistice sur le terrain des opérations militaires⁷, laquelle argumentation, fait observer Marx, ignore tout des droits du peuple Valaque⁸.

Engels, pour sa part, fournit les commentaires militaires qui relèvent de sa spéciale compétence. C'est le cas notamment dans l'article paru (comme éditorial) le **25.07.54** sur « Le siège de Silistrie⁹ » dont il décrit les différentes phases.

¹ Art.cit., p. 209.

² Qui en sera affecté, car il espérait quitter son emploi à Manchester et s'établir à Londres comme correspondant de presse dans les affaires militaires (Cf. sa lettre à Marx du 3 avril 1854, C4, p. 96).

³ MECW, t. 13, pp. 201-207. L'article est reproduit sous le titre « Les faits de guerre dans la Baltique et la Mer noire – Le système d'opérations franco-anglais », pp. 240-250 de *Marl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV. Une ironie sans commune mesure avec la très sévère critique, un véritable éreintement, qu'il adresse à l'armée anglaise, et au passage au « duc de fer » Wellington, dans son article du 16 juin 54 intitulé « The Present Condition of the English Army – Tactics, uniform, Commisariat » (MECW t. 13, pp. 208-2017, et pp. 251-261 de *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. IV).

⁴ Art.cit, p. 250.

⁵ Laquelle vient de surcroît de signer à Constantinople, le 14 juin 1854, un traité d'alliance avec la Turquie, lui accordant le droit d'occuper à titre préventif les principautés danubiennes après le départ des troupes russes, et cela jusqu'à la conclusion d'un traité de paix.

⁶ La conférence de Vienne du 8 août 54 est toute proche.

⁷ Article du 21 juillet 1854, « L'Autriche et la Valachie », *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 77-79

⁸ Non compté les ravages que cause sur les populations civiles l'occupation du pays par des troupes militaires.

⁹ *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 83-91. L'article est titré « The war in the Danube » dans MECW, t. 13, pp. 276-281. Il avait déjà fourni dans son article du 26 juin 1854 (daté du 10 juin) un long commentaire sur l'importance stratégique de cette forteresse (MECW, t. 13, « The Siege of Silistria »,

Marx reviendra sur l'accord du 14 juin 54 dans son article du **09.08.54** pour dénoncer la duplicité de la politique autrichienne (« l'Autriche à l'esprit borné, ce misérable instrument entre les mains du tsar et des alliés anglais) orientée, à ses yeux, par un soutien aux Russes que leurs échecs dans les principautés danubiennes ont mis en difficulté. L'argument est qu'en occupant elle-même ces principautés, l'Autriche couvrirait le retrait des troupes russes et empêchait les Turcs de tirer profit de leurs avantages militaires acquis sur le territoire même qui relèvait de leur souveraineté¹.

*

Le **17.08.54**, Marx et Engels² publient dans le *New York Tribune*, sous un titre très expressif (« La guerre ennuyeuse »), une forme de mise au point sur un conflit qui, à cette date, semble avoir perdu toute raison de continuer après le retrait des armées russes des principautés danubiennes et après l'intervention de l'Autriche en accord avec le pouvoir turc.

La décision des troupes alliées de se lancer à l'assaut de Sébastopol n'est pas encore connue.

Cette contribution (de circonstance, disons) mérite notre attention car elle est représentative non seulement du style des auteurs, mais des attentes d'un public, qu'il soit européen ou américain, qui s'interroge sur la suite des événements.

Toutes les parties du conflit en cours vont recevoir leur part de critiques.

Les Russes d'abord :

Au moment où la guerre éclatait, nous pouvions déjà faire remarquer que les Russes n'ont jamais été capables de mener à bonne fin un siège en règle ; et la mauvaise direction imprimée aux opérations devant Silistrie ne fait que confirmer qu'ils n'ont rien appris depuis. Ils furent donc battus, durent décamper de la façon la plus honteuse et interrompre, en pleine belle saison, le siège d'une forteresse inachevée, sans que la garnison eût été secourue par des troupes quelconques. Pareil fait ne présente qu'une seule fois tous les cent ans. Et quoi que les Russes puissent entreprendre en automne, la campagne est et reste ignominieusement perdue pour eux.

Les troupes franco-anglaises, ensuite :

L'Europe réunie est, depuis les soixante dernières années, absolument incapable de régler cette toute petite querelle³. Voilà la France, l'Angleterre, la Russie qui partent réellement en guerre. Ils font la guerre six mois sans qu'il y ait de bataille, si ce n'est par mégarde et d'ailleurs de peu d'importance. Les voilà devant Varna, ces quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille soldats anglais et français, sous les ordres de l'ancien secrétaire à la guerre du vieux Wellington⁴ et d'un maréchal de France (dont les plus grands exploits ont eu, il est vrai, comme terrain, le mont-de-piété de Londres⁵) ; ils sont là et les Français ne

pp. 234-245). Engels annonce l'envoi de cet article à Marx dans sa lettre du 10 juin 54 : « Demain, je t'envverrai un article de fond sur le siège de Silistrie qui devrait faire sensation ». (C4, p. 134)

¹ MECW, t. 13, « The policy of Austria. The war Debate in the House of Commons », pp. 323-333 et *Karl Marx, Œuvres politiques*, « La Turquie et l'Autriche. La Chambre des Communes et la Guerre », vol. V, pp. 101-115. Marx se moque non moins dans cet article de John Russel (« le petit Johnny ») qui s'était aventuré à annoncer à la tribune la prise de Sébastopol. La nouvelle avait été reprise par le *Times*. Cette thèse d'une connivence entre l'Autriche et la Russie sera reprise dans son article du 25 août 54 (« L'évacuation des principautés danubiennes », *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 127-128).

² La contribution d'Engels est attestée par la demande que Marx lui adresse dans sa lettre du 22.07.54 : « A présent, *lui écrit-il*, il faut absolument que je fournisse à nouveau quelque article militaire sur la Turquie (...) Si tu n'as plus le temps d'écrire un article pour mardi, expédie-moi au moins quelques notes que je puisse utiliser » (C4, pp. 144-145). L'article paraîtra comme éditorial non signé.

³ Engels et Marx parlent ici de la question d'Orient...

⁴ Le général Raglan (FitzRoy Somerset, baron de Raglan), commandant en chef des forces britanniques d'Orient, avait été nommé secrétaire militaire de Wellington en 1810. Il mourra en 1855, victime du choléra.

⁵ Marx se livre dans son article du 24 juin 1854 à un portrait à charge truculent du personnage de Jacques Leroy de Saint-Arnaud dont il retrace les années de jeunesse aventureuses avant que commence sa carrière militaire lors de la guerre de conquête de l'Algérie sous les ordres de Cavaignac et de Bu-

font rien, et les Anglais les aident de leur mieux ; et comme cette façon de faire la guerre est susceptible de ne pas leur sembler assez glorieuse, les flottes sont entrées dans la rade de Baltschik pour s'informer d'eux et voir laquelle des deux armées sait mettre le plus de savoir-faire à jouir du *dolce farniente*. (...) Il est de fait que l'Europe conservatrice, l'Europe « de l'ordre, de la propriété, de la famille, de la religion », l'Europe des monarques, des seigneurs féodaux, des capitalistes, quelque différent qu'en soit d'ailleurs l'assemblage dans les divers pays, vient de montrer une fois de plus son impuissance extrême. (...) Sous les gouvernements actuels, cette guerre d'Orient peut encore durer trente ans sans qu'on en voie la fin.

L'article s'achève sur le « rituel » d'un appel à la Révolution¹, cette fois à propos des événements espagnols² qui ont offert « le spectacle d'un combat de barricades couronné de succès » :

« Partout où, depuis juin 1848, on avait élevé des barricades, on s'était convaincu de leur inefficacité. Les barricades, formes de la résistance de la population d'une grande ville, semblaient n'être d'aucune utilité. Cette idée défavorable se trouve réfutée. Nous avons de nouveau des barricades victorieuses, inattaquables. Le mauvais sort est conjuré. Une nouvelle ère révolutionnaire redevient possible. Et ce qui est caractéristique, c'est que les troupes de l'Europe officielle, tandis que leur incapacité s'avère dans la guerre réelle, se font battre au même moment par la population soulevée d'une ville.

*

C'est Engels qui commente en premier l'attaque de Sébastopol dans un article du **14.10.54** que le *New York Tribune* publie comme éditorial³.

En l'absence de données précises, à cette date, sur la conduite des troupes, il se livre à un rappel des événements récents et surtout à une critique violente de la stratégie suivie par les commandements alliés qui ont imposé à leurs troupes la longue, très longue inactivité du camp de Varna, les exposant aux ravages du choléra :

« C'est (...) uniquement à leurs fines mesures stratégiques, écrit-il, que les alliés doivent les grands ravages faits dans leurs rangs par le choléra. Des milliers de soldats en furent les victimes, sans avoir jamais vu l'ennemi ; ils tombèrent comme des mouches dans leur camp, où tranquilles et paisibles, ils menaient une espèce de vie de luxe⁴. ».

Cette oisiveté a été d'autant plus coupable, à ses yeux, que non loin, les forces turques subissaient l'assaut des Russes devant la citadelle de Silistrie :

geaud. Il s'appuie pour l'occasion sur un pamphlet récemment publié, en 1852, à Bruxelles par le colonel républicain anti bonapartiste Jean-Baptiste Charras sous le titre « Les trois maréchaux, MM. Saint-Arnaud, Magnan, Castellane » (MECW, t. 13, pp. 230-233 et *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 37-42).

¹ En conclusion de son article du 30.09.54, Marx écrit : « Si nous jetons un coup d'œil sur l'Europe, nous y rencontrons des symptômes de révolution en Espagne, en Italie, au Danemark, dans les principautés danubiennes, en Grèce, dans la Turquie d'Asie (...) ». Rien que cela ! (« La situation en Valachie. La révolution en Turquie » *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, p. 138 et MECW t. 13, p. 460).

² Marx fait référence aux soulèvements de juillet 1854 à Madrid et dans d'autres villes espagnoles. La mise en place, le 19 juillet 54, d'une junte révolutionnaire à l'Hôtel de Ville de Madrid aboutira au retour au pouvoir du parti progressiste sous la direction d'Espartero et de O'Donnell. C'est le début de la période connue comme le *Bienio Progresista* qui durera de juillet 1854 à juillet 1856. Les événements avaient été commentés par Marx dans son récent article du 04.08.54 (« The Spanish Revolution - Greece and Turkey », MECW, t. 13, pp. 309-315). Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 7.2 (« L'Espagne en révolution ») du présent fascicule.

³ « The Attack on Sevastopol » (MECW t. 13, pp. 470-476 et *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 139-150).

⁴ *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, p. 143. Une vie de luxe ? Engels se laisse manifestement emporter par son raisonnement.

« L'histoire ne nous fournit pas un second exemple qu'une armée, si bien à portée, ait aussi lâchement abandonné ses alliés à leur sort. Aucune campagne de Crimée, aucune victoire ne pourra jamais laver cette tache qui souille le blason des commandants en chef français et anglais. Que serait-il advenu des Anglais à Waterloo, si le vieux Blücher, après la défaite qu'il avait essuyée deux jours auparavant à Ligny, avait agi aussi consciencieusement que Raglan et Saint-Arnaud¹.

Lequel Saint-Arnaud va faire l'objet dans la foulée d'un portrait à charge des plus virulents, Engels ne retenait de lui que son passé aventureux et sa participation au coup d'Etat du 2 Décembre².

*

Engels revient sur la question des combats de manière cette fois plus technique dans ses articles du **26.10.54** consacrés à la bataille de l'Alma³ et du **15.11.54** sur le siège de Sébastopol⁴. En l'absence d'informations précises, ses commentaires critiques demeurent toutefois approximatifs⁵. Rien, par exemple, à cette date⁶, sur la bataille de Balaklava du 25 octobre 54 qui ne sera évoquée que plus tard, le **30.11.54**, et dans le détail, dans l'article intitulé « The War in the East⁷ ». Il y insiste sur le rôle de la cavalerie et sur la stratégie cette fois offensive des Russes. Quant à elle, la bataille d'Inkerman du 5 novembre fera l'objet de son article du **14.12.54** précisément titré « The Battle of Inkerman⁸ ».

Les événements militaires ne détournent toutefois pas l'attention d'Engels qui relève le nouvel accord survenu à Vienne le 2 décembre 1854 entre les forces alliées occidentales et l'Autriche, une alliance qu'il commente en conclusion de son article du **27.12.54** « The Crimean Campaign », et qui lui fournira l'occasion d'un article très technique, paru le **08.01.55**, sur la puissance militaire de l'Autriche⁹.

*

L'arrivée de l'hiver 54-55, d'une part, la reprise des négociations à Vienne en décembre 54, d'autre part, favorisent la rédaction de plusieurs articles d'ordre rétrospectif. C'est le cas de l'article de Marx du **01.01.55** sous le titre de « Coups d'œil rétrospectifs¹⁰ ». C'est le cas des divers commentaires d'Engels à la même date sur « La désorganisation de l'administration militaire anglaise¹¹ » et sur la conduite des combats.

¹ Art.cit, p. 142.

² Engels va même jusqu'à émettre l'hypothèse que l'attaque contre Sébastopol ne serait en somme qu'un « coup de main » pour servir de dérivatif à la colère des troupes françaises contre leur commandement : « un coup de main précipité qui a pour but d'empêcher Leroy Saint-Arnaud d'être massacré par ses propres soldats ». (p. 146).

³ MECW, t. 13, « The Battle of the Alma », pp. 492-497.

⁴ MECW, t. 13, « The Siege of Sevastopol » ; *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 155-163. Dans un article précédent, daté du 31.10.54 et intitulé « The Military power of Russia » (MECW, t. 13, pp. 498-504 - « La puissance militaire de la Russie » et *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 151-154), intervenant après la victoire de l'Alma, Engels souligne la capacité de résistance sur terre des armées russes. Il conclut en affirmant : « (...) les grandes actions de 1854 ne sont que le misérable prélude des luttes entre peuples qu'enregistreront les annales de 1855 (...) Et ces combats ne seront peut-être eux-mêmes que les préludes de combats bien plus ardents, bien plus décisifs, les combats des peuples européens contre les despotes actuellement victorieux et confiants de l'Europe. ».

⁵ Sur l'emploi de l'artillerie, de ses positions et de la distance notamment à laquelle elle se trouve placée par rapport aux fortifications. Engels ne manque pas de souligner la contradiction qui se manifeste entre les anciennes stratégies militaires et la puissance des armements nouveaux, qu'il s'agisse des fusils (des armes à canon rayé permettant un tir précis à longue distance) ou de l'artillerie lourde.

⁶ Il est vrai qu'entretemps la presse anglaise et le cabinet d'Aberdeen lui-même avaient diffusé la fausse nouvelle de la chute de Sébastopol. Engels consacra à cette affaire les deux articles parus le 21.10.54 sous le titre « The Sevastopol Hoax » (Le canular de Sébastopol), MECW, t. 13, pp. 483-487 et pp. 488-491.

⁷ MECW, t. 13, pp. 518-527. « Le 25 octobre a été le jour, écrit-il, où la lente monotonie du siège de Sébastopol a été interrompue par un événement dramatique ».

⁸ MECW, t. 13, pp. 528-535.

⁹ « The Military Power of Austria », MECW, t. 13, pp. 550-553.

¹⁰ *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 164-168. L'édition de MECW est plus complète : « In Retrospect », 29 December and 1 January, MECW, t. 13, pp. 554-559. Notons qu'il s'agit de la première contribution de Marx au journal de Breslau *Die Neue Oder-Zeitung*.

¹¹ *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 163-173, sous le titre général de « L'administration militaire anglaise ». L'article a paru dans l'édition du 04.01.55 de la *Neue Oder-Zeitung*.

Mais c'est surtout la crise gouvernementale anglaise qui va mobiliser leur attention en ce début de 1855.

La presse britannique a lancé en effet, dès janvier de cette année, une violente campagne d'opinion sur l'état de détresse dans lequel se trouvent les troupes du Royaume devant Sébastopol. La Chambre des communes sera ainsi contrainte de mettre en place une commission d'enquête sur la situation de l'armée en Crimée et le cabinet Aberdeen devra démissionner. Cette situation de crise fait l'objet des articles qui paraissent en janvier 55, les **8 et 9.01.55**, (« Le système militaire anglais¹ ») et les **11 et 13.01.55** (« British Disaster in the the Crimea »²).

Voici un extrait caractéristique du tableau dressé par Engels³ :

Ce n'est qu'en Crimée que l'administration anglaise eut pleinement l'occasion de développer dans toute son ampleur son talent de désorganisation. En effet, sur plus 60.000 hommes, envoyés en Orient depuis février dernier, il en reste à peine 17.000 de valides. Sur ces 17.000, il en meurt de 60 à 80 par jour, 200 à 250 tombent malades et ne peuvent plus faire de service, et c'est rare qu'un homme rentre de l'hôpital. Et sur les 43.000 morts ou blessés, les Russes en ont tout au plus 7.000 sur la conscience !

Quand on fit connaître pour la première fois en Angleterre que l'armée de Crimée manquait de nourriture, de vêtements, d'abri, qu'il n'y avait ni médicaments ni ce qu'il fallait en chirurgie, que les malades et les blessés sont couchés sur la terre froide et humide, exposés à toutes les intempéries, ou entassés sur les ponts des navires, sans soins, sans les choses les plus élémentaires indispensables à leur guérison; quand on fit connaître que des centaines de soldats succombaient parce qu'on manquait des choses les plus nécessaires, chacun se dit que le gouvernement avait négligé d'envoyer ce qu'il fallait sur le théâtre de la guerre. Il se confirma du reste que, pour les premiers temps, cette suspicion n'avait pas été sans fondement. Mais il se découvrit plus tard que tout le nécessaire avait été expédié, parfois même au-delà des besoins, mais que malheureusement tout était arrivé soit là où il ne fallait pas, soit à contretemps. Les approvisionnements sanitaires étaient emmagasinés à Varna, mais on laissait les blessés en Crimée ou à Scutari. Les vêtements et les vivres arrivaient en vue de la Crimée, mais il n'y avait personne pour les décharger. Ce qui était déchargé par hasard s'avarait tranquillement sur le rivage. La collaboration nécessaire de la marine introduisit un nouvel élément de discorde, une nouvelle responsabilité, qui pénétra jusqu'au camp d'Agrarnant. Partout c'était le règne de l'incapacité, couverte par les règles de la routine du temps de paix. Dans une des contrées les plus riches de l'Europe, sur une côte sous la protection de laquelle des centaines de transports, chargés d'approvisionnements, étaient à l'ancre, l'armée anglaise vivait de demi-rations.

Entourée de troupeaux innombrables, elle souffrait du scorbut, parce qu'elle était réduite à la viande. Salée. Avec des chargements de bois et de charbon sur les transports, elle avait si peu de combustibles sur la terre ferme qu'elle devait se nourrir de viande crue et ne pouvait jamais faire sécher les vêtements trempés par la pluie. Le café, quand il en arrivait, n'était pas moulu, ni même torréfié. Il y avait là, entassées sur les navires dont la foule atteignait presque la pointe des rochers où se dressait le camp, des quantités de vivres, de boissons, de vêtements, de tentes; et, semblables à Tantale, les troupes britanniques n'en pouvaient rien attraper. Tout le monde sentait le mal, tout le monde pestait et dénonçait tout le monde en l'accusant d'avoir manqué à son devoir. Mais tout le monde avait également son paquet de directives, soigneusement établies, sanctionnées par les autorités compétentes et montrant jusqu'à l'évidence, qu'il ne rentrait pas dans ses attributions de faire ce qui s'imposait et qu'il n'avait pas plein pouvoir pour mettre de l'ordre en tout cela. Ajoutez à cet état de choses la rigueur croissante de la température, les pluies torrentielles, dont la sai-

¹ Parus dans la *Neue Oder-Zeitung* : Karl Marx, *Œuvres politiques*, vol. V, pp. 180-188.

² MECW, t. 13, pp. 564-570. « L'armée anglaise, écrit-il, est proche d'un état de dissolution ». Et, établissant un état des lieux, de passer en revue les différentes responsabilités (cela en comparaison de l'administration militaire française). Ces deux articles n'en constituent en vérité qu'un seul, de la plume d'Engels, sous ce titre de « Désastre britannique en Crimée ».

³ Qui se fait ici l'écho des révélations parues dans la presse anglaise.

son ne fait que commencer, et qui vont transformer toute la Chersonèse héracléenne¹ en un lac de boue ininterrompu où l'on enfonce jusqu'au genou; ajoutez que les soldats passent au moins deux nuits sur quatre dans les tranchées, tandis qu'ils passent les deux autres à dormir, trempés et couverts de boue, couchés à même le marécage, sans avoir de planches sous eux et à peine des tentes au-dessus de leurs têtes; ajoutez les alarmes continuelles, les crampes, la diarrhée, provoquées par le froid et l'humidité; rappelez-vous que le corps médical, trop peu nombreux en principe, est éparpillé dans tout le camp, que les tentes-hôpitaux sont encombrées de 3.000 malades, couchés à peu près à la belle étoile et sur la terre détrempee, que les vaisseaux-hôpitaux et les hôpitaux se trouvent à Scutari et à Constantinople et vous comprendrez aisément que l'armée anglaise de Crimée soit en pleine décomposition, et que les soldats fassent fête à la balle russe qui les débarrasse de toutes ces misères².

*

Pour sa part, le semblant de trêve militaire se poursuivant en Crimée, Marx porte son attention sur deux matières d'actualité en Angleterre : la crise économique et la crise parlementaire.

La crise économique ?

Elle fait l'objet de la série des quatre articles qu'il publie, du **11.01.55** au **25.01.55**, dans la *Neue Oder-Zeitung* sous le titre général de « La crise commerciale³ ». « Il vient d'éclater, écrit-il, une des grandes crises commerciales et industrielles anglaises, et elle menace de prendre des dimensions plus terribles encore qu'en 1847 et 1836⁴. ». Le constat porte explicitement selon lui sur une crise classique de **surproduction** qui entraîne la banqueroute de nombreux sites industriels, compte tenu de la faible capacité de consommation. Or, insiste-t-il, cette contraction des marchés intérieurs est indépendante de la situation de guerre. La crise du reste frappe aussi bien aux Etats-Unis. Il dénonce au passage les manœuvres des tenants de l'École de Manchester, les libre-échangistes anglais, pour abolir les lois sur la réglementation des heures de travail des jeunes ouvriers.

La crise ministérielle ?

Elle fait l'objet d'une première série d'articles parus du **27.01.55** au **01.02.55** dans la *Neue Oder-Zeitung*⁵ puis d'une seconde série, parue entre le **05.02.55** et le **17.02.55**, toujours dans la *Neue Oder-Zeitung*⁶.

On se contentera ici de rappeler, sans entrer dans le détail des débats, les circonstances de la chute du ministère du comte d'Aberdeen⁷, le 30.01.55, à la suite du vote, à une très large majorité, d'une motion réclamant la mise en place d'une commission d'enquête sur la gestion calamiteuse de la guerre de Crimée. Elle avait été déposée le 26.01.55 par le député radical John Arthur Roebuck connu pour sa versatilité et pour la virulence de ses interventions parlementaires : « Sous-estimé par son propre parti, raillé par ses adversaires, Roebuck, écrit Marx, a senti le lait de l'inoffensive pensée se changer dans son sein en un bouillant venin de dragon, et peu à peu il est devenu le petit roquet le plus insouciant, le plus haineux, le plus méchant et le plus atrabilaire qui ait jamais fait entendre ses jappements dans l'enceinte d'un Parlement⁸ ».

¹ Autrement dit le site de Chersonèse non loin de Sébastopol. La ville avait été fondée par des colons grecs venus d'Héraclée du Pont.

² *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, article cité pp. 187-188.

³ *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 189-202. Un article sur la même thème paraît le 11.01.55 dans le *New York Tribune* sous le titre « The Commercial Crisis in Britain » (MECW, t. 13, pp. 585-589).

⁴ L'inversion de ces dates est caractéristique : Marx a manifestement en tête la relation de la crise de 1847 avec le déclenchement des révolutions de 1848. La crise n'a pas pris l'ampleur qu'il prédisait.

⁵ Sous le titre général de « La crise ministérielle » dans *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. V, pp. 225-247. Marx rend compte dans ces papiers de la suite très, très anecdotique des incidents qui ont précipité la démission du cabinet d'Aberdeen.

⁶ Sous le titre général de « La chute du ministère de coalition » dans *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. VI, pp. 5-38.

⁷ Il s'était constitué après les élections générales de juillet 52 avec une coalition de libéraux (les Whigs) et de conservateurs libre-échangistes (dits les Peelistes). La chute du gouvernement avait été anticipée par la subite démission de Lord John Russell dès le 24 janvier 1855.

⁸ K. Marx « La chute du ministère Aberdeen », article paru le 17.02.55 dans le *New York Tribune* (*Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. VI, pp. 27-38). On se reportera à cet article pour le compte rendu des dysfonctionnements dans la gestion des armées et des péripéties de la crise parlementaire. En vérité, cet article a été écrit par Engels sur les indications de Marx qui était alors entravé dans son travail par la

La commission d'enquête réclamée par Roebuck se réunira sous sa présidence du 5 mars au 15 mai 1855¹.

Aberdeen sera remplacé dès le 06.02.55 par Palmerston, qui en est, à cette date, à son premier ministère².

*

Le personnage de Lord Palmerston est une vieille connaissance de Marx qui lui a consacré en 1853 une série de huit articles parus du 22.10 au 24.12.53 dans « The People's Paper ³ » d'Ernest Jones et reproduits, pour certains, comme éditoriaux par le *New York Tribune*. En décembre 1853 et en février 1854, l'éditeur londonien E. Tucker fera paraître une sélection de ces écrits dans une brochure⁴ qui connaîtra un vrai succès de librairie⁵.

Le mépris de Marx pour Palmerston était notoire⁶. Pour témoin, ce commentaire à l'annonce de sa nomination comme Premier ministre : « Et cet homme d'Etat, le plus inconsistant de tous les hommes d'Etat anglais, qui n'a jamais pu conduire à bonne fin ni une négociation ni une loi au Parlement, ce politicien qui ne s'occupe que pour s'amuser et dont les instructions finissent toujours par rester lettre morte, ce même Palmerston fut proclamé le seul homme à qui le pays pût avoir confiance dans les cas difficiles⁷. ».

*

Outre sa contribution aux articles « politiques » de Marx⁸, Engels va, pour sa part, suivre attentivement l'actualité des opérations militaires qui ont repris avec le printemps 1855 par une succession de bombardements massifs en avril et en juin en soutien, chaque fois, mais en vain, d'assauts meurtriers.

Ce ne sont pas moins d'une vingtaine d'articles⁹ qui vont s'échelonner jusqu'au 8 septembre 1855, quand se produit, avec la prise du bastion de Malakoff par les Français, la chute de Sébastopol.

Nous terminons cette recension par le compte rendu qu'adresse Engels, le **18.09.1855**, à la *Neue Oder-Zeitung*, sous le titre de « **La prise d'assaut de Malakoff** »¹⁰. Le texte illustre bien l'experte lucidité dont il est coutumier dans ces matières militaires.

récente naissance, le 16.01.1855, de sa fille Eleanor (Cf. sa lettre à Engels du 17.01.55, C4, pp. 189-190). Le 31.01.55, il fournira à Engels l'ensemble de ses propres notes sur la chronologie du ministère Aberdeen (C4, pp. 197-204).

¹ Le premier rapport par Marx des travaux sur la commission d'enquête paraîtra dans son article du 31 mars paru dans la *Neue Oder-Zeitung*. « Les différentes branches de l'Administration, y lit-on, ont été passées en revue, et il a été constaté pour toutes qu'elles sont dans un état non seulement défectueux mais honteux et scandaleux (« Les révélations à la Commission d'enquête » *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. VI, pp. 165-170 - MECW t. 14, « The Committee of Inquiry », pp. 124-127).

² Lequel Palmerston n'était pas moins ministre de l'Intérieur au sein du cabinet Aberdeen.

³ MECW, t. 12, « Palmerston », pp. 345-406. La traduction française de ces huit articles est disponible aux pages 759-826 de *Karl Marx, Œuvres*, tome IV, Gallimard, Bibl. de la Pléiade, Paris 1994. La traduction par J. Molitor se trouve aux pages 125-232 du tome I des *Karl Marx, Œuvres politiques*, Éditions Alfred Coste, Paris 1929.

⁴ Elle faisait partie d'une collection de 12 pamphlets politiques (les *Political Fly-Sheets*) publiés par E. Tucker en 1853-1854. Marx cessera toute collaboration avec Tucker pour ne pas être assimilé aux écrits d'Urquhart. Il s'en explique dans sa lettre à F. Lassalle du 01.06.54 : « Je ne veux pas être compté au nombre des partisans de ce Monsieur, notre seul point commun étant notre opinion sur Palmerston, mais pour le reste, nous sommes diamétralement opposés comme cela s'est manifesté dès notre première entrevue. » (*Correspondance Marx Lassalle*, PUF, Paris 1977, pp. 121-122).

⁵ Le texte sera républié en 1899 par Eleanor Marx sous le titre « The Story of the Life of Lord Palmers-ton ».

⁶ Il le tenait surtout pour un agent de la Russie.

⁷ « La chute du ministère Aberdeen », article cité, *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. VI, p. 37.

⁸ En particulier dans les circonstances de la mort de son deuxième fils Edgard, dit Musch, le 8 mars 55. A Engels, le 30 mars 55 : « Je ne saurais assez te remercier pour ton amitié qui te fait travailler à ma place et pour la sympathie que tu portes à l'enfant. » (C4, p. 214).

⁹ Des comptes rendus quelquefois approximatifs, sinon anecdotiques, au rythme des informations dont Engels disposait.

¹⁰ L'article est en vérité signé par Marx qui adapte un précédent article d'Engels à paraître le 1er octobre dans le *New York Tribune* sous le titre « Crimean Prospects » (MECW t. 14, pp. 525-530). Nous citons à partir de la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, vol. VIII, pp. 20-23.

« Sonneries de cloches et bruit du canon », voici ce qui est, actuellement à l'ordre du jour en Angleterre. L'allégresse est générale, et tout édifice quelque peu important, public ou privé, est pavoisé de drapeaux franco-anglais. (...). Rien n'est capable en ce moment, de calmer l'ivresse générale, pas même l'extraordinaire liste de morts transmise à Londres par le télégraphe. La défaite de Anglais devant le redan et la prise du point décisif, Malakoff, par les Français, - cette opposition seule trouble les cris de victoire et met certaines limites aux rodomontades.

(...)

Mais l'enthousiasme public cherche en vain sa nourriture dans les dernières dépêches, qui sont aussi pauvres que les premières étaient riches. Pélissier¹ écrit qu'un matériel immense est tombé aux mains des alliés à Sébastopol. Nous supposons qu'il s'agit d'une quantité de vieille ferraille qui baissera certainement de prix.

La tournure que les événements vont prendre dépend en grande partie des motifs qui ont décidé les Russes à renoncer tout à coup à la défense du côté sud. Il est évident que les raisons purement tactiques et stratégiques sont restées étrangères à cette résolution².

Si Gortchakov avait estimé que l'abandon de Karabelnaya³ et la prise de la ville étaient inséparables de la chute de Malakoff, à quoi bon l'énorme masse des ouvrages de défense élevée à l'intérieur du faubourg? Bien que la position de Malakoff commandât le reste, on pouvait gagner de cinq à six semaines en défendant opiniâtrement d'abord les ouvrages inférieurs du faubourg et puis la ville même. A en juger d'après les meilleurs plans, cartes et modèles, il n'y avait pas de raisons purement stratégiques ou tactiques pour abandonner soudain ce que l'on avait jusque-là défendu avec tant de ténacité.

Il ne reste que deux explications possibles : le moral de l'armée russe était atteint à un tel point qu'il paraissait contre-indiqué d'essayer une nouvelle résistance derrière les ouvrages intérieurs de la ville; ou bien le manque de vivres commençait à se faire sentir, non seulement dans la ville, mais encore dans le camp. A moins que ce ne fussent les deux à la fois.

La série presque ininterrompue de défaites que l'année russe a subies depuis Oltenița jusqu'à la bataille de la Tchernaiïa⁴ et l'assaut du 8 septembre ne peut avoir exercé qu'une action démoralisante sur les assiégés, et cela d'autant plus que bon nombre de ces soldats avaient été témoins des défaites du Danube et d'Inkerman.

Les Russes ont certainement un sentiment moral moins vif et peuvent donc, plus longtemps que d'autres troupes, subir des défaites. Mais cela ne peut évidemment pas dépasser certaines limites. Une résistance qui se prolonge par trop longtemps dans une place assiégée est en soi démoralisante. Elle implique des souffrances, des peines, des privations de repos, des maladies et la présence continuelle non pas du danger aigu qui trempe, mais du danger chronique qui abat.

La défaite de la Tchernaiïa, où se trouvait engagée une moitié de l'armée de secours, c'est-à-dire justement la moitié des renforts qui devaient sauver le côté sud, et la prise de Malakoff, clef de toute la position, ces deux défaites devaient avoir achevé la démoralisation.

Comme Malakoff commandait le pont qui conduisait à l'autre rive et que les Français pouvaient le détruire à tout moment, tout renfort de-

¹ Le général Aimable Pélissier qui avait remplacé le maréchal Canrobert en mai 1855 à la tête des troupes françaises. Sa victoire à Malakoff lui vaudra le grade de maréchal de France et le titre de Duc de Malakoff.

² Pas vraiment : le texte explique bien par la suite que la prise du promontoire de Malakoff exposait non seulement la ville aux bombardements français mais interdisait désormais tout renfort de la ville venant du centre de la Crimée.

³ Un autre nom pour désigner la colline de Malakoff.

⁴ Pour la chronologie de ces combats nous renvoyons au chapitre 6.1 du présent fascicule.

venait problématique et la retraite fut la dernière ressource des troupes.

Quant au manque d'approvisionnements, certains symptômes indiquent qu'il commençait à se faire sentir. L'interruption de la navigation russe dans la mer d'Azov¹ réduisait les Russes à une seule ligne d'opérations et diminuait par conséquent leurs arrivages. L'énorme difficulté de transporter, à travers une steppe à population clairsemée, des vivres, des munitions, etc. augmentait naturellement dès que la route de Cherson fut la seule ouverte. Les Russes devaient forcément user peu à peu les moyens de transport amenés par réquisition de l'Ukraine et des provinces danubiennes, et les provinces voisines une fois épuisées, éprouvaient de plus en plus de difficultés à les remplacer. Ce manque d'arrivages a dû se faire sentir d'abord non pas à Sébastopol où il existait de gros stocks d'approvisionnements, mais au camp d'Inkerman, à Bakhtchissarai² et sur la route que suivaient les renforts. Cela seul suffit à nous expliquer que les deux divisions de grenadiers qui furent si longtemps en marche et que l'on nous dit stationnées maintenant à Perekop n'aient pas avancé et n'aient point pris part à la bataille de la Tchernaiïa, comme aussi que, malgré l'absence de cette meilleure moitié des troupes de renfort, on ait risqué la bataille avec des forces nullement en l'apport avec la tâche assignée. Si ces considérations sont exactes, il ne restait en effet à Gortchakov d'autre ressource que de prendre acte de la prise de Malakoff pour sauver sa garnison sous un prétexte plausible.

Ce qui fut fait dès le 9 septembre 1855, les troupes russes quittant la place après l'avoir incendiée.

¹ Référence à l'expéditions de Kertch entre le 4 et le 23 mai 1855 : elle avait abouti à bloquer le ravitaillement de la ville.

² Une ville située à quelque 30 Km au nord-Est de Sébastopol.

L'Espagne en révolution

7.0. Préambule

« *Une histoire passablement compliquée* » : c'est en ces termes que se confiant à Engels dans sa lettre du 2 septembre 1854¹, Marx commente son approche érudite, à cette date, de l'histoire espagnole.

Il est vrai que l'enchevêtrement des épisodes, circonstanciels ou décisifs, de la vie politique espagnole en cette première moitié du 19^e siècle complique l'analyse de la période².

Cette complexité justifie que l'on prenne le soin d'un bref préambule pour décrire la manière dont le présent cahier va s'organiser.

L'objectif est d'offrir une présentation la plus claire des commentaires de Marx dans ses correspondances à l'adresse du *New York Tribune* au cours des années 1854/1856 qui constituent la période de référence de ce fascicule. Nous avons procédé à cet effet en intégrant ces écrits dans un jeu de repères chronologiques où ils trouvent distinctement leur place.

La première de ces chronologies accompagne la carrière de Baldomero Espartero et l'article que Marx réserve à ce personnage dans l'édition du 19 août 1854 du journal new-yorkais. La seconde de ces chronologies introduit les deux articles que Marx consacre aux événements de juillet 1856.

Le présent cahier se présente donc ainsi :

1. Un premier chapitre consacré à l'article de Marx du 19 août 1854 sur le personnage de Baldomero Espartero. Il offre avec la biographie de ce dernier un aperçu des principaux événements politiques de l'histoire d'Espagne de **1820 à 1844**.

2. Un deuxième chapitre en introduction aux articles de Marx des 8 et 23 août 1856 dans le *New York Tribune* et ses suppléments. Il offre un aperçu des principaux événements politiques de l'histoire d'Espagne de **1844 à 1856**.

3. Un troisième chapitre enfin qui donne à lire et commente les deux articles mentionnés.

On s'autorisera ici et là quelques répétitions qui aident à la compréhension des événements.

*

Sans rien vouloir trop simplifier, il n'est pas inutile de mettre en évidence les quelques **particularités** suivantes **de l'histoire politique de l'Espagne** au cours de ces années :

1. Le rôle prépondérant, d'abord, des **militaires** dans la mise en place des majorités politiques. Il s'explique par la quasi permanence des périodes conflictuelles qui se sont succédé après la guerre d'indépendance (1808-1814), au cours principalement des guerres carlistes (de 1833 à 1839 et de 1845 à 1849 pour les deux premières). Les événements ont donné à l'armée un poids politique prépondérant.

¹ C4, p. 155. Marx s'était mis à l'étude de l'espagnol dès le mois de mai 1854. A Engels, le 3 mai 1854 : « Quand j'ai une heure, (...) je fais présentement de l'espagnol. Commencé avec Calderon (...). Ensuite, - horrible dictu - j'ai lu en espagnol *Atala* et *René* de Chateaubriand et quelques textes de Bernardin de Saint-Pierre, toutes choses qui auraient été illisibles en français. A présent, je suis en plein Don Quichotte. » (C4, p. 118). Ce 2 septembre 1854, il ajoute : « Mon principal sujet d'étude est en ce moment l'Espagne. Jusqu'à maintenant, j'ai bûché, surtout dans les ouvrages espagnols, les périodes 1808-14 et 1820-23. J'en arrive à la période de 1834-43. L'histoire est passablement compliquée. C'est plus dur encore pour arriver à en saisir l'évolution. (...) Le tout fera six articles pour le *Tribune*, s'ils sont très condensés. » (C4, p.155). Sur l'ensemble des travaux consacrés par Marx aux événements espagnols, on consultera le volume des « Cahiers d'étude de Karl Marx (1853-1856) » publié par Maximilien Rubel (en ligne sur le site de l'université de Cambridge à l'adresse www.cambridge.org).

² « L'histoire de l'Espagne entre la mort de Ferdinand VII et l'avènement d'Alphonse XII donne à l'observateur peu attentif une impression de chaos » (Joseph Perez, *L'histoire de l'Espagne*, Fayard, Paris 1996, p. 555). Pour sa part, Pierre Vilar affirme sévèrement : « Pittoresque ou fastidieuse, suivant le ton adopté, l'histoire politique du XIXe siècle espagnol n'est qu'un enchaînement d'intrigues, de comédies et de drames. » (*Histoire de l'Espagne*, Coll. Que sais-je ?, PUF, p. 53).

2. Ces interventions ont systématiquement pris la forme du **pronunciamento**, une sorte de rituel insurrectionnel typiquement espagnol par lequel une conspiration de militaires « se prononce » en faveur d'une orientation politique ou d'un leader en particulier et engage en ce sens un soulèvement armé qui en appelle au peuple¹.

3. L'engagement des forces libérales contre l'Ancien régime soutenu par les carlistes a eu pour corollaire un constant **soutien à la monarchie**, en l'occurrence au règne d'Isabelle II. En toutes circonstances, le pouvoir royal (au sens large, *camarilla* comprise) a gardé d'importantes prérogatives constitutionnelles (notamment par l'exercice du veto et le droit de dissoudre les Cortès) et une très importante marge de manœuvre contre une représentation parlementaire souvent divisée².

4. La **violence** des affrontements politiques et sociaux, dans le cadre des guerres carlistes comme à l'occasion de tous les affrontements et quel que soit le camp, fait contraste avec le caractère **timoré** du mouvement libéral aussi bien dans sa composante progressiste que modérée, cela par crainte de tout débordement populaire.

5. Pour sa part, le **mouvement ouvrier espagnol** va tarder à s'organiser comme tel dans sa dimension politique. Les premières actions vigoureuses se manifestent toutefois dès 1835 au sein des entreprises dans le cadre du strict rapport de force salarial et principalement dans les régions industrialisées du nord, dans le secteur minier des Asturies, du Pays Basque et de Navarre, ainsi qu'en Catalogne, à Barcelone, dans le secteur des fabrications textiles. L'interdiction par le pouvoir libéral³, au nom de la liberté d'entreprise, des anciennes corporations n'empêchera pas que se déroule, du 2 au 22 juillet 1855, précisément à Barcelone, la première grève générale de la classe ouvrière espagnole. Pour sa part, la paysannerie pauvre est condamnée aux émeutes occasionnelles, sans résultats tangibles immédiats. Il faudra attendre la fin des années 1860 et les débuts de la première Internationale pour que se constituent les premiers partis ouvriers, avec, idéologiquement, une prépondérance des partisans de Bakounine.

*

Le cadre historique des écrits de Marx qui constituent l'objet de ce cahier explique que l'on ait écarté la série des articles qu'il a publiée entre le 9 septembre et le 2 décembre 1854⁴ sous le titre de « L'Espagne révolutionnaire », laquelle série apporte une analyse des premiers cycles (1808-1814 et 1820-1823) de la révolution bourgeoise espagnole.

Ces études présentent de **remarquables développements d'intérêt général**. Nous en avons sélectionné **quatre**, que voici.

1. **La première observation** concerne le retard, sinon l'échec, de la monarchie absolue espagnole à réaliser la centralisation administrative et politique du pays⁵. L'intérêt de la réponse de Marx à cette question réside, on va le voir, dans sa conclusion où se trouve convoqué, comme abruptement, le concept de « **formes asiatiques de gouvernement** » :

(...) comment expliquer ce curieux phénomène qu'après un règne de près de trois siècles de la dynastie des Habsbourg, suivie par la dynastie des Bourbons - chacune d'entre elles étant bien suffisante pour écraser un peuple - les libertés municipales de l'Espagne survivent plus ou moins ? Que c'est justement dans le pays où, de tous les États féodaux, la monarchie absolue naquit en premier dans sa forme la plus brutale, que la centralisation ne réussit jamais à prendre racine ? Répondre n'est pas difficile. C'est au XVI^e siècle que se constituèrent les grandes monarchies qui partout s'érigèrent sur les ruines des classes féodales en lutte : l'aristocratie et les villes. Mais

¹ Cf. sur ce point précis l'étude de Matthieu Trouvé « La culture du pronunciamento en Espagne », in *Parlement(s)*, revue d'Histoire politique, 2009/2, n° 12, p. 87-98.

² Et d'autant plus qu'elle était accommodée par un système électoral étroitement censitaire.

³ C'est l'objet du décret du 6 décembre 1836. En revanche, la bourgeoisie n'a pas tardé à s'organiser dès les années 1840, notamment dans le secteur minier de Carthagène, au sein d'une puissante association nommée la « Junta Central de Minas ». (Cf. sur ce point Juan Bautista Vilar, « Carthagène et son district minier. Aux origines du mouvement ouvrier espagnol (1856-1870) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 1986, t. XXII, pp. 345-372)

⁴ Ces huit articles se trouvent reproduits aux pages 857-924 du volume IV des *Œuvres* de Marx dans la collection de la Pléiade aux éditions Gallimard. S'y ajoute un neuvième article non paru et daté du 23 mars 1855.

⁵ L'une des particularités du mouvement carliste sera le refus du centralisme étatique.

dans les autres grands États d'Europe, la monarchie apparaît comme un centre civilisateur, comme l'initiatrice de l'unité sociale. Elle y fut le creuset où les éléments variés de la société furent mélangés et refondus au point de permettre aux villes d'échanger l'indépendance et la souveraineté locales au Moyen Âge contre le règne général de la bourgeoisie et la domination commune de la société civile. En Espagne, au contraire, alors que l'aristocratie s'enfonçait dans l'avisement sans abandonner ses pires privilèges, les villes perdirent leur puissance médiévale sans gagner une importance moderne.

Depuis l'établissement de la monarchie absolue, elles ont végété dans un état de déchéance continue. Il ne nous appartient pas de rappeler ici les circonstances politiques ou économiques qui ont détruit le commerce, l'industrie, la navigation et l'agriculture espagnoles. Il suffit, pour notre propos présent, de nous en tenir au fait. A mesure que s'étiolait la vie commerciale et industrielle des villes, les échanges intérieurs se raréfiaient, le commerce des habitants des différentes provinces diminuait, les moyens de communication furent négligés et les grandes routes progressivement désertées. Ainsi, la vie locale de l'Espagne, l'indépendance de ses provinces et communes, les diversités multiples de la société - qui était fondée à l'origine sur la configuration naturelle du pays et dont le développement historique reflète la manière détachée des diverses provinces de s'émanciper de la domination mauresque et de former de petites communautés indépendantes - tout cela se vit finalement fortifié et consolidé par la révolution économique qui tarit les sources de l'activité nationale. Et tandis que la monarchie absolue trouvait en Espagne des matériaux foncièrement opposés à la centralisation, elle fit l'impossible pour empêcher l'épanouissement d'intérêts communs émergeant de la division nationale du travail et de la multiplicité des échanges intérieurs - la seule base sur laquelle un système d'administration uniforme et une législation générale peuvent être créés. Aussi, la monarchie absolue d'Espagne, qui n'a qu'une ressemblance superficielle avec les monarchies absolues d'Europe en général, doit plutôt être rangée dans la catégorie des formes asiatiques de gouvernement. Comme la Turquie, l'Espagne resta un conglomérat de communautés mal gérées avec à leur tête un souverain nominal. Le despotisme changeait de caractère selon les provinces au gré de l'interprétation arbitraire des lois générales par les vice-rois et les gouverneurs; mais aussi despotique que fut le gouvernement, il n'empêcha pas les provinces de subsister avec des lois et coutumes différentes, des monnaies différentes, des drapeaux militaires de couleurs différentes et avec leurs systèmes fiscaux appropriés. Le despotisme oriental ne s'attaque à l'autonomie municipale que si elle s'oppose à ses intérêts directs, mais il est bien aise de préserver la continuité de ces institutions aussi longtemps qu'elles le déchargent du devoir de prendre quelque initiative et lui épargnent la peine d'une administration régulière¹.

On trouve, en effet, ici les éléments constitutifs du concept de **mode de production asiatique** tel que Marx et Engels ont commencé à l'élaborer dans leur correspondance de **juin 1853** relative aux sociétés de l'Inde et de la Chine. Parlant de « despotisme oriental », Marx mobilise donc bien plus qu'une image rhétorique, mais une catégorie qui prend place peu à peu dans son approche des sociétés autrement constituées que sur le mode capitaliste dominant en Europe occidentale. L'allusion est certes fugace autant que la comparaison est, à vrai dire, plutôt approximative si l'on se réfère au contenu de la notion ici convoquée².

*

La **deuxième observation** vise la composante **réactionnaire** du mouvement de libération espagnol contre l'occupation française³. Marx met en évidence la division des forces insurgées en **deux camps** :

¹ Article du 9 septembre 1854 (K. Marx, *Œuvres*, vol. IV, op.cit., pp. 862-864).

² Nous renvoyons sur cette question au chapitre 4.2 (« En vue du mode de production asiatique ») du présent fascicule.

³ Pour rappel, la présence des troupes française en Espagne a d'abord fait l'objet d'un accord politique entre Napoléon et le roi Charles IV. Le traité de Fontainebleau du 27.10.1807 autorisait en effet la Fran-

l'un, majoritaire, en faveur d'une régression absolutiste et cléricale, l'autre, minoritaire, en faveur d'un renouveau politique.

Parlant du soulèvement populaire contre les élites acquises aux Français (ceux que l'on nommait les *afrancesados*), Marx écrit :

Somme toute, le mouvement semblait dirigé *contre* la révolution plutôt qu'*en faveur* de celle-ci. National, puisqu'il proclamait l'indépendance de l'Espagne face à la France, il était en même temps dynastique, puisqu'il opposait le « bien aimé » Ferdinand VII à Joseph Bonaparte; réactionnaire, puisqu'il opposait les vieilles institutions, coutumes et lois aux innovations rationnelles de Napoléon; superstitieux et fanatique, puisqu'il opposait la « sainte religion » à ce qu'on appelait « athéisme français » ou suppression des privilèges particuliers de l'Eglise romaine. Les prêtres, que le sort de leurs frères en France avait terrifiés, attisaient les passions populaires dans l'intérêt de leur propre préservation. (...)

Toutes les guerres d'indépendance menées contre la France sont marquées du sceau commun d'une régénération mêlée de réaction; mais nulle part autant qu'en Espagne. Dans l'imagination du peuple, le roi apparaissait nimbé de la lumière d'un prince romantique brutalisé et retenu captif par un voleur géant. Les périodes les plus fascinantes et les plus populaires de son passé étaient auréolées des traditions sacrées et miraculeuses de la guerre livrée au Croissant par la Croix ; et une grande partie des classes inférieures était accoutumée apporter la livrée des moines mendiants et à vivre aux frais du saint patrimoine de l'Eglise.

(...)

Toutefois, si la paysannerie, les habitants des petites villes à l'intérieur du pays et la pléthorique armée des moines mendiants, avec ou sans froc, tous pétris jusqu'à la moelle de préjugés religieux et politiques, constituaient l'écrasante majorité du parti national, il existait d'un autre côté en son sein une minorité active et influente qui considérait le soulèvement populaire contre l'invasion française comme le signal attendu d'une régénération politique et sociale de l'Espagne. Cette minorité était composée des habitants des ports maritimes, des villes commerçantes et d'une partie des capitales provinciales où, sous le règne de Charles V, s'étaient développées jusqu'à un certain point les conditions matérielles d'une société moderne. Elle fut renforcée par la partie cultivée des classes supérieures et par la bourgeoisie, écrivains, médecins, juristes, voire prêtres, pour qui les Pyrénées n'avaient pas été une barrière suffisante contre la pénétration de la philosophie du XVIIIe siècle. (...). Venait enfin la jeunesse bourgeoise, tels les étudiants de l'Université qui avaient accepté d'enthousiasme les aspirations et les principes de la Révolution française et qui, à un certain moment, avaient même espéré voir leur patrie régénérée avec l'aide de la France.

Tant que la défense commune de la patrie fut seule en cause, les deux grands éléments constitutifs du parti national restèrent en parfaite harmonie. Leur antagonisme ne devait apparaître que lorsqu'ils se retrouvèrent ensemble aux cortès, l'arène où la nouvelle Constitution devait être mise en chantier. Afin d'attiser l'esprit patriotique du peuple, la minorité révolutionnaire n'avait pas, pour sa part, hésité à en appeler aux préjugés nationaux de la vieille foi populaire. Quelque favorable que cette tactique ait pu paraître aux objectifs immédiats de la résistance nationale, elle ne pouvait manquer de se révéler fatale à cette minorité quand vint le temps pour les intérêts conservateurs de la vieille société de se retrancher justement derrière ces préjugés et ces passions populaires en vue de

ce à traverser l'Espagne avec des armées destinées à attaquer le Portugal. C'est le désaccord, en avril 1808, entre Charles IV et son fils Ferdinand qui les conduira à solliciter l'arbitrage de Bonaparte lors de l'entrevue de Bayonne, lequel Bonaparte optera pour la mise en place de son propre frère Joseph à la tête du pays. Les soulèvements populaires ont alors immédiatement surgi.

se défendre contre les propres projets et les plans ultérieurs des révolutionnaires¹.

Et Marx de terminer son analyse par un rappel du caractère décentralisé de la guerre d'indépendance sous la conduite de juntas régionales autonomes dominées par la noblesse.

Cette dispersion de la résistance nationale et l'incapacité des juntas à réunir un gouvernement central feront l'objet des troisième et quatrième articles de la série, datés des 20 et 27 octobre 1854².

*

La **troisième observation** insiste sur le **rôle de la guérilla** dans la résistance espagnole. L'inorganisation des armées régulières livrées à « des chefs militaires aussi présomptueux qu'incapables³ » s'est en effet vu compenser par une vigoureuse capacité de riposte sous la forme de guérillas locales meurtrières.

Il convient de distinguer trois périodes dans l'histoire des guérillas.

Dans la première période, la population d'entières provinces prit les armes et mena une guerre de partisans, comme en Galice et dans les Asturies.

Dans la deuxième période, des bandes de guérilla, composées des restes des armées espagnoles, de déserteurs espagnols des armées françaises, de contrebandiers, etc., firent la guerre pour leur propre compte, indépendamment de toute influence étrangère, conformément à leurs intérêts immédiats. Au gré d'heureux hasards et circonstances, elles ramenèrent fréquemment des districts entiers sous leurs bannières. Aussi longtemps que les guérillas étaient constituées de la sorte, leur aspect n'avait, dans l'ensemble, rien de redoutable, mais elles n'en étaient pas moins extrêmement dangereuses pour les Français. Elles constituaient la base d'un réel armement du peuple. Dès que l'occasion d'un pillage s'offrait, ou que l'on projetait une entreprise commune, les hommes les plus actifs et les plus audacieux parmi la population accoururent et rejoignirent les guérillas. Ils fondaient comme l'éclair sur leur proie, ou se mettaient en ordre de bataille, selon l'objectif de leur action. Il n'était pas rare de les voir toute une journée aux aguets, face à un ennemi vigilant, à seule fin d'intercepter un courrier ou de s'emparer de provisions. (...) Une fois leur entreprise menée à bien, chacun partait de son côté et on pouvait apercevoir des hommes armés se disperser dans toutes les directions ; quant aux paysans ralliés, ils retournaient tranquillement à leurs travaux sans « même que leur absence eût été remarquée ». Ainsi, sur toutes les routes, les communications étaient coupées. Des milliers d'ennemis étaient sur les lieux, mais on ne pouvait en découvrir un seul. Aucun courrier ne pouvait être expédié sans être pris ; aucun approvisionnement ne pouvait être acheminé sans être intercepté ; en bref, aucun mouvement ne pouvait être tenté sans être épié par des centaines d'yeux. En même temps, il n'existait aucun moyen de s'attaquer à la racine d'une coalition de ce genre. Les Français étaient obligés d'être constamment armés contre un ennemi qui, tout en se déroband sans cesse, resurgissait toujours, était partout à la fois sans jamais être jamais aperçu, les montagnes lui servant d'autant de refuges. Aux dires de l'abbé de Pradt, « ce n'était ni des batailles ni des engagements qui épuisaient les forces françaises, mais les harcèlements incessants d'un ennemi invisible qui, s'il était poursuivi, se fondait dans le peuple, pour réapparaître l'instant d'après avec des forces

¹ Article du 25 septembre 54 : Marx, *Œuvres*, vol. IV, op.cit., pp. 867-869.

² Réunie à Aranjuez le 25 septembre 1808 sous la direction du comte de Floridablanca, la *Junta centrale* n'aura d'autre rôle que d'assurer une sorte de régence passive avant le retour au pays du roi Ferdinand VII. « Dès le début, la majorité de la Junta centrale considéra que son principal devoir était de dompter les premiers transports révolutionnaires », écrit Marx (op.cit., p. 876).

³ Op.cit., p. 884.

renouvelées. Le lion de la fable qu'un moustique torture à mort offre une fidèle image de l'armée française¹ ».

Dans leur troisième période, les guérillas singèrent l'organisation régulière d'une armée permanente, portèrent leur corps de 3.000 à 6.000 hommes, cessèrent d'être l'affaire de districts entiers et tombèrent entre les mains d'une poignée de chefs qui en abusèrent au mieux de leurs propres desseins. Ce changement dans le système des guérillas donna aux Français dans leurs affrontements avec eux des avantages considérables. Désormais incapables, en raison de leur grand nombre, de se cacher et de disparaître soudainement sans être forcés d'accepter le combat, comme c'était précédemment le cas, les guérilleros étaient fréquemment rejoints, défaits, dispersés, et, pour quelque temps, mis hors d'état de poursuivre leur harcèlement.

En comparant les trois périodes du combat des guérillas avec l'histoire politique de l'Espagne, on constate qu'elles représentent les degrés respectifs de la ferveur populaire que l'esprit contre-révolutionnaire du gouvernement avait réussi à apaiser peu à peu. Née avec le soulèvement de populations entières, la guerre des partisans fut ensuite menée par des bandes de guérillas, auxquelles des régions entières servaient de réserve, pour finir dans des corps francs continuellement sur le point de devenir des bandits ou de tomber au rang de régiments permanents (...) En ce qui concerne les guérillas, il est évident qu'après avoir des années durant occupé le théâtre des conflits sanglants, contracté des habitudes de vagabondage, donné libre cours à leurs passions de la haine, de vengeance, de soif du pillage, elles devaient, en temps de paix, constituer une population des plus dangereuses, toujours prête à se mettre en mouvement au moindre signe, au nom de n'importe quel parti ou principe qui serait capable de la bien payer ou de lui offrir prétexte à razzias².

Cette conclusion doit être rapprochée des multiples références de Marx, en rapport avec les lazzaroni de Naples, à la **populace des villes** le plus souvent mobilisée par le pouvoir en place pour se livrer, contre rétribution, à des violences ciblées, comme lors du retour de Ferdinand à Madrid en mai 1814 : « Le carrosse fut trainé par le peuple d'Aranjuez à Madrid. Quand le roi en descendit, la populace³ le reçut dans ses bras, le montra triomphalement à la foule immense assemblée devant le palais et le porta ensuite dans ses appartements. Au-dessus de l'entrée de la salle des Cortès à Madrid, on pouvait lire en grandes lettres : LIBERTE. La racaille s'y rua pour l'effacer, plaça des échelles, arracha une à une les lettres du mur et chaque fois qu'il en tombait une dans la rue, les spectateurs redoublaient de cris d'allégresse. On ramassa tout ce qu'on pouvait trouver des journaux des cortès et de papiers et pamphlets des libéraux, on forma une procession avec, à sa tête, les confréries religieuses et le clergé - régulier et séculier - on empila ces papiers sur des places publiques, et là on les détruisit en un autodafé politique ; après quoi on célébra la sainte messe et on chanta le Te Deum en action de grâces pour le triomphe obtenu. Fait plus important peut-être que ces honteuses démonstrations de la populace urbaine - payée en partie pour ses exploits, tels les lazzaroni de Naples, préférant la domination dévergondée des rois au sobre régime des bourgeois -, aux secondes élections générales, les *serviles*⁴ remportèrent une victoire décisive⁵. ».

*

¹ Marx cite ici les *Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne* du diplomate et historien Dominique Dufour de Pradt qui a été le premier aumônier de Bonaparte avant d'être nommé baron d'Empire et de devenir l'un de ses principaux diplomates. Il était présent lors des négociations de Bayonne en mai 1808.

² Article du 30 octobre 54 : op.cit., pp. 885-887.

³ Le texte anglais a recours à trois termes : « populace », « rabble » et « mob » équivalents dans leur évocation péjorative de la canaille, la horde, la bande et la clique (MECW, vol. 13, pp. 436-437).

⁴ Les *serviles* constituaient l'un des trois partis des Cortès de l'époque. Ils formaient le camp des partisans du pouvoir absolu et des cléricaux, à côté des *liberales* (les bourgeois libéraux) et des *americanos* qui représentaient les intérêts des colons.

⁵ Op.cit., p. 901.

Enfin retenons de l'ultime article de la série¹ ces considérations sur **l'échec de la révolution de 1820-1823**.

Il est facile d'expliquer l'échec de la révolution de 1823. Ce fut une révolution bourgeoise et, plus exactement, une révolution urbaine, tandis que la campagne - ignorante, apathique, attachée aux cérémonies pompeuses de l'Eglise - se bornait à observer passivement les conflits de parti, qu'elle ne comprenait guère. Dans les quelques provinces où, par exception, elle prit une part active à la lutte, ce fut plutôt aux côtés de la contre-révolution - ce qui n'a rien d'étonnant en Espagne, « ce magasin de vieilles coutumes, ce dépôt de tout ce qui ailleurs, est oublié et dépassé », un pays où pendant la guerre d'Indépendance, on voyait des paysans utiliser des éperons pris dans l'arsenal de l'Alhambra et s'armer de piques et de halberdes de fabrication curieuse et ancienne, tout droit sorties des guerres du XV^e siècle. En outre, selon une particularité propre à l'Espagne chaque paysan, qui avait au-dessus de la porte de sa misérable cabane une noble inscription taillée dans la pierre se considérait comme un noble; par conséquent la population rurale, pourtant pauvre et pressurée ne gémissait en général jamais sous le poids de cette conscience d'abjecte dégradation qui la désespérait dans le reste de l'Europe féodale.

(...)

Ainsi isolée de la masse de la nation, la population urbaine révolutionnaire était donc forcée - dans sa lutte contre les grands d'Espagne, le clergé rural, le pouvoir monastique et la Couronne qui représentait tous ces éléments surannés de la société - de s'en remettre entièrement à l'armée et à ses chefs. C'est cette position usurpée par l'armée dans le camp révolutionnaire, jointe à son isolement des masses, qui en faisait un instrument dangereux pour ses détenteurs, mais inoffensif pour l'ennemi qu'elle devait frapper. Finalement, les soi-disant *moderados*, la couche supérieure de la bourgeoisie, devenaient vite indifférents à la cause de la révolution, pour ensuite la trahir, car ils se berçaient de l'espoir d'établir leur pouvoir grâce à une intervention française, jouissant ainsi des fruits d'une nouvelle société sans coup férir et sans admettre les plébiens à leur partage².

*

¹ Daté du 20 novembre 1854, il est intitulé « Espagne. Intervention. (Fragment) ». Il s'agit d'un extrait d'un cahier de Marx. L'article était censé conclure la série mais n'a pas été publié par le *New York Tribune*. Le texte se trouve aux pages 921-924 du volume IV des *Œuvres* de Marx dans la collection de la Pléiade aux éditions Gallimard.

² Op.cit., p. 922-923.

L'Espagne en révolution

7.1. Espartero

Voici d'abord, pour aider à l'intelligence de l'article de Marx, un bref exposé des principales étapes de la carrière militaire et politique de Baldomero Espartero.

Il fournit le cadre d'un aperçu chronologique des principaux événements qui ont marqué l'histoire d'Espagne en cette première moitié du siècle.

*

Etudes de référence :

- F.G. Bruguera, *Histoire contemporaine d'Espagne 1789-1950*, Éditions Ophrys, Paris 1953.
- Charles de Mazade, *Les révolutions de l'Espagne contemporaine, Quinze ans d'histoire (1854-1868)*, Didier et Ce, Libraires-Éditeurs, Paris 1869¹.
- Irène Castells Olivan, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1830), *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, avril-juin 2004, en ligne sur Revue.org.
- Raymond Carr, *Spain 1808-1939*, Oxford At the Clarendon Press, Oxford University Press, 1966.
- Michael Löwy, « La révolution espagnole (1854-1856) », in *Le Mouvement social*, N° 60 (Juil.-Sept., 1967), pp. 79-99.
- Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Fayard, Paris 1996.
- Philippe Nourry, *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours*. Éditions Tallandier, Paris 2013.
- Florencia Peyrou, « 1848 et le parti démocratique espagnol », in *Le Mouvement social*, 2011/1, N° 234, pp. 17-32.
- Jacques Pinglé, *Histoire des Espagnols*, « Encyclopédie universitaire », Editions universitaires, Paris 1975.
- E. Témine, A. Broder, G. Chastagnaret, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Aubier Montaigne, Coll. historique, Paris 1979.
- Mathieu Trouvé, « La culture du pronunciamiento en Espagne », *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2009/2, N° 12, pp. 87-98, en ligne sur Cairn.info.
- Pierre Vilar, *Histoire de l'Espagne*, PUF, coll. Que sais-je ?, n° 275, Paris 1947.

*

Baldomero Espartero est né le **27 février 1793** à Granátula de Calatrava d'une famille pauvre dont il est le neuvième enfant.

Déclenchée le 2 mai 1808 par le soulèvement de Madrid, la guerre d'indépendance² espagnole contre l'occupation française prend fin en mars 1814 avec le retour du roi Ferdinand VII qui s'empresse de rétablir un pouvoir absolu³.

1815	Très jeune engagé dès 1809 dans l'armée, Espartero se trouve envoyé le 1 ^{er} février 1815 en Amérique du Sud pour y combattre les mouvements de libération en lutte contre la domination espagnole. Son engagement lui vaut d'être nommé, en octobre 1823, au grade de colonel.	Sa conduite au combat témoigne d'une brutalité qui sera une constante tout au long de sa carrière.
------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------

¹ Disponible sur Gallica, l'ouvrage reprend l'étude publiée par la *Revue des Deux mondes* sous le titre « L'Espagne et la révolution de 1854 », en ligne sur Wikisource.

² Il serait plus adéquat de la nommer « guérilla » d'indépendance en raison du recours massif par les insurgés à cette stratégie de harcèlement adaptée à la géographie du pays. Les batailles rangées entre les troupes françaises et les combattants espagnols seront plutôt rares.

³ Un retour théâtralement mis en scène par les partisans de l'Ancien régime. Une des premières décisions de Ferdinand IV sera de rétablir la Sainte Inquisition que la junte de Cadix avait supprimée en mars 1812. C'est le début d'une féroce répression contre les élites libérales.

- 1820 Le pronunciamiento¹ du colonel Rafael del Riego le 1^{er} janvier 1820 à Cadix² et celui du général Francisco Ballesteros, le 10 mars, à Madrid, ainsi que d'autres soulèvements à Saragosse, Pampelune, Barcelone, contraignent Ferdinand VII à prêter serment à la Constitution de 1812³. Les libéraux sont au pouvoir pour trois ans, non sans connaître des divisions en leur sein, entre modérés et radicaux (nommés à cette époque les *exaltados*)⁴.
- 1823 Du 20 octobre à décembre 1822 se tient à Vérone le congrès de la Sainte Alliance: les Français sont chargés de rétablir l'absolutisme royal en Espagne⁵. Le 7 avril 1823, les troupes de Louis XVIII (lesdits *Cent Mille fils de Saint Louis*) franchissent la frontière sans rencontrer de grande résistance sinon en Andalousie, à Cadix, où les régiments restés fidèles au pouvoir légal se sont repliés (emportant le roi et sa famille comme otages) et combattront jusque septembre 1823. Rétabli sur son trône le 1^{er} octobre 1823, Ferdinand VII abolit aussitôt la législation libérale et se livre de nouveau à une sévère répression⁶. Cette période de terreur blanche se poursuivra jusque 1826.
- 1824 Après la défaite espagnole, le 9.12.1824, à la bataille d'Ayacucho⁷, Espartero rejoint l'Espagne. Cette défaite aura pour conséquence d'assurer l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud. La perte de son empire colonial place désormais l'Espagne dans une situation financière des plus critiques, la rendant de plus en plus dépendante de ses banquiers et divers affairistes.
- 1827 De retour en Espagne, il épouse en septembre 1827 la fille d'un riche négociant et propriétaire terrien. Ce mariage le munit d'une fortune considérable.

¹ Il s'agit du premier coup de force reconnu sur ce modèle qui allie la triple séquence : conspiration, insurrection militaire et mise en place d'un nouveau régime politique. Notons que par lui-même, ce pronunciamiento de Rafael del Riego devenu une sorte de modèle n'a pas été dans l'immédiat un véritable succès. Ce sont les insurrections urbaines qui ont suivi qui ont fait la décision.

² Plus précisément à Cabezas de San Juan, un village de Séville.

³ Laquelle avait été promulguée le 19 mars 1812 à Cadix au cours de la guerre d'indépendance contre l'occupation française. Constitutive d'une monarchie constitutionnelle comme fondement du système politique, elle marque le début de l'offensive libérale. Elle sera du reste abolie par Ferdinand VII dès son rétablissement sur le trône en 1814.

⁴ La situation politique nouvelle est analysée par Marx dans son article du 23 mars 1855 dans lequel il décrit le détail des manœuvres déloyales, conspiratives même, de Ferdinand VII dans l'exercice des larges pouvoirs que lui a laissés la Constitution, en matière notamment de nomination des cadres de l'armée (K. Marx, *Œuvres*, vol. IV, Gallimard, pp. 911-921). S'agissant du serment de ce dernier à la Constitution de 1812, Marx écrit : « Ferdinand VII, un couard despotique, un tigre au cœur de lièvre, un homme aussi assoiffé d'autorité qu'incapable de l'exercer, un roi aspirant au pouvoir absolu afin d'être à même de l'abandonner aux mains de ses valets, fier, toutefois, d'une seule chose, à savoir sa parfaite maîtrise en matière d'hypocrisie. » (p. 913-914). Observons par ailleurs que la bourgeoisie libérale, sauf sur le plan institutionnel et dans sa politique anticléricale, n'a rien de révolutionnaire. La création en avril 1820 d'une milice nationale fortement encadrée répond à des objectifs bien précis qui sont de préserver les intérêts de classe des nantis, en particulier dans les zones rurales. La suppression, le 21 octobre 1820, du droit de réunion mettra fin par ailleurs à l'agitation populaire qu'entretenaient, par exemple, à Madrid, les réunions de multiples clubs et sociétés révolutionnaires. Marx date du 7 septembre 1820 la rupture entre les deux ailes de la bourgeoisie libérale, précisément sur une question de répression du mouvement populaire à Madrid (article cité, p. 916).

⁵ Le rôle de François-René de Chateaubriand au cours de ce congrès sera décisif. Cf. La lettre de Marx à Engels du 26.10.54 : « En étudiant le merdier espagnol, je suis tombé sur le digne Chateaubriand, ce styliste prétentieux qui allie de la façon la plus écoeurante le scepticisme et le voltairianisme distingué du XVIIIe siècle au sentimentalisme et au romantisme également distingués du XIXe siècle (...) Pour ce qui est de l'aspect politique du bonhomme, il s'est lui-même mis en valeur dans son *Congrès de Vérone* et la seule question qui se pose est de savoir si c'est par « l'argent comptant » d'Alexandre Pavlovitch qu'il fut acheté ou bien seulement par des flatteries auxquelles ce fat vaniteux est sensible comme personne. » (Marx Engels, *Correspondance*, vol. 4, p. 168).

⁶ Fait prisonnier le 15 septembre 1823, Rafael del Riego est aussitôt pendu en place publique à Madrid le 7 novembre 1823 et son corps dépecé. Les historiens espagnols désignent cette période de 1823 à 1833 comme la « décennie ignominieuse » (*Ominosa Decada*). Elle commence dès le 4 octobre 1823 par un décret déclarant hors la loi tous ceux qui ont occupé un quelconque poste officiel au cours du triennat libéral.

⁷ Une bataille à laquelle il ne participe pas, se trouvant à cette date en mission en Espagne. Revenu au Pérou en mai 1825, il subira quelques mois d'emprisonnement avant de pouvoir rejoindre l'Espagne en 1826.

29.09.33 Mort de Ferdinand VII et nomination de son épouse Marie-Christine¹ au poste de Régente. La jeune reine Isabelle, sa fille, est une enfant de trois ans. Dès octobre 1833, c'est le début de la première guerre carliste². Elle va durer sept ans.

A la mort de Ferdinand VII, il rejoint les partisans d'Isabelle II et s'engage à ce titre dans le conflit contre l'opposition carliste³. Ses premières victoires dans ce conflit lui valent de l'avancement en grade.

1835 La nomination en septembre 1835 du libéral Juan Alvarez Mendizábal au poste de ministre du Trésor va entraîner la mise en œuvre d'une politique de *désamortissement* visant la mise aux enchères de terres et de biens réputés improductifs qui étaient détenus dans la plupart des cas par l'Église et par les ordres religieux. Censée combattre le déficit public, cette mesure ne profitera qu'à la grande bourgeoisie et à la noblesse terrienne seules capables d'acquérir les biens mis en vente.

25.12.36 Nommé général en chef de l'armée du Nord (et vice-roi de Navarre), il remporte, le 25 décembre 1836, la victoire décisive de Luchana (près de Bilbao) contre les carlistes. Cette victoire assure sa notoriété⁴ dans toute l'Espagne libérale et parmi les classes populaires qui lui livrent un véritable culte.

Son entrée en politique coïncide avec sa nomination comme député aux Cortès lors des élections du 3 octobre 1836.

18.06.37 Promulgation d'une nouvelle Constitution Inspiré de la Constitution de 1812, ce texte est un compromis entre la noblesse et la bourgeoisie libérale. Il accorde aux Cortès le droit de se réunir librement⁵, le pouvoir royal gardant toutefois son droit de veto et de dissolution des deux Chambres qui sont instituées. Le catholicisme est reconnu comme religion d'Etat. Cette Constitution restera en vigueur jusqu'en 1845.

1838 Le 27.04.38, il obtient non loin de Burgos une importante victoire contre le général carliste Negri. C'est le début d'une série de succès militaires qui aboutiront à l'accord de Vergara.

1839 Le 31.08.1839, il conclut avec le général carliste Rafael Maroto la convention de **Vergara**⁶ qui met un terme à la guerre civile dans le nord de l'Espagne⁷ et reçoit de ce fait le titre glorieux de « duc de la Victoire ».

¹ Marie-Christine, sa nièce, qu'il avait épousée en 1829 et qui, contre toute attente, lui donne une héritière en 1830, la future Isabelle II (puis une deuxième fille l'année suivante, l'infante Luisa Fernanda).

² Le carlisme est l'expression politique d'une droite royaliste de caractère théocratique farouchement opposée à la monarchie constitutionnelle et à quelque forme de laïcité de l'Etat. Il prend le relais du mouvement des *Apostoliques* qui s'est déchainé lors de la restauration d'Alphonse VII par les Français. Les guerres carlistes, le plus souvent menées par les insurgés sur le mode de la guérilla, donneront lieu très souvent à des actes de sauvagerie, et cela dans les deux camps.

³ Il donne à plusieurs reprises libre cours à ses penchants répressifs soit contre l'ennemi soit contre ses propres troupes tenues pour indisciplinées.

⁴ Et le titre de comte de Luchana.

⁵ Mais sur la base d'un suffrage censitaire limité à 2,2% de la population.

⁶ Connue aussi sous le nom de convention d'Ognate, elle garantissait aux officiers carlistes le droit de garder leur emploi et leur grade dans l'armée régulière d'Isabelle II, avec la prise en charge des veuves et des orphelins par l'Etat. La scène de l'accolade célèbre entre Espartero et le carliste Maroto est connue dans l'histoire espagnole sous le nom d'*embrace de Vergara*.

⁷ La guerre se poursuivra néanmoins jusqu'au 30 mai 1840 sous la direction du général carliste Ramón Cabrera, la prise de la ville de Morella, ce jour-là, par les troupes d'Espartero marquant la fin de la première guerre carliste.

- 01.09.40 Un soulèvement de la milice à Madrid et dans de nombreuses villes en sa faveur contraint la régente Marie-Christine à faire appel à lui. Le 29 septembre 1840, il fait une entrée triomphale à Madrid¹
- 03.10.40 Il est aussitôt nommé en fonction de Premier ministre. Espartero entre en désaccord politique avec le conservatisme de la régente Marie-Christine notamment sur le rôle de la Milice nationale et sur l'autonomie des municipalités. Le conflit se soldera par l'abdication, le 12 octobre 1840, de la régente et sa fuite en exil, le 17 octobre².
- 09.05.41 Espartero est officiellement désigné comme régent d'Espagne par les Cortès³. Il a 47 ans. **Il accède ainsi au sommet du pouvoir politique de la nation (et de sa vie politique personnelle).** Il ne va toutefois pas tarder à perdre ses appuis en raison de son autoritarisme⁴. Son pouvoir va connaître un continuel processus d'érosion.
- 27.09.41 De leur exil à Paris, la reine-mère Marie-Christine et Fernando Muñoz, son époux⁵, fomentent et financent un complot contre Espartero et la majorité progressiste au pouvoir à Madrid. Cela commence le 27 septembre 41 à Pampelune par le soulèvement manqué de Leopoldo O'Donnell⁶ qui doit trouver refuge en France (où il avait suivi Marie-Christine en exil).
- 07.10.41 Cela se poursuit par le coup de force des généraux Manuel de la Concha et Diégo de León à Madrid : le 7 octobre, ils tentent d'investir le palais royal et d'enlever la reine Isabelle et sa sœur pour les préserver de l'influence d'Espartero et du libéralisme en général. L'opération se solde par un échec. Espartero ordonnera aussitôt de passer par les armes plusieurs des généraux insurgés, dont Diégo de León. Dès le début d'octobre 41, s'était produit un premier soulèvement à Barcelone contre lui⁷. Il n'hésite pas à faire tirer au canon contre la ville et à ordonner l'exécution des généraux et des responsables politiques impliqués dans cette tentative insurrectionnelle.
- 1842 Barcelone se soulève à nouveau en novembre 1842 dans un contexte de crise économique. En cause, la perspective d'un accord de libre-échange du gouvernement central avec l'Angleterre au détriment de l'industrie cotonnière catalane. Espartero prendra la responsabilité personnelle de la

¹ La ville sera le théâtre pendant trois jours de festivités spectaculaires en son honneur.

² La tutelle d'Isabelle et de sa sœur est confiée à Augustin Argüelles.

³ Un vote par 169 voix contre 103 à son adversaire Augustin Argüelles, loin d'un plébiscite donc, une partie des progressistes s'opposant à lui en raison de son autoritarisme. (Franc-maçon notoire et personnalité du libéralisme espagnol depuis les années 1820, A. Argüelles avait été désigné comme tuteur de la reine Isabelle II.)

⁴ Et non moins des manœuvres conspiratives ourdies par la régente Marie-Christine depuis son exil parisien.

⁵ Ils viennent d'obtenir la bénédiction de leur mariage par le pape Grégoire XVI, ce qui ravive les ambitions de leur camp.

⁶ Issu d'une famille très catholique d'origine irlandaise, O'Donnell, contrairement à ses deux frères engagés dans le camp carliste, avait choisi de rejoindre l'aile droite des modérés libéraux adversaires d'Espartero.

⁷ Il s'accompagne d'un début de démolition de la citadelle construite au début du 18^e siècle par Philippe V pour dominer la cité rebelle. Cette démolition a été considérée par le gouvernement central comme un acte de trahison.

répression en ordonnant que la ville soit une nouvelle fois lourdement bombardée le 3 décembre, douze heures durant. Elle se rendra le lendemain en s'exposant à une sévère répression¹.

Mai/juin 1843 Les Cortès sont dissoutes. Partout s'élève dans l'opinion publique une opposition contre Espartero. Des émeutes éclatent en de nombreuses villes. Le 23 mai, nombre de pronunciamientos se déclenchent en Andalousie ; le mouvement gagne la Catalogne en juin ; Séville est en insurrection le 17 juillet.
Il tente bien de réagir par la force, mais cette fois l'armée lui échappe. Le 29 juin 1843, à Barcelone, le général Francisco Serrano Dominguez prononce sa déchéance comme régent. Le 23 juillet, Ramon Maria Narváez entre dans Madrid à la tête de ses troupes. La milice est désarmée.

30.07.43 Espartero s'enfuit vers l'Angleterre² où il est reçu avec tous les honneurs par la Cour et par toute la noblesse³.

Après la nomination de Joaquin Maria López qui occupe le poste de premier ministre de mai à novembre 43⁴, c'est Salustiano Olózaga qui prend la tête d'une coalition progressiste mais il est à son tour très vite remplacé, le 5 décembre, par Luis González Bravo⁵. Les libéraux progressistes se trouvent éliminés du pouvoir. Ils étaient à vrai dire très divisés après la sauvage répression contre Barcelone.

Le 1^{er} septembre 1843 avait, en effet, éclaté à Barcelone un soulèvement en vue de la constitution d'une « junte centrale⁶ » dotée d'un programme social radical. Elle avait été sévèrement réprimée le 18 septembre par Juan Prim⁷.

Le 10 novembre 1843, Isabelle est couronnée reine d'Espagne. Elle a treize ans.

1844

Janvier : pronunciamientos à Alicante, Valence et Carthagène.

¹ On dispose d'une évocation détaillée des événements dans l'ouvrage d'Etienne Cabet publié en janvier 1843 sous le titre *Bombardement de Barcelone ou Voilà les Bastilles* (en ligne sur Gallica). Tout indique que ce bombardement (accompli à partir de la citadelle surplombant la ville) n'a eu qu'une fonction expressément punitive, la junte populaire qui avait pris la tête du soulèvement sous la direction de Juan Manuel Carsey s'étant désunie et ayant été remplacée par une direction bourgeoise prête à négocier avec les forces armées d'Espartero.

² Il s'est embarqué à Puerto de Santa sur un navire britannique, non sans avoir d'abord fait bombarder Séville.

³ Un aspect de son exil anglais sur lequel Marx insistera.

⁴ Outre une batterie de mesures réactionnaires comme le désarmement de la milice de Madrid, son rôle sera de prononcer le 8 novembre 1843, par 193 voix contre 16, la majorité de la reine Isabelle. Elle a 13 ans. Elle prêtera serment dès le 10 novembre 43.

⁵ Cette séquence plutôt pittoresque fait l'objet d'une précise évocation par Marx au terme de son article sur Espartero.

⁶ D'où le nom de rébellion « centraliste » donné à ce soulèvement.

⁷ Juan Prim y Prats. Partisan à cette époque de Narváez, il deviendra l'un des leaders de la révolution de 1868 qui renversera Isabelle II.

28.02.44 : retour d'exil de Marie-Christine¹. Elle reçoit tous les honneurs des villes qu'elle traverse avant de rejoindre Madrid.

23.03.44 : Isabelle II reconnaît le mariage de sa mère avec Agustín Fernando Muñoz² et la rétablit dans les honneurs dus à son rang.

C'est au cours de cette année 1844 que se développeront les intrigues diplomatiques relatives aux mariages espagnols, celui d'Isabelle et celui de sa sœur, l'infante Louise Fernande, la France et l'Angleterre poursuivant sur cette question des stratégies hégémoniques adverses³.

Le 3 mai 1844, Ramon Maria **Narváez prend le pouvoir**. De 1844 à 1851, il occupera à quatre reprises la fonction de Président du Conseil.

Pronunciamento du général esparteriste Martin Zurbano le 11 novembre 1844. C'est un échec. Zurbano sera passé par les armes avec ses deux fils le 21 janvier 1845.

1845

23.05.1845 : vote d'une nouvelle Constitution de tendance nettement conservatrice. La milice nationale est supprimée. La religion catholique est reconnue comme religion d'État à l'exclusion de toute autre. Outre la confirmation d'un suffrage censitaire restreint⁴, la Couronne garde le droit de convocation et de dissolution des Chambres (le Congrès des députés et le Sénat, celui-ci étant étroitement contrôlé par le pouvoir royal⁵). Cette Constitution restera en vigueur jusque 1869.

1846

16 mars - 5 avril : deuxième ministère de Narváez. Il aura à mener les difficiles négociations⁶ pour le mariage d'Isabelle qui a lieu le 10 octobre 46⁷. Le jeu politique ne manquera pas de se compliquer en raison des intrigues des camarillas respectives, celle de la reine, celle de son époux, celle de la reine-mère, sans compter les manœuvres de financiers affairistes.

1847

Du 4.10.47 au 19.10.49 : Narváez est pour la troisième fois au pouvoir avec Luis José Sartorius comme ministre de l'Intérieur. Il est, à cette époque, au sommet de sa popularité. L'une de ses priorités sera de réorganiser l'armée espagnole dont le cadre des officiers était singulièrement pléthorique.

La reine Isabelle manœuvre pour se concilier l'appui d'Espartero et le nomme même, le 3 septembre 47, sénateur et peu de temps après, ambassadeur plénipotentiaire au Royaume-Uni.

¹ Le 6 janvier 1844, un décret lui avait restitué la pension dont elle avait été privée en 1841.

² Un jeune sergent de la garde royale qu'elle avait épousé en décembre 1833 à peine trois mois après la mort de Ferdinand VII. Le mariage avait été tenu secret afin de préserver le droit de la reine mère à exercer la régence. Ils auront huit enfants.

³ Les deux mariages seront célébrés le même jour, Isabelle épousant son cousin, le duc de Cadix, François d'Assise et l'infante épousant le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe.

⁴ Et limité cette fois à 0,8 % de la population (Florença Peyrou, art.cit., p. 20).

⁵ Il était composé d'un nombre illimité de sénateurs nommés à vie par la Cour.

⁶ En raison de l'intervention pressante des puissances étrangères, la France et l'Angleterre en particulier.

⁷ Elle épouse contre son gré son cousin germain, Don Francisco de Asis, que la Cour surnommait « Paquita » (petite Française) en raison de son homosexualité.

1848 Il rentre discrètement en Espagne pour y mener durant six années une vie retirée à Logroño.

L'Espagne reste comme extérieure aux événements de 1848 en France et ailleurs en Europe. Les événements ont même pour effet de conforter l'aile modérantiste de la bourgeoisie qui associe la République au désordre social. Ils accentuent en revanche les éléments de division au sein du camp progressiste.

Le 26 mars 48, éclate toutefois à Madrid une émeute en vue d'établir un gouvernement provisoire sur le modèle français. Mais l'affaire est très mal préparée¹ et le pouvoir n'a aucune peine à rétablir l'ordre². On compte 200 morts et une centaine d'arrestations. L'état de siège est décrété. Narváez en profite pour dissoudre les Cortès³ et suspendre les garanties institutionnelles.

Le 7 mai 48, le mouvement se reproduit à Madrid, avec la même issue. Tout au long du mois de mai divers soulèvements se produiront à Séville, Valence, Alicante, Carthagène, Saragosse, mais sans succès.

1849

Le gouvernement de Narváez se trouve soutenu par la droite réactionnaire anti-libérale en la personne notamment de Juan Donoso Cortés qui prononce, le 4 janvier 1849, son célèbre *Discours sur la dictature* par lequel il revendiquait la mise en place d'un gouvernement dictatorial.

Avril 1849 : une alliance hétérogène de radicaux issus des libéraux progressistes⁴, de socialistes (fouriréristes⁵ et icariens⁶) et de républicains⁷ procède à la fondation du *Parti démocratique*⁸. Le 6 avril 49, paraît un *Manifeste* porteur des principales revendications : suffrage universel, enseignement obligatoire, droits civiques, politiques et sociaux, réduction du pouvoir royal (qui est toutefois maintenu) dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle stricte⁹.

Narváez ne tardera pas à réprimer cette formation politique en incarcérant la plupart de ses dirigeants.

En mai 1849, Narváez prend la décision d'envoyer un corps expéditionnaire de 9.000 hommes en soutien au pape Pie IX qui s'est réfugié à Gaète, une initiative qui facilitera la signature du concordat de 1851 et la reconnaissance par l'Eglise de la légitimité du règne d'Isabelle II (après l'Autriche et la Prusse).

¹ Elle avait pour initiateurs le colonel Joaquin de Gandara et le démocrate républicain, José Maria Orense qui avaient choisi la date du 26 mars 48 en relation avec la rencontre à Paris, précisément ce jour-là, d'un certain « Comité démocratique espagnol » avec Lamartine, lequel avait bien sûr décliné tout soutien du Gouvernement provisoire. (Florencia Peyrou, art.cit., p. 23)

² Dès le 13 mars 1848, Narváez avait obtenu des Cortès un vote lui accordant des pouvoirs exceptionnels qui lui permirent de faire enlever les barricades par l'armée en moins de 24 heures.

³ Cette suspension durera neuf mois, jusqu'au 15 décembre 1848.

⁴ Parmi lesquels domine José Mariá Orense, au demeurant un adepte du marché libre.

⁵ Emmenés notamment par Fernando Garrido, Sixto Sáenz de la Cámara et Antonio Ignacio Cervera à travers un réseau de publications plus ou moins éphémères.

⁶ Les partisans de Cabet étaient très présents à Barcelone.

⁷ Ils sont à vrai dire peu nombreux et divisés en de multiples tendances. On distinguera parmi eux la personnalité de Francisco Pi y Margall.

⁸ Ces militants s'inscrivent dans la tradition des radicaux qui, dans les années 1820-1823, étaient désignés sous le nom des *exaltados* et dont la figure représentative a été le républicain Ramón Xaudaró Fábregas.

⁹ La junte organisatrice du parti publiera en septembre 49 un second manifeste plus radical, notamment sur le principe d'intervention de l'Etat pour corriger les inégalités sociales.

- Mai 1849 marque aussi la fin de la seconde guerre carliste dite la guerre des Matiners¹.
- Narváez est confirmé pour la quatrième fois au pouvoir du 20.10.49 au 14.01.51.
- 1850 Crise gouvernementale en novembre/décembre 1850. Le 29 novembre, Bravo Murillo démissionne de ses fonctions de ministre des Finances². Le 30 décembre, le très réactionnaire Juan Donoso Cortès prononce un violent discours sur l'état de la nation dans lequel ii accuse le gouvernement de corruption³. Narváez est conduit à donner sa démission.
- 1851 14 janvier 51 : Juan Bravo Murillo est appelé au pouvoir. Il cumulera les fonctions de Président du Conseil et de ministre des Finances jusqu'au 14 décembre 1852.
- 16 mars 1851 : signature du concordat avec Rome. La religion catholique est la seule qui soit autorisée en Espagne, protégée financièrement par l'appareil d'Etat. Les biens qui lui appartiennent⁴ sont désormais à l'abri de toute réquisition. L'Eglise retrouve toute sa puissance au sein de l'Etat espagnol. Le texte sera approuvé par les Cortès le 17 octobre 1851.
- L'année 1851 voit se constituer sous le nom d'*Union libérale* un groupe politique nouveau en réaction contre le glissement à droite de l'aile modérantiste. Leopoldo O'Donnell en prendra la direction en 1856.
- 1852 Le 9 décembre 1852, Bravo Murillo ordonne à Narváez de s'installer à Vienne au prétexte d'étudier le système militaire autrichien : c'est une sorte d'exil forcé. Narváez va multiplier les protestations contre cette décision qui va profondément diviser la majorité, notamment dans les rangs de l'armée.
- Pour sa part, Bravo Murillo s'inspire du coup d'Etat français du 2 décembre 52 pour entreprendre une réforme qui déplace le pouvoir vers l'exécutif avec en vue une nouvelle Constitution. Le projet entraînera sa chute le 13 décembre 1852.
- 1853 En 19 mois, ce sont trois gouvernements qui vont se succéder⁵. Le contexte est celui d'une crise économique que va bientôt aggraver la crise alimentaire provoquée par le début de la guerre de Crimée en mars 1854.

¹ Le carlisme entre en crise à cette époque en raison de la vie privée de Carlos VI, en couple à Londres avec Adeline Horsey au grand scandale des fundamentalistes catholiques. Il abdiquera le 30 mai 1850 au profit de son frère Juan.

² Il en était même arrivé à se battre en duel au pistolet avec Antonio Rios Rosas pour un désaccord sur une question fiscale liée au budget de 1851.

³ Singulièrement dans le domaine des concessions des lignes de chemin de fer avec en cause, le financier José Salamanca et la reine mère Marie Christine.

⁴ En revanche, l'Eglise s'engage à ne pas revendiquer la restitution des biens qui ont déjà été vendus. Une manière claire de protéger les intérêts de la grande bourgeoisie acheteuse de ces biens.

⁵ Du 15.12.52 au 14.04.53, celui du général Federico Roncali ; du 14.04.53 au 19.09.53, celui du général Francisco Lersundi ; du 19.09.53 au 17.07.54, celui de Luis José Sartorius, un civil qui se révélera plus autoritaire que ses deux prédécesseurs. C'est lui qui provoquera le soulèvement du 17 juillet 54. En juillet 54, ce sont le général Fernández de Córdova et le duc de Rivas qui assureront la transition vers le pouvoir d'Espartero et O'Donnell le 30 juillet 1854.

1854 La révolution de juin 1854 le ramène dans la vie publique et le conduit à occuper, le 30 juillet 1854, la fonction de Président du Conseil en collaboration avec Leopoldo O'Donnell, ministre de la Guerre.

14.07.56 La concurrence entre les deux hommes aboutira toutefois à l'éviction d'Espartero le 14 juillet 1856. Il se retire alors définitivement à Logroño.

Après la révolution de 1868, le général Juan Prim lui proposera le trône d'Espagne. Une délégation spéciale de députés tentera même de le convaincre en ce sens le 13 mai 1870, mais en vain : le vieux général refusera cet honneur. Il s'éteint le 8 janvier 1879, à l'âge de 86 ans.

*

Nous découvrons à présent l'article de Marx.

Pour rappel, le contexte politique en **août 1854** est marqué par les récents soulèvements de la mi-juillet à Barcelone et à Madrid : ils ont contraint la reine Isabelle à faire appel au général Espartero qu'elle nomme, le 31 juillet 54, Président du Conseil, O'Donnell recevant le ministère de la Guerre. On se trouve au début de la période politique connue sous le nom de *Bieno Progresista*.

*

On observera d'emblée que l'article débute par une observation dans la veine de la célèbre introduction du *18 Brumaire* dénonçant le poids idéologique exercé sur l'action politique par les souvenirs des expériences historiques révolues¹.

Marx ne se trompe pas : en 1854, la carrière politique d'Espartero appartient déjà pour l'essentiel au passé, même si, malgré l'émergence d'une classe ouvrière dans le nord de l'Espagne, le rapport des forces entre les classes sociales n'a pas fondamentalement changé et qu'il n'est pas exact, comme Marx le pense, que s'ouvre une ère nouvelle.

New-York Tribune, le 19 août 1854²

C'est une des particularités des révolutions qu'à l'instant même où le peuple semble prêt à faire un grand bond en avant et à ouvrir une ère nouvelle, il se laisse dominer par les illusions du passé et abandonne toute la puissance et toute l'influence qu'il a payées si cher entre les mains d'hommes qui représentent ou sont censés représenter le mouvement populaire d'une époque révolue. Espartero appartient à ces hommes du passé que le peuple, aux heures de crises sociales, installe sur ses épaules et dont, par la suite, il aura tout autant de peine à se débarrasser qu'en eut Simbad le Marin à se débarrasser du vieil entêté malicieux qui s'obstinait à se cramponner des deux jambes à son cou³. Demandez à un Espagnol de l'école dite progressiste⁴ sur quoi repose l'importance politique d'Espartero, et il ne manquera pas de répondre: « Espartero représente l'unité du grand parti libéral; Espartero est populaire parce qu'il sort du peuple; et sa popu-

¹ Avec cette nuance toutefois que l'écart historique entre les personnages n'est pas de même ampleur ni de même dimension politique.

² L'article a été écrit le 4 août 1854. Il sera publié le 19 août par le *New York Tribune*, puis le 26 août dans le *Weekly Tribune* comme éditorial. Nous suivons la traduction de J. Molitor, aux pages 103-114 du tome VIII des « Œuvres politiques » de K. Marx, Alfred Costes, Editeur, Paris 1931. Le texte anglais se trouve aux pages 340-346 du tome 13 des MECW. Le volume IV des Œuvres de Marx aux éditions Gallimard, Bibl. de la Pléiade en propose une autre traduction aux pages 850-857.

³ L'anecdote fait référence à un épisode du cinquième voyage de ce personnage des *Mille et une Nuits* : échoué sur un île déserte après un naufrage, Simbad fait la rencontre d'un vieillard qu'il aide en le portant sur son dos mais qui refuse désormais de quitter cette position, enserrant violemment son porteur de ses jambes. Simbad ne pourra s'en défaire qu'en l'enivrant avant de le tuer.

⁴ Au sens précis de l'aile dite *progressiste* du libéralisme espagnol en opposition avec l'aile dite *modérée* dont le chef de file était Ramon Maria Narváez.

larité sert uniquement la cause des progressistes. ». Ce qui est vrai, c'est que, fils d'un artisan, il s'est élevé au poste de régent d'Espagne et que, entré dans l'armée comme simple soldat, il l'a quittée avec le grade de maréchal. Mais, s'il est le symbole de l'unité du grand parti libéral, il ne peut s'agir que de ce degré indistinct de l'union où tous les extrêmes se trouvent neutralisés. Et quant à la popularité des progressistes, nous n'exagérons pas en affirmant qu'elle était perdue à partir du moment où, de l'ensemble du parti, elle passa à ce seul individu.

En vérité, le libéralisme d'Espartero, même associé au camp des progressistes, n'a jamais dépassé les déclarations de principe sur le thème des libertés et sur la Constitution. Son idéal visait clairement une monarchie constitutionnelle sur le modèle britannique, et pas davantage.

La grandeur d'Espartero est à la fois singulière et ambiguë. La preuve en est que jusqu'à ce jour personne n'a su l'expliquer au juste. Ses amis recourent à des lieux communs allégoriques, et ses ennemis prétendent, en faisant allusion à un détail curieux de sa vie privée, que ce n'est qu'un joueur chanceux¹. Amis et ennemis sont donc également embarrassés pour établir une relation logique entre l'homme lui-même et sa glorieuse renommée.

Marx entreprend de déconstruire la réputation militaire d'Espartero en comparaison de la carrière de son rival, le général Ramón Maria Narváez.

Les mérites militaires d'Espartero sont aussi discutés que ses défauts politiques sont indiscutables. Dans une biographie fort longue, publiée par Señor de Florez², on fait grand éloge de ses capacités militaires et de la science de général dont il a fait preuve dans les provinces de Charcas, La Paz, Arequipa, Potosi et Cochabamba, où il a fait la guerre sous les ordres du général Morillo³ chargé de ramener les Etats sud-américains sous la domination de la couronne d'Espagne. Mais il est révélateur de l'impression générale laissée par ses hauts faits d'armes sud-américains sur l'esprit irritable de ses compatriotes qu'il ait reçu le surnom de « chef de l'*ayacuchismo* » et ses partisans celui d'« *ayacuchos* », allusion à la malheureuse bataille d'Ayacucho⁴, par laquelle l'Espagne perdit à jamais le Pérou et l'Amérique du Sud. Il est très remarquable, en tout cas, que ce héros ait reçu son baptême historique dans une défaite et non pas dans une victoire⁵. Durant les sept années de la guerre carliste, il ne se fit jamais remarquer par un de ces hardis coups de main qui valurent en peu de temps à son rival Narváez la réputation d'un soldat aux nerfs d'acier. Il avait certainement le don de faire vigoureusement mousser de petits succès, et sa chance voulut que Maroto⁶ lui livrât par trahison les dernières forces du prétendant, le soulèvement de Cabrera en 1840 n'ayant été qu'une tentative d'arrière-garde de galvaniser les ossements desséchés du carlisme. Señor de Marliani⁷, un des admirateurs d'Espartero et l'historien de l'Espagne moderne, est lui-même forcé d'avouer que cette guerre de sept ans ne peut se comparer qu'aux combats féodaux que se livraient au dixième siècle les petits seigneurs de la Gaule et où le succès n'était pas le résultat de la victoire. Une autre malchance veut que celui de tous ses hauts faits espagnols qui ait frappé le plus fortement l'opinion publique fût un exploit qui, tout en n'étant pas précisément une défaite, n'est à tout prendre

¹ Il paraît bien qu'Espartero ait été un joueur dans sa jeunesse.

² Référence à l'ouvrage de José Segundo Florez. *Espartero. Historia de su vida militar y política y de los grandes sucesos contemporáneos*.

³ L'édition Costes mentionne le nom de « Murillo ». Il s'agit bien du général Pablo Morillo, comte de Carthagène qui a été de 1815 à 1820 le commandant des troupes espagnoles en Amérique du Sud.

⁴ La bataille d'Ayacucho au Pérou a été le dernier engagement majeur de la guerre de l'Espagne dans ses colonies sud-américaines. Elle se déroula le 9 décembre 1824. Le terme d'*ayacuchos* est demeuré teinté de mépris à l'adresse d'officiers vaincus.

⁵ Pour rappel, Espartero n'a pas participé à ce combat. Il était à cette date en mission en Espagne.

⁶ L'armistice signé le 31.08.1839 à Vergara entre le général carliste Rafael Maroto et Espartero mettait un terme à cette phase de la guerre civile. Don Carlos émigrerait en France le 14.09.39. La dernière défaite carliste interviendra en juillet 1840.

⁷ Marx se réfère ici à l'ouvrage de Manuel de Marliani, *Historia política de la España moderna* paru à Barcelone en 1849.

qu'un acte curieux de la part d'un champion de la liberté. Ce qui le rendit célèbre, ce fut le bombardement de deux villes, Barcelone et Séville. Si les Espagnols, dit un historien, s'avaient jamais de le représenter en Mars, il faudrait représenter le dieu sous la forme d'un « bélier ».

En 1841 commence toutefois la période de plus grande gloire d'Espartero devenu régent d'Espagne, une fonction qu'il va exercer pendant trois ans avec tout l'autoritarisme qu'on lui connaît et qui finira par lui faire perdre ses plus proches soutiens.

Lorsque Christine fut obligée, en 1840, d'abdiquer la régence et de s'enfuir d'Espagne, Espartero, contre la volonté d'une grande partie des *progresistas*¹, s'arrogea le pouvoir suprême dans le cadre du gouvernement parlementaire. Il s'entoura d'une espèce de camarilla et se comporta tout à fait comme un dictateur militaire, sans vraiment s'élever au-dessus de la médiocrité d'un roi constitutionnel. Mais il accorda sa faveur aux *moderatos*² plutôt qu'aux vieux *progresistas*, qu'à de rares exceptions près il exclut des fonctions publiques. Sans se concilier ses ennemis, il s'aliéna peu à peu ses amis. Il n'eut pas le courage de briser les entraves du régime parlementaire, mais ne sut ni s'en servir, ni l'utiliser, ni le transformer en un instrument de combat. Durant sa dictature de trois années, l'esprit révolutionnaire fut lentement brisé à la suite de compromis sans fin et les dissensions au sein du parti progressiste arrivèrent à un tel point que les modérés purent, par un *coup de main*, ressaisir le pouvoir exclusif. Espartero perdit à tel point toute autorité que son propre ambassadeur à Paris³ conspira contre lui avec Christine et Narváez, et il manquait tellement de ressources qu'il ne trouva pas la possibilité de déjouer les misérables intrigues et les coups mesquins d'un Louis-Philippe. Il sut tellement peu juger sa propre situation qu'avec une irréflexion extraordinaire il fit front contre l'opinion publique juste au moment où celle-ci ne cherchait qu'un prétexte pour le briser.

En mai 1843, alors que sa popularité avait disparu depuis longtemps, il garda toujours auprès de lui Linage, Zurbano⁴ et les autres membres de sa camarilla militaire, bien que leur renvoi fût demandé à grands cris. Il congédia le ministre Lopez qui disposait d'une large majorité à la Chambre des députés, et refusa opiniâtrement d'amnistier les *moderatos* en exil, bien que cette amnistie fût alors demandée de tous côtés, par le Parlement, par le peuple et même par l'armée. Dans cette demande s'exprimait ouvertement l'antipathie générale contre son régime. Sur toute la péninsule s'abattit à ce moment et soudain une véritable tempête de *pronunciamientos* contre le « tyran Espartero ». Le mouvement peut, pour la rapidité de son extension, se comparer à l'agitation actuelle. *Moderatos* et *Progresistas* firent alliance en vue de se débarrasser du régent. La crise le surprit entièrement, et l'heure fatale le trouva sans la moindre préparation.

Narváez, accompagné de O'Donnell, Concha et Pezuela, débarqua à Valence avec une poignée d'hommes. Ils avaient pour eux la rapidité et l'énergie, l'audace réfléchie et la décision vigoureuse. Du côté d'Espartero, désarroi, tergiversations, mortelle nonchalance, indécision apathique et faiblesse indolente. Tandis que Narváez délivrait Teruel assiégée et marchait sur l'Aragon, Espartero se retirait à Madrid et perdait quatre semaines à

¹ Le débat avait porté à l'époque sur la question d'une régence collégiale. Espartero avait alors imposé son point de vue d'une régence unique, à lui dévolue.

² Les *moderatos* étaient les représentants de la grande bourgeoisie libérale prêts au compromis avec les partisans de la monarchie absolue. Les *progresistas* (d'abord nommés *exaltados*) composaient l'aile radicale du mouvement.

³ Il s'agit de Salustiano Olózaga qui avait été nommé ambassadeur à Paris après l'arrivée au pouvoir d'Espartero, chargé de dénouer les intrigues de la reine mère Marie-Christine dans la capitale française. Rentré en Espagne après la chute d'Espartero, il sera nommé un bref temps président du Conseil avant d'être à nouveau contraint à l'exil en novembre 1843.

⁴ De ces deux proches d'Espartero (Francisco Linage - ou Linaje - était son secrétaire particulier), Martin Zurbano l'ancien guérillero (et contrebandier) après son engagement dans les guerres carlistes, était connu pour ses comportements sanguinaires. Promu général (et gouverneur militaire de la province de Gérone), il avait participé en novembre 1842 au bombardement de Barcelone et à la répression du soulèvement catalan. Réfugié au Portugal après la chute d'Espartero, il se mettra à la tête, en mai 1844, d'un nouveau soulèvement esparteriste, mais sera arrêté et condamné à être fusillé le 21 janvier 1845 à Logroño.

Albacete dans une inaction inexplicable. Après que Narváez eut gagné à sa cause, à Torrejon, les corps de Seoane et de Zurbarano et fit mouvement sur Madrid, Espartero fit enfin sa jonction avec Van Halen, pour organiser d'accord avec lui le bombardement inutile et honteux de Séville. Il s'enfuit ensuite de ville en ville, abandonné à chaque étape par ses troupes, jusqu'à ce qu'il atteignît la côte. Quand il s'embarqua à Cadix, la dernière ville où il lui fût resté un parti, celui-ci dit également adieu à son héros en se déclarant contre lui. Un Anglais, qui vivait en Espagne pendant cette catastrophe, nous brosse un tableau saisissant de la décadence de la grandeur d'Espartero :

« Ce ne fut pas l'effondrement terrible d'un instant, après une bataille chaudement disputée, ce fut une chute lente et progressive, sans combat préalable, de Madrid à Ciudad Real, de Ciudad Real à Albacete, d'Albacete à Cordoue, de Cordoue à Séville, de Séville à Puerto Santa Maria et de là au vaste océan. Il tomba de l'idolâtrie à l'enthousiasme, de l'enthousiasme à l'attachement, de l'attachement à l'estime, de l'estime à l'indifférence, de l'indifférence au mépris, du mépris à la haine, et la haine le jeta finalement à la mer¹. »

Mais comment Espartero a-t-il pu devenir à nouveau le sauveur du pays et « le glaive de la Révolution », comme on le nomme ? Ce serait purement et simplement incompréhensible, si l'Espagne n'avait pas gémi dix ans sous la dictature brutale d'un Narváez et le joug écrasant des favoris de la reine qui lui succédèrent. Or, de longues et violentes périodes de réaction sont merveilleusement aptes à remettre en honneur des grandeurs déchues du temps des échecs révolutionnaires. Plus un peuple a d'imagination, - et où l'imagination serait-elle plus grande que dans le Sud de l'Europe ? - et plus il éprouve le besoin irrésistible d'opposer aux incarnations personnelles du despotisme des incarnations personnelles de la révolution. Comme il est impossible d'en improviser sur-le-champ, on exhume les morts des anciens temps agités. Narváez n'était-il pas lui-même sur le point de devenir populaire aux dépens de Sartorius² ? L'Espartero qui fit, le 29 juillet, une entrée triomphale à Madrid, ce n'était pas un être vivant, c'était un fantôme, un nom, une réminiscence.

La justice nous commande de dire qu'Espartero ne prétendit jamais être autre chose qu'un monarchiste constitutionnel. Et s'il avait jamais existé un doute à ce sujet, il aurait disparu devant l'accueil enthousiaste qui lui fut préparé, pendant son exil, au château de Windsor et par les classes dirigeantes d'Angleterre. Quand il vint à Londres, toute l'aristocratie afflua dans sa maison, le duc de Wellington et lord Palmerston en tête. Aberdeen, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, l'invita pour le présenter à la reine. Le Lord-Maire et le conseil municipal lui offrirent à Mansion House³ des hommages gastronomiques. Et quand le bruit se répandit que le Cincinnatus espagnol consacrait ses loisirs au jardinage, il n'y eut bientôt plus de société de botanique ni d'association pour l'avancement de l'horticulture ou de l'agriculture qui ne se sentît poussée à lui offrir le titre de membre. En peu de temps il devint le lion de la capitale. A la fin de 1847, les exilés espagnols furent rappelés par amnistie, et un décret de la reine Isabelle le nomma sénateur. Mais il ne put quitter l'Angleterre avant que la reine Victoria ne les eût invités, lui et sa duchesse, à sa table et ne lui eût fait l'honneur particulier de le prier de passer une nuit au château de Windsor. Nous croyons bien devoir ajouter que cette auréole tissée autour de sa personne, Espartero la devait plus ou moins à la supposition qu'il avait été et était encore le représentant des intérêts britanniques en Espagne. Et il faut encore ajouter que la démonstration en l'honneur d'Espartero ressemblait en quelque sorte à une démonstration contre Louis-Philippe.

A son retour en Espagne, il reçut délégation sur délégation, gratulations sur gratulations, et la ville de Barcelone lui envoya un délégué spécial chargé d'excuser sa mauvaise attitude de 1843. Mais, dans la période néfaste de janvier 1846 aux événements les plus récents, quelqu'un a-t-il simplement entendu mentionner son nom ? A-t-il, dans ce temps où

¹ Marx se réfère ici à l'ouvrage de l'écrivain anglais T.M. Hughes, *Revelation of Spain in 1845. By an English Resident.*

² Luis José Sartorius, ministre de l'Intérieur de 47 à 51 ; il a été Président du Conseil de 53 à 54.

³ qui était le palais du Lord-Maire de Londres.

L'Espagne abaissée était condamnée à un silence glacial, jamais fait entendre sa voix ? Peut-il faire état ne fût-ce que d'un seul acte de résistance patriotique ? Il se retire tranquillement dans sa propriété de Logroño, y cultive ses légumes et ses fleurs et attend son heure. Il n'alla pas non plus au-devant de la révolution, mais attendit que la révolution l'appelât. Il fit mieux encore que Mahomet. Il s'attendait à ce que la montagne vînt à lui, et la montagne vint bien à lui. Mais il faut signaler une exception : quand éclata la révolution de février¹, qui eut pour conséquence l'ébranlement général de l'Europe, il fit publier par Señor de Principe et quelques autres amis une petite brochure intitulée: « *Espartero, son passé, son présent et son avenir*² », pour rappeler à l'Espagne qu'elle abritait toujours sur son sol l'homme du passé, du présent et de l'avenir. Et quand, peu de temps après, le mouvement révolutionnaire s'apaisa en France, l'homme du passé, du présent et de l'avenir sombra une fois de plus dans l'oubli.

Espartero est né à Granátula, dans La Mancha, et, semblable à son illustre compatriote³, il a, lui aussi, son idée fixe, la Constitution, et sa Dulcinée de Toboso, la reine Isabelle. Le 8 janvier 1848, à son retour à Madrid de son exil d'Angleterre, il fut reçu par la reine et c'est en ces termes qu'il prit congé d'elle: « Je prie Votre Majesté de m'appeler chaque fois qu'elle aura besoin d'un bras pour la défendre et d'un cœur pour Vous aimer ». Sa Majesté vient de l'appeler, et son chevalier errant accourt, calme les flots de la révolution, énerve les masses par des apaisements fallacieux, permet à Christine, à San Luis⁴ et aux autres de se cacher dans le Palais, et affirme hautement sa foi inébranlable en la parole de l'innocente Isabelle.

Marx termine par des propos quelque peu anecdotiques mais révélateurs des intrigues de Cour sous le règne de la (très jeune) reine Isabelle II, des propos non moins révélateurs de l'inconsistance de la classe politique espagnole de l'époque.

On sait que cette reine, digne de confiance, dont les traits accusent d'année en année, paraît-il, une ressemblance plus frappante avec ceux de Ferdinand VII de honteuse mémoire, fut déclarée majeure le 8 novembre 1843⁵, bien qu'elle n'atteignît ses treize ans que le 21 novembre de la même année. Olozaga, que Lopez⁶ lui avait donné pour trois mois comme précepteur, constitua un ministère désagréable à la camarilla et aux Cortès nouvellement élues sous l'impression du premier succès de Narváez. Il voulut dissoudre les Cortès et se fit donner un décret royal, signé de la reine et l'y autorisant, mais laissant à son choix la date de la promulgation. Le soir du 28 novembre, Olozaga recevait le décret des mains de la reine; le soir du 29, il avait encore une entrevue avec elle; mais à peine l'avait-il quittée qu'un sous-secrétaire d'Etat venait le trouver chez lui, lui apportait la nouvelle de son renvoi et réclamait le décret qu'il avait forcé la reine à signer. Olozaga, juriste de profession, était bien trop madré pour se laisser rouler de la sorte. Il ne rendit le document que le lendemain, après l'avoir montré à cent députés au moins pour prouver que la signature de la reine était bien de son écriture régulière et ordinaire.

Le 13 décembre, Gonzalez Bravo, nommé Premier ministre, convoqua chez la reine les présidents des Chambres, les notables les plus en vue de Madrid, Narváez, le marquis de La Santa Cruz et d'autres, pour que la reine leur fit une déclaration sur ce qui s'était passé entre elle et Olozaga dans la soirée du 28 novembre. L'innocente jeune reine les conduisit dans la pièce où elle avait reçu Olozaga, et, avec beaucoup de vie et quelque exagération, leur joua, pour leur information, un petit drame: voici comment Olozaga avait verrouillé la porte, voici comment il l'avait prise par son vêtement, voici comment il l'avait forcée à s'asseoir, lui avait conduit la main, voici comment il lui avait arraché la signature du décret et, en un mot, fait violence à sa dignité royale. Pendant cette scène, Gonzales Bravo consi-

¹ La révolution de février 1848 en France.

² Marx fait référence à l'ouvrage collectif *Espartero : su pasado, su presente, su porvenir* paru à Madrid en 1848 sous la signature de M.A. Principe, E. Giron, R. Satorres et A. Ribot.

³ On a compris qu'il s'agit de Don Quichotte.

⁴ San Luis Sartorius.

⁵ Une erreur de l'édition Molitor. Il s'agit du 15 novembre comme l'indique bien l'édition anglaise, p. 345.

⁶ Il a été le premier président du Conseil après la chute d'Espartero en 1843, très vite remplacé par Gonzales Bravo.

gnait ces déclarations par écrit, et les personnes présentes examinèrent le document en question qui paraissait signé en caractères effacés et tremblants. C'est ainsi que, sur la déclaration solennelle de la reine, Olozaga devait, pour crime de lèse-majesté, être condamné à être écartelé par quatre chevaux ou du moins à être exilé aux Philippines jusqu'à la fin de ses jours. Mais il avait, ainsi que nous l'avons vu, pris ses précautions. Il y eut ensuite, aux Cortès, un long débat de dix-sept jours, qui fit plus grande sensation qu'en son temps le fameux procès de la reine Caroline d'Angleterre¹. Le discours qu'Olozaga fit aux Cortès pour se défendre contenait entre autres ce passage: « Si l'on nous dit qu'il faut se fier entièrement et sans contradiction possible à la parole de la reine, je dis : non ! Ou bien l'accusation est fondée en droit ou elle ne l'est pas. Si elle l'est, la parole de la reine est un témoignage comme tout autre, et j'y oppose le mien ». Dans les délibérations des Cortès, la parole d'Olozaga eut plus de poids que celle de la reine. Par la suite, il s'enfuit au Portugal pour échapper aux assassins qu'on avait lancés à ses trousses. Tel fut le premier *entrechat* d'Isabelle sur la scène politique d'Espagne et la première preuve de son honnêteté. Et c'est cette même petite reine aux paroles de qui, sur le conseil d'Espartero, le peuple doit prêter foi, et à la disposition de laquelle il offre, après onze années de menées scandaleuses, le « bras protecteur » et le « cœur aimant » du « glaive de la révolution ».

Une dernière note, marginale certes, mais significative de la manière dont le *New York Tribune* prenait des libertés avec la publication des articles de Marx, celui-ci, rappelons-le, ayant paru comme éditorial sans nom d'auteur. Dans sa lettre à Engels du 10 octobre 54², Marx signale que le journal n'a pas hésité à procéder à quelques ajouts et suppressions. Puis il commente : « Le manque d'esprit critique de ce journal est à faire frémir. Ils ont commencé par louer Espartero comme étant le seul homme d'Etat d'Espagne. Puis ils ont inséré mes articles où il était traité plutôt en personnage comique, en ajoutant qu'on voyait bien qu'il n'y avait rien à attendre de l'Espagne³. Ensuite, lorsqu'ils reçurent le premier article sur l'Espagne⁴, simples prolégomènes qui s'arrêtent à 1808, ils crurent que c'était terminé et y ajoutèrent donc un morceau de conclusion tout à fait hétérogène mais bienveillant où l'on exhortait les Espagnols à se monter dignes de la confiance du *Tribune*. Ce que va être leur attitude vis-à-vis des autres épisodes, je l'ignore. ».

Les autres épisodes ont bien sûr paru.

¹ Référence au divorce, en 1820, entre le roi d'Angleterre George IV et la reine Caroline qu'il accusait d'adultère.

² C4, pp. 160-161.

³ Référence à un ajout (somme toute anodin, mais un ajout) du *New York Tribune* en conclusion de l'article de Marx sur Espartero où l'on peut lire : « Il appartient à nos lecteurs de dire si la révolution espagnole peut aboutir ou non à un quelconque résultat positif. ».

⁴ Le premier de la série de neuf articles intitulés « L'Espagne révolutionnaire ».

L'Espagne en révolution

7.2. 1854-1856 : le fil des évènements

Sources documentaires :

Les articles de Marx dans *le New York Tribune* peuvent être classés selon **deux séries**, l'une concernant les évènements de **1854**, et l'autre les évènements de **1856**.

Les articles marqués par un astérisque ont fait l'objet d'une traduction française complète ou partielle, soit par Jules Molitor dans le volume 8 des *Œuvres politiques* édité par Alfred Costes (OP, suivi du numéro de page), soit par M. Rubel dans le volume IV des *Œuvres* édité par les éditions Gallimard (O, suivi du numéro de page). Les originaux anglais se trouvent dans les volumes 13 et 15 des *Marx Engels Collected Works* (MECW, suivi du numéro de volume et de page).

Première série :

- 18.03.54 « English and French War Plans. - Greek Insurrection. - Spain. - China » (MECW, t.13, pp. 35-42)
- 19.07.54 « The Insurrection at Madrid – The Austro - Turkish Treaty » (MECW, t.13, pp. 267-275)
- 21.07.54 « The Details of the insurrection at Madrid* - The Austro-Prussian Summons – The new austrian Loan – Wallachia » (MECW, t.13, pp. 222-290 ; O, pp. 829-830)
- 28.07.54 « Excitement in Italy - The Events in Spain* - The Position of the German States - British Magistrates » (MECW, t.13, pp. 291-300 ; O, pp. 830-831)
- 03.08.54 « A Congress at Vienna - The Austrian Loan - Proclamations of Dulce and O'Donnell* - The Ministerial Crisis in Britain* », (MECW, t.13, p. 301-308 ; O, pp. 831-833)
- 04.08.54 « The Spanish Revolution - Greece and Turkey* » (MECW t.13, pp. 309-315 ; O, pp. 833-838)
- 17.08.54 « That Bore of Ware¹ » (MECW, t.13, pp. 316-322)
- 19.08.54 « Espartero* » (MECW, t.13, pp. 340-346 ; O, pp. 850-857, OP, pp. 103-114)
- 21.08.54 Evacuation of the Danubian Principalities - The Events in Spain* - A New Danish Constitution - The Chartists (MECW, t.13, pp. 350-356 ; O, pp. 839-840)
- 25.08.54 « Evacuation of Moldavia and Wallachia – Poland – Demands of the Spanish People* » (MECW, t.13, pp. 357-363 ; O, pp. 840-841)²
- 01.09.54 The Eastern Question - The Revolution in Spain* - The Madrid Press (MECW, t. 13, pp. 364-371³ ; O, pp. 841-846)
- 04.09.54 Revolution in Spain*. Bomarsund⁴ (MECW, t.13, pp. 372-378 ; O, pp. 846-850)
- 09.09.54 Revolutionary Spain*⁵ (MECW, t.13, pp. 391-44 ; O, pp. 857-921)
- 16.09.54 The Reaction in Spain* (MECW, t.13, pp. 447-452 ; O, pp. 925-933)
- 30.09.54 The Rumours about Mazzini's Arrest - The Austrian Compulsory Loan – Spain*¹. The Situation in Wallachia (MECW, t.13, pp. 455-460 ; O, pp. 929-932)

¹ L'article est signé par Marx et Engels.

² L'article est daté du 11 août 54. Le commentaire sur l'Espagne occupe le dernier paragraphe.

³ L'article est daté du 15 août 54.

⁴ L'article est daté du 18 août 54.

⁵ Un ensemble de 8 articles publiés du 9 septembre au 2 décembre 54 comme éditoriaux. Il s'agit, notons-le bien, d'articles historiques concernant la période des trois premières révolutions bourgeoises de 1808-1814, de 1820-1823 et de 1834-1843. L'édition des *Œuvres*, vol. IV, aux pages 911-921, ajoute à cette série un 9^e article daté du 14 novembre 1854 mais paru seulement dans le *New York Tribune* du 23 mars 1855 en forme d'éditorial. Cet article ne sera connu et publié qu'en 1985. (O, p. 1565).

- 02.10.54 The Actions of the Allied Fleet - The Situation in the Danubian Principalities - Spain* - British Foreign Trade (MECW, t.13, pp. 461-469 ; O, pp. 932-933)
- 20.11.54 Espagne. Intervention*² (O, t.4, pp. 921-925)

Deuxième série :

- 08.08.56 Revolution in Spain (MECW, t.15, pp. 97-102)
- 18.08.56 Revolution in Spain (MECW, t.15, pp. 103-108)

*

La politique espagnole en cette première moitié du siècle, après l'occupation napoléonienne, est profondément marquée par les **conflits dynastiques** qui se sont manifestés dans les **guerres carlistes**, la première de 1833 à 1840³, la deuxième de 1846 à 1849⁴.

Cette violence explique l'importance qu'ont prise les **militaires** au sein de l'appareil institutionnel à travers le déclenchement des nombreux *pronunciamentos*⁵ qui se sont succédé au cours de ces années marquées par la guerre civile.

*

Notre attention portera sur la période **1844-1856** qui comprend **deux séquences politiques**, l'une de 1844 à 1854, dite la *décennie modérée*, l'autre de 1854 à 1856, dite la *biennale progressiste*.

*

La période que l'histoire d'Espagne a nommée la « **décennie modérée** » (1844-1854) commence avec la chute de Baldomero **Espartero**⁶ qui s'enfuit en Angleterre le 30 juillet 1843 et avec l'arrivée au pouvoir, à partir du 3 mai 1844, de Ramon Maria **Narváez** qui va gouverner à la tête d'une coalition conservatrice et cléricale.

Qui sont ces « modérés » ?

¹ L'article est daté du 12 septembre 54.

² Ce fragment issu d'un carnet de notes de Marx ne concerne que certains événements de 1823 lors de la guerre contre les troupes françaises.

³ A la mort de Ferdinand VII, en septembre 1833, la couronne s'est trouvée dévolue à sa fille Isabelle, une enfant de trois ans à cette date. Refusant l'ordre de succession au nom de la loi salique, le frère cadet du roi, Charles de Bourbon, se proclame alors souverain sous le nom de Charles V et déclenche une guerre civile qui va durer sept ans. Ses partisans (les carlistes) et lui défendent une ligne politique réactionnaire et cléricale centrée sur les pratiques de l'Ancien régime. Ils sont en ce sens proches des légitimistes français. Les forces libérales, « orléanistes » disons, si l'on compare avec la France, ont, quant à elles, choisi de soutenir la dynastie légale. Cette première guerre se terminera par la défaite des carlistes. Les combats prendront très souvent un caractère d'atrocité.

⁴ Le conflit renaît en 1846 à l'initiative du fils de Charles V, qui prend le nom de Charles VI. Ce sera de nouveau un échec militaire. Une troisième guerre éclatera en 1872-1876, avec la même issue.

⁵ Pratiqué dans le cadre de la lutte des libéraux pour imposer à la monarchie un système constitutionnel, « le *pronunciamento* était (...) le paroxysme d'une conspiration de civils et de militaires, empreints du même idéal politique et constitutionnel, et il impliquait une véritable stratégie politique en vue de la prise de pouvoir. » (Irène Castells Olivan, art. cité.). Le but n'était pas de prendre le pouvoir pour l'armée comme telle, mais d'imposer un rapport de force susceptible de faire triompher une ligne politique. L'absence de représentation parlementaire stable favorisait le recours à ces coups de force militaires qui se sont multipliés. Un signe de l'instabilité politique sous le règne d'Isabelle II : de 1833 à 1868, il a connu 57 gouvernements... L'étude de Mathieu Trouvé offre aux pages 96 et 97 la liste des coups d'Etat, *pronunciamentos* et soulèvements en Espagne aux 19^e et 20^e siècles de 1814 à 1981.

⁶ Pour rappel, ce général (nommé « duc de la Victoire ») était sorti vainqueur des guerres carlistes avec une extraordinaire popularité. En mai 1841, il avait été nommé régent après l'exil en France de la reine Marie-Christine en octobre 1840. Tenu pour le chef de file des libéraux « progressistes », Espartero va exercer un pouvoir sans partage pendant trois ans mais abandonné par ses partisans, il se voit contraint par la force d'une mutinerie de s'enfuir en Angleterre. Il reviendra en Espagne en octobre 1846 à la faveur d'une loi d'amnistie liée au mariage de la reine.

Ils constituent l'une des composantes du libéralisme espagnol en ce début de siècle, l'autre se nommant « les progressistes ». En vérité, les nuances politiques entre ces deux ailes ne sont guère significatives, l'essentiel portant sur le degré d'indépendance des Cortès par rapport au pouvoir royal et sur la question de l'Église.

Les « modérés » sont l'expression politique d'une alliance entre la vieille noblesse terrienne et la haute bourgeoisie d'affaires¹. Cette classe dirigeante composée de grands propriétaires fonciers, de financiers et d'affairistes, soutenue par le clergé et par un électoralat étroitement censitaire², est en tous points comparable avec l'orléanisme français.

Ramon Narváez va conduire un gouvernement autoritaire et centralisateur, au service du trône³. La création en mai 1844 d'une Garde civile organisée militairement et confiée à l'État est représentative de cette politique de renforcement du pouvoir central⁴ et de défense de la propriété privée, notamment dans les campagnes⁵.

Fait remarquable : malgré quelques soubresauts, comme le 26 mars 1848 à Madrid, l'Espagne sera épargnée par les événements révolutionnaires de 1848 en Europe.

En 1851, le gouvernement espagnol signe avec le pape Pie IX un concordat qui confirme l'Église catholique romaine dans son statut d'être la seule religion officielle de la nation et qui surtout vise à protéger les biens du clergé de toute saisie par l'État.

10.01.51 En 1851, Narváez⁶ va toutefois perdre ses appuis, et, victime des intrigues de la Cour, principalement du roi consort Francesco, il est poussé à la démission le 10 janvier 1851 et remplacé à la présidence du Conseil par le très réactionnaire Juan Bravo Murillo.

Commence alors une période d'instabilité gouvernementale et même de décomposition du parti des modérés.

08.03.53

Les scandales financiers vont se multiplier, en rapport notamment avec la construction des lignes de chemin de fer, la concurrence entre financiers donnant lieu à d'obscures pratiques de corruption à tel point que le Sénat lui-même prendra l'initiative d'une enquête en ciblant tout particulièrement le financier et entrepreneur affairiste José de Salamanca. L'autoritaire dissolution des Cortès par la reine, le 8 avril 1853, mettra un terme à cette enquête.

¹ La vente massive, en 1836-37 (sous la responsabilité du ministre des finances Juan Alvarez Mendizabal) et en 1855 (sous la responsabilité du ministre des finances Pascual Madoz), des propriétés collectives communales et du patrimoine des ordres religieux (une politique nommée la *desamortización*) va contribuer à renforcer cette alliance entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie libérale au détriment d'une paysannerie incapable, bien sûr, d'acquiescer ces biens et condamnée à la misère. Cette politique aura notamment pour conséquence de rallier au carlisme les couches populaires écartées de ces terres communes et livrées aux nouveaux riches. J. Pérez souligne ce phénomène de l'absence, contrairement à la France, de la petite propriété terrienne propriétaire en Espagne. (Op.cit., p. 559). Les lois de Mendizabal et de Madoz ont mobilisé les classes populaires contre les nouvelles élites bourgeoises.

² Le régime censitaire écarte de la vie politique plus de 95 % de la population espagnole (J. Pérez, op.cit., p. 564)

³ Dès le 8 novembre 1843, la jeune reine Isabelle se voit déclarée majeure à l'âge de 13 ans. A 16 ans, on la mariera, le 10 octobre 46, contre son gré à son cousin germain, Don Francisco de Asis, de la famille des Bourbons et par ailleurs homosexuel. Le désaccord notoire du couple royal favorisera les incessantes intrigues de leur *camarilla* respective, non compté celle de la reine-mère.

⁴ Cette garde civique nationale était expressément créée pour limiter le pouvoir des milices locales toujours suspectes de prendre le parti des causes révolutionnaires. L'impopularité de cette institution répressive sera sans cesse grandissante dans les milieux populaires.

⁵ Il en va de même du découpage des régions militaires qui accorde de larges pouvoirs à leur direction.

⁶ Qui entretemps avait été écarté du pouvoir de février 1846 à octobre 1847.

La presse clandestine va s'employer à dénoncer ces manœuvres corruptrices en impliquant non seulement les autorités de l'Etat mais aussi la Cour (et singulièrement la reine mère Marie-Christine).

- 19.09.53 Le comte de San Luis José Sartorius (un avocat issu d'une famille polonaise installée à Séville) est nommé président du Conseil des ministres.
- 09.12.53 Crise ministérielle sur une question liée à la concession des lignes de chemins de fer. Sartorius ajourne les Cortès et dépose tous les sénateurs de l'opposition. O'Donnell est envoyé en exil.
- 21.02.54 C'est dans ce contexte que se produit en février 54 à Saragosse un premier soulèvement militaire sous la direction du brigadier Juan José de Hore à la tête de son régiment et d'un groupe de militants républicains de la ville¹. La révolte est toutefois très vite réprimée, J. de Hore trouvant la mort au combat².

Marx rend compte des événements de Saragosse dans son article du **18 mars 1854** du *New York Tribune*.

On se trouve alors dans le contexte de l'affaire de Crimée et son insistance porte sur les possibles conséquences de l'actualité politique espagnole sur l'alliance franco-anglaise:

« Il y a une autre insurrection³ que l'on peut considérer comme une diversion en faveur de la Russie - l'insurrection en Espagne. Tout mouvement en Espagne entraîne à coup sûr des dissensions entre la France et l'Angleterre. (...) Une insurrection espagnole, laquelle est loin de signifier une révolution populaire, se révélerait un puissant facteur de dissolution de l'alliance superficielle anglo-française⁴. ».

- 30.03.54 **Grève ouvrière à Barcelone.** Elle intervient dans le contexte d'une crise qu'avait aggravée une importante hausse des denrées alimentaires provoquée par le début, le 27 mars, de la guerre de Crimée. Les événements vont durer plusieurs jours, les grévistes ajoutant aux revendications salariales celle d'une reconnaissance des organisations ouvrières. L'agitation est assez sérieuse pour être réprimée par la force⁵.
- 19.05.54 Un autre sujet de mécontentement était la décision du gouvernement espagnol, le 19 mai 1854, d'imposer le paiement anticipé des impôts directs, fonciers et industriels. On assiste à un rapprochement entre les modérés du général Narváez et les progressistes dirigés par Baldomero Espartero. Prise de contact aussi avec les généraux O'Donnell et Domingo Dulce.
- 28.06.1854 Déclenchement, à Madrid, d'un *pronunciamiento* sous la direction de deux généraux. Le 30 juin, les insurgés affrontent les troupes gouvernementales à **Vicálvaro**², un

¹ Dont le républicain Eduardo Ruiz Pons qui parviendra à s'enfuir en France.

² Charles de Mazade commente l'événement dans sa « chronique de la quinzaine » du 14 juillet 1854 dans la *Revue des Deux Mondes*. Rappelant la situation de crise de l'époque, il note : « C'est ainsi qu'au mois de février la première insurrection militaire se produisait à Saragosse ; mais ce premier mouvement presque aussitôt comprimé manquait de chefs, ou, s'il en avait, la promptitude de la répression ne leur avait pas laissé le temps de se monter. ». (En ligne sur Wikisource). L'historiographie espagnole n'est pas en mesure de savoir si Juan de Hore était en contact avec O'Donnell ou Espartero. Ses funérailles donneront lieu à une importante manifestation antigouvernementale.

³ Marx vient d'évoquer la révolte des populations grecques en janvier 1854 contre la domination ottomane.

⁴ MECW, vol. 13, pp. 40-41. L'article est daté du 3 mars 54. A cette date, La France et l'Angleterre sont près d'entrer en guerre contre la Russie. La déclaration de guerre sera prononcée le 23 mars 1854.

⁵ Les autorités dénonceront le rôle dans cette grève des responsables de la société religieuse « L'École de la Vertu » fondée par le père carme François Palau qui sera contraint à l'exil dès le 6 avril 54.

raux *moderatos*, Leopoldo O'Donnell et Domingo Dulce¹.

quartier aux portes de Madrid. L'issue du combat reste toutefois indécise, les deux camps revendiquant la victoire. Les troupes de O'Donnell sont obligées de se retirer en Estrémadure, près de la frontière portugaise, puis en Andalousie à la recherche de nouveaux appuis.

07.07.54 L'échec du coup de force militaire crée une situation d'indécision politique qui va trouver une issue dans la publication, le 7 juillet 1854, du manifeste dit **de Manzanares**.

Rédigé par Antonio Cánovas del Castillo, le texte propose un programme politique d'inspiration libérale et progressiste. Leopoldo O'Donnell s'en revendique dans sa proclamation du 7 juillet à Manzanares même, déclarant :

« L'accueil enthousiaste que rencontre dans toutes les populations l'armée libérale ; la résolution des soldats qui la composent et qui se sont si héroïquement conduits à Vicalvaro ; l'applaudissement qui a partout accueilli la nouvelle de notre soulèvement, assurent dès à présent le triomphe de la liberté et des lois que nous avons juré de défendre. (...) Le moment est venu de déclarer ce que nous sommes résolus de faire au jour de la victoire.

Nous voulons la conservation du trône, mais sans *camarilla* qui le déshonore ; nous voulons l'exécution rigoureuse des lois fondamentales, en améliorant surtout la loi d'élection et celle de la presse ; nous voulons la diminution des impôts fondés sur une stricte économie, nous voulons que dans les emplois civils et militaires on respecte les droits de l'ancienneté et ceux du mérite, nous voulons arracher les communes à la centralisation, qui les dévore en leur donnant l'indépendance locale nécessaire à l'accroissement de leur prospérité ; enfin comme garantie de tous ces dons, nous voulons établir sur de solides bases la *milice nationale*³. ».

Ce texte fait écho à la proclamation du général Dulce, le 1er juillet à Aranjuez. Dulce se revendiquait de la Constitution du 18 juin 1837 qui accordait aux Cortès la liberté de se réunir (même si le roi ou la reine disposait du droit de veto et de dissolution). Cette Constitution avait été abolie en 1845.

Espartero qui s'était retiré en 1848 dans sa propriété de Logroño réapparaît sur la scène publique.

Le récit des événements a fait l'objet de l'article de Marx du **21.07.54** dans le *New York Tribune*⁴. Marx s'appuie sur les comptes rendus de deux journaux, « Le messager de Bayonne » et « L'Indépendance belge ».

Il est prématuré, écrit-il, de se faire une opinion sur le caractère de cette insurrection. Je puis toutefois affirmer qu'elle ne paraît pas être l'œuvre du parti progressiste. Les rapports indiquent au contraire que Narváez s'en trouve à l'origine et que la reine Marie-Christine n'est pas étrangère aux événements.

¹ Les deux insurgés se livreront, le 1^{er} et le 7 juillet 1854, à deux déclarations dont Marx analyse les nuances dans son article du 03.08.1854. (MECW, vol. 13, pp. 305-306)

² La révolution de 1854 est aussi appelée pour cette raison la Vicalvarada.

³ Le texte de cette déclaration a paru en France en première page de l'édition du lundi 17 juillet 54 du *Journal des Débats politiques et littéraires*. Nous citons à partir de la reproduction disponible sur Gallica.

⁴ « The Details of the Insurrection at Madrid » MECW, t. 13, p. 282-290. L'article est daté du 7 juillet. Marx avait déjà brièvement rendu compte de l'insurrection militaire espagnole dans son précédent article du **19 juillet 54** (daté du 4 juillet) intitulé « The Insurrection at Madrid », MECW, vol. 13, pp. 267-275. Comme en mars 54, il insistait à nouveau sur la possibilité d'une crise au sein de l'alliance franco-anglaise.

Il poursuit en indiquant : « Il n'existe peut-être aucun pays, sauf la Turquie, qui soit aussi peu connu et aussi mal compris que l'Espagne. Les innombrables *pronunciamientos* locaux et rebellions militaires ont habitué l'Europe à la comparer à l'Empire romain à l'époque des prétoriens. C'est une erreur, la même qui a été commise à propos de la Turquie par ceux qui croyaient éteinte la vie de cette nation parce que son histoire officielle au cours du dernier siècle consistait en révolutions de palais et en *émeutes* de janissaires. (...) La nature de l'histoire espagnole moderne méritant une appréciation très différente de celle qu'elle a reçue jusqu'à présent, je saisirai l'occasion de traiter ce sujet dans une de mes prochaines correspondances¹. ».

Ce prochain article sera celui du **28.07.54**.

Marx ne peut que répercuter les nouvelles qu'il collecte dans la presse. Le ministre de la Guerre, le général Blaser aurait diffusé, rapporte-t-il, une proclamation invitant les rebelles à rejoindre les rangs de l'armée et leur promettant le pardon de la reine. « Les proclamations d'O'Donnell et de Dulce, *observe-t-il*, ont un caractère politique très différent. Le premier en appelle à la Constitution de 1837 ; le second invoque l'ancien droit castillan à l'insurrection contre la monarchie coupable d'avoir violé le serment du couronnement² ».

Marx reviendra sur cette différence entre les deux proclamations de Dulce et de O'Donnell, dans son article du **03.08.54**, le premier, comme partisan d'Espartero, le second, comme partisan de Narváez (et peut-être secrètement, ajoute Marx, de la reine Christine). Il écrit, à propos de la déclaration de Manzanara : « Son but est de préserver le trône tout en écartant la Camarilla, d'assurer la stricte observation des lois fondamentales, l'amélioration des lois sur les élections et la presse, la baisse de impôts, l'avancement selon le mérite dans le service civil, la création d'une milice nationale sur de larges bases (...) La proclamation du général Dulce, *ajoute-t-il*, est encore plus énergique³. ».

*

Commence alors la deuxième phase de la révolution de 1854. Elle marque **l'entrée en scène des forces populaires**, en particulier des ouvriers dont l'intervention va alerter les dirigeants libéraux.

Le succès incertain de l'action militaire ne sera, en effet, assuré que par l'intervention des masses populaires dans les grandes villes comme Valence et Barcelone.

14.07.54 Grève et soulèvement à Barcelone.

17.07.54 Du 17 au 19 juillet : soulèvement populaire à Madrid avec pour exigences le suffrage universel et des mesures sociales⁴. Les insurgés prennent d'assaut la prison de Saladero et libèrent les prisonniers politiques. Divers saccages de résidences ont lieu, dont celles du banquier affairiste José de Salamanca, du président du Conseil Luis José Sartorius ainsi que le palais de la reine mère.

On assiste à des soulèvements parallèles à Saragosse, Valence, Valladolid, San Sebastian.

Mise en place, le 19 juillet, à l'Hôtel de Ville de Madrid d'une junte révolutionnaire⁵ sous l'autorité du vieux général Evaristo San Miguel⁶.

La reine démet Luis Sartorius et le remplace par le général Fernando Fernandez de Cordova puis, dès le lendemain et pour un jour, du 18 au 19 juillet 54, par Angel Maria Perez

¹ MECW, vol.13, pp. 285-286.

² MECW, vol. 13, p. 294. L'article est daté du 14 juillet 54.

³ MECW, vol. 13, pp. 305-306. L'article est daté du 18 juillet 54.

⁴ L'agitation est également accrue par la crise alimentaire, les exportations de blé vers la France et l'Angleterre ayant produit à Madrid une grave pénurie de pain.

⁵ La *Junte de Salvación, Armamento y Defensa de Madrid*.

⁶ FG Bruguera note (op.cit., p. 219) qu'une autre junte s'était installée dans les quartiers périphériques de Madrid sur un programme plus révolutionnaire et sous la direction du républicain fédéraliste Francesc Pi y Margall que l'aile *progressiste* du soulèvement ne tardera pas à faire arrêter dès le mois d'août

de Saavedra, le duc de Rivas. Mais ces décisions sont à l'évidence insuffisantes aux yeux des insurgés.

20.07.54 Finalement, la reine accepte les exigences des insurgés dont elle publie le manifeste : elle fait appel au général Espartero, qu'elle nommera, le 29 juillet 54, président du Conseil des Ministres, tandis que O'Donnell reçoit le ministère de la Guerre¹.

Se met ainsi en place une alliance entre les ailes radicale (dite « activiste ») et modérée (dite « légaliste ») du parti progressiste. Les démocrates sont tenus de côté.

A cette date, Espartero est âgé de 62 ans. Il n'a plus le prestige qui était le sien en 1840². Sa désignation comme président du Conseil répond manifestement au souhait du pouvoir royal (et de la bourgeoisie libérale) de le voir calmer la situation.

Marx rend compte longuement des événements dans son article du **04.08.1854** dans le *New York Tribune*³.

Après un bref rappel du contexte espagnol :

« Les mouvements révolutionnaires d'Espagne depuis le début du siècle offrent une image d'une uniformité remarquable; à l'exception des mouvements en faveur de prérogatives provinciales et locales, qui secouent périodiquement les provinces nordiques, toute révolution de palais s'accompagne d'insurrections militaires, et celles-ci entraînent inévitablement dans leur sillage des pronunciamientos municipaux. Deux causes expliquent ce phénomène. En premier lieu, nous croyons que, par suite de la vie exclusivement provinciale du peuple, l'Etat au sens moderne ne possède vis-à-vis de la cour aucune incarnation nationale, sauf dans l'armée. En second lieu, la situation particulière de l'Espagne et la guerre de libération ont créé des conditions telles que les forces vitales de la nation pouvaient uniquement se concentrer dans l'armée. De ce fait, les seules démonstrations nationales (celles de 1812 et de 1822⁴) vinrent de l'armée et ainsi les couches malléables de la nation s'étaient habituées à voir dans l'armée l'instrument naturel de tout soulèvement national. Toutefois pendant la période mouvementée de 1830 à 1854, les villes espagnoles finirent par comprendre que l'armée, au lieu de soutenir durablement la cause de la nation, était devenue un instrument au service des rivalités des prétendants ambitieux briguant la tutelle militaire de la cour. »

il procède à une comparaison entre les événements de 1843⁵ et l'actuel pronunciamiento de 1854 :

« C'est pourquoi le mouvement de 1854 nous paraît très différent même de celui de 1843. Pour le peuple, l'« émeute » du général O'Donnell était uniquement une conspiration contre les meneurs influents à la cour, et ce d'autant plus que ceux-ci jouissaient du soutien de l'ex-favori Serrano. En conséquence, les villes et le pays hésitaient à réagir à l'appel lancé par la cavalerie de Madrid. Le général O'Donnell était donc obligé de modifier entièrement le caractère de ses opérations pour ne pas rester isolé et courir le risque d'un échec. Il se vit forcé d'insérer dans sa proclamation trois points également dirigés contre la suprématie de l'armée : la convocation des cortès, un gouvernement économe et la constitution d'une milice nationale – cette dernière revendication émanant du désir des villes de recouvrer leur indépendance envers l'armée. Dès lors il est clair que l'insurrection militaire n'a obtenu le soutien d'une insurrection populaire qu'en se pliant aux conditions de celles-ci. Reste à voir si elle sera contrainte de les respecter et de tenir ses promesses.

A l'exception des carlistes, tous les partis ont élevé leur voix – progressistes, partisans de

1854. Le 21 juillet 54 Pi y Margall avait publié un manifeste intitulé *L'Echo de la Révolution* qui appelait aux armes pour obtenir la réunion d'une assemblée constituante.

¹ Les deux hommes se détestent. Accorder à O'Donnell le commandement de l'armée participait bien du souhait de tenir Espartero sous contrôle. On parlera du « gouvernement des deux consuls ».

² Il lui faudra neuf jours pour se décider à accepter la fonction qui lui est proposée, n'arrivant à Madrid que le 29 juillet 54. Il y reçoit, il est vrai, un accueil populaire massif et chaleureux.

³ MECW, t. 13, pp. 309-315. L'article est daté du 21 juillet 54.

⁴ Marx fait référence aux deux premières révolutions bourgeoises, celle de 1812 et celle de 1820-23 qu'il analyse en détail dans la série des 8 articles parus (comme éditoriaux) du 9 septembre au 2 décembre 54 dans le *New York Tribune*.

⁵ A savoir le pronunciamiento de mai 1843 par lequel il est mis fin au pouvoir détenu par Espartero depuis septembre 1840. Le 30 juillet 43, Espartero était contraint de fuir vers l'Angleterre, cédant le pouvoir à Narvaez.

la Constitution de 1837¹, adeptes de la Constitution de 1812, unionistes (qui réclament l'annexion du Portugal) et républicains. Il convient d'accueillir avec prudence les nouvelles concernant le parti républicain, puisqu'elles doivent préalablement passer par la censure de la police de Paris. En dehors de ces luttes de parti, les exigences rivales des chefs militaires s'exacerbent. A peine au courant du succès d'O'Donnell, Espartero quitta son refuge à Leganés et se proclama chef du mouvement. Mais dès que César Narváez eut connaissance de l'apparition de son vieux Pompée sur le champ de bataille, il offrit séance tenante ses services à la reine, qui les accepta, et il est sur le point de former un nouveau ministère. D'après les informations plus précises que je vous communiquerai, on verra que les militaires n'ont nullement pris l'initiative partout et qu'en certains lieux il leur a même fallu céder à la pression écrasante de la population² ».

L'article se termine par une description précise de la situation à Saint-Sébastien, à Barcelone, à Saragosse et à Madrid.

« L'insurrection espagnole, *ajoute-t-il*, est d'évidence vouée à devenir une pomme de discorde entre les gouvernements de France et d'Angleterre et l'information fournie par un journal français que le général O'Donnell s'était caché, avant qu'elle n'éclate, dans le palais de l'ambassadeur britannique n'est pas de nature à apaiser les craintes de Bonaparte à ce sujet³. » .

19.08.54 Parution de l'article de Marx sur Espartero

Inauguration d'une période politique connue sous le nom de *Bienio Progresista* de **juillet 1854 à juillet 1856**

L'une des premières conséquences de la révolution sera la fuite vers le Portugal de Marie-Christine, la reine-mère⁴, après que le nouveau gouvernement eut décidé de suspendre sa pension et de saisir ses biens.

Soucieux d'éviter un éventuel procès public devant un tribunal révolutionnaire, Espartero avait pris sur lui de procurer à la reine les moyens de quitter le pays en toute sécurité. Critiqué pour cette décision, il réagira avec autorité contre ses contradicteurs, n'hésitant pas à faire arrêter les plus résolus. Espartero se montre à nouveau le défenseur intransigeant du Trône.

Marx propose un commentaire de la situation nouvelle au terme de son article du **17 août 54** qu'il signe avec Engels⁵. Observant la radicalisation des forces populaires, il écrit :

« Partout où, depuis juin 1848, des barricades ont été dressées, elles se sont révélées jusqu'ici sans aucune efficacité. Moyen de résistance de la population d'une grande ville contre l'armée, les barricades semblaient désormais privées de tout effet. Ce préjugé est tombé. Nous avons vu de nouveau des barricades victorieuses inexpugnables. Le charme est rompu. Une nouvelle ère révolutionnaire est devenue possible, et il est significatif

¹ Votée le 18 juin 1837, cette Constitution était un compromis entre la noblesse et la bourgeoisie libérale. Elle accordait aux Cortès le droit de se réunir librement, le pouvoir royal gardant toutefois son droit de veto et de dissolution des Chambres. Le catholicisme était reconnu comme religion d'Etat. Cette Constitution restera en vigueur jusque 1845.

² O, pp. 833-838.

³ On est à cette époque, ne l'oublions pas, à la veille de l'engagement militaire des forces anglaises et françaises en septembre 1854 devant Sébastopol.

⁴ Elle quitte Madrid le 28 août 54, son départ provoquant des désordres qui seront aussitôt réprimés par la Milice.

⁵ Intitulé « That Bore of a War » (La guerre ennuyeuse), cet article portait pour l'essentiel sur le conflit entre la Turquie et la Russie. Sa rédaction date du 29 juillet-1^{er} août 54. Le commentaire de Marx occupe le dernier paragraphe.

qu'au moment même où les troupes de l'Europe officielle révèlent leur inutilité dans une guerre réelle¹, elles sont défaites par la population insurgée d'une ville². »

Marx revient sur l'actualité espagnole dans son article du **21 août 1854**³. Le ton a manifestement changé :

« A peine les barricades avaient-elles disparu à Madrid, à la demande d'Espartero, que la contre-révolution faisait déjà son œuvre. Le premier geste contre-révolutionnaire fut d'accorder l'impunité à la reine Christine, à Sartorius et à leurs alliés. Vint ensuite la formation du cabinet avec le *moderato* O'Donnell comme ministre de la Guerre, et toute l'armée fut mise à la disposition de ce vieil ami de Narváez. (...) En récompense aux massacres sanglants du peuple sur les barricades et les places publiques, une pluie de décorations s'est abattue sur les généraux d'Espartero d'une part, et les moderatos amis de O'Donnell, d'autre part. Pour ouvrir la voie au bâillonnement définitif de la presse, on a rétabli la loi sur la presse de 1837. (...) Pour garantir le succès de toutes ces mesures et d'autres qui doivent suivre, on concentre près de Madrid de forts contingents de troupes. Une chose nous frappe particulièrement dans cette affaire : le caractère soudain de la réaction⁴. ».

Il insiste dans son article du **25 août 1854** sur les évidentes dissensions au sein de la direction politique du pays et sur la permanence des revendications populaires :

« La lutte entre Espartero et O'Donnell a déjà commencé, et non seulement entre eux, mais aussi entre les chefs militaires et le peuple. (...) O'Donnell veut que les Cortès soient élues d'après la loi de 1845, Espartero d'après la Constitution de 1837, et le peuple par le suffrage universel. Le peuple refuse de déposer les armes avant la publication d'un programme de gouvernement, car le programme de Manzanares ne répond plus à ses vues. Le peuple réclame l'annulation du concordat de 1851, la confiscation des biens des contre-révolutionnaires, un « exposé » des finances, l'abolition de tous les contrats pour les chemins de fer et d'autres contrats véreux pour les travaux publics, et enfin, la condamnation de Christine par un tribunal spécial⁵. ».

L'article du **1^{er} septembre 1854** mobilise à l'évidence les études érudites récemment accomplies par Marx⁶ pour commenter l'éventuel rôle de la Russie dans la présente situation espagnole et plus sûrement les intrigues anglaises dans la péninsule, en concurrence avec l'influence française⁷. Pour l'essentiel, l'article dénonce le cynique partage du pouvoir⁸ (« le butin, écrit-il, en charges, postes, salaires, titres et décorations ») par les deux camps alliés d'Espartero et de Narváez : « Entre les *moderatos* et les *progresistas*, c'est la zizanie, les premiers étant accusés d'avoir nommé tous les généraux, les seconds d'avoir distribué tous les postes d'Etat⁹ ». Dans les provinces, par contre, « c'est la plus complète anarchie », avec toutefois cette nuance : « Cet état d'anarchie des provinces est d'un grand avantage pour la cause de la révolution, car il fait obstacle à sa confiscation dans la capitale. ».

Sous l'angle politique, cette alliance des modérés et des progressistes se trouve en vérité établie sur la base d'un programme réactionnaire qui va notamment donner lieu, dès avril-mai 1855, à la reprise du programme libéral, exclusivement réservé aux plus riches, de la vente publique des terres communales et des

L'importance de la dette publique et la crise économique que traverse le pays vont en effet conduire le gouvernement à élaborer une nouvelle loi sur la vente des biens ruraux et urbains appartenant aussi bien à l'Etat qu'aux œuvres religieuses et aux Ordres militaires. Or cette politique aura les mêmes effets qu'en 1836 en privilégiant

¹ Référence à la guerre de Crimée.

² O, p. 839.

³ Daté du 8 août 1854.

⁴ O, p. 839.

⁵ O, p. 840-841.

⁶ Des recherches dont témoignent ses cahiers d'études de mai-juillet 1854. Elles fourniront la base de la série de 8 articles que Marx publiera en sept-décembre 54 sur l'histoire des trois précédentes révolutions bourgeoises en Espagne, celles de 1808-1814, de 1820-23 et de 1834-1843.

⁷ « Il est désormais établi, écrit Marx, que ce fut l'ambassadeur britannique qui offrit une cachette à O'Donnell dans son palais et persuada le banquier Collado, l'actuel ministre des Finances, d'avancer l'argent réclamé par O'Donnell et Dulce pour lancer leur *pronunciamento*. » (O, p. 841).

⁸ « Nulle révolution n'a jamais offert un spectacle plus scandaleux du comportement de ses hommes d'Etat que celle-ci, entreprise dans l'intérêt de la « moralité ». » (O, p. 844).

⁹ O, p. 844. Et Marx de détailler nominalement plusieurs de ces promotions.

biens de l'Église¹.

ceux-là mêmes, les plus fortunés, qui étaient en mesure d'acheter les biens mis en vente au détriment des masses paysannes. Nul doute qu'elle contribuera à écarter du pouvoir libéral progressiste toute une classe paysanne qui s'estime trahie².

Dans son article du **4 septembre 54**, Marx évoque précisément le mode des élections :

« Le 8 de ce mois, une délégation de l'*Union club*³ rendit visite à Espartero pour présenter une adresse réclamant le suffrage universel. De nombreuses pétitions semblables affluèrent sans discontinuer. En conséquence un débat long et animé se déroula au Conseil des ministres. Mais tant les partisans du suffrage universel que ceux de la loi électorale de 1845 ont été battus. ».

Il poursuit sur certaines particularités espagnoles :

« Bien, entendu, *écrit-il*, il y a, dans les révolutions espagnoles, des épisodes qui lui appartiennent en propre. Par exemple, la combinaison de brigandage et d'opérations révolutionnaires – connivence qui est née pendant les guerres de partisans contre les invasions françaises et fut reprise par les « royalistes » en 1853 et les carlistes depuis 1835. On ne sera donc pas surpris d'apprendre que de graves troubles ont éclaté à Torosa, en Basse Catalogne. ».

En cause, précisément les activistes carlistes toujours à l'œuvre quand l'occasion se présente.

Marx poursuit : « Ce sont les carlistes qui ont engendré les *ladrones facciosos*, cette combinaison de brigandage et de prétendue loyauté envers un parti opprimé dans l'État. Depuis l'époque de Viriathe, le guérillero espagnol a toujours eu quelque chose d'un brigand, mais qu'un vulgaire brigand ose s'attribuer le nom de guérillero, voilà une innovation carliste. Les hommes de l'affaire de Tortosa appartiennent incontestablement à cette catégorie. ».

L'article se termine⁴ par une observation sur l'état des finances espagnoles et les pratiques d'enrichissement personnel que cette gestion a favorisées. L'absence de centralisation (et donc, la « simplification de la machinerie bureaucratique ») entraîne selon Marx que « La question sociale au sens moderne du mot⁵ n'a pas de fondement dans un pays aux ressources encore peu développées et avec une population aussi faible – seulement 15.000.000. ».

A partir du 9 septembre 1854, Marx entreprend la série des 8 articles qu'il va consacrer à l'histoire des trois révolutions espagnoles, celles de 1808-1814, de 1820-1823 et de 1834-1843⁶.

« L'Espagne, *écrit-il*, n'a jamais adopté la façon française moderne, si prisée en 1848, de commencer et de mener à terme une révolution en trois journées. A cet égard, ses efforts sont complexes et plus soutenus.

¹ Une législation connue sous le nom de loi Madoz, du nom de Pascual Madoz, ministre des Finances. Cette décision, à l'évidence contraire aux dispositions du concordat de mars 1851, va évidemment soulever l'opposition de toutes les forces cléricales, à la fois au sein de la camarilla royale et des milieux carlistes qui vont tenter, mais en vain, de lever des troupes.

² F.G. Bruguera cite à ce propos un extrait révélateur du discours aux Cortès d'un député de l'Estrémadure : « Les laboureurs pauvres, *déclare-t-il*, travaillent le lotissement comme s'il était leur propriété, devenant ainsi les propriétaires des produits de leur travail, ce qui n'arrivera plus si l'on vend ces biens, car les pauvres qui en jouissent maintenant (...) ne pourront pas les acheter. Les capitalistes aux mains desquels ces terres tomberaient, profiteraient du travail de ces malheureux. Des fortunes immenses seraient édifiées aux dépens des villages ; il naîtrait une classe d'ilotes et de mendiants et nous aurions enfanté un nouveau féodalisme, semblable à celui du Moyen Age, qui serait l'exploitation de l'homme par l'homme. » (op.cit., p. 226).

³ Le *Club de l'Union* est l'une des organisations politiques qui sont apparues au cours de la révolution de 1854-1856. Parmi ses membres, des républicains et des socialistes comme Figueras, Pi y Margall, Orense. Le suffrage universel comptait parmi ses principales revendications, avec la liberté de réunion, l'armement du peuple et la suppression des taxes indirectes.

⁴ Pour ce qui concerne l'Espagne. L'article se poursuit, en effet, sur la capitulation de la forteresse russe de Bomarsund.

⁵ « au sens moderne du mot » ? Le propos de Marx est ici plutôt énigmatique.

⁶ La série (en vérité de 9 articles) se trouve traduite aux pages 857-921 du 4^e volume des *Œuvres* de Marx, aux éditions Gallimard, Bibl. de la Pléiade. O, selon notre référence, suivi du numéro de page.

Trois ans semblent être le délai le plus court auquel elle se limite, son cycle révolutionnaire s'étendant parfois à neuf ans¹. ».

Il ne poursuit pas moins ses comptes rendus de l'actualité en cette année 1854.

Le **16 septembre 1854**², il fournit une relation de la reprise en main autoritaire de la situation politique par le nouveau pouvoir issu du soulèvement de juillet, notamment par la remise en application de la loi du 22 mars 1837 sur la presse³ et par l'interdiction de plusieurs clubs, en particulier le Club de l'Union.

« Le coup le plus hardi de la contre-révolution, *écrit-il*, fut d'avoir permis à la reine Christine de partir pour Lisbonne, après que le conseil des ministres se fut engagé à la livrer aux Cortès constituantes - un abus de confiance qu'il a essayé de camoufler par la confiscation anticipée des possessions de Christine en Espagne, notoirement la partie la moins considérable de sa fortune⁴. ».

Il ajoute ce commentaire sur la politique financière menée par le nouveau gouvernement : « Voilà le *cercle vicieux*⁵ dans lequel les gouvernements révolutionnaires immatures sont condamnés à se mouvoir. Ils reconnaissent les dettes contractées par leurs prédécesseurs contre-révolutionnaires comme des obligations nationales. Pour être en mesure de les payer, ils doivent conserver leurs anciens impôts et faire de nouvelles dettes. Pour pouvoir contracter de nouveaux emprunts, ils doivent donner des garanties d'« ordre », autrement dit prendre eux-mêmes des mesures contre-révolutionnaires. Ainsi le nouveau gouvernement populaire se transforme soudain en serviteur des gros capitalistes et en oppresseur du peuple. C'est exactement de cette façon que le gouvernement provisoire de la France en 1848 fut amené à recourir à l'impôt des quarante-cinq centimes et à confisquer des fonds de caisses d'épargne pour payer les intérêts aux capitalistes⁶. ».

Marx revient dans son article du **30 septembre 1854** sur l'« extradition » diplomatique de la reine Marie-Christine⁷ par les soins d'Espartero. Pour le reste, il ne peut que constater l'arrêt du processus révolutionnaire⁸, sa dispersion en tout cas, en raison, avance-t-il, de l'absence d'un « centre pour l'action révolutionnaire⁹ ».

A partir d'octobre 54, les correspondances de Marx sur l'Espagne vont se faire rares¹⁰, en raison de la relative stabilité de la situation¹¹, en raison non moins de son intérêt croissant pour la question d'Orient et la guerre de Crimée.

Octobre 1854 Les 4, 5 et 6 octobre 54, de nouvelles élections sont organisées sur la base de la loi de juillet 1837. Les Cortès sont réunies

¹ O, p. 858.

² L'article est daté du 1^{er} septembre 54.

³ Laquelle exigeait le dépôt d'un cautionnement très élevé et imposait une stricte responsabilité personnelle des journalistes et des éditeurs. Ces mesures restrictives seront renforcées par la loi de 1852 qui rétablira la censure préalable.

⁴ Marie-Christine de Bourbon était princesse royale du royaume des Deux-Siciles.

⁵ En français dans le texte.

⁶ O, pp. 927-928. L'article se termine par la citation in extenso (et sans commentaire : Marx manifestement « tire à la ligne ») des 43 articles d'un document diffusé par les républicains sous le titre de « Constitution d'une république fédérale ibérique ».

⁷ Qu'il s'applique à nommer Madame Muñoz, du nom de ce sergent de la garde royale qu'elle avait épousé trois mois à peine après la mort de Ferdinand VII et dont elle aura sept enfants.

⁸ Même si, selon la presse réactionnaire de l'étranger que cite Marx, la *Kölnische Zeitung* en particulier, « les classes ouvrières sont dans un état d'excitation permanente parce qu'elles sont menées par des agitateurs ». (O, p. 930).

⁹ O, p. 931.

¹⁰ Pas un seul article au cours de l'année 1855 (Cf. pour témoin notre liste des articles de Marx publiés de 1852 à 1857). Sa prochaine contribution sur l'Espagne sera datée des 8 et 18 août 1856. Puis à nouveau plus rien en 1857.

¹¹ Son (bref) commentaire, en toute fin de son article du 2 octobre 54, commence par ce constat significatif : « Les nouvelles d'Espagne se font rares ». (O., p. 932).

le 8 novembre 1854 sous la présidence de Pascual Madoz. La droite progressiste est largement majoritaire et plutôt en faveur de O'Donnell.

- Janvier 55 Le ministre des finances Pascual Madoz relance la politique de désamortissement, autrement dit de la vente des biens de l'Église mais aussi des propriétés communales, avec les mêmes conséquences qu'en 1836-1837 sur la pauvreté des travailleurs de la terre. Les manœuvres de retardement des forces catholiques empêcheront que la loi ne produise ses effets avant le 1^{er} mai 1855.
- 22.04.55 Le gouvernement interdit aux milices le droit de voter des motions à son adresse. Cette mesure est ressentie comme une atteinte aux droits de la démocratie populaire.
- 02.07.55 Le 2 juillet 1855 éclate à Barcelone **la première grève générale du monde ouvrier espagnol**, une grève qui se répèrtera dans d'autres villes industrialisées¹. Son déclenchement a été provoqué par une ordonnance du 21 juin 1855 qui plaçait toutes les associations ouvrières sous le contrôle de l'armée². La grève durera jusqu'au 11 juillet. Elle sera durement réprimée.
- Janvier 56 Les Cortès votent le texte d'une nouvelle Constitution. Parmi les modifications apportées, la nomination par élection du Sénat qui dépendait auparavant de la seule décision du Trône. Les dispositions religieuses sont également assouplies en faveur de la liberté des cultes dans le privé. La reine ne sanctionnera pas ce texte qui n'entrera jamais en vigueur.

La question sociale va prendre de l'ampleur dans un contexte persistant de famine en raison d'exportations massives de blé espagnol vers l'Angleterre, la guerre de Crimée ayant bouleversé le marché des céréales.

De juin à octobre 55, de graves incidents, des émeutes armées quelquefois, éclateront à Pampelune, à Madrid, à Saragosse, en Castille, le pouvoir espagnol refusant de toucher à la liberté commerciale des minotiers en interdisant l'exportation du blé.

Dès le début de l'année 1856, la majorité parlementaire entre en crise³. Le 5 janvier 1856, c'est le Conseil municipal de Saragosse qui adresse au gouvernement une protestation publique sur l'autonomie municipale et la question des taxes. Le texte aussitôt relayé par le républicain Estanislao Figueras au nom de la gauche progressiste. Espartero est de plus en plus contesté. On assiste par ailleurs, en avril 56, à la

¹ Le 22 janvier 1855 s'était constitué à Barcelone un *Conseil central de la classe ouvrière* regroupant plus d'une trentaine d'organisations syndicales de l'industrie du textile mais aussi de menuisiers, de tailleurs, de cordonniers et de travailleurs de la construction.

² Cette grève intervient aussi dans le contexte de la condamnation à mort du militant syndical José Barceló Casadó, l'un des dirigeants du *Conseil central de la classe ouvrière*. Le 27 avril 1855, il avait été arrêté pour son implication présumée dans un assassinat. Après une instruction bâclée, il s'était vu condamner à mort le 4 juin 1855 et garrotté dès le lendemain en place publique. Il est tenu pour le premier martyr de la classe ouvrière catalane. Le jour de son exécution, Juan Zabala avait été contraint de placer la ville en état de siège.

³ L'hiver 1855-1856 a été très rude, avec une aggravation sensible de la situation de famine et de misère.

constitution, au centre droit, d'un groupe dénommé le *Centre parlementaire* qui tente de s'imposer.

Avril 56 Après l'occupation de la ville de Malaga par les paysans, une émeute éclate le 6 avril 56 à Valence avec le consentement et la participation d'une partie de la Milice¹.

L'attitude répressive du général Juan Zabala fera l'objet, le 20 mai 1856, d'une dénonciation aux Cortès, par Estanislao Figueras qui met en cause l'attitude de O'Donnell.

Juin 56 En juin 56, c'est toute la Castille qui est le siège d'évènements très graves. Des paysans affamés incendient les minoteries pour empêcher l'exportation de la farine. Le 22 juin, à Valladolid, les émeutiers incendient les magasins de farine et les dépôts de grains avant de se livrer au pillage. Les émeutes se reproduisent le 23 juin à Palencia et à Burgos.

L'attitude purement répressive du gouvernement d'Espartero va conduire à sa chute en juillet 56.

Une autre cause de cette chute réside dans la crainte de la grande bourgeoisie devant la montée en force des revendications sociales dans le monde ouvrier et l'importance prise par de nouveaux courants politiques marqués à gauche.

14.07.56 Nouveau coup d'Etat : le palais démet Espartero et nomme à sa place O'Donnell qui ne tardera pas à dissoudre les Cortès et à désarmer la Milice nationale, incapable, selon lui, d'assurer l'ordre dans le pays.

Ce coup de force va soulever une résistance armée à Madrid dans les quartiers ouvriers sous la direction du dirigeant populaire et ancien toréro José Muñoz Pucheta², Espartero, quant à lui, se tenant à l'écart du soulèvement³. Les barricades se dressent également à Barcelone. Les combats dureront du 18 au 21 juillet. La dernière insurrection aura lieu à Valladolid le 22 juillet 56 : elle se termine par une terrible répression.

Dès le premier août 53, O'Donnell est maître de la situation. La milice nationale est dissoute ; les journaux d'opposition sont interdits et dès le 2 septembre 56 les Cortès sont fermées. La Constitution de 1845 est rétablie.

Ces évènements marquent la fin et l'échec de la révolution de 1854

Marx rendra compte longuement des évènements dans les deux articles parus les 8 et 18 août 56 parus dans le *New York Tribune* sous le titre « Revolution in Spain⁴ ».

13.10.56 Le pouvoir de O'Donnell sera de courte durée, à peine 3 mois. Le 13 octobre, se produit en effet un nouveau **retournement de situation** : la reine rappelle,

La parenthèse progressiste se referme. Les modérés reprennent le pouvoir.

¹ Le déclenchement de l'émeute est lié au tirage au sort de la conscription. Le soulèvement sera réprimé par l'envoi du général Zabala en remplacement du général Villalonga, Capitaine-général de la région, jugé trop peu expéditif et destitué, cela sur fond de désaccords entre Espartero et O'Donnell et leurs partisans respectifs.

² Il trouvera la mort au combat le 16 juillet 56.

³ Dès le 3 août, il a rejoint sa propriété de Logroño.

⁴ MECW, t. 15, pp. 97-102 et 103-108. Les deux articles ont paru comme éditoriaux. Ils seront repris par le *Weekly Tribune* respectivement le 16 août 56 sous le titre « Le coup d'Etat espagnol » et le 23 août sous le titre « La fin de la révolution espagnole ».

en effet, Narváez¹ dont l'une des premières décisions sera de suspendre la vente des biens de l'Église.

La nouvelle période coïncide avec la reprise des affaires pour la bourgeoisie².

Juin 58 La reine appelle au gouvernement Leopoldo O'Donnell.

Il y restera du 30 juin 58 au 2 mars 1863³.

A la base de cette période de stabilité gouvernementale se trouve le parti de *l'Union libérale* expressément créé par O'Donnell pour réunir progressistes et modérés dans une même formation politique bourgeoise de type centriste. Confortée par les élections de septembre 1858, cette majorité se maintiendra pratiquement au pouvoir jusque la révolution de 1868.

Les décès de O'Donnell en novembre 1867 et de Narváez en avril 1868 marquent la fin d'une époque. On se dirige vers le *pronunciamento* de Cadix en septembre 1868 et la chute des Bourbons.

¹ Se trouve souvent évoquée l'anecdote selon laquelle O'Donnell constate son limogeage lors d'une soirée de la Cour, le 10 octobre 1856, la reine Isabelle II invitant Narváez, et non lui-même, à lancer le bal en sa compagnie. (J. Perez, op.cit., p. 566). Cette diplomatie du rigodon était très caractéristique des manières de la Cour sous Isabelle II.

² Le mariage de Louis-Napoléon Bonaparte avec Eugénie de Montijo illustre d'une certaine manière la situation comparable des deux pays sous l'angle d'une certaine prospérité économique.

³ En octobre 1859, il se lancera dans l'aventure militaire de la guerre contre le Maroc.

L'Espagne en révolution

7.3. Le coup d'Etat de 1856

Deux articles de Marx vont paraître dans le *New York Tribune* en relation avec les événements de **juillet 1856**, d'abord comme éditoriaux, les 8 et 18 août, puis dans le supplément du *New York Daily Tribune*, le 16 août, sous le titre « The Spanish Coup d'Etat » et le 23 août, sous le titre « The Spanish Revolution Closed ».

*

Pour rappel, en juillet 1856, l'opposition libérale conservatrice obtient la chute du ministère d'Espartero qui se trouve remplacé par O'Donnell. Une résistance armée s'organise dans les quartiers ouvriers de Madrid sous la direction de José Muñoz Pucheta. Les combats dureront du 18 au 21 juillet 1856. D'autres soulèvements ont lieu en d'autres villes, notamment à Saragosse et à Barcelone.

Le coup d'Etat espagnol

Les nouvelles apportées par l'*Asia* hier¹, quoique trois jours après nos précédentes rubriques, ne contiennent rien qui indique une conclusion rapide de la guerre civile en Espagne. Le coup d'État² de O'Donnell, bien que victorieux à Madrid, ne peut pas encore être dit avoir pleinement réussi. Le *Moniteur* français qui a d'abord considéré l'insurrection à Barcelone comme une simple émeute, a été obligé d'avouer que

« le conflit y était très acharné, mais que le succès des troupes de la Reine peut être considéré comme acquis³ ».

Selon la version de ce journal officiel, le combat à Barcelone a duré de 5 heures dans l'après-midi du 18 juillet jusqu'à la même heure le 21, exactement trois jours, lorsque les « insurgés » auraient été délogés de leurs quartiers et se seraient enfuis vers l'intérieur du pays, poursuivis par la cavalerie. On s'aperçoit cependant que les insurgés détiennent encore plusieurs villes en Catalogne, dont Gérone, La Jonquera et quelques places plus petites. Il semble également que Murcie, Valence et Séville aient accompli leur *pronunciamento* contre le coup d'Etat; qu'un bataillon de la garnison de Pampelune, commandé par le gouverneur de cette ville contre Soria, se soit prononcé en chemin contre le gouvernement et marche pour rejoindre l'insurrection à Saragosse; enfin qu'à Saragosse, qui a été dès le début reconnue comme le centre de la résistance, le général Falcon⁴ ait passé en revue 16.000 soldats de ligne, renforcés par 15.000 miliciens et paysans des environs.

En tout cas, le gouvernement français considère l'« insurrection » en Espagne comme non étouffée, et Bonaparte, loin de se contenter de l'envoi d'un contingent de bataillons au long de la frontière, a ordonné à une brigade d'avancer vers la Bidassoa, laquelle brigade en vient à former une division grâce à des renforts venus de Montpellier et de

¹ Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible aux pages 97-102 du volume 15 des *Marx Engels Collected Works*. L'article est daté du 25 juillet 1856 à Londres.

² Marx parlera plus loin de « démission forcée ».

³ Marx se réfère au *Moniteur Universel* du 24 juillet 1856.

⁴ Capitaine-général de l'Aragon, le général Antonio Falcon s'était mis du côté d'Espartero à la tête d'une junte révolutionnaire à Saragosse. (Cf. le récit de Charles de Mazade dans sa « Chronique de la Quinzaine », édition du 31 juillet 1856 de la *Revue des Deux Mondes*, en ligne sur Wikisource. Cf. aussi l'édition du 26 juillet 56 du *Journal des débats politiques et littéraires*, en ligne sur Gallica).

Toulouse. Il semble aussi qu'une deuxième division ait été détachée immédiatement de l'armée de Lyon, selon les ordres envoyés directement de Plombières le 23 octobre, et marche maintenant vers les Pyrénées, où, entretemps, s'est rassemblé un corps entier d'observation de 25.000 hommes. Si la résistance au gouvernement O'Donnell est en mesure de maintenir ses positions; si elle se révèle assez formidable que pour inciter Bonaparte à entreprendre une invasion armée de la péninsule, alors le coup d'État de Madrid pourrait bien avoir donné le signal de la ruine du coup d'État de Paris.

Non sans raison Marx va construire son exposé sur la comparaison avec le *pronunciamento* de mai 1843 par lequel Ramon Maria Narváez et ses partisans avaient mis fin à la régence d'Espartero et l'avaient contraint à l'exil en Angleterre.

Si nous considérons l'intrigue générale et les *dramatis personae*¹, cette conspiration espagnole de 1856 apparaît comme la simple répétition de la tentative similaire de 1843, avec bien sûr quelques légères différences. Alors, comme maintenant, Isabelle était à Madrid et Christine à Paris; Louis Philippe, au lieu de Louis Bonaparte, dirigeait le mouvement des Tuileries; d'un côté, Espartero et ses *Ayacuchos*²; de l'autre, O'Donnell, Serrano, Concha, avec Narvaez au devant de la scène et maintenant en arrière-plan.

En 1843, Louis Philippe envoya deux millions d'or par voie de terre et Narváez et ses amis par la mer, le pacte des mariages espagnols étant réglé entre lui et madame Muñoz³. La complicité de Bonaparte dans le coup d'État espagnol - qui a, peut-être, réglé le mariage de son cousin, le prince Napoléon, avec une mademoiselle Muñoz, ou qui, en tout cas, doit continuer sa mission d'imiter son oncle - cette complicité n'est pas seulement indiquée par les dénonciations lancées par le *Moniteur* pendant les deux derniers mois contre les conspirations communistes en Castille et Navarre, par le comportement avant, pendant et après le coup d'État de M. de Turgot, l'ambassadeur de France à Madrid, le même qui était le ministre des Affaires étrangères de Bonaparte lors de son propre coup d'État; par le duc d'Albe, le beau-frère de Bonaparte⁴, se retrouvant président de la nouvelle ayuntamiento (Conseil municipal) de Madrid immédiatement après la victoire de O'Donnell; par Ros de Olano, un ancien membre du parti français, qui a été le premier homme à qui on a offert une place dans le ministère de O'Donnell; et par Narváez qui a été expédié à Bayonne par Bonaparte dès que les premières nouvelles de l'affaire sont arrivées à Paris.

L'intervention française n'est bien sûr pas sans rapport avec la concurrence qu'entretiennent la France et l'Angleterre⁵ dans leur rapport avec l'Espagne, une volonté d'hégémonie qui s'est manifestée dans l'affaire des mariages d'Isabelle II et de sa sœur, l'infante Marie Louise Fernand⁶. Le choix par Espartero de son exil à Londres en juillet 1843 témoignait clairement de ses relations privilégiées avec les Anglais. Le choix par la régente Marie-Christine de son exil à Paris en octobre 1840 témoignait clairement de son alliance avec les Français. L'écartement d'Espartero en juillet 1856 est en ce sens interprété par Marx comme une manœuvre des Français.

¹ Cette expression latine désigne les personnages d'une pièce de théâtre.

² Ce surnom aux connotations péjoratives était donné aux partisans d'Espartero en référence à la bataille d'Ayacucho du 9 décembre 1824 qui avait mis fin aux guerres d'indépendance hispano-américaines. Il était synonyme de défaite militaire. Espartero a été accusé de favoritisme envers cette sorte de clientèle militaire issue des guerres coloniales et des guerres carlistes.

³ Marx se plaît à nommer systématiquement l'ancienne reine et régente Marie-Christine du nom de son second mari, Augustin Fernando Muñoz, un sergent de la garde royale qu'elle a épousé (secrètement) quelques mois après la mort de Ferdinand VII.

⁴ Son beau-frère par alliance : il avait épousé, en 1849, la sœur d'Eugénie de Montijo, Maria Francisca de Sales.

⁵ Par ailleurs alliées dans leur conflit avec la Russie qui vient de se terminer.

⁶ La première épousera son cousin François d'Assise de Bourbon, duc de Cadix. La seconde épousera le duc de Montpensier, le plus jeune fils de Louis Philippe. Les Anglais étaient surtout soucieux d'éviter que la reine Isabelle n'épousât un membre direct de la famille royale française.

Cette complicité s'est manifestée au préalable par l'envoi de grandes quantités de munitions de Bordeaux à Bayonne quinze jours avant la crise actuelle à Madrid. Elle est surtout suggérée par le plan des opérations suivi par O'Donnell dans sa razzia contre les citoyens de cette ville. Dès le début, il a annoncé qu'il n'hésiterait pas à faire sauter Madrid, et pendant les combats il a agi selon sa parole. Maintenant, malgré son audace, O'Donnell n'a jamais osé s'avancer sans protéger sa retraite. Comme son oncle bien connu¹, le héros de la trahison, il n'a jamais brûlé le pont quand il a passé le Rubicon. Chez les O'Donnell, la combativité se trouve singulièrement sous le contre-poids de la prudence et de la duplicité. Il est clair que tout général qui menacerait de laisser la capitale en cendres et qui échouerait dans sa tentative le paierait de sa tête. Comment alors O'Donnell s'aventurerait-il sur un terrain aussi délicat? Le secret est levé par le *Journal des Débats*, l'organe spécial de la reine Christine².

« O'Donnell s'attendait à une grande bataille, et tout au plus à une victoire vivement disputée. L'éventualité d'une défaite faisait aussi partie de ses prévisions. Si un tel malheur était arrivé, le maréchal aurait abandonné Madrid avec le reste de son armée et escorté la reine pour se diriger vers les provinces du nord, en vue de se rapprocher de la frontière française³. »

Est-ce que tout cela ne donne pas l'impression d'un plan fomenté avec Bonaparte? C'est exactement le même plan qui avait été établi entre Louis Philippe et Narvaez en 1843, lui-même copié de la convention secrète entre Louis XVIII et Ferdinand VII en 1823.

La situation en 1856 est toutefois différente de celle de 1843. Marx poursuit en insistant sur l'actualité nouvelle dont il espère une suite révolutionnaire. Mais le détail des événements ne confirme pas cet espoir.

Ce parallèle plausible entre les conspirations espagnoles de 1843 et 1856 une fois admis, il demeure des traits suffisamment distincts dans les deux mouvements pour indiquer les progrès immenses réalisés par le peuple espagnol au cours d'une période aussi courte. Ces caractéristiques sont: le caractère politique de la dernière lutte à Madrid; son importance militaire; et enfin, la position respective d'Espartero et de O'Donnell en 1856 par rapport à celles d'Espartero et de Narvaez en 1843.

En 1843, toutes les parties étaient fatiguées d'Espartero. Pour se débarrasser de lui, une coalition puissante a été formée entre les *Moderatos* et les *Progresistas*. Les juntes révolutionnaires qui ont poussé comme des champignons dans toutes les villes ont ouvert la voie à Narvaez et à ses gens. En 1856, nous n'avons pas seulement la cour et l'armée d'un côté contre le peuple de l'autre, mais dans les rangs du peuple, nous avons les mêmes divisions que dans le reste de l'Europe occidentale.

Le 13 juillet, le ministère d'Espartero remit sa démission forcée; dans la nuit des 13 et 14, le Cabinet de O'Donnell fut constitué; le matin du 14, la rumeur se répandit que O'Donnell, chargé de la formation d'un cabinet, avait invité Ryos y Rosas⁴, le ministre de mauvaise augure des jours sanglants de juillet 1854, à se joindre à lui. À 11 heures, la *Gaceta* confirmait la rumeur. Ensuite, les Cortès se sont réunis avec 93 députés présents. Selon les règles de cet organe, 20 membres sont suffisants pour convoquer une assemblée et 50 pour former un quorum. En

¹ Il s'agit de Enrique José O'Donnell. Ce militaire espagnol d'origine irlandaise a été l'un des soutiens actifs de la restauration royaliste de Ferdinand VII, adversaire des libéraux.

² L'organe de Charles de Mazade qui était un observateur très attentif des événements espagnols.

³ Marx cite ici l'édition du 22 juillet 1856 du *Journal des Débats*.

⁴ En juillet 1854, le très conservateur Antonio de Los Rios y Rosas avait fait très brièvement partie (présentement du 19 au 20 juillet) du gouvernement d'Espartero. Du 14 juillet au 7 août 1856, il occupera les fonctions de ministre de l'Intérieur dans le ministère de O'Donnell. (Source : José Ramon Urquijo Goita, *Gobiernos y Ministros españoles en la edad contemporánea*, Consejo Superior de investigaciones científicas, Madrid, 2008).

outre, les Cortès n'avaient pas été officiellement prorogées. Le général Infante, le président, ne put que se conformer au souhait unanime de tenir une séance ordinaire. Une proposition fut soumise comme quoi le nouveau Cabinet ne jouissait pas de la confiance des Cortès et que sa Majesté devait être informée de cette résolution. Dans le même temps, les Cortès ordonnèrent à la garde nationale de se tenir prête à l'action. Leur comité, portant la résolution relative au manque de confiance, est allé trouver la Reine, escorté par un détachement de la milice nationale. Alors qu'ils s'efforçaient d'entrer dans le palais, ils ont été repoussés par les troupes de ligne, qui ont fait feu sur eux et leur escorte. Cet incident a donné le signal de l'insurrection. L'ordre de commencer la construction des barricades a été donné à 7 heures du soir par les Cortès, dont l'assemblée a été dispersée immédiatement après par les troupes de O'Donnell. La bataille a commencé la même nuit, un seul bataillon de la milice nationale rejoignant les troupes royales. Il convient de noter que, dès le matin du 13, señor Escosura, le Ministre Esparteriste de l'Intérieur¹, avait télégraphié à Barcelone et à Saragosse qu'un coup d'Etat était imminent et qu'ils devaient se préparer à y résister². À la tête des insurgés de Madrid se trouvaient señor Madoz et le général Valdez, le frère d'Escosura. En bref, il ne fait aucun doute que la résistance au coup d'Etat provenait des Esparteristes, des citoyens et des libéraux en général. Alors qu'avec la milice, ils s'en prenaient à la ligne qui traversait Madrid d'est en ouest, les ouvriers sous la direction de Pucheta³ occupaient le sud et une partie du côté nord de la ville.

Le matin du 15, O'Donnell prit l'initiative. Même selon le témoignage partiel des *Débats*⁴, O'Donnell n'obtint aucun avantage significatif pendant la première moitié de la journée. Soudainement, vers 1 heure, sans aucune raison perceptible, les rangs de la Milice nationale furent brisés; à 2 heures, ils étaient encore plus éclaircis et, à 6 heures, ils avaient complètement disparu de la scène, laissant tout le poids de la bataille sur le dos des ouvriers, qui ont combattu jusqu'à 4 heures de l'après-midi du 16. Ainsi, au cours de ces trois jours de carnage, ce sont deux batailles distinctes qui ont eu lieu, celle de la milice libérale de la bourgeoisie, soutenue par les ouvriers contre l'armée, et l'autre, livrée par l'armée contre les ouvriers abandonnés par la milice.

Comme l'a dit Heine:

« C'est une vieille histoire ancienne, mais elle reste toujours nouvelle⁵. ».

Le fait décisif en cette journée du 15 juillet 1856, c'est bien sûr le soudain abandon de la scène politique par Espartero lui-même.

Espartero abandonne les Cortès; les Cortès abandonnent les chefs de la Garde nationale; les dirigeants abandonnent leurs troupes, et les troupes abandonnent le peuple. Le 15, cependant, les Cortès s'assemblèrent à nouveau lorsque Espartero apparut un instant. Señor Assensio⁶ et d'autres membres lui ont rappelé ses engagements réitérés de bran-

¹ Patricio de la Escosura a été ministre de l'intérieur du 15.01 au 14.07.1856 sous la présidence d'Espartero.

² Comprendons bien : Escosura était le ministre dont le litige avec O'Donnell était à la source de la crise et de la démission forcée d'Espartero. Ce qu'il dénonce, selon Marx, comme un coup d'Etat, c'est donc la nomination de O'Donnell par la reine dès le 14 juillet.

³ Toréro de métier, José Muñoz Pucheta s'était mis à la tête des barricades madrilènes lors de la Vicalvada de 1854. On lui attribue l'arrestation (et l'assassinat) du chef de la police madrilène, à cette époque, Francisco García Chico. En avril 1855, il avait été nommé surintendant des abattoirs de Madrid par le ministre Madoz. Il trouva la mort le 16 juillet 1856, à 36 ans, sur une barricade de Madrid.

⁴ A savoir le *Journal des débats politiques et littéraires* qui avait une édition londonienne.

⁵ Heinrich Heine : « Es ist eine alte Geschichte / doch bleibt Sie immer neu » (soit un extrait de son poème de 1822 : « Ein Jüngling liebt ein Mädchen » publié dans le recueil intitulé « Buch der Lieder, Lyrisches Intermezzo »).

⁶ Pharmacien de formation et journaliste, fondateur du journal *La Iberia*, et porte-parole à ce titre du parti progressiste, Pedro Calvo Asensio a été l'un des soutiens d'Espartero et l'adversaire résolu de O'Donnell. En 1856, il sera contraint à un bref exil en France.

dir sa grande épée de Luchana¹ le premier jour où la liberté du pays devrait être mise en danger. Espartero en a appelé au Ciel pour témoigner de son patriotisme inébranlable, et quand il est parti, on s'attendait tout à fait à le voir bientôt à la tête de l'insurrection. Au lieu de cela, il s'est rendu à la maison du général Gurrea², où il s'est enterré dans une cave à l'abri des bombes, à la Palafox³, et personne n'a plus entendu parler de lui. Les commandants de la milice, qui, le soir précédent, avaient employé tous les moyens pour inciter les miliciens à prendre les armes, se pressaient maintenant de se retirer dans leurs maisons privées. À 2 heures et demi de l'après-midi, le général Valdez, qui depuis quelques heures avait usurpé le commandement de la milice, a convoqué les soldats sous son commandement direct sur la Plaza Mayor et leur a dit que l'homme qui naturellement devrait se trouver à leur tête ne se présenterait pas et que par conséquent, tout le monde était libre de se retirer. Là-dessus, les gardes nationaux se précipitèrent chez eux et se hâtèrent de se débarrasser de leurs uniformes et de cacher leurs armes. Telle est la substance du compte rendu fourni par une autorité bien informée. Une autre donne comme raison de cette soudaine soumission à la conspiration le fait que l'on estimait que le triomphe de la Garde nationale entraînerait probablement la ruine du trône et la prépondérance absolue de la démocratie républicaine. *La Presse* de Paris elle aussi nous fait comprendre que le maréchal Espartero, en voyant au Congrès la tournure que les démocrates faisaient prendre aux choses, ne voulait pas sacrifier le trône ou prendre les risques de l'anarchie et de la guerre civile, et a tout fait en conséquence pour aboutir à une soumission à O'Donnell⁴.

L'article se termine sur le rapport très particulier, dialectique, disons, entre la bourgeoisie (les « classes moyennes », selon l'appellation anglaise) et la classe ouvrière dans le double conflit qui, à la fois, les unit contre les forces féodales et les oppose entre elles par antagonisme de classe. Et cette leçon générale embrasse le comportement de la bourgeoisie au cours des événements révolutionnaires européens des années 1849-1849.

Il est vrai que les détails sur la durée, les circonstances et la dégradation de la résistance au coup d'Etat sont rapportés différemment selon les écrivains; mais tous s'accordent sur le point principal, à savoir que Espartero a abandonné les Cortès, les Cortès les leaders, les leaders la classe moyenne, et celle-ci le peuple. Cela fournit une nouvelle illustration du caractère de la plupart des luttes européennes de 1848-1849 et de celles qui se dérouleront dans la partie occidentale de ce continent. D'une part, il y a l'industrie et le commerce modernes, dont les chefs naturels, les classes moyennes, sont opposés au despotisme militaire; d'autre part les ouvriers eux-mêmes, le produit de l'organisation moderne du travail, et qui, quand commence la bataille contre ce même despotisme, réclament leur part du résultat de la victoire. Effrayées par les conséquences d'une alliance ainsi imposée contre leur gré, les classes moyennes battent en retraite et viennent se remettre sous les batteries protectrices du despotisme détesté. C'est le secret des armées permanentes d'Europe, qui autrement sera incompréhensible pour le futur historien. Les classes moyennes de l'Europe sont donc amenées à comprendre qu'elles doivent soit se soumettre à un pouvoir politique qu'elles détestent, et renoncer aux avantages de l'industrie et du commerce modernes, ainsi qu'aux relations sociales qui en découlent, soit renoncer aux privilèges que l'organisation moderne des pouvoirs productifs de la société, dans sa phase primaire, a conférés à une classe exclusive. Que cette leçon soit donnée, même par l'Espagne, est quelque chose d'aussi impressionnant qu'inattendu.

¹ Référence à la bataille de Luchana, le 25 décembre 1836, contre les troupes carlistes; cette victoire avait valu à Espartero le titre de comte de Luchana. Marx fait ici allusion à certain discours tenu en juillet 1854 par Espartero devant les madrilènes qu'il félicitait de l'avoir élu pour défendre les libertés et dresser sur leur tête « l'épée de Luchana » en vue de leur indiquer « le chemin de la gloire ».

² Le général Ignacio Gurrea était depuis longtemps un ami personnel d'Espartero.

³ La référence est obscure. Le général Don José de Palafox y Melci a soutenu durant la guerre d'indépendance le siège mémorable de Saragosse du 29 décembre 1808 au 21 février 1809, soit près de trois mois. Il sera tenu prisonnier par les Français à Vincennes d'avril 1809 à décembre 1813.

⁴ Une hypothèse très vraisemblable compte tenu du soutien sans faille accordé à la monarchie tout au long de sa carrière par Espartero.

*

La fin de la révolution espagnole

Cette seconde contribution est datée des premiers jours d'août à Londres¹.

Marx commence par évoquer la pantalonnade qu'a offerte le comportement d'Espartero lors de la crise politique de la mi-juillet 56.

Pour rappel, le 13 juillet 1856, Espartero sollicitait la reine pour arbitrer un différend entre deux de ses ministres, Escosura et O'Donnell, tout en menaçant de donner sa démission en cas de désaccord persistant entre les deux hommes. La décision de la reine en faveur de O'Donnell l'a ainsi conduit à démissionner de ses fonctions. Le 14 juillet, O'Donnell était nommé au poste de président du Conseil. Les partisans d'Espartero appelaient aussitôt la milice et le peuple madrilènes à l'insurrection. Le mouvement s'était alors étendu vers d'autres villes, dont Saragosse.

Saragosse s'est rendue le 1er août à 13h30 et ainsi a disparu le dernier centre de résistance à la contre-révolution espagnole². Du point de vue militaire, il y avait peu de chances de succès après les défaites de Madrid et de Barcelone, la faiblesse de la diversion insurrectionnelle en Andalousie et l'avancée convergente de forces écrasantes venues des provinces basques, de Navarre, de Catalogne, de Valence et de Castille. La moindre chance de réussir était réduite à rien par le fait que c'était le vieux *aide de camp* d'Espartero, le général Falcon, qui dirigeait les forces de résistance; que le slogan "Espartero et la Liberté" avait été donné comme cri de guerre et que la population de Saragosse avait pris conscience du fiasco incommensurablement ridicule d'Espartero à Madrid. Par ailleurs, il y avait des ordres directs du quartier général d'Espartero à ses soutiens à Saragosse, pour qu'ils mettent fin à toute résistance, comme le montre l'extrait suivant du *Journal de Madrid* du 29 juillet:

« Un des ex-ministres esparteristes a participé aux négociations en cours entre le général Dulce et les autorités de Saragosse, et le député esparteriste des Cortès, Juan Martinez Alonso, a accepté la mission d'informer les dirigeants insurgés que la Reine, ses ministres et ses généraux étaient animés par un état d'esprit très conciliant. »

Le mouvement révolutionnaire s'était assez largement répandu sur l'ensemble de l'Espagne. Madrid et La Mancha en Castille; Grenade, Séville, Malaga, Cadix, Jaen, etc., en Andalousie; Murcie et Carthagène en Murcie; Valence, Alicante, Alzira, etc., dans la province de Valence; Barcelone, Reus, Figueras, Gerone, en Catalogne; Saragosse, Teruel, Huesca, Jaca, etc., en Aragon; Oviedo dans les Asturies; et Coruña en Galice. Il n'y a pas eu de mouvements en Estrémadure, à Léon et dans la vieille Castille, où le parti révolutionnaire a été mis en place il y a deux mois, sous les auspices conjoints d'Espartero et de O'Donnell, les provinces basques et de Navarre restant elles aussi tranquilles. Cependant, les sympathies de ces dernières provinces allaient vers la cause révolutionnaire, bien qu'elles ne pussent pas se manifester devant l'armée française d'observation. C'est d'autant plus remarquable si l'on considère que, il y a vingt ans, ces mêmes provinces formaient le bastion du carlisme, alors soutenu par la paysannerie d'Aragon et de Catalogne, mais qui, cette fois-ci, se plaçaient avec passion aux côtés de la révolution; ce qui se serait avéré un élément de résistance formidable, si l'imbécillité des dirigeants de Barcelone et de Saragosse n'avait empêché que l'on puisse tirer parti de leurs énergies. Même *The London Morning Herald*, le champion orthodoxe du protestantisme, qui a rompu des lances pour le Quichotte de l'auto-da-fe, Don Carlos, il y a une

¹ Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible aux pages 103-108 du volume 15 des *Marx Engels Collected Works*.

² Marx nomme contre-révolution le remplacement d'Espartero par O'Donnell à la présidence du conseil.

vingtaine d'années, a trébuché sur ce fait, ce qu'il est juste de reconnaître. C'est l'un des nombreux symptômes du progrès révélé par la dernière révolution en Espagne, un progrès dont la lenteur n'étonnera que ceux qui ne connaissent pas les coutumes et les mœurs particulières d'un pays, où « a la mañana¹ » est le mot d'ordre de la vie de tous les jours, et où tout le monde est prêt à vous dire que « nos ancêtres ont eu besoin de huit cents ans pour chasser les Maures ».

Malgré la propagation générale des *pronunciamientos*, la révolution en Espagne était limitée à Madrid et à Barcelone. Dans le sud, elle a été brisée par l'épidémie de choléra et au nord par celle d'Espartero. D'un point de vue militaire, les insurrections à Madrid et à Barcelone offrent peu de caractéristiques intéressantes, pratiquement aucune qui soit nouvelle. D'un côté, l'armée, où tout était préparé; et de l'autre côté, tout était improvisé; l'offensive n'a à aucun moment changé de sens. D'une part, une armée bien équipée, se déplaçant facilement selon les ordres de ses généraux; de l'autre, des dirigeants marchant à contre-cœur sous la poussée d'un peuple insuffisamment armé. À Madrid, les révolutionnaires ont dès le début commis l'erreur de se bloquer dans les quartiers à l'intérieur de la ville, sur la ligne reliant les extrémités est et ouest, extrémités commandées par O'Donnell et Concha², qui communiquaient entre eux et avec la cavalerie de Dulce par les boulevards extérieurs. De cette manière, le peuple se trouvait à l'entre-couplement et s'exposait à l'attaque concentrique concertée par O'Donnell et ses complices. O'Donnell et Concha n'ont eu qu'à effectuer leur jonction et les forces révolutionnaires se sont trouvées dispersées dans les quartiers nord et sud de la ville et privées pour la suite de toute cohésion. L'insurrection de Madrid avait pour caractéristique distincte que les barricades n'ont été utilisées que modérément et seulement aux carrefours importants, tandis que les maisons étaient devenues les centres de résistance et que - ce qui est inédit dans la guerre de rue - les attaques à la baïonnette ont fait face aux colonnes d'assaut de l'armée. Mais si les insurgés ont profité de l'expérience des insurrections de Paris et de Dresde³, les soldats n'en ont pas moins tiré de leçons. Les murs des maisons ont été percés un par un, et les insurgés ont été pris sur le flanc et par l'arrière, tandis que les issues dans les rues étaient balayées à coups de canon. Une autre caractéristique de cette bataille de Madrid était que Pucheta, après la jonction de Concha et de O'Donnell, lorsqu'il a été repoussé dans le quartier sud (Tolède⁴), a transplanté la guérilla des montagnes d'Espagne dans les rues de Madrid. L'insurrection, dispersée, s'est repliée sous l'arche d'une église, dans une ruelle étroite, dans l'escalier d'une maison, et c'est là qu'elle se défendit jusque à la mort⁵.

À Barcelone, les combats ont été encore plus intenses, car là il n'y avait pas de meneur du tout. Militairement, cette insurrection, comme tous les soulèvements précédents à Barcelone, a péri par le fait que la citadelle, Fort Montjuick, est restée entre les mains de l'armée. Témoin de la violence de la lutte, la mort par le feu de 150 soldats dans leur caserne à Gracia, une banlieue que les insurgés ont vivement défendue, alors qu'ils avaient déjà été délogés de Barcelone. Il convient de mentionner que, à Madrid, comme nous l'avons montré dans un article précédent, les prolétaires ont été trahis et abandonnés par la bourgeoisie, les tisserands de Barcelone ont déclaré dès le départ qu'ils n'avaient rien à voir avec un mouvement mis sur pied par les Esparteristes, et ont insisté pour obtenir la déclaration de la République. Ceci leur étant refusé, et à l'exception de ceux qui ne pouvaient résister à l'odeur de la poudre, ils sont restés des spectateurs passifs de la bataille, laquelle

¹ Soit « reportons à demain ».

² Manuel Gutierrez de la Concha : ce militaire libéral s'était illustré lors des guerres carlistes. Partisan de O'Donnell, ce dernier l'avait nommé en 1849 à la tête de la Capitainerie générale de Catalogne. Il se mettra au service de la première République en 1873/1874 et trouvera la mort au combat en juin 1874 lors de la troisième guerre carliste.

³ Référence à l'insurrection parisienne des 23-26 juin 48 et à celle de Dresde du 3 au 9 mai 1849.

⁴ Plus précisément rue de Tolède. On trouvera un récit des événements dans la « Chronique de la quinzaine » du 31 juillet 1856 de Charles de Mazade dans la *Revue des Deux Mondes* (tome 4, pp. 671-688, en ligne sur Wikisource).

⁵ Notamment celle de José Muñoz Pucheta qui tombe ce jour-là au combat.

était donc perdue - toutes les insurrections à Barcelone, ce sont ses 20.000 tisserands qui en ont décidé.

Marx termine son article par une vue nouvelle sur le rapport du peuple espagnol avec la couronne et avec l'armée.

La monarchie, explique-t-il, vient de perdre le soutien dont elle a sans cesse bénéficié dans le cadre des guerres carlistes. L'armée, quant à elle, vient de basculer définitivement dans le camp de la réaction. L'Espagne, conclut-il, est désormais prête pour la prochaine révolution européenne.

La révolution espagnole de 1856 se distingue de toutes les précédentes par la perte de tout caractère dynastique. On sait que le mouvement de 1808 à 1814 a été national et dynastique. Bien que les Cortés en 1812 aient proclamé une Constitution presque républicaine¹, elles l'ont fait au nom de Ferdinand VII. Le mouvement de 1820-23², timidement républicain, était tout à fait prématuré et avait contre lui les masses au soutien desquelles il faisait appel, ces masses étant liées à l'Église et à la Couronne. La royauté en Espagne était si profondément enracinée que la lutte entre la société ancienne et la société moderne, pour devenir sérieuse, avait besoin d'un testament de Ferdinand VII³ et de l'incarnation des principes antagonistes dans deux branches dynastiques, les Carlistes et Cristina. Même pour lutter pour un nouveau principe, l'Espagnol voulait une référence ancestrale. C'est sous ces bannières que la lutte a été menée de 1833 à 1843. Puis la révolution a pris fin et la nouvelle dynastie a été gratifiée d'une période d'essai de 1843 à 1854. Dans la révolution de juillet 1854, il y avait donc nécessairement une attaque implicite contre la nouvelle dynastie; mais l'innocente Isabelle était couverte par la haine concentrée sur sa mère et le peuple se réjouissait non seulement de sa propre émancipation, mais aussi de celle d'Isabelle, libérée de sa mère et de la camarilla⁴.

En 1856, le voile était tombé et Isabelle elle-même confrontait le peuple par le coup d'État qui a fomenté la révolution. Elle s'est montrée la digne, froidement cruelle et lâchement hypocrite fille de Ferdinand VII, qui s'était tant livré au mensonge qu'en dépit de sa bigoterie, il ne put jamais se convaincre, même avec l'aide de la sainte Inquisition, que des personnages aussi exaltés que Jésus-Christ et ses apôtres avaient dit la vérité. Même le massacre des Madrilènes par Murat en 1808⁵ se réduit à une turbulence insignifiante au côté des boucheries du 14 au 16 juillet perpétrées tandis que souriait l'innocente Isabelle. Ces jours ont sonné le glas de la royauté en Espagne. Il n'y a que les légitimistes imbéciles d'Europe pour imaginer qu'Isabelle une fois tombée, Don Carlos peut se lever. Ils pensent toujours que lorsque la dernière manifestation d'un principe disparaît, ce n'est que pour donner un nouveau tour à sa manifestation primitive.

En 1856, la révolution espagnole a perdu non seulement son caractère dynastique mais aussi son caractère militaire. On peut dire en peu de mots pourquoi l'armée a joué un rôle aussi important dans les révolutions espagnoles. L'ancienne institution de la *capitainerie générale*⁶, qui

¹ Marx fournit dans le sixième article de la série qu'il publie entre septembre 1854 et mars 1855 sous le titre « L'Espagne révolutionnaire » une analyse très détaillée de cette Constitution de 1812 (K. Marx, *Œuvres*, Bibl. de la Pléiade, t. IV, pp. 888-898).

² A savoir la deuxième révolution bourgeoise de 1820 à 1823 (si l'on considère la guerre d'indépendance de 1808-1814 comme étant la première). Elle commence le 1^{er} janvier 1820 par la mutinerie de Rafael del Riego et se termine en octobre 1823 à la suite de l'intervention des troupes françaises au nom de la Sainte Alliance.

³ Celui par lequel il autorisait sa fille Isabelle à lui succéder, provoquant ainsi la première guerre carliste.

⁴ Pour rappel, Espartero s'était appliqué en ces circonstances à favoriser la fuite en France de la reine mère Marie-Christine, lui épargnant les risques d'un procès.

⁵ Le 2 mai 1808, un soulèvement populaire à Madrid contre les forces françaises d'occupation avait été brutalement réprimé par Joachim Murat. Cette répression avait marqué le début de la guerre d'indépendance

⁶ La capitainerie générale était le nom donné en Espagne à certaines circonscriptions militaires territoriales gouvernées par un *capitán general* doté en outre d'une autorité civile plénipotentiaire.

a fait des capitaines les pachas de leurs provinces respectives; la guerre d'indépendance contre la France, qui a non seulement fait de l'armée le principal instrument de la défense nationale, mais aussi la première organisation révolutionnaire et le centre de l'action révolutionnaire en Espagne; les conspirations de 1814-19, toutes émanant de l'armée; la guerre dynastique de 1833-40, dont l'issue appartenait aux armées des deux côtés; l'isolement de la bourgeoisie libérale qui l'a obligée à employer les baïonnettes de l'armée contre le clergé et la paysannerie dans le pays; la nécessité pour Christina et la camarilla d'avoir recours aux baïonnettes contre les libéraux, comme les libéraux les avaient tournées contre les paysans; la tradition issue de tous ces précédents; telles étaient les causes qui ont donné à la révolution en Espagne un caractère militaire et à l'armée une allure prétorienne. Jusqu'en 1854, l'armée a toujours été à l'origine de la révolution, et ses différentes manifestations jusqu'à cette date n'offraient aucun signe extérieur de différence au-delà du grade dans l'armée qui en était à l'origine. Même en 1854, la première impulsion est encore venue de l'armée, mais il y a eu le manifeste de Manzanara de O'Donnell pour attester combien la base de la prépondérance militaire dans la révolution espagnole était devenue étroite. Dans quelles conditions O'Donnell a-t-il finalement été autorisé d'accomplir sa promenade à peine équivoque de Vicalvaro aux frontières portugaises et de ramener l'armée à Madrid? Seulement sur la promesse de la réduire immédiatement, de la remplacer par la Garde nationale et de ne pas permettre aux généraux de se partager les fruits de la révolution. Si la révolution de 1854 s'est bornée ainsi à l'expression de sa méfiance, pas plus de deux ans plus tard, elle se trouve ouvertement et directement attaquée par cette armée, une armée qui à présent fait dignement son entrée dans les listes à côté des Croates de Radetzky, des Africains de Bonaparte et des Poméraniens de Wrangel¹. A quel point les gloires de leur nouvelle position sont appréciées par l'armée espagnole, cela se voit à la rébellion d'un régiment à Madrid le 29 juillet qui, non content des simples *cigarros* d'Isabelle, s'est soulevé pour les pièces de cinq francs et les saucisses de Bonaparte², et les a aussi obtenus.

Cette fois, toute l'armée a été contre le peuple ; en fait, elle n'a combattu que contre lui et contre les gardes nationaux. Bref, on assiste à la fin de la mission révolutionnaire de l'armée espagnole. L'homme qui a personnifié le caractère militaire, dynastique et libéral bourgeois de la révolution espagnole, Espartero, s'est maintenant effondré au plus bas que les lois communes du destin auraient permis à son plus intime *connaisseur* de l'anticiper. Si, comme le veut la rumeur générale, et c'est très probable, les Esparteristes sont sur le point de se rallier à O'Donnell, ils auront confirmé leur suicide par un acte officiel de leur propre camp. Ils ne le sauveront pas.

La prochaine révolution européenne trouvera l'Espagne mûre pour coopérer avec elle. Les années 1854 et 1856 étaient des phases de transition par lesquelles elle devait passer pour arriver à cette maturité.

¹ Les Croates de Radetzky ? Marx fait ici référence aux troupes mobilisées sous les ordres du maréchal autrichien Joseph Radetzky pour combattre les mouvements de libération en Italie. Les Africains de Bonaparte ? Marx fait ici référence ici aux zouaves, ces troupes composées de colons français mobilisées dans les guerres de colonisation de l'Algérie et particulièrement réputées pour leur cruauté. Les Poméraniens de Wrangel ? Marx fait ici référence aux troupes du général Frédéric von Wrangel (lui-même originaire de Poméranie) responsable de la dissolution de l'Assemblée nationale prussienne à Berlin en septembre 1848.

² Référence aux générosités de Louis-Bonaparte envers l'armée au cours de la campagne qui a précédé sa candidature.

8. L'Italie en résistance

Le dimanche¹ **6 février 1853**, se déroule à Milan une insurrection de patriotes italiens : ils sont peu nombreux², mal armés, la plupart de simples couteaux et de bâtons, qui donnent l'assaut des postes de garde de l'armée autrichienne, espérant que les soldats hongrois manifesteront leur solidarité. C'est un échec et un échec sanglant.

*

L'évènement fera l'objet d'un premier commentaire dans la lettre d'Engels à Marx du **11 février 1853**³.

« Cher Marx,

La voilà donc la grande affaire de Messieurs Kossuth et Mazzini. Les informations qui nous sont parvenues ici sont très partielles mais, à mon avis, nous apprendrons lundi ou mardi au plus tard que tout est fini. Milan est un terrain très propice au combat de rues: peu de rues droites et celles qui existent ne correspondent pas entre elles, presque partout des ruelles étroites et tortueuses, bordées de maisons de pierre, hautes et massives dont chacune est une véritable forteresse avec des murs qui ont souvent de 3 à 5 pieds d'épaisseur et plus, ce qui rend l'ouverture d'une brèche presque impensable, les fenêtres du *rez-de-chaussée* munies de grilles de fer (cas presque général), comme parfois à Cologne. Mais à quoi bon tout cela ? Ils n'ont aucune chance de réussir. Après 1849 Radetzky a fait restaurer les fortifications de l'ancienne citadelle et si les travaux sont achevés - et le temps n'a pas manqué pour cela -, Milan restera aux mains des Autrichiens aussi longtemps qu'ils tiendront la citadelle que des insurgés ne sauraient prendre sans mutinerie au sein de l'armée. Le fait qu'on n'ait reçu aucune nouvelle de Bellinzona alors que les gens du Tessin ont de tout temps bombardé le monde de fausses nouvelles en faveur de tout mouvement italien laisse fortement à penser que l'insurrection n'a pas fait tâche d'huile.

(...)

Mazzini (...) semble bien être dans le coup; il ne pouvait en être autrement. Sa proclamation tonitruante a beau être bête, ces Italiens qui ont le goût de l'enflure peuvent s'y laisser prendre. En revanche Kossuth, l'homme de l'action illimitée! *Celui-là* est absolument mort, *après cela*. En l'an 1853, on n'affiche pas impunément des prétentions ridicules de ce genre. Si inepte que puisse sembler en l'occurrence Mazzini avec sa fureur constitutionnelle abstraite, il donne l'impression d'être une lumière quand on le compare à ce brave Kossuth qui rejoue le rôle qu'il joua à Widdin⁴ et, tout en prenant bien garde de ne pas s'exposer, a décrété que la patrie allait être libérée sans rien, par rien, pour rien. Ce type est vraiment un *lâche* et un *misérable*.

Attendons de voir maintenant ce que les paysans italiens vont faire; même si, hypothèse invraisemblable et impensable, par un coup de chance l'opération connaissait quelque succès, il se pourrait bien que papa Mazzini, ses bourgeois et ses aris-

¹ Cette précision pour signaler que ce dimanche terminait la semaine de Carnaval et que la période était propice à créer la surprise.

² A peine quelques dizaines selon Jean-Yves Frégné (*Giuseppe Mazzini, Père de l'unité italienne*, Fayard, Paris 2006). Marx comme d'autres commentateurs parleront d'une échauffourée. L'entreprise est en vérité mal préparée sur des bases très fragiles et les renforts escomptés parmi les troupes hongroises ne se sont pas manifestés. Dans ses fonctions de gouverneur civil et militaire de la Lombardie Vénétie, le général Josef Radetzky se livrera sans tarder à une sévère répression, ordonnant plusieurs centaines d'arrestations. Quinze parmi les suspects seront exécutés.

³ C3, pp. 319-321.

⁴ Après la défaite de Világos en août 1849, cédant la conduite des combats au général Arthur Görgey, Kossuth s'était réfugié dans la forteresse de Widdin (ou Vidin, une ville forte sur le Danube située au nord ouest de la Bulgarie actuelle) sous la protection de l'Empire ottoman. En septembre 1851, il embarquait de Turquie sur une frégate américaine pour se rendre en Angleterre et aux États-Unis où il reçut un accueil triomphal.

tocrates fassent l'expérience de choses fort désagréables; si les Autrichiens ont l'occasion de lâcher ces paysans sur la noblesse, ils ne manqueront pas de le faire.

Les Autrichiens ont certainement encore 120.000 hommes en Italie. Je ne vois pas comment une insurrection peut réussir sans que la troupe elle-même se mutine. Quant à une insurrection des Honveds¹ en Italie, même sur ordre de Kossuth, je n'y crois pas; il faut pour cela des événements d'une autre ampleur et, ces 3 années de discipline et d'ordre aidant, les Autrichiens ont rendu plus malléables, en leur bottant les fesses, bien des Honveds à la peau dure.

Toute cette histoire n'a à mes yeux qu'une valeur de symptôme; c'est la réaction à l'oppression qui dure depuis 49 qui commence et bien entendu c'est à l'endroit le plus sensible qu'elle se manifeste. (...) »

Engels, on le constate, associe étroitement dans cette affaire Giuseppe Mazzini et Lajos Kossuth à l'égard duquel il se montre d'une grande sévérité.

L'implication de Mazzini dans les événements est manifeste. C'est lui qui délègue à Milan deux de ses proches partisans, Giuseppe Piolti de Bianchi et Eugenio Brizzi, avec pour mission d'accomplir une insurrection. Lui-même quitte Londres le 2 janvier 1853 pour rejoindre, via la Belgique et l'Allemagne, la frontière suisse avec l'Italie, à Chiasso², un signe qu'il est confiant dans la réussite du soulèvement³.

L'implication de Kossuth dans les événements est plus problématique. En effet, il fera paraître dans le *Times* du 10.02.53 une déclaration dénonçant comme un faux la proclamation affichée à Milan en son nom « Au nom de la nation hongroise, à l'adresse des soldats casernés en Italie » et appelant à l'insurrection⁴.

Marx fait expressément mention de cet incident dans sa réponse à Engels du **23 février 1853** :

« Tu as vu que Kossuth désavoue sa prétendue déclaration milanaise par l'intermédiaire d'un flibustier américain, le capitaine Maine Reid⁵. Or Szemere m'écrit hier de Paris savoir *positivement* que la proclamation est *authentique*. Du reste, c'était déjà visible au contenu (...) »

Il ajoute :

Tu as surestimé Mazzini. Si tu croyais qu'il se trouvait en personne à Milan. Dans de tels moments critiques, il part d'Angleterre pour qu'on le soupçonne d'être sur le théâtre des opérations.

Autant l'affaire de Milan, comme finale à la perpétuelle conspiration de Mazzini, est lamentable, et autant je pense qu'il s'est fait personnellement un tort considérable, autant je suis intimement convaincu que l'événement est dans l'ensemble favorable au mouvement révolutionnaire. Et cela à cause de la façon brutale dont les Autrichiens (se comportent⁶). Si Radetzky (...) avait félicité la bourgeoisie milanaise pour avoir « manifesté son sens de l'ordre », s'il avait qualifié tout cela de minable tentative insurrectionnelle de quelques mécréants (...) le parti révolutionnaire perdait

¹ Le terme hongrois « Honved » est apparu au cours des révolutions de 1848 pour désigner les combattants insurgés contre les forces autrichiennes. Il est demeuré attaché aux soldats de l'armée hongroise.

² Il s'y trouve le 5 février 1853, prêt à rejoindre les insurgés. Cette présence vaudra à la Suisse d'être l'objet de représailles de la part du pouvoir autrichien qui imposera quelque temps un véritable blocus au Tessin, la population tessinoise de Lombardie se voyant même expulsée du pays.

³ Nul doute que cet optimisme s'appuie sur le souvenir de l'insurrection victorieuse de Milan du 18 au 22 mars 1849 : au cours de cette semaine de combats, la population avait chassé de la ville les troupes autrichiennes, entraînant, avec l'entrée en guerre du Piémont, le début de la première guerre d'indépendance italienne. De son côté, Giuseppe Piolti était par contre moins convaincu des chances de réussite et avait tenté de dissuader Mazzini qui était néanmoins parvenu à le pousser à l'action.

⁴ Un controverse de mauvaise foi et quelque peu opportuniste de la part de Kossuth, compte tenu de l'échec subi par les insurgés. En fait, Mazzini s'est servi d'une déclaration que Kossuth lui avait adressée en 1851 de Kütahya où il se trouvait, en Turquie, et qui appelait les Hongrois à opposer partout une résistance armée au pouvoir autrichien. Mazzini s'était juste autorisé quelques aménagements sur le texte lui-même et sur sa date pour actualiser le texte de Kossuth.

⁵ Lequel avait fait paraître dans la presse anglaise la déclaration de Kossuth dénonçant comme un faux la déclaration milanaise qui lui était attribuée.

⁶ Cette cheville entre parenthèses pour compléter le texte de la lettre dont le papier se trouve déchiré à cet endroit.

tout crédit aux yeux du monde entier. Mais de cette façon, en installant un système de pillage intégral, il fait de l'Italie ce « cratère révolutionnaire » que Mazzini avec ses déclamations ne pouvait faire apparaître par enchantement¹. ».

*

Les conflits de Marx avec l'émigration londonienne, en particulier avec le *Comité Central Démocratique Européen* de Mazzini et Kossuth, l'ont évidemment rendu très attentif à leurs activités politiques².

Le 19 octobre 1852, par exemple, il en rendait compte dans un article intitulé « Machinations de Mazzini et Kossuth – Alliance avec Louis Napoléon – Palmerston³ ». Le propos consistait à commenter la mission accomplie en Italie par deux émissaires de Kossuth et Mazzini, le général Vetter⁴ et la cantatrice hongroise Madame Ferenczi, pour y rencontrer les dirigeants des sociétés secrètes. Faisant rapport à Mazzini⁵, Vetter signalait, selon Marx, que « l'Italie était devenue parfaitement matérialiste » en ce sens que le commerce s'y développant, la petite bourgeoisie avait choisi la voie de la prospérité économique et qu'il était « absolument impossible d'envisager qu'un mouvement révolutionnaire puisse éclater en Italie ». Marx ajoutait que, selon Vetter, le découragement était tel dans le pays qu'aucun soulèvement n'était possible « avant que le cratère français n'ait à nouveau craché le feu⁶ ». Et de terminer par un commentaire ironique sur les démarches entreprises par Kossuth auprès de Louis-Bonaparte⁷.

*

L'insurrection de Milan elle-même va faire l'objet d'une série de **cinq articles** de Marx dans le *New York Tribune*.

*

Le premier a paru le **25 février 1853** sous le titre « The Italian Insurrection – British Politics⁸ ». Il se contente de reproduire les premières nouvelles approximatives transmises par la presse.

Le soulèvement italien

L'engourdissement politique qui a régné si longtemps ici sous l'épais rideau de brume créé par la nature a cessé brusquement à la nouvelle des événements révolutionnaires d'Italie. Le télégraphe nous apprend qu'il y a eu, le 6 de ce mois, un soulèvement à Milan, que deux proclamations ont été placardées, l'une de Mazzini, l'autre de Kossuth, invitant les Hongrois de l'armée autrichienne à faire cause commune avec les révolutionnaires ; que le soulèvement, après une première répression, a recommencé ; que les Autrichiens, cantonnés à

¹ C3., pp. 321-323.

² Pour le détail sur ces conflits, nous renvoyons aux chapitres 5.1 et 5.2 de notre fascicule 19.

³ « Movements of Mazzini and Kossuth – League with Louis Napoleon – Palmerston ». L'article est daté de Londres du 28 septembre 52. (MECW, t.11, pp. 354-356). Il sera publié par le *New York Tribune* sans nom d'auteur, comme une information venue d'un correspondant privé.

⁴ Précisément le général hongrois Antal von Doggenfeld Vetter, qui était un proche de Kossuth.

⁵ Que Marx nomme « l'archange de la Démocratie ».

⁶ MECW, t.11, pp. 354.

⁷ Cet article fera l'objet, on s'en doute (vu la désignation nominale des envoyés de Kossuth et Mazzini), d'une vive riposte de la part l'émigration londonienne. Marx se verra amené à faire paraître, le 16 novembre 1852, une mise au point sous la forme d'une déclaration au rédacteur en chef du *New York Tribune* intitulée « Kossuth, Mazzini et Louis-Napoléon ». Il y déclare notamment, à propos de Louis Bonaparte : « Ma lettre (...) ne se voulait pas une attaque contre Kossuth : c'était plutôt un avertissement. En politique, pour atteindre un but déterminé, on a le droit de s'allier avec le diable en personne – il faut simplement avoir la certitude que l'on roulera le diable et non l'inverse. ». Le texte de ce communiqué (signé par « un correspondant particulier ») se trouve reproduit aux pages 281-282 du volume 3 de la *Correspondance Marx Engels*.

⁸ MECW, vol. 11. pp. 208-512. L'article est daté de Londres du 11 février 1853. Nous citons dans la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, t. 2, (Lettres sur l'Angleterre) Alfred Costes Editeur, Paris 1929, pp. 155-156.

l'arsenal ont été massacrés; que les portes de la ville ont été fermées. La presse française publie, il est vrai, deux autres dépêches, l'une datée de Berne le 8 et l'autre de Turin, le 9 courant, disant que le soulèvement a été complètement maîtrisé dès le 7 février. Mais les amis de l'Italie considèrent comme un indice favorable que, depuis deux jours, le ministère des Affaires étrangères n'a pas reçu de nouvelles directes.

Le bruit court à Paris que l'agitation est grande à Pise, Lucques, et dans d'autres villes.

A Turin, le ministère s'est réuni en toute hâte, à la suite d'une communication du consul autrichien pour discuter la situation en Lombardie. C'est le 9 février que la première nouvelle parvint à Londres. Coïncidence curieuse, cette date est l'anniversaire de la proclamation de la république romaine en 1849¹, de l'exécution de Charles I^{er} en 1649 et du détronement de Jacques II en 1689.

Les chances du soulèvement actuel de Milan sont minimes, à moins que certains régiments autrichiens ne passent du côté des séditeux. Des lettres privées que j'attends de Turin me permettront, je l'espère, de donner de plus amples détails sur cette affaire.

*

Un deuxième article paraît le **8 mars 1853** sous le titre « The Attack on Francis Joseph – The Milan Riot – British Politics – Disraeli's Speech – Napoleon's Will² ».

Le soulèvement de Milan

Aussitôt après la répression du soulèvement révolutionnaire de Milan, Radetzky donna l'ordre d'intercepter toute communication avec le Piémont et la Suisse. Avant l'arrivée de ma lettre, vous aurez sans doute reçu les rares nouvelles qui ont pu transpirer d'Italie en Angleterre. Je voudrais maintenant attirer votre attention sur un détail caractéristique des événements milanais.

Bien que, dans sa première ordonnance, le lieutenant maréchal comte Strassoldo reconnaisse, de la façon la plus absolue, que la masse de la population n'a pris aucune part à l'insurrection, il prononce l'état de siège le plus rigoureux dans la ville. Dans une proclamation ultérieure, datée de Vérone, 9 février, Radetzky dénature la version de son subordonné et profite de la rébellion pour se procurer de l'argent, en présentant l'affaire sous un faux jour. Toutes les personnes qui n'appartiennent pas ouvertement au parti autrichien ont été frappées, au bénéfice de la garnison, d'amendes plus ou moins fortes, au gré du maréchal. Dans sa proclamation du 11 de ce mois il déclare « qu'à certaines exceptions honorables près, la plupart des habitants ne veulent pas se soumettre au gouvernement impérial » et ordonne à toutes les autorités judiciaires, c'est-à-dire aux conseils de guerre, de confisquer la fortune de tous les complices, « la complicité existant par le simple fait de ne pas avoir, comme c'est le devoir de chacun, dénoncé le complot ». Il aurait pu tout aussi bien confisquer toute la ville à la fois sous prétexte que le soulèvement du 6 février n'a pas été dénoncé dès le 5 par les habitants. Quiconque refuse de se faire l'espion ou le mouchard des Habsbourg risque de devenir la proie lé-

¹ Le 9.02.1849, l'Assemblée constituante italienne élue le 21 janvier 49 au suffrage universel direct proclamait la République et abolissait les pouvoirs temporels du pape. L'intervention française en avril 1849 mettra fin à l'expérience républicaine. Le rapport des forces militaires est en effet tel que les défenseurs de Rome doivent s'avouer vaincus dès le 3 juillet 1849 devant les troupes du général Oudinot.

² MECW, t.11, pp. 513-521. L'article est daté de Londres du 22 février 1853. Nous citons dans la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, t.2, (Lettres sur l'Angleterre) Alfred Costes Editeur, Paris 1929, pp. 164-176.

gale des Croates¹. En un mot, Radetzky prêche un nouveau système de pillage en gros.

La révolte de Milan est significative en tant que symptôme de la prochaine crise révolutionnaire sur tout le continent européen. Et elle est digne d'admiration en tant qu'acte d'héroïsme accompli par quelques prolétaires, qui, simplement armés de couteaux, osèrent donner l'assaut à la citadelle et s'attaquer à une armée de 40.000 hommes des meilleures troupes, tandis que les riches, ces fils de Mammon, dansaient et chantaient et festoyaient au milieu du sang et des larmes d'une nation humiliée et martyrisée. Elle semble, il est vrai, lamentable, si elle doit être le résultat final de l'éternelle conspiration de Mazzini, de ses proclamations emphatiques et de ses capucinades prétentieuses à l'adresse du peuple français. Espérons que la série des *révolutions improvisées*, comme les Français les appellent, est terminée. A-t-on jamais entendu dire que de grands improvisateurs fassent également de grands poètes ? En ceci, la politique est semblable à la poésie. Les révolutions ne se font pas sur commande. Depuis les terribles expériences de 1848 et 1849, il faut, pour provoquer des soulèvements nationaux, quelque chose de plus que des appels écrits de chefs lointains. Kossuth a saisi l'occasion pour renier publiquement l'insurrection en général et en particulier la proclamation lancée en son nom. Mais ce qui paraît suspect, c'est qu'après coup il se donne comme un plus grand politique que son ami Mazzini. *The Leader* fait remarquer à ce sujet : « Nous croyons nécessaire de prévenir nos lecteurs que cette affaire regarde exclusivement Kossuth et Mazzini, et que ce dernier est en ce moment absent d'Angleterre ».

« Un acte d'héroïsme accompli par quelques prolétaires » : le caractère prolétarien du soulèvement n'est pas un effet de style de Marx. L'une des raisons de l'échec réside, en effet, dans la division sociale au sein du mouvement nationaliste de la région de Milan entre la composante ouvrière, sous la direction du teinturier Gaetano Assi, et la composante bourgeoisie en rupture sur la question du libre-échange que les ouvriers tenaient pour responsable du chômage.

Della Rocco², un ami de Mazzini, s'exprime comme suit dans une lettre au *Daily News*, sur les reniements de Kossuth et d'Agostini³ : « D'aucuns les soupçonnent d'avoir attendu les renseignements définitifs sur le succès ou l'échec du soulèvement, prêts au même titre à revendiquer l'honneur de la réussite ou à repousser la responsabilité du fiasco. »

Dans une lettre à l'éditeur du *Morning Chronicle*, B. Szemere⁴, ancien ministre hongrois, proteste contre Kossuth « qui usurpe illégitimement le nom de la Hongrie ». Il dit : « Pour le juger comme homme d'Etat, on n'a qu'à étudier attentivement l'histoire de la dernière révolution hongroise; et pour apprécier son adresse de conspirateur, il suffit de se rappeler la malheureuse expédition de Hambourg de l'année dernière⁵. »

Que la Révolution triomphe, même quand elle échoue, nous le voyons par la terreur profonde que l'*échauffourée*⁶ de Milan a inspirée à tous les souverains du continent. Qu'on veuille bien relire la lettre publiée par l'organe officiel, la *Frankfurter Oberpostamtst-Zeitung* : « Berlin le

¹ En référence aux régiments croates mobilisés par les Autrichiens aux frontières avec la Turquie et tout particulièrement requis pour maintenir l'ordre dans les provinces du Nord de l'Italie.

² Henrico Morozzo Della Rocco.

³ Cesare Agostini. Protagoniste de la révolution italienne de 1848-1849, il s'était séparé de Mazzini à Londres.

⁴ Bertalan Szemere avait été ministre de l'Intérieur en 1848 dans le gouvernement de Batthány et premier ministre du gouvernement révolutionnaire en 1849 aux côtés de Lajos Kossuth avec qui il va rompre spectaculairement dans la période londonienne.

⁵ En novembre 1851, Kossuth avait envoyé à Hambourg son émissaire Mihály Pataki Piringer prendre contact avec l'émigré hongrois Ignác Ruscsák qui était en relation avec les soldats hongrois d'un régiment autrichien caserné dans le Holstein. Les deux hommes avaient été arrêtés et condamnés à mort, Piringer étant exécuté le 5 février 1853 et Ruscsák voyant sa peine commuée en 18 ans de travaux forcés.

⁶ En français dans le texte.

15 février. La nouvelle télégraphique de l'insurrection milanaise, qui a fait sensation ici, nous est arrivée, le 9 février, au moment où le roi se trouvait justement au bal de la cour. Le roi déclara tout de suite que ce soulèvement se rattachait à une grande conjuration dont les ramifications s'étendaient partout, et qu'en face de ces mouvements révolutionnaires une étroite alliance s'imposait absolument entre la Prusse et l'Autriche... Un haut dignitaire s'écria : « Nous aurons donc peut-être à défendre la couronne prussienne sur les bords du Pô ! ».

Telle fut la terreur du premier moment que, sans autre raison que « l'impression profonde » produite par la nouvelle, vingt habitants de Berlin furent arrêtés. La *Neue Preussische Zeitung*, la feuille ultraroyaliste, fut saisie pour avoir publié le document attribué à Kossuth. Le 13 de ce mois, le ministre de Westphalie soumit à la Chambre des seigneurs une loi urgente autorisant le gouvernement à confisquer toutes les brochures, toutes les feuilles volantes publiées hors du territoire prussien. A Vienne, les arrestations et les perquisitions sont à l'ordre du jour. Entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, il y eut immédiatement des pourparlers en vue de présenter au gouvernement anglais une protestation collective au sujet des réfugiés politiques. Telles sont la faiblesse et l'impuissance des prétendues puissances. Au moindre symptôme d'un tremblement de terre révolutionnaire, les trônes d'Europe se sentent ébranlés jusque dans leurs fondements. Au milieu de leurs armées, de leurs prisons, de leurs gibets, ils tremblent devant ce qu'ils appellent « les tentatives révolutionnaires de quelques scélérats stipendiés ».

« Le calme est rétabli ». Oui ce calme terrible, sinistre, qui règne entre la première explosion de la tempête et la violence de sa reprise.

*

Le troisième article a paru le **22 mars 1853** sous le titre « Forced Emigration – Kossuth and Mazzini – The Refugee Question – Election Bribery in England – Mr Cobden¹ ».

Kossuth et Mazzini

Dans ma lettre du 1er de ce mois, je faisais connaître que Mazzini allait prendre ouvertement position contre Kossuth. Effectivement, dès le 2, une lettre de Mazzini paraissait dans le *Morning Advertiser*, la *Morning Post* et le *Daily News*. Mazzini ayant ainsi rompu lui-même la glace, je puis rapporter immédiatement que, sur les instances de ses amis de Paris, Kossuth a démenti son propre document. Dans la carrière de Kossuth, nous trouvons plus d'un semblable symptôme de faiblesse et d'indécision, de contradictions inexplicables et de duplicité. Il possède toutes les qualités séduisantes, mais aussi tous les défauts féminins du « caractère d'artiste ». C'est un grand artiste « dans l'art d'arranger les phrases ». A tous ceux qui n'aiment pas s'incliner devant les superstitions populaires et préfèrent se former une opinion raisonnable, je recommande les biographies récentes de *Louis Batthyány*, *Arthur Görgey* et *Louis Kossuth* par Szemere.

Quant à la Lombardie, nous pouvons être certains que Radetzky réussira, alors que Mazzini y a échoué, à mettre en mouvement la bourgeoisie italienne. Il s'occupe, en ce moment, à confisquer les biens de tous les émigrés, même de ceux qui sont partis avec l'autorisation de l'Autriche et se sont fait naturaliser dans d'autres pays, à *moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont en rien participé à la dernière insurrection*².

¹ MECW, t.11, pp. 528-534. L'article est daté de Londres du 4 mars 1853. Nous citons dans la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, t.2, (Lettres sur l'Angleterre) Alfred Costes Editeur, Paris 1929, pp. 194-195.

² Parmi les mesures répressives de Radetzky se trouvait en effet la décision affichée dès le 11 février 1853 de mettre sous séquestre les biens de tous les réfugiés lombards soupçonnés de complicité, fût-

Les journaux autrichiens évaluent à près de douze millions de Livres la valeur des biens à confisquer. A la Chambre des communes, lord Palmerston répondit le 1er mars à une question de lord Dudley Stuart: « Les puissances continentales n'ont pas demandé l'expulsion des réfugiés politiques; mais, le cas échéant, on leur opposerait un refus net et catégorique. *Le gouvernement britannique ne s'est jamais prêté à s'occuper de la sécurité intérieure d'autres pays*¹. ».

*

Le quatrième article a paru le **4 avril 1853** sous le titre « Kossuth and Mazzini – Intrigues of the Prussian Government – Austro-Prussian Commercial Treaty – The Times and the refugees² ».

Kossuth et Mazzini

Avant la réception de cette lettre, vous connaissez déjà, par les journaux anglais, la réponse de Kossuth à la déclaration de Mazzini. Quant à moi, j'estime que Kossuth n'a fait qu'empirer une affaire déjà mauvaise. Les contradictions de sa première et de sa dernière déclaration sont telles que je crois nécessaire de m'y référer. Les deux documents sont du reste rédigés dans deux langues absolument différentes, le premier dans le style hyperbolique oriental du Prophète, le second dans le style juridique et casuistique de l'avocat.

Les amis de Mazzini affirment maintenant comme un seul homme que l'insurrection de Milan lui a été imposée, à lui et à ses compagnons, par des circonstances indépendantes de leur volonté. Mais il est de l'essence de toute conspiration d'éclater trop tôt, soit par trahison, soit par le fait du hasard. Et, d'autre part, on ne peut pas espérer non plus, après avoir, trois années durant, fait continuellement appel à l'action et avoir résumé tout le vocabulaire révolutionnaire dans le seul terme d'*insurrection*, avoir assez d'autorité pour décréter, à un moment donné, qu'*il n'y aura pas d'insurrection*. Quoi qu'il en soit, la brutalité autrichienne a fait de l'échec milanais le véritable début d'une révolution nationale. Écoutons, par exemple, le *Morning Post*, l'organe bien informé de lord Palmerston. Nous lisons dans le numéro d'aujourd'hui : « Le peuple de Naples attend un mouvement qui ne peut manquer de se produire en Autriche. A ce moment, toute l'Italie se soulèvera, du Piémont à la Sicile, et nous assisterons à une grande catastrophe. Les troupes italiennes se dissoudront; les soldats, dits gardes suisses, recrutés pendant la révolution de 1848, ne sauveront pas les souverains d'Italie. L'Italie va au-devant d'une *république impossible*. Ce sera là le prochain acte du drame commencé en 1848. La diplomatie a épuisé les efforts qu'elle pouvait faire pour sauver l'Italie. ».

Aurelio Saffi, dont le nom figure au bas de la proclamation de Mazzini³, et qui a parcouru l'Italie avant l'explosion du soulèvement, avoue, dans une lettre au *Daily News*: « que les classes supérieures sont plongées dans une indifférence renfrognée ou dans le désespoir » et que c'est : « le peuple de Milan », le prolétariat, « qui, sans direction, abandonné à ses propres instincts, maintient, en face du despotisme des proconsuls autrichiens et des assassinats judiciaires des tribu-

elle passive (par défaut de dénonciation, par exemple), et cela « pour indemniser le trésor public des frais extraordinaires résultant des menées subversives ».

¹ Les événements de Milan avaient conduit les puissances continentales à faire pression sur le gouvernement britannique pour qu'il réprime l'activité des réfugiés politiques à Londres, ce qui ne se fera pas.

² MECW, t.11, pp. 535-541. L'article est daté du mars 1853. Nous citons dans la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, t.2, (Lettres sur l'Angleterre) Alfred Costes Editeur, Paris 1929, pp. 224-233.

³ Entendons bien : au bas de la déclaration insurrectionnelle affichée à Milan le 6 février 1853 au nom du *Comité National Italien*. Elu député de Forlì à l'Assemblée nationale constituante de 1849, Aurelio Saffi a été, avec Mazzini et Carlo Armellini, l'un des *triumvirs* qui ont pris en charge la direction de la jeune république romaine. Après la chute de la république en juillet 1849, il rejoint Mazzini à Londres.

naux militaires sa foi en la destinée de la patrie, et, dans un accord unanime, se prépare à la vengeance ».

Le progrès est grand. Le parti de Mazzini a compris enfin que, même dans les soulèvements nationaux contre le despotisme étranger, il y a une distinction de classes, et que ce n'est pas des classes supérieures qu'il faut, à notre époque, attendre des mouvements révolutionnaires. Peut-être feront-ils un pas de plus et se rendront-ils compte qu'ils doivent se préoccuper sérieusement de la situation matérielle des paysans italiens, s'ils veulent trouver un écho à leur cri : « Dio e popolo ». J'ai l'intention d'exposer plus tard par le détail les conditions matérielles où vit l'immense majorité des gens de la campagne en Italie et qui les a rendus jusqu'ici sinon hostiles, du moins indifférents à la lutte nationale de leur pays.

Cette conclusion fournit l'occasion de rappeler ici le propos que tenait Marx sur la politique mazzinienne dans **sa lettre à Joseph Weydemeyer du 11 septembre 1851**. Marx écrivait : « Je considère la politique de Mazzini comme fondamentalement fausse. (...) Il néglige de se tourner vers la partie de l'Italie qui est opprimée depuis des siècles, vers la paysannerie, assurant ainsi à la contre-révolution de nouveaux secours. Monsieur Mazzini ne connaît que les villes avec leur noblesse libérale et leurs *citoyens éclairés*. Les besoins matériels de la paysannerie italienne – aussi pressurée et systématiquement avachie et abêtie que la paysannerie irlandaise – se situent naturellement au trop bas niveau pour que l'idéalisme verbeux de ses manifestes cosmopolito-néocatholico-idéologiques s'en préoccupe. Evidemment il fallait du courage pour expliquer aux bourgeois et à la noblesse que le premier pas vers l'indépendance de l'Italie, c'est la totale émancipation des paysans et la transformation de leur système de métayage en propriétés de citoyens libres¹. ».

*

D'avril à juin 53, Marx évoquera à plusieurs reprises la situation politique italienne dans ses correspondances à destination du *New York Tribune*. C'est le cas, brièvement, dans son article du 07.04.53 pour signaler la présence à Londres de Mazzini que « poursuit vainement la police continentale »². C'est le cas, tout aussi brièvement, dans son article du 21 avril 53, sur une éventuelle action judiciaire à Londres contre Mazzini³. C'est encore le cas, en une phrase, au début de son article du 10 juin 1853, sur la présence de Mazzini à Londres⁴.

*

Enfin Marx revient plus longuement sur Mazzini en conclusion de son article du **12 décembre 1853** intitulé « Manteuffel's Speech – Religious Movement in Prussia – Mazzini's Address – London Corporation – Russell's Reform – Labor Parliament⁵ ».

On sera attentif à la distinction qui s'y trouve faite entre les dimensions *morale* et *politique* de l'action insurrectionnelle, l'une que Marx justifie pleinement, l'autre qu'il prend soin de rapporter aux conditions objectives de sa réussite.

L'adresse de Mazzini

La presse quotidienne de Londres affecte une grande terreur et une vive indignation morale à propos d'un appel rédigé par Mazzini et

¹ C2, p. 321-322.

² MECW, t.12. « British Politics – Disraeli - The refugees – Mazzini in London ». p. 4. Marx mobilise expressément le vocable « hunting » qui désigne la chasse à courre.

³ MECW, t.12, « The Berlin Conspiracy – London Police – Mazzini – Radetzky », p. 38-39. Le gouvernement anglais se gardera bien d'entreprendre ces poursuites.

⁴ MECW, t.12, « Mazzini - Switzerland and Austria - The Turkish Question », p. 107.

⁵ MECW, t.12, pp. 509-515. L'article est daté du 29 novembre 1853. Nous citons dans la traduction de J. Molitor, *Karl Marx, Œuvres politiques*, t.4 (La guerre russo-turque), Alfred Costes Editeur, Paris 1929, pp. 21-25.

trouvé en possession de Félix Orsini¹. Celui-ci, chef du corps national n° 2, est chargé de diriger le soulèvement dans la région de Lugagnano, composée de parties des duchés de Modène, de Parme, et du royaume du Piémont. Dans cet appel, le peuple est invité « à surprendre l'ennemi, comme le peuple de Milan a tenté de le faire et le tentera de nouveau ». On y lit encore : « Le poignard qui frappe à l'improviste rend de bons services et remplace le mousquet ». C'est ce que la presse de Londres appelle une provocation ouverte « à l'assassinat lâche et secret ». Je voudrais bien savoir comment dans un pays comme l'Italie, où il n'y a nulle part de moyens publics de résistance, mais partout des mouchards, un mouvement révolutionnaire pourrait escompter le moindre succès, s'il n'avait pas recours à la surprise. Je voudrais savoir de quelle arme les Italiens devront se servir dans une lutte contre les Autrichiens, si ce n'est de la seule que l'Autriche n'a pu leur enlever, le poignard. Mazzini ne leur dit pas du tout: prenez le poignard pour assassiner l'ennemi désarmé; il les invite simplement à s'armer de poignards et à surprendre leurs ennemis, mais en plein jour, comme à Milan, où quelques patriotes, uniquement armés de couteaux, envahirent les corps de garde de la garnison autrichienne bien armée. « Mais, dit le Times, le Piémont constitutionnel aura-t-il le même sort que Rome, Naples et la Lombardie ? » Et pourquoi pas ? Ne fut-ce pas le roi de Sardaigne qui trahit la révolution de 1847-48 en Italie ? Et l'Italie peut-elle, avec un roi du Piémont, se changer plus aisément en république que l'Allemagne avec un roi de Prusse ? Voilà ce que j'avais à dire du côté moral de ce manifeste. Quant à sa valeur politique, c'est autre chose. Je crois que Mazzini se trompe et dans son opinion sur le peuple piémontais et dans ses rêves d'une révolution italienne. Cette révolution, il ne l'attend pas de conjonctures favorables dans les complications européennes, mais de l'action personnelle de conjurés italiens qui surprendraient l'ennemi.

*

¹ Felice Orsini qui sera l'auteur avec deux de ses compagnons, en janvier 1858, d'un attentat contre Napoléon III.

9.1. Note sur Charles Anderson Dana et le *New York Daily Tribune*

Sources :

- Charles A. Dana, *Recollections of the civil war*, D. Appleton and Company, 1902, New York¹.
- Charles A. Dana, *Proudhon and his « Bank of the People »*, Benj. R. Tucker, Publisher, 1896, New York²

*

- James Harrison Wilson, *The Life of Charles A. Dana*, Harper & Brothers Publishers, 1907, New York and London³.
- Charles F. Ritter et Jon L. Wakelyn, *Leaders of the american civil war. A Biographical and historiographical Dictionary*. Routledge, 2013, New York., pp. 104-111.
- Notice biographique sur le site civilwaref.blogspot.be.

*

Cette note n'ambitionne pas de fournir une biographie détaillée de Charles Dana.

Notre intérêt porte sur la décennie **1852-1862** qui couvre la collaboration de Marx et d'Engels au *New York Daily Tribune*. Or, pour les historiens américains, la personnalité de Dana se rapporte surtout à son rôle politique au cours de la guerre de sécession et à la direction du *New York Sun* à partir de 1868.

On se limitera donc aux principaux repaires.

1819	Charles Anderson Dana est né le 8 août 1819 à Hinsdale, une petite ville dans l'ouest du New Hampshire. Il est l'aîné d'une famille de 4 enfants.	Orphelin de sa mère, Ann Dennison, en 1828, il sera d'abord recueilli par l'un de ses oncles, David Dennison, fermier de son état dans le Connecticut, qui assure sa scolarité de base. L'enfant ne tarde du reste pas à manifester ses dons pour l'étude. Dès l'âge de 12 ans, il se trouve engagé comme employé de bureau dans un magasin de Buffalo dont un autre de ses oncles, William Dana, était co-proprétaire. Cette rupture dans sa scolarité sera compensée par ses aptitudes d'autodidacte, en particulier dans le domaine des langues.
1839-1841	A 20 ans, en juin 1839, il quitte Buffalo et s'installe à Cambridge pour y fréquenter le Collège de Harvard ⁴ , mais se trouve obligé d'abandonner ses études en raison de contraintes financières et de problèmes de santé.	
1841-1846	George Ripley, dont il a fait connaissance à Harvard, le conduit à s'investir dans la communauté d'inspiration fouriériste de la <i>Brook Farm Association</i> fondée, en 1841, non loin de Boston par des adeptes.	

¹ Une autobiographie publiée quelques mois avant sa mort et rédigée par Ida Tarbell à partir d'une série d'interviews avec Dana au cours de l'hiver 1896-1897. L'ouvrage est disponible sur Archiv.org.

² Une anthologie des articles publiés par Charles Dana sur Proudhon. Le volume a été publié à l'initiative de l'anarchiste américain Benjamin Tucker. L'ouvrage est disponible en ligne sur Google livres.

³ Cette évocation du général Wilson est quelque peu hagiographique, il faut en convenir.

⁴ Autrement dit la section dite undergraduate (« prégraduée ») de l'université de Harvard en vue de l'obtention d'une sorte de baccalauréat.

tes du transcendantalisme¹.
Il s'occupera entre autre de la publication de l'organe de la communauté, *The Harbinger* (« *Le Hérault* »). Il collabore également à cette époque au *Daily Chronotype* fondé à Boston par Elizur Wright².

Le 18 mars 1846, il épouse Eunice Mac-Daniel qu'il avait rencontrée à la *Brook Farm*. Ils auront quatre enfants.

Une anecdote : c'est le jour même de ses fiançailles que les installations de la *Brook Farm* seront détruites par un incendie.

1847 Le véritable début de sa carrière politique se situe en février 1847 au sein du *New York Tribune* que Horace Greeley avait fondé en avril 1841³ et dont il devient progressivement le rédacteur en chef⁴, responsable en particulier des affaires étrangères.

Les deux hommes s'étaient connus au contact de la *Brook Farm*, en accord tous deux, à cette époque, avec les idéaux du fouriérisme.

1848 Dana se rend en Europe pour rendre compte des événements révolutionnaires⁵ et c'est dans le cadre de ce voyage, guidé par Albert Brisbane⁶, qu'à l'automne 1848, il rencontre Marx, Engels et Freiligrath à Cologne⁷.

On trouve une trace de la rencontre de Charles Dana avec Marx à Cologne dans le post-scriptum que Jenny ajoute à la lettre de Marx du 13.02.52 à Joseph Weydemeyer : « Dana nous a connus à Cologne dans une autre situation », écrit-elle⁸, commentant la misère vécue par le couple à Londres à cette date.

La première mention de Dana dans la correspondance de Marx adressée le 2 août 1851 à Joseph Weydemeyer (qui est en partance pour les Etats-Unis) fait expressément référence à Freiligrath : « Quand tu seras à New York, va voir A. Dana du *New York Time* et salue-le de ma part et de Freiligrath⁹. ».

1849 Dès son retour en Amérique en mars 1849, il s'applique à faire du *New York Tribune* l'organe de la bourgeoisie cultivée et l'un des journaux les plus diffusés des Etats-Unis¹⁰. Il l'oriente politiquement sur des positions anti-esclavagistes très fermes. Il sera l'un des fervents soutiens de la candidature d'Abraham Lincoln.

Le journal se positionne en faveur de l'aile gauche des whigs américains et jouera un rôle déterminant dans la création du Parti républicain.

¹ Ainsi nommé en référence au philosophe idéaliste allemand Emmanuel Kant, ce mouvement était un composé de rousseauisme et de spiritualisme mystique, non moins nourri par les constructions utopistes de l'époque, dont la doctrine de Charles Fourier.

² Ce mathématicien de formation a été l'un des fondateurs, en décembre 1833, de l'American Anti-Slavery Society, la première Convention anti-esclavagiste américaine. En 1846, il avait fondé à Boston cet hebdomadaire abolitionniste qui paraîtra jusqu'en 1850.

³ En collaboration avec Thomas McElrath qui restera le directeur commercial du journal jusqu'en 1857.

⁴ Le journal demeurant toutefois sous la direction de ses propriétaires.

⁵ Contre l'avis, semble-t-il, de Greeley qui estimait cette enquête trop onéreuse.

⁶ Un fouriériste américain.

⁷ Ainsi du reste que Proudhon, dont il sera un admirateur.

⁸ C3, p. 46.

⁹ C2, p. 266.

¹⁰ Le *Weekly Tribune* qui était composé d'une sélection d'articles parus dans le quotidien atteignait un tirage de quelque 200.000 exemplaires à l'époque où Marx devint son correspondant. L'attention portée par le journal aux affaires européennes explique son succès auprès de l'émigration allemande particulièrement nombreuse aux Etats-Unis au cours de la décennie 1850-1860. L'afflux d'émigrés allemands se chiffre à quelque 647.000 personnes pour les seules années 1851-1855 (Jean-Michel Lacroix, *Histoire des Etats-Unis*, Quadrige Manuels, PUF, Paris 1996, p. 188).

- En matière économique, le *Tribune* défendra toutefois une ligne protectionniste¹.
- 1851 Le 08.08.51, Marx annonce à Engels : « Le *New York Tribune* nous a demandé de collaborer, à Freiligrath et à moi, contre rétribution. C'est le journal le plus diffusé en Amérique du Nord². ».
- Et il ajoute aussitôt : « Si tu peux me faire parvenir pour vendredi matin (15 août) un article rédigé en anglais sur la situation *allemande*, ce serait là un excellent début³. ».
- Le début, à vrai dire, d'une collaboration qui va durer quelque 10 ans.
- Dana ne manquera pas de manifester à plusieurs reprises sa satisfaction devant la qualité des contributions de Marx et d'Engels⁴, allant même très souvent jusqu'à s'en servir comme éditoriaux non signés⁵.
- 1854 Les esclavagistes sont à l'offensive. Ils font voter, le 30 mai 1854, le *bill Kansas-Nebraska*, une loi qui autorise les migrants installés dans ces nouveaux territoires à décider s'ils souhaitent ou non y introduire l'esclavage. C'est dans le cadre de l'opposition à cette loi que se constitue, le 28.02.54, le *Parti républicain*. Il reçoit d'emblée le soutien du *New York Tribune*.
- 1855 Le *New York Tribune* devient de plus en plus russophile en accord avec ligne protectionniste qu'il adopte.
- Cette orientation résulte de l'influence au sein du comité de rédaction du panslaviste polonais, le comte Adam Gurowski, lequel n'hésitera pas à censurer certains articles de Marx et d'Engels et quelquefois même à en refuser la publication⁶.
- Marx ne tardera pas à s'apercevoir des manœuvres de Gurowski au point d'envisager de rompre avec le journal⁷.
- 1856 A partir de 1856, les collaborations de Marx et d'Engels vont du reste tendre à diminuer. Ce sont, en effet, les événements américains qui occupent désormais le devant de la scène.
- Dana s'en explique et s'en excuse dans une lettre à Marx de juin 1856⁸.
- 1857 Le 23 janvier 1857, Marx se confie avec amertume à Engels : « En fait, il est écœurant de se voir condamné à considérer comme une chance qu'un pareil

¹ Marx à Engels, le 5 août 1852 : « (...) j'ai lu dans le *Times* que le *Daily Tribune* est protectionniste. Tout cela laisse présager le pire. » (C3, p. 170).

² C2, p. 272.

³ Les premiers articles qui paraîtront sous la signature de Marx seront écrits par Engels, en particulier la série des contributions qui seront plus tard réunies sous le titre « Révolution et Contre-révolution en Allemagne ». Marx n'écrira son premier article (traduit par Engels) que le 2 août 1852 (C3, p. 169) et le premier qui soit rédigé par lui-même en anglais date du 29.01.53 (C3, p. 316).

⁴ Marx à Engels, le 18.07.53 : « Dana m'écrit que mes articles sont très appréciés des propriétaires du *Tribune* et des lecteurs et ne fixe aucune limite à la quantité des envois. » (C4, p. 6). Les écrits d'Engels sur les questions militaires feront particulièrement sensation : « Le bruit court à New York, lui écrit Marx, que le général Scott en serait l'auteur » (lettre du 5 janvier 1854, C4, p. 71). Winfield Scott, célèbre général américain, a été candidat de la gauche whig à la présidence en 1853. C'était un ami de Greeley.

⁵ Marx s'en réjouira quelquefois avec humour. Ainsi à Engels, le 4.12.53 : « Le *Tribune* fait bien sûr beaucoup de tapage autour de tes articles dont le poor Dana passe sans doute pour être l'auteur. Comme il a annexé en même temps mon Palmerston, depuis 8 semaines, Marx-Engels se trouve être la véritable « rédaction », le comité de rédaction du *Tribune*. » (C4, p. 67). Mais cette pratique aura le plus souvent pour effet de l'irriter pour des raisons d'auteur, disons, mais aussi parce que ces éditoriaux ne lui étaient pas rétribués comme tels.

⁶ Et tout particulièrement les articles d'Engels sur le panslavisme (C4, p. 329). Nous renvoyons, sur ce point, aux commentaires précis de Riazanov dans son introduction au premier volume des *Œuvres politiques* que publie, en 1929, l'éditeur Alfred Costes, (« Palmerston »), pp. 56-70.

⁷ Marx à Engels, le 18.05.55 : « Que le *Tribune* aille au diable. En tout état de cause, il est maintenant indispensable qu'il prenne position contre le panslavisme. Sinon, on pourrait se voir obligé de rompre avec ce canard, ce qui serait catastrophique. » (C4, p. 218).

⁸ Riazanov, *Introduction*, art.cit., pp. 75-76.

torchon veuille bien vous prendre à son bord. Piler des os, les moudre pour en faire de la soupe comme les mendiants de la Maison des Pauvres, voilà à quoi se réduit le travail politique auquel on est largement condamné dans cette entreprise. J'ai conscience en même temps d'avoir été un âne et d'avoir donné bien trop à ces types pour leur argent, pas précisément ces derniers temps, mais pendant des années et des années¹ ».

Cette année toutefois Dana entreprend de publier avec son vieil ami George Ripley une encyclopédie intitulée « The New American Cyclopædia² ».

Le 6 avril 1857, il sollicite la collaboration de Marx qui ne manquera pas, avec Engels, bien sûr³, de répondre favorablement à l'invitation.

1860 Election de Lincoln le 6 novembre 1860.

Se déclenchent alors les principaux événements qui vont conduire à la guerre civile :

Le 20.12.1860 : sécession de la Caroline du Sud.

Le 12.04.1861 : attaque du Fort Sumter en Caroline du Sud par les Confédérés.

Le 08.11.1861 : proclamation d'indépendance des sept Etats de la Confédération.

1860-1861 Tensions entre Dana et Greeley dans le cadre de la crise sécessionniste.

Greeley était favorable à un compromis avec les Etats du Sud alors que Dana plaiderait pour l'affrontement. C'est lui qui imposera une ligne très combative (« No Concessions to Traitors ! ») contre les Etats du Sud.

23.02.1861 : attentat contre Lincoln.

26.06.61 Alors que le Congrès confédéral se prépare à se réunir à Richmond, Dana publie l'un des éditoriaux les plus célèbres sous le titre « The nation's War-Cry ». Il proclame : « Forward to Richmond ! Forward to Richmond ! The Rebel Congress must not be allowed to meet there on the 20th of July ! BY THAT DATE THE PLACE MUST BE HELD BY THE NATIONAL ARMY ».

21.07.61 La campagne « To Richmond » va déclencher l'entrée en guerre. Le 21 juillet 1861 se déroule en Virginie la première bataille de Bull Run qui inflige une désastreuse défaite aux troupes nordistes.

Cette défaite constitue le point de rupture entre Greeley et Dana.

Marx et Engels ne perçoivent pas vraiment les raisons de la crise que traverse le *Tribune*. L'annonce par Dana, en février 1861, qu'il congédiait tous ses correspondants européens, sauf Marx⁴, a pu les alerter mais sans leur donner la mesure de la crise politique que traversait le journal.

La nouvelle du licenciement de Dana ne leur parviendra qu'en mai 1862. Engels en avertit Marx dans sa lettre du 5 mai 1862. « Je trouve dans le *Manchester Examiner and Times*, lui annonce-t-il, parmi les ragots littéraires, que Dana se retire du *Tribune* par suite de divergences de vues avec M. Horace Greeley. Ce vieil âne au visage d'ange semble donc responsable de tout (...) Mais si j'étais toi, je ne lâcherais pas ces types comme ça, j'écrirais au moins à Dana pour lui demander des explications complémentaires, je lui demanderais la signification de tout cela et qui dirige la *Tribune* à sa place,

¹ C4, p. 363.

² La collection paraîtra en 16 volumes de 1858 à 1863.

³ C'est lui qui assurera l'essentiel des contributions.

⁴ Lettre de Marx à Lassalle du 15 février 1861 : « Dana m'a écrit de New York qu'ils (le *Tribune*) congédient tous leurs correspondants européens et qu'ils ne gardent que moi tout seul, mais 1. que la *Cyclopædia* était suspendue pour le moment ; 2. que ma collaboration l'était aussi pour six semaines ; 3. qu'enfin, je devais, à l'avenir, leur envoyer un article de moins par semaine. » (C6, p. 281-282).

afin que tu saches à qui tu dois t'en prendre¹. ».

- 1862 Le 27 mars 1862, Dana quitte le *New York Tribune*. En vérité, **il est licencié** en raison de ses divergences avec Horace Greeley et Mac Elrath sur les questions de la guerre². Dans ses *Recollections*, il se montre très peu loquace sur les circonstances de son licenciement. Un matin d'avril 1862, raconte-t-il, mon collègue Mr Sinclair vint m'annoncer que Greeley souhaitait ma démission. Greeley, ajoute-t-il, n'a jamais fourni la raison de sa décision et moi-même ne l'ai pas demandée. En vérité, il était partisan de la paix et je l'étais de la guerre³.
- On observera qu'il quitte donc le journal en même temps que Marx.
- 1863-1865 En juillet 1863, Dana trouve un emploi au sein du Ministère de la Guerre comme assistant d'Edwin M. Stanton dont il devient le confident. Il restera en fonction jusque juillet 1865. Il devient « les yeux et les oreilles » du Ministère au sein des armées. Son rôle sera de servir de médiateur entre Lincoln, Stanton et Grant avec lequel il ne tarde pas à sympathiser, le défendant contre la rumeur d'alcoolisme qui le discrédite. Son rôle dans la désignation de Grant à la tête des armées de l'Union en mars 1864 sera déterminant⁴.
- 1865 A la fin de la guerre civile, il s'installe en avril 1865 à Chicago pour diriger, dès juillet 1865, *The Chicago Daily Republican* créée par des hommes d'affaires républicains pour contrebalancer l'influence du *Chicago Tribune* de Joseph Medill's.
- 1867 Revenu à New York en mai 1866, il recollecte les fonds auprès des républicains pour racheter *The New York Sun* de Moses Beach dont le premier numéro paraît le 27.01.1868. Il soutiendra la campagne de Grant pour la présidence en 1868 mais deviendra ensuite très critique contre la corruption de l'administration du président Grant et contre l'alcoolisme de ce dernier.
- 1868 Début janvier 1868, il devient éditeur du *New York Sun* et le restera jusque sa mort en octobre 1897. Le journal est de tendance conservatrice.
- 1872 Il soutient la candidature de Horace Greeley contre Grant.
- 1884 Il refuse de soutenir James G. Blaine contre Cleveland. Il soutient le candidat marginal Benjamin Butler, ce qui est un symptôme des distances qu'il a prises avec l'establishment.
- 1896 Il rompt avec le Parti Démocrate.
- 1897 Décès le 17 octobre 1897, à l'âge de 79 ans.

¹ C7, p. 23.

² La rupture de Marx avec le *New York Tribune* ne résulte donc pas d'une expresse décision de sa part, liée à l'orientation politique du journal, comme il est le plus souvent affirmé dans les biographies soviétiques le concernant, mais elle est plutôt la conséquence directe du licenciement de Dana. Marx à Kugelman, le 28.12.82 : « En 1861, la guerre civile américaine m'a fait perdre ma principale source de revenus : le *New York Daily Tribune*. » (C7, p. 109).

³ *Recollections*, op.cit., pp. 1-2.

⁴ Il aide à écarter un adversaire de Grant, John A. McClermand. C'est lui qui ouvrira la carrière de Grant.

9.2. Hegel et l'Orient

Cette note trouve sa place dans le contexte des premiers articles, en 1853, de Marx et d'Engels sur les sociétés d'Orient, d'Algérie, d'Inde et de Chine, soumises au colonialisme des puissances occidentales, de la France et de l'Angleterre particulièrement.

On sait qu'il leur fut reproché de manifester dans ces contributions des jugements marqués par les stéréotypes de l'**eurocentrisme**.

Il ne fait pas de doute que nombre de ces préjugés appartenaient à leur **culture hégélienne**, quelque distance qu'ils aient prise tous les deux avec ce philosophe qui a marqué leur génération. Ainsi la gauche berlinoise dans les années 1840 se revendiquait comme « jeune hégélienne » et ce n'est qu'en 1845, dans leur ouvrage commun, *La sainte Famille*, que Marx et Engels rompent avec fracas avec la tradition hégélienne de Prusse¹.

*

Les écrits de G.W.F. Hegel ne sont pas d'un abord facile².

On prendra donc le risque d'une approche simplifiée en choisissant pour référence l'ouvrage connu sous le titre *La raison dans l'histoire. Introduction à la Philosophie de l'Histoire*. En effet, ces pages sont constituées d'un cours professé par Hegel à Berlin quelque temps avant sa mort en 1831. L'œuvre a été publiée sur la base du manuscrit de l'auteur et des notes prises par ses étudiants. La traduction française de Kostas Papaioannou a paru aux éditions 10/18 dans la collection « Bibliothèques 10/18 ». Nos citations se réfèrent à ce volume³.

Il est indispensable de préciser d'abord que l'Histoire, selon Hegel, est le processus d'accomplissement de soi de la toute-puissance spirituelle qui est constitutive de l'Être⁴ et qu'il nomme l'Esprit, ou l'Idée, ou encore la Raison.

Or ce déploiement s'accomplit selon **quatre étapes** que, par un souci de pédagogie, Hegel compare aux **âges de la vie** : l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte et la grande maturité⁵.

Voici un premier extrait⁶ intitulé par Hegel « Les quatre époques de l'histoire ». Il occupe la première section (« Le principe de l'évolution ») du chapitre 3, « Le cours de l'histoire ».

Les quatre époques de l'histoire

L'histoire universelle présente donc les *étapes* (...) de l'évolution du principe dont le contenu est la conscience de la liberté. Cette évolution se fait par *étapes* (...) non seulement parce qu'elle n'est

¹ Une rupture, notons-le au passage, qui n'empêchera pas Marx de revenir plus tard à Hegel sur la question de la dialectique. Ainsi le témoignage que fournit sa lettre du 16 janvier 1858 à Engels (il rédige à cette époque les *Grundrisse*) : « Dans la *méthode* d'élaboration du sujet, quelque chose m'a rendu grand service : par pur hasard, j'avais feuilleté la *Logique* de Hegel (...). Si jamais j'ai un jour de nouveau du temps pour ce genre de travaux, j'aurais grande envie de rendre, en 2 ou 3 placards d'imprimerie, accessible aux hommes de sens commun le *fond rationnel* de la méthode que Hegel a découverte, mais en même temps mystifiée. » (C5, pp. 116-117). Sur les rapports de Marx avec Hegel, on se reportera à la postface de la deuxième édition du *Capital* datée du 24 janvier 1873. (*Le Capital*, Livre premier, tome I, Éditions sociales, Paris 1971, pp. 22-30).

² Pour une première approche très élémentaire de la philosophie de Hegel, nous renvoyons au chapitre « 1.1. Mises en place » de notre premier fascicule.

³ Le développement complet se trouve *dans Les leçons sur la Philosophie de l'Histoire* (Librairie philosophique J. Vrin, Paris 1963) en particulier dans les trois premières sections de la première partie intitulée « Le monde oriental ».

⁴ « Dieu », disons par approximation, mais un Créateur qui doit s'imposer à lui-même l'épreuve de son incarnation (de son extériorisation) dans le réel, d'abord minéral, puis végétal et animal, sociétal enfin, ce qu'accomplit le processus historique. Plus précisément, Hegel écrit : « L'histoire universelle (...) est (...) d'une façon générale l'extériorisation de l'Esprit dans le temps, comme l'Idée en tant que nature s'extériorise dans l'espace. » (*Leçons sur la philosophie de l'Histoire*, op.cit., p. 62).

⁵ On sera attentif à la division de la troisième phase. Le développement occupe par ailleurs les dernières pages de l'introduction aux *Leçons sur la Philosophie de l'Histoire*, op.cit., pp. 83-86.

⁶ Op.cit., pp. 184-187.

pas l'immédiateté de l'Esprit, mais aussi parce qu'elle est médiation en général, médiation de l'Esprit avec soi-même¹ ; les différenciations qu'elle porte en elle-même sont la division et la différenciation de l'Esprit en soi-même. La détermination plus précise de ces étapes doit être donnée par la *Logique* quant à son caractère général, et par la *Philosophie de l'Esprit*² quant à son caractère concret. En ce qui concerne cette considération abstraite, disons ici seulement ceci : la première étape en tant qu'étape de l'immédiateté coïncide avec l'état, déjà indiqué précédemment, où l'Esprit est enfoncé dans la naturalité et n'existe qu'en tant que singularité non libre (un seul est libre).

Comprenons : avant d'aboutir à la pleine conscience de Soi qui est synonyme de liberté vécue comme telle, l'Esprit doit se manifester sous différentes formes de vie sociale et passer par un état initial (dit *immédiat*) où dominent les forces naturelles et où la conscience de la liberté n'est accessible qu'à un seul.

Nous verrons plus loin que Hegel associe cette étape à la constitution de la *socialité familiale* où l'individu enfant doit nécessairement fusionner avec une collectivité dominée par le patriarche qui incarne la volonté commune.

Nous verrons plus loin que cette étape « enfantine » est clairement associée au *monde oriental*.

La deuxième étape est celle où l'Esprit sort de ce premier état et arrive à la conscience de sa liberté. Mais ce premier arrachement est imparfait et partiel (quelques-uns sont libres) car il provient de la naturalité médiate, se rapporte à celle-ci et en est encore affecté comme par l'un de ses moments.

La troisième étape est l'élévation de cette liberté encore *particulière* à la pure universalité (l'homme est libre en tant qu'homme), à la conscience de soi et au sentiment de soi de l'essence de la spiritualité (...).

Hegel conforte son raisonnement en recourant à la **métaphore familiale**. L'Esprit enfantin (l'Esprit encore *imparfait* dans sa première phase historique) s'exprime d'abord dans les structures sociales et politiques³ du *monde oriental*. Il y reste prisonnier (il n'est pas « auprès de soi ») des conditions naturelles (matérielles) de son expression dans la structure patriarcale. La conscience individuelle de la liberté est soumise à l'autorité dominante du patriarche, du chef du clan.

La première époque dans laquelle nous considérons l'Esprit, doit être assimilée à l'esprit enfantin. Ici règne la prétendue unité avec la nature que nous trouvons dans *le monde oriental*. Cet esprit naturel est celui qui demeure encore dans la nature, qui n'est pas encore auprès de soi et par conséquent n'est pas encore libre et n'a pas connu le processus de la liberté. Dans cette condition de l'Esprit nous trouvons également des Etats, des Arts, les premiers commencements des sciences ; mais tout cela se tient encore sur le terrain de la nature. Dans ce premier monde patriarcal, l'Esprit est quelque chose de substantiel; l'individu vient s'y ajouter comme un simple accident. A la volonté de l'unique (maître) tous les autres sont attachés, en tant qu'enfants, en tant que subordonnés.

A l'enfance succède alors l'âge de l'adolescence. Or cette étape se scinde elle-même en **deux phases intermédiaires**: l'adolescence puis l'âge viril. La première correspond au monde grec. La seconde correspond au monde romain qui accède à la dimension de l'Universel.

¹ La *médiation* est le véritable moteur du développement d'un processus. C'est le moment où s'effectue un véritable « travail » qui casse l'unité apparente de ce qui est *immédiat* et la force à révéler toutes ses potentialités sous une forme supérieure.

² *La Science de la Logique* et *La Phénoménologie de l'Esprit* constituent deux œuvres majeures de Hegel.

³ L'expression de la *socialité* s'incarne selon Hegel à travers la collectivité du peuple, et, in fine, dans la structure de l'Etat.

La seconde condition de l'Esprit est celle de la séparation, de la réflexion de l'Esprit en soi, la sortie hors de l'état de la simple obéissance et de la simple confiance. Cette condition se scinde en deux.

La première est celle de l'adolescence de l'Esprit ; il a une liberté pour soi, mais celle-ci est encore liée à la substantialité. La liberté n'a pas obtenu sa seconde naissance dans les profondeurs de l'Esprit. Ce monde est le monde grec.

La deuxième condition est celle de l'âge viril de l'Esprit. Ici l'individu a des buts pour soi, mais il ne les atteint qu'en se mettant au service d'un Universel, de l'Etat. Ce monde est le monde romain. L'opposition qui domine ici est celle de la personnalité de chaque individu et du service pour l'Universel.

L'universel ? Il s'accomplit dans la quatrième étape de l'Histoire, à savoir l'ère germanique et le monde chrétien.

Le quatrième moment est l'ère germanique, le monde chrétien. S'il était possible de maintenir dans ce cas aussi la comparaison entre l'Esprit et l'individu, cette époque pourrait être appelée la vieillesse de l'Esprit. Le caractère propre de la vieillesse est qu'elle vit dans le souvenir du passé, non dans le présent : en ce sens, la comparaison est impossible. L'individu tel qu'il est déterminé par sa négativité, appartient à l'élément terrestre et disparaît¹. Mais l'Esprit rentre dans son concept. A l'époque chrétienne, l'Esprit divin est venu dans le monde, a pris place dans l'individu qui est maintenant complètement libre et possède en soi une liberté substantielle. C'est la conciliation de l'Esprit objectif avec l'esprit subjectif. S'étant scindé dans son concept, s'étant engagé dans la direction de la subjectivité, l'Esprit est sorti de l'état de nature. Maintenant il s'est concilié et uni avec son concept. - C'est là l'a priori de l'histoire auquel l'expérience doit correspondre.

Ces étapes sont les principes fondamentaux du processus général.

*

Voici à présent un deuxième extrait expressément dédié à l'Orient. Il constitue la première section du dernier chapitre de l'ouvrage : « La partition de l'histoire universelle² ».

L'Orient se trouve associé par Hegel au **régime patriarcal** dont les structures réclament la pleine **obéissance** de ses membres. L'individu n'a pas la moindre conscience de soi en face de ce qui se pose devant lui comme l'Autorité : « il obéit sans réfléchir et sans songer à soi³ ». Ce respect absolu est transféré de la famille vers l'Empereur et l'Administration impériale : « Le principe du monde oriental consiste en ceci que les individus n'ont pas encore conquis leur liberté subjective, mais existent comme les accidents d'une substance qui (...) existe concrètement pour la conscience naturelle sous les traits d'un chef suprême qui est le maître unique du tout⁴. ».

L'empire oriental

La première figure de l'Esprit est donc l'Orient. Ce monde a pour fondement la conscience immédiate, la spiritualité substantielle : ce qui se sait ici n'est plus l'arbitraire particulier, mais le lever du

¹ Hegel indique ici toutes les limites de sa métaphore familiale. L'individu, oui, existe individuellement dans sa condition de mortel ; quant à l'Esprit, il s'accomplit, *en son concept*, au-delà de la dimension humaine, dans la structure subsumante de l'Etat.

² Une partition en quatre phases et secteurs : l'empire oriental, le monde grec, le monde romain et le christianisme, le monde germanique, enfin. (op.cit. pp. 281-287).

³ *Les Leçons sur la Philosophie de l'Histoire*, op.cit., p. 96.

⁴ *La Raison dans l'Histoire*, p. 284.

soleil, le savoir d'une volonté essentielle qui est indépendante et autonome pour soi et envers laquelle la volonté subjective se trouve dans une relation de foi, de confiance et d'obéissance. Plus concrètement saisie, cette situation se définit comme régime *patriarcal*. Dans la famille (patriarcale), chaque individu forme un tout mais il est en même temps un moment de l'ensemble, y vit en accomplissant un but commun, et ce but commun s'incarne en une existence particulière et est l'objet de la conscience des individus. Cette conscience est la personne du chef de la famille qui incarne la volonté et l'activité pour le but commun, prend soin des individus, dirige leur volonté vers ce but, les éduque et les oblige à s'y conformer. Ni la connaissance ni la volonté des individus ne va au delà de ce but et de son incarnation dans la personne du chef et sa volonté. C'est là la première forme d'existence d'un peuple.

Ce qui apparaît ici, c'est tout d'abord un Etat où le sujet n'a pas encore acquis son droit et c'est plutôt un ordre éthique immédiat et dépourvu de lois qui règne. C'est l'âge infantile de l'histoire. Cette figure se divise en deux côtés. Le premier c'est un État fondé sur le rapport familial, un État de prévoyance paternelle qui maintient l'unité de l'ensemble en distribuant admonestations et punitions - un règne prosaïque où l'antithèse, l'idéalité, ne sont pas encore apparues. En même temps c'est le règne de la durée ; il ne peut pas changer par lui-même. C'est le monde de l'*Asie orientale*, essentiellement le monde chinois. - De l'autre côté, la forme du temps s'oppose à cette durée spatiale. Sans se modifier en eux-mêmes ou dans leur principe, les États sont sujets à un changement perpétuel dans leurs rapports réciproques, c'est-à-dire se trouvent dans des conflits incessants qui leur préparent un déclin rapide. Dans la mesure où l'État est ainsi tourné vers l'extérieur, apparaît le pressentiment du principe individuel : en effet, la lutte et le conflit vont de pair avec une concentration et un saisissement en soi. Mais ce pressentiment est encore impuissant, inconscient, naturel : c'est une lumière, mais qui n'est pas encore celle de la personnalité consciente de soi. Cette histoire est encore essentiellement sans histoire, car elle n'est que la répétition de la même ruine majestueuse. L'élément nouveau que le courage, la force et la magnanimité ont substitué à l'ancienne splendeur, suit le même chemin de la décadence et de la ruine. Celle-ci n'est pas une vraie ruine, car tous ces changements incessants ne produisent aucun progrès. L'élément nouveau qui s'est substitué à ce qui a péri, dépérit lui aussi ; aucun progrès n'a lieu et toute cette inquiétude n'est qu'une histoire anhistorique. L'histoire se déplace alors, d'une façon tout extérieure, c'est-à-dire sans aucun lien avec l'histoire précédente, vers l'*Asie centrale*. Si nous voulons poursuivre la comparaison avec les âges de l'homme, cela correspondrait à l'âge de l'enfance qui n'a plus la tranquillité et la confiance du petit enfant, mais qui aime la violence et le combat.

(...)

Dans le détail de ses *Leçons sur la philosophie de l'Histoire*, Hegel établit une distinction au sein du monde oriental entre la Chine, qui est entièrement soumise au despotisme patriarcal et l'Inde puis la Perse qui, toutes deux à leur manière, accomplissent la transition vers le monde grec. C'est ce qui est évoqué ici :

L'Empire *chinois* et *mongol* est l'empire du *despotisme théocratique*. L'état patriarcal en constitue le fondement : à la tête est placé un père qui règne aussi sur ce que nous considérons comme le domaine de la conscience morale personnelle (...). En Chine, ce principe patriarcal s'est développé en un État organisé ; chez les Mongols il n'est pas aussi systématiquement développé. En Chine règne un despote qui dirige à travers une multitude d'échelons hiérarchiques un gouvernement systématiquement organisé. Même les affaires religieuses et familiales sont déterminées par des lois d'État : l'individu est moralement dépourvu de personnalité propre.

L'élément stable dans le monde *hindou* est constitué par la différenciation qui résulte nécessairement de l'évolution de la vie populaire. Ce sont les castes qui indiquent à chaque individu ses droits et ses devoirs. Ce régime peut être appelé une *aristocratie théocratique*. Au-dessus de cette différenciation inébranlable s'élève l'idéalité de la fantaisie, mais une idéalité qui ne s'est pas encore dégagée de l'élément sensible. L'Esprit s'élève certes jusqu'à l'unité divine, mais il ne peut pas se maintenir sur cette hauteur. L'élévation au-dessus de la particularité est une errance sauvage autour d'elle et une rechute perpétuelle en elle.

En *Perse*, l'unité substantielle est purifiée. Sa manifestation dans la nature est la lumière. L'élément spirituel est le Bien. Cette forme peut être appelée une *monarchie théocratique*. Ce que le monarque doit affirmer activement est le Bien. Les Perses ont soumis plusieurs peuples, mais ils ont respecté leurs particularités ; leur règne peut donc être assimilé à un empire. La Chine et l'Inde ont fermement perpétué leurs principes ; ce sont les Perses qui constituent la transition de l'Orient à l'Occident. La transition interne vers la liberté de la vie grecque est constituée par l'*Egypte* de même que la Perse figure la transition externe. En Egypte apparaît la contradiction des principes dont la solution sera la tâche de l'Occident.

*

Répertoire des articles de Marx et d'Engels parus dans la presse entre 1852 et 1856

Les titres sont donnés en anglais sauf dans le cas où il existe une traduction française¹.

Pour rappel : les tout premiers articles adressés au *New York Daily Tribune* ont été rédigés par Engels et publiés sous la signature de Marx. Ils ont paru en 19 épisodes entre le 25 octobre 1851 et le 23 octobre 1852². Ils constituent la série qui sera plus tard connue sous le titre de *Révolution et contre-révolution en Allemagne*.

Les références bibliographiques s'entendent ainsi :

« MECW » désigne les *Marx Engels Collected Works*.

« Rubel » désigne la traduction par Maximilien Rubel dans tel volume de *Karl Marx, Œuvres*, aux éditions Gallimard, bibl. de la Pléiade.

« Molitor » désigne la traduction par J. Molitor dans tel volume des *Karl Marx, Œuvres politiques*, aux éditions Alfred Costes.

« TSC » désigne la traduction disponible dans le recueil collectif *Marx-Engels, Textes sur le colonialisme*, Éditions en langues étrangères, Moscou, sd.

« C » désigne la *Correspondance Marx Engels* dans tel volume paru aux Editions sociales.

Les articles signalés par un astérisque ont été publiés sous la forme d'un éditorial non signé.

Paru le	Journal	Titre	MECW	Rubel	Molitor	TSC
21.08.52	NYDT ³	Les élections en Angleterre - Tories et Whigs ⁴	t.11, 327-332	t.4, 679-684	t.2, 5-14	
25.08.52	NYDT	Les chartistes ⁵	t.11, 333-341	t.4, 685-694	t.2, 15-31	
04.09.52	NYDT	La corruption électorale ⁶	t.11, 342-347	t.4, 1475	t.2, 32-42	
11.09.52	NYDT	Les résultats des élections ⁷	t.11, 348-353	t.4, 1475	t.2, 43-51	
19.10.52	NYDT	Movements of Mazzini and Kossuth - League with Louis Napoleon - Palmerston ⁸	t.11, 354-356			
30.10.52	P'sP ⁹	Engels & Marx : Public Statement to the Editors of the English Press	t.11, 378-379			

¹ Même partielle, comme c'est le cas, souvent, pour « Textes sur le colonialisme » (TSC).

² Ce dernier article s'intitule « La fin de l'insurrection » (Friedrich Engels, *La révolution démocratique et bourgeoise en Allemagne*, Éditions sociales, Paris, 1951, p. 297).

³ Reproduit dans le *People's Paper* du 2 octobre 1852. Marx se sent en effet contraint de soutenir le journal d'Ernest Jones qui connaît de grandes difficultés. En septembre 1852, Jones fera l'objet d'une mise en cause par la composante réformiste du comité de rédaction du journal. Le débat se terminera à son avantage mais la situation financière du périodique demeurera préoccupante.

⁴ Il s'agit du premier article rédigé par Marx en allemand et traduit par Engels. Cf. sa lettre du 2 août 1852 : « Voici une petite crotte pour Dana » (C3, p. 169).

⁵ Reproduit sous une forme abrégée dans le *People's Paper* du 9 octobre 52.

⁶ Reproduit dans le *People's Paper* du 16 octobre 52.

⁷ Reproduit dans le *People's Paper* du 23 octobre.

⁸ Cf. à ce sujet la lettre de Marx du 16 novembre 1852 à la direction du *New York Tribune* (C3, pp. 281-282).

⁹ *The People's Paper* (l'hebdomadaire publié à Londres par E. Jones de 1852 à 1858). L'article a paru dans plusieurs autres journaux dont le *Morning Advertiser* et *The Spectator*.

04.04.53	NYDT	Kossuth et Mazzini - La police prussienne - Traité de commerce entre l'Autriche et la Prusse - Le <i>Times</i> et l'émigration	t.11, 535-541	t.4, 1490	t.2, 224-233	
07.04.53	NYDT	Marx & Engels : British Politics - Disraeli - The Refugees - Mazzini in London - Turkey ¹	t.12, 3-12			
		Les nationalités en Turquie			t.3, 4-22 ²	
12.04.53	NYDT	Engels : Le véritable enjeu en Turquie*	t.12, 13-17		t.3, 23-30	
11.04.53	NYDT	La presse de Londres. La politique de Napoléon dans la question turque	t.12, 18-21	t.4, 937-939		
18.04.53	NYDT	The Berlin Conspiracy	t.12, 28-31	t.4, 1490		
16.04.53	P'sP	Le nouveau batelage financier ou Gladstone et les pennies	t.12, 44-49	t.4, 1491	t.2, 198-205	
19.04.53	NYDT	Engels : La question turque*	t.12, 22-27		t.3, 31-40	
21.04.53	NYDT	Engels : Que deviendra la Turquie d'Europe ?*	t.12, 32-36		t.3, 41-49	
21.04.53	NYDT	The Berlin Conspiracy – London Police – Mazzini - Radetzky	t.12, 37-39			
23.04.53	P'sP	Livres, schillings, pence ou un budget de classe ? Qui en profite ?	t.12, 63-66		t.2, 207-212	
27.04.53	NYDT	Achievements of the Ministry	t.12, 50-56	t.4, 1490		
30.04.53	P'sP	Du savon pour le peuple - Une bonne aubaine pour le <i>Times</i> - Le budget de coalition	t.12, 75-81		t.2, 213-223	
03.05.53	NYDT	Feargus O'Connor - Ministerial Defeats - The Budget	t.12, 57-62	t.4, 1492		
05.05.53	BJ ³	Hirsch's Confessions	t.12, 40-43			
06-05.53	NYDT	Riot at Constantinople - German Table Moving - The Budget	t.12, 67-74	t.4, 1493		
14.05.53	NYDT	Marx & Engels : The Rocket Affair - The Swiss Insurrection	t.12, 82-85			
17.05.53	NYDT	Engels : Political Position of the Swiss Republic ⁴	t.12, 86-92	t.4, 1493		
09.06.53	NYDT	Affairs in Holland - Denmark - Conversion of the British Debt - India, Turkey and Russia	t.12, 101-106	t.4, 1496		26-28
		La Turquie et la Russie		t.4, 940-942	t.3, 50-53	
10.06.53	NYDT	Mazzini - Switzerland and Austria - The Turkish Question	t.12, 107-111			
14.06.53	NYDT	La révolution en Chine et en Europe*	t.12, 93-100	t.4, 705-713		16-25
14.06.53	NYDT	The Turkish Question - The Times - Russian Aggrandizement	t.12, 112-114			
		Les flottes anglaises et françaises - Le <i>Times</i> - L'agrandissement de la Russie		t.4, 942-944	t.3, p.54-57	
22.06.53	NYDT	The Russian Humbug - Gladstone's Failure - Sir Charles Wood's - East Indian Reforms	t.12, 115-124	t.4, 1497		29-34
		Le battage russe			t.3, 58-62	
		La mystification russe		t.4, 944-947		
25.06.53	NYDT	La domination britannique aux Indes	t.12, 125-133	t.4, 714-720		35-43
01.07.53	NYDT	English Prosperity - Strikes ¹ - The Turkish Question - India	t.12, 134-141	t.4, 1497		44-47

¹ La partie consacrée à la Turquie est de la main d'Engels (Cf. C3, p. 338 : « Ton article sur la Turquie est fameux. »).

² Sous le titre « Les nationalités en Turquie ».

³ *Belletristisches Journal und New-Yorker Criminal Zeitung*.

⁴ Republié dans *Die Reform* les 1 et 4 juin 53.

08.07.53	NYDT	Turkey and Russia - Connivance of the Aberdeen Ministry with Russia - The Budget - Tax on Newspaper Supplements - Parliamentary Corruption	t.12, 142-147			
		La Turquie et la Russie - Complaisance regrettable du ministère Aberdeen à l'égard de la Russie			t.3, 63-70	
11.07.53	NYDT	La compagnie des Indes orientales. Son histoire et ses résultats	t.12, 148-156	t.4, 720-729		48-59
11.07.53	NYDT	The Indian Question - Irish Tenant Right	t.12, 157-162			60-67
14.07.53	NYDT	Russian Policy against Turkey - Chartism	t.12, 163-173			
		La politique de la Russie vis à vis de la Turquie		t.4, 947-952	t.3, 71-79	
20.07.53	NYDT	The Turkish War Question - The <i>New-York Tribune</i> in the House of Commons - The Government of India	t.12, 174-184	t.4, 1501		68-78
22.07.53	NYDT	Layard's Motion - Struggle over the Ten Hours' Bill	t.12, 185-191			
22.07.53	NYDT	Le mouvement ouvrier en Angleterre - La lutte pour le Bill des dix heures	t.12, 185-191	t.4, 736-740		
25.07.53	NYDT	The Russo-Turkish Difficulty - Ducking and Dodging of the british Cabinet - Nesselrode's Last Note - The East India Question ²	t.12, 192-200	t.4, 1504		
		Les difficultés russo-turques - Le ministère anglais se courbe et se fait petit - La dernière note de Nesselrode		t.4, 953-957	t.3, 80-87	79-84
30.07.53	NYDT	War in Burma - The Russian Question - Curious Diplomatic Correspondence	t.12, 201-208	t.4, 1504		85-86
05.08.53	NYDT	The War Question - Doings of Parliament - India	t.12, 209-216	t.4, 1505		87-91
		La Russie et les puissances occidentales			t.3, 88-94	
		Le problème de la guerre		t.4, 957-961		
08.08.53	NYDT	Les conséquences futures de la domination britannique en Inde	t.12, 217-222	t.4, 730-736		92-99
12.08.53	NYDT	Financial Failure of Government - Cabs - Ireland - The Russian Question	t.12, 223-232	t.4, 1510		
		La politique traditionnelle de la Russie		t.4, 961-965	t.3, 95-103	
16.08.53	NYDT	In The House of Commons - The Press on the Eastern Question - The Czar's Manifesto - Denmark	t.12, 233-238			
19.08.53	NYDT	Advertisement Duty - Russian Movements - Denmark - The United States in Europe	t.12, 239-244			
24.08.53	NYDT	The War Question ³ - British Population and Trade Returns - Doings of Parliament ⁴	t.12, 245-256			
02.09.53	NYDT	Urquhart - Bem - La question turque à la Chambre des Lords	t.12, 257-264		t.3, 104-115	
	NYDT	La question turque à la Chambre des Communes	t.12, 265-276	t.4, 965-973	t.3, 116-136	
05.09.53	NYDT	Affairs Continental and English	t.12, 277-283			
		Affaires continentales et anglaises		t.4, 974-978		
02.09.53	MA ⁵	Michael Bakunin	t.12, 284-286			

¹ Cf. C4, p. 35, lettre du 30.09.53 de Marx à Engels.

² Cf. Marx Engels, *Ecrits militaires*, L'Herne, Paris 1970, p. 306.

³ Reproduit dans *Die Reform* du 27.08.53.

⁴ Reproduit sous forme abrégée dans *Die Reform* du 27 août 53.

⁵ *The Morning Advertiser*.

10.09.53	P'sP	To the Editor of the <i>People's Paper</i>	t.12, 290-291		
15.09.53	NYDT	Rise in the Price of Corn – Cholera - Strikes - Sailors' Movement ¹	t.12, 287-289		
24.09.53	NYDT	The Vienna Note - The United States and Europe - Letters from Shumla - Peel's Bank Act	t.12, 292-300		
30.09.53	NYDT	Political Movements - Scarcity of Bread in Europe	t.12, 301-308		
04.10.53	NYDT	The western Power and Turkey - Imminent Economic Crisis - Railway Construction in India	t.12, 309-317		
		Les puissances occidentales et la Turquie		t.4, 978-985	
07.10.53	NYDT	The western Powers and Turkey - Symptoms of Economic Crisis	t.12, 318-328		
17.10.53	NYDT	Panic on the London Stock Exchange - Strikes ²	t.12, 329-334		
17.10.53	NYDT	Grèves		t.4, 741-745	
17.10.53	NYDT	Engels : The Russians in Turkey ³	t.12, 335-340		
21.10.53	NYDT	The War question - Financial Matters - Strikes ⁴	t.12, 407-415	t.4, 741-745 ⁵	
22.10.53	P'sP	Palmerston, Premier article	t.12, 345-352	t.4, 761-768	t.1, 125-138
29.10.53	P'sP	Palmerston, Deuxième article	t.12, 352-358	t.4, 768-774	t.1, 138-148
31.10.53	NYDT	The Turkish Manifesto - France's Economic Position	t.12, 416-420		
		Le manifeste turc			t.4, 6-8
05.11.53	P'sP	Palmerston, Troisième article	t.12, 358-369	t.4, 447-786	t.1, 149-169
05.11.53	NYDT	Arrest of Delescluze - Denmark - Austria - <i>The Times</i> on the Prospects of War against Russia	t.12, 421-423		
08.11.53	NYDT	Engels : Movements of the Armies in Turkey*	t.12, 424-429		
12.11.53	TP'sP	Palmerston, Quatrième article	t.12, 370-378	t.4, 786-794	t.1, 170-183
15.11.53	NYDT	Engels : La guerre sainte*	t.12, 430-434	t.4, 745-748	t.4, 9-16
15.11.53	NYDT	War - Strikes - Dearth	t.12, 435-443		
		Le mouvement gréviste et les gens de Manchester			t.4, 17-20
18.11.53	NYDT	Persian Expedition in Afghanistan and Russian Expedition in Central Asia - Denmark - The Fighting on the Danube and in Asia - Wigan Colliers ⁶	t.12, 444-449	t.4, 1512-13	
19.11.53	P'sP	Palmerston, Cinquième article	t.12, 379-385	t.4, 794-800	t.1, 184-194
25.11.53	NYDT	Engels : The Progress of the Turkish War*	t.12, 450-456		
28.11.53	NYDT	La question ouvrière	t.12, 460-463	t.4, 748-751	
28.11.53	NYDT	Engels : The Russian Defeats*	t.12, 457-459		
30.11.53	NYDT	Prosperity - The Labor Question	t.12, 464-470	t.4, 1514	

¹ Reproduit sous forme abrégée dans *Die Reform* du 17 septembre 53.

² Articles que Marx doit à Engels Cf. C4, p. 31. Parus sous forme abrégée dans *Die Reform* du 19 octobre 53.

³ Cf. C4, p. 33.

⁴ Traduit sous le titre « Grèves » par M. Rubel. L'article a été publié séparément sous une forme abrégée dans le journal *Die Reform* des 24 et 25 octobre 1853.

⁵ Un extrait seulement de ce long papier. Voir MECW, t.12. La citation de M. Rubel commence à la page 413. L'article s'intitule : The War Question - Financial Matters - Strikes, p. 407.

⁶ Paru en abrégé dans *Die Réforme*, le 19 novembre 53.

07.12.53	NYDT	Engels : Progress of the Turkish War*	t.12, 471-476			
10.12.53	P'sP	Palmerston, Sixième article	t.12, 385-391	t.4, 800-806	t.1, 195-204	
12.12.53	NYDT	Manteuffel's Speech - Religious Movement in Prussia - Mazzini's Address - London Corporation - Russell's Reform - Labor Parliament	t.12, 509-515	t.4, 1515		
		Le discours de Manteuffel - Le mouvement religieux en Prusse, l'adresse de Mazzini			t.4, 21-25	
16.12.53	NYDT	Engels : The War on the Danube*	t.12, 516-522			
		La guerre sur le Danube ¹			t.4, 26-36	
16.12.53	NYDT	The Turkish War - Industrial Distress	t.12, 523-526			
17.12.53	P'sP	Palmerston, Septième article	t.12, 391-398	t.4, 806-813	t.1, 205-216	
19.12.53	DR ²	David Urquhart	t.12, 477-478			
21.12.53	NYDT	The Russian Victory - Position of England and France	t.12, 536-542			
		La victoire russe. La situation de la France et de l'Angleterre			t.4, 39-47	
24.12.53	P'sP	Palmerston, Huitième article ³	t.12, 398-406	t.4, 813-822	t.1, 217-232	
26.12.53	NYDT	The Quadruple Convention - England and the War	t.12, 527-535			
31.12.53	NYDT	Palmerston's Resignation	t.12, 543-546			
		La démission de Palmerston		t.4, 823-826	t.4, 48-53	
		Et encore une fois la diplomatie			t.4, 37-38	
1854						
09.01.54	NYDT	Engels : Progress of the Turkish War*	t.12, 547-552			
		Sinope et Ahalzych*			t.4, 54-62	
28.01.54	NYDT	The Western Powers and Turkey	t.12, 559-567			
02.02.54	NYDT	Engels : The European War*	t.12, 553-558			
		La guerre européenne ⁴			t.4, 63-72	
08.02.54	NYDT	Engels : The Last Battle in Europe*	t.12, 579-582			
08.02.54	NYDT	The Fighting in the East - Finances of Austria and France - Fortification of Constantinople	t.12, 583-588			
11.02.54	NYDT	The Czar's Views - Prince Albert	t.12, 589-592			
		Les idées du tsar - Le prince Albert			t.4, 73-79	
16.02.54	NYDT	Marx & Engels : Fortification of Constantinople - Denmark's Neutrality - Composition of British Parliament - Crop Failure in Europe	t.12, 593-600			
		Cobden et la Russie.			t.4, 80-86	

¹ Par Engels. Cf. C4, p. 61.

² *Die Reform*.

³ Ces huit articles ont paru dans le *People's Paper* du 22 octobre au 24 décembre 53. Certains de ces articles ont paru dans le *New York Daily Tribune* des 19.12, 4 et 21.11.53. Ils seront édités sous forme de brochure à Londres en 1853 et 1854.

⁴ Paru dans *Die Reform* du 3.02.54.

20.02.54	NYDT	Count Orlov's Mission - Russian Finances during the War Les finances de la guerre	t.12, 601-605		t.4, 87-92
21.02.54	NYDT	Blue Books - Parliamentary Debates on February 6 - Count Orlov's Mission - Operations of the Allied Fleet - The Irish Brigade - Concerning the Convocation of the Labor Parliament	t.12, 606-612		
27.02.54	NYDT	Russian Diplomacy - The Blue Book on the Eastern Question - Montenegro La diplomatie russe - Le Monténégro	t.12, 613-620		t.4, 93-103
06.03.54	NYDT	Marx & Engels : The War Question in Europe*	t.13, 3-7		
06.03.54	ZA ¹	The War in the East	t.12, 568-578		
09.03.54	NYDT	Declaration of the Prussian Cabinet - Napoleon's Plans - Prussia's Policy*	t.13, 8-10		
09.03.54	NYDT	Debates in Parliament	t.13, 11-25		
13.03.54	NYDT	Parliamentary Debates of February 22 - Pozzo di Borgo's Dispatch - The Policy of the Western Powers Kossuth Disraeli et Hume - Les Etats-Unis - La France et l'Angleterre - La Grèce	t.13, 26-34		t.4, 104-118
18.03.54	NYDT	English and French War Plans - Greek Insurrection - Spain - China La France et l'Angleterre - L'insurrection grecque - L'Asie	t.13, 35-42		t.4, 119-129
18.03.54	P'sP	Engels : Retreat of the Russians from Kalafat			
18.03.54	P'sP	Lettre au parlement du travail	t.13, 57-58	t.4, 753-754	
22.03.54	NYDT	Austrian Bankruptcy* La banqueroute de l'Autriche	t.13, 43-49		t.4, 130-141
24.03.54	NYDT	Opening of the Labour Parliament - English War Budget	t.13, 50-56		
24.03.54	NYDT	Pour un parlement du travail - Inauguration du parlement du travail		t.4, 751-752	
29.03.54	NYDT	Le parlement ouvrier	t.13, 61-64	t.4, 754-758	
29.03.54	NYDT	The Greek Insurrection*	t.13, 70-72		
30.03.54	NYDT	Engels : Retreat of the Russians from Kalafat ² La retraite russe	t.13, 65-69		t.4, 142-149
Fin mars		Engels : The Fortress of Kronstadt	t.13, 109-116		
05.04.54	NYDT	The Documents on the Partition of Turkey Les documents relatifs au partage de la Turquie	t.13, 73-83		t.4, 150-170
07.04.54	NYDT	Russia and the German Powers - Corn Prices La Russie et les puissances allemandes			t.4, 223-232
11.04.54	NYDT	The Secret Diplomatic Correspondence La correspondance diplomatiques secrète	t.13, 84-99		t.4, 171-196
15.04.54	NYDT	Declaration of War - On the History of the Eastern Question Déclaration de guerre - Musulman et chrétiens	t.13, 100-108		t.4, 197-209
17.04.54	NYDT	The War Debate in Parliament ³	t.13, 132-142		

¹ Zuid Afrikaan.

² Paru d'abord dans le *People's Paper* du 18 mars.

³ Paru dans *Die Reform* des 20 et 22 avril 54.

		Les débats parlementaires sur la guerre			t.4, 210-222
17.04.54	NYDT	Marx & Engels : The European War	t.13, 129-131		
21.04.54	NYDT	British Finances - The Troubles at Preston	t.13, 117-122		
28.04.54	NYDT	Engels : Position of the Armies in Turkey			
Avril 54		Engels : The Russian Army - To the Editor of the <i>Daily News</i>	t.13, 123-128		
21.04.54	NYDT	Russia and the German Power - Corn Prices	t.13, 143-149		
28.04.54	NYDT	Engels : Position of the Armies in Turkey*	t.13, 150-153		
02.05.54	NYDT	Reshid Pasha's Note - An Italian Newspaper on the Eastern Question	t.13, 154-158		
06.05.54	NYDT	Greece and Turkey - Turkey and the Western Powers - Falling Off in Wheat Sales in England	t.13, 159-162		
15.05.54	NYDT	The Greek Insurrection - The Polish Emigration - The Austro-Prussian Treaty - Russian Documents	t.13, 166-172		
16.05.54	NYDT	Engels : The Turkish War	t.13, 136-165		
16.05.54	NYDT	The Bombardment of Odessa - Greece - Proclamation of Prince Daniel of Montenegro - Manteuffel's Speech	t.13, 173-180		
19.05.54		La politique prussienne*			t.4, 233-240
20.05.54	NYDT	Engels : News from the European Contest*	t.13, 181-183		
23.05.54	NYDT	British Finances	t.13, 184-191		
27.05.54	P'sP	Engels : The War			
06.06.54	NYDT	Engels : A Famous Victory*	t.13, 192-195		
02.06.54	NYDT	Attack Upon Sevastopol - Clearing of Estates in Scotland	t.13, 196-200		
09.06.54	NYDT	Engels : The War ¹	t.13, 201-207		
		Engels : Les faits de guerre dans la baltique et la Mer Noire - Le système d'opération franco-anglais			t.4, 240-250
10.06.54	NYDT	Engels : The Present Condition of the English Army - Tactics, Uniform, Commissariat, &c.	t.13, 208-214		
		La situation actuelle de l'armée anglaise - La tactique - Les uniformes - L'intendance			t.4, 251-261
12.06.54	NYDT	The Treaty Between Austria and Prussia - Parliamentary Debates of May 29	t.13, 215-219		
		<i>Le Times</i> , Alliance entre l'Autriche et la Prusse			t.4, 262-266
14.06.54	NYDT	The Formation of a Special Ministry of War in Britain - The War on the Danube - The Economic Situation	t.13, 220-226		
24.06.54	NYDT	Reorganisation of the British War Administration - The Austrian Summons - Britain's Economic Situation - St. Arnaud	t.13, 227-233		
		Discours de Saint-Arnaud			t.5, 35-42
26.06.54	NYDT	Engels : The Siege of Silistria	t.13, 234-245		
08.07.54	NYDT	Marx & Engels : State of the Russian War	t.13, 246-252		

¹ Publié dans the *People's Paper* le 27 mai 54.

		La situation de la guerre russe			t.5, 43-53	
10.07.54	NYDT	Marx & Engels : The Russian Retreat	t.13, 253-257			
10.07.54	NYDT	The War - Debate in Parliament	t.13, 258-266			
		La guerre - Les débats parlementaires			t.5, 54-65	
19.07.54	NYDT	The Insurrection at Madrid - The Austro-Turkish Treaty - Moldavia and Wallachia	t.13, 267-275			
		Accord entre l'Autriche et la Turquie. La Moldavie et la Valachie			t.5, 66-76	
21.07.54	NYDT	L'insurrection à Madrid		t.4, 829-832		
21.07.54	NYDT	The Details of the Insurrection at Madrid - The Austro - Prussian Summons - The New Austrian Loan - Wallachia	t.13, 282-290			
		L'Autriche et la Valachie			t.5, 77-82	
25.07.54	NYDT	Engels : The War on the Danube	t.13, 276-281			
		Le siège de Silistrie			t.5, 83-91	
28.07.54	NYDT	Excitement in Italy - The Events in Spain - The Position of the German States - British Magistrates	t.13, 291-300			
		Le théâtre de la guerre - La note russe aux puissances allemandes - La Serbie et l'Autriche			t.5, 92-100	
01.08.54	NYDT	The English Middle Class Only the Beginning*	t.13, 663-665			
03.08.54	NYDT	A Congress at Vienna - The Austrian Loan - Proclamations of Dulce and O'Donnell - The Ministerial Crisis in Britain	t.13, 301-308			
04.08.54	NYDT	The Spanish Revolution - Greece and Turkey	t.13, 309-315			
		La révolution en Espagne		t.4, 833-850		
07.08.54	NYDT	The War Debates in Parliament	t.13, 316-322			
09.08.54	NYDT	The Policy of Austria - The War Debates in the House of Commons	t.13, 323-333			
		La Turquie et l'Autriche - La chambre des Communes et la guerre			t.5, 101-115	
17.08.54	NYDT	Marx & Engels : That Bore of a War	t.13, 334-339			
		La guerre ennuyeuse*			t.5, 116-125	
19.08.54	NYDT	Espartero	t.13, 340-346	t.4, 850-857		
21.08.54	NYDT	Engels : The Attack on the Russian Forts	t.13, 347-349			
21.08.54	NYDT	Evacuation of the Danubian Principalities - The Events in Spain - A New Danish Constitution - The Chartists	t.13, 350-356			
25.08.54	NYDT	Evacuation of Moldavia and Wallachia - Poland - Demands of the Spanish People	t.13, 357-363			
		L'évacuation des principautés danubiennes			t.5, 126-132	
01.09.54	NYDT	The Eastern Question - The Revolution in Spain - The Madrid Press	t.13, 364-371			
04.09.54	NYDT	Revolution in Spain - Bomarsund	t.13, 372-378			
04.09.54	NYDT	Engels : The Capture of Bomarsund (Article I)	t.13, 379-383			
		La prise de Bomarsund			t.5, 133-135	

13.09.54	NYDT	Engels : The Capture of Bomarsund (Article II)	t.13, 384-388		
09.09.54	NYDT	Revolutionary Spain ¹	t.13, 391-446		
		L'Espagne révolutionnaire		t.4, 857-921	
16.09.54	NYDT	The Reaction in Spain	t.13, 447-452		
		La réaction en Espagne		t.4, 925-933	
30.09.54	NYDT	The Rumours about Mazzini's Arrest - The Austrian Compulsory Loan - Spain - The Situation in Wallachia	t.13, 455-460		
		La situation en Valachie. La révolution en Turquie			t.5, 136-138
02.10.54	NYDT	The Actions of the Allied Fleet - The Situation in the Danubian Principalities - Spain - British Foreign Trade	t.13, 461-469		
14.10.54	NYDT	Engels : The Attack on Sevastopol*	t.13, 470-476		
		L'attaque de Sébastopol*			t.5, 139-150
17.10.54	NYDT	Engels : The News from the Crimea	t.13, 477-482		
21.10.54	NYDT	Marx & Engels : The Sevastopol Hoax*	t.13, 483-487		
21.10.54	NYDT	Marx & Engels : The Sevastopol Hoax - General News	t.13, 488-491		
26.10.54	NYDT	Engels : The Battle of the Alma	t.13, 492-497		
31.10.54	NYDT	Engels : The Military Power of Russia	t.13, 498-504		t.5, 151-154
		La puissance militaire de la Russie			
15.11.54	NYDT	Engels : The Siege of Sevastopol	t.13, 505-509		
		Le siège de Sébastopol			t.5, 155-163
20.11.54		Espagne. Intervention		t.4, 921-925	
27.11.54	NYDT	Engels : The Campaign in the Crimea	t.13, 510-517		
30.11.54	NYDT	Engels : The War in the East	t.13, 518-527		
14.12.54	NYDT	Engels : The Battle of Inkerman	t.13, 528-535		
27.12.54	NYDT	Engels : The Crimean Campaign	t.13, 536-542		
29.12.54	NOZ	Coups d'œil rétrospectifs			t.5, 164-168
1855					
01.01.55	NYDT	Marx & Engels : Progress of the War	t.13, 543-549		
02.01.55	NOZ	In Retrospect	t.13, 554-559		
04.01.55	NOZ	La désorganisation de l'administration militaire anglaise			t.5, 169-173
06.01.55	NOZ	The Press and the Military System	t.13, 560-563		
		La Presse et le système militaire			t.5, 174-179
08.01.55	NYDT	Engels : The Military Power of Austria	t.13, 550-553		
	NOZ	Le système militaire anglais			t.5, 180-188

¹ Un ensemble de 8 articles publiés du 9 septembre au 2 décembre 54 comme éditoriaux. Ces articles historiques concernaient les périodes des première (1808-1814), deuxième (1820-1823) et troisième (1834-1843) révolutions bourgeoises en Espagne. Seuls les huit premiers ont paru.

08.01.55	NOZ	Engels : British Disaster in the Crimea	t.13, 564-570		
11.01.55	NOZ	The Crisis in Trade and Industry ¹	t.13, 571-578		
		La crise commerciale			t.5, 189-202
13.01.55	NOZ	The Four Points ²	t.13, 579-584		
		Les quatre points			t.5, 203-212
22.01.55	NYDT	Engels : British Disaster in the Crimea	t.13, 564-570		
22.01.55	NYDT	Sunday Observance and the Publicans - Clanricarde ³	t.13, 590-592		
		Les marchands de bière et la célébration du dimanche - Clanricarde			t.5, 213-216
23.01.55	NOZ	Engels : Critical Observations on the Siege of Sevastopol	t.13, 593-595		
		Engels : Critique du siège de Sébastopol			t.5, 217-220
26.01.55	NYDT	The Commercial Crisis in Britain*	t.13, 585-589		
26.01.55	NOZ	The Aims of the Negotiations - Polemic Against Prussia - A Snowball Riot	t.13, 598-599		
		But des négociations - Polémique contre la Prusse Une émeute à boules de neige			t.5, 221-224
27.01.55	NOZ	The Opening of Parliament	t.13, 600-602		
		La crise ministérielle. L'ouverture du parlement			t.5, 225-229
29.01.55	NOZ	Comments on the Cabinet Crisis	t.13, 603-604		
		La crise ministérielle - Commentaires à propos de la crise ministérielle			t.5, 230-233
30.01.55	NOZ	Parliamentary News	t.13, 605-608		
		La crise ministérielle - Choses parlementaires			t.5, 234-240
01.02.55	NOZ	Marx & Engels : From Parliament - From the Theatre of War	t.13, 615-619		
		La crise ministérielle. Au Parlement - Du Théâtre de la guerre			t.5, 241-247
03.02.55	NYDT	Engels : The Crimean Campaign	t.13, 596-597		
05.02.55	NOZ	On the Ministerial Crisis	t.13, 627-630		
		La crise ministérielle			t.6, 5-11
07.02.55	NOZ	The Defeated Government	t.13, 638-641		
		Le ministère renversé			t.6, 12-17
08.02.55	NOZ	The Parties and Cliques	t.13, 642-644		
		Les partis et les cliques			t.6, 18-26
09.02.55	NOZ	Two Crises	t.13, 645-648		
12.02.55	NOZ	Marx & Engels : Palmerston - The Army	t.14, 8-11		
		Palmerston - L'armée			t.6, 39-44
13.02.55	NOZ	From Parliament - Gladstone at the Dispatch-Box	t.14, 12-13		
16.02.55	NOZ	Lord Palmerston ⁴	t.14, 14-20		
17.02.55	NYDT	Engels : The European War	t.13, 609-614		
17.02.55	NYDT	Fall of the Aberdeen Ministry			
		La chute du ministère Aberdeen			t.6, 27-38

¹ 4 articles parus les 11, 12, 20 et 25 janvier 55.

² 3 articles parus les 13, 15, 18 janvier 55.

³ Publié le même jour dans la NOZ.

⁴ Un résumé de son pamphlet paru fin 1853 dans le *New York Daily Tribune* et dans le *People's Paper*. L'article paraîtra les 16 et 19 février dans la NOZ.

20.02.55	NOZ	Herbert's Re-election - The First Measures of the New Ministry - News from India	t.14, 21-23		
		La réélection d'Herbert - Les premiers pas du nouveau ministère			t.6, 47-51
22.02.55	NOZ	Parliament	t.14, 24-28		
23.02.55	NYDT	Marx & Engels : The Late British Government*	t.13, 620-626		
20.02.55	NOZ	Gladstone			t.6, 45-46
23.02.55	NOZ	Marx & Engels : Parliamentary and Military Affairs	t.14, 40-42		
24.02.55	NOZ	The Coalition Between Tories and Radicals	t.14, 29-31		
24.02.55	NOZ	La nouvelle session parlementaire			t.6, 52-65
24.02.55	NOZ	Marx & Engels : Etat des armées			t.6, 66-72
26.02.55	NYDT	Engels : The Struggle in the Crimea*	t.14, 3-7		
27.02.55	NOZ	On the New Ministerial Crisis	t.14, 43-46		
		La nouvelle crise ministérielle			t.6, 73-77
28.02.55	NOZ	Joseph Hume	t.14, 47-48		
		Hume			t.6, 78-79
03.03.55	NOZ	Palmerston	t.14, 49-52		
		Palmerston et l'oligarchie anglaise			t.6, 80-85
05.03.55	NOZ	Layard	t.14, 57-58		
06.03.55	NOZ	The British Constitution	t.14, 53-56		
		La constitution britannique			t.6, 86-93
06.03.55	NOZ	The English Press on the Late Tsar	t.14, 67-68		
	NOZ	La presse anglaise et la mort du tzar			t.6, 94-96
07.03.55	NOZ	The Buying of Commissions - News from Australia	t.14, 63-66		
		L'achat des charges nouvelles d'Australie			t.6, 97-102
08.03.55	NYDT	Engels : The War That Looms on Europe	t.14, 32-39		
09.03.55	NOZ	On the History of the French Alliance	t.14, 69-72		
		A propos de l'alliance française			t.6, 103-107
10.03.55	NOZ	The Committee of Inquiry	t.14, 73-75		
11.03.55	NOZ	The Brussels <i>Memoire</i>	t.14, 76-77		
		La commission d'enquête - Le mémoire de Bruxelles			t.6, 108-114
16.03.55	NOZ	Ireland's Revenge	t.14, 78-80		
		La vengeance de l'Irlande			t.6, 115-119
19.03.55	NOZ	Les affaires de Crimée			t.6, 120-125
20.03.55	NOZ	Marx & Engels : Criticism of the French Conduct of the War	t.14, 90-93		
		Critique de la manière française de faire la guerre			t.6, 126-131
22.03.55	NOZ	Agitation against Prussia. - A Day of Fasting	t.14, 94-97		
		Agitation contre la Prusse. Un jour de jeûne			t.6, 132-136
23.03.55	NOZ	Balaklava - Le Time - Un meeting			t.6, 137-144
23.03.55	NOZ	Reports from the English Press	t.14, 102-103		
23.03.55	NYDT	Revolutionary Spain	t.15, 621-630		
24.03.55	NOZ	Un débat sur la Prusse à la Chambre Haute			t.6, 145-152
24.03.55	NOZ	A Meeting	t.14, 98-101		

24.03.55	NYDT	The Crisis in England*	t.14, 59-62		
24.03.55	NOZ	From Parliament	t.14, 104-108		
26.03.55	NOZ	Les derniers événements de Crimée			t.6, 153-158
27.03.55	NOZ	Some Observations on the History of the French Alliance	t.14, 118-121		
27.03.55	NOZ	Nouveaux renseignements sur l'histoire de l'alliance française			t.6, 159-164
30.03.55	NOZ	Napoleon and Barbès - The Newspaper Stamp	t.14, 121-123		
31.03.55	NOZ	The Committee of Inquiry	t.14, 124-127		
		Les révélations de la Commission d'enquête			t.6, 165-170
02.04.55	NOZ	Engels : The Situation in the Crimea	t.14, 136-138		
02.04.55	NYDT	Engels : The Results in the Crimea*	t.14, 81-85		
	NOZ	La situation en Crimée	t.14, 136-138		t.6, 171-175
	NYDT	Engels : Fate of the Great Adventurer	t.14, 86-89		
07.04.55	NYDT	Engels : Napoleon's Last Dodge*	t.14, 109-112		
07.04.55	NYDT	Engels : A Battle at Sevastopol*	t.14, 113-117		
07.04.55	NOZ	A Scandal in the French Legislature - Drouyn de Lhuys' Influence - The State of the Militia	t.14, 139-140		
		Un scandale au corps législatif français - L'influence de Drouyn de Lhuys			t.6, 176-178
14.04.55	NYDT	The British Army*	t.14, 128-131		
17.04.55	NOZ	Engels : Critique de l'article de Napoléon dans le Moniteur			t.6, 188-194
17.04.55	NYDT	Engels : Progress of the War	t.14, 132-135		
21.04.55	NOZ	Engels : Germany and Pan-Slavism	t.14, 156-162		
		L'Allemagne et le panslavisme			t.6, 195-206
27.04.55	NYDT	Prospect in France and England	t.14, 141-145		
		Les perspectives en France et en Angleterre			t.6, 179-187
30.04.55	NYDT	Engels : Napoleon's Apology*	t.14, 146-150		
30.04.55	NYDT	Engels : The Siege of Sevastopol*	t.14, 151-155		
05.05.55	NYDT	Engels : The European Struggle	t.14, 163-165		
10.05.55	NOZ	On the History of Political Agitation	t.14, 166-169		
10.05.55	NOZ	La critique en Angleterre au Parlement et hors du parlement			t.7, 5-9
12.05.55	NOZ	Pianori - Dissatisfaction with Austria	t.14, 177-179		
18.05.55	NOZ	Le Morning Post contre la Prusse - Caractère des whigs et Tories	t.14, 186-188		t.7, 10-14
19.05.55	NOZ	A Sitting of the House of Lords	t.14, 189-193		
		La motion de lord Ellenborough à la Chambre des Lords			t.7, 15-21
19.05.55	NOZ	L'agitation hors du Parlement	t.14, 194-197		t.7, 22-27
22.05.55	NOZ	A propos de finances	t.14, 198-200		t.7, 28-31
24.05.55	NOZ	A propos de l'agitation de réforme	t.14, 208-219		t.7, 32-35
26.05.55	NOZ	Contribution à la critique des affaires de Crimée. Au parlement	t.14, 211-214		t.7, 36-41
28.05.55	NYDT	Engels : From Sevastopol	t.14, 170-176		
29.05.55	NOZ	Marx & Engels : Le prélude chez Lord Palmerston - Les derniers événements en Crimée	t.14, 218-221		t.7, 42-47

29.05.55	NYDT	Engels : The New Move in the Crimea	t.14, 180-185		
30.05.55	NOZ	La réforme parlementaire - Rupture et continuation des conférences de Vienne - La guerre dite d'anéantissement	t.14, 222-226		t.7, 48-54
31.05.55	NOZ	La motion de Disraeli	t.14, 227-230		t.7, 55-75
01.06.53	NOZ	From Parliament	t.14, 231-236		
04.06.55	NOZ	A Critique of Palmerston's Latest Speech	t.14, 237-239		
08.06.55	NOZ	L'Association de réforme administrative	t.14, 240-244		t.7, 76-83
08.06.55	NYDT	Engels : The Crimean War*	t.14, 201-207		
09.06.55	NOZ	L'amendement de Lowe à la Chambre des Communes	t.14, 235-240		t.7, 84-93
09.06.55	NOZ	Parliamentary	t.14, 245-248		
11.06.55	NOZ	Engels : A critique of the Events in the Crimea	t.14, 253-256		
12.06.55	NYDT	Engels : The New French Commander	t.14, 215-217		
12.06.55	NOZ	The Great Parliamentary Debate	t.14, 257-259		
12.06.55	NYDT	Marx & Engels : Prologue at Lord Palmerston's Course of the Latest Events in the Crimea*	t.14, 218-221		
18.06.55	NOZ	Lettres de Napier - La commission Roebuck	t.14, 273-276		t.7, 94-99
19.06.55	NOZ	La guerre locale - Débat sur la réforme administrative (The Debate on Layard's Motion - The War in the Crimea)	t.14, 277-279		t.7, 100-110
21.06.55	NOZ	Prince Albert's Toast - The Stamp Duty on Newspapers	t.14, 280-282		
23.06.55	NYDT	Engels : From the Crimea*	t.14, 249-252		
23.06.55	NOZ	Marx & Engels : Rapport de la commission Roebuck - A propos de la Bourse de Paris - La Chambre des Lords et le massacre d'Hangoë			t.7, 111-116
25.06.55	NOZ	Announcement Concerning the Taking of Sevastopol - From the Paris Bourse - On the massacre at Hangö in the House of Lords	t.14, 292-296		
26.06.55	NOZ	L'accident du 18 juin (Assaut de Malakov)	t.14, 297-301		t.7, 117-123
28.06.55	NOZ	L'agitation cléricale	t.14, 302-307		t.7, 124-140
29.06.55	NYDT	Engels : Sevastopol*	t.14, 260-266		
29.06.55	NOZ	Miscellaneous Reports	t.14, 308-312		
02.07.55	NYDT	Engels : Napoleon's War Plans*	t.14, 267-272		
03.07.55	NOZ	Miscellaneous Reports	t.14, 320-322		
05.07.55	NOZ	Agitation Over the Tightening-up of Sunday Observance	t.14, 323-327		
10.07.55	NYDT	Eccentricities of Politics*	t.14, 283-286		
12.07.55	NYDT	Engels : From Sevastopol*	t.14, 313-319		
14.07.55	NOZ	From Parliament. Roebuck's and Bulwer's Motions	t.14, 337-339		
		La motion Roebuck			t.7, 141-150
16.07.55	NOZ	From the House of Parliament - Bulwer's Motion - The Irish Question	t.14, 340-343		
17.07.55	NOZ	Marx & Engels : La démission de Russel - A propos des affaires de Crimée	t.14, 348-351		t.7, 151-156
20.07.55	NOZ	Russel's Dismissal	t.14, 352-354		
21.07.55	NYDT	Engels : The Late Repulse of the Allies*	t.14, 328-332		
21.07.55	NYDT	Marx & Engels : Clashes Between the Police and the People - The Events in the	t.14, 333-336		

		Crimea			
21.07.55	NOZ	From Parliament	t.14, 355-357		
23.07.55	NOZ	Marx & Engels, From Parliament - From the Theatre of War	t.14, 363-366		
26.07.55	NOZ	Palmerston - Physiologie des classes dirigeantes de la Grande Bretagne	t.14, 367-370	t.7, 157-163	
27.07.55	NYDT	Engels : The Great Crimean Blunder	t.14, 344-347		
28.07.55	NOZ	Lord John Russel ¹ , 1	t.14, 373-376	t.7, 165-170	
Août		Engels : The Armies of Europe ² . Première livraison			
		Article 1, sans titre	t.14, 403-416		
		Article 2 : The English Army	t.14, 416-424		
		Article 3 : The Austrian Army	t.14, 424-428		
04.08.55	NOZ	Lord John Russel, 2	t.14, 376-380	t.7, 170-176	
04.08.55	NYDT	Engels : War Prospects	t.14, 358-362		
06.08.55	NOZ	General Simpson's Resignation - From Parliament	t.14, 470-471		
07.08.55	NOZ	Lord John Russel, 3	t.14, 380-383	t.7, 176-180	
08.08.55	NOZ	Lord John Russel, 4	t.14, 383-386	t.7, 181-186	
10.08.55	NOZ	Lord John Russel, 5	t.14, 386-390	t.7, 186-192	
10.08.55	NYDT	The Late Birmingham Conference	t.14, 394-400		
11.08.55	NOZ	Commentary on the Parliamentary Proceedings	t.14, 472-475		
15.08.55	NOZ	Lord John Russel, 6	t.14, 390-393	t.7, 192-197	
14.08.55	NOZ	Les forces militaires contre la Russie - Un meeting polonais	t.14, 476-477	t.7, 198-205	
16.08.55	NOZ	The Poland Meeting	t.14, 477-480		
18.08.55	NOZ	On the Critique of Austrian Policy in the Crimean Campaign	t.14, 481-483		
20.08.55	NOZ	La guerre incompréhensible		t.7, 206-214	
20.08.55	NOZ	Marx & Engels : The Anglo-French War against Russia ³	t.14, 484-489		
25.08.55	NOZ	Events at the Theatres of War	t.14, 490-492		
27.08.55	NOZ	Napier's Letter	t.14, 493-494		
31.08.55	NOZ	Marx & Engels : The Punishment of the Ranks	t.14, 501-503		
septembre		Engels : The Armies of Europe. Seconde livraison			
		Article 4 : The Prussian Army	t.14, 429-436		
		Article 5 : The Russian Army	t.14, 436-447		
		Article 6 : The Smaller Armies of Germany	t.14, 447-450		
13.09.55	NYDT	Austria and the War*	t.14, 495-500		
14.09.55	NYDT	Engels : The Battle of the Chernaya*	t.14, 504-512		
15.09.55	NOZ	O'Connor's Funeral	t.14, 524-524		
18.09.55	NOZ	Marx & Engels : Events in the Crimea	t.14, 531-533		
24.09.55	NYDT	Another British Revelation*	t.14, 513-518		

¹ Une série d'articles qui vont paraître les 4, 7, 8, 10 et 15 août 55.

² Un ensemble de 16 articles qui vont paraître d'août à décembre 55 dans le *Putnam's Monthly*.

³ Sera publié comme éditorial dans le *New York Daily Tribune* du 1er septembre sous le titre « Der Krieg ».

28.09.55	NYDT	Engels : The Fall of Sevastopol*	t.14, 519-523		
28.09.55	NOZ	The Commercial and Financial Situation	t.14, 534-536		
01.10.55	NYDT	Engels : Crimean Prospects*	t.14, 525-530		
01.10.55	NOZ	Marx & Engels : The Reports of Generals Simpson, Pélissier and Niel	t.14, 542-545		
05.10.55	NOZ	A Diplomatic Impropriety	t.14, 553-554		
06.10.55	NOZ	The Official Financial Report	t.14, 554-556		
08.10.55	NOZ	The Bank of France - Reinforcements to the Crimea - The New Field Marshals	t.14, 557-559		
11.10.55	NOZ	The Committee at Newcastle-upon-Tyne	t.14, 560-562		
13.10.55	NYDT	Engels : The Great Event of the War	t.14, 546-552		
17.10.55	NYDT	Engels : The State of the War	t.14, 537-541		
05.11.55	NYDT	Engels : Progress of the War*	t.14, 563-568		
10.11.55	NYDT	Engels : Aspects of the War*	t.14, 569-574		
16.11.55	NYDT	Engels : The Russian Army*	t.14, 575-580		
16.11.55	NOZ	Big Meeting in Support of Political Refugees	t.14, 581-583		
Déc. 55		Engels : The Armies of Europe. Troisième livraison			
		Article 7 : The Turkish Army	t.14, 451-457		
		Article 8 : The Sardinian Army	t.14, 457-460		
		Article 9 : The Smaller Italian Army	t.14, 460-461		
		Article 10 : The Swiss Army	t.14, 461-462		
		Article 11 : The Scandinavian Army	t.14, 463-465		
		Article 12 : The Army of Holland	t.14, 465-466		
		Article 13 : The Belgian Army	t.14, 466-466		
		Article 14 : The Portuguese Army	t.14, 466-466		
		Article 15 : The Spanish Army	t.14, 467-469		
1956					
12.01.56	NYDT	Traditional English Policy*	t.14, 584-587		
25.01.56	NYDT	Engels : The War in Asia*	t.14, 588-594		
04.02.56	NYDT	Engels : The European War	t.14, 595-598		
25.02.56	NYDT	The American Difficulty - Affairs of France	t.14, 599-604		
05.04.56	P'sP	The France of Bonaparte the Little ¹	t.14, 615-620		
05.04.56	P'sP	The Fall of Kars ²	t.14, 623-654		
08.04.56	NYDT	The Fall of Kars ¹	t.14, 605-614		

¹ Publié comme éditorial dans le *New York Daily Tribune* le 14 avril.

² 4 articles du 5 avril au 26 avril 56.

19.04.56	P'sP	Speech at the Anniversary of <i>The People's Paper</i> . Delivered in London, April 14, 1856	t.14, 655-656			
26.04.56	P'sP	The House of Lords and the Duke of York's Monument	t.14, 662-671			
03.05.56	TFP ²	To the Editor of <i>The Free Press</i>	t.14, 672-672			
03.05.56	TFP	Kars Papers Curiosities	t.14, 673-680			
05.05.56	NYDT	Prussia*	t.14, 657-661			
17.05.56	P'sP	Sardinia ³	t.15, 3-7			
21.06.56	NYDT	The French Crédit Mobilier I ⁴	t.15, 8-13			
24.06.56	NYDT	The French Crédit Mobilier II	t.15, 14-18			
11.07.56	NYDT	The French Crédit Mobilier III	t.15, 19-24			
08.08.56	NYDT	Revolution in Spain* ⁵	t.15, 97-102			
16.08.56	TFP	Revelations of the Diplomatic History of the 18th Century ⁶	t.15, 27-96			
18.08.56	NYDT	Revolution in Spain* ⁷	t.15, 103-108			
09.10.56	NYDT	The Economic Crisis in Europe*	t.15, 109-112			
15.10.56	NYDT	The Monetary Crisis in Europe	t.15, 113-116			
27.10.56	NYDT	The Causes of the Monetary Crisis in Europe*	t.15, 117-122			
01.11.56	NYDT	The Monetary Crisis in Europe - From the History of Money Circulation ⁸	t.15, 123-129			
22.11.56	NYDT	The Economic Crisis in France*	t.15, 130-135			
06.12.56	NYDT	The European Crisis*	t.15, 136-138			
13.12.56	P'sP	The Right Divine of the Hohenzollerns ⁹	t.15, 151-157			

¹ Dans le *People's Paper* du 5 au 26 avril 56.

² *The Free Press*.

³ Dans le *People's Paper* du 17 mai puis le 31.05, dans le *New York Daily Tribune*.

⁴ Dans le *People's Paper* du 7 juin 56.

⁵ Reproduit le 16.08.56 dans le *Weekly Tribune* sous le titre « Le coup d'Etat espagnol ».

⁶ En cinq chapitres dans *The Free Press*, du 16 août à avril 57.

⁷ Reproduit le 23.08 56 sous le titre « La fin de la révolution espagnole ».

⁸ Avec pour mention « de notre correspondant ».

⁹ Paru dans le *New York Daily Tribune* du 9 janvier 57.

Karl Marx et Friedrich Engels

Tranches de vie : l'année 1853

Les cahiers « Tranches de vie » sont en cours de révision et de regroupement dans le cadre d'une section spéciale qui leur est désormais consacrée sous ce titre. Les pages que voici constituent donc un premier état destiné à rejoindre cette section dans un proche avenir.

*

Cette année 1853 sera pour l'essentiel consacrée à la rédaction d'articles de presse à destination du *New-York Daily Tribune*. Sa pratique de l'anglais permet à Marx de rédiger lui-même ses contributions mais l'aide d'Engels ne cessera d'être sollicitée, en particulier dans le domaine militaire et dans le contexte de la crise d'Orient entre la Russie et l'Empire ottoman.

Les travaux de Marx à la bibliothèque de British Museum sont principalement consacrés à réunir la documentation érudite qui soutient ses interventions dans les domaines les plus variés, de la diplomatie du gouvernement britannique à sa politique d'expansion coloniale en Inde et en Chine, par exemple.

Malgré une brève reprise, en ce début d'année, de ses lectures dans le domaine économique, ses recherches seront bientôt à nouveau interrompues et le resteront **jusque la fin de l'année 1856**.

- 11.01.53 Engels a séjourné à Londres de la mi-décembre 52 au 10 janvier 53. Il écrit de Manchester à Marx pour s'excuser d'avoir dû prendre le train dans l'urgence en raison de ses obligations professionnelles¹.
- 11.01.53 Parution à Bâle, chez l'éditeur Jakob Schabelitz, de la brochure *Révélations sur le procès des communistes à Cologne (les Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess)*².
- 21.01.53 Marx adresse à Engels pour qu'il les traduise une série d'articles dont il espère de chacun une rétribution de 2 livres sterling³. Il s'agit de trois correspondances sur les élections (« Elections »), sur la situation financière (« Financial clouds ») et sur la duchesse de Sutherland (« The Duchess of Sutherland and slavery⁴ »). Les articles, datés du 21 janvier 1853 à Londres, ont paru dans l'édition du 9 février 1853 de la *New York Daily Tribune*⁵. Sinon, écrit-il : « La dèche ici est à son climax⁶. ».

¹ Une note d'ambiance anecdotique : Engels regrette de n'avoir pu prendre part aux agapes (en quelques « caboulots nocturnes ») qui clôturent en général la réunion chez Marx de « ses disciples », insistant sur les cuites mémorables prises avec « nos jeunes de Londres » qui font « un peu trop la noce ». (C3, p. 314).

² Marx à Engels, le 29 janvier 53 : « La brochure éditée par Schabelitz n'a été achevée que le 11 janvier, 6 placards environ. Mais il a l'air de ne rien vouloir expédier à Londres, tant que les envois pour tous les coins d'Allemagne ne sont pas arrivés à destination sans encombre et qu'on ne lui en a pas accusé réception. » (C3, p. 316).

³ A Engels, ce 21 janvier 53 : « J'ai tiré 20 Livres sterling sur Greeley pour 10 articles. (...) J'ai compté 2 Livres par article, tarif promis par Dana dans sa lettre du 10 décembre 1851. » (C3, p. 314). Horace Greeley était le propriétaire du *New York Tribune*. Cette rétribution ne lui sera que rarement versée à cette hauteur.

⁴ « Le développement sur la Duchesse de Sutherland, observe-t-il, va faire du bruit en Amérique. » (C3, p. 314) : l'article traite de l'expropriation des paysans écossais par l'aristocratie foncière.

⁵ MEW, t. 8, pp. 499-505. MECW, t. 11, pp. 486-494. On s'abstiendra par la suite de mentionner les références précises des articles de Marx et d'Engels à mesure de leur parution.

⁶ Dans sa « Brève esquisse d'une vie mouvementée », Jenny Marx souligne l'importance pour la famille de ces apports financiers : « En 1853, Karl écrivit régulièrement pour le *New York Daily Tribune* deux articles qui faisaient sensation en Amérique. Grâce à ces revenus réguliers nous pûmes dans une certaine mesure nous acquitter des vieilles dettes et mener une vie exempte de soucis ». *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou, 1982, p. 244.

Marx sollicite par ailleurs Adolf Cluss pour qu'il diffuse dans la presse américaine les passages de ses *Révélation*s concernant August Willich qui vient de quitter l'Angleterre pour les Etats-Unis : « Comme le misérable Willich qui est ici brûlé a mis la semaine dernière les voiles pour l'Amérique pour y faire fonction d'agent de Kinkel, il est important que les pages de la brochure qui se rapportent à lui soient *au moins* publiées dans la presse¹. ».

29.01.53 Marx améliore son anglais. A Engels, le 29.01.53 : « Hier, pour la première fois, je me suis risqué à rédiger moi-même un article *en anglais* pour Dana². Pieper a fait le correcteur et quand je me serai procuré une bonne grammaire et pourvu que j'aie le courage de me mettre à l'eau, cela marchera passablement³. ».

L'actualité politique en ce début de février 53 correspond au **soulèvement de Milan**. L'impréparation des insurgés et leurs divisions politiques aboutissent à un échec suivi d'une violente répression de la part des autorités autrichiennes. Marx rendra compte de l'évènement dans ses contributions au *New York Tribune* des 25 février⁴ et 8 mars 1853⁵.

23.02.53 Marx confirme à Engels, s'agissant de Bangya, qu'il tient entre les mains « les preuves que le noble sire est un agent du gouvernement autrichien⁶. ».

Il a reçu la visite de Wilhelm Steffen, un ancien lieutenant prussien qui a figuré comme témoin à décharge lors du procès de Cologne. Les deux hommes resteront liés par une relation d'estime après que Steffen aura gagné les Etats-Unis.

05.03.53 Parution à New York du journal *Die Reform*, organe de l'union des ouvriers allemands immigrés, auquel participera Joseph Weydemeyer. Il paraîtra jusqu'au 26 avril 1854.

Engels s'en félicite, écrivant à Marx le 26 mai 53 : « En tous cas, il est bon que nous ayons quand même dans la *Reform* un organe où nous pouvons en dernier ressort caser tout ce que nous avons à dire dans notre polémique avec Willich et consorts⁷. ».

07.03.53 Jakob Schabelitz apprend à Marx que les 2.000 exemplaires de la brochure sur le procès de Cologne ont été saisis à la frontière entre la Suisse et le pays de Bade. Il craint de se voir

¹ C3, p. 315.

² Il s'agit de l'article intitulé « Dispositions de la Banque d'Angleterre. La peine capitale. Le pamphlet de M. Cobden » paru le 18.02.53.

³ C3, page 316. Quelques mois plus tard, en juin, Engels sera en mesure de le féliciter pour sa pratique de la langue : « J'ai lu hier ton article sur le Times et les réfugiés (...) *Je t'en fais mon compliment*. L'anglais n'est pas seulement bon, il est *brillant*. Ça et là quelques mots-clés qui ne trouvent pas place de manière assez *coulante* dans le fil du discours, mais c'est bien le seul reproche qu'on puisse faire à l'article. ». (Engels à Marx, le 01.06.53, C3, p. 376). Marx lui répond, le lendemain : « Les éloges que tu as faits de mon anglais « tout neuf » ont eu sur moi un effet encourageant. Ce qui me manque surtout, c'est d'abord la sûreté grammaticale et ensuite le tour de main dans l'utilisation de certaines tournures secondaires sans quoi tout ce que tu peux écrire manque de punch. » (C3, p. 377).

⁴ Il écrit avec prudence : « Les chances du soulèvement actuel de Milan sont minimes, à moins que certains régiments autrichiens ne passent du côté des séditieux. Des lettres privées que j'attends de Turin me permettent, je l'espère, de donner de plus amples détails sur cette affaire. » (*Œuvres politiques*, Alfred Costes, Editeur, t. 2, p. 156).

⁵ « La révolte de Milan, *écrit-il*, est significative en tant que symptôme de la prochaine crise révolutionnaire sur tout le continent européen. Et elle est digne d'admiration en tant qu'acte d'héroïsme accompli par quelques prolétaires, qui, simplement armés de couteaux, osèrent donner l'assaut à la citadelle et s'attaquer à une armée de 40.000 hommes des meilleures troupes (...) ». Et d'ajouter un commentaire à l'adresse des « proclamations emphatiques et des capucinades prétentieuses » de Mazzini (*Œuvres politiques*, Alfred Costes, Editeur, t. 2, p. 165).

⁶ C3, p. 323.

⁷ C3, p. 373.

mis en accusation et peut-être arrêté. En vérité, Marx soupçonne une trahison, l'éditeur suisse ayant pu livrer « à prix d'or » l'ensemble du tirage à la police prussienne. Il s'avèrera que c'est le passeur qui a négocié la livraison avec le gouvernement badois¹. A Engels, Marx confie: « Dans ces conditions n'y a-t-il pas de quoi vous ôter toute envie d'écrire ? Toujours travailler pour *le roi de Prusse*² ! ».

09.03.53 Engels explique comment il rogne sur son salaire pour aider Marx et en même temps donner le change à son père sur son train de vie.

On découvre dans cette lettre une première référence au personnage de David Urquhart dont Engels s'amuse à décrire la « turquophilie » délicate³.

10.03.53 À Engels : « J'ai été à deux doigts de crever cette semaine. A cause d'une hépatite ou de quelque chose d'approchant. C'est une affection héréditaire dans ma famille. Mon paternel en est mort. Depuis 4 ans que je suis en Angleterre, elle ne s'était plus manifestée et avait comme disparu. Mais enfin voilà la crise surmontée et qui mieux est, sans médecin. Encore affaibli pourtant⁴. ».

Mais une bonne nouvelle : Dana a honoré la lettre de change (de 5 Livres sterling) que Marx avait tirée sur ses premiers honoraires.

Marx envisage de se rendre à Manchester en avril prochain « *pour restituer mes forces* et bavarder tranquillement avec toi sur la situation actuelle qui, à mon avis, va certainement provoquer sous peu un tremblement de terre⁵. ».

Par ailleurs, Marx confie à Engels son ignorance devant la « détestable question orientale », d'autant plus qu'il se trouve concurrencé au sein du *New York Daily Tribune* par un certain Aurelius Ferenc von Pulszky, un journaliste hongrois partisan de Kossuth⁶ : « Cette question, *lui écrit-il*, est essentiellement d'ordre militaire et géographique, donc ne relève pas de *mon département*. Il te faut encore une fois *t'exécuter*. Ce qu'il adviendra de l'empire turc, pour moi c'est « de l'hébreu ». Je ne puis donc pas donner de point de vue général⁷. ».

La lettre se termine par divers commentaires désabusés sur l'état du « parti » : « ces types-là sont de vraies lavettes. Il n'y a rien à attendre de gens qui sont paresseux, sans résistance et qui s'effondrent à la moindre pression des circonstances extérieures. Nous devons absolument renouveler le recrutement de notre parti. Cluss est bien, Reinhardt à Paris est travailleur. Malgré ses nombreux « mais », Lassalle est dur et énergique. Pieper ne serait pas inutilisable s'il avait moins de vanité puérile et plus d'esprit de suite. Imandt et Liebknecht sont obstinés et peuvent rendre des services chacun à leur façon. Mais tout cela ne forme pas un parti. L'ex-lieutenant Steffen, ex-témoin au procès de Cologne, actuellement professeur dans une institution près de Londres, me semble sérieux. Lupus vieillit de jour en jour et devient de plus en plus lunatique. Dronke est et reste un « agréable oisif⁸ ».

10.03.53 Jenny Marx écrit à Adolph Cluss à l'invitation de

¹ Marx à Adolf Cluss, le 25 mars 1853 (C3, p. 343).

² C3, p. 330. Jenny évoquera longuement l'affaire dans sa lettre à Cluss du 10.03.53. (C3, pp. 333-335). Il paraît suspect à Marx et à Engels que pas un seul exemplaire de la brochure n'ait pu être sauvé. (Engels à Marx, le 11 mars 1853, C3, p. 336). Marx reviendra sur le sujet dans sa lettre à Engels du 22 mars 53. Il semble bien que le gouvernement prussien ait décidé de ne pas poursuivre Schabelitz. Les seuls exemplaires reçus de la brochure sont au nombre de deux, un pour Marx et un autre pour Freiligrath (C3, p. 341). Le manuscrit sera en fin de compte publié en feuilleton à Boston, du 6 mars au 28 avril 53, dans la *Neue-England-Zeitung* puis diffusé à l'initiative d'A. Cluss sous forme de brochure. Engels avertit Marx le 31 mai 53 qu'il vient de recevoir d'Amérique un paquet de ces brochures. (C3, p. 375).

³ C3, pp. 327-328.

⁴ C3, p. 329.

⁵ C3, p. 332. L'italique signale une expression écrite en français par Marx.

⁶ « Un misérable Yankee tente de me faire concurrence dans le *Tribune* », écrit-il. Marx ignorait tout de l'identité de ce concurrent qui signait ses articles des seules initiales A.P.C..

⁷ C3, p. 331.

⁸ C3, p. 333.

son mari, dit-elle, qui a souffert d'une douloureuse hépatite. Elle relate longuement la confiscation des exemplaires de la brochure sur le procès de Cologne, insistant sur le manque à gagner que la famille a ressenti¹. Avec le manuscrit détourné des *Grands Hommes de l'exil*, c'est « la deuxième brochure qui ne peut paraître ». Elle se fait alors pressante : « Comme l'impression est devenue pratiquement impossible en Europe, mais que c'est maintenant une affaire d'honneur pour le parti, il faut à *tout prix* que vous fassiez au moins paraître en feuilleton ces *Enthüllungen*. La parution de cette brochure est maintenant devenue une nécessité pour faire front contre *tous* nos ennemis, et servira mieux que tout le reste l'intérêt des accusés de Cologne.² ».

- 11.03.53 Engels à propos du parti après les propos amers de Marx dans sa lettre du 10 mars dernier : « Ce n'est pas très agréable d'entendre parler de la déchéance de nos amis. Les « meilleurs » se ressaisiront bien au moment décisif; mais ce n'est pas agréable de voir que ces citoyens foncent tête baissée dans l'affaire suivante avec autant ou tout aussi peu de discernement qu'au sortir de la précédente. Avec Cluss, Lassalle est de loin le plus utile de tous, surtout à partir du moment où les biens du comte Hatzfeldt seront irrévocablement réunis au domaine public³. Il a ses lubies mais aussi esprit de parti et ambition et on connaît une fois pour toutes certaines de ses faiblesses et ses petites histoires personnelles dont il ne cessera jamais de s'occuper en invoquant des raisons officielles. Quant au recrutement, c'est délicat, je crois que dès que nous serons de retour en Allemagne, nous trouverons suffisamment de jeunes de talent qui auront, non sans résultat, goûté dans l'intervalle les fruits défendus. Si nous avions eu les moyens de faire 2 ou 3 années de propagande sans précipitation et de manière scientifique en écrivant des livres sur n'importe quoi un peu comme nous l'avons fait avant 1848, nous serions plus avancés. Mais cela n'a pas été possible et l'orage gronde déjà. ».

Il termine en insistant sur l'urgence pour Marx de publier son *Économie* : « Tu devrais terminer ton *Economie*, nous pourrions ensuite dès que nous aurions un journal, la publier en numéros hebdomadaires et ce que le *populus* ne comprend pas, les *discipuli* l'exposeraient tant bien que mal, mais cependant non sans effet. Ce qui donnerait une base de référence aux débats de toutes nos associations aussitôt rétablies⁴. ».

- 22.03.53 Marx annonce à Engels l'arrivée de Willich aux Etats-Unis : « L'ami Weitling a organisé en son honneur un banquet de 300 couverts où Willich parut ceint d'une énorme écharpe rouge (...) Weitling prit la parole et démontra que Jésus-Christ était le premier communiste et que son successeur n'était autre que le célèbre Wilhelm Weitling⁵. ».

Un mot d'amertume sur le peu de réaction des communistes d'Allemagne sur l'affaire de la brochure consacrée au procès de Cologne : « Nos camarades d'Allemagne sont de sacrés molasses. Je n'ai pas reçu un seul mot d'eux. Ils ont bien vu dans les journaux qu'une brochure relative à leur affaire venait de paraître et ils ne prennent même pas la peine de se renseigner. Ils n'ont aucune réaction, aucun dynamisme, ces types-là ! Des femmelettes, *voilà tout*⁶. »

- 25.03.53 Marx à Adolph Cluss. Après un échange de reproches sur le rythme de leur correspondance, Marx fournit des détails sur l'affaire de la brochure « suisse » : « cela me met hors de moi de savoir que le pamphlet est actuellement sous le boisseau ». Il ajoute : « ne perds pas des yeux ce vaurien de Willich. C'est le plus enragé de nos ennemis en même temps qu'un idiot⁷. ».

Il ajoute : « Les obsèques à Paris de Madame Raspail ont été l'évènement occidental le plus important bien que le moins remarqué. Le présence inattendue de 20.000 prolétaires en tenue de dimanche a fait sur les bonapartistes l'effet d'une bombe. Comme tu vois, le lion prolétaire n'est pas mort⁸. ».

¹ Nous en espérons au moins 30 Livres sterling, précise-t-elle. (C3, p. 334).

² C3, p. 335.

³ Une allusion ironique au procès en divorce de la comtesse Sophie de Hatzfeld dont Lassalle a été l'avocat.

⁴ C3, pp. 337-338.

⁵ Une anecdote assurément, mais elle témoigne de l'imprégnation foncièrement religieuse des mouvements sociaux aux Etats-Unis.

⁶ C3, pp. 341-342.

⁷ C3, p. 343.

⁸ C3, p. 344.

Avril 53 Wilhelm Hirsch fait paraître dans 4 numéros d'avril 53 de l'hebdomadaire new-Yorkais *Belletristischen Journal und New-Yorker Criminal-Zeitung* un article intitulé « Les victimes du mouchardage : Wilhelm Hirsch se justifie ». L'article est hostile à Marx et à ses amis politiques.

12.04.53 Très longue lettre d'Engels à Joseph Weydemeyer à qui il adresse la réplique de Marx à W. Hirsch. L'article de Marx paraîtra le 5 mai 1853 dans le même hebdomadaire new-yorkais sous le titre « Les confessions de Hirsch¹ ».

Après avoir évoqué ses lectures sur les questions de stratégie militaire, notamment à propos de la Russie², Engels se livre à une réflexion très lucide sur les circonstances dans lesquelles un parti « avancé » se trouve amené à prendre le pouvoir alors que les conditions objectives n'ont pas encore « sonné son heure normale » : « Dans ces affaires-là, écrit-il, on perd la tête – espérons que ce sera seulement *physiquement parlant* (...) et jusqu'à ce que le monde soit capable de porter un jugement *historique* sur des événements de ce genre, on passe non seulement pour des bêtes féroces, ce dont on pourrait se fier mais en plus pour *bête*, ce qui est bien pis. ».

Il enchaîne sur rôle du « parti de Marx » dans la période qui s'ouvre : « en ce qui concerne les *personalibus*, nous nous sommes heureusement débarrassés de toute la bande des Schapper, Willich et consorts, deuxièmement nous nous sommes quand même un peu renforcés, troisièmement nous pouvons compter sur une nouvelle génération de partisans en Allemagne (à défaut d'autre chose, le seul procès de Cologne suffit à nous garantir cet apport) et finalement l'exil nous a été à tous énormément profitable. Il y a naturellement aussi parmi nous des gens qui partent du principe : pourquoi bûcher, le père Marx, dont c'est le métier de tout savoir, est là pour ça ; mais dans l'ensemble, le parti de Marx bûche quand même pas mal et quand on a vu les autres émigrés, ces imbéciles, happer à droite et à gauche des formules nouvelles en ne réussissant qu'à semer de la sorte un peu plus de confusion dans leur pensée, il est clair que la supériorité de notre parti a augmenté en valeur absolue et relative. Mais nous en avons besoin, *la besogne sera rude*³. ».

Il termine par ce propos (et cette fois c'est nous qui soulignons) : « J'aurais aimé avoir encore le temps, *avant la prochaine révolution*, d'étudier et de dépeindre au moins les campagnes d'Italie de 1848 et 49 et celle de Hongrie. »...

Weydemeyer publiera une partie de cette lettre dans l'édition du 4 mai 1853 de « Die Reform » sans indication d'origine.

18.04.53 Une lettre de Ferdinand Lassalle qui sollicite de Marx un service en relation avec le procès Hatzfeld. Il interroge Marx au passage : « Est-il vrai que tu sois l'auteur de l'ouvrage sur le procès des communistes de Cologne, que je n'ai pas encore reçu ? Ne peux-tu pas m'en faire parvenir un exemplaire, d'une manière ou d'une

¹ Joseph Weydemeyer avait fait paraître fin avril 53 dans ce même journal une première réfutation des affirmations de Hirsch sous le titre « Le mouchard démocratique ».

² Il commente au passage sa récente lecture de l'ouvrage d'Alexandre Herzen à propos *Du développement des idées révolutionnaires en Russie*.

³ C3, pp. 354-355.

autre, sans trop de frais de port ? Car à Cologne, étant donné sa saisie, il sera difficile de se le procurer ». Il termine sur cette question : « Où en est ton ouvrage d'économie politique ?¹ ».

- 26.04.53 Marx communique à Engels les propos élogieux à son égard d'un récent éditorial du *New York Tribune* : « M. Marx, y lit-on, a des opinions personnelles bien arrêtées, nous sommes loin de les partager toutes mais ceux qui ne lisent pas ses lettres se privent d'une des sources de renseignements les plus instructives sur les grandes questions de la politique européenne actuelle. ». « Comme tu peux voir, ajoute-t-il, ma place au *Tribune* est solidement assise². ».
- 27.04.53 Appel au secours de Jenny à Engels : « Il m'est très désagréable d'être obligée de vous écrire pour des questions d'argent. Vous ne nous avez déjà que trop souvent aidés. Mais cette fois je ne vois plus de salut, plus d'issue. J'ai écrit à Hagen, à Bonn, et aussi à Georg Jung, à Cluss, à ma belle-mère et à ma sœur, à Berlin. Les affreuses lettres ! Et jusqu'à ce jour, de personne, de personne une réponse. (...) Pouvez-vous nous envoyer quelque chose ? Le boulanger nous a prévenus qu'à partir de vendredi il nous refuserait du pain. Hier, Musch a encore sauvé la situation en répondant à la question du boulanger : - « *Is Mr. Marx at home ?* » - « *No, he is'nt upstairs*³ ! » et s'enfuyant à toute vitesse avec ses trois pains sous le bras pour aller tout raconter à Mohr⁴. ».
- 30.04.53 Marx séjourne à Manchester, chez Engels, du **30 avril au 19 mai**. Une manière d'échapper à ses créanciers.

Mai : débat parlementaire à Londres sur la question de la Compagnie des Indes. Marx s'intéresse aux questions de la domination anglaise en Extrême-Orient.

- 05.05.53 Parution dans le *Belletristisches Journal und New-Yorker Criminal-Zeitung* de la réplique de Marx au pamphlet de W. Hirsch récemment paru en avril. L'article s'intitule « Les confessions de Hirsch⁵ ».
- Fin mai : Engels reçoit des Etats-Unis un lot de 440 copies des *Révélation*s imprimées par la *Neu-England-Zeitung*⁶.
- Ce n'est que six mois plus tard, en novembre 53, que Willich répliquera par un article intitulé « Dr K. Marx et ses *Révélation*s » qui entraînera aussitôt la rédaction par Marx de son pamphlet « Le Chevalier à la noble conscience ».
- Il rend compte longuement à Marx de sa lecture d'un ouvrage sur la géographie historique de l'Arabie : un témoignage de l'intérêt des deux amis, à cette époque, sur les questions d'Orient⁷. On est dans le contexte des premières contributions de Marx dans le *New York Tribune* sur la politique colonialiste anglaise en Inde.

- 01.06.53 Engels félicite Marx pour son anglais. Le recours aux services de Pieper n'est plus nécessaire.

¹ *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, traduction et présentation par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977, p. 97.

² C3, p. 361.

³ « M. Marx est-il chez lui ? Non, il n'est pas en haut ». La difficulté de Marx à cette époque était de trouver un financier qui acceptât d'honorer les traites qu'il tirait sur Dana en rapport avec la rétribution de ses articles.

⁴ C3, p. 368. Mohr était le surnom de Marx.

⁵ Pour le détail, nous renvoyons aux chapitres 3.3 (« Un faussaire nommé Wilhelm Hirsch ») et 5.5. (« Note sur le Chevalier de la noble conscience ») de notre fascicule 20 consacré au procès de Cologne de 1852.

⁶ C3, p. 372. Marx s'empressera de s'adresser à Ferdinand Lassalle pour qu'il assure la diffusion de la brochure en Allemagne (C3, p. 381). La réponse (à la fois empressée et prudente) de Lassalle parviendra à Jenny Marx dès le 13 juin 53 (*Correspondance Marx Lassalle*, PUF, pp. 97-98). C'est Engels qui se chargera des envois avec les prudences que l'on devine à l'égard de la surveillance policière. (Lettre à Marx du 6 juin 53, C3, p. 384).

⁷ C3, pp. 373-374.

- 02.06.53 Importante lettre de Marx à Engels où il évoque la question de l'absence de propriété foncière en Orient : « C'est la clé même du ciel oriental », écrit-il¹.
Le propos prend toute son importance dans la perspective de l'élaboration du concept de *mode de production asiatique*.
Engels lui répondra sans tarder et longuement, dès le 6 juin, en confortant l'hypothèse d'une absence de propriété foncière dans les sociétés orientales : « L'absence de la propriété foncière est en effet la clé de tout l'Orient. C'est là-dessus que repose l'histoire politique et religieuse². ».
Engels ajoute : « Puisque me voilà plongé pour quelques semaines dans la sauce orientale, j'ai profité de l'occasion pour apprendre le perse³. ».
- 14.06.53 Marx livre à Engels un long commentaire sur un livre récent de H-C Carey (qu'il cite dans son article sur la Duchesse de Sutherland) et sur le fait que la bourgeoisie américaine dont le *New York Tribune* est l'expression est fondamentalement protectionniste⁴.
L'article se termine par un commentaire sur son article sur « La domination, britannique aux Indes », paru dans le *New York Tribune* du 25 juin 1853.
Marx commente : « Le *Tribune* chante naturellement à pleine gorge les louanges du livre de Carey. C'est qu'en effet tous deux ont ceci en commun, sous couleur d'anti-industrialisme sismondo-philanthropico-socialiste, ils représentent la bourgeoisie industrielle d'Amérique. C'est également le secret qui explique que le *Tribune* puisse être, malgré tous ses « ismes » et sa phraséologie socialiste, le leader de la presse aux États-Unis⁵. ».
- 04.06.53 Anecdote sur l'accusation mensongère de Willich selon laquelle Marx aurait reçu de l'argent au Comité de soutien aux réfugiés⁶.
Marx presse Adolf Cluss de riposter fermement aux déclarations calomnieuses de Willich : « ne te gêne surtout pas pour entrer quelque peu dans les détails de la vie privée.. ». Il l'invite par ailleurs à collaborer aux journaux de leurs adversaires, rien que pour les embêter : « En ce qui concerne vos rapports avec la *Reform*, je vous conseille, outre de l'habileté, une modération extrême. (...) ce n'est pas un service que nous rendons à nos adversaires quand nous écrivons pour eux. Tout au, contraire*. Nous ne pouvons pas leur jouer de tour plus pendable⁷... ».
- 29.06.53 Marx reçoit la visite de sa sœur Louise et de son époux Jaan Carel Juta qui partent pour le Cap de Bonne Espérance y tenir un commerce de gros.

08.07.53 Lettre inquiète de Marx à l'adresse d'Engels à qui il reproche de ne pas donner signe de vie : « je ne sais pas si tu es malade, fâché, ou surchargé de travail ou quoi encore, vu que tu ne donnes pas signe de vie. ». Il ajoute une nouvelle plainte sur son état de misère : « en tout cas, je suis désormais habitué à cette mouise et aux conditions de vie qu'elle entraîne⁸. ».

¹ C3, p. 380. La question est contemporaine de la rédaction par Marx de son premier article pour le *New York Tribune* sur « La domination britannique aux Indes » (25 juin 1853).

² C3, p. 384.

³ C3, p. 386.

⁴ Henri-Charles Carey, *Le commerce des esclaves, chez nous et à l'étranger : pourquoi il existe et comment il peut être aboli*.

⁵ C3, p. 391.

⁶ Le détail de l'affaire est fourni par la lettre de Cluss à Weydemeyer du 28 juin 1853. (C3, p. 395).

⁷ C3, pp. 397-398.

⁸ C4, p. 3.

- 09.07.53 Réponse d'Engels qui décrit son embarras d'avoir dû recevoir en pleine nuit Abraham Jacobi, l'un des acquittés du procès de Cologne, muni d'une recommandation de Marx. Son père, précise-t-il, est actuellement à Manchester et il lui est impossible de soustraire quelque argent de la caisse pour répondre aux besoins de Marx, à qui il demande de patienter.
- 18.07.53 Marx reste en contact avec Lassalle pour la diffusion en Allemagne des *Révélations* : « Lassalle est le seul qui ose encore correspondre avec Londres et c'est pourquoi il faut se garder de l'en dégoûter¹. » Une lettre de Dana lui confirme que ses articles sont très prisés par la direction du *New York Tribune* et par ses lecteurs.
- Fin juillet Engels se rend à Londres pour y rencontrer sa mère. Il y restera jusqu'au début du mois d'août.

- 18.08.53 Lettre à Engels. C'est toujours la misère chez les Marx qui doivent venir en aide à Pieper, atteint par les évolutions de la syphilis et que Marx devra bientôt faire hospitaliser : « Il faut aider Pieper qui est devenu loqueteux (...) Il n'est plus présentable. ». Les créanciers font le siège de la famille : « ces chiens assaillent notre maison. (...) ». Marx demande à Engels de lui fournir de la matière (« un ou deux articles quelconques ») pour le *New York Tribune* : « je perds les $\frac{3}{4}$ de mon temps à courir après les *pence*². ».
- 30.08.53 Déclaration de Marx à la rédaction du *Morning Advertiser* à propos d'une polémique concernant Bakounine et George Sand³. Il rappelle son soutien à Bakounine accusé d'être un agent du tsar : « Dans son édition du 15 février 1849, la *Neue Rheinische Zeitung* publia un éditorial consacré à la brochure de Bakounine *Appel aux Slaves* qui commençait par ces mots : « *Bakounine est notre ami*. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à une critique sévère⁴ » (...) Dans mes lettres sur *Révolution et contre-révolution en Allemagne* adressées au *New York Daily Tribune*⁵, je fus, que je sache, le premier auteur allemand à avoir rendu à Bakounine l'hommage qui lui est dû pour la part qu'il a prise à notre mouvement et particulièrement au soulèvement de Dresde et avoir conjointement fait le procès de la presse et du peuple allemands pour la lâcheté extrême avec laquelle ils le livrèrent à ses ennemis qui étaient en même temps les leurs⁶. ».

- septembre La perspective de la guerre de Crimée éloigne Marx de son intention de reprendre ses études économiques abandonnées depuis avril. Il accumule les notes sur la question de cette guerre.
- 03.09.53 Marx à Engels : « je suis dans une merde indescriptible qui me prend tout mon temps et toute mon énergie ». Et de lui expliquer comment un certain Spielmann auprès de qui il espérait valoiriser une traite gagée sur les rémunérations du Il revient par ailleurs sur l'affaire Bakounine dont il détaille les éléments en insistant sur le rôle médisant d'Arnold Ruge². Il soumet à Engels une nouvelle mise au point³, lui demandant d'en surveiller le style.

¹ C4, p. 6.

² C4, p. 8.

³ Le texte paraîtra dans l'édition du 2 septembre 1853. Pour rappel : le 3 juillet 1848, la *Nouvelle Gazette rhénane* avait commis l'imprudence de publier un entrefilet calomnieux dénonçant Bakounine comme un agent du tsar, une rumeur qui avait été diffusée à Paris par l'ambassade russe. Bakounine avait réagi dès le 16 juillet 48, de même que George Sand qui, impliquée dans l'affaire, avait adressé le 20 juillet 48 un démenti formel à Marx (*George Sand, Correspondance*, tome VIII, Editions de Georges Lubin, Editions Garnier Frères, Paris 1971, pp. 546-547). Le journal avait aussitôt publié, dès le 3 août 1848, la déclaration de G. Sand. Marx reviendra sur la question dans sa lettre à F. Lassalle du 3 mars 1860. (C6, pp. 109-110). Pour sa part, Bakounine évoque l'affaire dans le texte intitulé « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives N° 2 » que publie, aux pages 121-130, le tome de ses *Œuvres complètes, Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872, Deuxième partie*, aux Editions Champ libre, Paris 1963 (avec une introduction et des annotations d'Arthur Lehning).

⁴ Une critique formulée par Engels dans son article paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* des 15 et 16 février 1849 sous le titre « Le panslavisme démocratique ». (Cf. notre fascicule 14, aux pages PsH 10-17)

⁵ Et rédigées, on s'en souvient, par Engels.

⁶ C4, p. 12.

New York Tribune a perdu le document : « comme je n'ai d'autre ressource que ce que me rapporte le *Tribune*, tu comprends dans quelle situation je me trouve (...)»¹. »

- 07.09.53 Une anecdote, mais elle est significative d'un certain vécu quotidien: Marx et son vieil ami Wilhelm Wolff, dit Lupus, se disputent violemment pour une grammaire espagnole que Lupus entend récupérer avant son départ pour Manchester et qu'il accuse Marx d'avoir vendue « pour se faire du fric ». Les deux hommes en viennent aux insultes⁴. Ainsi donc, outre la misère vécue au quotidien, Marx doit-il subir une détérioration de ses relations amicales déjà devenues si rares⁵.
- 09.09.53 Jenny à Engels, à propos toujours de cette grammaire... : « Vous devez sans doute trouver drôle que nous fassions tant d'histoires pour cette affaire idiote : il faut avoir vu tout cela de près pour comprendre ; la muflerie du ton, la goujaterie du comportement, tous ces hurlements, tous ces débordements et cet esclandre devant moi et en présence des enfants⁶. ».
- 15.09.53 Marx à Adolf Cluss : évoquant le venue d'une prochaine crise⁷, il lui parle de son désir de se mettre à rédiger son *Économie* : « J'espérais toujours parvenir (...) à avancer suffisamment pour pouvoir me retirer deux ou trois mois dans la solitude et rédiger mon *Economie*. Il semble bien que je n'y arriverai pas. Tartiner toujours du papier dans le journal m'ennuie. Ça me prend beaucoup de temps, je m'éparpille et en fin de compte ça n'est pas grand-chose. On a beau être aussi indépendant que l'on veut, on n'en est pas moins lié au journal et à son public, surtout quand on est payé comptant comme moi. Des travaux purement scientifiques, c'est tout à fait autre chose (...)»⁸. ».
- 17.09.53 Marx sollicite à nouveau Engels pour qu'il lui adresse des articles : « Pour la quinzaine qui commence aujourd'hui, il faut absolument que je te mette à contribution. ».
- Réponse d'Engels, le 19 septembre : « Lupus campe momentanément chez moi et je n'aimerais pas beaucoup qu'il se rende compte comment se font parfois les articles pour le *Tribune*, après l'attitude déplacée qu'il a eue envers toi à Londres⁹. ».
- Engels ne tardera pas à fournir de la copie sur les aspects militaires du conflit en Crimée¹⁰.

octobre Le début de la guerre de Crimée¹¹ mobilise l'énergie de Marx (et surtout d'Engels, qui est fréquemment sollicité par son ami pour fournir de la copie) pour envoyer au *New York Tribune* des articles

¹ C4, p. 13.

² Dès le 31 août, celui-ci avait fait paraître dans le *Morning advertiser* un article accusant Marx d'avoir diffusé sciemment des informations fausses sur Bakounine.

³ Laquelle paraîtra dans le *People's Paper* d'Ernest Jones du 10 septembre 53, l'*Advertiser* ayant refusé de la publier.

⁴ C4, pp. 21. Marx décrit la scène dans sa lettre à Engels.

⁵ La querelle de septembre 53 ne prendra fin que vers le 25 janvier 54 (C4, p. 76). Un signe toutefois de l'amitié ancienne entre Marx et Wilhelm Wolff : c'est à lui qu'il dédicacera le Livre premier du *Capital* (après avoir reçu, il est vrai, l'héritage de son ami, mort en 1864 à Manchester).

⁶ C4, p. 23.

⁷ « Je pense qu'au printemps va commencer la récession commerciale, comme en 1847. » (C4, p. 26).

⁸ C4, p. 26.

⁹ C4, p. 29.

¹⁰ Marx à Engels, à ce sujet, le 30 septembre 53 : « S'il y a le moindre évènement militaire, je compte sur des informations immédiates du ministère de la Guerre de Manchester... » (C4, pp. 35-36)

¹¹ La déclaration de guerre date du 4 octobre 53.

sur la question, cela d'autant plus que Marx veut en imposer à la concurrence rédactionnelle¹ qu'il rencontre sur ce sujet en Amérique.

- 08.10.53 Marx adresse à Engels une demande urgente d'argent. En cause, les incessantes difficultés qu'il rencontre à négocier les traites relatives à la rétribution de ses articles. Il ajoute une note de dépit à l'égard de certains de leurs camarades qui colportent des ragots injurieux à son égard : « ces emmerdements et d'autres du même genre viennent pimenter les emmerdemements domestiques qui durent depuis des années, c'est un peu fort. ». Il ajoute : « J'ai l'intention de déclarer publiquement à la prochaine occasion que je ne suis lié à aucun parti. Je n'accepte plus dorénavant de me laisser injurier par n'importe quel âne, membre du parti, sous couvert du parti². ».
- 12.10.53 Marx sollicite à nouveau Engels pour qu'il fournisse un article pour le *Tribune*. Il suggère un papier sur la situation en France où, c'est sûr, « la catastrophe va éclater³ ».
- mi-
octobre Marx répond à Cluss qui lui demande de l'aide pour son journal. Il évoque les quelques-uns de ses proches qui sont susceptibles de collaborer. A propos d'Engels, il écrit : « Engels est vraiment surchargé de travail ; mais comme c'est une véritable encyclopédie, qu'il est capable de se mettre au travail à toute heure du jour et de la nuit, qu'il soit saoul ou à jeun, qu'il a la plume et l'esprit alertes en diable, on peut malgré tout espérer tirer quelque chose de lui⁴ ... ».
- 22.10.53 Marx publie dans le *People's Paper* un article sur Palmerston, le premier d'une série de six qui sera éditée en brochure en décembre (avec une seconde édition au début 1854)⁵. Les articles seront publiés conjointement par le *New York Tribune* dans ses éditions d'octobre 53 à janvier 54 (notamment sous forme d'éditoriaux non signés⁶).

- 02.11.53 A Engels : « Que devient le pro-lé-ta-riat industriel ? ». La question intervient sans transition au terme d'une lettre où Marx commente longuement les péripéties de la guerre de Crimée et les manœuvres de la diplomatie anglaise sous la direction de Palmerston, des questions assurément liées à sa pratique journalistique, mais quelque peu étrangères à la lutte des classes⁷.

Notons cette observation : « Je suis content que le hasard m'ait amené à me pencher sur la politique extérieure – la diplomatie – au cours de ces 20 dernières années. Nous avons trop négligé cet aspect des choses ; et il faut savoir à qui l'on a affaire. Toute la diplomatie, c'est la repro-

¹ Et notamment celle du panslaviste Adam Gurowski, comte polonais de son état, qui va contribuer à la ligne russophile du *New York Tribune* dans le cadre de ce conflit.

² Notamment l'accusation du frère de Roland Daniels selon qui Marx aurait été à l'origine de l'arrestation de ce dernier. (C4, pp. 38-39).

³ C4, p. 41.

⁴ C4, p. 45.

⁵ La brochure connaîtra en effet un véritable succès. Marx à Engels, le 10 janvier 1854 : « La première édition du Palmerston – 50.000 exemplaires – est épuisée ». (C4, p. 72).

⁶ Marx à Engels, le 14 décembre 53, à propos de ces articles : « Le *Tribune* fait bien sûr beaucoup de tapage autour de tes articles dont le *poor* Dana passe sans doute pour être l'auteur. Comme il a annexé en même temps mon Palmerston, depuis 8 semaines, Marx-Engels se trouve être la véritable « rédaction » du Comité de rédaction du *Tribune* ». (C4, p. 67).

⁷ A laquelle Marx n'est assurément pas inattentif comme en témoignent ses articles des 17 et 21 octobre 53 sur les grandes grèves ouvrières du Lancashire en octobre 1853.

duction en grand de Stieber, Bangya et Cie¹. ».

- 06.11.53 Marx évoque la parution en Amérique du pamphlet de Willich (« la fusée incendiaire », dit-il) intitulé « Le Dr Karl Marx et ses révélations », et qu'il ne sera en mesure de découvrir que fin novembre².
- 23.11.53 Marx reçoit d'Engels la lettre destinée à s'intégrer dans la réplique au pamphlet de Willich qu'il fera paraître sous le titre « Le chevalier à la noble conscience⁴ ».
- 02.12.53 Marx relate pour Engels le chahut dont a été l'objet George Julian Harney, honni comme un traître par les participants chartistes au banquet polonais du 29 novembre 53 à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 1830-1831. Jenny participait à cette soirée.
- 12.12.53 Véritable crise de mauvaise humeur de Marx⁶ en raison de la soi-disant complaisance d'Engels à l'égard de Lupus qui est à Manchester.
- 14.12.53 Marx suggère à Engels de s'établir à Londres comme journaliste : la demande actuelle de spécialistes militaires est forte...
- Fin déc. Engels séjourne à Londres. Il sera de retour à Manchester dès le 1^{er} janvier 1854. Jenny Marx témoigne : « La Noël 1853 fut la première fête que nous passâmes à Londres dans la joie¹¹. ».
- « L'ennui, observe-t-il à l'adresse d'Engels, c'est que tous ces types vont colporter leur prose à travers toute l'Allemagne pendant que mon pamphlet dort tranquillement à Manchester et à Londres³. ».
- Il se mettra aussitôt au travail. Le texte ne paraîtra toutefois qu'en janvier 1854, non pas dans la *New-Yorker Criminal-Zeitung* qui refusera de poursuivre la polémique⁵, mais sous forme de brochure à l'initiative de J. Weydemeyer et d'A. Cluss.
- Il s'en excusera dès le 14 : « Tu es habitué à un peu de jalousie de ma part et *au fond* la seule chose qui me contrarie, c'est que nous ne puissions pas être réunis, travailler et rire ensemble, tandis que tes « protégés⁷ » profitent tranquillement de ta présence.⁸ ».
- L'invitation de son beau-frère J-C Juta de collaborer au *Zuid Afrikaan*, un journal du Cap, l'entraîne même jusqu'à regretter qu'Engels et lui ne se soient pas établis à Londres comme correspondants de presse : « Si nous nous étions occupés tous les deux, toi et moi, en temps voulu à Londres, de nous établir comme correspondants de presse en anglais, tu ne connaîtrais pas à Manchester les affaires du comptoir ni moi celle des dettes », lui écrit-il⁹. Nul doute que le succès de leurs articles aux Etats-Unis¹⁰ se trouve à la source de cet emballement.

¹ C4, p. 48.

² Il adressera à Engels, le 21 novembre 53, « le sinistre papier de Willich », réclamant de son ami et de Dronke qu'ils lui adressent sans tarder leurs commentaires : « je les reprendrai sous cette forme dans ma réponse d'ensemble (...) il importe que nous ripostions du tac au tac. » (C4, p. 54).

³ C4, p. 50. Marx fait ici référence à ses « Révélations sur le procès des communistes à Cologne. ».

⁴ Nous renvoyons au chapitre 4.5. de notre fascicule 20 (Note sur le *Chevalier de la noble conscience*) qui reproduit de larges extraits de cette lettre.

⁵ Une déclaration signée en commun par J. Weydemeyer, A. Cluss et A. Jacobi avait déjà paru le 25 novembre 53 dans ce journal qui avait alors décidé de clore la polémique.

⁶ Dans sa lettre du 2 décembre 53, il s'était déjà irrité de ce qu'Engels venant à Londres n'avait pas logé chez lui : « Le fait que tu viennes ici pour loger de nouveau essentiellement chez les philistins ne me plaît pas du tout », lui écrivait-il (C4, p. 61).

⁷ L'un des protégés est en l'occurrence Wilhelm Wolff, dit Lupus, qu'Engels a recueilli à Manchester et avec qui Marx, on s'en souvient, s'est fâché pour une dérisoire affaire de grammaire espagnole empruntée et non rendue.

⁸ C4, p. 66.

⁹ C4, p. 68.

¹⁰ « Depuis 8 semaines Marx-Engels se trouve être la véritable « rédaction », l'éditorial staff du *Tribune*. » (C4, p. 67).

¹¹ « Brève esquisse d'une vie mouvementée », op.cit., p. 244.

Karl Marx et Friedrich Engels

Tranches de vie : l'année 1854

- 01.01.54 Marx a reçu de Dana une lettre datée du 16 décembre lui annonçant que l'article « The War on the Danube » (rédigé par Engels) a été publié comme éditorial¹.
- 05.01.54 La famille est grippée. A Engels : « Musch et moi sommes encore bien mal en point. ».
- 10.01.54 L'éditeur Tucker envisage de publier une deuxième édition augmentée du pamphlet de Marx sur Palmerston³. La première s'est vendue à 50.000 exemplaires, un succès de librairie exceptionnel.
- 18.01.54 Marx et Engels échangent leurs commentaires sur la poursuite du conflit entre la Turquie et la Russie. Après la défaite turque de Sinope en novembre 53 et la mise en place, en décembre 53, du protocole de Vienne à l'initiative notamment de l'Angleterre, de la France et de la Prusse, on se dirige vers l'entrée en guerre de l'Angleterre et de la France contre la Russie⁴.
- 25.01.54 Marx a reçu de Dana la proposition d'écrire des articles sur l'histoire de la philosophie allemande « de Kant à nos jours », avec cette double condition que ce soit amusant et que l'on ne heurte pas les sentiments religieux des lecteurs. Il sollicite l'avis d'Engels : « Solo, je ne me lance pas dans un tel travail⁶. ».
- Marx souligne la qualité des articles militaires d'Engels. Selon Dana, lui dit-il, le bruit court en Amérique qu'ils ont pour auteur le général Winfried Scott lui-même, qui a été le commandant en chef de l'armée des Etats-Unis de 1841 à 1861².
- Marx se plaint du retard de Weydemeyer à publier « Le chevalier à la noble conscience » : « Tout le sel de l'affaire était la promptitude de la riposte. 6 semaines après, la chose devient stupide⁵. ». En vérité, la brochure ne tardera pas à paraître à New-York vers la mi-janvier 54. Marx en recevra une centaine d'exemplaires au début de février.
- Pour l'anecdote, Marx s'est (enfin) raccommodé avec Lupus⁷.

- 09.02.54 Marx informe Engels de sa rencontre avec David Urquhart dont il évoque la personnalité.

C'est, écrit-il, un complet monomane : « Il est sûrement persuadé qu'il sera un jour Premier ministre d'Angleterre. Quand les autres auront tout flanqué par terre, l'Angleterre viendra le chercher pour lui dire : Urquhart, Sauve-nous ! Et il la sauvera ! Au cours de la conversation – et particulièrement quand on le contredit, il se met dans des états d'autant plus comiques pour moi que je connais toutes ses tirades et citations par cœur. C'est ce qui me rendait ces réactions quelque peu suspectes et me faisait plutôt l'effet d'un numéro d'acteur⁸. ».

¹ MECW, t. 12, pp. 516-522.

² Un personnage à propos duquel Marx aura des mots très durs : « un chien et un imposteur », écrit-il dans sa lettre à Engels du 2 décembre 54. Marx commente dans cette correspondance le livre de R.S. Ripley sur la guerre des Etats-Unis avec le Mexique de 1846 à 1848. (C4, p. 180).

³ La brochure reproduisait un article de Marx paru le 4 novembre 1853 dans le *New-York Tribune* sous le titre « Palmerston and Russia ». La seconde édition (révisée et augmentée) paraîtra en février sous le titre « Palmerston and Poland ».

⁴ La France et l'Angleterre déclareront la guerre à la Russie le 27 mars 1854.

⁵ C4, p. 75. Le texte est daté du 28 novembre 1853.

⁶ C4, pp. 78-79.

⁷ On se souvient de cette vive querelle pour la perte d'une grammaire. A sa mort, le 9 mai 1864, Wilhelm Wolf légua sa fortune à Marx. Le premier livre du *Capital* lui sera dédié.

⁸ C4, p. 79. L'hostilité d'Urquhart envers la Russie était le seul point commun que Marx pût partager avec lui. Entre autres opinions droitières, le personnage détestait en effet la gauche chartiste qu'il accusait d'affaiblir

- 06.03.54 Ouverture à Manchester de la première session du Parlement ouvrier. Invité d'honneur, Marx fera parvenir une adresse qui paraîtra dans l'édition du 18 mars 1854 du *People's Paper*.
- 09.03.54 Toujours la gêne financière. A Engels : « La perspective de passer le printemps et l'été qui viennent dans les mêmes tracasseries financières chroniques que les précédentes m'écœure ; les recettes du *Tribune* ne me permettent pas en effet, à elles seules, de liquider mon passif. De ne jamais voir le terme de cette dèche, il me prend de temps en temps des accès de fureur¹. ».
- 23.03.54 Engels commente longuement une lettre de Ferdinand Lassalle à Marx sur les aspects stratégiques et diplomatiques du conflit entre la Turquie et la Russie⁴. On se trouve à la veille de l'entrée en guerre, le 27 mars, de l'Angleterre et de la France.
- 30.03.54 Le contexte de la guerre de Crimée conduit Engels à proposer ses services au *Daily News* de Londres comme correspondant sur les affaires militaires.

Il se présente : « j'ai fait mes classes dans l'artillerie prussienne qui, même si elle n'est pas ce qu'elle pourrait être, a néanmoins formé les hommes qui ont fait « de l'artillerie turque une des meilleures d'Europe », pour citer notre ami Nicolas. Plus tard j'ai eu l'occasion de prendre contact avec le service actif pendant la guerre d'insurrection en Allemagne du Sud, en 1849. Pendant de nombreuses années, l'étude des sciences militaires dans toutes leurs branches a été une de mes occupations principales, et le succès que connurent les articles sur la campagne de Hongrie que j'ai publiés à l'époque dans la presse allemande me confirme dans la conviction que je n'ai pas étudié en vain. La plupart des langues européennes, y compris le russe, le serbe et un peu le roumain, me sont peu ou prou familières. Cela me donne accès aux meilleures sources d'information et pourrait peut-être vous être utile d'un autre point de vue (...)»⁵. ».

Il poursuit en détaillant avec soin l'offre rédactionnelle qu'il propose.

Engels envisage à cette date de quitter l'entreprise de son père et de s'établir à Londres comme correspondant de presse. A Marx, le 03.04.54 : « Si tout va bien, je plante là le commerce cet été, quand mon vieux va venir, et je pars pour Londres⁶. ».

L'affaire tombera à l'eau lorsque les responsables du journal apprendront qui est Engels⁷.

l'Occident. Le 02.11.53, Marx confie à Engels : « Aussi curieux que cela puisse te paraître, à force de suivre pas à pas le noble (Palmerston) sans le lâcher d'une semelle au long des 20 années de sa carrière, je suis arrivé à la même conclusion que (ce maniaque) Urquhart : depuis plusieurs décennies, Palmerston est vendu à la Russie. (C4, p. 48). On comprend que l'éditeur E. Tucker, un ami d'Urquhart, se soit appliqué à faire de la brochure de Marx sur Palmerston un véritable succès de librairie (le seul en vérité que Marx ait jamais connu).

¹ C4, p. 81.

² Ce parlement avait été constitué lors d'un meeting chartiste le 20.11.53. La première séance eut lieu du 06 au 18.03.54 à Manchester mais les trade-unions refusèrent leur soutien en raison de leur opposition à l'action politique.

³ C4, p. 82. Nous renvoyons pour ce texte au chapitre 4.5 du présent fascicule. Datée du 9 mars 54, la lettre de Marx au parlement ouvrier paraîtra dans l'édition du 18 mars 54 du *People's Paper*.

⁴ La longue lettre de Lassalle, datée du 7 mars 1854, se trouve aux pages 108-115 de la *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, par Sonia Dayan-Herzbrun, aux éditions PUF, Paris 1977.

⁵ C4, pp. 91-93.

⁶ C4, p. 96.

⁷ Engels soupçonnera Wilhelm Pieper d'en être responsable, par ses indiscretions. Il confie à Marx, le 20 avril 1854 : « L'affaire avec le *Daily News* est foutue et j'ai quelques raisons de supposer que l'indiscrétion de Monsieur Pieper m'a joué là un tour que je ne suis pas près de lui pardonner » (C4, p. 104). Marx sera loin de partager cette opinion, y voyant plutôt la malveillance soit d'un personnage comme Karl Blind, soit « de la bande à Herzen, Worcell et Golovine, la fripouille ». (C4, p.107). Engels ajoute, avec amertume : « Cette histoire m'a bougrement gâté l'humeur ; elle prouve que si, de nous deux, chacun peut se reposer sur l'autre, nous ne pouvons compter sur personne dans toute la bande. ». (C4, p. 105).

- 06.04.54 Marx s'entretient de l'actualité internationale avec Ferdinand Lassalle qui a pris l'initiative de lui écrire le 7 mars dernier. Le propos porte sur le détail du conflit de Crimée ainsi que sur la diplomatie et la personnalité de Palmerston¹.
- 21.04.54 Engels à Marx : les affaires militaires l'ont détourné de ses obligations professionnelles. J'ai fait quantité de bourdes, avoue-t-il, et il me faut rattraper tout cela avant l'arrivée de mon paternel dans trois mois : « j'ai tellement négligé ses intérêts qu'il va pousser de hauts cris, surtout que, sur le plan financier, il y a de quoi² ».
- 22.04.54 Vu la pratique de plus en plus fréquente de la rédaction du *New York Tribune* de se servir de ses articles comme éditoriaux, non signés par lui bien sûr, Marx envisage de réclamer une augmentation de ses honoraires : « Je ferai notamment référence aux frais qu'entraînent les écrits militaires. (...) Il faut que ces bougres paient au moins trois Livres Sterling par article. (...) Avec 3 Livres je serais enfin tiré de cette sale dèche³. ».

01.05.54 Engels à Marx : « les bourgeois d'ici ont découvert que Mary et moi faisons vie commune⁴. ».

03.05.54 Marx à Engels : Je fais de l'espagnol⁵.

Cet intérêt pour l'espagnol advient dans le cadre des événements politiques qui ont éclaté en février 1854 à Saragosse et de la grève ouvrière de Barcelone en mars 54 : on se trouve au début de la crise qui fera l'objet d'une longue série d'articles de Marx et d'Engels dans le *New York Tribune*⁶.

06.05.54 Marx informe Engels de la mort tragique, dans un incendie, de l'officier polonais Ludwik Miskowsky qui avait été le témoin de Conrad Schramm lors de son duel avec Willich à Ostende.

« Le pauvre diable se trouvait depuis longtemps déjà dans la misère la plus noire (...) ; il a dégringolé (...) jusqu'à devenir un prolétaire en haillons de Whitechapel auquel nous faisons parvenir de temps en temps quelque maigre secours (...). Il y a quelques jours, *le pauvre diable a brûlé vif* ainsi que 6 autres réfugiés dans la baraque de bois qu'ils partageaient à Whitechapel⁷. »

13.05.54 Jenny prend en charge la correspondance avec Engels en raison du mauvais état de santé de son époux atteint, dit-elle, de violentes douleurs d'origine rhumatismale aux dents, aux oreilles et au visage.

Marx à Engels, le 22 mai : « Comble de poisse, les 3 enfants ont la rougeole depuis vendredi, si bien que la maison est devenue une véritable hôpital. ». Et de réclamer à son ami qu'il lui adresse sans tarder de la copie pour *le New York Tribune* : « tous ces emm... m'ont déjà fait per-

¹ C4, pp. 99-102. Marx exploite évidemment les commentaires d'Engels du 23 mars dernier sur le propos de Lassalle.

² C4, p. 107.

³ C4, p. 109.

⁴ C4, p. 113. Les biographes anglais d'Engels (Roy Whitfield et Tristram Hunt) insistent sur la « double vie » qui est la sienne à Manchester, se partageant entre deux domiciles, l'un pour y rencontrer les partenaires commerciaux de la firme Ermen & Engels, l'autre pour y vivre avec sa compagne Mary Burns (et sa sœur Elisabeth). Whitfield compte trois adresses officielles (Great Ducie St, Thorncliffe Grove et Dover Street) ainsi que sept adresses privées.

⁵ C4, p. 118.

⁶ Nous renvoyons sur le sujet aux chapitres du 7^e cahier du présent fascicule.

⁷ C4, p. 120.

dre 6 £, ce qui est bien dur à avaler¹. ».

- 23.05.54 Jenny à Engels. Elle accuse réception de l'argent envoyé par Engels. Le propos est pittoresque : « Karl a explosé de joie, *écrit-elle*, en entendant le double toc toc providentiel du facteur : voilà Frederik, 2 £, sauvés !, s'est-il écrié². ».
- Elle ajoute : Il n'est absolument pas question pour lui d'écrire. (...) Faites l'impossible, écrivez de nouveau un article pour vendredi. Sur n'importe quoi, dit Karl. Cela m'ennuie beaucoup d'être obligée de vous presser ainsi, mais, si vous pouvez, ne manquez pas d'envoyer quelque chose. ».
-
- 01.06.54 Marx à Lassalle. Il lui annonce que ses articles sur Palmerston ont été édités sous forme de brochure, mais dans une collection dont il entend se distancier parce qu'elle accueille également des écrits de Urquhart avec lequel il ne souhaite pas être associé : « C'est un réactionnaire romantique, un Turc qui aimerait ramener l'Occident tout entier à l'aune et aux structures turques³. ».
- 10.06.54 Engels envisage de rédiger toute une étude historique sur les guerres révolutionnaires de 1848 en Hongrie et en Italie : « j'écris le livre cet hiver quoi qu'il arrive⁴. ».
- 21.06.54 Marx à Engels : « Je suis dans la poisse jusqu'au cou ». Le médecin soignant de la famille, le Dr Freund, lui a en effet remis une note de 26 £ et il a dû s'engager à lui verser 8 £ dès la fin de ce mois, puis le reste par mensualités. « Mais que pouvais-je faire ? Avec n'importe quel autre médecin respectable, je serais obligé de payer les visites sur le champ. Me voilà par conséquent dans le pétrin. ». Il termine sur ce propos : « Je t'assure que ces dernières petites misères ont fait de moi un bien triste cabot. *Beatus ille* (Heureux celui) qui n'a pas de famille⁵. ».
- Jenny, qui sort de maladie, Lenchen et les enfants se préparent à partir à la campagne, à Edmonton, dans la villa que leur prête Sebastian Seiler.
-
- 08.07.54 Jenny rejoint sa famille à Trèves pour quelques semaines⁶. Elle entreprendra des démarches, mais en vain, auprès de sa belle-mère pour obtenir une aide financière.
- 22.07.54 Marx à Engels : le voyage de Jenny à Trèves a coûté 8 livres « car elle ne pouvait y aller en haillons⁷ ».
- Il ajoute une longue note militaire sur les mouvements de troupes entre Russes et Turcs.
- 27.07.54 Marx commente longuement la lecture qu'il vient de faire de l'ouvrage d'Augustin Thierry⁸ sur *l'Histoire de la formation et du progrès du tiers Etat*⁹.
-

¹ C4, p. 126.

² C4, p. 127.

³ C4, p. 129. Pour rappel : la série sur Palmerston a été publiée par l'éditeur londonien Tucker dans une collection intitulée « Pamphlets politiques ». Une deuxième édition de l'écrit de Marx avait paru au début de cette année 1854.

⁴ C4, p. 134. Son projet n'aboutira pas.

⁵ C4, p. 140.

⁶ Elle sera de retour à Londres le 23 août.

⁷ C4, p. 143.

⁸ « Le père, *écrit-il*, de la « lutte des classes » dans l'historiographie française » (C4, p. 148).

⁹ Pour le détail de ce commentaire et sur l'ouvrage même d'A. Thierry, nous renvoyons au chapitre 1.1. (Une notion libérale ?) de notre fascicule 16 consacré à *Les luttes de classes en France*.

08.08.54 Nouvelle demande d'argent à Engels : « Si jamais il t'est possible de dénicher quelque argent pour moi, je t'en prie instamment. Les 11 Livres de dépenses extraordinaires que j'ai faites depuis 6 semaines m'ont plongé dans le plus grand dénuement. En outre, pendant tout ce temps, et sans doute encore pour 2-3 semaines, Pieper, sans sou, logeant et vivant chez moi. C'est dur¹. ».

26.08.54 Jenny est rentrée de Trèves « en bonne santé ».

02.09.54 Marx à Engels : « Ma femme - ce que j'avais déjà quelque raison de redouter avant son départ - se trouve dans une position très intéressante² ».

Enceinte d'Eleanor, Jenny vit sa sixième grossesse³.

Marx est à l'étude de l'histoire sociale et politique de l'Espagne en relation avec les conséquences de l'insurrection militaire du 28 juin 1854 à Madrid. D'août à décembre 1854, il fera paraître dans le *New York Tribune* plusieurs articles sur la situation dans le pays⁴.

13.09.54 Nouvelle demande d'argent : « Il faut encore que je vienne frapper à ta porte, quoique j'aie vraiment cela en horreur, mais la pression des événements extérieurs m'y contraint. ». Circonstances aggravantes : le choléra sévit en ce moment à Soho et, souligne Marx, « c'est avec des « vivres » qu'on résiste le mieux à cette saloperie⁵. ».

29.09.54 Une mauvaise nouvelle : suite à la protestation de Marx sur l'emploi de ses articles comme éditoriaux, le *Tribune* propose de réduire sa participation à ces seuls éditoriaux pour lesquels la rétribution n'est que de moitié.

Marx fera la sourde oreille et poursuivra l'envoi de ses articles sur l'Espagne révolutionnaire au rythme de deux contributions par semaine.

26.10.54 « En étudiant le merdier espagnol, je suis tombé sur le digne Chateaubriand⁶ : ce styliste prétentieux, qui allie de la façon la plus écœurante le scepticisme et le voltairianisme distingués du XVIIIe siècle au sentimentalisme et au romantisme également distingués du XIXe siècle. Cette conjonction ne pouvait naturellement manquer de faire date en France sur le plan du style, bien que même dans le style, le côté faux, en dépit des prouesses d'artiste, saute aux yeux à maintes reprises⁷. ».

¹ C4, p. 152.

² C4, p. 154.

³ Jenny (née en 1844), Laura (née en 1845), Edgard, (né en 1847), Guido, (né en 1849), Franziska (née en 1851).

⁴ La série de ces articles intitulée « L'Espagne révolutionnaire » se trouve réunie aux pages 829-933 du volume IV des *Œuvres*, aux éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade. Paris 1994.

⁵ C4, pp. 156-157.

⁶ L'ouvrage de Chateaubriand date de 1828 sous le titre « Le Congrès de Vérone ».

⁷ C4, p. 168.

- 10.11.54 Le docteur Freund multiplie les lettres de rappel pour ses honoraires.
- 30.11.54 Marx est de nouveau pressé par les honoraires dus à son médecin : « Je reçois du digne Dr Freund un 3e rappel pressant. Il me semble qu'il est disposé à des démarches extrêmes, ce bon ami. (...) Le pire c'est que j'aurai bientôt besoin de lui.¹ ».

- 02.12.54 Marx a reçu de Ferdinand Lassalle la proposition de travailler pour un journal de Breslau : la *Neue Oder-Zeitung*². Il sollicite l'avis « bien pesé » d'Engels compte tenu de l'orientation plutôt libérale du journal. En vérité, il n'a guère le choix en raison de sa gêne financière³. Il y collaborera en ne manquant pas de se servir des articles d'Engels destinés au *New York Tribune*, notamment les comptes rendus militaires relatifs à la guerre de Crimée⁴. Sa collaboration durera jusqu'à la fin de 1855 (date à laquelle le journal cessera de paraître).
- 08.12.54 Marx propose à Engels d'écrire une brochure sur « Pangermanisme et panslavisme ». Ce projet n'aboutira pas.
- 20.12.54 Première lettre de Marx à Moritz Elsner de la *Neue Oder-Zeitung*. Rappelant son expérience à la direction de la *Neue Rhenische Zeitung*, il écrit : « Je connais donc les tourments que peut endurer la *Neue Oder-Zeitung* sous une nouvelle forme de censure, et ces difficultés, le combat clandestin contre les pouvoirs établis, m'incitent à travailler dans l'intérêt de ce journal⁵. ».

Engels séjourne à Londres du 22 décembre à la fin de ce mois.

¹ C4, p. 176. Marx multipliera les démarches pour étaler le paiement de cette dette qui s'élève en cette fin d'année 1854 à 17 livres. (C4, p. 178).

² Le journal venait d'être repris par un cousin de Lassalle du nom de Max Friedländer.

³ « Aussi déplaisante que soit la chose, je l'ai acceptée pour tranquilliser ma femme », confie-t-il à Engels (Lettre du 15 décembre 54, C4, p. 183). Ses rapports avec Moritz Elsner, son correspondant à Breslau, ne tarderont cependant pas à devenir très courtois. Aux critiques de certains, Marx opposera son avis selon lequel « La N.O-Z va jusqu'à la limite de ce qu'il est possible d'imprimer dans les conditions où se trouve actuellement la presse. Que voulez-vous de plus ? » (C4, p. 237). Marx fournira quelque 130 articles à la *Neue Oder-Zeitung* au cours de l'année 1855.

⁴ Son premier article sera précisément une rétrospective du conflit de Crimée.

⁵ C4, p. 184.

Karl Marx et Friedrich Engels

Tranches de vie : l'année 1855

- janvier Marx entreprend de collaborer à la *Neue Oder Zeitung*. Il y publiera une centaine d'articles au cours de cette année 1855¹. Ces contributions compenseront la réduction sensible de ses articles publiés par le *New-York Tribune*².
- 16.01.55 Jenny accouche d'Eleanor, son sixième enfant en 12 ans de mariage. Elle a 41 ans. Marx à Engels, le 17 janvier 55 : « Hier entre 6 et 7 heures du matin, ma femme a accouché d'un *bona fide traveller*³ malheureusement *of the sex*⁴ *par excellence*. Si c'était un rejeton mâle, ça pourrait encore aller⁵. ».
- 23.01.55 Marx répond à Lassalle qui, dans sa lettre du 7 janvier⁶, l'interrogeait sur les conséquences en Angleterre, quant aux prix et aux salaires ouvriers, de la suppression en 1846 des droits de douane (les *Corn Laws*) dans le commerce des blés : « Je te fournirai à la première occasion une récapitulation à partir de mes cahiers de notes où j'ai rassemblé toutes sortes d'indications statistiques émanant de différentes sources. ». Et d'ajouter un long développement technique sur la question⁷.
- 31.01.55 Marx adresse à Engels une très longue lettre lui exposant un historique détaillé de l'actualité parlementaire anglaise de décembre 1853 à la fin mai 1854.

- 02.02.55 Marx a été invité par Ernest Jones à assister en compagnie de Theodor Götz à une réunion de l'immigration londonienne en l'honneur de la révolution de 1848. Il en adresse un rapport sarcastique à Engels : « Götz et moi assistions gratis à cette farce en fumant énormément, mais sans sortir de notre rôle de spectateurs muets⁸. ».
- Il refusera bientôt une invitation de Jones⁹ à prendre la parole lors d'un prochain meeting international en commémoration de la révolution de février 48. A Engels, le 13 février 55 : « Il faut que je refuse l'invitation : 1. parce que des meetings de ce genre ne sont que du cirque, 2. parce qu'en ce moment, c'est s'exposer inutilement à des poursuites gouvernementales¹ et que Palmerston m'a à l'œil ; 3.

¹ On en trouve la liste dans la section « Newspaper Index » du site www.marxists.org.

² 46 articles au lieu de 80 en 1854 et de 74 en 1853.

³ « *un voyageur de bonne foi* », soit une personne qui, à cette époque, en Angleterre, pouvait se faire servir des boissons alcoolisées le dimanche en raison du fait qu'elle avait accompli un long voyage.

⁴ Du beau sexe.

⁵ C4, p. 190.

⁶ Le texte de cette lettre est disponible aux pages 124-127 de la *Correspondance Marx Lassalle 1848-1864*, aux Éditions PUF. Lassalle lui adressait dans ce courrier un prêt (ou un don) de 200 thalers « pour, écrivait-il, parer aux éventuels ennuis de ta situation ». Il entretenait Marx de l'étroite surveillance policière dont il faisait l'objet, allant jusque craindre que cette lettre, et le billet bancaire qu'elle contenait, ne fût interceptée. Dans sa réponse, Marx ne fera aucune allusion à ce billet. Il est vrai que Lassalle attendait une réponse de Marx dans la huitaine après quoi il annulait par précaution l'ordre de paiement.

⁷ En rappelant au passage la brochure de 1847 qui reproduisait son « Discours sur la question du libre échange ». Sur ce point nous renvoyons à notre fascicule 10.

⁸ C4, p. 206.

⁹ A l'égard de qui il se montre sévère : « Malgré toute l'énergie, la persévérance et l'activité qu'il faut bien lui reconnaître, Jones gâche tout par son goût de la publicité, sa recherche frénétique de prétextes à agitation et par son impatience à vouloir précipiter les choses. Quand il ne peut pas faire de la véritable agitation, il recherche un semblant d'agitation, improvise mouvements sur mouvements (et alors naturellement rien n'avance) et s'enferme périodiquement dans une exaltation trompeuse. Je l'ai mis en garde, mais en vain ». (C4, p. 207-208)

parce que jamais, où que ce soit, je ne veux figurer aux côtés de Herzen, car je ne suis pas d'avis que la vieille Europe doive être régénérée par le sang russe². ».

13.02.55 Marx relit ses cahiers de notes sur l'économie, au point de contracter une conjonctivite. A Engels, ce 13 février : « j'ai contracté cette affection en relisant mes propres cahiers sur l'économie, non pas tant pour me mettre à la rédaction que pour dominer du moins les matériaux rassemblés et les avoir *ready* pour pouvoir les exploiter³. ».

03.03.55 Marx à Engels : « Musch a une fièvre intestinale dangereuse dont on n'est pas encore venu à bout (ce qui est le plus grave)⁴. ».

Lui-même est en mauvaise santé et envisage de se rendre à Manchester pour y prendre un peu l'air⁵ : « En tous cas – une fois bien sûr que tout ira bien ici – il faut que je m'en aille d'ici pour quelque temps car le délabrement de ma santé me ramollit aussi la cervelle⁶. ».

08.03.55 Marx à Engels : Musch va mieux.

Une autre bonne nouvelle pour la famille Marx : Jenny hérite de son oncle Heinrich Georg von Westphalen⁷.

16.03.55 Marx, sombrement à Engels « Je ne crois pas que notre bon Musch sera plus fort que la maladie. Tu comprends l'effet que cette éventualité produit, ici, chez nous⁸. »

27.03.55

Un espoir pour Musch. : « Le docteur nous laisse les plus grands espoirs. (...) Je ne tiens plus debout à force de veiller Musch, car c'est moi qui lui sers de garde-malade⁹. ».

30.03.53 À propos de Musch : « La maladie a pris le caractère d'une gastro-entérite abdominale, mal héréditaire, dans ma famille, et même le médecin semble avoir perdu tout espoir. Depuis une semaine, l'ébranlement nerveux a rendu ma femme plus malade que jamais. Moi aussi, mon cœur saigne et ma tête est en feu, bien que je ne doive pas, bien sûr, me laisser aller. A aucun moment de sa maladie, l'originalité de l'enfant, sa douceur et son indépendance de caractère à la fois ne se sont démenties. Et toi, je ne saurais assez te remercier pour ton amitié qui te fait travailler à ma place et pour la sympathie que tu portes à l'enfant¹⁰. ».

¹ On se trouve à l'époque dans un contexte où le pouvoir anglais envisage de réactiver l'*Alien Bill*, à savoir la loi qui permet de procéder à l'expulsion des résidents étrangers.

² C4, p. 207.

³ C4, p. 206.

⁴ C4, p. 209.

⁵ Avant, précise-t-il, que ma femme ne reparte pour Trèves.

⁶ Il ajoute toutefois : « Je ne puis partir d'ici tant que le colonel Musch ne sera pas nettement rétabli. » (C4, p. 210).

⁷ Un héritage de l'ordre de 100 livres sterlings. (C4, p. 210) avec une affaire pendante, un fameux manuscrit du duc de Brunswick sur la guerre de 7 ans que le frère de Jenny, Ferdinand von Westphalen, souhaite léguer, semble-t-il, à l'Etat prussien.

⁸ C4, p. 212.

⁹ C4, p. 213.

¹⁰ C4, p. 214.

06.04.55 « Le pauvre Musch n'est plus ».

L'enfant est mort à l'âge de 9 ans, d'une sorte de choléra. A Engels : « Aujourd'hui, entre 5 et 6 heures, il s'est endormi (au sens propre du terme) pour toujours dans mes bras. Je n'oublierai jamais quel soulagement ton amitié nous a apporté pendant cette période terrible¹ ».

Le 12 avril, au même : « Des revers, j'en ai connu de toutes sortes, mais ce qu'est le vrai malheur, c'est maintenant seulement que je l'ai appris. Je me sens anéanti. (...) Au milieu de toutes les épreuves de ces jours derniers, ce qui m'a permis de tenir le coup, c'est de penser à toi et à ton amitié et aussi l'espérance que, sur cette terre, il nous reste encore à faire ensemble des choses qui ne sont pas dérisoires². ».

Après Guido, en novembre 1850 (il avait un an et 14 jours), et Franziska en avril 1852 (elle avait un an à peine), c'est le troisième enfant que perd le couple des Marx.

16.04.55 Marx annonce qu'il part pour Manchester avec Jenny³.

17.04.55 Marx adresse à la *Neue Oder-Zeitung* deux articles (rédigés par Engels) sur le panslavisme tenu pour l'idéologie au service de la politique d'expansion du tsarisme⁴ : « Il est grand temps que l'Allemagne prenne sérieusement conscience des dangers qui la menacent ».

18.04.55 Marx et Jenny séjournent à Manchester du 18 avril au 6 mai 1855.

18.05.55 Marx manifeste son irritation devant l'attitude du *New York Tribune* à l'égard du panslavisme⁵. A Engels : « Que le *Tribune* aille au diable. En tout état de cause, il est maintenant absolument indispensable qu'il prenne position contre le panslavisme. Sinon, on pourrait se voir obligé de rompre avec ce canard, ce qui serait catastrophique⁶. ».

En cause, l'influence au sein du journal new-Yorkais de l'émigré polonais A. Gurowski qui prendra l'initiative de modifier le contenu même d'un article d'Engels sur la question.

15.06.55 Dana est demandeur d'articles sur les questions militaires. Marx sollicite évidemment Engels pour qu'il fournisse de la copie : « je ne peux pas laisser passer les 10 Livres que cela rapporte⁷. ».

De son côté, Marx travaille à la bibliothèque du British Museum pour rassembler de la documentation sur l'armée espagnole et l'armée napolitaine. Engels s'en servira pour écrire la série d'articles intitulée « Les armées d'Europe » qui paraîtra d'août à décembre 1855 dans le *Putnam's Monthly Magazine*, un mensuel républicain de New York.

¹ C4, p. 214.

² C4, p. 215.

³ Il note : « Je viens de voir passer Badinguet sur le pont de Westminster. Un singe en uniforme. » (C4, p. 216). Napoléon III était arrivé à Londres le 16 avril 1855 pour une visite officielle.

⁴ De janvier à avril 1855, Engels ne rédigea pas moins de 15 articles sur le sujet. Aucun d'eux ne paraîtra dans le *New-York Daily Tribune* à qui ils étaient destinés. Marx le lui signalera le 22 septembre 1856 : « Le *Tribune*, m'a renvoyé les articles non publiés. C'est en tout et pour tout le panslavisme et mes articles sur les principautés danubiennes ». (C4, p. 329).

⁵ Marx et Engels y voient l'expression idéologique de l'expansionnisme russe.

⁶ C4, p. 218.

⁷ C4, 220. D'autant plus, ajoute-t-il, que « l'héritage n'arrive pas » et que « j'ai compté plus de piges que je n'ai envoyé d'articles dans les traites tirées sur le *Tribune* ».

18.06.55 Les troupes françaises et anglaises donnent l'assaut à Sébastopol en ce 16 juin, jour anniversaire de la bataille de Waterloo. Engels en rendra compte dans son article « A propos de l'assaut du 18 juin » qui paraîtra le 11 juillet 55 dans la *Neue Oder-Zeitung*.

24.06.55 Manifestation ouvrière à Londres pour protester contre le projet du gouvernement d'interdire toute activité le dimanche¹. Marx y voit un début d'effervescence révolutionnaire. A Engels, le 26 juin : « La manifestation de dimanche, ici à Hyde Park, a pris une tournure tout à fait révolutionnaire². ».

03.07.55 Marx à Engels : « le souvenir de notre pauvre cher petit nous obsède et vient même troubler les jeux de ses sœurs³. ».

Il commente par ailleurs la récente deuxième manifestation, le 1^{er} juillet, à Hyde Park en dénonçant la brutalité de la répression policière⁴. Il y a, écrit-il, « une fermentation et une effervescence certaines, il n'y a plus qu'à souhaiter que de grands revers en Crimée fassent définitivement pencher la balance. ».

17.07.55 La famille Marx séjourne à la campagne, à Camberwell, dans un petit cottage que lui a prêté un ami, Peter Imandt. Le séjour se prolongera jusqu'au début de septembre.

Il échappe ainsi à ses créanciers londoniens, le temps de recevoir l'argent « écossais », c'est-à-dire la part d'héritage de Jenny sur son oncle.

28.07.55 Marx adresse à Ferdinand Lassalle une invitation amicale à le rejoindre à Londres. Il évoque la mort de Musch : « Bacon dit que les véritables grands hommes ont tant de relations avec la nature et le monde, qu'ils s'intéressent à tant de choses qu'ils se consolent rapidement de toute perte. Je ne fais pas partie de ces grands hommes. La mort de mon enfant a profondément bouleversé mon cœur et ébranlé mon esprit et je ressens cette perte aussi vivement qu'au premier jour. Ma pauvre femme, elle aussi, est complètement brisée⁵. ».

Il répond ainsi à une lettre que Lassalle lui avait adressée de Paris⁶ au début de ce mois de juillet pour lui faire part de sa compassion devant le deuil de Musch : « Tu dois être convaincu qu'il n'y a aucun de tes amis pour être touché comme moi, jusqu'au cœur, par ce malheur⁷. ».

07.08.55 Marx a adressé au *Tribune* une série de trois articles consacrés à Lord John Russell : « Je passe le petit homme en revue depuis le commencement⁸. ».

Ce pamphlet, paru sous une forme abrégée dans le *Tribune* du 28 août, sera reproduit dans son intégralité par la *Neue Oder-Zeitung*.

¹ Ledit Sunday Trading Bill.

² C4, p. 221. Marx en rendra compte dans son article « L'agitation cléricale » paru le 28.06.55 dans la *Neue Oder-Zeitung* et dans lequel il n'hésite pas à écrire : « Nous avons été spectateurs du commencement à la fin, et nous ne croyons pas exagérer en affirmant qu'hier, à Hyde Park, ce fut le début de la révolution anglaise. » (*Œuvres politiques*, Alfred Costes, Editeur, t. 7, pp. 126-127). Wilhelm Liebknecht évoque leur présence commune ce jour-là à Hyde Park dans ses *Souvenirs sur Karl Marx*. « Marx, écrit-il, qui s'emballait facilement en pareilles circonstances, faillit être envoyé au poste par un policeman ; fort heureusement ses ardents propos sur la bière influèrent favorablement sur le brave gardien de la loi. » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du progrès, Moscou 1982, pp. 127-128).

³ C4, p. 224.

⁴ Une deuxième manifestation aura lieu le 1er juillet 1855, toujours brutalement réprimée par la police. Elle protestait à nouveau contre l'ordonnance qui interdisait l'ouverture des magasins le dimanche. Ce projet de loi sera finalement abandonné et l'agitation cessa aussitôt.

⁵ C4, p. 227.

⁶ Son installation à Berlin lui est toujours interdite par la police.

⁷ *Correspondance Marx Lassalle*, pp. 135-136. Lassalle lui répondra le 24 septembre en regrettant de ne pouvoir se rendre à Londres. (op.cit., p. 137).

⁸ C4, p. 228.

- 01.09.55 Les envois d'Engels pour le *Putnam's Monthly Magazine* ont été appréciés. Dana est demandeur de la suite.
- 06.09.55 Marx annonce à Engels le décès de Roland Daniels. Le même jour, il adresse à Amalie Daniels, son épouse, une chaleureuse lettre de condoléances : « Au milieu des habitants de Cologne, *lui écrit-il*, Daniels me faisait toujours penser à la statue d'un dieu grec qu'un hasard capricieux aurait fait échouer parmi une bande de Hottentots. Sa disparition prématurée n'est pas seulement une perte irréparable pour sa famille et pour ses amis, mais aussi pour la science où il promettait tant et pour les masses souffrantes qui possédaient en lui un défenseur fidèle à l'avant-garde du combat¹. » .
- 11.09.55 Pour échapper aux poursuites judiciaires de son créancier (le Dr Freund à qui il doit toujours quelque 26 livres) et donc à la prison, Marx s'installe incognito chez Engels à Manchester (en attendant que l'héritage de l'oncle de Jenny leur parvienne). Jenny et les enfants sont restés à Londres. Il annonce son arrivée à Engels en ces termes : « A l'instar des Russes, j'ai été contraint par une force supérieure to evacuate the Southern Side², sans toutefois tout faire sauter derrière moi. Au contraire ma garnison reste tranquillement cantonnée ici où je compte revenir, moi aussi, *in a week or so*. En d'autres termes, je dois me retirer pour quelques jours à Manchester où j'arriverai demain soir. Comme je dois séjourner là-bas *incognito*, ne souffle mot de ma présence à personne³. » .
- Ce même 11 septembre, Marx confirme à Moritz Elsner toute sa sympathie à l'adresse de la *Neue Oder-Zeitung* dont l'existence semble toutefois menacée. Il va même jusqu'à affirmer : « Il va de soi que si jamais votre journal ne pouvait plus payer, mais continuait néanmoins à exister, vous continueriez à disposer de ma collaboration comme avant⁴. » . M. Elsner sera bientôt contraint d'annoncer à Marx l'arrêt de la publication.
- 07.12.55 Marx est rentré à Londres mais reste « caché » chez lui, de crainte de mauvaises rencontres en ville. A Engels : « depuis mon arrivée ici⁵, je suis prisonnier de mes 4 murs contre lesquels je ne peux quand même pas passer mon temps à pester. Ce serait trop risqué de m'aventurer à l'air libre en ce moment⁶. » . Le 14.12, encore, à Engels : « Cela commence à me peser d'être consigné dans ma chambre. Je n'ai pas encore respiré la moindre gorgée d'air frais⁷. » .
- 11.12.55 Dana a confirmé à Marx que le *Tribune* acceptait de lui payer deux articles par semaine au tarif de 10 dollars l'article, une Engels lui répond le 12.12 : « Comme tu vois, il y a moyen d'arriver à quelque chose avec ces braves gens du *Tribune* et les 200 livres

¹ C4, pp. 232-233.

² « à évacuer le flanc sud » : Marx évoque ici la bataille de Sébastopol.

³ C4, p. 234.

⁴ C4, p. 235.

⁵ Il revient de Manchester.

⁶ C4, p. 240.

⁷ C4, p. 245.

rétribution qui est loin d'être négligeable.

sont assurées. Afin que les choses démarrent tout de suite, je ferai dès ce soir un article militaire. De ton côté, il faut que tu rédiges un article politique afin que les deux puissent partir vendredi, ce qui fait 4 £¹. ».

14.12.55 Marx a reçu chez lui la visite d'Edgar et de Bruno Bauer. A Engels : « J'ai reçu une visite que je te donne en mille : j'ai vu arriver Edgar Bauer - que je n'avais pas vu depuis près d'un an - accompagné de Bruno. Cela fait déjà 15 jours qu'il est ici et il compte rester 6 mois (...). Il a visiblement vieilli, son front s'est dégarni, il fait plus ou moins l'effet maintenant d'un vieux professeur érudit. Il loge pour le moment chez Edgar, dans une cahute vers les confins de Highgate, et là, plongé dans la misère petite-bourgeoise la plus noire, il ne voit rien, n'entend parler de rien non plus. C'est cela qu'il prend pour Londres et il se figure que, hormis 30.000 privilégiés, tous les Anglais vivent comme Edgar Bauer. D'où sa haine et son « mépris » pour ce pays qui sont colossaux (...) L'occasion a permis de montrer également que son idéal présent, c'est le « paysan » de « Frise orientale », de l'« Altenbourg » et en partie celui de « Westphalie » - ce sont eux les vrais aristocrates. Il est également convaincu que ces manants resteront imperméables à tout ce qu'on pourra leur raconter et que cette abominable tendance moderne au nivellement qui arrache des gémissements à l'homme de la « dissolution » se cassera le nez sur ces rochers. Ce fut très singulier d'entendre la « Critique » confesser qu'en dernière analyse c'est sur Berthold Auerbach qu'elle s'appuie vraiment. D'après lui, les villes allemandes périssent, à l'exception de « quelques villes purement commerciales », mais « la campagne » connaît un essor formidable. Il n'a pas dit un traître mot de l'essor industriel, tout en déplorant malgré tout au fond de lui-même qu'on ne fasse rien d'autre actuellement en Allemagne que des améliorations. (...) En dépit de ses efforts pour faire preuve d'humour, il laissait paraître beaucoup d'irritation et de mélancolie sur le « temps présent ». En Allemagne - horrible, vraiment - on ne lit et n'achète plus que de misérables ouvrages de compilation scientifique. Si tu viens, nous passerons un moment drôle avec ce vieux schnock². ».

Engels séjournera à Londres du 24 décembre 1855 au début de janvier de l'année suivante.

¹ C4, p. 243.

² C4, pp. 245-247.

Karl Marx et Friedrich Engels

Tranches de vie : l'année 1856

18.01.56 A Engels : « j'ai revu Bruno¹ à plusieurs reprises. Le romantisme se révèle de plus en plus être la « prémisses » de la critique critique. En économie, il se passionne pour les physiocrates qu'il comprend de travers et croit aux effets spécifiques et miraculeux de la propriété foncière. En outre, il porte au pinacle les rêveries économiques d'Adam Müller², le romantique allemand (...) En ce qui concerne nos illusions sur les luttes de classes à l'intérieur, il objecte que les ouvriers 1. n'éprouvent pas de « haine » ; 2. le genre de haine qu'ils éprouvent ne les a jamais menés à rien ; 3. ils constituent la « populace » (...), qu'on ne peut dompter et guider qu'à l'aide de violence et de ruse ; 4. avec une prime d'un groschen d'argent, chez eux, on règle « tout ». (...) Au demeurant, c'est un vieux monsieur fort satisfait³. ».

07.02.56 Engels travaille à la série des articles qu'il consacre à la question du panslavisme⁴. Il décrit par ailleurs des manifestations d'anti bonapartisme en France. : « Bonaparte, *écrit-il*, va très rapidement vers son déclin. (...) de grands changements se préparent (...) ce Bonaparte, à qui jadis tout, même les coups les plus idiots, les plus lâches et les plus infâmes, réussissaient, ne va pas tarder à s'apercevoir que, désormais, tout ce qu'il tente tourne mal. (...) cet été, le château de cartes bonapartiste s'effondrera probablement de la même manière que celui de Louis-Philippe en 1847, l'année des scandales, et c'est du hasard seul que dépendra alors le moment où la bourrasque se déchainera qui mettra complètement les murs par terre. Je mène actuellement une vie d'une grande sobriété, mais ce jour-là je me saoulerai sans doute pour la dernière fois à Manchester⁵. ».

12.02.56 Marx vient d'entendre la musique de Richard Wagner. A Engels, à ce propos : « Pieper vient de me jouer quelques morceaux de la musique de l'avenir. C'est affreux et de nature à vous faire avoir peur de cet « avenir » et de sa musique poétique⁶. ».

Il poursuit en faisant longuement le point sur ses recherches historiques au British Muséum, notamment sur les relations entre l'Angleterre et la Russie au 17^e et au 18^e siècles. Un exemple typique de l'érudition que mettent en œuvre les recherches de Marx.

29.02.56 Marx fournit à Engels une longue bibliographie d'ouvrages d'histoire et de sociologie⁷, de linguistique même, sur les peuples slaves⁷. « N'oublie pas le panslavisme », lui écrivait-il en conclusion de sa lettre du 13 février 1856.

05.03.56 Gustav Levy, un ouvrier de Düsseldorf, est venu à Londres pour dénoncer l'attitude de Ferdinand Lassalle guidée, selon lui, par des intérêts personnels. Marx est impressionné par les accusations de son visiteur et modifie son jugement à l'égard de Lassalle. Le 5 mars 53, il commente cette rencontre à l'adresse d'Engels: « Levy. Envoyé ici par les travailleurs de Düsseldorf pour (...) dénoncer Lassalle. Et je crois, après examen *très minutieux*, qu'ils ont raison. Lassalle, depuis que la comtesse a obtenu ses 300.000 thalers, est complètement transformé ; il repousse intentionnellement les travailleurs (...) Ils lui reprochent d'avoir sans cesse utilisé le Parti pour sa *merde personnelle* et d'avoir voulu entraîner les travailleurs à des *délits privés* dans l'intérêt de son procès. (...) Les ouvriers disent qu'ils ont tout passé à Lassalle sous prétexte qu'il était impliqué dans son procès, que c'était une affaire d'honneur. Mais ils ajoutent que, maintenant qu'il a

¹ Il s'agit de Bruno Bauer.

² L'économiste Adam Müller était le représentant de l'école romantique allemande.

³ C4, pp. 252-253.

⁴ Destinés au *New-York Tribune*, ces articles ne paraîtront pas en raison de l'opposition au sein de la rédaction du panslaviste G. de Gurowski.

⁵ C4, pp. 257-258.

⁶ C4, p. 259.

⁷ Une bibliographie qu'il poursuit dans le détail dans son courrier du 5 mars 56 avant même de fournir l'information sur la visite de Levy. (C4, pp. 272-273).

gagné, au lieu de se faire payer son travail par la comtesse et de se rendre indépendant, il vit ignominieusement sous le joug de cette femme comme un *homme entretenu* (...). Il les écarte maintenant de manière délibérée et provocante, comme s'ils étaient pour lui des instruments superflus. (...) Son plan consisterait à aller à Berlin, à y jouer les grands seigneurs et à y tenir salon. (...) Il aurait manifesté sans arrêt son « envie de jouer les dictateurs » (il semble se prendre pour tout autre chose que ce pour quoi nous le tenons ; il se prend pour le maître du monde parce qu'il a montré qu'il ne se laissait arrêter par rien dans une affaire privée, comme si un homme vraiment important devait sacrifier 10 années à une telle bagatelle), etc., etc. (...) La haine à son égard est si grande, *dit Levy*, que, quoi que nous puissions décider, les ouvriers le massacreraient s'il se trouvait à Düsseldorf au moment du mouvement insurrectionnel. (...) Tout ce qui précède n'est qu'une partie de ce que j'ai entendu et noté à grands traits. Le *tout* a produit sur moi-même et sur Freiligrath une impression *définitive*, quelque prévenu que j'aie pu être en faveur de Lassalle et quelque méfiant que je sois envers les ragots des ouvriers (...) Qu'en penses-tu ? J'aimerais aussi avoir l'avis de Lupus. ».

Levy informe par ailleurs Marx sur l'agitation parmi les ouvriers en Rhénanie : une insurrection à Paris donnerait le signal d'un soulèvement. : « Les gens semblent croire dur comme fer que nous et nos amis nous hâterions de les rejoindre dès le premier instant. Ils ressentent naturellement le besoin de chefs politiques et militaires. ».

Marx tempore les ardeurs : « Bien sûr je leur ai déclaré que, *si les circonstances le permettaient*, nous nous rendrions auprès des ouvriers de Rhénanie ; que toute émeute déclenchée de leur propre chef, sans initiative venant de Paris, de Vienne ou de Berlin serait une idiotie ; qu'il serait bon, pour le cas où Paris donnerait le signal, de tout risquer, à tout prix, car, dans ce cas, même une défaite momentanée n'aurait pas de conséquences durablement néfastes ; que je réfléchirais avec mes amis sur la question de ce que l'on pouvait faire en Rhénanie, en partant de l'action directe de la population laborieuse et qu'ils devaient envoyer à nouveau dans quelque temps quelqu'un à Londres, mais ne rien faire sans une entente préalable¹. ».

07.03.56 La réponse d'Engels sur la question de Lassalle ne tarde pas :

« Lassalle. Ce gars-là, ce serait dommage, à cause de son grand talent, et pourtant ces affaires sont trop graves. Ça toujours été quelqu'un qu'il fallait diablement surveiller; c'est un vrai Juif de la frontière slave: il était toujours sur le point d'utiliser tout un chacun à des fins privées, sous le couvert des affaires du parti. Ensuite cette manie de se pousser dans le beau monde, de *parvenir*, ne serait-ce qu'en apparence, de recouvrir et de masquer le Juif crasseux de Breslau sous toutes sortes de pommades et de fards l'ont toujours rendu antipathique. Cependant ce n'étaient là que des questions qui exigeaient qu'on l'ait à l'œil. Mais s'il se met à monter des histoires qui doivent conduire directement à un changement d'orientation du parti, je ne peux pas faire grief aux ouvriers de Düsseldorf d'éprouver la haine qu'ils ressentent contre lui. Je vais aller ce soir chez Lupus et lui exposerai l'affaire. Aucun d'entre nous n'a jamais fait confiance à Lassalle mais on l'a naturellement défendu contre des sottises émanant de H. Bürgers. Mon opinion est qu'il faut laisser aller les choses, comme tu l'as recommandé aux gars de Düsseldorf. Si on peut l'amener à un acte manifeste direct contre le parti, nous le tenons². ».

A partir de cette date, les notations hostiles à Lassalle³ vont se multiplier dans la correspondance privée⁴ de Marx et d'Engels. Leurs relations avec le personnage demeureront quant à elles courtoises.

L'irritation de Marx se manifestera surtout lorsque Lassalle affichera la prétention de théoriser dans le domaine de l'économie et que Marx aura le sentiment de se voir déposséder de ses découvertes par un rival indélicat.

Marx entreprend une étude sur les relations

¹ C4, pp. 276-279. En vérité, on dispose de peu d'informations sur le personnage de Gustav Levy. Le biographe Franz Mehring soutient l'hypothèse que cette démarche aurait été le résultat d'une rancune à l'égard de Lassalle, celui-ci ayant refusé un prêt. Et de s'étonner même que Marx ait pris au sérieux un tel bavardage (Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983, p. 289). La dénonciation de Lassalle ne sera pas moins confirmée par un certain colonel français à la retraite du nom de Touroute lors de sa visite à Marx en avril 1856. En l'absence de Marx, c'est Jenny, son épouse, qui recueillera le témoignage de son visiteur, le consignait dans une note manuscrite qui a été conservée. Le propos de Touroute visait le train de vie dispendieux de Lassalle, son caractère hautain de même que ses pratiques autoritaires. (Lettre de Marx à Engels, le 10.04.56, C4, p. 289).

² C4, p. 281.

³ Avec nombre de consonances antisémites, il faut le souligner. Ainsi ce commentaire plutôt singulier d'Engels dans sa lettre du 14 avril 56 après les informations reçues sur le train de vie dispendieux de Lassalle : « Les Lassallides m'ont beaucoup amusé, sa tête de Juif frisée doit être séduisante sur la robe de chambre rouge et dans les draperies de la marquise, sous lesquelles transparait à chaque mouvement le youpin polonais. A le voir, notre homme doit faire une impression très crasseuse et répugnante. » (C4, p. 296). Un propos privé, certes...

⁴ Oui, insistons sur le caractère privé de ces propos.

diplomatiques entre l'Angleterre et la Russie à la fin du 17^e et au 18^e siècle.

28.03.56 Jenny Marx est en conflit avec son demi-frère, ministre Prussien de son état¹, sur un aspect de la part d'héritage qu'elle escompte après le décès de son oncle. Il s'agit de manuscrits autographes de son grand-père² relatifs à la Guerre de Sept ans. Ces manuscrits ont, estime-t-elle, une valeur marchande qui a été sciemment sous-évaluée par son demi-frère au profit de l'Etat prussien à qui il envisage de les céder. Jenny est bien décidée à faire valoir ses droits financiers sur ces papiers³.

10.04.56 Jenny a reçu la visite d'un certain colonel français Tourouté qui confirme les récents propos de l'ouvrier de Düsseldorf Levy sur la vie privée et publique de Lassalle : train de vie dispendieux, spéculations boursières, fatuité et comportement autoritaire...

14.04.56 Engels commente les effets de la crise économique en cours : « Cette fois le krach sera plus inouï que jamais ; tous les éléments sont réunis : le développement intensif, l'extension universelle et l'imbrication de tous les éléments sociaux dominants et possédants⁵. ».

16.04.56 Marx informe Engels qu'il a accepté une invitation à un banquet organisé le 14 avril pour le quatrième anniversaire de la fondation du journal *People's Paper* : « J'ai accepté l'invitation, d'autant plus que comme l'annonçait le *Paper*, j'étais le *seul* de tous les émigrés à être invité et que le premier toast me revint, c'est-à-dire que j'eus à porter un toast à la *souveraineté du prolétariat dans tous les pays* (...) j'ai atteint le but que je voulais atteindre. Monsieur Talandier (...) et le reste de la bande des émigrés, français et autres, se sont bien convaincus que nous sommes les seuls alliés « intimes » des Chartistes et que, même si nous nous abstenons de manifestations publiques, et si nous laissons aux Français le soin de flirter publiquement avec le Chartisme, nous sommes à tout moment en mesure de réoccuper la position qui nous revient, ne serait-ce que du point de vue historique⁶. ».

Marx achevait son speech en déclarant: « Pour venger les méfaits de la classe dominante, il existait, en Allemagne, au Moyen Age, un tribunal secret appelé *Vehmgericht*, la *Sainte-Vehme*. Quand on voyait une maison marquée d'une croix rouge, on savait que son propriétaire était condamné par la *Vehme*. De nos jours, toutes les maisons d'Europe sont marquées de la mystérieuse croix rouge. Le juge, c'est l'histoire - celui qui exécute la sentence, c'est le

Marx à Engels : « Ma femme a reçu « par ordre spécial de Sa Très haute Majesté » un passeport de Berlin. En mai, elle ira avec toute la *family* à Trèves pour 3-4 mois.⁴ ».

Par ailleurs, Marx a revu Karl Schapper qui a rompu avec Willich et semble repentant. : « j'ai eu à nouveau quelques rencontres avec l'ami Schapper et j'ai trouvé en lui un pécheur très repentant. La retraite dans laquelle il vit depuis deux ans semble avoir plutôt accru ses capacités intellectuelles. Tu concevras qu'il peut toujours être bon d'avoir ce type sous la main pour toutes sortes d'éventualités et plus encore de le sortir des pattes de Willich. Schapper est à présent très monté contre les imbéciles de Windmill². ».

¹ Ferdinand von Westphalen est à l'époque ministre de l'Intérieur de Prusse.

² Christian Heinrich Philipp von Westphalen, qui avait été ministre de la Guerre du duc de Brunswick.

³ Cf. sa lettre à Engels du 28 mars 1856. C4, pp. 287-288.

⁴ C4, p. 293.

⁵ C4, p. 295.

⁶ C4, p. 298. L'allocution de Marx sera reproduite par le *People's Paper* du 19 avril (Cf. MECW, vol. 14, p. 655. Nous renvoyons au commentaire du chapitre 1.4.3 de notre fascicule 21.

prolétaire.¹ ».

- Mai 56 Engels entreprend un voyage à travers l'Irlande avec sa compagne Mary Burns. Ils visitent Dublin, Galway, Limerick, et Tralee : « On peut considérer l'Irlande comme la première colonie anglaise », écrit-il à Marx le 23.05.56³.
- 23.05.56 Jenny s'est rendue à Trèves avec ses trois filles auprès de sa mère souffrante, laquelle mourra le 23 juillet 56. Elle prolongera son séjour jusqu'au 10 septembre. Resté seul à Londres⁴, Marx hésite entre travailler et voyager un peu : « Je suis dans un dilemme sérieux : dois-je entreprendre maintenant un voyage ou non ? D'un côté je dois turbiner pour faire de l'argent. D'un autre le docteur m'a dit – et je crois qu'il est dans le vrai – que je dois voyager un peu et changer d'air car mon foie fonctionne de nouveau irrégulièrement. Je n'ai pas encore décidé ce que je dois faire⁵. ».
- 23.05.56 De retour à Manchester, Engels évoque son récent voyage en Irlande en compagnie de Mary Burns : « on peut considérer l'Irlande comme la première colonie anglaise et comme une colonie qui, à cause de sa proximité, est administrée encore directement à l'ancienne mode, et ici on constate déjà que la prétendue liberté des citoyens anglais repose sur l'oppression des colonies. (...)»⁶.
- 26.05.56 Engels invite Marx à Manchester. Pour sa part, il travaille surtout sur la question du panslavisme.
- 07.06.56 Marx part pour Manchester après un détour par Hull en compagnie de Pieper. Il séjournera chez Engels jusqu'aux environs du 20 juillet 1856. Il lit à Engels son manuscrit sur « Les révélations de l'histoire diplomatique du 18e siècle⁷ ».
- 21.06.56 Marx adresse à Jenny qui se trouve à Trèves l'une des rares lettres d'amour qui aient été conservées⁸.
- 28.07.56 Marx annonce à Engels la mort de sa belle-mère survenue le 23 juillet.
- 01.08.56 Marx commente à l'adresse d'Engels un livre de Simon de Trèves : « Délaiage de fadaïses, pas un mot qui ne soit une niaiserie, un ratage de collégien : le factum d'un pleutre présomptueux, avec la fausse ingénuité d'un gamin « poseur, un « brouet insipide où flottent quel- Le propos ne présente guère d'intérêt sinon pour cette remarque savoureuse : « Il est tout à fait surprenant, écrit Marx, de constater que cet énergumène nous conçoit au singulier : « Marx et Engels *dit*, etc.⁹ ».

¹ Cité par Maximilien Rubel, *K. Marx, Œuvres*, Editions de la Pléiade, Gallimard, Paris 1994, page CXVII.

² Marx vise ici *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs* qui avait basculé dans le camp de Willich et Schapper. (C4, p. 299).

³ C4, p. 307. Il décrit notamment les effets encore très visibles de la terrible famine de 1845-1847. Engels et Mary seront de retour le 23 mai 56.

⁴ Mais avec sur le dos, la présence de Pieper.

⁵ C4, p. 305.

⁶ C4, p. 307.

⁷ Le document sera édité à Londres par *The Free Press* d'août 1856 à avril 1857. (MECW, vol. 15).

⁸ C4, p. 312-316. La correspondance intime entre les deux époux sera en effet détruite par leurs filles.

⁹ C4, p. 325.

ques baies de coqueret prises chez Grün, une platitude sans rivage – on n’a jamais rien imprimé de semblable. (...) Bien sûr, j’ai seulement feuilleté. J’aimerais autant avaler une purge au savon ou faire acte de fraternité avec le grand Zoroastre dans de la pisse de vache toute chaude que lire ces balivernes. Notre fantôme le poursuit sans cesse (...) ».

08.08.56 Marx à Jenny : « c’est Pieper qui dort à mes côtés, à ta place. Horrible ! et si ce n’est dans mon lit, du moins dans ma chambre¹ ».

Engels se trouve à Londres tout au long de la seconde quinzaine d’août pour y rencontrer sa mère.

10.09.56 Jenny et les enfants sont revenus à Londres.

Elle a reçu quelque 120 livres sterling en héritage de sa mère.

22.09.56 Marx a trouvé un nouveau logement : 9, Grafton Terrace, Maitland Park, pour un loyer annuel de 36 £². Il demande à Engels une avance sur l’héritage de Jenny³. Marx et sa famille y vivront d’octobre 1856 à mars 1864.

Marx annonce la mort de Georg Weerth⁴.

26.09.56 Marx a reçu d’Engels l’argent qu’il lui demandait pour faire face à son déménagement : « La maison que j’ai louée est très bien pour le prix et ne serait sûrement pas cédée aussi bon marché si les alentours immédiats, la viabilité, etc., n’étaient quelque peu inachevés⁵. Dorénavant, tu trouveras, quand tu viendras à Londres, un véritable home⁶. ».

Marx annonce la mort de Stirner⁷.

Il commente par ailleurs les effets de la crise monétaire en cours : « Je ne crois pas, *écrit-il*, que la grande crise monétaire attendra la fin de l’hiver 1857. (...) La chose a d’ailleurs pris cette fois des proportions européennes comme jamais auparavant, et je ne crois pas que nous puissions nous en tenir longtemps encore à un rôle de spectateurs. ».

27.09.56 Engels confirme les analyses de Marx dans sa lettre précédente et annonce à son tour le prochain déclenchement d’une crise : « Il y aura cette fois un *dies irae* (un jour de la colère) comme jamais encore, avec écroulement de toute l’industrie européenne, saturation de tous les marchés (on n’expédie déjà plus rien en Inde), les classes dominantes de tous les pays

¹ L’anecdote témoigne de la familiarité des relations de Marx avec Pieper.

² Sur ce point, nous renvoyons au chapitre 6.1 (« Les résidences de Marx et de sa famille à Londres (1849-1883) ») de notre fascicule 19 *en corrigeant toutefois le montant du loyer*. Le montant annuel (et non mensuel) à retenir est de 36 livres selon l’information fournie par Asa Briggs et John Callow dans leur brochure « Marx in London » (Lawrence and Wishart, London, 2008), p. 60.

³ Une part de cet héritage, explique Marx, a été placée en obligations du chemin de fer de Basse Silésie et le moment n’est pas propice à une vente, sinon à perte.

⁴ Son décès est survenu le 30 juillet 1856 à La Havane.

⁵ Le 9, Grafton Terrace, Maitland Park, Haverstock Hill, Hampstead Road, est, à l’époque, un pavillon de banlieue. C’est la campagne, au pied des collines de Hampstead. Jenny ne manque pas d’évoquer dans son récit autobiographique l’isolement de leur nouvelle demeure : « Aucun chemin tracé ne menait chez nous ; tout, alentour, en était à ses débuts, en pleine construction ; il fallait se frayer un passage à travers les tas de gravats ; quand il pleuvait la lourde argile rougeâtre collait aux semelles, de sorte que bien souvent nous rentrions, après des efforts épuisants, avec des quintaux de boue aux pieds. De plus une obscurité complète régnait en ces lieux sauvages... » (Brève esquisse, p. 245).

⁶ C4, p. 333.

⁷ Son décès est survenu le 26 juin 1856 à Berlin.

dans le pétrin, faillite complète de la bourgeoisie, guerres et désordre portés à leur comble. Moi aussi, je crois que tout cela se réalisera en l'an 1857 (...)»¹ »

16.10.56 Marx à Engels : « Durant ces dernières semaines, j'ai (...) étudié d'assez près ce problème de l'argent et je te ferai part à l'occasion de mes réflexions². ».

17.11.56 Engels commente les récents soubresauts sociaux survenus en France en liaison avec une aggravation du chômage et un renchérissement des denrées alimentaires.

Il va jusqu'à évoquer l'ouverture d'une crise révolutionnaire : « La révolution ne retrouvera pas de sitôt une aussi belle *tabula rasa* que cette fois. Tous les artifices socialistes ont épuisé leur effet, on a essayé d'imposer aux ouvriers depuis 6 ans le travail forcé et cette méthode est discréditée, plus aucune possibilité de se lancer dans de nouvelles expériences en se payant de mots. Et d'autre part, des difficultés apparaissent à découvert, en pleine lumière ; il faut prendre le taureau par les cornes et je voudrais bien voir en France le prochain gouvernement provisoire s'y casser les dents. Heureusement, cette fois on pourra faire quelque chose, à condition que l'on agisse avec un très grand courage et une très grande résolution, car on n'aura plus à redouter un reflux aussi rapide qu'en 1848³. ».

02.12.56 Marx évoque le récent litige entre la Prusse et la Suisse à propos de la principauté de Neuchâtel et du comté de Valangin sur lesquels la Prusse réclame un droit de vassalité.

Il poursuit par un commentaire des plus dédaigneux sur l'histoire de la Prusse qu'il résume à une succession de « gueuseries » : « Tout ce qui fait en général l'intérêt de l'histoire féodale : la lutte du souverain contre ses vassaux, les duperies à l'égard des villes, etc., tout cela devient ici caricatural, réduit à de proportions minuscules, parce que les villes sont d'une ennuyeuse médiocrité, les féodaux d'une grossièreté sans envergure et le souverain lui-même un minus⁴ ». Etc...

Il termine sa lettre par ce refrain bien connu d'Engels : « Enfin, il faut encore que je te pose une question de confiance. J'ai à effectuer fin décembre des paiements assez considérables. Peux-tu me procurer quelque argent d'ici là ? Celui de ma femme a servi pour l'essentiel à aménager la maison et à combler les très grandes diminutions de recettes⁵. ».

22.12.56 Nouvelle demande d'aide financière à Engels : « Si tu pouvais m'envoyer l'argent avec la fin de la semaine, tu m'obligerais beaucoup (...). Si, pour le premier terme, je ne paie pas mon propriétaire ponctuellement, je suis entièrement discrédité⁶. ».

¹ C4, p. 336-337.

² C4, p. 337.

³ C4, p. 345. Le propos n'est guère argumenté mais il est significatif d'un certain état d'esprit à l'égard du pouvoir bonapartiste encore tenu pour fragile.

⁴ C4, pp. 348-349.

⁵ C4, p. 349.

⁶ C4, p. 350.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébiéens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie</i> .	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l'eurocentrisme de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La <i>Kölnische Zeitung</i> et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11

F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (The Northern Star du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique ((<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabot	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6

K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste, une œuvre de plagiaires ?</i>	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, <i>Chronique d'une rupture</i>	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, <i>Stratégies (la ligne politique de la Neue Rheinische Zeitung en 1848-1849)</i>	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif</i>	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, <i>sur Gracchus Babeuf</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, <i>sur la question d'Orient</i>	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, <i>sur la guerre de Crimée</i>	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : <i>le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861</i>	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : <i>répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856</i>	Vol. 22
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Au parlement ouvrier (People's Paper du 18.03.1854)</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, <i>Discours sur la Pologne (Deutsche-Brüsseler-Zeitung du 29.11.1847)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>Grèves ouvrières (New York Daily Tribune de juillet à décembre 1853)</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>l'Espagne en révolution</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage (New York Daily Tribune du 09.02.1853)</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée (New York Daily Tribune du 22.03.1853)</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Lettre à Annenkov, du 28.12.1846</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Lettre à Proudhon, du 05.05.1845</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Lettre au parlement ouvrier (The People's paper du 18.03.1854)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>L'Italie en résistance</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Le libre-échange et les chartistes (New York Daily Tribune du 25.08.1852)</i>	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 1. La préface de Marx</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 2. Cahiers de lecture</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 3. Premier manuscrit</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 4. Troisième manuscrit</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 5. Eloge de Feuerbach</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens : 6. Les manuscrits en débat</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie : 1. Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie : 2. La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Plaidoyer du 8 février 1849</i>	Vol. 18
K. Marx, <i>Préface à la Critique de l'Economie politique, janvier 1859</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Préface à l'édition de 1869 du 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, <i>La révolution de juin (Neue Rheinische Zeitung du 29 juin 1848)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Sur la loi des 10 heures (New York Daily Tribune du 15.03.1853)</i>	Vol. 22
K. Marx, <i>Thèses sur Feuerbach</i>	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, <i>Tories et Whigs (New York Daily Tribune du 21.08.1852)</i>	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, <i>la reprise des travaux théoriques et des recherches</i>	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, <i>leurs relations en 1848-1849</i>	Vol. 18
Mazzini <i>contre le socialisme et les socialistes français</i>	Vol. 19
Charles de Montalembert, <i>Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse</i>	Vol. 16
J. Nagels, <i>Le point de vue de la production dans le marxisme</i>	Vol. 8
J. Nagels, <i>David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs</i>	Vol. 8
Note <i>sur l'aristocratie financière</i>	Vol. 16
Note <i>sur Charles Anderson Dana et le New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note <i>sur l'emprunt révolutionnaire allemand</i>	Vol. 19
Note <i>sur Hegel et l'Orient</i>	Vol. 22
Note <i>sur la Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note <i>sur la garde nationale mobile</i>	Vol. 15
Note <i>sur la guerre de Crimée : chronologie</i>	Vol. 22
Note <i>sur l'immigration politique à Londres vers 1850</i>	Vol. 19

Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
Constantin Pecqueur/ Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, Manifeste des Enragés	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19